BIBLIOTHEQUE DU SENAT
SÉNAT
R.F.
S0000000275744
POPA
53.1

5

Chambre des Pairs BIBLIOTHÈQUE.
PSPA S3.1

CHAMBRE

DES PAIRS DE FRANCE.

Procès-verbal et Impressions diverses ordonnées par la Chambre.

Session de 1814.

TABLE DES MATIÈRES.

La Table suivante est commune au procès-verbal des séances de la Chambre et aux diverses impressions ordonnées par elle durant le cours de sa première session. Les renvois au procès-verbal sont ainsi indiqués : (P. V.) page —. Le renvoi aux impressions diverses l'est ainsi : (I. D.) n° —.

Quelques opinions non prononcées, mais distribuées à la Chambre par leurs auteurs, et que, pour la facilité des recherches, nous plaçons après les 140 numéros d'impressions diverses, sont ainsi indiquées : (Op. —).

Voir pour la division en volumes, tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.

A.

Abrial (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 29. — Fait un rapport sur la résolution de la Chambre des Députés,

relative à l'interprétation des lois. (P. V.) page 566. — Son opinion sur la formule de vérification proposée pour les lettres de naturalisation. (I. D.) n° 128. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à la vente exclusive des tabacs au profit de l'État. (P. V.) p. 1393.

Achaintre (le sieur), homme de lettres. — Rapport sur une pétition adressée à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 290.

Adresses.—De remerciement au Roi, votée par la Chambre des Pairs dans sa séance d'installation. (P. V.) p. 9. — Proposée à l'occasion de l'*Exposé de la situation du Royaume*, p. 143. — Sa délibération est ajournée, p. 144, 150. — Divers projets sont présentés, p. 159. — Renvoyés à une commission spéciale, p. 160. — Formation de cette commission, p. 166. — Elle fait son rapport et présente un projet, p. 170. — Il est renvoyé aux bureaux, p. 172. — Discuté en assemblée générale, p. 172 et suiv. — Renvoyé à la commission, à laquelle sont adjoints les six présidents des bureaux, p. 178. — Nouveau rapport de cette commission, p. 179. — Le projet est délibéré au scrutin et adopté, p. 180. — Teneur de l'Adresse, p. 181 et suiv. — Sa présentation au Roi, p. 197. — Réponse de S. M., p. 198.

Ajournement. — De la proposition de M. le duc de Lévis, relative à l'éducation publique. (P. V.) p. 138. — De la proposition de M. le comte de Valence, relative aux moyens de secourir les pauvres, p. 142. — De la proposition de M. le duc de Lévis, relative aux colons de Saint-Domingue, p. 590. — Des développements à

donner à la proposition de M. le comte de Saint-Vallier, relative à l'établissement d'un comité central des bureaux, p. 787. — De la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités, p. 1489. — Des séances des deux Chambres au 1er mai 1815, p. 1494.

B.

Bajot (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Répertoire de l'Administrateur de Marine.* (P. V.) p. 305.

Banque de France (Projet de loi relatif à l'organisation de la). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre des finances. (P. V.) p. 947. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 94. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 950. — Discussion en assemblée générale, p. 1015 et suiv. jusqu'à 1025. — Opinion de M. le duc de La Vauguyon. (I. D.) n° 101. — De M. le comte de Marbois, n° 102. — Le projet est renvoyé à une commission de cinq membres. (P. V.) p. 1025. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Lecouteulx de Canteleu, p. 1200. (I. D.) n° 115. — Discussion. (P. V.) p. 1301 et suiv. jusqu'à 1317. — Seconde opinion de M. le comte de Marbois (I. D.), n° 125. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 126. — De M. le comte Boissy-d'Anglas, n° 127. — Délibération article par article. (P. V.) p. 1317 et suiv. jusqu'à 1360. — Le ministre des finances parle en faveur du projet, p. 1327, 1330, 1333, 1339, 1342 et 1358. — Adoption du projet modifié, p. 1360.



Barral (M. le comte de), archevêque de Tours. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 35.

Barthélemy (M. le comte). — Est nommé vice-président de la Chambre des Pairs. Ordonnance royale du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis*. — Préside en cette qualité. (P. V.) p. 133 et 147.

Bas-Rhin (Cultivateurs du département du). — Rapport sur une pétition adressée à la Chambre par ces cultivateurs. (P. V.) p. 678. — L'assemblée en ordonne le renvoi à la commission spéciale qui sera nommée pour l'examen de la loi sur les tabacs, *ibid.*

Becquey (M. le conseiller d'état). — Voyez *Directeur général de l'agriculture et du commerce.*

Belderbusch (M. le comte de). — Lettres de naturalisation accordées à M. le comte de Belderbusch, ancien sénateur. Voyez *Lettres de naturalisation.*

Belloc (le baron de). — Rapport sur une pétition adressée par lui à la Chambre, dans l'intérêt du département de l'Hérault. (P. V.) p. 678. — L'assemblée en ordonne le renvoi à la commission qui sera nommée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exportation des grains, *ibid.*

Bénévent (M. le prince de). — Voyez *Ministre des affaires étrangères.*

Bérenger (M. le comte). — Voyez *Directeur général des contributions indirectes.*

Berland (le sieur). — Rapport sur une pétition adressée à la Chambre par ce particulier au nom de M. de Vichy. (P. V.) p. 1410. — L'assemblée passe à l'ordre du jour, p. 1411.

BERTHOLLET (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers. (I. D.) n° 69. — Fait un rapport à la Chambre sur ce projet. (P. V.) p. 590.

BIENS D'ÉMIGRÉS. — Voyez *Remise des biens non vendus.*

BIENS VENDUS PAR SUITE DE CONFISCATION. — Voyez *Indemnités.*

BLACAS D'AULPS (M. le comte de). — Voyez *Ministre de la maison du Roi.*

BOISSONS (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre des finances. (P. V.) p. 876. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 90. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 879. — Le projet est soumis à l'examen d'une commission spéciale de cinq membres, p. 918. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Depere, p. 1111 et (I. D.) n° 108. — Discussion. (P. V.) p. 1134 et suiv. jusqu'à 1138. — Opinion de M. le duc de Brissac. (I. D.) n° 109. — Adoption du projet. (P. V.) p. 1139. — Texte de la loi adoptée. (P. V.) p. 1497, *première annexe.*

BOISSY-D'ANGLAS (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 17. — Propose de faire insérer dans le journal officiel les rapports dont la Chambre auroit ordonné l'impression. (P. V.) p. 474. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains. (I. D.) n° 77. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, n° 122 *bis.* — Sur le projet de loi relatif à la banque de France, n° 127.

BOSE et BESSON (les sieurs), artistes. — Font hommage à la Chambre d'un portrait gravé du Roi. (P. V.) p. 1364.

BOYELDIEU (M.), avocat. — Fait hommage à la Chambre

d'un ouvrage ayant pour titre : *Le Langage de la raison et du sentiment au milieu des erreurs et des préjugés du siècle.* (P. V.) 1363.

Brady (le sieur). — Rapport sur une pétition adressée à la Chambre par ce particulier, au nom de ses compatriotes habitants de l'île de Corse. (P. V.) p. 291.

Brissac (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 22. — Sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains, n° 84. — Sur le projet de loi relatif aux boissons, n° 109. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, n° 111. — Son opinion *non prononcée* sur la remise des biens non vendus des émigrés (Op. 5). — Sur la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités (Op. 9).

Bureau. — Provisoire de la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 3. — Définitif, p. 110. — Son organisation est portée à la connoissance du Roi, p. 128.

Bureaux de la Chambre des Pairs. — Première formation des bureaux. (P. V.) p. 108. — État des membres attachés à chaque bureau. (I. D.) n° 7. — Organisation des six bureaux. (P. V.) p. 122. — Tableau de cette organisation. (I. D.) n° 8. — Premier renouvellement des bureaux. (P. V.) p. 219. — État des membres attachés à chaque bureau. (I. D.) n° 11. — Second renouvellement. (P. V.) p. 420. — État des membres attachés à chaque bureau. (I. D.) n° 39. — Troisième renouvellement. (P. V.) p. 544. — État des membres attachés à chaque bureau. (I. D.) n° 53. — Quatrième renouvellement. (P. V.) p. 765. — État des membres attachés à chaque bureau. (I. D.) n° 73. — Cinquième renouvellement. (P. V.)

p. 1011. — État des membres attachés à chaque bureau. (I. D.) n° 100.

C.

Canclaux (M. le comte de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au serment des fonctionnaires publics. (I. D.) n° 120.

Cassation (Cour de). — Voyez *Interprétation des Lois.*

Castries (M. le duc de). — Son opinion *non imprimée* sur la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités (Op. 8).

Cauchy fils (Alexandre). — Nommé adjoint de son père, garde des registres de la Chambre. (P. V.) p. 1268. — Prête serment en cette qualité, p. 1297.

Cauchy (le chevalier). — Est autorisé à remplir auprès de la Chambre les fonctions de secrétaire-archiviste qu'il remplissoit auprès du Sénat. (P. V.) p. 11. — Nommé garde des registres, prête serment en cette qualité, p. 154.

Chambre des Députés. — Une tribune y est réservée pour MM. les Pairs qui désireroient assister aux séances. (P. V.) p. 154.

Chambre des Pairs. — Se réunit au palais du Luxembourg à l'issue de la séance royale du 4 juin. (P. V.) p. 3. — Est installée et présidée par le Chancelier, p. 6. — Liste nominative des membres qui la composent. (I. D.) n° 1 *bis*. — Vote une adresse de remerciement au Roi. (P. V.) p. 9. — Notifie son organisation provisoire à la Chambre des Députés, p. 12. — Se divise en bureaux, p. 108. — Les organise, p. 122. — Nomme ses

secrétaires pour la session de 1814, p. 110. — Se déclare définitivement constituée, p. 124. — Le notifie à la Chambre des Députés, *ibid.* — Se sépare après avoir entendu la proclamation du Roi qui l'ajourne au 1er mai 1815, p. 1495.

Chancelier de France (M. le).— Ouvre la séance d'installation de la Chambre des Pairs. — Discours qu'il prononce en cette occasion. (P. V.) n° 1. — Présente à la Chambre l'*Exposé de la situation du Royaume*, p. 143. — Reçoit le serment du garde des registres, p. 154. — Présente un projet de loi sur les naturalisations, p. 234. — Représente le même projet avec les amendements de la Chambre des Députés, p. 565. — Présente un projet de loi relatif aux créanciers des colons de Saint-Domingue, p. 591. — Un projet de loi sur l'importation des grains, p. 643. — Un projet de loi sur l'exportation des fers étrangers, p. 682. — Un projet de loi sur la circonscription du pays de Gex, p. 735. — Un projet de loi portant prorogation du délai accordé par la loi du 6 brumaire an V aux militaires absents, p. 1268. — Un projet de loi portant réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs, p. 1391.

Charte constitutionnelle. — Transcrite sur les registres de la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 7. — Texte de cette Charte. (I. D.) n° 1. — (*La Charte constitutionnelle fait partie du petit recueil, format in-18, imprimé avec une table particulière pour l'usage de la Chambre.*)

Choiseul (M. le duc de). — Son opinion *non prononcée* sur le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers (Op. 1). — Sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés (Op. 4).

CHOLET (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 33.

COLONS DE SAINT-DOMINGUE (projet de loi relatif aux créanciers des). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 591. — Texte du projet. (I. D.) n° 57. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 594. — Discussion en assemblée générale, p. 627 et suiv. jusqu'à 638. — Il est renvoyé à une commission spéciale de cinq membres, p. 639. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Marbois, p. 646 et suiv. (I. D.) n° 65. — Discussion. (P. V.) p. 687 et suiv. jusqu'à 702. — Adoption du projet modifié, p. 702.

COMITÉ CENTRAL DES BUREAUX (proposition tendante à l'établissement d'un). — Faite par un membre (M. le comte de Saint-Vallier). (P. V.) p. 640. — L'assemblée arrête qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 641. — Ajourne le développement des motifs, p. 787.

COMITÉ DES PÉTITIONS. — Première formation de ce comité. (P. V.) p. 122. — Premier renouvellement, p. 222. — Second renouvellement, p. 423. — Troisième renouvellement, p. 548. — Quatrième renouvellement, p. 767. — Cinquième renouvellement, p. 1013.

COMMISSAIRES DU ROI. — Chargés d'apporter à la Chambre des Pairs la proclamation de S. M. qui proroge la session des deux Chambres. (P. V.) p. 1494.

COMMISSIONS SPÉCIALES. — Pour la rédaction d'un projet d'Adresse au Roi, voté dans la séance d'installation. (P. V.) p. 8. — Pour la confection d'un réglement intérieur, p. 13. — Pour la rédaction d'une adresse au Roi sur l'*Exposé de la situation du Royaume*, p. 166. — Pour

l'examen du projet de loi sur les finances, p. 435. — Pour l'examen de la résolution de la Chambre des Députés, sur la liste civile et la dotation de la couronne, p. 438. — Pour l'examen de la résolution relative à l'exportation des laines et béliers mérinos, p. 549. — Pour l'examen de la résolution relative à l'interprétation des lois, p. 562. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux créanciers des colons de Saint-Domingue, p. 639. — Pour l'examen du projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 712. — Pour l'examen du projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers, p. 733. — Pour l'examen du projet concernant la remise des biens non vendus des émigrés, p. 868. — Pour l'examen du projet relatif aux boissons, p. 919. — Pour l'examen du projet de loi relatif à la Banque de France, p. 1025. — Pour l'examen des lettres de naturalisation, p. 1140. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux douanes, p. 1151. — Pour l'examen du projet de loi relatif à la vente exclusive des tabacs au profit de l'État, p. 1296. — Pour l'examen de la proposition faite par M. le maréchal duc de Tarente, relativement à un système général d'indemnités, p. 1404. — Pour l'examen de la résolution de la Chambre des Députés, relative au serment des fonctionnaires publics, p. 1405. — Pour l'examen du projet de loi portant réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs, p. 1409.

Conegliano (M. le maréchal duc de). — Fait un rapport à la Chambre sur le projet de loi portant réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs. (P. V.) p. 1459.

CONSTITUTION. Voyez *Charte constitutionnelle.*

CORNET (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 38. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative à l'interprétation des lois, n° 60. — Sur le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers, n° 97. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif aux douanes. (P. V.) p. 1269.

CORNUDET (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 15. — Sur le projet de loi relatif aux finances, n° 47. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative à l'interprétation des lois, n° 59. — Sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains, n° 81. — Son opinion *non prononcée* sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés (Op. 3).

CORVETTO (M. le comte). — Lettres de naturalisation accordées à M. le comte Corvetto, conseiller d'état. Voyez *Lettres de naturalisation.*

COUR DE CASSATION. Voyez *Interprétation des lois.*

COURONNE (dotation de la). Voyez *Liste civile.*

CRÉANCIERS DES COLONS DE SAINT-DOMINGUE. Voyez *Colons de Saint-Domingue.*

D.

DEBOUIS (le sieur), avocat et avoué. — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage intitulé l'*Annotateur judiciaire*, (P. V.) p. 621.

DE BOURRAL (le sieur), maire d'Ouzouër (Loiret). — Rapport fait à la Chambre sur une pétition de ce parti-

culier. (P. V.) p. 1411. — L'assemblée passe à l'ordre du jour, p. 1412.

Dedelay-d'Agier (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 28.

Délai accordé aux militaires absents. Voyez *Militaires*.

Depere (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains. (I. D.) n° 83. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif aux boissons. (P. V.) p. 1111.

Députation (simple). — La simple députation de la Chambre des Pairs est composée du président et des quatre secrétaires. (P. V.) p. 128.

De Ribere (le sieur), prêtre déporté. — Rapport fait à la Chambre sur une pétition de cet ecclésiastique. (P. V.) p. 1413. — Cette pétition est renvoyée au ministre de l'intérieur, *ibid.*

De Rolland (la dame). — Rapport sur une pétition de cette dame. (P. V.) p. 1412. — L'assemblée passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Dettes du Roi en pays étranger (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de la maison du Roi. (P. V.) p. 1298. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 124. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1300. — Discussion en assemblée générale, p. 1366. — Adoption, *ibid.* — Texte de la loi adoptée. (P. V.) p. 1619, *sixième annexe*.

Dettes du Roi en pays étranger (résolution relative aux). — Adressée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 486. — Texte de la résolution. (I. D.) n° 42. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 486. —

Discussion en assemblée générale, *ibid.* — Elle est adoptée à l'unanimité, p. 531.

De Vichy (le sieur). — Rapport sur une pétition présentée au nom de ce particulier par le sieur Berland. (P. V.) p. 1410.

Directeur général de l'agriculture et du commerce (M. le). — Assiste avec le ministre de l'intérieur à la discussion du projet de loi sur l'exportation des grains. (P. V.) p. 789. — Combat le rapport fait sur ce projet par la commission, p. 796. — Obtient de nouveau la parole en faveur du projet, p. 835. — Assiste à la discussion du projet de loi relatif à l'exportation des laines et béliers mérinos, p. 883. — Combat le rapport de la commission spéciale, p. 921. — Expose les motifs du projet de loi relatif à la franchise du port de Marseille. p. 1154.

Directeur général des contributions indirectes (M. le). — Accompagne le ministre des finances, et donne lecture à la Chambre du projet de loi sur les boissons. (P. V.) p. 871 et 879.

Dotation du Sénat et des Sénatoreries. — Est réunie au domaine de la couronne. — Affectation particulière des revenus en provenants. Ordonnance royale du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis*.

Dotations militaires (de 2000 fr. et au-dessous). Voyez *Indemnités*.

Douanes (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre des finances. (P. V.) p. 1027. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 103. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1031. — Discussion en assemblée générale, p. 1142 et suiv. jusqu'à

1150. — Opinion de M. le duc de La Vauguyon. (I. D.) n° 110. — De M. le duc de Brissac, n° 111. — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale de cinq membres. (P. V.) p. 1150. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Cornet, p. 1269. — Discussion. p. 1289 et suiv. jusqu'à 1292. — Opinion de M. le comte Boissy-d'Anglas. (I. D.) n° 122 *bis*. — Adoption du projet. (P. V.) p. 1293. — Texte de la loi adoptée. (P. V.) p. 1569, *deuxième annexe*.

DOUDEAUVILLE (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 16. — Sur le projet de loi relatif aux finances, n° 48. — Sur le projet de loi relatif à l'exportation des laines et béliers mérinos, n° 92. — Sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au serment des fonctionnaires publics, n° 118.

E.

ÉDUCATION PUBLIQUE. — Proposition faite par un membre (M. le duc de Lévis), relativement à l'éducation publique. (P. V.) p. 129. — Développement de cette proposition, p. 134. — Discussion sur la question de savoir si elle sera prise en considération, p. 136. — L'assemblée en ordonne l'ajournement, p. 138.

ÉMIGRÉS. Voyez *Indemnités*.

ESTALLE (le sieur Joseph). — Rapport fait à la Chambre sur une pétition de ce particulier. (P. V.) p. 488 (I. D.) n° 45. — L'assemblée décide qu'il n'y a pas lieu de s'en occuper. (P. V.) p. 490.

EXCELMANS (le lieutenant-général comte). — Rapport fait

à la Chambre sur une pétition de cet officier-général. (P. V.) p. 1413. — Discussion, p. 1416 et suiv. jusqu'à 1424. — Opinion de M. le duc de La Rochefoucauld. (I. D.) n° 132. — L'assemblée passe à l'ordre du jour. (P. V.) p. 1424.

Excuses (des pairs qui ne peuvent assister à la séance). — Il n'en est fait aucune mention au procès-verbal. (P. V.) p. 12.

Exportation des grains. Voyez *Grains*.

Exportation des laines et béliers mérinos. Voy. *Laines et béliers*.

Exposé de la situation du royaume. — Est présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 143. — Observations faites par divers membres sur les pièces jointes à cet Exposé, p. 155. — M. le Chancelier répond à ces observations, p. 156, 158. — Le duc de Feltre réclame contre un passage du même Exposé, p. 161. — Adresse votée par la Chambre des Pairs relativement à l'Exposé dont il s'agit, p. 181 et suiv.

E.

Feltre (M. le duc de). — Réclame contre un passage de l'*Exposé de la situation du Royaume*, relatif à l'administration de la guerre. (P. V.) p. 161. — Déclare qu'il est satisfait des explications données à ce sujet par M. le Chancelier, p. 166. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 36.

Férino (M. le comte). — Lettres de naturalisation accordées à M. le comte Férino, ancien sénateur. Voy. *Lettres de naturalisation*.

FERRAND (M. le comte). — Présente à la Chambre des Pairs un projet de loi sur la remise des biens non vendus des émigrés. (P. V.) p. 790.

FERS ÉTRANGERS (projet de loi relatif à l'importation des). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier (P. V.) p. 682. — Texte et motifs de ce projet (I. D.) n° 67. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 687. — Discussion en assemblée générale, p. 716 et suiv. jusqu'à 732. — Opinion de M. le duc de La Vauguyon. (I. D.) n° 68. — De M. le comte Berthollet, n° 69. — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale de sept membres. (P. V.) p. 732. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Berthollet, p. 950. — Discussion, p. 969 et suiv. jusqu'à 1001. — Opinion de M. le duc de Saint-Aignan. (I. D.) n° 96. — De M. le comte Cornet, n° 97. — Le ministre des finances parle en faveur du projet. (P. V.) p. 979. — Opinion de M. le duc de La Rochefoucauld. (I. D.) n° 98. — De M. le duc de Valentinois, n° 99. — Opinion *non prononcée* de M. le duc de Choiseul (OP. 1). — Clôture de la discussion. (P. V.) p. 1001. — Délibération du projet article par article, p. 1001 et suiv. jusqu'à 1009. — Adoption, p. 1009.

FÊTE DU ROI. — Proposition faite à la Chambre relativement à cette fête. (P. V.) p. 294. — Développement des motifs, p. 298. — Discussion à ce sujet, p. 299. — Décision de la Chambre, p. 302.

FINANCES (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 428. — Texte et motifs du projet. (I. D.) n° 41. — Im-

pression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 432. — Il est soumis à l'examen d'une commission spéciale de sept membres, p. 435.—Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Plaisance, p. 476 et suiv. (I. D.) n° 43.—Un membre y relève une erreur dont la rectification est ordonnée. (P. V.) p. 491. — Discussion du projet de loi, p. 493 et suiv. jusqu'à 528. — Opinion de M. le duc de La Vauguyon. (I. D.) n° 46. — De M. le comte Cornudet, n° 47. — De M. le duc de Doudeauville, n° 48. — De M. le comte Lecouteulx de Canteleu, n° 49. — L'assemblée adopte le projet. (P. V.) p. 529.

Forges (maîtres de). — Rapport sur une pétition adressée par eux à la Chambre. (P. V.) p. 677. — L'assemblée ordonne le renvoi à la commission qui sera nommée pour l'examen du projet de loi sur les fers, p. 678.

Franchise du port de Marseille (projet de loi sur le rétablissement de la). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1153. — Le directeur général de l'agriculture et du commerce en expose les motifs, p. 1154 et suiv. — Texte du projet. (I. D.) n° 112. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1179. — Discussion en assemblée générale, p. 1294. — Adoption, p. 1295. — Texte de la loi adoptée. (P. V.) p. 1603, *troisième annexe.*

G.

Garde des registres. — Sa nomination par M. le Chancelier. — Prête serment, p. 154.

GEX. Voyez *Pays de Gex.*

GRAINS (projet de loi relatif à l'exportation des). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 643. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 64. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 645. — Discussion en assemblée générale, p. 706 et suiv. jusqu'à 712. — Il est renvoyé à une commission spéciale de sept membres, p. 712. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de La Vauguyon, p. 742 et suiv. (I. D.) n° 72. — Discussion. (P. V.) p. 794 et suiv. jusqu'à 849.—Opinion de M. le duc de La Rochefoucauld. (I. D.) n° 75. — Défense du projet par M. le directeur général de l'agriculture et du commerce, n° 76. — Opinion de M. le comte Boissy-d'Anglas, n° 77. — De M. le comte de Villemanzy, n° 78. — De M. le comte Lecouteulx de Canteleu, n° 79. — De M. le comte Laplace, n° 80. — De M. le comte Cornudet, n° 81. — De M. le comte de Marbois, n° 82. — De M. le comte Depere, n° 83. — De M. le duc de Brissac, n° 84. — Défense du rapport par M. le duc de La Vauguyon, n° 85. — Nouveau discours de M. le directeur général de l'agriculture et du commerce, n° 86. — Clôture de la discussion, (P. V.) p. 849. — Délibération article par article, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 862. — Adoption du projet modifié, p. 862.

GRAND-RÉFÉRENDAIRE DE LA CHAMBRE DES PAIRS. — Le comte de Sémonville est nommé grand-référendaire. Ordonnance royale du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis.*

GROUVEL (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'un

imprimé ayant pour titre *Faits historiques sur Saint-Domingue*. (P. V.) p. 622.

H.

Hesse (le sieur), vinaigrier. — Rapport fait à la Chambre sur une pétition de ce particulier. (P. V.) p. 1409. — L'assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur son incompétence relativement à l'objet de la demande, p. 1410.

Hommages faits a la Chambre. — Du *Répertoire de l'administrateur de marine*, par le sieur Bajot. (P. V.) p. 305. — Du seizième volume des *Ordonnances des Rois de France de la troisième race*, par M. le comte Pastoret, p. 425. — D'un *Traité des enfants naturels*, par le sieur Rolland de Villargues, p. 621. — D'un ouvrage intitulé l'*Annotateur judiciaire*, par le sieur Debouis, *ibid.* — D'un imprimé ayant pour titre *Faits historiques sur Saint-Domingue*, par le sieur Grouvel, p. 622. — D'un ouvrage intitulé *le Langage de la raison et du sentiment au milieu des erreurs et des préjugés du siècle*, par le sieur Boïeldieu, p. 1363.

I.

Importation des fers étrangers. Voyez *Fers étrangers*.

Impositions indirectes (projet de loi relatif au maintien de différentes). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre des finances. (P. V.) p. 1293. — Texte du projet. (I. D.) n° 123. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1294. — Discussion en assemblée générale,

p. 1365. — Adoption, p. 1366. — Texte de la loi adoptée. (P. V.) p. 1615, *cinquième annexe*.

IMPRESSION A QUATRE EXEMPLAIRES pour chaque membre. — Du discours prononcé par M. le prince de Bénévent en présentant à la Chambre des Pairs le projet de loi sur les finances. (P. V.) p. 433. — De l'opinion de M. le maréchal duc de Tarente sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés, p. 1085.

INDEMNITÉS (proposition relative à un système général d'). — Soumise à la Chambre par M. le maréchal duc de Tarente. (P. V.) p. 1084. — Développement de cette proposition, p. 1182. (I. D.) n° 114. — La Chambre décide qu'elle sera prise en considération. (P. V.) p. 1195. — Texte des motifs, et projets de résolution et d'adresse présentés en conséquence. (I. D.) n° 114. — Examen dans les bureaux. (P. V.) p. 1296. — Discussion en assemblée générale, p. 1378 et suiv. jusqu'à 1386. — La proposition est renvoyée à l'examen d'une commission spéciale de sept membres, p. 1387. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le maréchal duc de Tarente, p. 1425. (I. D.) n° 133. — Discussion. (P. V.) p. 1440 et suiv. jusqu'à 1489. — Opinion de M. le duc de La Vauguyon. (I. D.) n° 135. — De M. le duc de Valentinois, n° 136. — De M. le comte Lanjuinais, n° 137. — De M. le comte Lecouteulx de Canteleu, n° 138. — De M. le comte de Ségur, n° 139. — Opinion *non prononcée* de M. le duc de Castries (OP. 8). — De M. le duc de Brissac (OP. 9). — Le projet de résolution est ajourné à la session prochaine. (P. V.) p. 1489. — Dispositif de l'arrêté d'ajournement, p. 1490.

INSTALLATION. — Séance d'installation de la Chambre des

Pairs. (P. V.) p. 3. — Discours prononcé à cette occasion par M. le Chancelier, p. 4. — Adresse votée dans la même séance, p. 9.

Interprétation des lois (Résolution de la Chambre des Députés relative à l'). — Adressée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 544. — Texte de la résolution. (I. D.) n° 52. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 544. — Discussion en assemblée générale, p. 553 et suiv. — Renvoi à une commission spéciale de cinq membres, p. 561. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Abrial, p. 566 et suiv. (I. D.) n° 56. — Discussion en assemblée générale. (P. V.) p. 596 et suiv. jusqu'à 618. — Opinion de M. le duc de La Vauguyon. (I. D.) n° 58. — De M. le comte Cornudet, n° 59. — De M. le comte Cornet, n° 60. — De M. le comte Porcher de Richebourg, n° 61. — De M. le comte de Valence, n° 62. — La résolution est adoptée moyennant quelques amendements. (P. V.) p. 618.

J.

Journal de Paris. — Réclamation contre la manière dont il a rendu compte de la proposition faite par M. le maréchal duc de Tarente relativement à un système général d'indemnités. (P. V.) p. 1104. — Lettre écrite à ce sujet par M. le Chancelier au directeur général de la police du royaume, p. 1106.

Journal officiel. — Proposition tendante à faire insérer au journal officiel les rapports faits à la Chambre par ses commissions spéciales et dont elle auroit ordonné

l'impression. (P. V.) p. 474. — Elle est déposée sur le bureau, p. 475. — L'auteur en développe les motifs, p. 533. — Discussion à ce sujet, p. 535. — La proposition est retirée, p. 539.

Jours de repos (Résolution de la Chambre des Députés relative à l'observation extérieure des). — Adressée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 240. — Texte de la résolution. (I. D.) n° 13. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 240. — Discussion en assemblée générale, p. 272 et suiv. — Cette discussion est interrompue, p. 279. — Elle est reprise article par article, p. 283. — La Chambre adopte la résolution, p. 290.

K.

Kohler (le sieur), avocat. — Rapport sur une pétition adressée à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 187. — Discussion à ce sujet, p. 189. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 192. — Observations faites par divers membres sur cet arrêté, p. 193 et suiv. — Il est maintenu, p. 196.

L.

La Force (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 32. — Fait à la Chambre le rapport de différentes pétitions. (P. V.) p. 1409 et suiv. jusqu'à 1416. — Son opinion *non prononcée* sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés (Op. 2).

Laines et beliers mérinos (projet de loi relatif à l'expor-

tation des). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 871. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 88. — Il est renvoyé à la commission spéciale nommée pour l'examen de la résolution relative au même objet, p. 876. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Lecouteulx de Canteleu, p. 883. — Discussion en assemblée générale, p. 907 et suiv. jusqu'à 940. — Opinion de M. le duc de Doudeauville. (I. D.) n° 92. — M. le directeur général de l'agriculture et du commerce combat le rapport de la commission. (P. V.) p. 921. — Son discours. (I. D.) n° 93. — Clôture de la discussion. (P. V.) p. 940. — Délibération du projet article par article, p. 940 et suiv. jusqu'à 944. — Adoption, p. 946.

Laines et beliers mérinos (Résolution de la Chambre des Députés relative à l'exportation des). — Adressée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 544. — Texte de la résolution. (I. D.) n° 51. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 544. — Nomination d'une commission spéciale de cinq membres, p. 548. — Le rapport de cette commission est ajourné, attendu la présentation d'un projet de loi sur le même objet, p. 553.

Lambrechts (M. le comte). — Lettres de naturalisation accordées à M. le comte Lambrechts, ancien sénateur. Voyez *Lettres de naturalisation.*

Lanjuinais (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 26. — Sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au serment des fonctionnaires publics, n° 119. — Sur le projet de résolution présenté par la commission spé-

ciale chargée d'examiner la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités, n° 137.

Laplace (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains. (I. D.) n° 80.

La Rochefoucauld (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 25. — Sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains, n° 75. — Sur le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers, n° 98. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France, n° 126. — Sur une pétition du lieutenant-général comte Excelmans, n° 132.

La Vauguyon (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 24. — Sur le projet de loi relatif aux finances, n° 46. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative à l'interprétation des lois, n° 58. — Sur le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers, n° 68. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains. (P. V.) p. 742. — Défend ce même rapport, p. 832. (I. D.) n° 85. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la banque de France, n° 101. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, n° 110. — Sur le projet de résolution présenté par la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités, n° 135.

Lecouteulx de Canteleu (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux finances. (I. D.) n° 49. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à l'exportation des laines et beliers mérinos. (P. V.) p. 883. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'exportation des

grains. (I. D.) n° 79. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1200.—Son opinion sur le projet de résolution présenté par la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités. (I. D.) n° 138.

Lemercier (M. le comte). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés relative au serment des fonctionnaires publics. (I. D.) n° 117.

Lenoir Laroche (M. le comte).—Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 34.

Lettres de naturalisation. — Présentation à la Chambre des Pairs des lettres de naturalisation accordées à M. le maréchal Masséna, prince d'Esling; à MM. les comtes Saur, de Belderbusch, Lambrechts et Férino, anciens sénateurs; à M. le comte Verhuell, vice-amiral, et à M. le comte Corvetto, conseiller d'état. (P. V.) p. 1108. — Discussion sur la forme de vérification de ces lettres, p. 1109. — Une commission spéciale est chargée de proposer ses vues, p. 1111. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Vioménil, p. 1239. — Les lettres sont déclarées vérifiées, p. 1378.

Lévis (M. le duc de). — Est nommé secrétaire de la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 110. — Fait une proposition relative à l'éducation publique, p. 129. — Une autre relative à la colonie de Saint-Domingue, p. 225. — Une troisième relative à la fête du Roi, p. 294. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 30. — Fait un rapport sur la résolution de la Chambre des Députés relative à la liste civile et à la

dotation de la couronne. (P. V.) p. 441. — Défend ce rapport, imprimé sans l'ordre de la Chambre, p. 473. — Fait un nouveau rapport sur la même résolution amendée, p. 666.

Liberté de la presse (projet de loi sur la).—Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 279. — Texte et motifs du projet. (I. D.) n° 14. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 282. — Discussion en assemblée générale, p. 306 et suiv. jusqu'à 419. — Opinion de M. le comte Cornudet. (I. D.) n° 15. — De M. le duc de Doudeauville, n° 16. — De M. le comte Boissy-d'Anglas, n° 17. — De M. le comte Porcher de Richebourg, n° 19. — De M. le comte de Ségur, n° 20. — De M. le comte de Maleville, n° 21. — De M. le duc de Brissac, n° 22. — De M. le comte de Valence, n° 23. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 24. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 25. — De M. le comte Lanjuinais, n° 26. — De M. le comte de Saint-Vallier, n° 27. — De M. le comte Dedelay-d'Agier, n° 28. — De M. le comte Abrial, n° 29. — De M. le duc de Lévis, n° 30. — De M. le duc de Praslin, n° 31. — De M. le duc de La Force, n° 32. — De M. le comte Cholet, n° 33. — De M. le comte Lenoir-Laroche, n° 34. — De M. l'archevêque de Tours, n° 35. — De M. le duc de Feltre, n° 36. — De M. le maréchal duc de Tarente, n° 37. — De M. le comte Cornet, n° 38. — Défense du projet par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 368. — Divers membres lui répondent, p. 379. — Il réplique, p. 386. — La Chambre adopte le projet modifié, p. 420.

Lis (Décoration du). — Proposition relative à cette déco-

ration. (P. V.) p. 17. — Les membres de la Chambre des Pairs sont autorisés à la porter, p. 22.

Liste civile (Projet de loi sur la liste civile et la dotation de la couronne). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de la maison du Roi. (P. V.) p. 740. — Texte et motifs du projet. (I. D.) n° 70.—Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 742. — Discussion en assemblée générale, p. 771. — Adoption à l'unanimité, p. 783.

Liste civile (Résolution de la Chambre des Députés sur la liste civile et la dotation de la couronne). — Adressée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 427. — Texte de la résolution. (I. D.) n° 40. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 428. — Elle est soumise à l'examen d'une commission spéciale de cinq membres, p. 438. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Lévis, p. 441.—Discussion en assemblée générale, p. 447 et suiv. jusqu'à 467.—La résolution est adoptée avec quelques amendements, p. 468. — Ces amendements n'étant pas tous adoptés par la Chambre des Députés, la résolution est envoyée de nouveau à la Chambre des Pairs, p. 622. — Texte de la nouvelle résolution. (I. D.) n° 63.—L'impression et la distribution en sont ordonnées. (P. V.) p. 626. — L'assemblée en renvoie en même temps l'examen à la commission qui a fait le premier rapport, *ibid.* — Nouveau rapport de cette commission, p. 666. — La résolution est adoptée, p. 676. — Motifs de l'adoption, p. 677.

Louis (M. le baron). — Voyez *Ministre des finances.*

Luxembourg (Palais du). — Le palais du Luxembourg et

ses dépendances sont affectés à la Chambre des Pairs. Ordonnance royale du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis*.

Luxembourg (Quartier du). — Pétition présentée par divers propriétaires et habitants de ce quartier, contre une mesure de police prise par M. le Grand-référendaire. (P. V.) p. 291. — Rapport fait à la Chambre sur cette pétition, p. 292. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 294.

M.

Maleville (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 21.

Marbois (M. le comte de). — Fait un rapport sur le projet de réglement intérieur. (P. V.) p. 16. — Sur le projet de loi relatif aux créanciers des colons de Saint-Domingue, p. 646. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains. (I. D.) n° 82. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France, n° 102. — Seconde opinion sur le même projet, n° 125.

Marseille. — Voyez *Franchise du port de Marseille*.

Masséna (M. le maréchal). — Lettres de naturalisation accordées à M. le maréchal Masséna, prince d'Esling. Voyez *Lettres de naturalisation*.

Mérinos (Voyez *Laines et beliers mérinos*).

Messages de la Chambre des Députés. — Contenant envoi d'une résolution sur l'observation extérieure des jours de repos et de fêtes. (P. V.) p. 240. — D'une résolution sur la liste civile et la dotation de la couronne, p. 427. — D'une résolution sur les dettes contractées par le Roi en pays étranger, p. 486. — D'une résolu-

tion sur l'exportation des laines et beliers mérinos, p. 544. — D'une résolution sur l'interprétation des lois, *ibid.* — D'une nouvelle résolution et d'une délibération relative à la liste civile et à la dotation de la couronne, p. 622. — D'une résolution relative au serment que doivent prêter les fonctionnaires publics, p. 1031. — D'une résolution relative à la responsabilité des ministres, p. 1440.

Militaires absents (Projet de loi qui proroge en faveur des militaires absents le délai accordé par la loi du 6 brumaire an 5). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 1268. — Texte de ce projet. (L. D.) n° 121. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1269. — Discussion en assemblée générale, p. 1364. — Adoption, p. 1365. — Texte de la loi adoptée. (P. V.) p. 1609, *quatrième annexe.*

Ministre des affaires étrangères (Le). — Présente à la Chambre des Pairs le projet de loi relatif aux finances. (P. V.) p. 428. — Son discours. (I. D.) n° 41.

Ministre de la maison du Roi (Le). — Présente à la Chambre des Pairs le projet de loi relatif à la liste civile et à la dotation de la Couronne. (P. V.) p. 740. — Le projet de loi relatif aux dettes contractées en pays étranger par le Roi et par les princes de sa maison, p. 1298.

Ministre de l'intérieur (Le.) — Présente à la Chambre des Pairs le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 279. — Défend ce projet, attaqué par divers membres, p. 368. — Répond à de nouvelles objections, p. 386. — Assiste à la discussion du projet de loi sur l'exportation des grains, p. 789, 815. — Pré-

sente un projet de loi portant rétablissement de la franchise du port de Marseille, p. 1153. — Soutient la discussion du projet de loi portant réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs, p. 1469, 1472.

Ministre des finances (Le). — Présente à la Chambre des Pairs un projet de loi sur les boissons. (P. V.) p. 876. — Sur l'organisation de la banque de France, p. 947. — Défend le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers, p. 979. — Présente un projet de loi sur les douanes, p. 1027. — Un projet de loi sur la vente exclusive des tabacs au profit de l'État, p. 1180. — Un projet de loi relatif au maintien de différentes impositions indirectes, p. 1293. — Soutient la discussion du projet de loi sur la banque de France, p. 1327, 1330, 1333, 1339, 1342 et 1358.

Moniteur (Insertion au). — De la proposition faite par M. le maréchal duc de Tarente relativement à un système général d'indemnités. (P. V.) p. 1108.

Montbéliard. — Projet de loi portant réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs. — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 1391. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 129. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1393. — Discussion en assemblée générale, p. 1407. — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale de trois membres, p. 1408. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le maréchal duc de Conegliano, p. 1459. — Discussion, p. 1469 et suiv. — Le ministre de l'intérieur combat l'avis de la commission, p. 1469, 1472. — Délibération article par

article, p. 1474 et suiv. — Adoption du projet modifié, p. 1477.

MONTESQUIOU (M. l'abbé de). — Voyez *Ministre de l'intérieur.*

N.

NATURALISATION. — Voyez *Lettres de naturalisation.*

NATURALISATIONS (Projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 234. — Texte et motifs du projet. (I. D.) n° 12. — Impression et renvoi aux bureaux (P. V.) p. 239. — Discussion en assemblée générale, p. 258 et suiv. — Adoption, p. 268. — Il est de nouveau présenté à la Chambre des Pairs, avec un amendement fait par la Chambre des Députés, p. 565. — Texte du projet amendé. (I. D.) n° 55. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 566. — Discussion en assemblée générale, p. 594. — Adoption, p. 596.

O.

ORDONNANCES ROYALES du 4 juin 1814. — Première ordonnance qui affecte à la Chambre des Pairs le palais du Luxembourg et ses dépendances. (I. D.) n° 1 *bis.* — Deuxième ordonnance qui réunit au domaine de la couronne la dotation du Sénat et des sénatoreries (*ibid.*) (*Ces deux ordonnances, et une troisième concernant les étrangers, font partie du petit recueil in-18 imprimé avec une table particulière pour l'usage de la Chambre.*)

ORGANISATION (de la Chambre des Pairs). — Notifiée à la Chambre des Députés. (P. V.) p. 12.

Orphelines de la légion d'honneur. — Voyez *Veuves de militaires.*

P.

Pairs de France. — Liste nominative des cent cinquante-quatre Pairs nommés à vie par le Roi pour composer la Chambre des Pairs. (I. D.) n° 1 *bis.*

Pastoret (M. le comte de). — Est appelé au bureau provisoire de la Chambre des Pairs lors de l'installation de cette Chambre. (P. V.) p. 3. — Nommé secrétaire, p. 110. — Fait hommage à la Chambre du seizième volume des *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, p. 425. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés, p. 1032.

Pauvres (malades, infirmes, enfants et vieillards). — Proposition faite par M. le comte de Valence, relativement aux moyens de les secourir. (P. V.) p. 138. — Discussion sur la question de savoir s'il y a lieu de s'occuper de la proposition, p. 141. — L'assemblée en ordonne l'ajournement, p. 142.

Pays de Gex (Projet de loi relatif à la circonscription du). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le chancelier. (P. V.) p. 735. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 71. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 740. — Discussion en assemblée générale, *ibid.* — Adoption, p. 787.

Pétitions. — Du sieur Kohler. (P. V.) p. 187. — Des propriétaires et colons de Saint-Domingue, p. 225. — Du sieur Achaintre, p. 290. — Du sieur Brady, p. 291. — De divers propriétaires et habitants du quartier du

Luxembourg, p. 291. — Du conseil municipal de Saint-Saturnin, p. 487. — Du sieur Joseph Estalle, p. 488. — Des veuves de militaires et mères d'orphelines de la légion d'honneur, p. 562. — Des maîtres de forges, p. 677. — Du baron de Belloc, p. 678. — Des cultivateurs du département du Bas-Rhin, p. 678. — Du sieur Hesse, vinaigrier, p. 1409. — De divers habitants de Valognes, p. 1410. — Du sieur Berland, au nom de M. de Vichy, *ibid.* — Du sieur de Bourral, maire d'Ouzouër (Loiret), p. 1411. — De madame de Rolland, p. 1412. — Du sieur de Ribere, prêtre déporté, p. 1413. — Des filateurs, fabricants et teinturiers de Rouen, *ibid.* — Du lieutenant-général comte Excelmans, *ibid.*

Plaisance (M. le duc de). — Fait un rapport sur le projet de loi relatif aux finances. (P. V.) p. 476.

Porcher de Richebourg. (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 19. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative à l'interprétation des lois, n° 61.

Praslin (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 31.

Préambule (du projet de loi sur la liberté de la presse). — Sa suppression est votée au scrutin par la Chambre. (P. V.) p. 392.

Proclamation du Roi (portant prorogation de la session des deux Chambres). — Apportée à la Chambre des Pairs par des ministres du Roi, commissaires de S. M. (P. V.) p. 1494. — Texte de cette proclamation, *ibid.* — La Chambre se sépare après en avoir entendu la lecture, p. 1495.

PROJETS DE LOI. — Sur les naturalisations. (I. D.) n° 12 et 55. — Sur la liberté de la presse, n° 14. — Sur les finances, n° 41. — Relatif aux créanciers des colons de Saint-Domingue, n° 57. — Sur l'exportation des grains, n° 64. — Sur l'importation des fers étrangers, n° 67. — Sur la liste civile et la dotation de la couronne, n° 70. — Sur la circonscription du pays de Gex et du département du Mont-Blanc, n° 71. — Sur la remise des biens non vendus des émigrés, n° 74. — Sur l'exportation des laines et beliers mérinos, n° 88. — Sur les boissons, n° 90. — Sur l'organisation de la banque de France, n° 94. — Sur les douanes, n° 103. — Sur le rétablissement de la franchise du port de Marseille, n° 112. — Sur la vente exclusive des tabacs au profit de l'État, n° 113. — Portant prorogation du délai accordé aux militaires absents, n° 121. — Relatif au maintien de différentes impositions indirectes, n° 123. — Relatif aux dettes contractées en pays étranger par le Roi et par les princes de sa maison, n° 124. — Concernant la réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs, n° 129.

PROPOSITIONS FAITES A LA CHAMBRE. — Par M. le duc de Lévis, relativement à l'éducation publique. (P. V.) p. 129. — Par M. le comte de Valence, relativement aux moyens de secourir les pauvres, p. 138. — Par M. le duc de Lévis, relativement à la colonie de Saint-Domingue, p. 225. — Par le même, relativement à la fête du Roi, p. 295. — Par M. le comte Boissy-d'Anglas, relativement à l'insertion dans le journal officiel des rapports dont l'assemblée auroit ordonné l'impres-

sion, p. 474 et 475. — Par M. le comte de Saint-Vallier, relativement à la formation d'un comité central des bureaux, p. 640. — Par M. le maréchal duc de Tarente, relativement à un système général d'indemnités, p. 1182.

PROROGATION (des deux Chambres et ajournement de leurs séances.) — Voyez *Session de* 1814.

R.

RAPPORTS DES COMMISSIONS SPÉCIALES. — Ceux dont l'assemblée ordonne l'impression sont insérés en totalité au procès-verbal. (P. V.) p. 493.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE.

(*Par des commissions spéciales.*)

— Sur le projet de réglement intérieur. (P. V.) p. 16. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative à la liste civile et à la dotation de la couronne, p. 441. — Sur le projet de loi relatif aux finances, p. 476. (I. D.) n° 43. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative à l'interprétation des lois. (P. V.) p. 566. (I. D.) n° 56. — Sur le projet de loi relatif aux créanciers des colons de Saint-Domingue. (P. V.) p. 646. (I. D.) n° 65. — Sur la nouvelle résolution de la Chambre des Députés relative à la liste civile et à la dotation de la couronne. (P. V.) p. 666. (I. D.) n° 66. — Sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains. (P. V.) p. 742. (I. D.) n° 72. — Sur le projet de loi relatif à l'exportation des laines et beliers mérinos. (P. V.) p. 884. (I. D.) n° 91. — Sur

le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers. (P. V.) p. 950. (I. D.) n° 95. — Sur le projet de loi concernant la remise des biens non vendus des émigrés. (P. V.) p. 1032 (I. D.) n° 105. — Sur le projet de loi relatif aux boissons. (P. V.) p. 1111. (I. D.) n° 108. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1200. (I. D.) n° 115. — Sur différentes lettres de naturalisation. (P. V.) p. 1239. (I. D.) n° 116. — Sur le projet de loi relatif aux douanes. (P. V.) p. 1269. (I. D.) n° 122. — Sur le projet de loi relatif à la vente exclusive des tabacs au profit de l'État. (P. V.) p. 1393. (I. D.) n° 130. — Sur la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités. (P. V.) p. 1425. (I. D.) n° 133. — Sur le projet de loi portant réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs. (P. V.) p. 1459. (I. D.) n° 140.

(*Par le comité des pétitions.*)

— Sur les délibérations du conseil municipal de Saint-Saturnin. (P. V.) p. 487. (I. D.) n° 44. — Sur la pétition du sieur Estalle. (P. V.) p. 488. (I. D.) n° 45. — Sur la pétition des veuves de militaires et mères d'orphelines de la légion d'honneur. (P. V.) p. 562. (I. D.) n° 54. — Sur différentes pétitions adressées à la Chambre. (P. V.) p. 677. — Sur d'autres pétitions, et en particulier sur celle du lieutenant-général comte Excelmans. (P. V.) p. 1409 et suiv. jusqu'à 1416. (I. D.) n° 131.

Réglement intérieur de la Chambre des Pairs. — Com-

mission spéciale de sept membres nommée pour sa rédaction. (P. V.) p. 13. — Rapport de cette commission, p. 16. — Projet d'articles. (I. D.) n° 2. — Première suite du même projet, n° 3 — Deuxième suite, n° 4. — Troisième suite, n° 5. — Discussion des articles présentés. (P. V.) p. 24 et suiv. jusqu'à 108. — Relute générale des articles : ils sont divisés en douze titres. p. 114 et suiv. — Adoption définitive du projet de réglement, p. 119. — La Chambre en ordonne l'impression et la distribution, p. 121. — Texte du réglement. (I. D.) n° 9. — (*Ce réglement fait partie du petit recueil, format in-18, imprimé avec une table particulière pour l'usage de la Chambre.*)

RÉGLEMENT SUR LES COMMUNICATIONS des Chambres avec le Roi et entre elles. — Apporté à la Chambre des Pairs, par M. le Chancelier. (P. V.) p. 75. — La Chambre en ordonne le dépôt aux archives, l'impression et la distribution, p. 76. — Texte de ce réglement. (I. D.) n° 6. — Il est de nouveau présenté à la Chambre des Pairs, avec quelques amendements proposés par la Chambre des Députés. (P. V.) p. 199. — Discussion à ce sujet, p. 202 et suiv. — La Chambre adopte au scrutin les amendements proposés, p. 207. — Plusieurs membres réclament contre les termes dans lesquels est conçu l'arrêté d'adoption, p. 209 et suiv. — Cet arrêté est modifié, p. 218. — Texte du réglement adopté par les deux Chambres et sanctionné par le Roi. (I. D.) n° 18. — *Ce réglement fait partie du petit recueil, format in-18, imprimé avec une table particulière pour l'usage de la Chambre.*)

REMISE DES BIENS NON VENDUS. (Projet de loi relatif à la

remise des biens non vendus des émigrés). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le comte Ferrand, ministre d'état, commissaire du Roi. (P. V.) p. 790. — Texte et motifs de ce projet. (I. D.) n° 74. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 792. — Demande faite par un membre de divers états et renseignements à l'appui du projet, p. 793. — L'assemblée adopte cette demande, p. 794. — Observations du ministre des finances sur les renseignements demandés (I. D.) n° 87. — Observations du ministre de l'intérieur, n° 89. — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale de sept membres. (P. V.) p. 868. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Pastoret, p. 1032. — (I. D.) n° 105. — Discussion. (P. V.) p. 1076 et suiv. jusqu'à 1086. — Opinion de M. le duc de Valentinois. (I. D.) n° 106. — De M. le maréchal duc de Tarente, n° 107. — Délibération du projet article par article. (P. V.) p. 1086 et suiv. jusqu'à 1101. — Adoption, p. 1102. — Opinions *non prononcées* de M. le duc de La Force (Op. 2). — De M. le comte Cornudet (3). — De M. le duc de Choiseul (4). — De M. le duc de Brissac (5). — De M. le duc de Rohan (6).

Renouvellement des bureaux. — Voyez *Bureaux*.

Résolutions de la Chambre des Députés. — Sur l'observation extérieure des jours de repos et de fêtes reconnues par le gouvernement. (I. D.) n° 13. — Sur la liste civile et la dotation de la couronne, n° 40 et 63. — Sur les dettes contractées par le Roi en pays étranger, n° 42. — Sur l'exportation des laines et beliers mérinos, n° 51. — Sur l'interprétation des lois, n° 52. — Sur le

serment que doivent prêter les fonctionnaires publics, n° 104. — Relative à la responsabilité des ministres, n° 134.

Responsabilité des ministres. (Résolution de la Chambre des Députés relative à la). — Envoyée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 1440. — Texte de cette résolution. (I. D.) n° 134. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1440.

Rohan (M. le duc de). — Son opinion *non prononcée* sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés (Op. 6).

Rouen (Filateurs, fabricants et teinturiers de). — Rapport fait à la Chambre sur une pétition par eux présentée, et tendante à obtenir la prohibition absolue des nankins de l'Inde. (P. V.) p. 1413. — L'assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur l'adoption du projet de loi relatif aux douanes, *ibid.*

S.

Saint-Aignan (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers. (I. D.) n° 96.

Saint-Domingue (Colons de). — Pétition adressée à la Chambre par les propriétaires et colons de Saint-Domingue résidants à Paris. (P. V.) p. 225. — Elle est convertie en proposition par un membre, p. 226. — La Chambre déclare qu'il y a lieu de s'en occuper, p. 230. — Projet de résolution présenté en conséquence,

p. 243. — L'auteur en développe les motifs, p. 247. — Discussion à ce sujet, p. 253. — La Chambre décide qu'elle sera prise en considération, p. 256. — Texte du projet de résolution, et développement des motifs. (I. D.) n° 50. — Examen de la proposition dans les bureaux. (P. V.) p. 583. — Discussion en assemblée générale, p. 584 et suiv. — La proposition est ajournée, p. 590.

Saint-Saturnin (Conseil municipal de). — Rapport fait à la Chambre sur différentes délibérations de ce conseil. (P. V.) p. 486. (I. D.) n° 44. — L'assemblée passe à l'ordre du jour. (P. V.) p. 488.

Saint-Vallier (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 27. — Fait une proposition tendante à l'établissement d'un comité central des bureaux. (P. V.) p. 639.

Saur (M. le comte). — Lettres de naturalisation accordées à M. le comte Saur, ancien sénateur. — Voyez *Lettres de naturalisation.*

Scrutin (Vote par). — Employé, sur la demande de quinze Pairs, pour l'adoption d'un amendement. (P. V.) p. 392, 1476. — Pour la vérification des lettres de naturalisation. (P. V.) p. 1377. — Pour l'ajournement d'une proposition, p. 1489.

Secrétaires de la Chambre des Pairs. — Nommés pour la session de 1814. (P. V.) p. 110. — Leur nomination est portée à la connoissance de S. M., p. 125. — Les quatre secrétaires font partie de la simple députation, p. 128.

Ségur (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 20. — Sur le projet de résolution présenté par la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités, n° 139.

Sémonville (M. le comte de). — Est nommé grand-référendaire de la Chambre des Pairs. — Ordonnance royale du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis*.

Sénat (Dotation du). — Voyez *Dotation*.

Sénateurs. — Les sénateurs nés Français conservent une pension annuelle de 36,000 fr. : Ordonnance royale du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis*.

Sénatoreries (Dotation des). — Voyez *Dotation*.

Serment (Actes de). — De M. le duc de La Rochefoucauld, de M. le duc de Castries, de M. le comte d'Aboville. (P. V.) p. 15. — De M. le duc de Doudeauville, de M. le comte Dejean, p. 21. — De M. le duc de La Trémoille, de M. le maréchal comte de Gouvion-Saint-Cyr, de M. le comte Shée, p. 35. — De M. le comte Victor de Latour-Maubourg, p. 95. — De M. le duc de Luxembourg, de M. le duc de Brissac, p. 127. — De M. le maréchal duc d'Albuféra, p. 153. — De M. le duc de Noailles, p. 169. — De M. l'évêque de Langres, p. 551. — De M. le duc d'Harcourt, p. 681.

Serment des fonctionnaires publics (Résolution de la Chambre des Députés relative au). — Adressée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 1031. —

Texte de cette résolution. (I. D.) n° 104. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1031. — Discussion en assemblée générale, p. 1246 et suiv. jusqu'à 1264. — Opinion de M. le comte Lemercier. (I. D.) n° 117. — De M. le duc de Doudeauville, n° 118. — De M. le comte Lanjuinais, n° 119. — De M. le comte de Canclaux, n° 120. — Opinion *non prononcée* de M. le duc de Valentinois (Op. 7). — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale de cinq membres. (P. V.) p. 1264.

Serment des Pairs de France. — Sa formule. (P. V.) p. 118. — Ce serment est le même qui a été prêté dans la séance royale du 4 juin, *ibid.*

Session de 1814. — Cette session est prorogée, et les séances des deux Chambres ajournées au 1er mai 1815. (P. V.) p. 1494.

T.

Tabacs. (Projet de loi relatif à la vente exclusive des) — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre des finances. (P. V.) p. 1180. — Texte et motifs du projet. (I. D.) n° 113. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 1182. — Discussion en assemblée générale, p. 1295. — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale de cinq membres, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Abrial, p. 1393. — Adoption du projet, p. 1404. — Texte de la loi adoptée. (P. V.) p. 1623, *septième annexe.*

TARENTE (M. le maréchal duc de). — Est nommé secrétaire de la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 110. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 37. — Fait le rapport d'une pétition présentée par les veuves de militaires et mères d'orphelines de la légion d'honneur. (P. V.) p. 562. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés. (I. D.) n° 107. — Fait une proposition relative à un système général d'indemnités. (P. V.) p. 1182. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur cette proposition, p. 1425.

TRAITÉ DE PAIX du 30 mai 1814. — Une expédition en forme en est déposée aux archives de la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 219.

V.

VALENCE (M. le comte de). — Est appelé au bureau provisoire de la Chambre des Pairs, lors de l'installation de cette Chambre. (P. V.) p. 3. — Nommé secrétaire, p. 110. — Fait une proposition relative aux moyens de secourir les pauvres, p. 138. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (I. D.) n° 23. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative à l'interprétation des lois, n° 62.

VALENTINOIS (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'importation des fers étrangers. (I. D.) n° 99. — Sur le projet de loi relatif à la remise des biens non vendus des émigrés, n° 106. — Sur le projet de ré-

solution présenté par la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de M. le maréchal duc de Tarente, relative à un système général d'indemnités, n° 136. — Son opinion *non prononcée* sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au serment des fonctionnaires publics (Op. 7).

Valognes (Habitants de). — Rapport fait à la Chambre sur une pétition de divers habitants de Valognes. (P. V.) p. 1410. — L'assemblée passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Verhuell (M. le comte). — Lettres de naturalisation accordées à M. le comte Verhuell, vice-amiral. — Voyez *Lettres de naturalisation.*

Vérification (des lettres de naturalisation accordées par le Roi). — Voyez *Lettres de naturalisation.*

Vérification (Formule de). — Proposée par la commission spéciale chargée de l'examen des lettres de naturalisation. (P. V.) p. 1242. — Examen de cette formule dans les bureaux, p. 1296. — Discussion en assemblée générale, p. 1366 et suiv. jusqu'à 1376. — Opinion de M. le comte Abrial. (I. D.) n° 128. — Dispositif de la formule adoptée. (P. V.) p. 1376. — Manière d'appliquer cette formule, p. 1377.

Veuves de militaires et mères d'orphelines de la légion d'honneur. — Rapport fait à la Chambre sur une pétition de ces veuves. (P. V.) p. 562. — L'assemblée en ordonne l'impression, p. 564. — Texte de ce rapport. (I. D.) n° 54.

Veuves des sénateurs. — Conservent une pension de

6000 fr. : Ordonnance du Roi du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis*.

VICE-PRÉSIDENT de la Chambre des Pairs. — Le comte Barthélemy est nommé vice-président : Ordonnance royale du 4 juin 1814. (I. D.) n° 1 *bis*.

VILLARGUES (Le sieur Rolland de). — Fait hommage à la Chambre d'un *Traité des enfants naturels*. (P. V.) p. 621.

VILLEMANZY (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains. (I. D.) n° 78.

VIOMÉNIL (M. le comte de). — Fait un rapport sur différentes lettres de naturalisation présentées à la Chambre. (P. V.) p. 1239.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

REPRISE DE LA SESSION DE 1814.

Procès-verbal et Impressions diverses.

TABLE DES MATIERES.

Le procès-verbal se compose de 12 numéros, formant ensemble 113 pages d'impression.

Les impressions diverses sont au nombre de 8.

Le renvoi au procès-verbal est ainsi indiqué : (P. V.) page —. Le renvoi aux impressions diverses l'est ainsi : (I. D.) n° —.

A.

Adresses au roi. — Projets d'adresse présentés par divers membres dans la séance du 9 mars. (P. V.) p. 14 et 15. — Ils sont renvoyés à une commission spéciale, p. 15. — Nomination de cette commission, *ibid.* — Rédaction proposée par M. le comte de Fontanes, son

rapporteur, p. 16, 17 et 18. — Elle est adoptée après quelque discussion, p. 20. — Députation de vingt-cinq membres chargée de porter l'adresse au Roi, p. 20 et 21. — Réponse de Sa Majesté à la députation, p. 24. — Adresse proposée, dans la séance du 16 mars, à l'occasion du discours prononcé dans la séance royale, p. 85. — Une commission est nommée pour la rédiger, p. 86. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Garnier, p. 88. — Discussion sur une expression employée dans le projet d'adresse, p. 88 jusqu'à 91. — Le projet est renvoyé à la commission, accrue d'un membre, p. 91. — Il est adopté par l'Assemblée, p. 93. — Texte de l'adresse, p. 93 jusqu'à 95. Députation de vingt-cinq membres chargée de la présenter, p. 95 et 96. — Réponse du Roi à la députation, p. 98.

Ajournement de la session de 1814. — État des affaires suspendues par cet ajournement. (P. V.) p. 61.

Ameilh (le général). — S'empare d'Auxerre le 17 mars, avec le quatorzieme régiment qu'il est parvenu à séduire. (P. V.) p. 98.

Angoulême (Mgr le duc d'). — Ordres expédiés à Son Altesse Royale de se rendre de Bordeaux vers Nîmes pour y commander l'armée du Gard. (P. V.) p. 43.

Autun (ville d'). — Bonaparte devoit y coucher le 16 mars. (P. V.) p. 83.

Auxerre (ville d'). — Bonaparte y entre le 18 mars avec deux cents hommes d'infanterie et deux mille cavaliers. (P. V.) p. 97. — Y étoit encore le 19 à dix heures du matin, p. 103. — Y avoit reçu un renfort de trois mille cinq cents hommes, et en attendoit un second de pareil nombre, *ibid.* et p. 104.

B.

Barthélemy (M. le comte), vice-président. — Remplace au Bureau M. le Chancelier. (P. V.) p. 33, 104 et 109.

Bonaparte (Napoléon). — Ordonnance du Roi qui le déclare traître et rebelle. (P. V.) p. 11. — Détails sur sa marche, depuis le 1er mars, jour de son débarquement à Cannes, jusqu'au 10 du même mois, p. 42 jusqu'à 47. (I. D.) n° 4. — Sur ses progrès ultérieurs. (P. V.) p. 58, 61, 65, 67, 83, 97 et 103.

Brissac (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des récompenses nationales. (P. V.) p. 69 jusqu'à 71. (I. D.) n° 6.

Bureau de la Chambre. — Les secrétaires élus pour la session de 1814 continuent de siéger au Bureau à la reprise de cette session. (P. V.) p. 1.

Bureaux. — Renouvellement des Bureaux. (P. V.) p. 33. — Liste des membres dont chacun d'eux se compose, p. 34 jusqu'à 39. (I. D.) n° 2. — Organisation des six Bureaux. (P. V.) p. 50, 51 et 52 (I. D.) n° 3. — Proposition d'établir les Bureaux en permanence, p. 54. Cette proposition est écartée par une autre qu'adopte la Chambre, p. 55.

C.

Chalons (ville de). — Voyez *Mâcon*.

Chambre des Députés. — Annonce à la Chambre des Pairs qu'elle a repris l'exercice de ses fonctions. (P. V.) p. 53.

Chambre des Pairs. — Se réunit le 9 mars en vertu d'une

convocation extraordinaire. (P. V.) p. 1. — Nomme une commission spéciale pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 15. — Adopte le projet d'adresse présenté par cette commission, p. 20. — Nomme une députation chargée de présenter l'adresse à Sa Majesté, p. 20 et 21. — Notifie à la Chambre des Députés sa rentrée en fonctions, p. 54. — Arrête qu'attendu les circonstances, elle se réunira chaque jour sans convocation préalable, p. 55. — Remercie le Roi des mesures qu'il a prises pour la sûreté de l'État, p. 56. — Adopte un projet de loi relatif à des récompenses nationales, p. 73. — Adopte pareillement un projet de loi relatif au traitement des militaires membres de la légion d'honneur, p. 76. — Assiste, avec la Chambre des Députés, à la séance royale du 16 mars, p. 79. — Vote, à l'occasion du discours prononcé dans cette séance, une nouvelle adresse à Sa Majesté, et charge une commission de la rédiger, p. 86. — Adopte le projet d'adresse présenté par cette commission, p. 93. — Nomme pour porter l'adresse une députation de vingt-cinq membres, p. 95. — Renvoie à l'examen d'une commission spéciale de trois membres une résolution de la Chambre des Députés, p. 107. — Se sépare après avoir entendu la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 113.

Chancelier de France. — Son discours à la reprise de la session. (P. V.) p. 2. — Est remplacé au Bureau par M. le comte Barthélemy, vice-président, p. 33, 104, 109. — Fait part à la Chambre des nouvelles parvenues au Gouvernement sur le débarquement et la marche de Napoléon Bonaparte, p. 41.

Clôture de la session de 1814. — Sentiments ex-

primés par un membre à cette occasion. (P. V.) p. 109. — Proclamation du Roi, qui ordonne la clôture, et convoque une nouvelle session, p. 110. — La Chambre se sépare après en avoir entendu la lecture, p. 113.

Commissions spéciales pour la rédaction d'une adresse au Roi. (P. V.) p. 15. — Pour la rédaction d'une seconde adresse à Sa Majesté, p. 86. — Pour l'examen d'une résolution de la Chambre des Députés, p. 107.

Conseils généraux de département et d'arrondissement. — Mis en permanence, dans tout le royaume, pour l'organisation de la garde nationale. (P. V.) p. 48.

Convocation extraordinaire des deux Chambres. — Proclamation du Roi pour cette convocation. (P. V.) p. 8.

D.

D'Aboville (le comte). — Sa fermeté courageuse déjoue l'entreprise tentée sur La Fere. (P. V.) p. 46.

Défense (mesures de). — Prises par le Gouvernement à l'occasion du débarquement de Napoléon. (P. V.) p. 48.

Députations de la Chambre. — Chargée de présenter au Roi l'adresse votée dans la séance du 9 mars. (P. V.) p. 20 et 21. — De porter l'adresse votée dans la séance du 17, p. 95 et 96.

D'Erlon (le général). — Arrêté avec les freres Lallemant. (P. V.) p. 66.

Dessolles (M. le lieutenant-général comte), commandant de la garde nationale, communique à la Chambre

des Pairs l'ordonnance du Roi du 9 mars, relative à cette garde. (P. V.) p. 55.

DIGNE. — Bonaparte y étoit le 4 mars. (P. V.) p. 42.

DIJON (ville de). — Voyez *Mâcon*.

DUPONT (le général). — A Orléans. (P. V.) p. 66.

E.

EMBAUCHAGE. — Le Chancelier annonce qu'il a été rendu une ordonnance du Roi pour arrêter l'embauchage. (P. V.) p. 63.

ESSLING (le maréchal prince d'). — Fait à Marseille une proclamation qui annonce les meilleures dispositions. (P. V.) p. 98.

F.

FAUX TÉMOIGNAGE. — Voyez *Révision des Procès criminels*.

FONTANES (M. le comte de). — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse au Roi. (P. V.) p. 16.

G.

GARDE NATIONALE. — Mise, par ordonnance du Roi, en réquisition dans tout le royaume. (P. V.) p. 48.

GRENOBLE (ville de). — Rendue à l'ennemi dès le 8 mars. (P. V.) p. 46.

L.

LA FERE (ville de). — Trahison tentée sur cette ville. (P. V.) p. 46.

LALLEMANT (les freres). — Arrêtés avec le général d'Erlon. (P. V.) p. 66.

La Moscowa (le prince de). — Marchant de Besançon, à la poursuite de Bonaparte, avec 5 mille hommes. (P. V.) p. 68.

Légion d'honneur (Projet de loi relatif au traitement des militaires membres de la). — Présenté à la Chambre par M. le Chancelier. (P. V.) p. 68. — Texte du projet. (I. D.) n° 8. — Il est de suite examiné dans les Bureaux. (P. V.) p. 68. — Adopté après une seconde lecture, p. 76. — Texte du projet adopté, p. 76 et 77.

Lyon (ville de). — Bonaparte attendu à Lyon le 10 mars. (P. V.) p. 45. — Y étoit encore le 11, au soir, p. 65. Le 12, p. 67. — En est sorti le 13, se dirigeant sur Mâcon, p. 88.

M.

Macon (ville de). — Mouvements populaires à Mâcon, à Châlons, et à Dijon. (P. V.) p. 83.

Marseille (ville de). — Dépêches de Marseille, du 9 mars. (P. V.) p. 98.

Ministre de la guerre (le). — Appelle sous les drapeaux, par une ordonnance, tous les militaires qui ont déja servi, et les jeunes gens qui voudroient s'enrôler. (P. V.) p. 48.

Mortier (le maréchal). — A Lille. (P. V.) p. 65.

N.

Ney (le maréchal). — A Besançon. (P. V.) p. 65. — Voyez *La Moscowa*.

O.

Ordonnances du Roi. — Qui déclare traître et rebelle

Napoléon Bonaparte. (P. V.) p. 11. — Qui met la garde nationale en réquisition dans tout le royaume, p. 48. (Bulletin des Lois, n° 91, Ve série.) — Qui met en permanence les conseils généraux de département et d'arrondissement. (P. V.) p. 48. (Bulletin des Lois, n° 90.) — Qui détermine des peines contre l'embauchage. (P. V.) p. 63. (Bulletin des Lois, n° 92.)

P.

Proclamations du Roi. — Portant convocation extraordinaire des deux Chambres. (P. V.) p. 8. — Qui ordonne la clôture de la session de 1814, et convoque une nouvelle session pour 1815, p. 110.

Projets de Loi. — Relatif à des récompenses nationales. (I. D.) n° 7. — Au traitement des militaires membres de la Légion d'honneur, n° 8.

Puissances étrangeres. — Menace faite par elles d'entrer en France aussitôt que le Gouvernement courroit quelque danger. (P. V.) p. 104.

R.

Récompenses nationales (Projet de loi relatif à des). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le Chancelier. (P. V.) p. 68. — Texte du projet. (I. D.) n° 7. — Il est de suite examiné dans les Bureaux. (P. V.) p. 68. — Discuté en assemblée générale, *ibid.* — Opinion de M. le duc de Brissac, p. 69 jusqu'à 71. — La Chambre adopte le projet, p. 73. — Texte du projet adopté, p. 73 et 74. — La Chambre ordonne l'impression du discours de

M. le duc de Brissac, p. 77. — Discours imprimé. (I. D.) n° 6.

Représentants de la nation. — Cette qualité appartient-elle à la Chambre des Pairs comme à celle des Députés? (P. V.) p. 88 jusqu'à 91. — La Chambre se prononce pour l'affirmative, p. 91.

Reprise de la session de 1814. — La Chambre, extraordinairement convoquée, se réunit. (P. V.) p. 1. — Les secrétaires élus pour 1814 continuent de siéger au Bureau, *ibid.* — Discours d'ouverture prononcé par M. le Chancelier, p. 2. — Lecture de la proclamation du Roi, qui ordonne une convocation extraordinaire des Chambres, p. 8.

Résolution de la Chambre des Députés. — Voyez *Révision des Procès criminels.*

Résolutions. — Restées en suspens lors de l'ajournement de la session de 1814. Voyez *Serment des Fonctionnaires publics* et *Responsabilité des Ministres.*

Responsabilité des Ministres (Résolution de la Chambre des Députés relative à la). — La Chambre des Pairs n'avoit point encore discuté cette résolution, lorsque la session de 1814 a été ajournée. (P. V.) p. 62.

Révision des Procès criminels (Résolution de la Chambre des Députés sur la révision des procès criminels dans le cas du décès d'un ou de plusieurs témoins accusés de faux témoignage). — Le Chancelier annonce qu'elle ne lui a été remise que le 30 décembre 1814, après la clôture de la séance. (P. V.) p. 62. — Il en fait donner lecture à la Chambre. — En ordonne, aux termes du règlement, l'impression et la distribution, *ibid.* — Texte imprimé de la résolution. (I. D.) n° 5. — Elle est mise à l'ordre du jour. (P. V.) p. 63. — Un membre

releve une erreur dans l'expédition sur laquelle l'impression a été faite, p. 99. — M. le Président se charge de la faire rectifier, *ibid.* — Résultat de la vérification, p. 105. — Examen de la résolution dans les Bureaux, p. 106. — Discussion en assemblée générale, *ibid.* et p. 107. — Nomination d'une commission, p. 107.

S.

Séance royale du 16 mars. — Où tenue. (P. V.) p. 79. — Cérémonial observé, *ibid.* — Discours du Roi, p. 80 et 81. — De *Monsieur*, p. 81 et 82.

Serment des Fonctionnaires publics (Résolution de la Chambre des Députés relative au). — État où se trouvoit la délibération de la Chambre des Pairs sur cette résolution, lorsque la session de 1814 a été ajournée. (P. V.) p. 62.

Session de 1814. —Voyez *Ajournement, Reprise et Clôture de la session de* 1814.

Session de 1815. — Cette session est convoquée, et les Pairs et Députés invités à se réunir dans le lieu qui sera indiqué pour le siége provisoire du Gouvernement. Art. 2 de la proclamation du Roi du 19 mars 1815. (P. V.) p. 112.

Sureté de l'État. — M. le Chancelier invite l'Assemblée à s'occuper sans délai des mesures qu'elle peut exiger. (P. V.) p. 27. — On propose de nommer une commission à cet effet, *ibid.* — Discussion sur cette proposition, p. 28, 29, 30, et 31. — La délibération est ajournée jusqu'à de plus amples renseignements, p. 33. — L'Assemblée, après les avoir entendus, remercie le Roi des sages mesures qu'il a prises, p. 56. — Proposition

renouvelée de nommer une commission, p. 104. — Elle n'a pas de suite, p. 105.

T.

Tarente (le maréchal duc de). — Chargé de se rendre à l'armée du Gard avec monseigneur le duc d'Angoulême. (P. V.) p. 43. — Retenu à Lyon par S. A. R. *Monsieur*, p. 58. — M. le Chancelier communique à la Chambre une lettre écrite par ce Pair au Président de la Chambre des Députés, p. 71. — L'Assemblée ordonne l'insertion de cette lettre au procès-verbal, et sa publication dans le journal officiel, p. 72.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

CHAMBRE IMPÉRIALE

DES PAIRS.

Procès-verbal et Impressions diverses ordonnées par cette Chambre.

Session de 1815.

TABLE DES MATIÈRES.

Le procès-verbal des séances se compose de 26 numéros, formant 321 pages d'impression.

Les impressions diverses sont au nombre de 8.

Les renvois au procès-verbal sont ainsi indiqués : (P. V.) page —. Le renvoi aux impressions diverses l'est ainsi : (I. D.) n° —.

A.

Aboville (M. le comte d'). — Nommé Pair, s'excuse de ne pouvoir, à cause de sa santé, assister aux séances de la Chambre. (P. V.) page 6.

Administration. — Voyez *Comité administratif.*

Adresse a l'armée françoise. — Votée par la Chambre des Représentants. (P. V.) p. 214. — Motion faite à ce su-

jet dans la Chambre des Pairs, *ibidem.* — L'assemblée adopte l'adresse, et nomme, pour la porter à l'armée, deux commissaires qui se joindront à ceux qu'a nommés l'autre Chambre, p. 215. — Commissaires nommés, p. 216. — Texte de l'adresse, p. 217.

Adresse aux François. — Résolution de la Chambre des Représentants, contenant cette adresse. (P. V.) p. 245. — Elle est renvoyée à l'examen d'une commission spéciale, p. 249. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Thibaudeau, p. 256. — L'adresse est adoptée, p. 266. — La Chambre ordonne l'impression du rapport, p. 268.

Adresse de remerciement a l'Empereur. — Votée dans la séance d'installation. (P. V.) p. 3. — Discutée en comité secret, p. 16. — Adoptée par la Chambre, p. 20. — Texte de l'adresse, p. 21 et 22. — Députation nommée d'avance pour la présenter, p. 17. — Présentation de l'adresse, p. 25. — Réponse de l'Empereur, *ibidem.*

Albuféra (M. le maréchal duc d'). — Nouvelle d'un armistice par lui conclu avec le général autrichien Bubna. (P. V.) p. 235. — Confirmation de cette nouvelle, p. 238.

Andréossy (M. le comte). — Annonce qu'il est nommé l'un des plénipotentiaires chargés par la Commission de Gouvernement de traiter d'un armistice avec lord Wellington. (P. V.) p. 195.

Archichancelier (le prince). — Préside, en cette qualité, la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 1. — Communique à cette Chambre un décret impérial qui nomme vice-président M. le comte de Lacépède, p. 6. — Communique pareillement la liste nominative des Pairs. —

Est remplacé momentanément par M. le comte de Lacépède, p. 13, 96, 107 et 137.

Armées. — Résolutions de l'une et l'autre Chambre portant que les armées ont bien mérité de la patrie. (P. V.) p. 94 et 104.

Armée de l'ouest. — Résolution de la Chambre des Représentants qui déclare que cette armée a bien mérité de la patrie et de l'humanité. (P. V.) p. 272. — Cette Résolution est adoptée par la Chambre des Pairs, p. 275.

Armistice (Plénipotentiaires chargés de traiter d'un). Voyez *Andréossy — Boissy-d'Anglas — de Valence.*

B.

Bassano (M. le duc de). — Déclaration qu'il fait à la Chambre. (P. V.) p. 213.

Beaufremont (M. le comte de). — Nommé Pair, annonce qu'il viendra partager les travaux de l'assemblée, aussitôt que sa santé le lui permettra. (P. V.) p. 29.

Bécker (le général) — Lettre de ce général adressée à la Commission de Gouvernement, pour lui donner avis du départ de Napoléon. (P. V.) p. 227.

Blessés (secours aux militaires). — Voyez *Hospices.*

Boissy-d'Anglas (M. le comte). — Annonce qu'il est nommé l'un des plénipotentiaires chargés par la Commission de Gouvernement de traiter d'un armistice avec lord Wellington. (P. V.) p. 196. — Charge un de ses collègues de mettre pour lui sous les yeux de la Chambre une proposition dont il devoit l'entretenir,

ibidem. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la *déclaration des droits* votée par la Chambre des Représentants, p. 316.

Brune (M. le maréchal comte). Nommé Pair, envoie l'acte de son serment. (P. V.) p. 221.

Bureau de la Chambre. — Son organisation: art. 4 jusqu'à 9 du règlement intérieur. (P. V.) p. 66, 67 et 68.

C.

Cambacérès (M. le cardinal). — Nommé Pair, s'excuse de ne pouvoir, à cause de sa santé, se rendre dans le sein de la Chambre. (P. V.) p. 16.

Capitale (Approches de la). — Remerciements votés par la Chambre des Représentants aux braves de toutes armes qui les ont défendues. (P. V.) p. 281. — La Chambre des Pairs en vote de semblables, p. 284.

Carnot (M. le comte). — Est nommé par la Chambre des Représentants membre de la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 120.

Cauchy (Le chevalier). — Garde provisoire des registres. (P. V.) p. 5.

Chambre des Pairs. — Se réunit au palais du Luxembourg sous la présidence du Prince Archichancelier. (P. V.) p. 1. — Nomme ses secrétaires, p. 2. — Vote une adresse à l'Empereur, et nomme une commission pour la rédiger, p. 3. — Charge la même commission de lui présenter un projet de règlement intérieur, *ibid.* — Conserve provisoirement en fonctions les officiers et employés de l'ancien Sénat, p. 4. — Liste nominative des Pairs, p. 7 et suiv. — La Chambre se rend à la

séance impériale d'ouverture de la session, p. 14. — Se forme en comité secret pour la discussion du projet d'adresse à l'Empereur, p. 16. — Nomme une députation chargée de porter cette adresse, p. 17. — Notifie sa constitution définitive à la Chambre des Représentants, p. 18. — Accepte l'offre faite par la garde nationale parisienne de fournir à la Chambre un poste d'honneur pendant la tenue de ses séances, p. 19. — Adopte la rédaction définitive du projet d'adresse à l'Empereur, p. 20. — Ordonne provisoirement l'impression de ses procès-verbaux, p. 24. — Entend la lecture et ordonne l'impression du projet de règlement intérieur, p. 27 et 28. — Discute et adopte ce projet article par article, p. 32 et suiv. jusqu'à 59. — Nomme une commission pour la rédaction d'un projet de règlement extérieur, p. 60. — Fait au projet de règlement intérieur quelques nouveaux amendements, p. 62 et suiv. — L'adopte définitivement après une lecture générale, p. 65. — Nomme son comité des pétitions, p. 87. — Son comité administratif, p. 88. — Adopte une résolution de la Chambre des Représentants, et se déclare, comme elle, en permanence, p. 103. — Nomme une commission spéciale pour se concerter avec les commissaires de cette Chambre et avec le conseil des ministres, p. 105. — Charge cette commission, accrue de deux membres, de lui faire un rapport sur la déclaration de l'Empereur, p. 110. — Adopte la résolution de la Chambre des Représentants, qui ordonne la formation d'une Commission de Gouvernement, p. 114. — Adopte pareillement la résolution qui déclare la guerre nationale, p. 117. —

Nomme, pour faire partie de la Commission de Gouvernement, le duc de Vicence et le baron Quinette, p. 134. — Passe à l'ordre du jour sur différentes propositions, et motive cet ordre du jour sur les mêmes considérations qui ont déterminé la Chambre des Représentants, p. 140. — Nomme une commission pour l'examen d'un projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale, p. 157. — Entend et discute le rapport de cette commission, p. 162 et suiv. — Adopte le projet, modifié par divers amendements, p. 187. — Adopte un autre projet relatif aux moyens d'assurer, par voie de réquisition, les subsistances de l'armée, p. 198. — Renvoie à la Commission de Gouvernement une lettre de madame la baronne veuve Girard, p. 202. — Adopte de nouveau, dans les termes où il est admis par la Chambre des Représentants, le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale, p. 208. — Adopte un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit provisoire d'un million 500 mille francs de rentes, p. 211. — Adopte une adresse à l'armée françoise, votée par la Chambre des Représentants, p. 215. — Nomme deux commissaires pour transmettre à l'armée cette adresse, p. 216. — Adopte une résolution de la Chambre des Représentants, qui met la ville de Paris en état de siége, p. 219. — Invitée par la Commission de Gouvernement à s'occuper du sort de Napoléon et de celui de sa famille, nomme une commission spéciale pour cet objet, p. 231. — Charge son comité administratif de lui faire un rapport sur les moyens de secourir et consoler les blessés recueillis dans les hospices, p. 245. — Nomme une commission pour l'exa-

men d'une adresse aux François, votée par la Chambre des Représentants, p. 249. — Adopte cette adresse sur le rapport de sa commission, p. 266. — Ordonne l'impression du rapport, p. 268. — Adopte la résolution de la Chambre des Représentants, qui déclare que l'armée de l'Ouest a bien mérité de la patrie et de l'humanité, p. 275. — Adopte également celle qui met à la disposition de Napoléon Bonaparte divers objets par lui demandés, p. 276. — Se forme en comité secret pour entendre une communication du Gouvernement, p. 280. — Adopte la résolution qui vote des remercîments aux braves de toutes armes employés à la défense de la capitale, p. 284. — Renvoie à une commission spéciale la déclaration des droits, adoptée par la Chambre des Représentants, p. 303. — Passe à l'ordre du jour sur l'acte de cette Chambre, contenant une déclaration de ses sentiments et de ses principes, p. 310. — Charge son comité administratif de veiller à la sûreté du jardin, occupé par les troupes alliées, p. 316. — Ajourne, sur le rapport de sa commission spéciale, toute délibération sur la déclaration des droits, p. 319. — Se sépare en apprenant, par un message de la Commission de Gouvernement, que cette commission s'est séparée, p. 321.

Chambre des Représentants. — Annonce, par un message, qu'elle est définitivement constituée. (P. V.) p. 27. — Se déclare en permanence, p. 94. — Arrête qu'il sera nommé une Commission de Gouvernement, p. 112. — Déclare la guerre *nationale*, p. 116. — Nomme, pour faire partie de la Commission de Gouvernement, le comte Carnot et le duc d'Otrante, p. 119. — Nomme

pareillement le général Grenier, p. 133. — Motive un ordre du jour sur ce que Napoléon II est devenu Empereur par la force des constitutions, p. 137. — Adopte un projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale, p. 151. — Adopte un autre projet relatif aux moyens d'assurer, par voie de réquisition, la subsistance des armées, p. 190. — Admet en partie les amendements faits par la Chambre des Pairs au premier de ces projets, p. 204. — Adopte un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit provisoire d'un million 500 mille francs de rentes, p. 206. — Vote une adresse à l'armée françoise, p. 214. — Déclare la ville de Paris en état de siége, p. 218. — Vote une adresse aux François, p. 245. — Déclare que l'armée de l'Ouest a bien mérité de la patrie et de l'humanité, p. 272. — Met à la disposition de Napoléon Bonaparte divers objets par lui demandés, p. 273. — Vote des remerciements aux braves de toutes armes qui ont défendu les approches de la capitale, p. 281. — Décrète une déclaration des droits des François, p. 298. — Fait une déclaration de ses sentiments et de ses principes, p. 305. — Nomme une députation chargée de transmettre cette déclaration aux souverains alliés, p. 314.

Chaptal (M. le comte). — Est désigné pour président d'un comité secret qui a lieu sur la demande du Gouvernement. (P. V.) p. 220.

Cocarde tricolore. — Voyez *Couleurs nationales.*

Colchen (M. le comte). — Est désigné pour président d'un comité secret qui a lieu sur la demande du Gouvernement. (P. V.) p. 280.

Comité administratif. — Composé de sept membres. —

Renouvelé par moitié à chaque session. Art. 45 du règl. int. (P. V.) p. 76. — Comment élu. Art. 48, p. 77. — Ses fonctions. Art. 80 jusqu'à 83, p. 85 et 86. — Première nomination de ce comité, p. 88.

Comité des Pétitions. — Composé de sept membres. — Nommé pour un mois. Art. 44 du règl. intér. (P. V.) p. 76. — Comment élu. Art. 50, p. 77. — Première nomination de ce comité, p. 87.

Comité secret. — Quand et comment a lieu. Art. 71 du règl. intér. (P. V.) p. 83. — Ce qui s'y observe. Art. 72 jusqu'à 75, *ibid.*

Comités secrets. — Pour la discussion d'une adresse à l'Empereur. (P. V.) p. 20. — Pour entendre la lecture d'un message impérial, p. 105. — Pour entendre la lecture d'un message du Gouvernement, p. 220. — Pour entendre le compte rendu à la Chambre par deux de ses membres d'une mission particulière dont ils ont été chargés, p. 222. — Pour prendre connoissance d'une communication faite par la Commission de Gouvernement, p. 280.

Commissaires de la Chambre. — Pour la transmission d'une adresse à l'armée. Voyez *Gazan* et *Dantzick*.

Commission de Gouvernement.—Résolution de la Chambre des Représentants, qui en ordonne la formation. (P. V.) p. 112. — La Chambre des Pairs adhère à cette résolution, p. 114. — Le comte Carnot et le duc d'Otrante sont nommés par la Chambre des Représentants membres de la Commission de Gouvernement, p. 119 et 120. — Le général Grenier en est pareillement nommé membre, p. 133. — La Chambre des Pairs nomme de son côté le duc de Vicence et le baron

Quinette, p. 134. — La Commission annonce qu'elle vient de se constituer sous la présidence du duc d'Otrante, p. 144. — Qu'elle a nommé le maréchal prince d'Essling commandant de la garde nationale de Paris, *ibid.* — Transmet à la Chambre différentes lettres relatives à la guerre de la Vendée, p. 145. — Annonce qu'elle enverra chaque jour à la Chambre un bulletin de situation des affaires politiques et militaires, p. 150. — Transmet ce bulletin, p. 150, 177, 195, 202, 234, 252. — Annonce que les plénipotentiaires chargés de traiter de la paix ont reçu des passe-ports pour se rendre au quartier général des souverains alliés, p. 195. — Qu'elle défendra jusqu'à la dernière extrémité l'indépendance de la nation, etc., p. 203. — Qu'elle attendra, pour faire un message aux Chambres, le rapport de leurs commissaires envoyés à l'armée, p. 223. — Informe les Chambres du départ de Napoléon, et les invite à s'occuper du sort de l'ex-Empereur et de celui de sa famille, p. 224 jusqu'à 226. — Donne des nouvelles de la négociation relative à l'armistice, p. 252. — Communique à la Chambre une proclamation adressée au peuple françois, p. 290. — Annonce, par un message, que ses délibérations n'étant plus libres, elle croit devoir se séparer, p. 320.

COMMISSIONS SPÉCIALES. — Cessent d'exister lorsque l'affaire qui a déterminé leur nomination est décidée par la Chambre. Art. 49 du règl. int. (P. V.) p. 77 — Comment nommées. Art. 50 du règl., *ibid.*

COMMISSIONS SPÉCIALES NOMMÉES PAR LA CHAMBRE. — Pour la rédaction d'une adresse à l'Empereur, votée dans la séance d'installation. (P. V.) p. 3. — Pour la rédaction

d'un projet de règlement intérieur, *ibid.* — Pour celle d'un projet de règlement extérieur, p. 59 et 60. — Pour se concerter avec le conseil des ministres et la Chambre des Représentants sur l'objet d'un message impérial, p. 105. — Pour faire un rapport sur la déclaration de l'Empereur au peuple françois, p. 110. — Pour examiner un projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale, p. 158. — Pour s'occuper du sort de Napoléon et de celui de sa famille, p. 231. — Pour l'examen d'une *Adresse aux François,* votée par la Chambre des Représentants, p. 249. — Pour l'examen de la *Déclaration des droits,* votée par la même Chambre, p. 304.

Conseil de Régence. — Proposition faite de donner ce nom à la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 127. — Discussion à ce sujet, p. 127 jusqu'à 132. — La Chambre passe à l'ordre du jour motivé, p. 141.

Couleurs nationales. — Résolutions de l'une et l'autre Chambre, concernant la cocarde, le drapeau, et le pavillon aux trois couleurs nationales. (P. V.) p. 283 et 286.

Crédit provisoire (Projet de loi portant ouverture d'un crédit provisoire d'un million 500 mille fr. de rentes en 5 pour 100). — Résolution de la Chambre des Représentants, qui adopte ce projet. (P. V.) p. 206. — Il est pareillement adopté par la Chambre des Pairs, p. 211.

D.

Dantzick (M. le maréchal duc de). — Est nommé commissaire pour la transmission d'une adresse à l'armée françoise. (P. V.) p. 216.

Déclaration de la Chambre des Représentants.—Transmise par un message à la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 305. — Discussion à ce sujet, p. 308 et suiv. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 310.

Déclaration de l'Empereur au peuple françois.—Communiquée à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 108. — Commission nommée pour faire un rapport sur cette déclaration, p. 110. — Observation d'un membre sur les termes dans lesquels elle est conçue, et proposition faite en conséquence, p. 113. — Cette proposition est renouvelée, p. 125. — L'assemblée passe à l'ordre du jour motivé, p. 140.

Déclaration des droits. — Résolution de la Chambre des Représentants, contenant une déclaration des droits des François et des principes fondamentaux de leur constitution. (P. V.) p. 298. — Cette déclaration est renvoyée, dans la Chambre des Pairs, à l'examen d'une commission spéciale, p. 303. — L'impression en est ordonnée, *ibid.* — Texte de la déclaration. (I. D.) n° 7. Rapport fait au nom de la commission spéciale par M. le comte Boissy-d'Anglas. (P. V.) p. 316. — La Chambre des Pairs ajourne sa délibération jusqu'après la présentation totale de l'acte constitutionnel, p. 319.

De Croix (M. le comte). — Nommé Pair, s'excuse de ne pouvoir, à cause de sa santé, se rendre dans le sein de l'assemblée. (P. V.) p. 15.

Délibérations. — Ordre des délibérations. Art. 10 jusqu'à 22 du règl. intér. (P. V.) p. 68 jusqu'à 71.

Discussions. — Forme des discussions. Art. 32 jusqu'à 42 du règl. intér. (P. V.) p. 73 jusqu'à 75.

Drapeau tricolore. Voyez *Couleurs nationales.*

Droits des François. Voyez *Déclaration des droits.*

Droits du peuple. — Motion annoncée par un membre, relativement à la conservation de ces droits. (P. V.) p. 235. — Il retire cette motion, p. 240.

Drouot (M. le lieutenant-général comte). — Témoin des événements militaires qui ont eu lieu dans les journées des 16 et 18 juin, donne à la Chambre quelques détails sur ces événements. (P. V.) p. 135. — Son discours imprimé (I. D.) n° 5. — Annonce qu'il est au moment de partir pour l'armée, et prend congé de la Chambre. (P. V.) p. 158.

Durosnel (M. le lieutenant-général comte). — Commandant de la garde nationale de Paris, transmet à la Chambre l'offre faite par cette garde de fournir un poste d'honneur durant la tenue des séances. (P. V.) p. 19. — L'assemblée accepte cette offre, et charge son président d'écrire à M. le comte Durosnel, p. 19 et 20. — Lettre écrite en conséquence, p. 26.

E.

Écoles de Paris. — Remerciements votés par l'une et l'autre Chambre aux élèves des Écoles Polytechnique, de Droit, de Médecine et d'Alfort, de l'École Normale et des Lycées. (P. V.) p. 282 et 286.

Erlon (M. le lieutenant-général comte d'). — Nommé Pair, annonce qu'il ne peut, à raison des opérations militaires dont il est chargé, prendre part aux travaux de la Chambre. (P. V.) p. 255.

Essling (le maréchal prince d'). — Nommé, par la Commission de Gouvernement, commandant de la garde nationale de Paris. (P. V.) p. 144.

Excelmans. — Avantages remportés sur les troupes alliées par les généraux Excelmans et Piré. — Bulletin adressé à cet égard par la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 252.

Exils et Arrestations. — Proposition tendante à demander compte aux ministres des exils et arrestations antérieurs à l'acceptation de l'acte additionnel (P. V.) p. 89.

Exposé de la situation de l'empire. — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 27. — La Chambre en ordonne l'impression, *ibid.* Texte de cet exposé. (I. D.) n° 1.

F.

Fédérés de Paris. — Remerciements votés aux fédérés par la Chambre des Représentants. (P. V.) p. 282. — Par la Chambre des Pairs, p. 286.

Flahaut (M. le comte de). — Appelé au Bureau, comme plus jeune d'âge, remplit provisoirement les fonctions de secrétaire. (P. V.) p. 1. — Prend congé de la Chambre pour se rendre à l'armée, p. 244.

Forbin-Janson (M. le comte de). — Remplace au Bureau, comme plus jeune d'âge, M. le comte de Valence, l'un des secrétaires. (P. V.) p. 196, 201, 221, 233, 237, 251, 271, et 279. — Remplace, au même titre, M. le comte Thibaudeau, p. 297.

Friant (M. le lieutenant-général comte). — S'excuse de ne pouvoir, à raison d'une blessure grave qu'il a reçue, prendre part aux travaux de la Chambre. (P. V.) p. 147.

G.

Garde nationale de Paris. — Offre faite par cette garde de fournir un poste d'honneur pour la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 19. — Cette offre est acceptée avec reconnoissance, p. 19 et 20. — Le maréchal prince d'Essling est nommé commandant de la garde nationale, p. 144. — Remerciements votés à la garde nationale par la Chambre des Représentants, p. 282. — Par la Chambre des Pairs, p. 286.

Gardes nationales. — Remerciements votés aux gardes nationales par l'une et l'autre Chambre. (P. V.) p. 94 et 103.

Gazan (M. le lieutenant-général comte). — Nommé Pair, annonce que, chargé d'un commandement militaire, il ne pourra, jusqu'à nouvel ordre, prendre part aux délibérations de la Chambre. (P. V.) p. 16. — Est nommé commissaire pour la transmission d'une adresse à l'armée françoise, p. 216.

Gilbert de Voisins (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté publique. (P. V.) p. 162.

Girard (madame la baronne veuve du lieutenant-général). — Lettre de cette dame, annonçant la mort de son mari, et la situation pénible de sa famille. (P. V.) p. 202. — La Chambre ordonne que cette lettre sera transmise, avec recommandation particulière, à la Commission de Gouvernement, *ibid.* — Arrêté pris en conséquence par la Commission, p. 222.

Grenier (le général). — Est nommé, par la Chambre

des Représentants, membre de la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 120.

Grouchy (M. le maréchal comte). — Réclame contre la manière dont s'expriment les journaux, relativement au compte qu'il a rendu de la situation de l'armée du nord. (P. V.) p. 241. — Demande que le ministre de la guerre fasse publier les rapports qu'il a reçus de lui pendant sa marche, *ibid.* — Discussion sur cette demande, p. 243 et 244. — La Chambre ordonne que les réclamations de M. le maréchal Grouchy seront insérées au procès-verbal, p. 244.

Guerre nationale. — Résolution de la Chambre des Représentants, qui déclare la guerre *nationale*. (P. V.) p. 116. — Cette résolution est adoptée par la Chambre des Pairs, p. 117. — Le conseil des ministres est chargé de la transmettre aux départements par des courriers extraordinaires, p. 118.

H.

Hospices. — Motion tendante à procurer des secours et des consolations aux blessés recueillis dans les hospices. (P. V.) p. 245. — Le comité administratif est chargé de faire un prompt rapport à ce sujet, *ibid.* — Rapport du comité, p. 268.

Huissiers de la Chambre. — Leur nombre. Art. 78 du règl. intér. (P. V.) p. 85. — Par qui nommés. Art. 83, p. 86.

I.

Indépendance nationale. — Résolutions de l'une et l'au-

tre Chambre, portant que l'indépendance nationale est menacée. (P. V.) p. 94 et 103.

J.

Joseph (le prince).—Réclame contre une erreur commise à son égard dans la liste des Pairs. (P. V.) p. 12.

Journées des 16 et 18 juin. — Détails donnés à la Chambre sur ces journées par M. le lieutenant-général comte Drouot, l'un de ses membres. (P. V.) p. 135. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 136. — Détails imprimés. (I. D.) n° 5.

L.

Labédoyère (M. le comte de). — Appelé au Bureau, comme plus jeune d'âge, remplit provisoirement les fonctions de secrétaire. (P. V.) p. 1.

Lacépède (M. le comte de). — Est nommé vice-président de la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 6. — Préside en cette qualité, p. 13, 96, 107, 137.

Latour Maubourg (M. le comte de). — Met sous les yeux de la Chambre, en l'absence de M. le comte Boissy-d'Anglas, une proposition dont ce Pair devoit entretenir l'assemblée. (P. V.) p. 199.

Liberté individuelle. — Proposition tendante à en déterminer par une loi les véritables principes. (P. V.) p. 188. — Ajournement pour développer cette proposition, *ibid.* — Son auteur (M. le comte Boissy-d'Anglas), étant absent, M. le comte de Latour Maubourg en présente, pour lui, le résumé dans une série de 16

articles, p. 199. — Observation d'un membre sur l'article 13. — La Chambre ajourne la discussion des articles présentés, *ibid.*

Liste nominative des Pairs. (P. V.) p. 7.—Observations du prince Joseph sur cette liste, p. 12.

Louis XVIII. — Son entrée prochaine dans la capitale est annoncée par la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 320.

Lucien (le prince). — Remet à la Chambre un message de l'Empereur, et demande, au nom du Gouvernement, un comité secret. (P. V.) p. 104.

M.

Messagers d'État de la Chambre. — Leur nombre. Art. 78 du règl. intér. (P. V.) p. 85. — Par qui nommés. Art. 79, *ibid.*

Message. — De l'Empereur après la bataille de Mont-Saint-Jean. (P. V.) p. 104. — Ce message est entendu en comité secret, p. 105. — Commission spéciale nommée en conséquence, *ibid.*

Messages. — De la Chambre des Représentants. Voyez *Chambre des Représentants.* — De la Commission de Gouvernement. Voyez *Commission de Gouvernement.*

Ministre des affaires étrangères (le). — Communique à la Chambre un rapport fait à l'Empereur sur ce qui s'est passé depuis le 13 mars. (P. V.) p. 31. — La Chambre ordonne l'impression de ce rapport, et des pièces qui l'accompagnent, *ibid.* — Texte du rapport et pièces à l'appui. (I. D.) n° 2.

Ministre de la guerre (le). — Annonce à la Chambre

que différents corps d'armée se rallient sur la frontière du Nord. (P. V.) p. 119.

Ministre de la marine (le). — Détails donnés à la Chambre par ce ministre sur le départ de Napoléon. (P. V.) p. 228.

Ministre de la police générale (le). — Communique à la Chambre un rapport fait à l'Empereur sur la situation de l'Empire. (P. V.) p. 52. — La Chambre ordonne l'impression de ce rapport, p. 53. — Texte du rapport. (I. D.) n° 3. — Proposition faite à la Chambre de nommer une commission spéciale pour lui présenter ses vues. (P. V.) p. 53. — Discussion à ce sujet, p. 53, 54, et 55. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 56.

Ministre de l'intérieur (le). — Présente à la Chambre l'exposé de la situation de l'Empire. (P. V.) p. 27. — Fait, au nom de l'Empereur, une communication relative à la bataille de Mont-Saint-Jean, p. 91. — Communique à la Chambre une déclaration de l'Empereur au peuple françois, p. 108. — Donne, au nom du ministre de la guerre, des détails sur la situation des armées françoises dans le Nord, p. 109.

Molé (M. le comte). — Nommé Pair, écrit de Plombières que, malgré le mauvais état de sa santé, il part pour se rendre à Paris. (P. V.) p. 24.

Molitor (M. le lieutenant-général comte). — Nommé Pair, annonce que, chargé de la défense du Haut-Rhin et des Vosges, il ne peut se rendre dans le sein de l'assemblée. (P. V.) p. 149.

Motions faites par les Pairs. — Ce qui s'observe à cet égard. Art. 22 jusqu'à 31 du règl. intér. (P. V.) p. 71, 72, et 73.

N.

Napoléon Bonaparte. — Sa déclaration au peuple françois. (P. V.) p. 108. — Remerciements votés à cette occasion par la Chambre des Représentants, p. 112. — Par la Chambre des Pairs, p. 114. — Compte rendu à cette Chambre par son président de la visite faite à Napoléon, et de sa réponse, p. 121 et 122. — Détails sur son départ, donnés à la Chambre par la Commission de Gouvernement, p. 224 et suiv. — Par le ministre de la marine, p. 228. — Invitation faite aux Chambres de s'occuper du sort de Napoléon et de celui de sa famille, p. 226. — Commission spéciale nommée à cet effet, p. 231. — Résolutions de l'une et l'autre Chambre qui mettent à la disposition de Napoléon divers objets par lui demandés, p. 273 et 276.

Napoléon II. — Motion tendante à le faire proclamer Empereur des François. (P. V.) p. 122. — Discussion à ce sujet, p. 123 et suiv. jusqu'à 132. — La suite de la discussion est ajournée, p. 132. — Ordre du jour de la Chambre des Représentants, motivé sur ce que Napoléon II est devenu Empereur des François par le fait de l'abdication de Napoléon Ier, et par la force des constitutions, p. 137. — La Chambre des Pairs prend une résolution semblable, p. 140.

Négociations. — Motion tendante à demander compte de leur progrès à la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 213. — Cette motion est écartée, *ibid.*

O.

Officiers et Employés. — La Chambre conserve provi-

soirement dans leurs fonctions ceux qui se trouvoient attachés au service du Sénat avant le 1er avril 1814. (P. V.) p. 4.

Ordre du jour. — Comment réglé dans la Chambre des Pairs. Art. 15 du règl. intér. (P. V.) p. 69. — Ne peut être changé sans délibération, *ibid.* Art. 16. — Est envoyé aux Pairs avec leur lettre de convocation pour chaque séance. Art. 17.

Ordre du jour motivé. — Adopté par l'une et l'autre Chambre sur des propositions semblables faites dans le sein de chacune d'elles. Voyez *Napoléon II* et *Conseil de Régence.*

Otrante (M. le duc d'). — Est nommé, par la Chambre des Représentants, membre de la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 120. — Appelé à la présidence de cette Commission, p. 144.

P.

Pavillon tricolore. Voyez *Couleurs nationales.*

Permanence. — Résolution par laquelle la Chambre des Représentants se déclare en permanence. (P. V.) p. 94. Discussion, dans la Chambre des Pairs, au sujet de cette résolution, p. 95 et suiv.—Elle est mise aux voix, et adoptée article par article, p. 98 et 99. — Discussion sur la forme dans laquelle sera conçu l'acte d'adoption, p. 99 jusqu'à 103. — Texte de cet acte, p. 103 et 104.

Pétition. — Toute pétition recommandée par un Pair est renvoyée au comité ou à une commission spéciale. Art. 63 du règl. intér. (P. V.) p. 81.

Pétitions. Voyez *Comité des Pétitions.*

Piré. — Avantages remportés sur les troupes alliées par les généraux Excelmans et Piré. (P. V.) p. 252.

Plaisance (M. le duc de). — Désigné pour président d'un comité secret formé sur la demande de dix Pairs. (P. V.) p. 223.

Plénipotentiaires (Chargés de faire des propositions aux souverains alliés). Voyez *Pontécoulant*. — La Commission de Gouvernement annonce que ces plénipotentiaires ont reçu leurs passe-ports. (P. V.) p. 195. — (Chargés de traiter d'un armistice avec lord Wellington). Voyez *Andréossy, Boissy-d'Anglas, de Valence*. — La Commission de Gouvernement annonce qu'elle a reçu de leurs nouvelles. (P. V.) p. 252.

Pontécoulant (M. le comte de). — L'un des plénipotentiaires envoyés par la Commission de Gouvernement auprès des souverains alliés, prend congé de la Chambre. (P. V.) p. 143.

Président de la Chambre. — Ses fonctions. Art. 1, 2, et 3 du règl. intér. (P. V.) p. 65 et 66.

Procès-verbal de la Chambre. — Ce qu'il doit contenir. Art. 64 du règl. intér. (P. V.) p. 81. — Règles pour sa rédaction. Art. 65, 66, et 67, *ibid.* — Par qui signé. Art. 67. — Est imprimé séance par séance, et distribué aux Pairs. Art. 68.

Procès-verbaux des séances. — La Chambre en ordonne provisoirement l'impression et la distribution. (P. V.) p. 23.

Projet de loi. — Quelles formes prescrites pour leur délibération. Art. 18 jusqu'à 22 du règl. intér. (P. V.) p. 70 et 71. — Ne peuvent être votés que par scrutin. Art. 54, p. 78.

PROJETS DE LOI ADOPTÉS. — Projet relatif à des mesures de sûreté générale. Voyez *Sûreté générale* — Aux moyens d'assurer, par voie de réquisition, la subsistance des armées et les transports militaires. Voyez *Réquisition*. — A l'ouverture d'un crédit provisoire d'un million 500 mille fr. de rentes. Voyez *Crédit provisoire*. — A la mise en état de siége de la ville de Paris. Voyez *Siége*.

PROCLAMATION AU PEUPLE FRANÇOIS. — Communiquée à la Chambre par la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 290. — Observations d'un membre sur quelques passages de cet acte, et motion faite en conséquence, p. 293. — Réponse aux observations, *ibid.* — La motion est écartée par l'ordre du jour, p. 295.

PROPOSITIONS FAITES A LA CHAMBRE. — Proposition tendante à faire nommer une commission chargée de présenter ses vues sur le rapport du ministre de la police générale. (P. V.) p. 53. — A demander compte aux ministres des exils et arrestations qui auroient eu lieu avant l'acceptation de l'acte additionnel, p. 89. — A réunir en un corps de doctrine les vrais principes de la liberté individuelle, p. 188. — A faire proclamer Napoléon II Empereur des François, p. 122. — A faire donner à la Commission de Gouvernement le nom de Conseil de Régence, p. 127. — A demander compte au Gouvernement du progrès des négociations, p. 213. — A conserver entier le dépôt des droits du peuple, p. 235.

Q.

QUINETTE (M. le baron). — Est nommé, par la Chambre

des Pairs, membre de la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 134.

R.

Règlement extérieur. — Commission nommée pour en présenter le projet, en se concertant avec la Chambre des Représentants et avec le Gouvernement. (P. V.) p. 59 et 60.

Règlement intérieur. — Commission nommée pour en rédiger le projet. (P. V.) p. 3. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Thibaudeau, p. 27. — La Chambre ordonne l'impression du projet, p. 28. — Il est discuté, p. 32 et suiv. jusqu'à 52. — Sa discussion est interrompue, p. 52. — Reprise, p. 56. — Terminée, p. 59. — Nouveaux amendements proposés à quelques articles, p. 62 et suiv. jusqu'à 65. — Le projet est définitivement adopté après une lecture générale, p. 65. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 87. — Texte du règlement. (I. D.) n° 4.

Réquisition (projet de loi relatif aux moyens d'assurer, par voie de réquisition, la subsistance des armées et les transports militaires). — Résolution de la Chambre des Représentants, contenant adoption de ce projet modifié. (P. V.) p. 190. — Discussion dans la Chambre des Pairs, p. 193 et suiv. — Adoption du projet et des amendements, p. 198.

Résolutions. — De la Chambre des Représentants. (P. V.) p. 94, 112, 116, 137, 151, 190, 204, 206, 214, 218, 245, 272, 273, 281, 298, 305, 314. — De la Chambre des Pairs, p. 20, 103, 114, 117, 140, 187, 198, 208, 211, 215, 219, 266, 275, 276, 284.

S.

Salut public (Moyens de). — La Chambre des Représentants annonce qu'elle a nommé une commission chargée de proposer tous moyens de salut public. (P. V.) p. 108.

Séance impériale d'ouverture de la session. — La Chambre des Pairs part de son palais pour se rendre à cette séance. (P. V.) p. 14.

Secours aux militaires blessés. Voyez *Hospices*.

Secrétaire archiviste. — Ses fonctions, Art. 76 et 77 du règl. intér. (P. V.) p. 84 et 85. — Par qui nommé. Art. 79, *ibid.* (Cette nomination n'a point été faite.)

Secrétaires de la Chambre. — En quel nombre, et comment nommés. Art. 4 du règl. intér. — Pour quel temps. Art. 6. — Comment remplacés, en cas d'absence. Art. 7. — Leurs fonctions. Art. 8 et 9. (P. V.) p. 66, 67, et 68. — MM. les comtes Thibaudeau et de Valence sont nommés secrétaires, p. 2.

Session (Ouverture de la). — Voyez *Séance impériale*.

Siége (État de). — Résolution de la Chambre des Représentants, qui, sur la proposition du Gouvernement, déclare la ville de Paris en état de siége. (P. V.) p. 218. — Cette résolution est adoptée par la Chambre des Pairs, p. 219.

Souverains alliés. — Plénipotentiaires envoyés auprès deces souverains par la Commission de Gouvernement. Voyez *Pontécoulant*. — Opinion de la commission sur les intentions des mêmes souverains, et assurances données par les plénipotentiaires à leur retour. (P. V.) p. 320. — Déclaration faite au président de la Com-

mission par les ministres et généraux des souverains alliés, et qui annonce de leur part l'intention unanime de replacer Louis XVIII sur le trône, *ibid.*

Subsistance des armées. — Voyez *Réquisition.*

Sureté générale (projet de loi relatif à des mesures de). — Résolution de la Chambre des Représentants, contenant adoption de ce projet modifié. (P. V.) p. 151. — Première discussion du projet dans la Chambre des Pairs, p. 153 et suiv. jusqu'à 157. — Il est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale de cinq membres, p. 157. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Gilbert de Voisins, p. 162. — Discussion sur ce rapport, p. 170 et suiv. jusqu'à 187. — La Chambre adopte le projet moyennant divers amendements, p. 187. — Ces amendements sont en partie admis, en partie rejetés par la Chambre des Représentants, p. 204. — La Chambre des Pairs adopte définitivement le projet de loi, tel qu'il est admis par l'autre Chambre, p. 208.

T.

Thibaudeau (M. le comte). — Est nommé secrétaire. (P. V.) p. 2. — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet de règlement intérieur, p. 27. — Fait, au nom d'une autre commission, un rapport sur l'*adresse aux François* votée par la Chambre des Représentants, p. 256. — Est remplacé au Bureau par M. le comte de Forbin-Janson.

Tirailleurs. — Remerciements votés aux tirailleurs de Paris, par la Chambre des Représentants. (P. V.) p. 282. — Par la Chambre des Pairs, p. 286.

TRANSPORTS MILITAIRES. — Voyez *Réquisition*.

TRIANON (château de). — Résolution de la Chambre des Représentants qui met à la disposition de Napoléon Bonaparte la bibliothèque déposée dans ce château. (P. V.) p. 273. — Cette Résolution est adoptée par la Chambre des Pairs, p. 276.

TUILERIES (Palais des). — La Commission de Gouvernement annonce qu'elle y tient ses séances. (P. V.) p. 144. — Qu'il est occupé par les troupes étrangères, p. 320.

V.

VALENCE (M. le comte de). — Est nommé secrétaire. (P. V.) p. 2. — L'un des plénipotentiaires chargés par la Commission de Gouvernement de traiter d'un armistice avec lord Wellington, p. 195. — Est remplacé au Bureau par M. le comte de Forbin-Janson, p. 196. — Reprend ses fonctions de secrétaire, p. 289.

VENDÉE (pacification de la). — Message de la Commission de Gouvernement, qui annonce cette pacification. (P. V.) p. 239. — Résolution prise en conséquence par la Chambre des Représentants, p. 272. — Cette résolution est adoptée par la Chambre des Pairs, p. 275.

VERDIÈRES (M. le lieutenant-général comte). — Nommé Pair, annonce qu'il ne peut, à raison de ses fonctions militaires, se rendre dans le sein de la Chambre. (P. V.) p. 24.

VICENCE (M. le duc de). — Est nommé, par la Chambre des Pairs, membre de la Commission de Gouvernement. (P. V.) p. 134.

VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE. — M. le comte de Lacépède est nommé vice-président. (P. V.) p. 6.

Votes. — Formes des votes. Art. 51 jusqu'à 62 du règl. intér. (P. V.) p. 78, 79, et 80.

W.

Wellington (milord duc de). — Sa réponse relative aux passe-port et saufconduit demandés pour Napoléon Bonaparte. (P. V.) p. 226.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

CHAMBRE DES PAIRS

DE FRANCE.

SESSION DE 1815.

Procès-verbal de la Chambre, et Impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de cette session.

TABLE DES MATIERES.

La table suivante est commune aux 61 numéros du procès-verbal des séances législatives, et aux 116 numéros d'impressions diverses. Les renvois au procès-verbal sont ainsi indiqués : (P. V.) p. — Le renvoi aux impressions diverses l'est ainsi : (I. D.) n° —.

Les séances judiciaires de la Chambre ayant été recueillies dans un procès-verbal séparé, il sera fait une table particulière pour les 17 numéros de ce procès-verbal.

Voir pour la division en volumes, tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.

A.

Aboville (M. le comte d'). — Envoie, signée de lui, la formule du serment prêté par les Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 36.

ABRIAL (M. le comte). — Fait un rapport sur la résolution de la Chambre des Députés relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés. (P. V.) p. 1040.

ACTE D'ACCUSATION. — Contre le maréchal Ney (I. D.) n° 27.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL des Princes. — Par qui reçus: *Ordonnance du Roi du 23 mars* 1816, (P. V.) p. 1143. — Où transcrits. — Déposés. — Qui en délivre les extraits, *ibid.* — (Voyez *Chancelier de France.* — *Archives de la Chambre.* — *Garde des archives.*)

ADAM (le sieur), sculpteur à Paris. — Fait hommage à la Chambre du buste en plâtre de M. le Prince de Condé. (P. V.) p. 1321.

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU ROI. — Projet d'adresse présenté par un membre. (P. V.) p. 24. — Développements à l'appui de ce projet, *ibid.* — La Chambre en ordonne l'impression, p. 26. — Texte des développements. (I. D.) n° 1. — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale. (P. V.) p. 26. — Rapport de cette commission et projet d'adresse qu'elle présente, p. 38. — Renvoi de ce projet aux bureaux, p. 40. — Discussion du même projet en assemblée générale, p. 48 et suiv. jusqu'à 68. — Son adoption définitive est votée au scrutin, p. 68. — Texte du projet adopté, p. 69 et suiv. jusqu'à 75. — Une grande députation est chargée de porter au Roi l'adresse de la Chambre, p. 75. — Présentation de l'adresse, et réponse de Sa Majesté à la députation, p. 77, 78.

AMENDEMENTS (proposition d'). — Les ministres peuvent-ils, au nom du Roi, proposer des amendements à un

projet de loi en discussion? (P. V.) p. 287 et suivantes jusqu'à 291.

Amnistie (projet de loi d') — présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, président du Conseil des ministres. (P. V.) p. 657. — Exposé des motifs, p. 658, 659, 660. — Impression sans renvoi aux bureaux, p. 661. — Délibération article par article, *ibid.* — Adoption pure et simple, p. 662. — Texte du projet adopté, *ibid.* — M. le président est chargé de porter au Roi les remerciements de la Chambre pour la bonté toute gratuite qu'a eue Sa Majesté de l'associer à l'acte de clémence contenu dans la loi d'amnistie, p. 666. — Réponse du Roi, p. 683. — (Aucune discussion n'a eu lieu sur le projet de loi d'amnistie; mais plusieurs Pairs ont fait imprimer et distribuer à la Chambre les opinions qu'ils avoient préparées. Voyez *Opinions distribuées à la Chambre.*)

Angoulême (*Madame*, duchesse d') reçoit les félicitations de la Chambre sur l'heureuse découverte du testament de la reine Marie-Antoinette. (P. V.) p. 861. — Discours de M. le président, à la tête de la grande députation, *ibid.* — Réponse de *Madame*, p. 862.

Angoulême (M. le duc d'). — Proposition tendante à voter des remerciements à M. le duc d'Angoulême, pour les services qu'il a rendus à la France, en mars 1815. (P. V.) p. 119. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, *ibid.* — Développement des motifs, p. 158 et suiv. jusqu'à 165. — L'impression en est ordonnée, p. 166. — Un assentiment unanime se manifeste en faveur de

la proposition, *ibid.* — Discours de *Monsieur*, présent à la séance, p. 166, 167. — L'assemblée en ordonne l'impression, p. 168. — Elle passe à l'ordre du jour, motivé sur ce discours, et sur le respect dû à l'opinion émise par S. A. R., *ibid.*

ANTIBES (le chevalier d'). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 1319. — La Chambre arrête qu'elle sera conservée comme renseignement, *ibid.*

ARCHIVES DE LA CHAMBRE. — Les registres de l'Etat civil des princes de la maison royale y demeurent déposés, *Ordonnance du Roi du* 23 *mars* 1816. (P. V.) p. 1143.

ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES DE LA CHAMBRE. — Les séances relatives à leur exercice sont l'objet d'un procès-verbal séparé. (P. V.) p. 398. — Voyez *Maréchal Ney*.

AYNARD (les sieurs) frères. — Compte rendu à la Chambre de leur pétition. (P. V.) p. 1319. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 1320.

B.

BARBARESQUES (puissances.) — Proposition tendante à supplier le Roi d'engager les différentes Cours de l'Europe à ouvrir des négociations avec ces puissances, pour mettre un terme à l'esclavage des chrétiens en Afrique. (P. V.) p. 1276. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 1279.

BARRUEL BEAUVERT (M. le comte de). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Lettres sur quelques particularités secrètes de l'Histoire pendant l'interrègne des Bourbons.* (P. V.) p. 37.

BEAUFFREMONT (M. le prince de) — Envoie, signée de lui, la formule du serment prêté par les Pairs dans la séance royale (P. V.) p. 118.

BECQUEY (M. le conseiller d'Etat). — Est chargé avec le ministre de l'intérieur de présenter à la Chambre le projet de loi relatif aux élections. (P. V.) p. 1099.

BERRY (M. le duc de). — Communication faite à la Chambre par M. le duc de Richelieu, relativement au mariage de ce Prince. (P. V.) p. 1141. — La Chambre arrête qu'il sera fait au Roi une adresse de remercie-ment et de félicitation. p. 1151. — La grande députation chargée de porter cette adresse est aussi chargée d'aller, avec la permission de S. M., féliciter LL. AA. RR. *Monsieur* et M. le duc de Berry, p. 1152. — Tirage au sort des membres de la députation, *ibid.* — Elle est admise à l'audience du Roi, p. 1160. — Discours de M. le président, *ibid.* — Réponse de Sa Majesté p. 1161. — La députation se rend chez *Monsieur*, et chez M. le duc de Berry, *ibid.* — Dis-cours adressé à *Monsieur*, p. 1162. — Réponse de S. A. R., *ibid.* — Discours adressé à M. le duc de Berry, p. 1163. — Réponse du prince, p. 1164.

BERTHOLLET (M. le comte). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 15.

BOISSY-D'ANGLAS (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 11. — Sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de jus-tice, n° 60.

BONCENNE (le sieur), ex-avoué au tribunal civil de Poitiers. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.)

p. 1098. — Elle est renvoyée au ministre de la justice, *ibid.* — La Chambre renvoie pareillement une seconde pétition du même particulier. p. 1320.

Bonnay (M. le marquis de). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 177. — Fait une proposition tendante à introduire dans la Chambre l'usage du vote par procuration usité en Angleterre, p. 369. — Développements de cette proposition. (I. D.) n° 26. — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé, n° 52. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 96.

Bourgeois (le sieur). — Fait hommage à la Chambre du portrait gravé du Roi. (P. V.) p. 1040.

Bout de l'an (Service du bout de l'an des obsèques du feu Roi Louis XVI et de la feue Reine sa femme). — Avis donné à cet égard par M. le grand maître des cérémonies. (P. V.) p. 698. — Grande députation nommée par la Chambre pour assister au service dont il s'agit, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre au nom de cette députation, p. 702.

Boze (le sieur). Fait hommage à la Chambre du portrait gravé de Louis XVI (P. V.) p. 701.

Brancas (M. le duc de). — Annonce que sa santé ne lui permet pas de se rendre aux séances. (P. V.) p. 36.

Brigode (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes des contributions de 1816. (I. D.) n° 41.

Brissac (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 13. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 100.

Broglie (M. le duc de).—Justifie, par l'envoi de son acte de naissance, qu'il vient seulement d'atteindre l'âge requis pour voter dans la Chambre. (P. V.) p. 450.

Budjet de 1816. — Voyez *Finances*.

Bureau de la Chambre. — Sa formation provisoire. (P. V.) p. 9. — Définitive, p. 41. — Est portée à la connoissance du Roi, et notifiée à la Chambre des Députés, p. 42.

Bureaux (nombre, formation et renouvellement des). — La division de la Chambre en six bureaux est provisoirement conservée. (P. V.) p. 43. — Première formation des bureaux, *ibid.* — Premier renouvellement, p. 397. — Second renouvellement, p. 482. — Troisième renouvellement, p. 690. — Quatrième renouvellement, p. 765. — Cinquième renouvellement (on a omis de l'indiquer à la page 1120.) — Sixième renouvellement, p. 1320. — (*Voyez* pour l'état imprimé des membres de chaque bureau, ainsi que pour la nomination des présidents et secrétaires, l'article intitulé : *Renouvellement et organisation des Bureaux.*)

Bureaux auxiliaires pour le dépouillement des votes. — Comment composés. (P. V.) p. 152. — Leur nombre est provisoirement borné à deux, par forme d'expérience, p. 155. — Premier essai de ces bureaux, p. 295.

C.

Caisse d'amortissement (commission de surveillance de la). — Election de trois candidats, parmi lesquels S. M. doit choisir le président de cette commission.

(P. V.) p. 1435. — MM. les comtes de Villemanzy, Lecouteulx et Garnier, sont élus candidats, *ibid.*

Castellane (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 9. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 104.

Castries (M. le duc de). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 118.

Cérémonial. — Observé à l'ouverture de la session des Chambres. (P. V.) p. 1 et 2. — A la réception des princes autorisés par le Roi à prendre séance à la Chambre des Pairs, p. 13 et 19. — A la réception des Pairs nommés par ordonnances du Roi, des 19 août et 17 septembre 1815, p. 17 et 19. — Lors de l'audience donnée par le Roi à la grande députation chargée de complimenter S. M. à l'occasion de la nouvelle année, p. 642. — A la réception de la grande députation chargée d'assister au service du bout de l'an des obsèques du feu Roi Louis XVI, p. 702. — Lors de l'audience donnée par le Roi à la grande députation chargée de porter à S. M. la résolution de la Chambre, relative au testament de la feue Reine Marie-Antoinette, p. 858. — Lors de l'audience donnée à la grande députation chargée de féliciter S. M. sur le mariage de M. le duc de Berry, p. 1160. — A la réception de M. le comte de Noé, p. 1275, 1276.

Chalons (M. l'évêque de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au divorce. (I. D.) n° 87.

Chambre des Députés. — Notifie à la Chambre des Pairs sa constitution définitive. (P. V.) p. 48. — Réclame,

en échange de ses distributions, l'envoi réciproque des distributions de la Chambre des Pairs, p. 90.

Chambre des Pairs (la). — Se réunit, au palais Bourbon, avec la Chambre des Députés, pour la séance royale du 7 octobre. (P. V.) p. 1. — Reprend, le 9 du même mois, le cours de ses travaux, p. 9. — Nomme ses secrétaires, p. 41. — Délibère une adresse en réponse au discours du Roi, p. 69. — Autorise la distribution de son procès-verbal à la Chambre des Députés, p. 135. — L'envoi au *Moniteur* du Résumé de ses séances, p. 136. — Fait dresser un procès-verbal séparé des séances relatives à l'exercice de ses attributions judiciaires, p. 398. — Se lève toute entière pour témoigner à M. le président combien elle est satisfaite de la conduite qu'il a tenue dans ces séances, p. 474. — Nomme une grande députation pour complimenter le Roi, à l'occasion de la nouvelle année, p. 638. — Pour assister au service du *bout de l'an* des obsèques du feu Roi Louis XVI, p. 698. — Pour exprimer au Roi les sentiments de la Chambre, relativement à la communication du testament de la Reine Marie-Antoinette, p. 843. — Pour féliciter S. M. sur le mariage de M. le duc de Berry, p. 1152. — Désigne trois candidats pour la nomination du président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1435. — Se sépare aux cris de *vive le Roi !* après avoir entendu la proclamation de S. M., qui déclare la clôture de la session, p. 1437.

Chambre des Pairs (Etat actuel de la). — Suivant la liste arrêtée par le Roi, le 4 juin 1814, le nombre des Pairs étoit de 154. Il se trouvoit réduit, par mort, à 146, lorsqu'une Ordonnance du Roi, du 24 juillet 1815, a

déclaré que vingt-neuf des Pairs originairement nommés ne faisoient plus partie de la Chambre. Cette Ordonnance a depuis été révoquée, en ce qui concerne les comtes de Canclaux et d'Aboville, par Ordonnances des 10 et 14 août suivant. Ainsi, à l'époque du 14 août 1815, il ne restoit dans la Chambre que 119 Pairs : 94 ont été nommés par Ordonnance du 17 du même mois, et une quatre-vingt-quinzième nomination a eu lieu par Ordonnance du 17 septembre. La Chambre s'est alors trouvé composée de 214 Pairs. C'est à ce nombre qu'elle s'élevoit lors de l'ouverture de la session. Elle a fait depuis quatre nouvelles pertes qui réduisent à 210 le nombre actuel des Pairs nommés par le Roi ; mais la pairie ayant été rendue héréditaire par Ordonnance de S. M., du 19 août 1815, et plusieurs des Pairs décédés postérieurement à cette Ordonnance, ayant laissé des héritiers mâles, M. le comte de Noé, fils de l'un d'eux, s'est pourvu conformément à l'Ordonnance du 23 mars 1816 sur la réception des Pairs appelés par droit d'hérédité. Son admission, qui a eu lieu le 9 avril, ajoute un deux cent onzième nom à la liste des Pairs.

On ne sera pas fâché de trouver ici les noms et la date précise du décès des douze Pairs morts depuis la formation de la Chambre :

Noms des Pairs décédés	*Date de leur décès.*
M. le duc d'Aumont	22 août 1814.
M. le comte Legrand	9 janvier 1815.
M. le duc de Fleury.	15 janvier 1815.
M. le comte Journu Auber	28 janvier 1815.

Noms des Pairs décédés.	*Date de leur décès.*	
M. le comte Redon.	4 février	1815.
M. le comte Thévenard	9 février	1815.
M. le comte d'Harville.	8 mai	1815.
M. le prince de Wagram.	1er juin	1815.
M. le bailli de Crussol.	17 décembre	1815.
M. le comte Monnier	30 janvier	1816.
M. le duc de Rohan	8 février	1816.
M. le comte de Noé	26 février	1816.

Chambreuil (le sieur de), détenu à la Force. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 1318. — La Chambre passe à l'ordre du jour, 1319.

Chancelier de France. — Remplit, par rapport au Roi, et aux princes et princesses de la maison royale, les fonctions attribuées par les lois aux officiers de l'état civil : *Ordonnance du Roi, du* 23 *mars* 1816. (P. V.) p. 1143.

Chancelier de France, président de la Chambre des Pairs. — Où placé dans la séance royale du 7 octobre. (P. V.) p. 2. — Appelle au serment, dans cette séance, les Pairs présents, p. 6. — Serment prêté par lui. — Par eux, p. 7. — Déclare ouverte la session de 1815, *ibid.* — Préside les séances de la Chambre, p. 9 et *passim.* — Est chargé d'exprimer au Roi les sentiments qu'elle a éprouvés à la communication du traité du 20 novembre 1815. (P. V.) p. 423. — Se charge de transmettre à M. le duc de Reggio, pour la garde nationale de Paris, les remerciements de l'assemblée, p. 472. — Refuse de mettre aux voix la proposition faite de lui voter à lui-même des remerciements, p. 474. — Porte

la parole au nom d'une grande députation chargée de complimenter le Roi à l'occasion de la nouvelle année, p. 642. — Est chargé de porter au Roi les remercîments de la Chambre, pour la bonté qu'a eue S. M. de l'associer à l'acte de clémence contenu dans la loi d'amnistie, p. 666. — Remercie le Roi, au nom de la Chambre, de la communication qu'il lui a fait donner du testament de la feue Reine, p. 858. — Félicite *Madame*, duchesse d'Angoulême, sur la découverte de ce testament, p. 861. — Est chargé par la Chambre de rédiger l'adresse de félicitation relative au mariage de M. le duc de Berry, p. 1152. — Son discours au Roi à cette occasion, p. 1160. — Son discours à *Monsieur*, p. 1162. — A M. le duc de Berry, p. 1163. — Donne lecture à la Chambre de la proclamation du Roi, qui déclare terminée la session de 1815, p. 1435.

Charte constitutionnelle. — Proposition tendante à rédiger en projets de loi différents objets qui ne sont énoncés qu'en principe dans cette Charte. (P. V.) p. 82. — Discussion à ce sujet, p. 84, 85, 86. — La Chambre décide qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de la proposition, p. 86.

Chateaubriand (M. le vicomte de). — Elu secrétaire pour la session de 1815. (P. V.) p. 41. — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au deuil général du 21 janvier. (I. D.) n° 46. — Sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au clergé, n° 51. — Son discours sur la communication donnée à la Chambre du testament de la feue Reine Marie-Antoinette, n° 62. — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés, relative aux pen-

sions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés, n° 82. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 109.

Choiseul (M. le duc de). — Elu secrétaire pour la session de 1815. (P. V.) p. 41. — Son discours à l'occasion des funérailles de M. le duc de Rohan, p. 723. — A l'occasion du testament de la feue Reine Marie-Antoinette. (I. D.) n° 63.

Clergé (résolution de la Chambre des Députés, relative au). — Transmise par un message à la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 702. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 703. — Texte de la résolution. (I. D.) n° 49. — Discussion en assemblée générale. (P. V.) p. 710 et suiv. jusqu'à 722. — La résolution est renvoyée à l'examen d'une commission spéciale, p. 722. — Nomination de cette commission, p. 724. — Rapport fait en son nom par M. l'abbé de Montesquiou, p. 768. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 803. — Reprise et suite de la discussion, p. 880 et suiv. jusqu'à 895. — Elle continue, p. 1006 et suiv. jusqu'à 1031. — Résumé verbal du rapporteur de la commission, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 1035. — La discussion est fermée, p. 1035. — Délibération de la Chambre, p. 1036, 1037. — Elle adopte l'amendement substitué par la commission aux onze articles du projet originaire, p. 1037. — Adoption définitive de la résolution concentrée dans cet amendement, p. 1038. — (Voir sur cette résolution les *Opinions imprimées* de M. le vicomte de Châteaubriand. (I. D.) n° 51, de M. le marquis de Bonnay, n° 52. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 70. — De M. le vicomte de Montmorency, n° 71. — De M. de Sèze, n° 72. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 75. — De

M. le duc de Doudeauville, n° 76.—De M. le comte de Clermont-Tonnerre, n° 77. — Et de M. le comte de Maleville, n° 78.—Voir aussi, parmi les *Opinions distribuées à la Chambre*, une première opinion *non prononcée* de M. le duc de La Vauguyon, les opinions de M. le duc de Brissac, de M. le baron Séguier, de M. le comte Lanjuinais, et l'opinion *non prononcée* de M. le comte d'Aguesseau.)

Clermont-Tonnerre (M. le comte de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé. (I. D.) n° 77. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 107.

Clôture de la session de 1815. — Notifiée à la Chambre par M. le duc de Richelieu. (P. V.) p. 1435. — Proclamation du Roi relative à cette clôture, p. 1436. — La Chambre se sépare après l'avoir entendue, p. 1437.

Clôture d'une session. — Quel est son effet sur les résolutions et projets de loi restés indécis lors de cette clôture. (P. V.) p. 87, 88, 89.

Code de commerce (projet de loi relatif à l'interprétation de deux articles de ce code). — Présenté à la Chambre par M. le garde des sceaux. (P. V.) p. 1195. — Exposé des motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 1200. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1201. — Texte du projet, et mémoire à l'appui. (I. D.) n° 93. — Son examen est renvoyé à une commission de 5 membres. (P. V.) p. 1272. — Rapport fait au nom de cette commission par M. de Sèze, p. 1280. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 1311. — Discussion du projet, et délibération des amendements, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 1314. — Adoption du projet modifié, p. 1314.

COLONS DE SAINT-DOMINGUE. Voyez *Sursis accordé aux colons de Saint-Domingue.*

COMITÉ DES PÉTITIONS (formation et renouvellement). — Première formation de ce comité. (P. V.) p. 43. — Premier renouvellement, p. 397. — Second renouvellement, p. 483. — Troisième renouvellement, p. 690. — Quatrième renouvellement, p. 765. — Cinquième renouvellement (on a omis de l'indiquer à la page 1120). — Sixième renouvellement, p. 1320.

COMITÉ DES PÉTITIONS (rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Dans la séance du 9 décembre 1815. (P. V.) p. 472. — Dans celle du 12 mars 1816, p. 1096. — Dans la séance du 16 avril, p. 1318.

COMMISSIONS SPÉCIALES NOMMÉES PAR LA CHAMBRE. — Pour la rédaction d'une adresse en réponse au discours du Roi à l'ouverture de la session (P. V.) p. 26. — Pour l'examen de différentes modifications proposées au règlement, p. 95. — Pour l'examen du projet de loi sur la cour des comptes, p. 111. — Pour la vérification des lettres de grande naturalisation accordées à M. le comte de Loverdo, p. 296. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux jurisdictions prévôtales, p. 482. — Pour l'examen de toutes les questions auxquelles peut donner lieu la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, p. 620. — Pour l'examen de la résolution relative au clergé, p. 724. — Pour l'examen de la résolution relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés, p. 855. — Pour l'examen du projet de loi sur les élections, p. 1122. — Pour la vérification des pièces jointes à la requête de M. le comte de Noé, p. 1208. — Pour l'examen du projet de loi relatif à l'interprétation de deux articles du Code

de commerce, p. 1272. — Pour l'examen des deux projets de loi relatifs, l'un à la suppression de la cour royale d'Agen, l'autre à la suppression de la cour royale d'Angers, à la translation et à une nouvelle fixation du ressort de la cour royale d'Orléans, p. 1315. — Pour l'examen du projet de loi sur les finances, p. 1330. — Du projet de loi relatif à l'abolition du divorce, p. 1333.

Commissions spéciales. (Mode de nomination des) — Rappel d'une proposition faite en 1814, et tendante à faire nommer dans les bureaux les membres de ces commissions. (P.V.) p. 94. — L'auteur de la proposition en demande le renvoi à la commission chargée de reviser quelques articles du règlement, p. 140. — On observe que cette proposition n'a point été développée, p. 142. — L'auteur est invité à la reproduire, *ibid.*—Développements de la proposition, p. 147, 148. — Elle est combattue, p. 149, 150. — Prise en considération par la Chambre, p. 151. — Renvoyée aux bureaux, *ibid.* — Discutée en concurrence avec une autre proposition, p. 154, 155.— Exclue par celle-ci, p. 155.

Communications faites a la Chambre. — Du traité conclu à Paris le 20 novembre 1815, et des conventions accessoires. (P. V.) p. 409. — Du testament de la feue Reine Marie-Antoinette, p. 832. — Du mariage projeté de M. le duc de Berry, p. 1141.

Communications imprimées. — Du testament de la feue Reine. (I. D.) n° 61 *bis*.—Du mariage de M. le duc de Berry, n° 88.

Compagnies départementales (projet de loi relatif à la formation des). — Présenté à la Chambre par le mi-

nistre de l'intérieur. (P. V.) p. 391. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 396. — Texte du projet. (I. D.) n° 22. — Des motifs, n° 22 *bis*. — Discussion en assemblée générale. (P. V.) p. 405. — Délibération article par article, p. 406. — Adoption pure et simple, p. 408.

Comté de Montbéliard (projet de loi portant réunion du Comté de Montbéliard au département du Doubs). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 625. — Exposé des motifs, *ibid.* et p. 626, 627. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 627. — Discussion en assemblée générale, p. 630, 631, 632. — Délibération article par article. — Adoption pure et simple, p. 633. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Conformité d'opinions. — Voyez *Réduction de voix*.

Contributions directes de 1816 (projet de loi relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes de ces contributions). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 568. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 574. — Discussion en assemblée générale, p. 592. — Délibération du projet article par article, p. 595. — Adoption pure et simple, p. 596. — Texte du projet adopté, *ibid.* (Voir sur cette loi l'opinion imprimée de M. le comte de Brigode (I. D.), n° 41.)

Contributions directes de 1816 (projet de loi relatif à la perception de deux nouveaux douzièmes provisoires de ces contributions). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 1154. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1155. — Le projet y est de suite examiné. — Ouverture de la discussion, *ibid.* —

Adoption pure et simple, p. 1156. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Conventions accessoires au traité du 20 novembre 1815. — Voyez *Ministre des affaires étrangères.* — *Traité du 20 novembre.*

Cornet (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 15.

Corvetto (M. le comte). — Voyez *Ministre des finances.*

Cour de Justice (Formation de la Chambre des Pairs en). — Proposition tendante à renvoyer à l'examen d'une commission spéciale toutes les questions relatives à cette formation. (P. V.) p. 473. — La Chambre décide qu'il y a lieu de s'en occuper, *ibid.* — L'auteur la développe, p. 604. — Texte des développements. (I. D.) n° 37. — Elle est prise en considération et renvoyée aux bureaux. (P. V.) p. 604. — Discutée en assemblée générale, p. 620. — Adoptée par la Chambre, qui nomme de suite une commission de sept membres, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Molé, p. 728. — Projet de résolution joint au rapport, p. 756. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 765. — Discussion préliminaire sur la forme du projet, p. 804 et suiv. jusqu'à 810. — Discussion générale sur le fond, p. 810 et suiv. jusqu'à 830. — Elle se continue, p. 844 et suiv. jusqu'à 854, — p. 863 et suiv. jusqu'à 876. — Résumé du rapporteur de la commission, p. 898 et suiv. jusqu'à 924. — L'impression en est ordonnée, p. 924. — Clôture de la discussion, p. 926. — Résumé de M. le président, et questions préliminaires qu'il soumet à la Chambre, *ibid.* et p. 927, 928. — Décision de la Chambre sur ces

questions, p. 931, 932. — Délibération du projet, article par article, p. 932 et suiv. jusqu'à 1006. — Le rapporteur en présente une rédaction définitive, p. 1069. — Délibération sur plusieurs articles nouveaux qu'elle contient, p. 1080 et suiv. jusqu'à 1092. — Adoption générale du projet converti en résolution, p. 1093. (Voir, sur la discussion de ce projet, les opinions imprimées, de M. le comte de Lally-Tolendal. (I. D.) n° 58. — De M. le comte Lemercier, n° 59. — De M. le comte de Boissy-d'Anglas, n° 60. — De M. le marquis d'Orvilliers, n° 61. — De M. le duc de Valentinois, n° 64. De M. le duc de La Vauguyon, n° 65. — De M. le marquis de Talaru, n° 67. — De M. de Sèze, n° 68. — De M. le comte Lanjuinais, n° 69, et de M. le comte de Maleville, n° 74.)

Cour des Comptes (Projet de loi relatif à une nouvelle organisation de la). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux. (P. V.) p. 79. — Texte de ce projet. (I. D.) n° 3. — Développements à l'appui, n° 3 *bis*. — Impression et renvoi aux bureaux. (P. V.) p. 79. — La Chambre arrête qu'il sera nommé une commission spéciale, p. 99. — Discussion préliminaire du projet, *ibid.* et suiv. jusqu'à 110. — Nomination de la commission, p. 111. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. de Sèze, p. 213. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 220. — Observations de M. le Garde des sceaux sur ce rapport, p. 225 et suiv. jusqu'à 230. — Discussion du projet de loi, p. 231 et suiv. jusqu'à 247. — Clôture de la discussion, p. 247. — Délibération du projet article par article, et vote des

amendements, p. 261 et suiv. jusqu'à 283. — Adoption du projet modifié, p. 283.

Cour des Pairs. — Proposition tendante à désigner sous ce titre la Chambre des Pairs exerçant les fonctions de cour de justice. (P. V.) p. 1004. — Renvoi de cette proposition à la commission spéciale du règlement judiciaire, p. 1005. — Elle est adoptée par la Chambre, sur le rapport de sa commission, p. 1080.

Cour royale d'Agen. (Projet de loi relatif à la suppression de cette cour). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux. (P. V.) p. 1257. — Exposé des motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 1271. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1271. — Texte du projet. (I. D.) n° 110. — Son examen et celui du projet relatif aux cours royales d'Angers et d'Orléans sont renvoyés à une commission spéciale. (P. V.) p. 1315.

Cour royale d'Angers. (Projet de loi relatif à la suppression de cette cour, à la translation et à une nouvelle fixation du ressort de la cour royale d'Orléans). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux. (P. V.) p. 1257. — Exposé des motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 1271. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1271. — Texte du projet. (I. D.) n° 110. — Son examen et celui du projet relatif à la cour royale d'Agen sont renvoyés à une commission spéciale. (P. V.) p. 1315.

Cour royale d'Orléans. (Projet de loi relatif à la suppression de la cour royale d'Angers, à la translation et à une nouvelle fixation du ressort de la cour royale d'Orléans.) Voyez *Cour royale d'Angers.*

Courteville (le sieur de). — Compte rendu à la Cham-

bre de sa pétition. (P. V.) p. 1096. — La Chambre demande un rapport plus détaillé, *ibid.*

Création de Rentes. (Projet de loi relatif à la création des rentes nécessaires pour l'exécution du traité du 20 novembre 1815.) — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 569. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 574. — Discussion en assemblée générale. (P. V.) p. 598. — Délibération article par article, *ibid.* — Adoption pure et simple, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 599.

Crillon (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux élections. (I. D.) n° 105.

Cris séditieux (Projet de loi relatif à la répression des). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux. (P. V.) p. 255. — Exposé des motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 260. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 261. — Discussion en assemblée générale, p. 298 et suiv. jusqu'à 352. — Clôture de la discussion, p. 352. — Délibération du projet, article par article, et purgation des amendements, p. 353 et suiv. jusqu'à 367. — Adoption pure et simple du projet, p. 368. — Sa teneur. (I. D.) n° 19.

Crussol (M. le bailli de). — Discours prononcé par M. le duc d'Uzès à l'occasion des funérailles de ce Pair. (P. V.) p. 605. — La Chambre en ordonne l'impression, comme un témoignage de ses regrets, p. 608. — Elle en ordonne pareillement l'insertion au procès-verbal, *ibid.*

Cuvier. (M. le conseiller d'Etat). — L'un des commissaires du Roi pour la présentation du projet de loi relatif aux jurisdictions prévôtales. (P. V.) p. 465.

D.

Damas (M. le comte de). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 15.

Damas (M. le duc de). — Nommé Pair de France sous le titre de *Comte Etienne de Damas*, par l'Ordonnance du Roi du 17 août 1815, a obtenu, par une autre Ordonnance du 26 décembre suivant, le titre de *Duc*. Il est en conséquence désigné sous ce dernier titre dans les impressions postérieures de la Chambre.

Débats des Chambres. — Proposition d'en écarter, par respect, le nom du Roi. (P. V.) p. 322. — Discussion à ce sujet, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 324.

De Blaire (M. le conseiller d'Etat). — Est chargé, avec le ministre de la marine, de présenter à la Chambre le projet de loi relatif à l'abolition du divorce. (P. V.) p. 1331.

De Cazes (M. le comte). — Voyez *Ministre de la police générale*.

Delamotte (le sieur), greffier de la justice de paix du canton de Craonne. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 1097. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Delaunay (le sieur) de Lille. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 1320. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Denrées Coloniales. (Projet de loi relatif aux droits à percevoir sur les). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 450. — Exposé des

motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 455. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 455.— Discussion en assemblée générale, p. 456 et suiv. jusqu'à 459. — Adoption pure et simple, p. 460. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Déportation (peine de la). — Détails donnés par M. le Garde des sceaux sur l'origine et l'usage de cette peine en France. (P. V.) p. 350, 351.

Dépouillement des votes. — Proposition tendante à introduire dans les scrutins d'élection une nouvelle forme de dépouillement. (P. V.) p. 42. — Cette proposition est développée par son auteur, p. 136. — Prise en considération par la Chambre, p. 140. — Renvoyée à la commission spéciale qui a été chargée de la révision de quelques articles du règlement, *ibid.* — Rapport favorable de cette commission, et article réglementaire proposé en conséquence, p. 151, 152. — Renvoi de l'art. aux bureaux, p. 154.— L'article est adopté, p. 155. — Premier essai de la nouvelle forme de dépouillement, p. 295.

Députations. — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés, chargée de recevoir le Roi, lors de l'ouverture de la session. (P. V.) p. 1. — De six membres, envoyée au devant des princes lors de leur première entrée dans la Chambre des Pairs, p. 13. — De vingt-cinq membres, chargée de porter au Roi l'adresse de la Chambre, en réponse au discours de S. M., p. 75. — De complimenter le Roi à l'occasion de la nouvelle année, p. 638. — D'assister au service du bout de l'an des obsèques du feu Roi Louis XVI et de la feue Reine, sa femme, p. 698. — D'exprimer au Roi les

sentiments de la Chambre relativement à la communication du testament de la feue Reine Marie-Antoinette, p. 843. — De féliciter S. M. sur le mariage de M. le duc de Berry, p. 1152.

De Serres (M. le conseiller d'Etat). — Est chargé, avec M. le Garde des sceaux, de présenter à la Chambre le projet de loi relatif à l'interprétation de deux articles du Code de commerce. (P. V.) p. 1195. — Est pareillement chargé, avec ce ministre, de présenter les deux projets de loi relatifs aux cours royales d'Agen, d'Angers et d'Orléans, p. 1257.

De Seze (M.) — Est élu secrétaire pour la session de 1815. (P. V.) p. 41. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la cour des comptes, p. 213. — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au deuil général du 21 janvier, p. 667. — Sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice. (I. D.) n° 68. — Sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au clergé, n° 72. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 103. — Fait un rapport sur le projet de loi relatif à l'interprétation de deux articles du Code de commerce. (P. V.) p. 1280.

Désignations nominatives. — Ne sont interdites par le règlement que dans le procès-verbal de la Chambre. (P. V.) p. 890. — Proposition d'y désigner nominativement un Pair ecclésiastique dont la déclaration est rapportée, p. 1039. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 1040.

Deuil général du 21 janvier (résolution de la Chambre

des Députés relative au). — Transmise à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 666. — Impression ordonnée. — La discussion est ouverte de suite, et sans attendre cette impression, *ibid.* — Opinion de M. de Sèze, p. 667 et suiv. jusqu'à 672. — La Chambre en ordonne l'insertion au procès-verbal sous le nom de son auteur, p. 673. — Suite de la discussion, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 677. — Délibération des amendements, p. 678, 679, 680. — Adoption *unanime* de la résolution modifiée, p. 681. — Nouvelle résolution de la Chambre des Députés, qui, en adoptant l'amendement proposé par la Chambre des Pairs, y fait elle-même une addition, p. 684. — Renvoi de cette résolution aux bureaux, p. 686. — Discussion en assemblée générale, p. 687 et suiv. jusqu'à 690. — L'addition faite par la Chambre des Députés est adoptée sous la condition d'en former un article séparé, p. 690. — (Voir sur la résolution originaire les Opinions imprimées de M. de Sèze. (I. D.) n° 45, et de M. le vicomte de Châteaubriand, n° 46. — Voir aussi dans les *Opinions distribuées à la Chambre*, celle de M. le comte de Lally, et l'Opinion *non prononcée* de M. le duc de Brissac.)

Deuil général du 21 janvier (projet de loi relatif au). — Présenté à la Chambre par M. le garde des sceaux. (P. V.) p. 693. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 694, 695. — Discussion en assemblée générale. — Délibération article par article. — Adoption pure et simple, p. 695. — Texte du projet adopté, p. 696.

Développements et motifs séparés des projets de loi. —

Du projet de loi relatif à une nouvelle organisation de la cour des comptes. (I. D.) n° 3 *bis*. — Du projet relatif à la répression des cris séditieux, n° 20. — Du projet relatif à la formation des compagnies départementales, n° 22 *bis*. — (Tous les autres développements et motifs sont imprimés avec les projets de loi qu'ils concernent.)

Développements imprimés de propositions. — D'une adresse au Roi proposée par M. le duc de La Vauguyon. (I.D.) n° 1. — D'une proposition faite à la Chambre par M. le duc de Fitz-James, n° 6. — D'une proposition faite par M. le duc de Doudeauville, n° 21. — D'une proposition faite par M. le marquis de Bonnay, n° 26. — D'une proposition faite par M. le marquis de Talaru, n° 37. — D'une autre proposition faite par M. le duc de Doudeauville, n° 50.

Directeur général des douanes (le). — Est chargé, avec le ministre des finances, de présenter à la Chambre un projet de loi relatif aux droits à percevoir sur les denrées coloniales. (P. V.) p. 450.

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours. (P. V.) p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Chancelier, p. 24. — L'assemblée en ordonne le dépôt dans ses archives, *ibid.* — Projet d'adresse en réponse au discours du Roi, et développements à l'appui de ce projet, p. 25. (Voyez *Adresse*.)

Discours imprimés. — De S. A. R. *Monsieur*, sur la proposition de voter des remerciements à M. le duc d'Angoulême. (I. D.) n° 7. — De M. le duc d'Uzès, à l'occasion des funérailles de M. le bailli de Crussol, n° 38.

— De M. le duc de Choiseul, à l'occasion des funérailles de M. le duc de Rohan, n° 53. — De M. le vicomte de Châteaubriand sur la communication donnée à la Chambre du testament de la feue Reine Marie-Antoinette, n° 62. — De M. le duc de Choiseul sur la même communication, n° 63. — De M. le président au Roi et à Madame, en leur exprimant, à cet égard, les sentiments de la Chambre, n° 66. — De M. le comte Molé, en réponse aux objections faites contre le projet de résolution présenté par la commission du règlement judiciaire, n° 73.

Divorce (Résolution de la Chambre des Députés relative au). — Transmise à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 1096. — Impression et renvoi aux bureaux, *ibid.* — Discussion en assemblée générale, p. 1126 et suiv. jusqu'à 1137. — Adoption pure et simple, p. 1138. — Texte de la résolution adoptée, *ibid.* — (Voir, sur cette résolution, les opinions imprimées de M. l'évêque de Langres. (I. D.) n° 86, et de M. l'évêque de Châlons, n° 87.)

Divorce (Projet de loi relatif à l'abolition du). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de la marine. (P. V.) p. 1332. — Impression et renvoi aux bureaux. — La Chambre arrête qu'il y sera de suite examiné, *ibid.* — Elle nomme toutefois avant cet examen une commission de cinq membres, p. 1333. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. de Lamoignon, p. 1336. — Texte du projet, et amendements proposés par le rapporteur, p. 1342, 1343. — Ils sont consentis au nom du Roi par le ministre, p. 1343. — Impression ordonnée du rapport:

ibid. — Délibération, article par article, p. 1344. — Adoption du projet modifié, *ibid.*

DOUDEAUVILLE (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 8. — Motifs d'une proposition tendante à prévenir l'abus que pourroit faire un Pair du droit de publier ses opinions, n° 21. — Développements d'une autre proposition tendante à faire inscrire les noms des Pairs à côté de ceux des Députés sur le monument expiatoire qui sera élevé à Louis XVI, n° 50. — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé, n° 76.

DROIT D'HÉRÉDITÉ (Pairs appelés dans la Chambre par). — Ordonnance du Roi, qui détermine les formes de leur admission. (P. V.) p. 1146. — Premier exemple de l'observation de ces formes dans la personne de M. le comte de Noé, fils. (Voyez *Noé*).

DUBOUCHAGE (M. le comte). — Voyez *Ministre de la marine*).

DUDON (M. le baron), conseiller d'État. — Chargé, avec le ministre des finances, de présenter à la Chambre le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes provisoires des contributions directes de 1816. (P. V.) p. 567. — Le projet relatif à la perception de deux nouveaux douzièmes provisoires des mêmes contributions, p. 1154.

DUMONT (le sieur). — Fait hommage à la Chambre du portrait gravé de la feue Reine Marie-Antoinette. (P. V.) p. 991.

DUPUY (M. le comte). — Nommé par le Roi gouverneur général des établissements françois dans l'Inde, an-

nonce qu'il partira incessamment pour cette destination, et prie la Chambre d'excuser son absence. (P. V.) p. 1335.

E.

Elections (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1099. — Communication d'une Ordonnance du Roi relative aux amendements faits à ce projet par la Chambre des Députés. — Impression et renvoi aux bureaux, *ibid.* — Texte du projet. (I. D.) n° 81. — Une commission de sept membres est nommée pour son examen. (P. V.) p. 1122. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Pastoret, p. 1165. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 1193. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1208 et suiv. jusqu'à 1228. — Elle se continue, p. 1231 et suiv. jusqu'à 1251. — Clôture de la discussion, p. 1251. — Débats sur l'ordre à suivre dans la délibération, *ibid.* et p. 1252, 1253. — La Chambre se décide à voter sur les conclusions du rapport, p. 1253. — Adoption de ces conclusions, p. 1254. — (Voir, sur le projet de loi relatif aux élections, les opinions imprimées de M. le marquis de Talaru. (I. D.) n° 94. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 95. — De M. le marquis de Bonnay, n° 96. — De M. le comte de Nicolaï, n° 97. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 98. — De M. le duc de Lévis, n° 99. — De M. le duc de Brissac, n° 100. — De M. le duc de Raguse, n° 101. — De M. le marquis de Mortemart, n° 102. — De M. de Sèze, n° 103. — De M. le comte de Castellane, n° 104. —

De M. le comte de Crillon, n° 105. — De M. le vicomte de Montmorency, n° 106. — De M. le comte de Clermont-Tonnerre, n° 107. — De M. le comte de Lally-Tolendal, n° 108. — Et de M. le vicomte de Châteaubriand, n° 109. — Voir aussi, parmi les *Opinions distribuées à la Chambre*, l'opinion *non prononcée* de M. le comte de Choiseul-Gouffier.)

Elisabeth (Madame). — Proposition d'honorer la mémoire de cette princesse par un monument commun avec Louis XVII et avec la Reine Marie-Antoinette. (P. V.) p. 679. — Cette proposition est adoptée, p. 680. — Lettre écrite à Madame Elisabeth par la Reine Marie-Antoinette quatre heures avant sa mort. Voyez *Testament de la feue Reine.*

Emigrés. — Voyez *Sursis accordé aux émigrés.*

Enghien (M. le duc d'). — Monument national voté en son honneur par la Chambre des Députés (P. V.) p. 684. — La Chambre des Pairs adopte la résolution qui exprime ce vœu, p. 690.

Esclavage des chrétiens en Afrique. — Proposition tendante à y mettre un terme. Voyez *Barbaresques.*

Etablissement et mariage de M. le duc de Berry. — Projet de loi relatif à cet établissement. — Présenté à la Chambre par M. le duc de Richelieu. (P. V.) p. 1193. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1194. — Il y est de suite examiné, p. 1201. — Ouverture de la discussion, *ibid.* — Délibération du projet, et des amendements qu'il a reçus à la Chambre des Députés, p. 1202. — Il est adopté à l'unanimité des suffrages, *ibid.* — Texte du projet et des amendements, p. 1203.

Etat civil des princes et princesses de la maison royale. Ordonnance du Roi qui détermine les formes dans

lesquelles cet état sera constaté.) — Apportée à la Chambre par M. le duc de Richelieu. (P. V.) p. 1141. — La Chambre en ordonne la transcription sur ses registres, et le dépôt dans ses archives, p. 1150. Voyez *Ordonnances du Roi*, — *Chancelier de France*, — *Garde des archives*, — *Actes et Registres de l'état civil.*

Examen dans les bureaux. (Projets de loi examinés dans les bureaux sans attendre l'impression ordonnée par la Chambre.) — Projet de loi relatif à la formation des compagnies départementales. (P. V.) p. 398. — Aux droits à percevoir sur les denrées coloniales, p. 455. — A la prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 628. — A la réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs, *ibid.* — A la perception de deux nouveaux douzièmes provisoires des contributions directes de 1816, p. 1155. — A l'établissement et au mariage de M. le duc de Berry, p. 1201. — A l'abolition du divorce, p. 1332.

Excuses de Pairs absents ou malades. — De M. le comte d'Aboville, M. le maréchal duc de Tarente, M. le comte de la Roche-Aimon, M. le duc de Brancas. (P. V.) p. 36. — De M. le marquis de Rivière, p. 117. — De M. le prince de Beauffremont, p. 118. — De M. le comte Vernier, p. 223. — De M. le comte Dupuy, p. 1335.

F.

Ferrand (M. le comte). — Fait un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux jurisdictions prévôtales. (P. V.) p. 486.

Finances (projet de loi sur les). — Présenté à la Cham-

bre par M. le duc de Richelieu. (P. V.) p. 1322. — Exposé des motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 1326. — Ordonnance du Roi portant consentement aux amendements faits à ce projet par la Chambre des Députés, p. 1327. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1328. — Une commission de sept membres est chargée du rapport, p. 1329. — Nomination des commissaires, p. 1330. — Examen du projet dans les bureaux, p. 1334, 1345. — Rapport fait, au nom de la commission spéciale, par M. le comte Garnier, p. 1348. — Débats sur l'impression de ce rapport, p. 1429, 1430, 1431. — Elle est ordonnée, p. 1432. — Ouverture de la discussion sur le projet de loi. — Il est adopté, *ibid.* — Texte du projet. (I. D.) n° 113. (Voir sur ce projet, parmi les *Opinions distribuées à la Chambre*, une opinion *non prononcée* de M. le duc de La Rochefoucauld, et une autre de M. le duc de Brissac.)

Fitz-James (M. le duc de). — Fait une proposition tendante à voter des remerciements à M. le duc d'Angoulême. (P. V.) p. 119. — Développe les motifs de cette proposition, p. 158 et suiv.

Funérailles. — Discours prononcé à l'occasion des funérailles de M. le bailli de Crussol. (P. V.) p. 605. — De M. le duc de Rohan, p. 723. — Annonce des funérailles de M. le comte de Noé, p. 952. Voyez *Crussol*, — *Rohan*, — *Noé*.

G.

Gabia (le chevalier de). — Compte rendu à la Chambre

de sa pétition. (P. V.) p. 1097. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Garde des registres de la Chambre. — Dresse procès-verbal, en ce qui la concerne, des séances royales où elle est appelée. (P. V.) p. 23. — Envoie au *Moniteur* le résumé des séances de la Chambre, p. 136. — Délivre les extraits des actes de l'état civil des princes et princesses de la maison royale; *Ordonnance du Roi du* 23 *mars* 1816. (P. V.) p. 1144.

Garde des sceaux (M. le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à une nouvelle organisation de la cour des comptes. (P. V.) p. 79. — Des lettres de grande naturalisation accordées à M. le comte de Loverdo, p. 224. — Un projet de loi sur la répression des cris séditieux, p. 255. — Un projet relatif à la suppression des places de substituts des procureurs généraux faisant fonctions de procureurs criminels dans les départements, p. 585. — Un projet relatif à la prorogation du sursis accordé par la loi du 5 décembre 1814 aux émigrés qui ont obtenu la remise de leurs biens, p. 643. — Un projet relatif au deuil général du 21 janvier, p. 693. — Un projet relatif à l'interprétation de deux articles du Code de commerce, p. 1195. — Deux projets de loi relatifs, le premier à la suppression de la cour royale d'Agen, le second à la suppression de la cour royale d'Angers, à la translation et à une nouvelle fixation du ressort de la cour royale d'Orléans, p. 1257.

Garde nationale de Paris. — Offre faite par cette garde de fournir un poste d'honneur près de la Chambre des Pairs durant la tenue de sa session. (P. V.) p. 97. — M. le président et M. le grand-référendaire sont

chargés de s'entendre à cet égard avec M. le maréchal duc de Reggio, p. 98. — Compte rendu par eux à la Chambre, p. 118. — Elle accepte l'offre qui lui est faite, p. 119. — Proposition de voter des remercîments à la garde nationale pour le service pénible qu'ont exigé d'elle les circonstances, p. 472. — M. le Président se charge d'être à cet égard l'interprète de la Chambre, *ibid.*

GIACOMELLI (la dame). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 1096. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 1097.

GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF. — Proposition tendante à interdire aux membres de la Chambre l'usage de cette expression pour désigner la forme actuelle du Gouvernement de la France. (P. V.) p. 397. — La Chambre décide qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de cette proposition, *ibid.*

GRAND RÉFÉRENDAIRE DE LA CHAMBRE. — Fait partie des grandes députations nommées par elle. (P. V.) p. 1152.

GREFFIER DE LA CHAMBRE. (le) — Signe seul avec M. le président les procès-verbaux des séances publiques en matière criminelle. (P. V.) p. 474.

H.

HÉRÉDITÉ DE LA PAIRIE. — Ordonnance du Roi qui l'établit. (Cette Ordonnance fait partie du *premier Supplément* au petit recueil, format in-18, des règlements de la Chambre.) — Ordonnance relative à l'admission des Pairs appelés dans la Chambre par droit d'héré-

dité. (I. D.) n° 89. Voyez *Transmission héréditaire des Pairies. — Droit d'hérédité.*

Hommages faits a la Chambre. — *De l'Histoire d'Angleterre depuis la première invasion des Romains jusqu'à la paix de* 1763 : par M. Bertrand de Moleville. (P. V.) p. 37. — Des *Lettres sur quelques particularités secrètes de l'histoire pendant l'interrègne des Bourbons :* par M. le comte de Barruel Beauvert, *ibid.* — De l'*Urne des Stuarts et des Bourbons :* par le sieur Pitou, p. 78. — D'un Traité : *des offices et du notariat en particulier :* par M. Rolland de Villargues, p. 118. — Du portrait gravé de Louis XVI : par le sieur Bozé : p. 701. — Du portrait gravé de la reine Marie-Antoinette : par le sieur Dumont, p. 991. — Du portrait gravé du Roi : par le sieur Bourgeois, p. 1040. — Du buste en plâtre de M. le prince de Condé, par le sieur Adam, p. 1321.

I.

Impressions diverses. (session de 1815.) — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de la session se composent de 116 numéros, dont trois (les numéros 3, 22, et 61,) sont répétés, ce qui donne au total 119 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Ordonnances du Roi	3
Communications.	2
Projets de loi.	21
Développements et motifs séparés.	3
	29

D'autre part. 29
Résolutions de la Chambre des Députés . . . 6
Rapports 10
Opinions 53
Discours 7
Développements de propositions. 6
Acte d'accusation 1
Renouvellement et organisation des bureaux. . 7

Total. 119

(Voyez ces différents titres.)

IMPRESSIONS ORDONNÉES PAR LA CHAMBRE. — Proposition tendante à en restreindre le nombre (P. V.) p. 199. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 201. Il n'y a point été donné de suite.)

INAMOVIBILITÉ DES JUGES (résolution de la Chambre des Députés sur l'). — Transmise à la Chambre des Pairs par un message (P. V.) p. 471. — Impression et renvoi aux bureaux, *ibid.* — Texte de la résolution (I. D.) n° 30. — Discussion en assemblée générale. (P. V.) p. 532 et suiv. jusqu'a 567. — La discussion est interrompue, p. 567. — Reprise, p. 574. — Fermée, p. 582. — Délibération pour la purgation des amendements, *ibid.* — Rejet de la résolution, p. 583. (La Chambre n'a ordonné l'impression d'aucune des opinions entendues dans le débat; mais onze de ces opinions ont été imprimées et distribuées à la Chambre par leurs auteurs. Voyez *Opinions distribuées à la Chambre.* — Une douzième opinion *non prononcée* de M. le comte d'Aguesseau a pareillement été distribuée.)

J.

Jurisdictions prévôtales (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le ministre de la guerre. (P. V.) p. 466. — Exposé des motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 470. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 471. — Discussion en assemblée générale, p. 478 et suiv. jusqu'à 481. — Le projet est renvoyé à l'examen d'une commission spéciale, p. 481. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Ferrand, p. 486. — Discussion du rapport, p. 508. — Délibération du projet, article par article, p. 511. — Adoption pure et simple, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 512 et suiv. jusqu'à 529.

L.

La Chatre (M. le duc de). — Nommé pair de France sous le titre de *comte* par Ordonnance du Roi du 17 août 1815, est créé duc héréditaire. (Voyez dans la *Gazette officielle* du 5 décembre 1815, n° 60, l'Ordonnance de création, sous la date du 29 novembre précédent.) M. le duc de La Châtre est en conséquence désigné sous ce dernier titre dans les impressions postérieures de la Chambre des Pairs.

La Force (M. le duc de). Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale (I. D.) n° 10. — Fait un rapport sur les lettres de grande naturalisation accordées à M. le comte de Loverdo. (P. V.) p. 370. — Sur différentes pétitions, p. 1096.

La Guiche (Louis-Henri-Casimir, marquis de). — Le titre de *marquis* est substitué à celui de *comte*, sous lequel il étoit désigné par erreur dans l'Ordonnance du roi du 17 août 1815, qui le nomme Pair de France. (Voyez au Bulletin des lois, septième série, n° 332, bulletin 54., l'Ordonnance de rectification, datée du 9 décembre 1815.) M. le marquis de La Guiche est en conséquence désigné sous ce dernier titre dans les impressions postérieures de la Chambre des Pairs.

Lally-Tolendal (M. le comte de). — Fait un rapport sur le projet d'adresse en réponse au discours du Roi. (P. V.) p. 38. — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 17. — Sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, n° 58. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés, n° 83. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 108. — Transmission de son titre de Pair. Voyez l'article suivant.

Lally-Tolendal (Trophime-Gérard, comte de). — Transmission de son titre de Pair, autorisée, le cas échéant, en faveur de Henri-Raimond, comte *Patron d'Aux de Lescout*, son gendre, qui prendra le nom de comte *d'Aux-Lally*. (Voyez au Bulletin des lois, septième série, n° 304, bulletin 50, l'Ordonnance du Roi du 13 décembre 1815, qui autorise cette transmission.)

Lamoignon (M. de). Fait un rapport sur le projet de loi relatif à l'abolition du divorce (P. V.) p. 1336.

Langres (M. l'évêque de). — Son opinion sur la réso-

lution de la Chambre des Députés relative au divorce. (I D.) n° 86. — Fait un rapport sur les pièces produites par M. le comte de Noé, pour établir son droit d'hérédité à la Pairie, n° 1229.

Lanjuinais (M. le comte). — Son opinion sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice. (I. D.) n° 69.

La Roche-Aimon (M. le comte de). — Absent pour le service du Roi, s'excuse de ne pouvoir assister aux séances. (P. V.) p. 36.

La Rochefoucauld (M. le duc de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé. (I. D.) n° 70. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 95.

Laudemont (le baron de), colonel de cavalerie. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 1097. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 1098.

La Vauguyon (M. le duc de).— Développements donnés par ce Pair, à l'appui d'un projet d'adresse présenté à la Chambre (I. D.) n° 1. — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale, n° 14. — Sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, n° 65. — Sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au clergé, n° 75. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 98.

Lemercier (M. le comte). — Est adjoint à la commission chargée de faire un rapport sur le nouveau mode de dépouillement qu'il a proposé. (P. V.) p. 140. — Son rapport au nom de cette commission, p. 151. —

Son opinion sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice. (I. D.) n° 59.

LETTRE DE LA REINE A MADAME ELISABETH. — Voyez *Testament de la feue Reine.*

LETTRES DE CHANGE. — Voyez *Code de commerce.*

LETTRES DE GRANDE NATURALISATION. — Accordées par le Roi à M. le comte de Loverdo. (P. V.) p. 224. — La Chambre en ordonne le renvoi à une commission spéciale de trois membres, *ibid.* — Discussion sur la forme précédemment employée pour la vérification de pareilles lettres, p. 292 et suiv. jusqu'à 295. — La Chambre passe à l'ordre du jour sur la proposition de changer cette forme, p. 295. — Nomination de la commission spéciale, p. 296. — Rapport fait en son nom par M. le duc de La Force, p. 370. — La Chambre déclare *vérifiées* les lettres dont il s'agit, p. 374. — Texte de ces lettres, *ibid.* et p. 375, 376.

LÉVIS (M. le duc de). — Appelé au bureau, comme ancien secrétaire, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux élections. (I. D.) n° 99.

LOUIS XVII (le Roi). — Proposition de voter, en l'honneur de ce jeune Roi, un monument commun avec la Reine Marie-Antoinette et madame Elisabeth. (P. V.) p. 679. — Cette proposition est adoptée, p. 680.

LOVERDO (M. le comte de). — Voyez *Lettres de grande naturalisation.*

M.

MAILLY (M. le comte de). — Justifie, par l'envoi de son acte

de naissance, qu'il n'a pas l'âge requis pour siéger à la Chambre. (P. V.) p. 36.

MALEVILLE (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice. (I. D.) n° 74. — Sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé, n° 78.

MARÉCHAL NEY (jugement du). — Ordonnance du Roi, du 11 novembre 1815, qui charge la Chambre de procéder sans délai à ce jugement. (I. D.) n° 24. — Discours de M. le duc de Richelieu, au nom des commissaires de S. M. désignés pour soutenir l'accusation, *ibid.* — Seconde Ordonnance du Roi, du 12 novembre, qui détermine les formes à suivre par la Chambre dans le jugement dont il s'agit, n° 25. — Acte d'accusation contre le maréchal Ney, n° 27. — (*Les séances relatives à ce jugement sont recueillies dans un procès-verbal séparé, formant une suite de dix-sept numéros, qui ont été distribués à MM. les Pairs avec une table spéciale des matières.*)

MARIE-ANTOINETTE (la Reine). — Proposition de voter, en l'honneur de cette princesse et de madame Elisabeth un monument commun avec Louis XVII. (P. V.) p. 679. — Cette proposition est adoptée, p. 680. — Lettre écrite à madame Elisabeth par la Reine Marie-Antoinette quatre heures avant sa mort. (Voyez *Testament de la feue Reine.*)

MESSAGES de la Chambre des Députés. — Portant que cette Chambre est définitivement constituée. (P. V.) p. 48. — Contenant envoi d'une résolution sur l'inamovibilité des juges, p. 471. — D'une résolution relative à la prorogation du sursis accordé aux émigrés par la loi

du 5 décembre 1814, p. 485. — D'une résolution relative au deuil général du 21 janvier, p. 666. — D'une nouvelle résolution relative au même objet, p. 684. — D'une résolution relative au clergé, p. 702. — D'une résolution relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés, p. 767. — D'une résolution relative au divorce, p. 1096.

Ministre de la guerre (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif aux jurisdictions prévôtales. (P. V.) p. 466. — En expose les motifs, *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 470.

Ministre de la marine (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue. (P. V.) p. 623. En expose les motifs, p. 624. — Un projet de loi relatif à l'abolition du divorce, p. 1332.

Ministre de la police générale (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (P. V.) p. 169. — En expose les motifs *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 176. — Combat les objections faites contre ce projet, p. 190, 191.

Ministre de l'intérieur (le). — Chargé, avec le ministre de la police, de présenter à la Chambre un projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (P. V.) p. 169. — Présente un projet relatif à la formation des compagnies départementales. (P. V.) p. 391. — En expose les motifs *ibid.* et p. suiv. jusqu'à 396. — Présente un projet de loi portant réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs, p. 625. — En expose *verbalement* les motifs, *ibid.* et p. 626, 627.

Ministre des affaires étrangères, Président du Conseil des ministres (le). — Communique à la Chambre

le traité du 20 novembre 1815, et les conventions accessoires à ce traité. (P. V.) p. 409. — Présente à la Chambre un projet de loi d'amnistie, p. 657. — En expose les motifs, p. 658, 659, 660. — Communique à la Chambre des Pairs le testament de la feue Reine Marie-Antoinette, p. 832. — Le mariage projeté de M. le duc de Berry, p. 1141. — Une Ordonnance du Roi qui détermine les formalités à suivre pour constater l'état civil des princes et princesses de la Maison royale, p. 1142. — Une autre Ordonnance relative aux formes d'admission dans la Chambre des Pairs de ceux de ses membres qui y sont appelés par droit d'hérédité, p. 1145. — Présente un projet de loi relatif à l'établissement et au mariage de M. le duc de Berry, p. 1193. — Le projet de loi sur les finances, p. 1322. — Notifie à la Chambre des Pairs la clôture de la session de 1815, p. 1435.

Ministre des finances (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif aux droits à percevoir sur les denrées coloniales. (P. V.) p. 450. — Un projet relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes des contributions de 1816, p. 568. — Un projet relatif à la création des rentes nécessaires pour l'exécution du traité du 20 novembre 1815, p. 569. — Un projet relatif à la perception de deux nouveaux douzièmes provisoires des contributions directes de 1816, p. 1154.

Molé (M. le comte). — Fait un rapport sur quelques modifications proposées au règlement de la Chambre. (P. V.) p. 112. — Présente, avec M. le Garde des sceaux, le projet de loi sur la répression des cris séditieux, p. 255. — Combat les objections faites contre

ce projet, p. 325 et suiv. jusqu'à 336. — Présente, avec le ministre de la guerre et M. Cuvier, le projet de loi relatif aux jurisdictions prévôtales, p. 465. — Avec M. le Garde des sceaux et M. Cuvier, le projet de loi relatif à la suppression des substituts des procureurs généraux faisant fonctions de procureurs criminels dans les départements, p. 585. — Avec M. le Garde des sceaux le projet de loi relatif à la prorogation du sursis accordé par la loi du 5 décembre 1814 aux émigrés qui ont obtenu la remise de leurs biens, p. 643. — Fait un rapport au nom de la commission spéciale chargée d'examiner les questions relatives à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, p. 728. — Résume les objections faites contre ce rapport, p. 898.

Moleville (M. Bertrand de). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Histoire d'Angleterre depuis la première invasion des Romains jusqu'à la paix de* 1763. (P. V.) p. 37.

Moniteur. Proposition tendante à y faire insérer le procès-verbal de chaque séance. (P. V.) p. 93. — Cette proposition est renvoyée, avec plusieurs autres, à l'examen d'une commission spéciale, p. 94. — Rapport de la commission, p. 112. — Discussion à ce sujet, p. 120 et suiv. jusqu'à 136. — Adoption d'un article réglémentaire qui autorise le garde des registres à envoyer au *Moniteur* le résumé de chaque séance, p. 136.

Monsieur (S. A. R.). — Prête serment dans la séance royale du 7 octobre. (P. V.) p. 6. — Vient, avec la permission du Roi, prendre séance à la Chambre des Pairs, p. 19. — Invoque l'ordre du jour sur une pro-

position tendante à voter des remerciements à M. le duc d'Angoulême, p. 166. — Sa réponse à la grande députation chargée de le féliciter sur le mariage de M. le duc de Berry, p. 1162.

MONTBÉLIARD. — Voyez *comté de Montbéliard.*

MONTESQUIOU (M. l'abbé de). — Fait un rapport sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé. (P. V.) p. 768. — Résume verbalement les objections faites contre ce rapport, p. 1031 et suiv. jusqu'à 1035.

MONTMORENCY (M. le vicomte de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé. (I. D.) n° 71. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 106. — Fait un rapport à l'assemblée sur différentes pétitions. (P. V.) p. 1318.

MONUMENT EXPIATOIRE de l'attentat du 21 janvier. — Proposition tendante à faire inscrire sur ce monument les noms des Pairs à côté de ceux des Députés. (P. V.) p. 703. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 704. — Elle est développée par son auteur, p. 706, 707, 708. — Prise en considération par la Chambre, et renvoyée aux bureaux, p. 709. — Développements imprimés. (I. D.) n° 50. — L'objet de cette proposition se trouvant rempli par une autre qu'adopte la Chambre, elle cesse de s'en occuper, p. 844. (Voyez *Testament de la feue Reine.*)

MORTEMART (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux élections. (I. D.) n° 102.

MOTIFS des projets de lois soumis aux Chambres (rédaction de ces motifs). — Les Ministres sont-ils obligés de rédiger par écrit les motifs des projets de loi qu'ils présentent? (P. V.) p. 80. — Discussion à ce sujet, p. 81, 82, 83. — Observations de M. le Garde des sceaux sur la

proposition d'établir en principe la nécessité d'une rédaction écrite, p. 84. — La Chambre passe à l'ordre du jour, motivé sur ces observations, *ibid.*

N.

Nicolaï (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux élections. (I. D.) n° 97.

Noé (M. le comte de). — M. le grand référendaire annonce que les funérailles de ce Pair auront lieu le jeudi 29 février 1816. (P. V.) p. 952.

Noé (Louis-Pantaléon-Jude-Amédée, comte de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre une requête et différentes pièces tendantes à établir son droit d'hérédité à la Pairie. (P. V.) p. 1207. — Commission de trois membres nommée pour la vérification de ces pièces, p. 1208. — Rapport fait au nom de cette commission par M. l'évêque de Langres, p. 1229. — La Chambre déclare les pièces valables, p. 1230. — Désignation par le sort des six Pairs qui doivent être entendus dans l'information, p. 1231. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1272. — La Chambre fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 1273. — Il est reçu et prend séance, p. 1275, 1276.

Nouveaux Pairs (nominations de). — Il a été nommé, par Ordonnances du Roi des 17 août et 17 septembre 1815, quatre-vingt-quinze nouveaux Pairs, qui ajoutés aux cent dix-neuf dont la Chambre restoit composée, d'après les Ordonnances des 24 juillet, 10 et 14 août 1815, ont porté le nombre total de ses membres à deux cent quatorze. (Ces différentes Ordonnances, ainsi que celle du 19 août 1815, relative à l'hérédité de

la Pairie, sont imprimées, pour l'usage de la Chambre, dans un *premier Supplément* au petit recueil, format in-18, de ses règlements.)

NOUVEAUX PAIRS qui ont assisté à la séance royale. — Sont-ils sujets à une nouvelle réception, à un nouveau serment? (P. V.) p. 14. — Discussion à cet égard, *ibid.* et p. 15 et 16. — Arrêté de la Chambre, p. 17. — Les nouveaux Pairs qui ont prêté le serment pur et simple sont admis, p. 19. — Il est sursis à la réception des restrictionnaires, p. 23.

NOUVEAUX TITRES. — Accordés par le Roi à différents Pairs, ou substitués à ceux sous lesquels ils se trouvoient mal-à-propos désignés dans l'ordonnance de nomination. Voyez *Damas* (*Etienne*). — *La Châtre.* — *La Guiche.* — *Rougé.* — *Saint-Roman.*

NOUVELLE ANNÉE. — Grande députation nommée par la Chambre pour complimenter le Roi, à l'occasion de la nouvelle année. (P. V.) p. 638. — Audience donnée à cette députation, p. 642. — Discours de M. le président, *ibid.* — Réponse de S. M., p. 643.

O.

OPINIONS DISTRIBUÉES A LA CHAMBRE par leurs auteurs. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a point permis de prononcer, ou dont l'impression n'a point été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de trente-sept, divisées ainsi qu'il suit : — (Projet de loi relatif à des mesures de *sûreté générale.*) Opinion de M. le comte Lanjuinais, opinion *non prononcée* de M. le

comte d'Aguesseau. — (Proposition tendante à introduire l'usage du vote par procuration). Opinions de M. de Sèze, de M. le comte de Maleville. — (Projet de loi relatif aux *jurisdictions prévôtales*). Opinions de MM. les comtes d'Aguesseau et Cornet. — (Résolution relative à l'*inamovibilité des juges*). Opinions de M. le comte Molé, M. le vicomte de Montmorency, M. de Sèze, M. le comte de Castellane, M. le vicomte de Châteaubriand, M. le duc de La Rochefoucauld, M. le duc de Brissac, M. le marquis de Bonnay, M. le comte de Choiseul-Gouffier, M. le duc de La Vauguyon, et M. le marquis de Rougé, opinion *non prononcée* de M. le comte d'Aguesseau. — (Projet de loi d'*amnistie*.) Opinions *non prononcées* de MM. les ducs de Doudeauville, de Broglie, de Brissac, de La Force et de M. le marquis de Bonnay. — (Résolution relative au *deuil général du 21 janvier*.) Opinion de M. le comte de Lally-Tolendal, opinion *non prononcée* de M. le duc de Brissac. — (Résolution relative au *clergé*.) Opinions de M. le duc de Brissac, de M. le baron Séguier, opinions *non prononcées* de M. le duc de La Vauguyon, de M. le comte d'Aguesseau. — (Projet de *règlement judiciaire*.) Opinion de M. le comte de Saint-Roman. — (Pensions ecclésiastiques des *prêtres mariés*.) Opinion de M. le comte Lanjuinais, opinions *non prononcées* de M. le duc de Brissac, de M. de Seze, de M. le marquis de Rougé. — (Projet de loi *sur les élections*.) Opinion *non prononcée* de M. le comte de Choiseul-Gouffier. — (Loi des *finances*). Opinions *non prononcées* de MM. les ducs de La Rochefoucauld et de Brissac.

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles

sont au nombre de cinquante-trois, divisées ainsi qu'il suit: Sur le projet de loi relatif à des mesures de *sûreté générale* (Voyez ce mot.). Dix opinions sous les numéros 8 et suiv. jusqu'à 17. — Sur le projet relatif au *recouvrement provisoire* des quatre premiers douzièmes des contributions de 1816, une opinion sous le n° 41. — Sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au *deuil général du 21 janvier*, deux opinions sous les numéros 45 et 46. — Sur la résolution de la même Chambre relative au *clergé*, neuf opinions sous les numéros 51, 52, 70, 71, 72, 75, 76, 77 et 78. — Sur le projet de résolution présenté par la commission du *règlement judiciaire*, dix opinions sous les numéros 58, 59, 60, 61, 64, 65, 67, 68, 69 et 74. — Sur la résolution de la Chambre des Députés, relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des *prêtres mariés*, trois opinions sous les numéros 82, 83, 84. — Sur la résolution de la même Chambre, relative au *divorce*, deux opinions sous les numéros 86 et 87. — Sur le projet de loi relatif aux *élections*, seize opinions sous les numéros 94 et suiv. jusqu'à 109.

Ordonnances du Roi communiquées à la Chambre dans le cours de sa session. — Ordonnance du 6 octobre 1815, qui autorise les Princes de la famille et du sang royal à prendre séance à la Chambre des Pairs durant la session de 1815. (P. V.) p. 11. — Du 11 novembre, qui charge la Chambre de procéder sans délai au jugement du maréchal Ney. (I. D.) n° 24. — Du 12 novembre, qui détermine les formes à suivre dans ce jugement, n° 25. — Du 23 mars 1816, qui règle les formalités à observer pour constater l'état civil des Princes et Princesses de la maison royale. (P. V.) p. 1143. —

Du même jour, qui détermine les formes d'admission des Pairs appelés dans la Chambre par droit d'hérédité, p. 1146.

Ordonnances du Roi imprimées par ordre de la Chambre. — Ordonnance du 11 novembre 1815, relative au jugement du maréchal Ney. (I. D.) n° 24. — Du 12, relative au même jugement, n° 25. — Du 23 mars 1816, relative à l'admission des Pairs appelés dans la Chambre par droit d'hérédité, n° 89.

Orvilliers (M. le marquis d'). — Son opinion sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice. (I. D.) n° 61.

Osmond (M. le marquis d'). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 297.

Ouverture de la session. Voyez *Séance royale du 7 octobre* 1815.

P.

Pairs de France. — Place qu'ils ont occupée dans la salle des Députés, à l'ouverture de la session. (P. V.) p. 1. — Serment prêté par eux entre les mains du Roi, p. 7.

Pairies (institution, transmission, hérédité des). — L'Ordonnance du Roi, du 19 août 1815, qui fixe les principes à cet égard, est recueillie avec plusieurs autres Ordonnances, dans le *premier Supplément* au petit Recueil in-18 des règlements de la Chambre. On recueillera, dans de nouveaux suppléments, celles qui déja ont été rendues, ou qui le seroient à l'avenir, en exécution de la première. (Voyez, en attendant cette impression, les articles *Nouveaux titres. — Transmission héréditaire des Pairies. — Droit d'hérédité.*)

PARENTS ET ALLIÉS. Voyez *Réduction des voix.*

PASTORET (M. le comte). — Appelé au bureau, comme ancien secrétaire, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9. — Élu secrétaire pour la session de 1815, p. 41. — Fait un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux élections, p. 1165.

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES. Voyez *Prêtres mariés.*

PÉTITIONS. — De l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. (P. V.) p. 649. — De vingt-quatre citoyens, relative à l'anniversaire du 21 janvier, *ibid.* — Du sieur Chavard. — Du conseil municipal de Nontron. — Du conseil municipal de Die, p. 650. — Du sieur Dirat. — Du sieur Depoix, p. 651. — Des manufacturiers en coton. — Des négociants français dépouillés de leurs biens en Espagne, p. 652. — Du sieur Langlade, avocat à Saint-Afrique, p. 653. — Du sieur Hureau, p 654. — Du sieur Courteville, p. 1096. — De la dame Giacomelli, *ibid.* — Du chevalier de Gabia, p. 1097. — Du sieur Delamotte. — Du baron de Laudemont, *ibid.* Du sieur Boncenne, p. 1098. — Du sieur Seytres. — du sieur de Chambreuil, p. 1318. — Du sieur Romieu. — Des habitants de Rochefort. — Du chevalier d'Antibes. — Des sieurs Aynard, frères, p. 1319. — Du sieur Delaunay. — Nouvelle pétition du sieur Boncenne, p. 1320.

PITOU (le sieur). — Fait hommage à la Chambre, d'un ouvrage ayant pour titre : *l'Urne des Stuarts et des Bourbons.*

PRÉAMBULE des projets de loi. — Est, dans les principes de la Chambre, un objet de délibération. (P. V.) p. 261. Adoption du préambule de la loi relative à une nouvelle organisation de la cour des comptes, p. 262. —

Du préambule de la loi relative aux cris séditieux, p. 354.

Prêtres mariés. (Résolution de la Chambre des Députés, relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des). — Transmise à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 767. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 768. — Nomination d'une commission spéciale de cinq membres, p. 855. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Abrial, p. 1040. — Discussion en assemblée générale, p. 1100 et suiv. jusqu'à 1116. — Résumé du rapporteur de la commission, p. 1116. — Délibération de la Chambre, p. 1118. — Adoption définitive de la résolution, p. 1119. — Texte de la résolution adoptée, *ibid.* — (Voir, sur cette résolution, les opinions imprimées de M. le vicomte de Châteaubriand. (I. D.) n° 82. — De M. le comte de Lally-Tolendal, n° 83. — Et de M. le marquis de Raigecourt, n° 84.)

Princes de la famille et du sang royal. — Serment prêté par eux à l'ouverture de la session (P. V.) p. 6. Ordonnance du Roi qui les autorise à prendre séance à la Chambre des Pairs, p. 11. — La Chambre envoie au-devant d'eux une députation de six membres, p. 13. — Cérémonial observé à leur entrée dans la salle, p. 19. — Place qu'ils y occupent, *ibid.*

Procès-verbal (distribution du). — Réclamée par la Chambre des Députés. (P. V.) p. 90. — Discussion sur cette demande, p. 91, 92. — Elle est renvoyée à l'examen d'une commission spéciale, p. 94. — Rapport de la commission, p. 112. — Discussion de ce rapport, p. 120 et suiv. jusqu'à 135. — Adoption d'un article réglé-

mentaire qui autorise la distribution du procès-verbal à la Chambre des Députés, p. 135.

Procès-verbal des séances royales. — Dressé, en ce qui concerne la Chambre, par son garde des registres. (P. V.) p. 23.

Proclamation du Roi.— Qui, en déclarant (le 29 avril) la clôture de la session de 1815, ajourne au 1er octobre l'ouverture de la session de 1816. (P. V.) p. 1436.

Projets de loi imprimés. — Projet de loi relatif à une nouvelle organisation de la cour des comptes. (I. D.) n° 3. — A des mesures de sûreté générale, n° 5. — A la répression des cris séditieux, n° 19. — A la formation des compagnies départementales, n° 22. — Aux droits à percevoir sur les denrées coloniales, n° 28. — Aux jurisdictions prévôtales, n° 29. — Au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes des contributions de 1816, n° 34. — A la création des rentes nécessaires pour l'exécution du traité du 20 novembre 1815, n° 35. — A la suppression des places de substituts des procureurs généraux faisant fonctions de procureurs criminels dans les départements, n° 36. — A la prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, n° 39. — A la réunion du comté de Montbéliard au département du Doubs, n° 40. — A la prorogation du sursis accordé par la loi du 5 décembre 1814 aux émigrés qui ont obtenu la remise de leurs biens, n° 42. — Projet de loi d'amnistie, n° 43. — Relatif au deuil général du 21 janvier, n° 48.— Aux élections, n° 81. — A la perception de deux nouveaux douzièmes provisoires des contributions de 1816,

n° 90. — A l'établissement et au mariage de M. le duc de Berry, n° 92. — A l'interprétation de deux articles du Code de commerce, n° 93. — A la suppression de la cour royale d'Agen, n° 110. — A la suppression de la cour royale d'Angers, à la translation et à une nouvelle fixation du ressort de la cour royale d'Orléans, *ibid.* — Projet de loi sur les finances, n° 113. — Relatif à l'abolition du divorce, n° 114. — (Tous ces projets, à l'exception des numéros 3, 19 et 22, sont accompagnés de leurs motifs et développements; voyez, pour ces trois numéros, l'art. intitulé : *Développements et motifs séparés.*)

Propositions faites a la Chambre. — D'introduire dans les élections, par scrutin de liste, un nouveau mode de dépouillement. (P. V.) p. 42. — De rédiger en forme législative différents objets qui ne sont énoncés qu'en principe dans la Charte constitutionnelle, p. 82. — De reprendre la suite des travaux interrompus par la clôture de la session, p. 86. — De voter des remercîments à M. le duc d'Angoulême, p. 119. — De réprimer par un article de règlement l'abus que pourroit faire un Pair de la liberté d'imprimer ses opinions, p. 251. — D'écarter par respect le nom du Roi des débats des Chambres, p. 322. — D'introduire dans la Chambre des Pairs le vote par procuration usité en Angleterre, p. 369. — D'interdire aux membres de la Chambre l'usage de cette expression *Gouvernement représentatif* appliquée au gouvernement actuel de la France, p. 397. — De témoigner à la Garde nationale de Paris la satisfaction de la Chambre, p. 472. — D'empêcher à l'avenir, en matière criminelle, la réduction des voix pour conformité d'opi-

nions entre parents et alliés, p. 473. — De nommer une commission spéciale pour l'examen de toutes les questions relatives à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, *ibid.* — De voter des remerciements à M. le président, *ibid.* — D'honorer, par un monument commun, la mémoire de Louis XVII, de la feue reine Marie-Antoinette et de madame Elisabeth, p. 679. — De supplier le Roi de faire inscrire, sur le monument expiatoire de l'attentat du 21 janvier, les noms des Pairs de France à côté des noms des Députés, p. 703. — D'exprimer au Roi les sentiments douloureux dont la Chambre a été pénétrée à la lecture du testament de la feue Reine, p. 841. — De faire prendre à la Chambre, dans l'exercice de ses fonctions judiciaires, le nom de *Cour des Pairs*, p. 1004. — De supplier le Roi d'engager les différentes cours de l'Europe à ouvrir des négociations pour mettre un terme à l'esclavage des chrétiens en Afrique, p. 1276.

Proxy. — Nom donné en Angleterre au Pair chargé de voter pour un ou plusieurs autres Pairs absents. (P. V.) p. 401. — Voyez *Vote par procuration.*

Publicité des opinions. — Proposition tendante à prévenir l'abus que feroit un Pair de cette publicité. (P. V.) p. 251. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 284. — Elle est développée par son auteur, p. 377. — Discussion sur la question de savoir si elle sera prise en considération, p. 381 et suiv. jusqu'à 389. — La Chambre adopte l'affirmative, p. 390. — Proposition tendante à demander des éclaircissements à un Pair sur la publicité donnée dans les

journaux à son opinion dont la Chambre avoit arrêté qu'il ne seroit pas fait mention au procès-verbal, p. 699. — La Chambre décide qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de cette proposition, p. 700.

Q.

QUESTION PRÉALABLE. — Sa nature et son emploi. (P. V.) p. 204, 205. — Vote par scrutin sur la question préalable, p. 205, 206, 207.

R.

RAGUSE (M. le maréchal duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 12. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 101.

RAIGECOURT (M. le marquis de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés, relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés. (I. D.) n° 84.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le comte de Lally-Tolendal, sur un projet d'adresse en réponse au discours du Roi. (P. V.) p. 38. — Par M. le comte Molé, sur quelques modifications proposées au règlement, p. 112. — Par M. le comte Lemercier, sur un nouveau mode de dépouillement pour les scrutins de liste, p. 151. — Par M. de Séze, sur le projet de loi relatif à une nouvelle organisation de la cour des comptes, p. 213. — Par

M. le duc de La Force, sur les lettres de grande naturalisation accordées à M. le comte de Loverdo, p. 370. — Par M. le comte Ferrand, sur le projet de loi relatif aux jurisdictions prévôtales, p. 486. — Par M. le comte Molé, sur les questions relatives à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, p. 728. — Par M. l'abbé de Montesquiou, sur la résolution de la Chambre des Députés relative au clergé, p. 768. — Par M. le comte Abrial, sur la résolution de la même Chambre, relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés, p. 1040. — Par M. le comte Pastoret, sur le projet de loi relatif aux élections, p. 1165. — Par M. l'évêque de Langres, sur les pièces produites par M. le comte de Noé pour établir son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1229. — Par M. de Sèze, sur le projet de loi relatif à l'interprétation de deux articles du Code de commerce, p. 1280. — Par M. de Lamoignon, sur le projet de loi relatif à l'abolition du divorce, p. 1336. — Par M. le comte Garnier, sur le projet de loi relatif aux finances, p. 1348.

Rapports imprimés. — De M. le comte Molé, sur quelques modifications proposées au règlement. (I. D.) n° 4. — De M. de Sèze, sur le projet de loi relatif à la cour des comptes, n° 18. — De M. le comte Ferrand, sur le projet de loi relatif aux jurisdictions prévôtales, n° 33. — De M. le comte Molé, sur les questions relatives à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, n° 54. — De M. l'abbé de Montesquiou, sur la résolution de la Chambre des Députés, relative au clergé, n° 57. — De M. Abrial, sur la résolution de

la même Chambre, relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés, n° 79. — De M. le comte Pastoret, sur le projet de loi relatif aux élections, n° 91. — De M. de Sèze, sur le projet de loi relatif à l'interprétation de deux articles du Code de commerce, n° 111. — De M. de Lamoignon, sur le projet de loi relatif à l'abolition du divorce, n° 115. — De M. le comte Garnier, sur le projet de loi relatif aux finances, n° 116.

Recouvrement provisoire. (Voyez *Contributions directes de* 1816.)

Réduction des voix pour conformité d'opinions entre parents et alliés. — Proposition tendante à empêcher à l'avenir cette réduction, dans les délibérations judiciaires de la Chambre. (P. V.) p. 473. — Elle est jointe à une proposition plus générale, dont la Chambre arrête de s'occuper, *ibid.*

Registre de l'état civil des princes et princesses de la maison royale. — Par qui paraphés. — Par qui tenus. — Où déposés. — Par qui arrêtés, lorsqu'ils sont remplis. — Où conservés définitivement : *Ordonnance du Roi du* 23 *mars* 1816. (P. V.) p. 1144.

Règlement intérieur de la Chambre. — On propose de renvoyer à une commission l'examen des modifications qu'il exige. (P. V.) p. 91. — Nomination de cette commission, p. 95. — Premier rapport fait en son nom par M. le comte Molé, p. 112. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 116. — Discussion des modifications proposées, p. 120 et suiv. jusqu'à 136. — Adoption de deux nouveaux articles réglémentaires, p. 135 et 136. — Second rapport fait au nom de la commission par M. le comte Lemercier, sur un

nouveau mode de dépouillement, p. 151. — Article réglémentaire adopté en conséquence, p. 155.

Règlement judiciaire de la Chambre des Pairs. (Voyez *Cour de Justice.*)

Renouvellement et organisation des bureaux. (États imprimés de ce renouvellement.) — Du 12 octobre 1815. (I. D.) n° 2. — Du 11 novembre, n° 23. — Du 12 décembre, n° 31. — Du 13 janvier 1816, n° 47. — Du 16 février, n° 55. — Du 12 mars, n° 85. — Du 16 avril, n° 112. — (Ces mêmes états présentent à chaque renouvellement la formation du comité des pétitions.)

Renvoi aux bureaux. (Projets de loi et résolutions discutés sans renvoi préalable aux bureaux). — Projet relatif à la prorogation du sursis accordé par la loi du 5 décembre 1814 aux émigrés qui ont obtenu la remise de leurs biens. (P. V.) p. 646. — Projet de loi d'amnistie, p. 661. — Résolution de la Chambre des Députés relative au deuil général du 21 janvier, p. 666.

Résolutions imprimées de la Chambre des Députés. — Sur l'inamovibilité des juges. (I. D.) n° 30. — Sur la prorogation du sursis accordé aux émigrés par la loi du 5 décembre 1814, n° 32. — Sur le deuil général du 21 janvier, n° 44. — Relative au clergé. (I. D.) n° 49. — Relative aux pensions ecclésiastiques dont jouissent des prêtres mariés, n° 56. — Relative au divorce, n° 80.

Résolutions de la chambre des pairs. — Sur la communication du testament de la feue Reine Marie-Antoinette. (P. V.) p. 843. — Sur la formation de la Chambre en cour de justice. (Voyez *Cour de justice.*)

Résolutions demeurées indécises par la clôture de la

session. — On propose à la Chambre d'en reprendre l'examen. (P. V.) p. 86. — Discussion à ce sujet, p. 87, 88, 89. — La proposition est écartée, p. 89.

Restrictions. — Apposées par deux Pairs à leur serment lors de la séance royale. (P. V.) p. 7. — La Chambre exige d'eux un serment pur et simple, p. 17. — Ils le refusent, p. 18. — Discussion à ce sujet, p. 20, 21 et 22. — La Chambre arrête qu'il sera sursis à leur réception, p. 23. — Un membre se plaint que leurs motifs ne soient pas rapportés au procès-verbal, p. 30. — Compte rendu à la Chambre de ces motifs, p. 31. — La lecture d'un écrit qui les contient est écartée par l'ordre du jour, p. 33. — Toute addition aux procès-verbaux précédents est pareillement écartée, p. 35.

Richelieu (M. le duc de). — Voyez *Ministre des affaires étrangères.*

Rivière (M. le marquis de). — Obligé de se rendre en Corse pour le service du Roi, témoigne ses regrets de n'avoir pu assister à l'ouverture de la session. (P. V.) p. 117.

Rochefort (les habitants de). — Compte rendu à la Chambre de leur pétition tendante à obtenir l'abolition des lois qui assimilent cette ville aux places de guerre fortifiées. (P. V.) p. 1319. — La Chambre renvoie cette pétition au ministre de la guerre, *ibid.*

Rohan (M. le duc de). — Prête le serment exigé dans la séance royale. (P. V.) p. 15. — Discours prononcé à l'occasion de ses funérailles, p. 723. — La Chambre en ordonne l'insertion au procès-verbal, p. 724.

Rolland de Villargues. — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Des offices, et du notariat en particulier.* (P. V.) p. 118.

ROMIEU (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition, contenant des observations sur l'abolition projetée du divorce. (P. V.) p. 1319. — La Chambre arrête qu'elles seront conservées comme renseignement, *ibid.*

ROUGÉ (Bonabe-Louis-Victurnien-Alexis, marquis de). — Le titre de *marquis* est substitué à celui de *comte*, sous lequel il étoit désigné par erreur dans l'Ordonnance du Roi du 17 août 1815, qui le nomme Pair de France. (Voyez au Bulletin des lois, septième série, n° 336, l'Ordonnance de rectification datée du 20 décembre 1815). M. le marquis de Rougé est en conséquence désigné sous ce dernier titre dans les impressions postérieures de la Chambre des Pairs.

S.

SAINT-ROMAN (Alexis-Jacques de Serre, comte de). — Le titre de *comte* est ajouté au nom de *Saint-Roman*, sous lequel il se trouve désigné dans l'Ordonnance du 17 août 1815 qui le nomme Pair de France. (Voyez au Bulletin des lois, septième série, n° 352, bulletin 58, l'Ordonnance de rectification, sous la date du 27 décembre 1815). M. le comte de Saint-Roman est en conséquence désigné sous ce dernier titre dans les impressions postérieures de la Chambre.

SCRUTINS DE LISTE. — Peuvent être dépouillés par plusieurs bureaux. (P. V.) p. 152. — Voyez *Bureaux auxiliaires. — Dépouillement des votes.*

SÉANCE DU 20 MARS 1815 (Procès-verbal de cette séance). — Imprimé et distribué sans lecture préalable. (P. V.)

p. 23. — On réclame cette lecture. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Séance royale du 7 octobre 1815. — La Chambre des Pairs se réunit au palais Bourbon avec la Chambre des Députés pour assister à cette séance. (P. V.) p. 1. — En fait dresser procès-verbal, en ce qui la concerne, par son garde des registres, p. 8. — Entend la lecture de ce procès-verbal, p. 23. — En approuve la rédaction, p. 24.

Séances publiques de la Chambre (en matière criminelle). — Les procès-verbaux de ces séances ne sont point lus à la Chambre (P. V.) p. 474. — Ne sont signés que de M. le président et du greffier, *ibidem.*

Séances royales. — La Chambre est dans l'usage d'en faire dresser procès-verbal en ce qui la concerne. (P. V.) p. 34.

Secrétaires de la Chambre. — Leur nomination doit précéder la formation des bureaux. (P. V.) p. 41.

Secrétaires de la Chambre pour la session de 1815. — Leur nomination. (P. V.) p. 41. — Elle est portée à la connoissance du Roi par une simple députation, p. 42. — Notifiée à la Chambre des Députés par un message, *ibid.*

Secrétaires de la session précédente. — Appelés provisoirement au bureau, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9. — Réclamation à cet égard, p. 10. — Elle n'a pas de suite, *ibid.*

Secret des délibérations. — Comment doit s'entendre l'art. XXXII de la Charte, relatif au secret des délibérations dans la Chambre des Pairs? (P. V.) p. 91, 92.

— Discussion à ce sujet, p. 121 et suiv. — On propose de recourir au Roi pour l'interprétation de la Charte, p. 124. — La Chambre passe à l'ordre du jour sur cette proposition, p. 133.

Semonville (M. le comte de). — Transmission héréditaire de son titre de Pair autorisée, le cas échéant, en faveur de Louis-Desiré, comte de Montholon, son beau-fils. (Voyez au Bulletin des lois, septième série, n° 229, bulletin 41, l'Ordonnance du Roi du 8 novembre 1815, qui autorise cette transmission).

Serment (Prestation individuelle de). — De M. le comte Berthollet, M. le duc de Rohan, M. le comte de Damas, M. le comte Volney. (P. V.) p. 15. — De M. le comte de Tracy, p. 37. — De M. le duc de Castries, p. 118. — De M. le marquis de Bonnay, p. 177. — De M. le marquis d'Osmond, p. 297. — De M. le comte de Noé fils, succédant à son père, p. 1276.

Serment des Pairs. — Formule du serment prêté par les Pairs dans la séance royale du 7 octobre 1815. (P. V.) p. 7. — Il contient de plus que l'ancienne formule, l'obligation *d'obéir à la Charte constitutionnelle*, p. 15. — La Chambre surseoit à la réception de deux Pairs qui ne l'ont pas prêté purement et simplement dans la séance royale, p. 23.

Serment prêté a l'ouverture de la session. — Par les princes. (P. V.) p. 6. — Par le Chancelier, p. 7. — Par les Pairs, *ibid.* — Voyez *Serment des Pairs.*

Session de 1815. — Ouverte le 7 octobre. (P. V.) p. 7. — Close le 29 avril 1816, p. 1436. — Voyez *Séance royale.* — *Proclamation du Roi.*

Session de 1816. — Son ouverture est indiquée pour le



1er octobre. — *Proclamation du Roi du 28 avril 1816.* (P. V.) p. 1436.

SEYTRES (le sieur) de Marseille. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition (P. V.) p. 1318. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

SHÉE (M. le comte). — Transmission héréditaire de son titre de Pair autorisée en faveur d'*Edmond Dalton de Lignères*, son petit-fils, né le 2 juin 1810, qui prendra le titre de *baron Dalton-Shée de Lignères.* (Voyez au Bulletin des lois, septième série, n° 339, bulletin 55, l'Ordonnance du Roi du 26 décembre 1815, qui autorise cette transmission.)

SUBSTITUTS DES PROCUREURS GÉNÉRAUX faisant fonctions de procureurs criminels dans les départements. (Projet de loi portant suppression de ces substituts). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux. (P. V.) p. 585. — Exposé des motifs, p. 586 et suiv. jusqu'à 591. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 592. — Discussion en assemblée générale, p. 612. — Délibération article par article. — Adoption pure et simple, *ib.* — Texte du projet adopté, p. 613.

SURETÉ GÉNÉRALE (projet de loi relatif à des mesures de). — Présenté à la Chambre par le ministre de la police. (P. V.) p. 169. — Exposé des motifs, *ib.* et p. suiv. jusqu'à 176. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 176. — Discussion en assemblée générale, p. 178 et suiv. jusqu'à 197. — Clôture de la discussion, p. 197. — La Chambre arrête qu'elle statuera sur le projet sans nommer de commission spéciale, p. 198. — Délibération article par article, et purgation des amendements, p. 201 et suiv. jusqu'à 212. — Adoption pure

et simple du projet, p. 213. — Sa teneur. (I. D.) n° 5. (Voir, sur ce projet de loi, les opinions imprimées de M. le duc de Doudeauville (I. D.) n° 8. — De M. le comte de Castellane, n° 9. — De M. le duc de La Force, n° 10. — De M. le comte Boissy-d'Anglas, n° 11. — De M. le maréchal duc de Raguse, n° 12. — De M. le duc de Brissac, n° 13. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 14. — De M. le comte Cornet, n° 15. — De M. le duc de Valentinois, n° 16. — Et de M. le comte de Lally-Tolendal, n° 17. — Voir aussi, à l'article des *Opinions distribuées à la Chambre*, celles de M. le comte Lanjuinais et de M. le comte d'Aguesseau sur le même projet.)

Sursis accordé aux colons de Saint-Domingue (projet de loi relatif à la prorogation du). — Présenté à la Chambre par le ministre de la marine. (P. V.) p. 623. — Exposé des motifs, p. 624. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 625. — Discussion en assemblée générale, p. 628. — Délibération article par article. — Adoption pure et simple, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 629.

Sursis accordé aux émigrés par la loi du 5 décembre 1814 (Résolution de la Chambre des Députés, relative à la prorogation de ce sursis.)—Transmise par un message à la Chambre des Pairs. (P. V.) p. 485. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 486. — Discussion en assemblée générale, p. 617, 618. — Adoption pure et simple, p. 619. — Texte de la résolution adoptée, *ibid.*— (Projet de loi relatif à la prorogation du même sursis.)— Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 643.— Exposé des motifs, *ibid.*

et p. 644, 645, 646. — Impression sans renvoi aux bureaux, p. 646. — Discussion en assemblée générale. — Délibération article par article. — Adoption pure et simple, p. 647. — Texte du projet adopté, *ibid.* et p. 648, 649.

T.

TALARU (M. le marquis de). — Propose de renvoyer à l'examen d'une commission spéciale toutes les questions relatives à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice. (P. V.) p. 473. — Développements de cette proposition. (I. D.) n° 37. — Opinion de l'auteur sur le projet de résolution présenté par la commission spéciale nommée en conséquence, n° 67. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 94.

TALLEYRAND (M. le prince de). — Transmission héréditaire de son titre de Pair autorisée, le cas échéant, en faveur de son frère le comte Archambauld-Joseph de Talleyrand-Périgord. (Voyez au Bulletin des lois, septième série, n° 324, bulletin 54, l'Ordonnance du Roi, du 25 novembre 1815, qui autorise cette transmission.)

TARENTE (M. le maréchal duc de). — Absent pour le service du Roi, regrette de ne pouvoir prendre part aux travaux de la Chambre. (P. V.) p. 36.

TESTAMENT DE LA FEUE REINE MARIE-ANTOINETTE. — Communiqué à la Chambre des Pairs par M. le duc de Richelieu. (P. V.) p. 832. — Discours du ministre, et copie du testament. (I. D.) n° 61 *bis*. — Proposition faite par un membre à cette occasion. (P. V.) p. 841. — Elle est appuyée, *ibid* et 842. — Adoptée, p. 843.

(Voyez sur la proposition dont il s'agit les discours imprimés de M. le vicomte de Châteaubriand (I. D.) n° 62, et de M. le duc de Choiseul, n° 63.) — Grande députation chargée de porter au Roi le vœu de la Chambre. (P. V.) p. 843. — Audience donnée par le Roi à cette députation, p. 858. — Discours de M. le président au Roi, *ibid.* — Réponse de S. M., p. 860. — Discours à *Madame*, duchesse d'Angoulême, p. 861. — Réponse de *Madame*, p. 862.

TRACY (M. le comte de). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 37.

TRAITÉ DE PAIX du 30 mai 1814. — Déposé sur le bureau de la Chambre avec deux conventions du 20 novembre 1815, qui ont pour objet d'en assurer en quelques points l'exécution. (P. V.) p. 423.

TRAITÉ DU 20 NOVEMBRE 1815. — Communiqué à la Chambre par le ministre des affaires étrangères (P. V.) p. 409. — M. le président est chargé d'exprimer au Roi les sentiments dont la Chambre a été pénétrée en recevant cette communication, p. 423. — Impression ordonnée des pièces, p. 424. (*Cette impression a été prévenue par la distribution faite à MM. les Pairs du traité du 20 novembre, et des conventions accessoires sous la même date, imprimés à l'imprimerie royal, format in-4°*). — Réponse du Roi à M. le président, p. 426.

TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE DES PAIRIES. — Autorisée par le Roi, conformément à l'Ordonnance du 19 août 1815, en faveur des beau-fils, petit-fils, gendre, frère, de différents Pairs. (Voyez *Semonville.* — *Lally-Tolendal.* — *Talleyrand.* — *Shée.*)

U.

Uzès (M. le duc d'). — Son discours à l'occasion des funérailles de M. le bailli de Crussol. (P. V.) p. 605. — (I. D.) n° 38.

V.

Valentinois (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. (I. D.) n° 16. — Sur le projet de résolution relatif à la formation de la Chambre des Pairs en cour de justice, n° 64.

Vaublanc (M. le comte de). — Voyez *Ministre de l'intérieur.*

Vernier (M. le comte). — Obligé d'aller pendant quelque temps respirer l'air natal, pour cause de santé, excuse son absence. (P. V.) p. 223.

Volney (M. le comte de). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale. (P. V.) p. 16.

Vote des lois. — Un Pair ministre du Roi peut-il voter sur l'adoption des lois qu'il a proposées en cette dernière qualité? (P. V.) p. 614, 615. — Décision affirmative, p. 616.

Vote par procuration. — Proposition tendante à introduire dans la Chambre des Pairs l'usage de ce vote. (P. V.) p. 369. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de la proposition, p. 370. — Elle est développée par son auteur, p. 400, 401, 402. — Prise en considération par la Chambre, et renvoyée à l'examen des

bureaux, p. 404. — Discutée en assemblée générale, p. 427 et suiv. jusqu'à 446. — Ajournée, p. 446. — (Voir sur cette proposition, parmi les Opinions *distribuées à la Chambre*, celles de M. de Sèze et de M. le comte de Maleville.)

VOTE PAR SCRUTIN. — Invoqué et adopté sur la question préalable. (P. V.) p. 205, 206, 207.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AINÉ,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1816.

Procès-verbal et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances de la Chambre et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de la session. Les renvois au procès-verbal sont ainsi indiqués : (P. V.) p. —. Le renvoi aux impressions diverses l'est ainsi : (I. D.) n° —.

Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.

A.

Abrial (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux effets du divorce. (P. V.) p. 199. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 51. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux livres saisis. (P. V.) p. 860.

Absents. — (Voyez *Militaires absents.*)

Académie de commerce. — (Voyez *Legret et Vanacker.*)

Adresse au Roi, en réponse au discours d'ouverture de la session. — Vues présentées par un membre sur les bases de cette adresse. (P. V.) p. 15. — Une commission est chargée d'en rédiger le projet, p. 18. — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte de Fontanes, p. 23. — La Chambre arrête qu'elle votera de suite sur le projet de la commission, p. 24. — Il est adopté au scrutin, *ibid.* — Texte de l'adresse adoptée, p. 25. — Une députation de vingt-cinq membres est chargée de la présenter, p. 28. — Présentation de l'adresse, et réponse de S. M. à la députation de la Chambre, p. 31, 32. — (Voir, aux *opinions distribuées*, le discours de M. le comte de Lally-Tolendal sur l'adresse à présenter à S. M.)

Albiat (le sieur d'). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 341.

Alexandre (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un écrit *sur les subsistances militaires.* (P. V.) p. 751.

Allent (M. le conseiller d'État). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des affaires étrangères, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents. (P. V.) p. 335.

Alsace (Commerce de l'). — Sa pétition, relative au monopole des tabacs, est renvoyée à la commission du budget. (P. V.) p. 918.

Amendements faits par la Chambre des Députés. — (Au projet de loi sur les élections). Pourquoi présentés à la Chambre des Pairs avant l'adhésion du Roi. (P. V.) p. 360. — Adoption de ces amendements par la Chambre des Pairs, p. 586 à 629. — (Au projet de loi sur

les finances). Ordonnance du Roi contenant l'adhésion de S. M., p. 911.

Amendements faits par la Chambre des Pairs. — Au projet de loi qui autorise tout établissement ecclésiastique à acquérir et posséder des immeubles. (P. V.) p. 73, 74. — Au projet de loi relatif aux effets du divorce, p. 285, 287, 289. — A l'article 19 du projet de loi relatif aux séparations de corps, p. 316.

Anniversaire (service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu roi Louis XVI). — Avis donné à cet égard par M. le Grand-Maître des cérémonies. (P. V.) p. 385. — Une grande députation est chargée d'assister au service dont il s'agit, *ibid.* — Costume que portera la députation, p. 386.

Apffel (le sieur). — Une pétition par lui présentée à la Chambre est conservée comme renseignement. (P. V.) p. 341.

Appel nominal. — Proposition tendante à faire constater par un appel nominal, avant le dépouillement de chaque scrutin, le nombre des votants qui y ont concouru. (P. V.) p. 478. — Cette proposition est adoptée par la Chambre, p. 479. — Premier appel nominal fait en conséquence, p. 600. — On propose de restreindre l'usage de l'appel nominal au cas où il sera réclamé par quinze Pairs, p. 938. — Cette proposition est écartée, p. 939.

Auber (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'un portrait en pied du Roi, gravé en couleur. (P. V.) p. 161.

Armée de la révolution. — Explications données par le ministre de la guerre sur l'emploi qu'il a fait de ce mot. (P. V.) p. 1126.

Armée d'occupation. — Communication faite à la Chambre, au nom du Roi, relativement à la réduction de l'armée d'occupation. (P. V.) p. 716.

Augmentation de solde (facilité donnée par les puissances alliées pour son acquit). — Communication faite à la Chambre à ce sujet par le ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 717.

Azaïs (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage intitulé : *Manuel du Philosophe*. (P. V.) p. 335.

B.

Barante (M. le baron de), — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, les ministres chargés de présenter à la Chambre le projet de loi sur les finances. (P. V.) p. 908.

Bas-Rhin (département du). — Pétition adressée à la Chambre par dix-sept planteurs de tabac de ce département. (P. V.) p. 444.

Bazire (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 91. — Elle est renvoyée aux ministres de la justice et de l'intérieur, p. 92. — Protocole du renvoi, p. 97.

Beaulieu (le sieur de), ancien magistrat. — Ordre du jour adopté sur sa pétition. (P. V.) p. 443.

Beauvinay (le sieur de). — Pétition adressée à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 917. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 918.

Becquey (M.), sous-secrétaire d'État au département de l'intérieur. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la police générale chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur la liberté

individuelle. (P. V.) p. 381. — Accompagne le même ministre chargé de présenter un projet de loi sur les journaux, et un autre projet sur les livres saisis, p. 716. — Défend le projet de loi sur les journaux, p. 807 à 821.

Belchamp (le sieur de). — Une pétition par lui présentée à la Chambre est conservée comme renseignement. (P. V.) p. 341.

Belloc (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage contenant divers projets d'inscriptions latines. (P. V.) p. 441.

Biens domaniaux. — (Voyez *Echanges.*)

Boissy d'Anglas (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 35. — Sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, n° 58. — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 1202.

Bourgeois (le sieur). — Pétitions adressées par lui à la Chambre. (P. V.) p. 445. — Elles sont renvoyées à différentes commissions, *ibid.* — Autre pétition du même, p. 948.

Bourgevin (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 87. — Elle est écartée par l'ordre du jour, *ibid.*

Bréard-Neuville (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 337. — Elle est écartée par l'ordre du jour, *ibid.*

Bretagne. — Renvoi au ministre de la marine d'une pétition présentée par vingt-cinq propriétaires fonciers de diverses parties de la Bretagne. (P. V.) p. 444.

Brigode (M. le comte de). — Fait un rapport à la Cham-

bre au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 733. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux livres saisis. (I. D.) n° 77.

Brissac (M. le duc de). — Son opinion sur la proposition tendante à interdire l'usage des discours écrits. (I. D.) n° 12. — Sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux, n° 28. — Sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, n° 56. — Sur le projet de loi de finances, n° 90.

Broglie (M le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 37. — Sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, n° 61. — Sur le projet de loi relatif aux livres saisis, n° 78.

Bureau de la Chambre. — Sa formation provisoire. (P. V.) p. 9. — Définitive, p. 15. — Elle est portée à la connaissance du Roi, p. 21.

Bureau provisoire (proposition tendante à former le bureau provisoire de la Chambre des quatre plus jeunes Pairs ayant voix délibérative). — Exposé sommaire de cette proposition. (P. V.) p. 39, 40. — La Chambre décide qu'il y a lieu de s'en occuper, p. 40. — L'auteur en développe les motifs, p. 53 à 55. — Développements imprimés. (I. D.) n° 5. — La proposition est prise en considération, et renvoyée aux bureaux. (P. V.) p. 56. — Discutée en assemblée générale, p. 109, 110. — Adoptée pour faire partie du règlement, p. 110, 111.

Bureaux (formation et renouvellement des). — Première formation le 9 novembre 1816. (P. V.) p. 22. — Premier renouvellement le 7 décembre, p. 187. — Second renouvellement, le 7 janvier 1817, p. 357. —

Troisième renouvellement, le 11 février, p. 738. — Quatrième renouvellement, le 11 mars, p. 941.

Bureaux (organisation des). — Lors de la première formation. (I. D.) n° 1. — Lors du premier renouvellement, n° 15. — Lors du second renouvellement, n° 21. — Lors du troisième, n° 65. — Lors du quatrième, n° 85.

C.

Cadet (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Cadastre de la France.* (P. V.) p. 44.

Caisse d'amortissement (commission de surveillance de la). — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte de Villemanzy, Pair de France, son président. (P. V.) p. 49, 50. — La Chambre ordonne l'impression de ce rapport, p. 51. — Texte du rapport imprimé. (I. D.) n° 3.

Canclaux (M. le comte de). — Son discours à l'occasion des funérailles de M. le comte de l'Espinasse. (P. V.) p. 52, 53. — (I. D.) n° 4.

Cannet des Aulnois (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 339. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 340.

Carné (le sieur). — La Chambre renvoie à la future commission du budget une pétition de ce particulier. (P. V.) p. 340.

Castellane (M. le comte de). — Développement de sa proposition tendante à faire inscrire au procès-verbal les noms des opinants, et à permettre aux journaux de les publier. (I. D.) n° 10. — Son opinion sur le projet

de loi relatif à la liberté individuelle, n° 54. — Sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 71.

Cauchy (le chevalier). — Fait hommage à la Chambre d'un poëme latin *sur la violation et le rétablissement des Tombes royales à Saint-Denis.* (P. V.) p. 389.

Cérémonial. — Observé à l'ouverture de la session. (P. V.) p. 1, 2, 6. — A la réception d'un Pair, p. 47, 48.

Chambre des Députés. — Notifie à la Chambre des Pairs sa constitution définitive. (P. V.) p. 38.

Chambre des Pairs. — Reprend, en vertu d'ordres du Roi, le cours de ses travaux. (P. V.) p. 9. — Nomme ses secrétaires, p. 15. — Délibère une adresse en réponse au discours du Roi, p. 24. — Nomme une grande députation, chargée de porter cette adresse, p. 29. — Une autre, chargée de complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 296. — Une autre, chargée d'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu Roi Louis XVI, p. 385. — Une autre, chargée de porter au Roi les remerciements de la Chambre pour une communication qu'elle a reçue de S. M., p. 723. — Se sépare, après avoir entendu la proclamation du Roi qui prononce la clôture de la session, p. 1221.

Chambre des Pairs (dépenses de la). — Proposition tendante à faire connoître qu'elles ne sont ni régies ni ordonnancées par elle. (P. V.) p. 944. — Cette proposition est renvoyée à la commission du budget, p. 945.

Chambre des Pairs (état actuel de la). — Au 29 avril 1816, jour où se termina la seconde session des Chambres, le nombre des Pairs se trouvoit réduit à 211. Quatre nouvelles pertes ont eu lieu depuis cette époque, savoir :

Le 12 juin 1816, M. le maréchal duc de Castiglione.
Le 17, M. le marquis de Frondeville.
Le 21 novembre, M. le comte de l'Espinasse.
Le 17 janvier 1817, M. le comte de Vaudreuil.

Ces pertes réduiroient le nombre des Pairs à 207; mais, le 6 novembre 1816, il a été communiqué à la Chambre une ordonnance du Roi, portant nomination d'un nouveau Pair, M. Cortois de Pressigny, ancien évêque de Saint-Malo, qui de suite a prêté serment et pris séance; et le 23 du même mois, la Chambre a admis au nombre de ses membres M. le duc de Rohan (Louis-François-Auguste), en remplacement de M. le duc de Rohan, son père (Alexandre-Louis-Auguste), décédé le 8 février précédent. Le nombre actuel des Pairs est en conséquence de 205, non compris M. le Président.

Chancelier de France, président de la Chambre des Pairs. — Sa place dans la séance royale du 4 novembre. (P. V.) p. 2. — Déclare, au nom du Roi, que la session est ouverte, p. 6. — Préside les séances de la Chambre, p. 9 et *passim*. — Porte la parole au nom d'une grande députation chargée de complimenter le Roi, p. 742. — Donne lecture à la Chambre de la proclamation de S. M. qui déclare terminée la session de 1816, p. 1220.

Chantilly (forêts d'Alate et de). — Pétition adressée à la Chambre par cent quarante-six propriétaires des communes voisines de ces forêts. (P. V.) p. 1202. — La Chambre en ordonne le renvoi au ministre de l'intérieur, *ibid.*

CHAS (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Tableau historique des Constitutions civile et religieuse de l'Angleterre.* (P. V.) p. 131.

CHATEAUBRIAND (M. le vicomte de). — Appelé au bureau, comme ancien secrétaire, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (I. D.) n° 69. — Sur le projet de loi de finances, n° 93.

CHAUVET (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 917. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p 918.

CHEVALIERS DE MALTE (les). — Compte rendu à la Chambre d'une pétition par eux présentée. (P. V.) p. 338. — Elle est renvoyée au gouvernement, p. 339.

CHOISEUL (M. le duc de). — Appelé au bureau, comme ancien secrétaire, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9. — Réélu secrétaire pour la session de 1816, p. 15. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 45.

CLERMONT-TONNERRE (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 53.

CLÔTURE DE LA DISCUSSION. — La parole peut-elle être accordée aux ministres après cette clôture? (P. V.) p. 715.

COLLE FORTE (les fabricants de). — Pétition adressée par eux à la Chambre. (P. V.) p. 947.

COLLÉGES ÉLECTORAUX (projet de loi sur l'organisation des). — Présenté à la Chambre des Pairs, avec les amendements de la Chambre des Députés, par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 360. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 363. — La Chambre nomme,

pour l'examen du projet, une commission de cinq membres, p. 379. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Lally-Tolendal, p. 392. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 428 à 438. — Première suite de cette discussion, p. 445 à 475. — Seconde suite, p. 479 à 504. — Troisième suite, p. 505 à 526. — Quatrième suite, p. 528 à 542. — Résumé des débats par le rapporteur de la commission, p. 542 à 579. — Proposition d'amendements, et délibération du projet article par article, p. 579 à 600. — Suite de cette délibération, p. 602 à 629. — Adoption du projet avec les seuls amendements de la Chambre des Députés, p. 630. — (Voir sur ce projet les opinions suivantes, imprimées par ordre de la Chambre : Opinion de M. le marquis de Raigecourt. (I. D.) n° 26. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 27. — De M. le duc de Brissac, n° 28. — De M. le comte de Lauriston, n° 29. — De M. le comte Jules de Polignac, n° 30. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 31. — De M. le marquis d'Orvilliers, n° 32. — De M. le comte Molé, n° 33. — De M. le marquis de Rougé, n° 34. — De M. le comte de Boissy-d'Anglas, n° 35. — De M. le duc de Fitz-James, n° 36. — De M. le duc de Broglie, n° 37. — De M. le vicomte de Montmorency, n° 38. — De M. le maréchal duc de Tarente, n° 39. — De M. le comte de La Féronnais, n° 40. — De M. le comte de Marbois, n° 41. — De M. le comte de Saint-Roman, n° 42. — De M. le comte de Maleville, n° 43. — De M. le duc de la Tremoille, n° 44. — De M. le duc de Choiseul, n° 45. — De M. le comte de La Bourdonnaye-Blossac, n° 46. — De M. le comte d'Aguesseau, n° 47. — De M. le duc d'Uzès,

n° 48. — De M. le maréchal duc de Raguse, n° 49. — De M. le comte de La Tour du Pin, n° 50. — De M. le comte Abrial, n° 51. — De M. le comte de Clermont-Tonnerre, n° 53. = Voir aussi les opinions distribuées de M. le comte de Sabran, de M. le duc de Valentinois, de M. de Sèze, et de M. le comte de Beaumont.)

Comité des pétitions (formation et renouvellement). — Première formation. (P. V.) p. 23. — Premier renouvellement, p. 187. — Second renouvellement, p. 357. — Troisième renouvellement, p. 738. — Quatrième renouvellement, p. 941.

Comité des pétitions (rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Par M. le comte d'Aguesseau. (P. V.) p. 83. — Par M. le comte de Pastoret, p. 336. — Par M. de Lamoignon, p. 442. — Par M. le comte de Brigode, p. 733. — Par M. le vicomte de Montmorency, p. 915. — Par M. le marquis de Talaru, p. 945. — Par M. le comte de Boissy-d'Anglas, p. 1202.

Commission du budget. — Différentes pétitions lui sont renvoyées. (P. V.) p. 340, 444, 445, 735, 918, 948. — Compte rendu par elle de l'examen de ces pétitions, p. 1203.

Commissions spéciales nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'une adresse au Roi. (P. V.) p. 18. — Pour la vérification des titres produits par M. le duc de Rohan, à l'effet d'établir son droit d'hérédité à la Pairie, p. 39. — Pour l'examen du projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles, p. 44, 45. — Pour la vérification des lettres de grande naturalisation accordées par le Roi à M. le duc de Dalberg et à M. de Greffulhe, p. 51. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux

effets du divorce, et du projet de loi relatif aux séparations de corps, p. 190, 191. — Pour l'examen de la proposition relative à la responsabilité des ministres, p. 342. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents, p. 357. — Pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux, p. 379. — Pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 640. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux journaux, p. 745. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux livres saisis, p. 748. — Pour l'examen du projet de loi sur les finances, p. 915. — Pour l'examen du projet de loi relatif à divers échanges de biens domaniaux, p. 949.

Communications politiques faites à la Chambre. — (Voyez *Traité du 20 novembre* 1815.)

Condé (M. le prince de). — Regrette que l'état de sa santé lui laisse peu d'espoir d'assister aux séances de la Chambre. (P. V.) p. 37.

Contributions directes de 1817 (projet de loi relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes de ces contributions). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 193. — Exposé des motifs, p. 194. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 195. — Adoption du projet dans la même séance, p. 196. — Texte du projet adopté, p. 197, (I. D.) n° 16.

Contributions directes de 1817 (projet de loi relatif au recouvrement provisoire de deux nouveaux douzièmes de ces contributions). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 922. — Impression ordonnée du projet, p. 928. — Discussion en assemblée

générale, p. 937. — Adoption provisoire, *ibid.* — Définitive, p. 939.

Cornet (M. le comte). — Développement imprimé de sa proposition relative à un nouveau mode de formation du bureau provisoire. (I. D.) n° 5. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 68.

Costume. — (Voyez *Habit de cérémonie.*)

Cotterel (le sieur), médecin. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 917. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 918.

Crevel (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 339. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 340.

Cuisinaud (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 917. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 918.

Cuvier (le conseiller d'État, baron). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur l'organisation des colléges électoraux. (P. V.) p. 360. — Combat l'amendement proposé sur l'art. 7 de ce projet, p. 594.

D.

D'Aguesseau (M. le comte). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 83. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 47. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à divers échanges de biens domaniaux. (P. V.) p. 954.

Dalberg (M. le duc de) — Voyez *Naturalisation.*

Declercq (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 339. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 340.

Degrés d'élection (admettra-t-on en principe deux degrés d'élection?). — Question discutée à l'occasion de l'article 7 du projet de loi sur l'organisation des colléges électoraux. (P. V.) p. 602 à 612.

Delamalle (M. le conseiller d'État, chevalier). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la police générale, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur la liberté individuelle. (P. V.) p. 381. — Un projet de loi sur les journaux et un autre projet sur les livres saisis, p. 716.

Depoix (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 339. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 340.

Députations. — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés, chargée de recevoir le Roi, lors de l'ouverture de la session. (P. V.) p. 1. — Grande députation, chargée de présenter au Roi l'adresse de la Chambre, p. 29. — — De complimenter S. M. à l'occasion du nouvel an, p. 296. — D'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu Roi Louis XVI, p. 385. — De porter au Roi les remerciements de la Chambre, pour une communication qu'elle a reçue de S. M., p. 723.

Deschamps (le sieur). — Ordre du jour adopté sur une pétition de ce particulier. (P. V.) p. 339.

De Sèze (M.). — Appelé au bureau, comme ancien secrétaire, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un

rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux séparations de corps, p. 224.

Desnoes (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 337. — Elle est renvoyée au ministre de l'intérieur, *ibid.*

Dessert (la femme), veuve Soudre. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 735 — Le comité en propose le renvoi au ministre de la police générale, pour avoir des renseignements, p. 736. — La Chambre passe à l'ordre du jour, motivé sur l'usage qui autorise le comité à demander lui-même ces renseignements, p. 737. — Résultat des renseignements obtenus, p. 916. — Ordre du jour adopté en conséquence, *ibid.*

Dessolle (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux (I. D.) n° 70. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux finances. (P. V.) p. 964.

Développements imprimés. — D'une proposition faite à la Chambre par M. le comte Cornet. (I. D.) n° 5. — D'une proposition faite à la Chambre par M. le maréchal duc de Raguse, n° 9. — D'une proposition faite à la Chambre par M. le comte de Castellane, n° 10. — D'une proposition faite à la Chambre par M. le comte de Lally-Tolendal, n° 19.

De Vienne (M. le marquis). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 443. — Elle est renvoyée au ministre des finances, *ibid.*

Devinat (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 84. — Discussion à ce sujet, p. 85, 86. — La Chambre passe à l'ordre du jour, motivé sur l'inconstitutionnalité de la demande, p. 87.

Die (la ville de). — Pétition adressée à la Chambre au nom du corps municipal de cette ville. (P. V.) p. 918. — Elle est écartée par l'ordre du jour, *ibid.*

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours. (P. V.) p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Chancelier, p. 10. — Bases de l'adresse proposée en conséquence. (Voyez *Adresse au Roi.*)

Discours écrits (proposition tendante à en interdire l'usage dans les discussions de la Chambre). — Exposé sommaire de cette proposition. (P. V.) p. 80. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 81. — Développement des motifs, p. 111 à 118. — La proposition est prise en considération et renvoyée aux bureaux, p. 119. — Discutée en assemblée générale, p. 132 à 156. — Rejetée par voie de scrutin, p. 158. — (Voir sur cette proposition les opinions imprimées de M. le comte de Saint-Roman. (I. D.) n° 11. — De M. le duc de Brissac, n° 12. = Voir aussi l'opinion distribuée de M. de Sèze.)

Discours imprimés. — De M. le comte de Canclaux, à l'occasion du décès de M. le comte de l'Espinasse. (I. D.) n° 4. — De M. Becquey, pour la défense du projet de loi relatif aux journaux, n° 72. — Du ministre de la guerre sur le projet de loi relatif aux finances, n° 89. — De M. le Garde des sceaux sur le même projet, n° 99 *bis.* — De M. le vicomte Tabarié, n° 103. — Du ministre des finances, n° 105 *bis.*

Divorce (projet de loi relatif aux effets du). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 162. — Exposé des motifs, p. 162 à 167. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 167. — Projet im-

primé. (I. D.) n° 13.—Une commission spéciale est nommée pour son examen. (P. V.) p. 190. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Abrial, p. 199 à 224. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 267 à 284. — Amendements faits à plusieurs articles, p. 285, 287, 289. — Adoption du projet modifié, p. 291. — (Voir sur ce projet l'opinion distribuée de M. le comte Lanjuinais.)

Douanes (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 922. — Impression ordonnée du projet, p. 928. — On propose d'en renvoyer l'examen à la commission chargée de faire un rapport sur la loi de finances, p. 939. — Discussion à ce sujet, p. 939 et 940. — Le renvoi est ordonné, p. 941. — Rapport fait, au nom de la commission, par M. le comte Garnier, p. 1204. — Délibération immédiate du projet, p. 1216. — Il est adopté par la Chambre, *ibid.*

Doudeauville (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle. (I. D.) n° 57.

Dubois (le sieur). — Renseignements demandés au ministre de la police générale sur une pétition de ce particulier. (P. V.) p. 337.

Dubois (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'une gravure encadrée représentant *la France qui transmet à l'immortalité le testament de Louis XVI.* (P. V.) p. 359.

Dubois de Gueheneuc (le sieur), maire de Quimperlé. — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 444. — Elle est renvoyée à la future commission du budget, *ibid.*

DUCHEMIN (le sieur). — Sa pétition à la Chambre. (P. V.) p. 947.

DUDON (M. le conseiller d'État, baron). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances chargé de présenter à la Chambre le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes des contributions de 1817. (P. V.) p. 193. — Accompagne le même ministre, chargé de présenter trois autres projets de loi, p. 922.

DULAURENS (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Manuel des contribuables.* (P. V.) p. 943.

E.

ÉCHANGES (projet de loi relatif à divers échanges de biens domaniaux). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 922. — Impression ordonnée du projet, p. 928. — Une commission spéciale est chargée de son examen, p. 949. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte d'Aguesseau, p. 954. — Ouverture de la discussion, p. 961. — Adoption du projet, p. 962. — Texte du projet adopté, *ibid.*

EFFECTIF DE L'ARMÉE. — Discussion élevée à ce sujet dans les débats relatifs à la loi de finances. (P. V.) p. 1158.

ÉLECTIONS (projet de loi sur les). — Voyez *Organisation des colléges électoraux.*

ÉLECTIONS DE 1816. — Proposition tendante à supplier S. M. de faire examiner ce qui s'est passé à ces élections, afin d'en ordonner ensuite selon sa justice. (P. V.)

p. 56. — La Chambre décide qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de cette proposition, p. 57.

Établissements ecclésiastiques (projet de loi qui les autorise à acquérir et posséder des immeubles). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 32. — Motifs de ce projet, p. 33 à 37. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 37. — Projet imprimé. (I. D.) n° 2. — Une commission de cinq membres est nommée pour son examen. (P. V.) p. 44, 45. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. l'abbé de Montesquiou, p. 59 à 67. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 67 à 78. — Il est adopté, moyennant un amendement commun aux deux premiers articles, p. 78. — Texte du projet adopté, p. 79, 80. — (Voir, sur ce projet, l'opinion de M. le comte de Lally-Tolendal. (I. D.) n° 7. = Voir aussi l'opinion distribuée de M. le duc de Doudeauville.)

F.

Ferrand (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle. (I. D.) n° 59.

Fileurs de coton. — (Voyez *Lille, Rouen.*)

Fils aînés des Pairs. — Proposition tendante à faire accorder aux fils aînés des Pairs, âgés de vingt ans, la faculté d'assister aux séances de la Chambre. (P. V.) p. 737. — La Chambre décide qu'il y a lieu de s'en occuper, p. 738. — M. le président annonce que la santé de l'auteur ne lui a pas permis d'en terminer les développements, p. 749. — (Voir, aux *Opinions distribuées*, les développements de cette proposition

par M. Lynch, et l'opinion non prononcée de M. le comte de Crillon).

Finances (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances, (P. V.) p. 908. — Impression ordonnée du projet, p. 913. — Une commission de sept membres est chargée de son examen, p. 915. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Dessolle, p. 964. — Observations du ministre de la guerre sur le budget de son département, p. 1021. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1051. — Première suite de cette discussion, p. 1068. — Discours du ministre de la police générale, p. 1074. — Seconde suite de la discussion, p. 1100. — Discours de M. le Garde des sceaux, p. 1107. — Clôture de la discussion, p. 1123. — Résumé soumis à la Chambre par le rapporteur de la commission, p. 1126. — Discours du sous-secrétaire d'État au département de la guerre, p. 1130. — Observations du ministre de la marine, p. 1159. — La Chambre délibère collectivement sur chaque titre du projet, p. 1163. — Adoption des quatre premiers titres, *ibidem*. — Des titres 5 et 6, p. 1167. — Des titres 7, 8, 9, et 10, p. 1170. — Débats sur le titre 11, p. 1171 à 1179. — Discours du ministre des finances, p. 1180 à 1196. — Adoption du titre 11, p. 1199. — Du titre 12, *ibidem*. — Adoption définitive du projet, p. 1200. — (Voir sur ce projet les opinions suivantes, imprimées par ordre de la Chambre: opinion de M. le duc de Brissac. (I. D.) n° 90. — De M. le maréchal duc de Raguse, n° 91. — De M. le duc de Fitz-James, n° 92. — De M. le vicomte de Châteaubriand, n° 93. — De M. le comte Laplace,

n° 94. — De M. le marquis de Rougé, n° 95. — De M. le vicomte de Montmorency, n° 96. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 97. — De M. le comte Jules de Polignac, n° 98. — De M. Lepeletier Rosanbo, n° 99. — De M. le comte de Lally Tolendal, n° 100. — De M. le duc de Lévis, n° 101. — De M. le comte de Sabran, n° 104. — Du même, n° 104 *bis*. — Et de M. le duc de La Rochefoucauld, n° 105. = Voir aussi les Opinions distribuées de M. le marquis de Raigecourt, de M. le duc de Doudeauville, de M. le marquis de Louvois, de M. le duc de S.-Aignan, de M. le comte de La Bourdonnaye, de M. le comte d'Ecquevilly, de M. de Sèze, et de M. le comte de Choiseul).

Fitz-James (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 36. — Sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 74. — Sur le projet de loi de finances, n° 92.

Fontanes (M. le comte de). — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse en réponse au discours du Roi. (P. V.) p. 23. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (I. D.) n° 75.

Fonvielle (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'un *projet d'emprunt pour acquitter la contribution de guerre*. (P. V.) p. 644.

G.

Gabiou (M). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Nouveau système de finance*. (P. V.) p. 131.

Garde des archives de la Chambre. — Dresse procès-

verbal, en ce qui la concerne, des séances royales où elle est appelée. (P. V.) p. 6, 9.

Garde nationale parisienne. — Offre faite, en son nom, par M. le maréchal duc de Reggio, de fournir un poste d'honneur près de la Chambre durant le cours de sa session. (P. V.) p. 14. — Cette offre est acceptée, *ibid.*

Garnier (M. le comte). — Fait, au nom de la commission du budget, un rapport sur le projet de loi relatif aux douanes. (P. V.) p. 1204.

Garnier de S.-Julien (le sieur). — Une pétition de ce particulier est renvoyée à la future commission du budget. (P. V.) p. 340.

Gary (M. Alphonse). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Appel à la raison sur la question de la liberté de la presse.* (P. V.) p. 477.

Gay (le sieur), médecin. — Fait hommage à la Chambre d'un *Traité contre la saignée.* (P. V.) p. 381.

Gérard (le sieur). — Mémoire adressé à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 917.

Gouget Deslandres (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Nouvelle législation de l'impôt et du crédit public.* (P. V.) p. 38.

Gourcy (le comte Charles de). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 735. — Elle est renvoyée à la future commission du budget, *ibid.*

Greffulhe (M. de). — Voyez *naturalisation.*

Grenoble (ville de). — Pétition des huissiers-audienciers de divers tribunaux de cette ville. (P. V.) p. 733. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Guyet de la Prade (le sieur). — Pétition adressée à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 946.

H.

Habit de cérémonie. — Sera porté par la grande députation chargée de présenter au Roi l'adresse de la Chambre. (P. V.) p. 29, 30. — Par la grande députation chargée de complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 297. — Par la grande députation chargée d'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu Roi Louis XVI, p. 386.

Hambourg (ville de) — Éclaircissements donnés à la Chambre, par le ministre des affaires étrangères et par le ministre de la police générale, sur un fait avancé dans la discussion relativement à cette ville, p. 783 et 784.

Hennet (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Théorie du crédit public.* (P. V.) p. 189.

Hommages faits a la Chambre. — Par M. le comte de Pastoret, de son *Rapport au Conseil général des hospices sur l'état des hôpitaux, des hospices et des secours à domicile.* (P. V.) p. 22. — Par M. Gouget Deslandres, d'un ouvrage ayant pour titre : *Nouvelle Législation de l'impôt et du crédit public*, p. 38. — Par M. Laffon de Ladebat, d'un ouvrage intitulé : *Des finances de la France*, p. 43. — Par M. Cadet, d'un ouvrage *sur le cadastre*, p. 44. — Par le sieur Rondonneau, de la *Table générale des lois publiées depuis le 5 mai 1789 jusqu'à la restauration*, et du *Répertoire historique de la législation restauratrice de la France*, p. 48. — Par M. Gabiou, d'un *Nouveau Systéme de finance*, p. 131. — Par M. Chas, d'un *Tableau historique des constitu-*

tions civile et religieuse de l'Angleterre, ibid. — Par le sieur Auber, d'un portrait en pied du Roi, gravé en couleur, p. 161. — Par les sieurs Scheffer et Martineau, de divers écrits politiques, *ibid.* — Par M. Hennet, d'un ouvrage ayant pour titre: *Théorie du crédit public*, p. 189. — Par M. le comte de La Martillière, d'un ouvrage ayant pour titre: *Réflexions sur la fabrication en général des bouches à feu*, p. 334. — Par M. Azaïs, d'un ouvrage intitulé: *Manuel du philosophe*, p. 335. — Par M. Melling, d'une gravure encadrée représentant *le passage du Roi sur le Pont-Neuf*, à Paris, le 3 mai 1814, *ibid.* — Par le sieur Dubois, d'une gravure encadrée représentant *la France qui transmet à l'immortalité le testament de Louis XVI*, p. 359. — Par le sieur Gay, médecin, d'un *Traité contre la saignée*, p. 381. — Par le chevalier Cauchy, d'un poëme latin *sur la violation et le rétablissement des Tombes royales à Saint-Denis*, p. 389. — Par M. Belloc, d'un ouvrage contenant divers projets d'inscriptions latines, p. 441. — Par M. Alphonse Gary, d'un ouvrage ayant pour titre: *Appel à la raison sur la question de la liberté de la presse*, p. 477. — Par le sieur Joseph Martin, d'une traduction du poëme italien de Monti *sur la mort de Hugues Bassville*. — Par le sieur Fonvielle, d'un *Projet d'emprunt pour acquitter la contribution de guerre*. — Par le sieur Toulot, d'un écrit *sur les subsistances*, p. 644. — Par M. de La Bouisse, d'un *Voyage à Trianon*. — Par M. Sérieys, d'un ouvrage ayant pour titre: *Le règne de Louis XVII*. — Par M. Alexandre, d'un écrit *sur les subsistances militaires*, p. 751. — Par le sieur Regnault de Warin, d'un ouvrage ayant pour titre:

L'Ange des prisons, p. 921. — Par le sieur Dulaurens, d'un ouvrage ayant pour titre : *Manuel des contribuables*, p. 943. — Par M. le comte de Pastoret *iterùm*, de son ouvrage ayant pour titre : *Histoire de la législation*, p. 953. — Par le sieur Pigalle, graveur à Paris, d'une médaille contenant les portraits des Rois *Capétiens*, p. 954. — Par les sieurs Philpin et Colas, du premier tome des *Annales générales d'administration publique*, p. 1201. — Par le baron Locré, d'un ouvrage en cinq volumes, ayant pour titre : *Esprit du Code de procédure civile*, p. 1219.

Houry (le sieur). — Mémoires adressés à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 916.

Huiles (impôt sur les). — Objections faites contre cet impôt, lors de la discussion du projet de loi de finances. (P. V.) p. 1168 à 1170.

Huissiers audienciers. (Voyez *Grenoble*, *Rédon*, *Rennes*.)

I.

Impression. — L'impression, ordonnée par la Chambre, d'une opinion ou d'un rapport n'entraîne aucunement l'approbation des doctrines qu'il renferme. (P. V.) p. 427.

Impressions diverses (session de 1816). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de la session se composent de cent six numéros, dont trois (les numéros 99, 104 et 105) sont répétés; ce qui donne, au total, cent neuf impressions. Les titres qu'elles portent les divisent, ainsi qu'il suit :

Projets de loi. 14
Rapports. 13
Résumés. 2
Opinions. 62
Discours. 6
Propositions. 1
Développements de propositions. 4
Ordonnance du Roi. 1
Communication. 1
Formation et renouvellement des bureaux. 5

TOTAL. 109

INDEMNITÉ DE GUERRE (facilités données pour son acquittement). — Communication faite à la Chambre à ce sujet par le ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 718.

INFORMATION préalable à la réception des Pairs. — (Voyez *Rohan.*)

INVALIDES (caisse des). — Éclaircissements donnés par le ministre de la marine sur la situation de cette caisse. (P. V.) p. 1160.

J.

JACQUINOT-PAMPELUNE (M.). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des affaires étrangères chargé de présenter à la Chambre un projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents. (P. V.) p. 335. — Soutient la discussion de ce projet, p. 351 à 356.

JEANIN (le sieur). — Ordre du jour adopté sur sa pétition. (P. V.) p. 443.

JOURNAUX (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre par le ministre de la police générale. (P. V.) p. 724. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 728. — La Chambre nomme pour l'examen du projet une commission spéciale, p. 745. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Maleville, p. 752. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 766 à 803. — Suite de cette discussion, p. 806 à 841. — Proposition et discussion des amendements, p. 841 à 856. — Adoption pure et simple du projet, p. 857. — (Voir, sur ce projet, les opinions suivantes, imprimées par ordre de la Chambre : Opinion de M. le comte de La Féronnais. (I. D.) n° 67. — De M. le comte Cornet, n° 68. — De M. le vicomte de Châteaubriand, n° 69. — De M. le comte Dessolle, n° 70. — De M. le comte de Castellane, n° 71. — De M. le comte Molé, n° 73. — De M. le duc de Fitz-James, n° 74. — De M. le comte de Fontanes, n° 75. — Et le discours imprimé de M. Becquey, sous-secrétaire d'État, n° 72. = Voir aussi les opinions distribuées de M. le duc de Brissac, de M. le marquis de Louvois, de M. le duc de La Rochefoucauld, de M. le duc de Choiseul, de M. le comte de Boissy d'Anglas, et de M. le marquis de Boisgelin).

L.

LA BOISSIÈRE (le vicomte de). — Pétition adressée par lui à la Chambre. (P. V.) p. 444. — Elle est renvoyée à la commission du budget, *ibid.* — Autre pétition du même, pareillement renvoyée, p. 946.

LA BOUILLERIE (M. le baron de). — Accompagne, en

qualité de commissaire du Roi, les ministres chargés de présenter à la Chambre le projet de loi sur les finances. (P. V.) p. 908.

La Bouisse (M. de). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Voyage à Trianon.* (P. V.) p. 751.

La Bourdonnaye-Blossac (M. le comte de). — Prend séance à la Chambre, après avoir prêté serment. (P. V.) p. 12. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 46.

La Chatre (M. le duc de). — Prête serment en qualité de Pair. (P. V.) p. 12.

La Féronnais (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 40. — Sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 67.

Laffon de Ladebat (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *des Finances de la France.* (P. V.) p. 43.

Lally-Tolendal (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles. (I. D.) n° 7. — Développement de sa proposition relative à la responsabilité des ministres, n° 19. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (P. V.) p. 392. — Résume les débats qui ont eu lieu sur ce projet, p. 542. — Son opinion sur le projet de loi de finances. (I. D.) n° 100.

Lamartillière (M. le comte de). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Réflexions*

sur la fabrication en général des bouches à feu. (P. V.) p. 334.

LAMOIGNON (M. de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 442.

LANJUINAIS (M. le comte). — Fait un rapport à la Chambre sur les titres produits par M. le duc de Rohan à l'effet d'établir son droit d'hérédité à la pairie. (P. V.) p. 40. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle. (I. D.) n° 60.

LANTIER ET QÉNEL (les sieurs). — Pétition adressée par eux à la Chambre. (P. V.) p. 947.

LAPLACE (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi de finances. (I. D.) n° 94.

LA ROCHE-AIMON (M. le comte de). — Prend séance à la Chambre, après avoir prêté serment. (P. V.) p. 43.

LA ROCHEFOUCAULD (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 27. — Sur le projet de loi de finances, n° 105.

LA TOUR-DU-PIN (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 50.

LA TREMOILLE (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 44.

LAUDEMONT (le baron de). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 337. — Elle est écartée par l'ordre du jour, *ibid.* — Nouvelle pétition du même, p. 443. — Elle est pareillement écartée, *ibid.*

LAURISTON (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 29.

La Vauguyon (M. le duc de). Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 31. — Sur le projet de loi de finances, n° 97.

Legay-d'Arcy (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 339. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 340.

Legret et Vanacker (les sieurs), directeurs de l'*académie de commerce*. — Compte rendu à la Chambre de leur pétition. (P. V.) p. 733. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 734.

Lespinasse (M. le comte de). — Discours prononcé, à l'occasion de ses funérailles, par M. le comte de Canclaux. (P. V.) p. 52, 53. — La Chambre ordonne l'impression de ce discours, p. 53.

Lettres de change (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 913. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 914. — Discussion en assemblée générale, p. 928. — Délibération article par article, p. 931. — Adoption définitive, p. 932. — Texte du projet adopté, *ibid.* — (Voir sur ce projet l'opinion distribuée de M. le comte d'Aguesseau).

Lévis (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi de finances. (I. D.) n° 101.

Liberté individuelle (projet de loi sur la). — Présenté à la Chambre par le ministre de la police générale. (P. V.) p. 382. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 384. — Proposition faite par un membre d'ajourner la délibération de ce projet jusqu'après la discussion d'un projet sur la liberté de la presse présenté à la Chambre des Députés, p. 390. — Cette

proposition n'a pas de suite, p. 391. — Discussion préalable du projet soumis à la Chambre, p. 632 à 640. — Une commission spéciale est chargée de son examen, p. 640. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le maréchal duc de Raguse, p. 644. — Discussion définitive du projet, p. 654 à 676. — Suite de cette discussion, p. 677 à 695. — Défense du projet par le ministre de la police générale, p. 695 à 704. — Délibération article par article, p. 705 à 713. — Adoption pure et simple, p. 714. — (Voir, sur ce projet de loi, les opinions suivantes imprimées par ordre de la Chambre : Opinion de M. le comte de Castellane. (I. D.) n° 54. — De M. le duc de Brissac, n° 56. — De M. le duc de Doudeauville, n° 57. — De M. le comte de Boissy-d'Anglas, n° 58. — De M. le comte Ferrand, n° 59. — De M. le comtè Lanjuinais, n° 60. — Et de M. le duc de Broglie, n° 61. = Voir aussi les opinions distribuées de M. le comte de Saint-Roman, de M. le marquis de Rougé, et de M. le comte d'Aguesseau.)

Libraires de Paris. — Compte rendu à la Chambre de leur pétition. (P. V.) p. 340. — Elle est renvoyée à la future commission du budget, *ibid.*

Lille (ville de). — Pétition des fileurs de coton de cette ville. (P. V.) p. 735. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Livres saisis (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le ministre de la police générale. (P. V.) p. 728. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 732. — On propose de charger du rapport de ce projet la commission nommée pour l'examen du projet de loi sur les journaux, p. 745. — La Chambre rejette cette

proposition, p. 746. — Elle nomme une commission spéciale pour l'examen du projet, p. 748. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Abrial, p. 860. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 876 à 903. — Proposition et discussion des amendements, p. 903 à 906. — Adoption pure et simple du projet, p. 906. — (Voir, sur ce projet, les opinions suivantes, imprimées par ordre de la Chambre: Opinion de M. le comte de Brigode. (I. D.) n° 77. — De M. le duc de Broglie, n° 78.)

Liste de la parole. — Doit être formée séance tenante, dans toute discussion législative. (P. V.) p. 733. — Formation de cette liste, pour la discussion des projets de loi sur les journaux et sur les livres saisis, *ibid.* — Pour la discussion du projet de loi sur les finances, p. 914.

Locré (le baron). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage en cinq volumes, ayant pour titre: *Esprit du Code de procédure civile.* (P. V.) p. 1219.

Lyon (ville de). — Pétition des marchands de vin, traiteurs et aubergistes de cette ville. (P. V.) p. 340. — Elle est renvoyée à la future commission du budget, *ibid.*

M.

Magenthies (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 83. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 84. — Nouvelle pétition du même, p. 337. — Elle est pareillement écartée, *ibid.*

Mailly (M. le comte de). — Ayant atteint l'âge requis

pour siéger à la Chambre, y prend séance après avoir prêté serment. (P. V.) p. 747.

MALEVILLE (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 43. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 752.

MALTE. — (Voyez *Chevaliers de Malte.*)

MARBOIS (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 41.

MARTIN (le sieur Joseph). — Fait hommage à la Chambre d'une traduction du poëme italien de Monti sur la mort de Hugues Bassville. (P. V.) p. 644.

MARTINEAU (le sieur). — Fait hommage à la Chambre de divers écrits politiques. (P. V.) p. 161.

MELLING (M.). — Fait hommage à la Chambre d'une gravure encadrée représentant *le passage du Roi sur le Pont-Neuf*, à Paris, le 3 mai 1814. (P. V.) p. 335.

MILITAIRES ABSENTS (projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 336. — Impression et renvoi aux bureaux, *ibid.* — Discussion préalable du projet, p. 346 à 356. — Une commission spéciale est nommée pour son examen, p. 357. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le maréchal duc de Tarente, p. 363 à 366. — Délibération et adoption du projet, p. 367, 368. — Texte du projet adopté, p. 368 à 375.

MINISTRE DE LA GUERRE (le). — Soumet à la Chambre quelques observations sur le budget de son département. (P. V.) p. 1021. — Justifie l'usage qu'il a fait des

mots *armée de la révolution*, p. 1126. — Apporte, avec le ministre des affaires étrangères, la proclamation du Roi qui déclare fermée la session de 1816, p. 1220.

MINISTRE DE LA JUSTICE (M. le Garde des sceaux). — Défend le titre XI du projet de loi sur les finances. (P. V.) p. 1107.

MINISTRE DE LA MARINE (le). — Soumet à la Chambre quelques observations sur un article du rapport de la commission spéciale du budget. (P. V.) p. 1159.

MINISTRE DE LA POLICE GÉNÉRALE (le). — Présente à la Chambre un projet de loi sur la liberté individuelle. (P. V.) p. 382. — Répond aux objections faites contre ce projet, p. 695 à 704. — Présente un projet de loi sur les journaux, p. 724. — Un projet de loi sur les livres saisis, p. 728. — Donne, à l'occasion du projet de loi sur les journaux, des éclaircissements sur un fait avancé dans la discussion relativement à la ville de Hambourg, p. 784. — Défend ce même projet contre les attaques d'un Pair, p. 785 à 794. — Combat un amendement proposé sur l'article 1er, p. 845. — Un autre amendement proposé sur le même article, p. 853. — Répond aux objections faites contre le projet de loi sur les livres saisis, p. 893 à 903. — Défend le projet de loi sur les finances, p. 1074 à 1085.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (le). — Présente à la Chambre un projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles. (P. V.) p. 32. — Soutient la discussion de ce projet, p. 74, 76. — Présente un projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux, p. 360. — Répond aux objections faites contre ce projet, p. 484 à 496. — Donne, sur quelques unes de ses dispositions, des éclaircissements

demandés par un Pair, p. 514. — Combat l'amendement proposé sur l'article 1er, p. 581. — Présente un projet de loi relatif aux lettres-de-change, p. 913.

Ministre des affaires étrangères (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif aux effets du divorce, p. 162. — Un projet relatif aux séparations de corps, p. 167. — Un projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents. (P. V.) p. 336. — Fait une communication relative à l'exécution du traité du 20 novembre 1815, p. 716. — Donne, à l'occasion du projet de loi sur les journaux, des éclaircissements sur un fait avancé dans la discussion, relativement à la ville de Hambourg, p. 783. — Présente, avec le ministre des finances, un projet de loi sur les finances, p. 908. — Apporte, avec le ministre de la guerre, la proclamation du Roi qui déclare fermée la session de 1816, p. 1220.

Ministre des finances (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes des contributions directes de 1817. (P. V.) p. 193. — Présente, avec le ministre des affaires étrangères, un projet de loi sur les finances, p. 908. — Présente un projet de loi relatif au recouvrement provisoire de deux nouveaux douzièmes des contributions directes de 1817. — Un projet de loi relatif à divers échanges de biens domaniaux. — Un projet de loi sur les douanes, p. 922. — Défend le titre XI du projet de loi sur les finances, p. 1180.

Molé (M. le comte). — Élu secrétaire pour la session de 1816. (P. V.) p. 15. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des collèges électoraux. (I. D.) n° 33. — Sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 73.

MONISTROL (le sieur), maire de Lorient. — Ordre du jour adopté sur une pétition de ce fonctionnaire. (P. V.) p. 442.

MONTAUSIER (M. le comte de Sainte-Maure). — Prête serment en qualité de Pair. (P. V.) p. 12.

MONTESQUIOU (M. l'abbé de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles. (P. V.) p. 59.

MONTMORENCY (M. le vicomte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 38. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 915. — Son opinion sur le projet de loi de finances. (I. D.) n° 96.

N.

NATURALISATION (lettres de grande). — Accordées par le Roi à M. le duc de Dalberg. (P. V.) p. 48. — A M. de Greffulhe, *ibid.* — La Chambre ordonne le renvoi de ces lettres à une commission de trois membres, p. 49. — Nomination de cette commission, p. 51. — Rapport fait en son nom par M. l'abbé de Montesquiou, p. 98 à 101. — La Chambre, adoptant les conclusions de ce rapport, déclare les lettres *vérifiées*, p. 102. — Teneur de ces lettres, p. 103 à 108.

NOMBRE DES VOTANTS (proposition tendante à le faire constater par un appel nominal avant le dépouillement de chaque scrutin). — Voyez *Appel nominal.*

NOUVEL AN. — Grande députation chargée par la Chambre de complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an.

(P. V.) p. 296. — Audience donnée à cette députation, p. 333.

O.

Opinants (noms des). — Proposition tendante à faire inscrire au procès-verbal les noms des opinants, et à permettre aux journaux de les publier. (P. V.) p. 81. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 81. — Développement des motifs, p. 119 à 127. — La proposition est prise en considération et renvoyée aux bureaux, p. 129. — L'auteur en demande l'ajournement, p. 186. — Cet ajournement est adopté, p. 187. — (Voir, sur cette proposition, l'opinion distribuée de M. le duc de Brissac.)

Opinions distribuées a la chambre par différents Pairs. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a point permis de prononcer, ou dont l'impression n'a point été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de trente-deux, divisées ainsi qu'il suit : (Projet de loi relatif aux donations en faveur *d'établissements ecclésiastiques*), opinion non prononcée de M. le duc de Doudeauville. — (Projet de loi relatif aux *effets du divorce*), opinion de M. le comte Lanjuinais. — (Projet de loi relatif à l'organisation des *colléges électoraux*), opinions de M. le comte de Sabran, de M. le duc de Valentinois; opinions non prononcées de M. de Séze, de M. le comte de Beaumont. — (Projet de loi sur la *liberté individuelle*), opinions de M. le comte de Saint-Roman, de M. le marquis de Rougé, de M. le comte

d'Aguesseau. — (Projet de loi relatif aux *journaux*), opinion de M. le duc de Brissac, opinions non prononcées de M. le marquis de Louvois, de M. le duc de La Rochefoucauld, de M. le duc de Choiseul, de M. le comte de Boissy d'Anglas, de M. le marquis de Boisgelin. — (Projet de loi relatif aux *lettres de change*), opinion de M. le comte d'Aguesseau. — (Projet de loi sur les *finances*), opinions non prononcées de M. le marquis de Raigecourt, de M. le duc de Doudeauville, de M. le marquis de Louvois, de M. le duc de S.-Aignan, de M. le comte de La Bourdonnaye, de M. le comte d'Ecquevilly, de M. de Sèze, et de M. le comte de Choiseul. — (Proposition d'une *adresse en réponse au discours du Roi.*) — Discours de M. le comte de Lally-Tolendal. — (Proposition tendante à interdire l'usage des *discours écrits* dans les discussions de la Chambre), opinion non prononcée de M. de Sèze. — (Proposition tendante à faire inscrire au procès-verbal les *noms des opinants*), opinion non prononcée de M. le duc de Brissac. — (Proposition relative à la *responsabilité des ministres*), opinion non prononcée de M. le comte de S.-Roman, réponse de M. l'évêque de Langres au discours de M. de Lally-Tolendal. — (*Communications politiques* faites à la Chambre), proposition de M. le comte d'Aguesseau. — (Proposition relative aux *fils aînés des Pairs*), développements de cette proposition par M. Lynch, opinion non prononcée de M. le comte de Crillon.

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de soixante-deux, divisées ainsi qu'il suit : Sur le projet de loi relatif aux donations en fa-

veur *d'établissements ecclésiastiques* (voyez ce mot), une opinion sous le n° 7. — Sur la proposition relative à l'interdiction des *discours écrits*, deux opinions sous les numéros 11 et 12. — Sur le projet de loi relatif à l'organisation des *colléges électoraux*, vingt-sept opinions sous les numéros 26 à 51, et sous le n° 53. — Sur le projet de loi relatif à la *liberté individuelle*, sept opinions sous les numéros 54 et 56 à 61. — Sur le projet de loi relatif aux *journaux*, huit opinions sous les numéros 67 à 71 et 73 à 75. — Sur le projet de loi relatif aux *livres saisis*, deux opinions sous les numéros 77 et 78. — Sur le projet de loi de *finances*, quinze opinions sous les numéros 90 à 99, 100, 101, 104, 104 bis, et 105.

Ordonnances du Roi communiquées à la Chambre dans le cours de sa session. — Ordonnance du 5 novembre 1816, qui autorise les princes de la famille et du sang royal, *actuellement en France*, à siéger à la Chambre des Pairs durant la session de 1816. (P. V.) p. 10. — Du 20 avril précédent, qui nomme Pair de France M. Cortois de Pressigny, ancien évêque de S.-Malo p. 12.

Orsay (les comtes d'). — Une pétition par eux présentée à la Chambre est conservée comme renseignement. (P. V.) p. 341.

Orvilliers (M. le marquis d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 32.

P.

Pairs de France. — Se réunissent, au palais Bourbon,

avec les Députés, pour la séance royale du 4 novembre 1816. (P. V.) p. 1. — Place qu'ils occupent dans cette séance, *ibid.*

PARIS (ville de). — Pétition adressée à la Chambre par soixante-neuf négociants et commissionnaires de cette ville. (P. V.) p. 947.

PASTORET (M. le comte de). Appelé au bureau comme ancien secrétaire, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9. — Réélu secrétaire pour la session de 1816, p. 15. — Fait hommage à la Chambre de son *Rapport au conseil général des hospices*, p. 22. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 336. — Fait hommage à la Chambre de son ouvrage ayant pour titre : *Histoire de la législation*, p. 953.

PÉRIGNON (M. le maréchal comte). — Empêché par la mort de son épouse de se rendre à l'ouverture de la session. (P. V.) p. 13.

PERROT (le sieur). — Mémoire adressé à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 916.

PÉTITIONS. — Du sieur Magenthies. (P. V.) p. 83. — Du sieur Devinat, p. 84. — Du sieur Bourgevin, p. 87. — Du sieur Piérot, p. 88. — De la demoiselle Antoinette Robert, p. 89. — Du sieur Bazire fils aîné, p. 91. — Du sieur Bréard-Neuville. — Du sieur Magenthies *iterùm*. — Du baron de Laudemont, p. 337. — Du sieur Desnoës. — Du sieur de Rochery. — Du sieur Dubois, *ibid.* — Des chevaliers de Malte, p. 338. — Du sieur Deschamps, p. 339. — Du sieur Soulès. — Des sieurs Depoix, Declercq, Legay d'Arcy, et Crevel. — Du sieur Cannet des Aulnois, *ibid.* — Des sieurs Carné, Pouchet, Victor, et Garnier de S.-Julien. — Des libraires de Paris. — Des marchands de vin, trai-

teurs, et aubergistes de Lyon. — Des propriétaires de Salines en Provence, p. 340. — Du sieur Touzet, *ibid.* — Des sieurs Apffel et de Belchamp. — Du sieur d'Albiat. — Des comtes d'Orsay, p. 341. — Des huissiers attachés aux divers tribunaux de Rennes. — Du sieur Monistrol, maire de Lorient, p. 442. — Du sieur Jeanin. — Du marquis de Vienne. — Du sieur de Beaulieu. — Du baron de Laudemont. — De neuf individus habitants de Paris ou des départements voisins, p. 443. — De dix-sept planteurs de tabac du département du Bas-Rhin. — De vingt-cinq propriétaires fonciers des diverses parties de la Bretagne. — Du vicomte de La Boissière. — Du sieur Dubois de Gueheneuc, p. 444. — De six cent cinquante-sept filateurs, teinturiers ou fabricants de Rouen. — Du sieur Bourgeois, p. 445. — Des huissiers-audienciers de divers tribunaux de Grenoble. — Des sieurs Legret et Vanacker, p. 733. — Des fileurs de coton de la ville de Lille. — Du comte Charles de Gourcy. — De la femme Dessert, veuve Soudre, p. 735 et 916. — Du sieur Perrot. — Du sieur Houry, p. 916. — Du sieur Gérard. — Du sieur de Beauvinay. — Du sieur Cotterel. — Du sieur Cuisinaud. — Du sieur Chauvet, p. 917. — Du corps municipal de Die. — Du sieur Vidal. — Du commerce de l'Alsace, p. 918. — De quatorze planteurs de tabac de la commune d'Uttenheim (Bas-Rhin). — De cent trois négociants de Strasbourg. — Du sieur Guyet de La Prade. — Du vicomte de La Boissière *iterùm*. — Du maire de Roquevaire, p. 946. — De soixante-neuf négociants et commissionnaires de Paris. — Du sieur Puy, négociant à Lyon. — Des sieurs Lantier et Qénel. — Du sieur Duchemin. — Des

fabricants de colle-forte, p. 947. — Du sieur Bourgeois *iterùm*, p. 948. — De cent quarante-six propriétaires des communes voisines des forêts d'Alate et de Chantilly. — Du sieur Prieur, p. 1202. — Du sieur Auguste de Seguins, p. 1203.

PHILPIN ET COLAS (les sieurs). — Font hommage à la Chambre du premier tome des *Annales générales d'administration publique*. (P. V.) p. 1201.

PIÉROT (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition (P. V.) p. 88. — Discussion à ce sujet, p. 88, 89. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 89.

PIGALLE (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'une médaille gravée contenant les portraits des Rois *Capétiens*. (P. V.) p. 954.

PLANTEURS DE TABAC. — (Voyez *Bas-Rhin*, *Uttenheim*.)

POLIGNAC (M. le comte Jules de). — Prend séance à la Chambre après avoir prêté serment. (P. V.) p. 12. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 30. — Réclame contre l'interprétation donnée par le ministre de l'intérieur à un passage de cette opinion (P. V.) p. 497. — Son opinion sur le projet de loi de finances. (I. D.) n° 98.

POUCHET (le sieur). — Une pétition de ce particulier est renvoyée à la future commission du budget. (P. V.) p. 340.

PRESSIGNY (M. Cortois de), ancien évêque de Saint-Malo. — Ordonnance du Roi qui le nomme Pair de France. (P. V.) p. 12. — Prête serment en cette qualité, *ibid.*

PRIEUR (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 1202. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 1203.

PRINCES DE LA FAMILLE ET DU SANG ROYAL. — Le Roi au-

torise ceux qui sont actuellement en France à siéger à la Chambre des Pairs durant la session de 1816. (P. V.) p. 10.

Procès-verbal (autorité du). — Une assertion ne peut être regardée comme incontestable, par cela seul que le procès-verbal l'a rapportée sans la contredire. (P. V.) p. 806.

Proclamation du Roi. — Portant clôture de la session de 1816. (P. V.) p. 1220.

Projets de loi imprimés. — Projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles. (I. D.) n° 2. — Relatif aux effets du divorce, n° 13. — Aux séparations de corps, n° 14. — Au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes des contributions directes de 1817, n° 16. — Aux moyens de constater le sort des militaires absents, n° 20. — A l'organisation des colléges électoraux, n° 22. — Sur la liberté individuelle, n° 24. — Sur les journaux, n° 63. — Sur les livres saisis, n° 64. — Sur les finances, n° 79. — Sur les lettres-de-change, n° 80. — Relatif au recouvrement provisoire de deux nouveaux douzièmes des contributions directes de 1817, n° 82. — A divers échanges de biens domaniaux, n° 83. — Sur les douanes, n° 84.

Propositions faites a la Chambre. — De former le bureau provisoire, à l'ouverture de chaque session, des quatre plus jeunes Pairs ayant voix délibérative. (P. V.) p. 39. — De présenter une adresse au Roi pour supplier S. M. de faire examiner ce qui s'est passé aux dernières élections, p. 56. — D'interdire l'usage des discours écrits dans les discussions de la Chambre, p. 80. — D'inscrire au procès-verbal les noms des opi-

nants, et de permettre aux journaux de les publier, p. 81. — De supplier le Roi de faire présenter aux Chambres un projet de loi sur la responsabilité des ministres, p. 191. — D'ajourner la délibération du projet de loi sur la liberté individuelle jusqu'après la discussion d'un projet sur la liberté de la presse, présenté à la Chambre des Députés, p. 390. — De constater par un appel nominal, avant le dépouillement de chaque scrutin, le nombre des votants qui y ont concouru, p. 478. — De transmettre par une grande députation, ou de consigner dans une adresse, les remerciements de la Chambre pour une communication faite au nom de S. M., p. 720. — De former, séance tenante, la liste de la parole dans toute discussion législative, p. 732. — D'accorder aux fils aînés des Pairs, âgés de vingt ans, la faculté d'assister aux délibérations de la Chambre, p. 737. — De renvoyer à la commission spéciale nommée pour l'examen du projet de loi sur les journaux l'examen du projet relatif aux livres saisis, p. 745. — De restreindre l'usage de l'appel nominal, dans les délibérations de la Chambre, au cas où il sera réclamé par quinze Pairs, p. 938. — De faire connoître que les dépenses de la Chambre ne sont ni régies ni ordonnancées par elle, p. 944.

Puy (le sieur). — Pétition adressée à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 947.

R.

Raguse (M. le maréchal duc de). — Élu secrétaire pour la session de 1816. (P. V.) p. 15. — Développement de sa proposition, tendante à interdire l'usage des

discours écrits dans les discussions de la Chambre. (I. D.) n° 9. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux, n° 49. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle. (P. V.) p. 644. — Son opinion sur le projet de loi de finances. (I. D.) n° 91.

RAIGECOURT (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 26.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le comte de Fontanes sur un projet d'adresse en réponse au discours du Roi. (P. V.) p. 23. — Par M. le comte Lanjuinais, sur la demande de M. le duc de Rohan, tendante à établir son droit d'hérédité à la pairie, p. 40. — Par M. l'abbé de Montesquiou, sur le projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles, p. 59 à 67. — Par M. le comte Abrial, sur le projet de loi relatif aux effets du divorce, p. 199 à 224. — Par M. de Sèze, sur le projet de loi relatif aux séparations de corps, p. 224 à 265. — Par M. le maréchal duc de Tarente, sur le projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents, p. 363 à 366. — Par M. le comte de Lally-Tolendal, sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux, p. 392 à 427. — Par M. le maréchal duc de Raguse, sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 644. — Par M. le comte de Maleville, sur le projet de loi relatif aux journaux, p. 752. — Par M. le comte Abrial, sur le projet de loi relatif aux livres saisis, p. 860. — Par M. le comte d'Aguesseau,

sur le projet de loi relatif à divers échanges de biens domaniaux, p. 954. — Par M. le comte Dessolle, sur le projet de loi de finances, p. 964. — Par M. le comte Garnier, sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 1204.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre. — De M. l'abbé de Montesquiou, sur le projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles. (I. D.) n° 6. — Du même, sur les lettres de grande naturalisation accordées par le Roi à M. le duc de Dalberg et à M. de Greffulhe, n° 8. — De M. le comte Abrial, sur le projet de loi relatif aux effets du divorce, n° 17. — De M. de Sèze, sur le projet de loi relatif aux séparations de corps, n° 18. — De M. le maréchal duc de Tarente, sur le projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents, n° 23. — De M. le comte de Lally-Tolendal, sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux, n° 25. — De M. le maréchal duc de Raguse, sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, n° 55. — De M. le comte de Maleville, sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 66. — De M. le comte Abrial, sur le projet de loi relatif aux livres saisis, n° 76. — De M. le comte d'Aguesseau, sur le projet de loi relatif à divers échanges de biens domaniaux, n° 87. — De M. le comte Dessolle, sur le projet de loi de finances, n° 88. — De M. le comte Garnier, sur le projet de loi relatif aux douanes, n° 106.

Rédon (ville de). — Pétition des huissiers-audienciers près le tribunal de cette ville. (P. V.) p. 442. — Elle est écartée par l'ordre du jour, *ibid.*

Reggio (M. le maréchal duc de). — Voyez *garde nationale parisienne.*

Regnault de Warin (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *l'Ange des prisons.* (P. V.) p. 921.

Reims (M. l'archevêque duc de). — Prête serment en qualité de Pair. (P. V.) p. 11.

Rennes (ville de). — Pétition des huissiers attachés aux divers tribunaux de cette ville. (P. V.) p. 442. — Elle est écartée par l'ordre du jour, *ibid.*

Représentants de la nation. — Expression employée par le Roi pour désigner les députés des départements. (P. V.) p. 292.

Responsabilité des ministres. — Proposition tendante à supplier le Roi de faire présenter aux Chambres un projet de loi à cet égard. (P. V.) p. 191. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 192. — L'auteur en développe les motifs, p. 292. — La proposition est prise en considération, *ibid.* — Renvoyée à l'examen d'une commission spéciale, p. 341. — Déclaration faite au nom de cette commission par l'un de ses membres, p. 375. — (Voir, sur cette proposition, l'opinion distribuée de M. le comte de Saint-Roman, et la réponse de M. l'évêque de Langres au discours de M. de Lally-Tolendal.)

Résumé des débats. — Sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 52. — Sur le projet de loi de finances, n° 102.

Robert (la D^lle^ Antoinette). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 89. — Discussion à ce sujet, p. 90, 91. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 91. — Un des membres qui ont opiné dans la discus-

sion réclame contre le procès-verbal où cette discussion est rapportée, p. 93. — Défense du procès-verbal par les secrétaires, p. 95. — Par divers autres membres, p. 95, 96. — La rédaction du procès-verbal est maintenue, p. 97.

ROCHERY (le sieur de). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 337. — Elle est renvoyée au ministre des finances, *ibid.*

ROHAN (Louis-François-Auguste de Rohan-Chabot, duc de). — Adresse à la Chambre les titres qui établissent son droit d'hérédité à la Pairie. (P. V.) p. 38. — Commission spéciale pour la vérification de ces titres, p. 39. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Lanjuinais, p. 40. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 41. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 42. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 45. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis, et prend séance, p. 47, 48.

RONDONNEAU (le sieur). — Fait hommage à la Chambre de deux ouvrages ayant pour titre, l'un : *Table générale des lois publiées depuis le 5 mai 1789 jusqu'à la restauration;* l'autre : *Répertoire historique de la législation restauratrice de la France.* (P. V.) p. 48.

ROQUEVAIRE (bourg de). — Pétition adressée à la Chambre par le maire de ce bourg. (P. V.) p. 946.

ROSANBO (M. Le Peletier). — Son opinion sur le projet de loi de finances. (I. D.) n° 99.

ROUEN (ville de). — La Chambre renvoie à la future commission du budget une pétition de 657 filateurs teinturiers ou fabricants de cette ville. (P. V.) p. 445.

Rougé (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) n° 34. — Sur le projet de loi de finances, n° 95.

S.

Sabran (M. le comte de). — Prend séance à la Chambre après avoir prêté serment. (P. V.) p. 39. — Son opinion sur le titre VII du projet de loi de finances. (I. D.) n° 104 *bis*. — Sur le titre XI du même projet, n° 104.

Saint Cricq (M. le conseiller d'État, baron de). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances, chargé de présenter à la Chambre le projet de loi sur les douanes. (P. V.) p. 922.

Saint-Roman (M. le comte de). — Son opinion sur la proposition tendante à interdire l'usage des discours écrits. (I. D.) n° 11. — Sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux, n° 42.

Salines en Provence. — Mémoire adressé à la Chambre par les propriétaires de ces salines. (P. V.) p. 340. — Il est renvoyé à la future commission du budget, *ibid.*

Scheffer (le sieur). — Fait hommage à la Chambre de divers écrits politiques. (P. V.) p. 161.

Scrutin (délibération par). — Sur le projet de loi qui autorise les établissements ecclésiastiques à acquérir et posséder des immeubles. (P. V.) p. 78. — Sur la proposition tendante à interdire l'usage des discours écrits dans les discussions de la Chambre, p. 158. — Sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des quatre premiers douzièmes des contributions directes de 1817, p. 196. — Sur le projet de loi relatif aux effets du divorce, p. 291. — Sur le projet de loi

relatif aux séparations de corps, p. 330. — Sur le projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents, p. 367. — Sur la question préalable tendante à écarter un amendement relatif à l'article 7 du projet de loi concernant l'organisation des colléges électoraux, p. 600. — Sur l'adoption ou le rejet de cet article, p. 615. — Sur l'adoption générale du projet, p. 630. — Sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 714. — Sur le projet de loi relatif aux journaux, p. 856. — Sur le projet de loi relatif aux livres saisis, p. 906. — Sur le projet de loi relatif aux lettres-de-change, p. 932. — Sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire de deux nouveaux douzièmes des contributions directes de 1817, p. 939. — Sur le projet de loi relatif à divers échanges de biens domaniaux, p. 961. — Sur la question préalable tendante à écarter les amendements relatifs au titre XI du projet de loi de finances, p. 1199. — Sur l'adoption générale de ce projet, p. 1200. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 1216.

Séance royale du 4 novembre 1816. — Tenue au palais Bourbon. — Les Pairs y assistent en grand costume. — Places qu'ils y occupent. — Députation envoyée au-devant du Roi. (P. V.) p. 1. — Discours de S. M., p. 2 à 5. — Le garde des archives dresse procès-verbal de cette séance, p. 6. — En fait lecture, p. 9. — Ce procès-verbal est adopté, p. 10.

Secrétaires de la Chambre pour la session de 1816. — Leur nomination. (P. V.) p. 15.

Secrétaires de la session précédente. — Appelés provisoirement au bureau, lors de la rentrée de la Chambre. (P. V.) p. 9.

Séguins (le sieur Auguste de). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p, 1203. — Elle est renvoyée au ministre de la justice, *ibid.*

Séparations de corps (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 167. — Exposé des motifs, p. 167 à 184. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 185. — Projet imprimé. (I. D.) n° 14. — Une commission spéciale est nommée pour son examen. (P. V.) p. 190. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. de Sèze, p. 224 à 265. — Discussion du projet article par article, p. 298 à 330. — Amendement fait à l'article 29, p. 316. — Adoption du projet, modifié par cet amendement, p. 331.

Sérieys (M.). — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage ayant pour titre : *Le Règne de Louis XVII.* (P. V.) p. 751.

Serment des pairs. — Formule de ce serment. (P. V.) p. 11. — Il est prêté par divers membres, p. 11 et 12.

Serment (prestations individuelles de). — Voyez *Tarente, Reims, Vioménil, Montausier, La Châtre, La Bourdonnaye, Polignac, Pressigny, Sabran, La Roche-Aimon, Rohan, Mailly.*

Session de 1816. — Ouverte le 4 novembre. (P. V.) p. 6. — Close le 26 mars 1817, p. 1220. — (Voyez *Séance royale, Proclamation du Roi.*)

Siméon (M. le conseiller d'État comte). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur chargé de présenter à la Chambre un projet de loi qui permet aux établissements ecclésiastiques d'acquérir et de posséder des immeubles. (P. V.) p. 32. — Assiste à la discussion de ce projet, p. 59. —

Accompagne le ministre des affaires étrangères chargé de présenter deux projets de loi relatifs, l'un aux effets du divorce, l'autre aux séparations de corps, p. 161. — Soutient la discussion du premier projet, p. 285, 286. — Celle du second, p. 300, 306, 314, 320, 321, 325, 328.

SOUDRE (veuve). — Voyez *Dessert*.

SOULÈS (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 339. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 340.

STRASBOURG (ville de). — Pétition adressée à la Chambre par cent trois négociants de cette ville. (P. V.) p. 946.

T.

TABARIÉ (M. le vicomte), sous-secrétaire d'État au département de la guerre. — Défend devant la Chambre le budget de ce département. (P. V.) p. 1130 à 1158.

TALARU (M. le marquis de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 945.

TALLEYRAND (M. le comte Auguste de). — Retenu en Suisse par ses fonctions d'ambassadeur, exprime le regret de ne pouvoir assister aux séances de la Chambre. (P. V.) p. 644.

TARENTE (M. le maréchal duc de). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale du 7 octobre 1815. (P. V.) p. 11. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux moyens de constater le sort des militaires absents, p. 363. — Son opinion sur le projet

de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) nº 39.

Toulot (le sieur). — Fait hommage à la Chambre d'un écrit sur les subsistances. (P. V.) p. 644.

Touzet (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 340. — Elle est renvoyée au ministre de la justice, p. 341.

Traité du 20 novembre 1815. — Communications faites à la Chambre, relativement à l'exécution de ce traité. (P. V.) p. 716. — Une grande députation est chargée de porter au Roi les remerciements de l'assemblée, p. 722. — Audience donnée par le Roi à cette députation, p. 742. — Discours de M. le chancelier, *ibid.* — Réponse du Roi, p. 743. — (Voir la proposition distribuée de M. le comte d'Aguesseau).

Tribune de la Chambre. — Chaque Pair, à la tribune, doit jouir d'une entière liberté dans le développement de son opinion. (P. V.) p. 1100.

U.

Uttenheim (commune d'). — Pétition adressée à la Chambre par quatorze planteurs de tabac de cette commune. (P. V.) p. 946.

Uzès (M. le duc d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'organisation des colléges électoraux. (I. D.) nº 48.

V.

Victor (le sieur). — Compte rendu à la Chambre de sa pétition. (P. V.) p. 340. — Elle est renvoyée à la commission du budget, *ibid.*

VIDAL (le sieur), médecin de l'hospice civil de Baïonne. — Sa pétition est renvoyée au ministre des finances. — (P. V.) p. 918.

VILLEMANZY (M. le comte de). — Président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, fait à la Chambre un rapport au nom de cette commission. (P. V.) p. 50.

VIOMÉNIL (M. le maréchal comte de). — Prête le serment exigé des Pairs dans la séance royale du 7 octobre 1815. (P. V.) p. 12.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1817.

Procès-verbaux et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances législatives de la Chambre, aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de la session, et au procès-verbal unique de la séance judiciaire tenue le 31 janvier 1818.

Les renvois sont ainsi indiqués : au procès-verbal des séances législatives, (P. V.) p. —; aux impressions diverses, (I. D.) n° —; enfin au procès-verbal unique de la séance judiciaire, (P. V. U.) p. —.

Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.

A.

Aboville (François-Marie, comte d'), Pair de France, décédé à Paris, le 1er novembre 1817. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le comte de Canclaux (P. V.) p. 25. — (M. le maréchal duc de Raguse a aussi fait distribuer à la Chambre un discours imprimé sous ce titre : *Éloge de M. le comte d'Aboville.*)

Aboville (Augustin-Gabriel, comte d'), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres qui établissent son droit d'hérédité à la Pairie. (P. V.) p. 76. — Une commission de trois membres est désignée pour la vérification de ces titres, p. 77. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Duras, — La Chambre déclare valable les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 78. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 95, 96. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 96. — Il est admis et prend séance, après avoir prêté serment, p. 98.

Abrial (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 314 à 317. — (I. D.) n° 31. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés. (P. V.) p. 1031. — Au nom d'une autre commission, un rapport sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1334. — Résume et combat les objections élevées contre ce projet dans le cours de la discussion, p. 1558 à 1600.

Action publique (liberté de la presse). — Amendement tendant à rétablir, dans le projet de loi sur la liberté de la presse, la prescription de l'action publique après un an révolu. (P. V.) p. 436. Discussion à ce sujet, p. 437 et 438. — L'amendement est adopté, p. 438.

Admission des Députés (résolution de l'autre Chambre, relative à cette admission). — Envoyée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 263. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 264. — Discussion préliminaire (où sont entendus MM. le comte Lanjuinais,

le marquis de Lally-Tolendal et le marquis de Pastoret), p. 442 à 450. — Nomination d'une commission spéciale, p. 450. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Doudeauville, p. 454. — Discussion subséquente (où sont entendus MM. le duc de Crillon, le marquis d'Aguesseau et le comte de Brigode), p. 489 à 495. — Clôture de la discussion générale, p. 495. — Amendements proposés, p. 495 à 500. — Écartés par la question préalable, p. 501. — Adoption pure et simple de la résolution, p. 502. — Texte de la résolution adoptée, *ibid.* — (Voyez *Admission des Députés*, projet de loi.)

Admission des Députés (projet de loi relatif à cette admission.) — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1025. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1026. — Le projet y est de suite examiné, p. 1027. — Mis en discussion, — Adopté provisoirement, — Définitivement, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 1028.

Adresse au Roi, en réponse au discours de S. M. à l'ouverture de la session. — Une commission spéciale est chargée de la rédaction de cette adresse. (P. V.) p. 21. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Fontanes, p. 36. — Le projet d'adresse est renvoyé aux bureaux, p. 38. — Discuté en assemblée générale, *ibid.* — Adopté avec quelques amendements, p. 39. — Texte de l'adresse adoptée, p. 39 à 44. — Une députation de vingt-cinq membres est chargée de la présenter, p. 44.

Allent (M. le chevalier) conseiller d'État, sous-secrétaire d'état de la guerre. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la guerre chargé

de présenter à la Chambre un projet de loi sur le recrutement de l'armée. (P. V.) p. 508. — Défend ce projet, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 675 à 696. — Lors de la délibération des articles, p. 867, 885, 896, 905, 907, 912, 919, 933, 956. — Accompagne les ministres du Roi chargés de présenter à la Chambre le projet de loi sur les finances, p. 1661.

Amendements proposés. — Au projet de loi sur les journaux. (P. V.) p. 171, 172.—Au projet de loi sur la liberté de la presse, p. 378 à 438. — A la résolution de l'autre Chambre, relative à l'admission des Députés, p. 495 à 501. — Au projet de loi sur le recrutement de l'armée, p. 856 à 858. (Le tableau de ces derniers amendements est imprimé sous le n° 75 des I. D.)—Au projet de loi sur la banque de France, p. 1438, 1446, 1458, 1462, 1463, 1469, 1472, 1473, 1478. — Au projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1603, 1618, 1621, 1635, 1639. — Au projet de loi relatif à divers changements de circonscription, p. 1787, 1792.

Anniversaire (service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu roi Louis XVI.) — Avis donné à cet égard par le Grand-Maître des cérémonies de France. (P. V.) p. 264. — Une grande députation est désignée pour assister au service dont il s'agit, *ibid.* — Costume que porteront les membres de la députation, p. 265.

Appel nominal. — N'est de rigueur, dans le vote par scrutin, que pour la délibération des projets de loi. (P. V.) p. 19.

Appel nominal (affaire Saint-Morys.) — Premier appel, destiné à constater le nombre des membres présents à la séance. (P. V. U.) p. 51. — Liste des 138

Pairs, dont la présence est constatée, *ibid.* — Second appel, lors du jugement, p. 60.

Arrondissements de sous-préfectures. (Projet de loi relatif à divers changements dans la circonscription de onze arrondissements de sous-préfectures.) — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1687. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1688. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1707. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Choiseul, p. 1763 à 1776. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus MM. le comte de Boissy-d'Anglas, le comte de Gouvion, et le rapporteur de la commission spéciale), p. 1777 à 1782. — Délibération des articles (où parlent avec quelque étendue: sur l'art. Ier, M. le comte Lemercier; sur l'art. VI, M. le marquis de Raigecourt et le commissaire du Roi, baron Capelle; sur l'art. VIII, MM. le marquis de Jaucourt, le même commissaire du Roi, et le ministre de l'intérieur), p. 1783 à 1797. — L'article 8 est rejeté, p. 1797. — Adoption du projet modifié par le retranchement de cet article, p. 1798.

Arts et Métiers (corporations d'). — Pétition tendante à obtenir le rétablissement de ces corporations. (P. V.) p. 1059.

Aubaine (proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine.) — Exposé sommaire de cette proposition. (P. V.). p. 1192. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — La proposition est développée par son auteur (M. le duc de Lévis), p. 1245 à 1264. — Prise en considération par la Chambre, p. 1264, —

Nouveaux développements donnés par l'auteur de la proposition, p. 1645 à 1652. — Discussion en assemblée générale, p. 1652 à 1657. — La proposition est adoptée, p. 1658.

AUDOUIN (le sieur), graveur à Paris. — Fait hommage à la Chambre d'un portrait en pied de S. M. (gravure encadrée). (P. V.) p. 1682.

AVANCEMENT (mode d'avancement réglé par le titre VI du projet de loi relatif au recrutement de l'armée). — La discussion s'engage sur ce titre. (P. V.) p. 959. — Opinion de M. le marquis de Talaru, p. 959 à 961. — De M. le comte de Villemanzy, p. 961 à 964. — De M. le marquis de Raigecourt, p. 964 à 965. — De M. le marquis Dessolle, p. 966 à 968. — Amendements proposés sur l'ensemble du titre, p. 969. — Ils sont écartés par la Chambre, p. 970, 971. — Amendement spécial proposé sur l'art. XXVIII, p. 973. — Le rapporteur de la commission en développe les motifs, p. 974 à 989. — Ils sont combattus par le ministre de la guerre, p. 990 à 1004. — L'amendement est écarté, p. 1005.

B.

BAC (droits de) — Itérativement réclamés par le chevalier de la Boëssière. (P. V.) p. 198. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.* — Nouvelles pétitions du même, p. 1012. — Elles sont pareillement écartées, *ibid.*

BANQUE DE FRANCE (projet de loi concernant la banque de France). — présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 1196. — Exposé des motifs,

p. 1196 à 1210. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1210. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1214. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Garnier, p. 1266 à 1311. — Discussion en assemblée générale (séance du 18 avril, où sont entendus MM. le marquis de Marbois, et le commissaire du Roi, comte Bégouen) p. 1372 à 1405. — (Séance du 20, où MM. le duc de La Rochefoucauld, le comte Lanjuinais, le duc de La Vauguyon, le duc de Lévis, et le commissaire du Roi, chevalier Cuvier), p. 1407 à 1435. Délibération des articles du projet, p. 1437. — Il est modifié par divers amendements, p. 1444, 1472, 1477. — Adopté moyennant ces modifications, p. 1480.

Barante (M. le baron de) conseiller d'État, directeur-général des contributions indirectes — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, les ministres de S. M. chargés de présenter à la Chambre la loi des finances. (P. V.) p. 1661.

Barbier Dufay (le sieur). — Accusé, par la dame veuve de Saint-Morys, d'homicide volontaire sur la personne de son mari (P. V. U.) p. 2. — La Chambre, attendu la complicité imputée à l'un de ses membres, prend connoissance de l'affaire, p. 6 à 50. — Elle déclare qu'il n'y a lieu à suivre contre le Pair inculpé, et renvoie, à l'égard des autres prévenus, par-devant les juges qui doivent en connoître, p. 63.

Becquey (M. le conseiller d'État), directeur-général des ponts et chaussées et des mines. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi relatif à l'achèvement du pont de Bordeaux. (P. V.)

p. 1068. — Le même ministre, chargé de présenter les trois projets de loi relatifs aux travaux du port du Havre, au canal de la Sensée, et à l'établissement d'un pont sur la Dordogne, p. 1682. — Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi relatif à l'achèvement du canal de l'Ourcq, p. 1747. — Défend ce dernier projet, lors de sa discussion, p. 1996 à 1998.

Begouen (M. le conseiller d'État, comte). — Accompagne en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur la banque de France (P. V.) p. 1196. — Défend ce projet lors de sa discussion en assemblée générale, p. 1381 à 1405. — Lors de la délibération des articles, p. 1447.

Bellart (M.), conseiller d'État, procureur général de Sa Majesté en la Cour royale de Paris. — Ordonnance du Roi qui le charge de remplir les fonctions du ministère public près de la Chambre des Pairs, constituée en Cour de justice pour l'affaire Saint-Morys (P. V.) p. 224. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur l'achèvement du canal de l'Ourcq, p. 1747. — Fait son rapport à la Chambre sur l'affaire Saint-Morys (P. V. U.) p. 6. — Premier réquisitoire, sur les plaintes de la dame veuve de Saint-Morys et de la dame veuve de Gaudechard, sa fille, p. 8 à 44. — Second réquisitoire, sur une requête des mêmes dames, tendante à obtenir délai pour produire de nouvelles charges, p. 44 à 48. — Le procureur général se retire, après avoir déposé sur le bureau ces réquisitoires et toutes les pièces de l'instruction, p. 48. — Discus-

sion sur les réquisitoires et sur la plainte, p. 54 à 60. — Les conclusions du procureur général sont adoptées, p. 60.

Bellune (M. le maréchal, duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 700 à 704. — (I. D.) n° 59. — Motive un amendement qu'il propose au titre IV de cette loi. (P. V.) p. 926. (Voyez *Réserve territoriale.*)

Bibliothèque (Ouvrages nominativement renvoyés par la Chambre à sa bibliothèque). — *Théorie des révolutions*, par M. le comte Ferrand, Pair de France. (P. V.) p. 17. — *Traité sur la répression de la licence dans les écrits, les emblèmes et les paroles*, par L. Hubert, — *De la justice et de la police*, par M. Aignan, de l'Institut. — *Louis XVI, et ses défenseurs*, par le chevalier de Fouläines, p. 24. — *Histoire critique de l'inquisition d'Espagne*, par D. Jean-Antoine LLorente, p. 31. — *Des Celtes, antérieurement aux temps historiques*, par M. le Deist de Botidoux, messager d'État près de la Chambre des Pairs, p. 47. — *Lettres de Cicéron à Brutus et de Brutus à Cicéron*, par le même. — *De l'organisation de la force armée en France*, par H. de Carion-Nisas. — *Essais historiques et critiques sur l'organisation des armées*, par le chevalier Bail. — *Caractère et vertus de Henri IV*, par Hyacinthe Foissey. — *Le Spectateur français, sous le gouvernement légitime*, par M. Delacroix. — *Annales historiques des sessions du corps législatif* (sessions de 1814, 1815 et 1816), par Gauthier, du Var. — *Exposition de la doctrine de l'église gallicane par rapport aux prétentions de la cour de Rome*, par Clavier. — *Collection générale des lois depuis* 1789 *jusqu'au* 1er *avril* 1814,

par Rondonneau. — *Table chronologique et alphabétique du Moniteur, pour l'année* 1816, p. 48. — *Des finances de la France, à partir de* 1818, par Armand Séguin, p. 309. — (A compter du 4 avril 1818, les ouvrages offerts à la Chambre lui ont été *présentés en séance et renvoyés à sa bibliothèque sans aucune mention au procès verbal.*) Voyez *hommages faits à la Chambre.*

Boisgelin (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 320 à 324. (I. D.) n° 33. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 606 à 609. — (I. D.) n° 51.

Boissons (impôt sur les). — Réclamations adressées à la Chambre contre le mode de perception de cet impôt. (P. V.) p. 201, 477, 1058, 1315, 1316, 1318. — Rapport fait à la Chambre sur ces réclamations, par la commission du budget, p. 1951.

Boissons (droit de circulation perçu aux entrées de Paris). — Pétition du commerce des vins, tendante à la suppression de ce droit. (P. V.) p. 1953. — La commission du budget observe qu'il y est pourvu par la loi de finances, *ibid.*

Boissy d'Anglas (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) 298 à 302. — (I. D.) n° 28. — Sur l'article III du projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1449 à 1451. — Vote le rejet de la loi relative à divers changements de circonscription, p. 1777. — Se plaint, dans la discussion de la loi de finances, qu'il ne soit accordé aucune indemnité aux députés des départements, p. 1971.

Bory de Saint Vincent (le sieur). — Pétition adressée à la Chambre par cet exilé. (P. V.) p. 59. — Seconde pétition du même, p. 199. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

Brigode (M. le comte de). — Son opinion sur la résolution de l'autre Chambre, relative à l'admission des députés (P. V.) p. 493 à 495. — (I. D.) n° 41.

Brissac (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 142 à 144. — (I. D.) n° 16. — Sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 354 à 357. — (I. D.) n° 36. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 697 à 700. — (I. D.) n° 58.

Broglie (M. le duc de). — Désigné pour membre du bureau provisoire. (P. V.) p. 12 — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux (P. V.) p. 156 à 158 — (I. D.) n° 18. — Sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps (P. V.) p. 1508 à 1515 — (I. D.) n° 116.

Bulletins déclarés nuls. — Pour être écrits sur papier libre. (P. V.) p. 21. — Faute de désignation individuelle, en matière d'élection, *ibid.*

Bureau de la Chambre. — Sa formation provisoire. (P. V.) p. 11. — Définitive, p. 18, 19 et 20. — Elle est portée à la connoissance du Roi, p. 24.

Bureau provisoire. — Les quatre plus jeunes Pairs présents sont désignés pour le former. (P. V.) p. 11. — Noms de ces Pairs, p. 11 et 12.

Bureaux (formation et renouvellement des). — Première formation, le 11 novembre 1817. (P. V.) p. 29. — Premier renouvellement, le 9 décembre, p. 63. — Second renouvellement, le 15 janvier 1818, p. 261. — Troisième

renouvellement, le 24 février, p. 586. — Quatrième renouvellement, le 21 mars, p. 1060. — Cinquième renouvellement, le 2 mai, p. 1679.

Bureaux (organisation des). — Lors de la première formation. (I. D.) n° 3. — Lors du premier renouvellement, n° 7. — Lors du second, n°. 24. — Lors du troisième, n° 46. — Lors du quatrième, n° 89. — Lors du cinquième, n° 126.

C.

Caisse d'amortissement (commission de surveillance de la). — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte de Villemanzy, Pair de France, son président. (P. V.) p. 84. — La Chambre en ordonne l'impression, *ibid.* — Texte du rapport imprimé. (I. D.) n° 9. — Un membre propose de mentionner honorablement ce rapport, et de le renvoyer à la future commission du budget. (P. V.) p. 84, 85. — Le renvoi est seul adopté, p. 87. — Rapport fait, au nom de la commission du budget, par M. le marquis de Marbois, p. 1944 à 1949. — Observations d'un Pair (M. le comte de Villemanzy) sur ce rapport, p. 1964, 1965. — (I. D.) n° 139. — Réplique de M. le marquis de Marbois, p. 1965.

Caisse des dépôts et consignations. — Observations de la commission du budget sur l'administration attribuée à cette caisse, relativement aux fonds de retraite. (P. V.) p. 1945 à 1949 — Réponse à ces observations par M. le comte de Villemanzy, p. 1964, 1965. — Réplique du rapporteur de la commission, p. 1965.

Caisse hypothécaire. — Pétition adressée à la Chambre

en faveur de cette caisse. (P. V.) p. 483. — Rapport du comité des pétitions, p. 484. — Discussion à ce sujet, p. 484 à 486. — La pétition est renvoyée au ministre des finances, p. 486.

Camp d'Alexandrie (vétérans français du). — Pétition adressée par eux à la Chambre. (P. V.) p. 61. — Renseignements donnés à ce sujet par le ministre des affaires étrangères, p. 62. — La pétition est renvoyée aux ministres réunis des affaires étrangères et de la guerre, p. 63.

Canal de la Sensée (projet de loi relatif à la concession du). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1682. — Exposé des motifs, p. 1684. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1688. — Une commission est chargée d'examiner ce projet, ainsi que ceux relatifs aux travaux du port du Havre et à l'établissement d'un pont sur la Dordogne, p. 1706. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Saint-Aignan, p. 1710 à 1729. — Texte du projet, p. 1733. — Il est adopté sans réclamation, p. 1735.

Canal de l'Ourcq (projet de loi relatif à un emprunt de 7 millions pour l'achèvement du canal de l'Ourcq). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1748. — Exposé des motifs, p. 1748 à 1759. Impression et renvoi aux bureaux, p. 1763. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1813. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le vicomte de Lamoignon, p. 1985 à 1994. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus MM. le marquis de Clermont-Tonnerre, le conseiller d'État directeur général des ponts et chaussées, et le marquis de Grave), p. 1994 à 2000. — Adoption pure et simple

du projet, p. 2000. — Texte du projet adopté, p. 2001 à 2003.

Canclaux (M. le comte de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte d'Aboville. (P. V.) p. 25. — Décède lui-même le 28 décembre 1817, p. 210. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le comte du Muy, p. 210 à 213. — (I. D.) n° 22.

Capelle (M. le conseiller d'État, baron). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi relatif à divers changements de circonscription. (P. V.) p. 1682. — Défend ce projet, lors de la délibération des articles, p. 1788, 1792.

Castellane (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 130 à 134. — (I. D.) n° 14. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 755 à 758. — (I. D.) n° 68.

Cauchy (le chevalier), secrétaire archiviste de la Chambre des Pairs. — Est nommé pour remplir les fonctions de greffier auprès de cette Chambre, constituée en cour de justice. (P. V.) p. 225.

Cezan (le sieur Gaspard), de Marseille. — Pétition adressée à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 1739. — Le comité propose de la renvoyer avec intérêt au président du conseil des ministres, p. 1741. — Discussion à ce sujet, p. 1742, 1743. — La Chambre ordonne le renvoi pur et simple, p. 1743.

Chambre des Députés. (Voyez *Messages de l'autre Chambre.*)

Chambre des Pairs constituée en cour de justice. — Ordonnance du Roi qui pourvoit à l'exercice des fonc-

tions du ministère public et des fonctions de greffier près de la Chambre ainsi constituée. (P. V.) p. 224. (Voyez *Affaire Saint-Morys.*)

Chambre des Pairs (état actuel de la). — Au 26 mars 1817, jour où fut close la session de 1816, le nombre des Pairs se trouvoit réduit à 209. Depuis cette époque jusqu'au 16 Mai 1818, terme de la dernière session, la Chambre a perdu six nouveaux membres, savoir :

Le 30 mars 1817, M. le duc de Laval-Montmorency.
Le 22 juin, M. le comte de Choiseul-Gouffier.
Le 21 septembre, M. le duc de Polignac.
Le 1er novembre, M. le comte d'Aboville.
Le 28 décembre, M. le comte de Canclaux.
Le 3 février 1818, M. le comte de Montorient.

Mais deux de ces membres (M. le duc de Polignac et M. le comte d'Aboville) ont été remplacés par leurs fils; deux nouveaux Pairs créés par le Roi (M. le duc de Massa et M. le vicomte Dubouchage) ont pris séance à la Chambre; enfin, un Pair exclus par l'ordonnance du Roi du 24 juillet 1815 (M. le comte de Croix) a été rappelé; total, cinq Pairs admis au lieu de six décédés. La Chambre, en terminant la session de 1818, se trouve donc composée de 208 membres, non compris M. le président.

Chancelier de France, président de la Chambre des Pairs. — Sa place dans la séance royale du 5 novembre 1817. (P. V.) p. 2. — Déclare au nom du Roi que la session est ouverte, p. 8. — Préside les séances de la Chambre, p. 11 et *passim*. — Rend compte à la Chambre de l'accueil fait par le Roi à la grande dépu-

tation chargée de complimenter S. M. à l'occasion du nouvel an, p. 209. — Fait une première communication à la Chambre relativement à l'affaire Saint-Morys, p. 221. — Une seconde communication, p. 473. Rend compte de l'accueil fait à la grande députation chargée de complimenter le Roi à l'occasion du 3 mai, p. 1690. — Donne lecture à la Chambre de la proclamation du Roi qui déclare terminée la session de 1817, p. 2005. — Retrace à la Chambre, formée en cour de justice, dans l'affaire Saint-Morys, les faits qui ont rendu nécessaire cette formation. (P. V. U.) p. 1. — Fait introduire le procureur général commissaire du Roi, p. 6. — Annonce que plusieurs Pairs, parents ou alliés du prévenu, demandent à se déporter du jugement, p. 50. — Donne des renseignements sur l'usage observé à cet égard dans les tribunaux, *ibid.* — Fait donner lecture des pièces du procès, p. 54. — Prend les voix pour le jugement, p. 60. — Prononce l'arrêt de la Chambre, *ibidem.*

Chateaubriand (M. le vicomte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 271 à 279. — (I. D.) n° 27. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 714 à 720. (I. D.) n° 61. — Propose de supprimer toute discussion sur le projet de loi de finances. (P. V.) p. 1969.

Choiseul (M. le duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Choiseul-Gouffier. (P. V.) p. 26. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 477. — Un second rapport, au nom du même comité, p. 544. — Un troisième rapport, p. 580. — Un quatrième, p. 1691. — Un cinquième, p. 1738. — Fait, au nom d'une commission

spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à divers changements de circonscription, p. 1763 — Un nouveau rapport, au nom du comité des pétitions, p. 1802. — Un autre rapport, au nom du même comité, p. 1983.

Choiseul-Gouffier (M. le comte de). — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le duc de Choiseul. (P. V.) p. 26.

Cholet (M. le comte). — Son opinion sur l'article XXIV du projet de loi relatif au recrutement. (P. V.) p. 946 à 948. (Voyez *Réserve territoriale.*)

Circonscription (projet de loi relatif à divers changements de). Voyez *Arrondissements de sous-préfectures.*

Clermont-Tonnerre (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 724 à 727. — (I. D.) n° 62. — Développe les motifs d'un amendement proposé à l'article Ier de ce projet. (P. V.) p. 863 à 865. (Voyez *Garde royale*). — Son opinion sur le projet de loi relatif au canal de l'Ourcq, p. 1994 à 1996. — (I. D.) n° 142.

Collége électoral (bureau du). — Proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége. (P. V.) p. 453. — La Chambre décide qu'il y a lieu de s'occuper de cette proposition, p. 454. Elle est développée par son auteur (M. le comte de Saint-Roman), p. 522. — Discussion pour savoir si elle sera prise en considération, p. 526. — La Chambre se décide pour l'affirmative, p. 527. — Renvoi aux bureaux, p. 528. — Nomination d'une commission spéciale de trois membres, p. 1024. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Maleville, p. 1047

à 1055. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus MM. le comte de Saint-Roman, auteur de la proposition, le marquis de Garnier, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Lanjuinais, le marquis de Marbois et le comte de Castellane), p. 1103 à 1109. — La proposition est rejetée, p. 1110.

Colonne de Boulogne-sur-Mer. — Pétition relative à l'achèvement de cette colonne. (P. V.) p. 487. — Elle est renvoyée au ministre de l'intérieur, *ibid.*

Colons de Saint-Domingue. — Pétition tendante à obtenir une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue. (P. V.) p. 479.

Colons de Saint-Domingue (projet de loi relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux). — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de la marine. (P. V.) p. 1065. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1067. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus MM. le marquis de Marbois, le ministre de la marine et le comte Lanjuinais), p. 1095 à 1099. — Adoption provisoire du projet, p. 1099. — Adoption définitive, p. 1100. — Texte du projet adopté, p. 1100, 1101.

Colons de Saint-Domingue. — Résolution de l'autre Chambre, relative à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue. (P. V.) p. 1093. — Le vœu de cette résolution se trouvant rempli par la présentation d'une loi sur le même objet, il n'y est donné aucune suite, p. 1094.

Comité des pétitions (formation et renouvellement du). — Première formation, le 11 novembre 1817. (I. D.) n° 3. — Premier renouvellement, le 9 décembre, n° 7.

— Second renouvellement, le 15 janvier 1818, n° 24. — Troisième renouvellement, le 24 février, n° 46. — Quatrième renouvellement, le 21 mars, n° 89. — Cinquième renouvellement, le 2 mai, n° 126.

Comité des pétitions (rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Par M. le duc de La Force. (P. V.) p. 58. — Par M. le duc de Saint-Aignan, p. 198. — Par le même, p. 213. — Par M. le duc de Choiseul, p. 477. — Par M. le duc de Saint-Aignan. — Par M. le duc de Choiseul, p. 544. — Par le même, p. 580. — Par M. le duc de Doudeauville, p. 721. — Par le même, p. 1009, 1055. — Par M. le vicomte de Montmorency, p. 1133. — Par le même, p. 1311, 1501. — Par M. le duc de Choiseul, p. 1691. — Par le même, p. 1738, 1802, 1983.

Commission des artisans du Midi. — Pétition séditieuse adressée à la Chambre sous le nom de cette commission. (P. V.) p. 582.

Commission du budget. — Renvois divers faits par la Chambre à cette commission. (P. V.) p. 87, 201, 204, 477, 483, 583, 1015, 1017, 1057, 1316, 1318, 1677, 1802. — Rapport fait à la Chambre par M. le marquis de Marbois sur les renvois dont il s'agit, p. 1944 à 1961.

Commission spéciale chargée de l'examen d'une loi. — Est regardée comme subsistante jusqu'après le résumé qui suit ordinairement la clôture de la discussion. (P. V.) p. 581.

Commissions de trois membres désignées par le sort. — Pour la vérification des titres d'hérédité produits par M. le duc de Polignac. (P. V.) p. 32. — Des titres du

même genre produits par M. le comte d'Aboville, p. 77. — Des lettres de nomination de M. le comte Decazes, p. 476.

Commissions spéciales nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'une adresse au Roi (P. V.) p. 21. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux journaux, p. 82. — Du projet de loi relatif à la liberté de la presse, p 219. — De la résolution de l'autre Chambre, relative à l'admission des députés, p. 450. — Du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 546. — De la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés, p. 1020. — De la proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége, p. 1024. — Du projet de loi relatif à l'achèvement du pont de Bordeaux, p. 1102. — Du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1211. — Du projet de loi relatif à la banque de France, p. 1214. — Du projet de loi relatif aux douanes, p. 1215. — Du projet de loi sur les finances, p. 1677. — Des trois projets relatifs au port du Havre, au canal de la Sensée et au pont sur la Dordogne, p. 1706. — Du projet relatif à divers changements dans la circonscription de onze arrondissements de sous-préfectures, p. 1707. — Du projet de loi relatif au canal de l'Ourcq, p. 1813.

Communications faites a la Chambre. — Par le ministre des affaires étrangères, relativement à la liquidation des dettes contractées par la France hors de son territoire actuel. (P. V.) p. 1517. — Par M. le Chancelier, relativement à l'affaire Saint-Morys, p. 221, 473.

Compétence ministérielle. — Comment se détermine

en matière administrative contentieuse. (P. V.) p. 1696.

Condé (M. le prince de). — Discours prononcé par M. le comte de Damas, à l'occasion du décès de ce prince. (P. V.) p. 1967. — (M. le baron de La Rochefoucauld a fait aussi distribuer à la Chambre un discours, qu'il se proposoit de prononcer, s'il n'eût été prévenu par M. le comte de Damas.)

Congé absolu (soldats mariés ou porteurs de). — Amendement tendant à les exempter du service de la réserve territoriale. (P. V.) p. 936. — Développement des motifs de cet amendement par le rapporteur de la commission, p. 937 à 946. — Défense du projet par M. le comte Cholet, p. 946 à 948. — Par le ministre de l'intérieur, p. 949, 950. — L'amendement est rejeté, p. 952.

Contingent collectif, fourni de gré à gré par les cantons. — Amendement tendant à substituer ce mode de recrutement à celui du tirage forcé. (P. V.) p. 875. — Il est écarté par la question préalable, p. 876.

Contrainte par corps (projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice. (P. V.) p. 1156. — Exposé de motifs, p. 1156 à 1166. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1166. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1211 — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Abrial, p. 1334 à 1372. — Discussion du projet en assemblée générale (séance du 23 avril, où sont entendus MM. le marquis de Pastoret, le marquis de Maleville, le comte Lemercier et le comte Desèze), p. 1481 à 1500. — (Séance du 25, où MM. le duc de Broglie, le

marquis d'Aguesseau et le comte Lanjuinais), p. 1507 à 1517, 1519 à 1527. — (Séance du 27, où MM. le marquis de Lally-Tolendal, le commissaire du Roi, sous-secrétaire d'État de la justice et le comte de Saint-Roman), p. 1531 à 1555. — (Séance du 28, où le rapporteur de la commission et M. le Garde des sceaux), p. 1557 à 1601. — Délibération des articles du projet, p. 1602. — Il est modifié par divers amendements, p. 1617, 1634, 1636, 1637, 1642. — Adopté moyennant ces modifications, p. 1644.

Contrainte par corps (réclamations contre le projet de loi relatif à la contrainte par corps). Voyez *Sainte-Pélagie*.

Contributions directes de 1818 (projet de loi qui autorise le recouvrement provisoire des six premiers douzièmes de ces contributions sur les rôles de 1817). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 90. — La Chambre se forme de suite en bureaux pour l'examen de ce projet, p. 91. — Il est discuté en assemblée générale, p. 92 et 93. — Adopté provisoirement article par article, p. 93. — Définitivement au scrutin, *ibid.* — Texte du projet, p. 94 et 95.

Cornet (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 136 à 138. — (I. D.) n° 15. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 759 à 763. — (I. D.) n° 69. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux douanes. (P. V.) p. 1220 à 1245.

Corvetto (M. le comte de), ministre secrétaire d'État des finances. (Voyez *Ministre des finances*.)

Cour de justice. — La Chambre se forme en Cour de justice pour prendre connoissance de l'affaire Saint-Morys. (P. V.) p. 474. — (Voyez *Saint-Morys.*)

Crillon (M. le duc de). — Son opinion sur la résolution de l'autre Chambre relative à l'admission des députés. (P. V.) p. 489 à 491. — (I. D.) n° 39.

Curial (M. le comte). — Son opinion sur le titre IV du projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 922 à 924. — (I. D.) n° 78. (Voyez *Réserve territoriale.*)

Cuvier (M. le conseiller d'État, chevalier). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur l'admission des députés. (P. V.) p. 1025. — Le ministre des finances, chargé de présenter un projet de loi sur la banque de France, p. 1196. — Défend ce projet, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 1430 à 1434. — Lors de la délibération des articles, p. 1445, 1455, 1467, 1470.

D.

D'Aguesseau (M. le marquis). — Son opinion sur la résolution de l'autre Chambre, relative à l'admission des députés. (P. V.) p. 491 à 493. — (I. D.) n° 40. — Sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps. (P. V.) p. 1515 à 1517. — (I. D.) n° 117.

Dalberg (M. le duc de). — Prend séance à la Chambre, après avoir prêté serment. (P. V.) p. 50.

Damas (M. le comte de). — Discours prononcé par ce Pair, à l'occasion du décès de M. le prince de Condé.

(P. V.) p. 1967. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 1968.

Dambray (M. le vicomte). — Désigné pour membre du bureau provisoire. (P. V.) p. 12.

Decazes (M. le comte). — Nommé Pair de France, adresse à la Chambre ses lettres de nomination. (P. V.) p. 475. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 476. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de La Rochefoucauld, p. 488. — La Chambre fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 489. — Il est admis à prendre séance, p. 507.

Decazes (M. le comte), Pair de France, ministre secrétaire d'État de la police générale. (Voyez *Ministre de la police générale.*)

Déchéance. — (Opposée à la demande en remboursement de sommes fournies dans l'emprunt des 100 millions). — Pétition du sieur Arson, de Lodève, à cet égard. (P. V.) p. 1960. — Elle est renvoyée au Ministre des finances, *ibid.* — (Opposée aux propriétaires de la ville de Besançon, dont les maisons ont été démolies pour la défense de la place en 1814). — Pétition du sieur Bizet, au nom de ces propriétaires, p. 1960. — Renseignements donnés sur cette pétition par la commission du budget, p. 1961.

De Croix (M. le comte). — Ordonnance du Roi qui révoque, à son égard, les dispositions de l'ordonnance du 24 juillet 1815. (P. V.) p. 13. — Il reprend sa place dans la Chambre des Pairs après avoir prêté le serment prescrit à ses membres, p. 14.

Depere (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux douanes. (P. V.) p. 1324 à 1326. — Sur

plusieurs articles du projet de loi relatif à la banque de France, p. 1457, 1462.

Déport (affaire Saint-Morys). — La Chambre autorise le déport de plusieurs Pairs, parents ou alliés de M. le duc de Gramont. (P. V. U.) p. 51.

Députations. — De 12 Pairs et de 25 Députés, chargés de recevoir le Roi, lors de l'ouverture de la session. (P. V.) p. 2. — Grande députation, chargée de présenter au Roi l'adresse de la Chambre, p. 44. — De complimenter S. M. à l'occasion du nouvel an, p. 177. — D'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu Roi Louis XVI, p. 264. — De complimenter le Roi à l'occasion du 3 mai, p. 1677, 1678.

Désertion. — (Les peines établies contre la désertion sont-elles applicables aux jeunes gens qui n'auront point obéi à la loi du recrutement?)—Eclaircissements demandés à ce sujet. (P. V.) p. 955, 956. — Réponse du commissaire du Roi, chevalier Allent, p. 956. — Du ministre de la police générale, p. 957.—La Chambre rejette un amendement proposé à cet égard, p. 959.

Desèze (M. le comte). — Son opinion sur la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés. (P. V.) p. 1072 à 1076.— (I. D.) n° 92. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à un emprunt de 2 millions pour l'achèvement du pont de Bordeaux. (P. V.) p. 1114 à 1130. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1495 à 1500. — (I. D.) n° 115. — Sur le projet de loi relatif aux échangistes. (P. V.) p. 1805 à 1810. — (I. D.) n° 136.

Dessolle (M. le marquis). — Élu secrétaire pour la session de 1817. (P. V.) p. 20. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse, p. 317 à 320. — (I. D.) n° 32. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 590 à 595. — (I. D.) n° 47. — Sur le titre VI de ce projet. (P. V.) p. 966 à 968. — (I. D.) n° 83. (Voyez *Avancement.*) — Sur l'art. V du projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1458 à 1460.

Détention de trois années. — Amendement tendant à retrancher de la loi sur la contrainte par corps la disposition qui ne permet au débiteur emprisonné d'obtenir son élargissement, en payant le tiers de la dette, qu'après trois années consécutives de détention (P. V.) p. 1635. — Cet amendement est adopté, p. 1636.

Dettes de la France hors de son territoire. — Communication faite à la Chambre par le ministre des affaires étrangères relativement à la liquidation de ces dettes. (P. V.) p. 1517.

Développements imprimés. — D'une proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége. (I. D.) n° 43. — Des motifs d'un amendement proposé sur l'article XXIV de la loi du recrutement, n° 79 *bis.* — D'un amendement proposé sur l'article XXVIII, n°. 84. — D'une proposition tendante à établir un mode de rejeter ou d'accueillir les hommages faits à la Chambre, n° 97. D'une proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, n° 104. — Addition à ces développements, n° 123.

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours. (P. V.) p. 3. — Une copie en est

remise sur le bureau par M. le Chancelier, p. 12.
Discours imprimés. — De M. le comte de Canclaux, à l'occasion du décès de M. le comte d'Aboville. (I. D.) n° 1. — De M. le duc de Choiseul, à l'occasion du décès de M. le comte de Choiseul-Goufïer, n° 2. — De M. le vicomte de Montmorency, à l'occasion du décès de M. le duc de Laval-Montmorency, n° 4. — De M. le duc de La Rochefoucauld, à l'occasion du décès de M. le comte de Vaudreuil, n° 5. — De M. le duc de Gramont, à l'occasion du décès de M. le duc de Polignac, n° 6. — Du Pair de France, ministre de la marine, pour la défense du projet de loi relatif aux journaux, n° 17. — De M. le comte du Muy, à l'occasion du décès de M. le comte de Canclaux, n° 22. — Du ministre de la police générale, en faveur du projet de loi sur la liberté de la presse, n° 27 *bis*. — De M. le Garde des Sceaux en faveur du même projet, n° 34. — Du commissaire du Roi, comte Siméon, n° 37. — De M. le comte de Richebourg, à l'occasion du décès de M. le comte de Montorient, n° 44. — Du ministre de la marine, pour la défense du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, n° 52. — Du commissaire du Roi, comte Siméon, pour la défense du même projet, n° 55. — Du sous-secrétaire d'État de la guerre, n° 57. — De M. le Garde des Sceaux, n° 72. — Du ministre des affaires étrangères, n° 74. — Du ministre de la guerre, en réponse aux objections faites contre le projet, n° 76. — Du même, pour la défense particulière du titre VI, n° 85. — De M. le comte de Saint-Roman, en réponse aux objections faites contre sa proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bu-

reau de ce collége, n° 94. — De M. le comte Lanjuinais, à l'occasion du projet de loi relatif à la traite des noirs n° 101. — Du commissaire du Roi, comte Bégouen, pour la défense du projet de loi relatif à la banque de France, n° 110. — De M. le comte de Damas, à l'occasion du décès de M. le prince de Condé, n° 140.

Domaine extraordinaire (dotations sur le). — Pétition des titulaires de ces dotations. (P. V.) p. 482. — Elle est renvoyée à la commission du budget, p. 483. — Rapport fait à la Chambre par cette commission, p. 1955.

Donataires de Bayreuth (société des). — Pétition adressée à la Chambre par les syndics de cette société. (P. V.) p. 583.

Douanes (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, président du conseil des ministres. (P. V.) p. 1168. — Exposé des motifs, p. 1168 à 1177. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1178. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1215. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Cornet, p. 1220 à 1245. — Discussion du projet en assemblée générale (où sont entendus MM. le duc de La Rochefoucauld, le comte Lanjuinais et le comte Depere), p. 1319 à 1326. — Incident relatif au transit de l'Alsace, p. 1326 à 1329. — Délibération du projet par la mise aux voix de chaque titre, p. 1329, 1330. — Scrutin sur l'ensemble de la loi, p. 1331. — Elle est adoptée, *ibid.*

Douanes (réclamations contre le projet de loi relatif aux). — Voyez *Machines à vapeur.* — *Fonderie de Romilly.*

Doudeauville (M. le duc de). — Son opinion sur le pro-

jet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 127 à 130. — (I. D.) n° 13. — Sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 302 à 306. — (I. D.) n° 29. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur la résolution relative à l'admission des Députés. (P. V.) p. 454. — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 600 à 603. — (I. D.) n° 49. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 721. — Un second rapport au nom du même comité, p. 1009. — Un troisième rapport, p. 1055. — Développe sa proposition tendante à établir un mode de rejeter ou d'accueillir les hommages faits à la Chambre, p. 1136. — Répond aux objections faites contre cette proposition, p. 1186.

Douhault (la prétendue marquise de). — Pétition adressée par elle à la Chambre. (P. V.) p. 215. — Avis du comité des pétitions, *ibid.* — La demande est rejetée, p. 217.

Dubouchage (M. le vicomte). — Ordonnance du Roi qui le nomme Pair de France. (P. V.) p. 16. — Il prête serment en cette qualité, p. 17.

Duels (lois sur les). — sont abrogées par la loi du 6 octobre 1791. (P. V. U.) p. 35.

Du Muy (M. le comte). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Canclaux. (P. V.) p. 210 à 213. — (I. D.) n° 22.

Duras (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre sur les titres d'hérédité produits par M. le comte d'Aboville, p. 77.

Durée de la loi (*Journaux. — Liberté de la presse*). — Amendement tendant à borner au 1er mars 1818 la

durée de la loi sur les journaux (P. V.) p. 172. — Cet amendement est rejeté, p. 175. — Amendement tendant à borner à la session prochaine la durée de la loi sur la liberté de la presse, p. 377. — Discussion à cet égard, p. 378 à 382. — Rejet de l'amendement p. 382.

Durée du service militaire. — Amendement tendant à modifier à cet égard les dispositions de l'article XX du projet de loi sur le recrutement. (P. V.) p. 935. — Cet amendement se trouve implicitement rejeté, p. 936.

E.

Echangistes. (Projet de loi relatif aux échangistes). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances. (P. V.) p. 1759. — Exposé des motifs, p. 1759 à 1763. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1763. — Discussion en assemblée générale (où M. le comte Desèze est seul entendu), p. 1805 à 1810. — Adoption du projet, p. 1811. — Texte du projet adopté, p. 1811, 1812.

Éditeurs (responsabilité des). En matière de liberté de la presse. — Amendement tendant à étendre cette responsabilité à la réimpression d'ouvrages publiés. (P. V.) p. 384, 385. — La proposition n'a pas de suite, p. 385.

Effet rétroactif. — Amendement tendant à prévenir cet effet dans l'article XIII du projet de loi sur la contrainte par corps (P. V.) p. 1639. — Cet amendement est rendu inutile par l'adoption d'un autre plus étendu, p. 1642.

Élargissement de plein droit après cinq années de

détention. — Amendement tendant à introduire cette disposition dans le projet de loi sur la contrainte par corps. (P. V.) p. 1639. — L'auteur de cet amendement en développe les motifs, p. 1640. — Adoption par la Chambre, p. 1642.

Émigrés (créanciers des). — Pétition tendante à obtenir une loi qui réduise équitablement les droits de ces créanciers. (P. V.) p. 214. — Rapport du comité des pétitions à ce sujet, *ibid.* — La Chambre ordonne le dépôt de la pétition au secrétariat, p. 215.

Émigrés. (Projet de loi relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux émigrés). — Présenté à la Chambre par le ministre de la justice. (P. V.) p. 1166. — Exposé des motifs, p. 1167. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1168. — Mise en discussion, p. 1183. — Adoption du projet, p. 1184. — Texte du projet adopté, p. 1184, 1185.

Émigrés. (Résolution de l'autre Chambre tendante au renouvellement du sursis accordé aux émigrés). — Envoyée à la Chambre des Pairs par un message. (P. V.) p. 641. — Impression et renvoi aux bureaux, *ibid.* — Une commission de trois membres est nommée pour l'examen de la résolution, p. 1020. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Abrial, p. 1031 à 1046. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus MM. le comte Desèze, le comte Lanjuinais, le marquis de Marbois, le marquis de Lally-Tolendal et le marquis de Pastoret), p. 1072 à 1090. — Amendement proposé, p. 1090. — Discussion de cet amendement, p. 1091. — Il est adopté ainsi que la résolution, p. 1091, 1092. — (Voyez *Émigrés*, projet de loi, etc.)

Émigrés (sursis accordé aux). — Pétition tendante à obtenir la prorogation de ce sursis. (P. V.) p. 479. — Autre pétition qui s'y oppose, p. 584. — Autre, dont l'objet est de rendre le bienfait du sursis commun au débiteur et au créancier émigrés, p. 1017.

Emprunts. — De 1,950,000 fr. pour les travaux du port du Havre. (Voyez *Port du Havre.*) — De 1,500,000 fr. pour l'établissement d'un pont sur la Dordogne. (Voyez *Pont sur la Dordogne.*) — De 7 millions pour l'achèvement du canal de l'Ourcq. (Voyez *Canal de l'Ourcq.*)

Enfants trouvés. — Amendement tendant à faire déclarer qu'ils sont soldats de droit. (P. V.) p. 883. — Discussion à ce sujet, p. 884, 885. — L'amendement est écarté, p. 886.

Entrée du Roi dans Paris le 3 mai 1814. (Anniversaire de cette entrée). — Une grande députation est chargée de complimenter le Roi à cette occasion. (P. V.) p. 1677, 1678. — Audience donnée par S. M. à la députation de la Chambre, p. 1690.

Excuses de différents Pairs, qui n'ont pu se trouver à l'ouverture de la session. (P. V.) p. 23, 48.

F.

Faure (M. le conseiller d'État, chevalier). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la justice, chargé de présenter à la Chambre deux projets de loi, l'un sur la contrainte par corps, l'autre relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux émigrés. (P. V.) p. 1156.

FELTRE (M. le maréchal duc de). — Élu secrétaire pour la session de 1817. (P. V.) p. 20.

FERRAND (M. le comte). — Fait hommage à la Chambre de son ouvrage ayant pour titre : *Théorie des révolutions.* (P. V.) p. 17.

FILS AÎNÉS. — Amendement tendant à faire insérer dans la loi du recrutement une exception en leur faveur. (P. V.) p. 883. — Discussion à ce sujet, p. 886. — On propose de restreindre l'exception aux fils uniques, p. 887. — Ce sous-amendement est rejeté, p. 888. — Nouvelle discussion sur les fils aînés, p. 890 à 898. — La Chambre rejette l'exception à leur égard, p. 899.

FILS UNIQUES (Voyez *Fils aînés.*)

FINANCES (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre par le président du conseil des ministres. (P. V.) p. 1661. — Exposé des motifs, p. 1662 à 1674. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1676. — Une commission de sept membres est nommée séance tenante pour l'examen de cette loi, p. 1677. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Garnier, p. 1816 à 1943. — Autre rapport fait, au nom de la même commission, par M. le marquis de Marbois, p. 1943 à 1961. — Discussion du projet en assemblée générale (où sont entendus MM. le vicomte de Châteaubriand, le comte de Boissy-d'Anglas, le marquis de Lally-Tolendal, le ministre des finances et le comte Lanjuinais, p. 1969 à 1977. — Délibération des divers titres du projet, p. 1977 à 1980. — Il est adopté, p. 1981.

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 734 à 743. — (I. D.) n° 64.

Fontanes (M. le marquis de).—Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse, en réponse au discours du Roi. (P. V.) p. 36.

Formes de procéder (affaire Saint-Morys). — Le défaut d'une loi précise qui détermine ces formes pour la Chambre des Pairs, ne peut arrêter l'effet de sa juridiction. (P. V. U.) p. 3. — Comment elle peut suppléer à cette loi, p. 4.

G.

Garde des archives de la Chambre. — Dresse procès-verbal, en ce qui la concerne, des séances royales où elle est appelée. (P. V.) p. 9 et 12.

Garde des sceaux (M. le). — Voyez *Ministre de la justice.*

Garde nationale Parisienne. — Offre faite, en son nom, par M. le maréchal duc de Reggio, de fournir un poste d'honneur près de la Chambre durant la tenue de ses séances. (P. V.) p. 17. — Cette offre est acceptée, *ibid.*

Garde royale (recrutement de la). — Amendements proposés à ce sujet, dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 859. — Discussion du premier amendement, p. 860 à 862. — Il est rejeté, p. 862. — Discussion du second, p. 863 à 870. — Il est pareillement rejeté, p. 870.

Garnier (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 265 à 271. — (I. D.) n° 26. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif

à la banque de France. (P. V.) p. 1266. — Un rapport sur le projet de loi de finances, p. 1816.

GAUDECHARD (la dame veuve de). — Intervient dans la plainte rendue par la dame veuve de Saint-Morys, sa mère. (P. V. U.) p. 25. — Présente avec elle à la Chambre une requête tendante à obtenir délai pour produire de nouvelles charges, p. 45.

GOUVION (M. le comte de). — Son opinion sur le titre IV du projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 920 à 921. — (I. D.) n° 77 *bis*. (Voyez *Réserve territoriale*). — Sur l'article VI du projet de loi relatif à divers changements de circonscription. (P. V.) p. 1777 à 1781. — (I. D.) n° 134.

GRAMONT (M. le duc de) — Discours prononcé par ce Pair, à l'occasion du décès de M. le duc de Polignac. (P. V.) p. 55. — (I. D.) n° 6. — Accusé par la dame veuve de Saint-Morys de complicité d'homicide volontaire sur la personne de son mari. (P. V. U.) p. 2. — Faits allégués dans la plainte, relativement à M. le duc de Gramont, p. 28 à 30. — Examen de ces faits par le procureur général, commissaire du Roi, p. 30 à 35. — Examen du point de droit, p. 35 à 43. — Le commissaire du Roi est d'avis qu'il n'y a lieu à suivre, p. 43. — La Chambre adopte ces conclusions, p. 60.

GRAVE (M. le marquis de) — Ses observations sur le projet de loi relatif au canal de l'Ourcq. (P. V.) p. 1999. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 2000. — Texte des observations imprimées. (I. D.) n° 143.

GREFFIER près de la Chambre des Pairs constituée en cour de justice. — (Voyez *Cauchy*.)

H.

Herbouville (M. le marquis d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 763 à 769. — (I. D.) n° 70.

Hérédité de la Pairie (justification du droit d'hérédité). — Par M. le duc de Polignac. (P. V.) p. 32. — Par M. le comte d'Aboville, p. 76.

Hommages faits a la Chambre. — Proposition tendante à établir un mode de rejeter ou d'accueillir ces hommages. (P. V.) p. 1064. — La Chambre décide qu'il y a lieu de s'en occuper, p. 1065. — Développement de la proposition par son auteur (M. le duc de Doudeauville) p. 1136 à 1147. — Discussion sur la prise en considération (où sont entendus MM. le marquis de Marbois, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte de Cornet, le marquis de Garnier, le duc de La Rochefoucauld et le vicomte de Montmorency) p. 1147 à 1153. — La Chambre adopte l'affirmative, p. 1153. — Renvoi de la proposition aux bureaux, p. 1154. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus l'auteur de la proposition, MM. le baron de Monville, le marquis de Garnier, le duc de La Rochefoucauld, les comtes Lanjuinais, Lemercier, Cholet, et le duc de Fitz-James), p. 1186 à 1191. — Disposition réglementaire proposée à la Chambre par suite de cette discussion, p. 1191. — Cette disposition est adoptée, p. 1192.

Huiles (droit sur les). — Pétition adressée à la Chambre contre le mode de perception de ce droit. (P. V.) p. 478.

I.

Impressions diverses (session de 1817). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session se composent de 143 numéros, dont 4 (les numéros 27, 76, 77 et 79) sont répétés, ce qui donne au total 147 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi.	18
Résolutions.	2
Rapports.	18
Résumé.	1
Opinions.	69
Discours.	22
Observations.	2
Réplique.	1
Tableau d'amendements.	1
Motifs.	1
Développements de motifs.	2
—— de propositions.	4
Renouvellements de bureaux.	6
Total.	147

Inculpé (*loi des journaux*). — Amendement tendant à procurer à tout particulier inculpé dans un journal la faculté d'y faire imprimer sa réponse. (P. V.) p. 172. — Discussion à ce sujet, p. 172 à 174. — L'amendement est écarté, p. 174.

Information préalable à la réception des Pairs. (Voyez *Aboville*. — *Polignac*).

J.

Jaucourt (M. le marquis de). — Attaque l'article VIII du projet de loi relatif à divers changements de circonscription. (P. V.) p. 1790.

Journaux (projet de loi sur les) — Présenté à la Chambre des Pairs par le ministre de la justice. (P. V.) p. 66. Exposé des motifs, p. 66 à 69. — Observations de quelques Pairs sur la forme du projet, p. 70, 71. — Il est renvoyé à l'examen des bureaux, p. 72. — A celui d'une commission spéciale, p. 82. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Lally-Tolendal, p. 99. — Discussion du projet en assemblée générale. (Séance du 27 décembre, où sont entendus MM. le duc de La Rochefoucauld, le duc de Doudeauville, le comte de Castellane et le comte de Cornet), p. 124 à 139. — (Séance du 29, où MM. le duc de Brissac, le Pair de France ministre de la marine, le duc de Broglie, l'abbé comte de Montesquiou et le vicomte de Montmorency), p. 141 à 171. — Amendements proposés, p. 171, 172. — Ils sont écartés par la question préalable, p. 174, 175. — Adoption pure et simple du projet, p. 175. — Texte du projet adopté, p. 175, 176.

Juifs (usure exercée par les). — Pétition adressée à la Chambre à ce sujet. (P. V.) p. 481. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 482.

K.

Kinnaird (lord). — Compte rendu à la Chambre d'une

pétition présentée par cet étranger. (P. V.) p. 1501. — Elle est renvoyée au président du conseil des ministres, p. 1507.

L.

La Bouillerie (M. le baron de) sous-secrétaire d'État des finances. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, les ministres de S. M. chargés de présenter à la Chambre un projet de loi sur les finances. (P. V.) p. 1661.

La Force (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions (P. V.) p. 58.

Lally-Tolendal (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 93. — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 727 à 734. — (I. D.) n° 63. — Se justifie sur un fait avancé dans cette opinion. (P. V.) p. 856. — Son opinion sur la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés, p. 1085 à 1089. — (I. D.) n° 93. — Sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps. (P. V.) p. 1532 à 1539. — (I. D.) n° 120. — Combat la proposition de supprimer toute discussion sur la loi de finances. (P. V.) p. 1972.

Lamoignon (M. le vicomte de). — Élu secrétaire pour la session de 1817. (P. V.) p. 20. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au canal de l'Ourcq, p. 1985.

Lanjuinais (M. le comte). — Son opinion sur la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement

du sursis accordé aux émigrés. (P. V.) p. 1077 à 1081. — Sur le projet de loi relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1096. — Son discours à l'occasion du projet de loi relatif à la traite des Noirs, p. 1178 à 1180. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 1323, 1324. — (I. D.) n° 107. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1417 à 1420. — Sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1519 à 1527. — (I. D.) n° 118. — Attaque spécialement l'article 1er de cette loi. (P. V.) p. 1605. — Défend la loi de finances, sous le rapport des dispositions multipliées qu'elle réunit, p. 1976.

La Roche-Aymon (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 705 à 714. — (I. D.) n° 60. — Justifie ce qu'il a dit des enrôlements volontaires. (P. V.) p. 743.

La Rochefoucauld (M. le duc de). Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Vaudreuil. (P. V.) p. 51. — (I. D.) n° 5. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 124 à 127. — (I. D.) n° 12. — Sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 310 à 313. — (I. D.) n° 30. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 667 à 673. — (I. D.) n° 56. — Sur le projet de loi relatif aux douanes. (P. V.) p. 1319 à 1323. — (I. D.) n° 106. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1407 à 1417. — (I. D.) n° 111.

Latour-Maubourg (M. le marquis de). — Son opinion sur le titre IV du projet de loi relatif au recrute-

ment de l'armée. (P. V.) p. 913 à 916. — (I. D.) n° 77. (Voyez *Réserve territoriale.*)

Lauriston (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 641 à 647. — (I. D.) n° 54. — Sur la réserve établie par le titre IV de ce projet. (P. V.) p. 916 à 919. — (I. D.) n° 79.

Laval-Montmorency (M. le duc de). — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le vicomte de Montmorency. (P. V.) p. 33.

La Vauguyon (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 350 à 354. — (I. D.) n° 35. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 603 à 605. — (I. D.) n° 50. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1421 à 1424.

Légion d'honneur (traitement des membres de la). — Réclamation adressée à la Chambre contre la réduction de ce traitement. (P. V.) p. 1956. — Explication donnée par la commission du budget, *ibid.*

Légions départementales. (Nom donné à l'infanterie de ligne dans la loi du recrutement). — Explications à cet égard. (P. V.) p. 872.

Lemercier (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps. (P. V.) p. 1491 à 1495. — (I. D.) n° 114. — Sur l'article 1er du projet de loi relatif à divers changements de circonscription. (P. V.) p. 1783 à 1785. — (I. D.) n° 135.

Lettres patentes. (Voyez *Titres de Pairie.*)

Lévis (M. le duc de). — Développement de sa proposition, tendante à l'entière abolition du droit d'au-

baine. (P. V.) p. 1245 à 1264. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la banque de France, p. 1427 à 1430. — Addition aux développements de sa proposition sur le droit d'aubaine, p. 1645 à 1652. — Fait, au nom de la commission du budget, un rapport sur le projet de loi relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, p. 1699.

Libération définitive (*loi du recrutement*). — Amendement tendant à assurer la libération définitive des jeunes gens non inscrits sur la liste du contingent de chaque canton. (P. V.) p. 903. — Discussion à ce sujet, p. 904 à 908. — L'amendement est écarté, p. 908.

Libération de la France envers les puissances alliées et leurs sujets. (Projet de loi relatif à cette libération). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 1675. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1676. — Un membre propose de voter sur ce projet sans discussion préalable, p. 1689. — La Chambre renvoie à la commission des finances pour faire son rapport séance tenante, p. 1690. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Lévis, p. 1699. — Le projet est adopté sans réclamation, p. 1700.

Liberté de la presse (projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par le ministre de la justice. (P. V.) p. 180. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 197. — Une commission est nommée pour l'examen du projet, p. 219. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Pastoret, p. 226. — Discussion du projet en assemblée générale (séance du 19 janvier, où sont entendus MM. le marquis de Garnier, le vi-

comte de Châteaubriand, le ministre de la police générale, le comte de Boissy-d'Anglas et le duc de Doudeauville), p. 265 à 306. — (Séance du 20, où MM. le duc de La Rochefoucauld, le comte Abrial, le marquis Dessolle, le marquis de Boisgelin et le Garde des sceaux), p. 310 à 346. — (Séance du 22, où MM. le duc de La Vauguyon, le duc de Brissac et le commissaire du Roi, comte Siméon), p. 349 à 377. — Clôture de la discussion générale, p. 377. — Délibération du projet article par article, et discussion des amendements (séance du 22 janvier, où sont discutés les amendements relatifs à la *durée de la loi*, à la *responsabilité des éditeurs*, au *récépissé du dépôt* et à la *saisie des ouvrages dangereux*), p. 377 à 404. — (Séance du 23, où se discutent les amendements relatifs au fait qui constitue la *publication*, à la condamnation *réputée connue*, à la répression des écrits contraires au respect dû à *la religion*, et à la prescription de *l'action publique*), p. 408 à 438. — Scrutin sur l'ensemble du projet, p. 438. — Il est rejeté, p. 439.

Licenciement de l'armée. — Éclaircissements sur la libération garantie à cette époque aux soldats licenciés. (P. V.) p. 854 à 856. (Voyez *Réplique du maréchal duc de Tarente.*)

Liste de la parole. — Formée sur trois colonnes (*sur*, *pour*, ou *contre*) dans la discussion du projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 256. — Réclamation élevée à ce sujet, et proposition faite de réduire la liste à deux colonnes, p. 748. — Cette proposition est écartée, p. 749.

Louvois (M. le marquis de). — Désigné pour membre du bureau provisoire. (P. V.) p. 12.

M.

MACHINES A VAPEUR (*douanes*). — Pétition du sieur Humphrey Edwards, muni d'un brevet pour l'importation et le perfectionnement de ces machines. (P. V.) p. 1016. — Sa demande est renvoyée à la commission du budget, p. 1017. — Rapport fait à la Chambre par cette commission, p. 1957.

MALEVILLE (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur une proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége (P. V.) p. 1046. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1487 à 1491. — (I. D.) n° 113. — Développe les motifs des amendements par lui proposés sur les articles II et XIII de ce projet. (P. V.) p. 1604, 1605, 1640 à 1642.

MARBOIS (M. le marquis de). — Son opinion sur la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés. (P. V.) p. 1081 à 1084. — Sur le projet de loi relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1095. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France, p. 1373 à 1380, 1424 à 1426. — (I. D.) n° 109. — Fait, au nom de la commission du budget, un rapport sur divers objets renvoyés à cette commission. (P. V.) p. 1943. — Répond aux observations de M. le comte de Villemanzy sur ce rapport, p. 1965.

MARIAGE (bénédiction religieuse). — Pétition tendante à faire de cette bénédiction une condition essentielle

de la validité du mariage. (P. V.) p. 204. — Avis du comité des pétitions à ce sujet. — La Chambre passe à l'ordre du jour, *ibid.*

MARIAGE (empêchements civils). — Pétition du sieur Lagrange, tendante à obtenir une exception à la loi qui prohibe le mariage entre le beau-frère et la belle-sœur. (P. V.) p. 1696. — Discussion à ce sujet, p. 1697, 1698. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 1698.

MASSA (M. le duc de). — Ordonnance du Roi qui le nomme Pair de France. (P. V.) p. 15. — Il prête serment en cette qualité, p. 17.

MENTION AU PROCÈS-VERBAL. — Un membre propose de supprimer cette mention, relativement aux hommages faits à la Chambre. (P. V.) p. 72. — Discussion à ce sujet, p. 73. — La proposition est ajournée, p. 74. — On réclame contre l'ajournement, *ibid.* — Il est maintenu jusqu'à l'introduction annoncée d'une proposition en forme, p. 76. (Voyez *Hommages faits à la Chambre.*)

MESSAGES DE L'AUTRE CHAMBRE. — Portant qu'elle est définitivement constituée. (P. V.) p. 45. — Contenant envoi d'une résolution relative à l'admission des députés, p. 263. — D'une résolution relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés, p. 641. — D'une résolution relative à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1093. — Annonçant l'adoption d'un amendement fait par la Chambre des Pairs à la première de ces résolutions, p. 1155.

MEZY (M. Dupleix de). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi relatif à

la concession du canal de la Sensée. (P. V.) p. 1682.

MINISTÈRE PUBLIC près de la Chambre des Pairs, constituée en cour de justice. (Voyez *Bellart.*)

MINISTRE DE LA GUERRE (le). — Présente à la Chambre un projet de loi sur le recrutement de l'armée. (P. V.) p. 508. — Expose les motifs de ce projet, *ibid.* — Répond aux objections faites contre ses dispositions, p. 833 à 854. — Combat l'amendement proposé par la commission spéciale sur l'article XXVIII, p. 990 à 1004. (Voyez *Avancement.*)

MINISTRE DE LA JUSTICE (M. le Garde des sceaux). — Présente à la Chambre un projet de loi sur les journaux. (P. V.) p. 66. — Un projet de loi sur la liberté de la presse, p. 180. — Communique à la Chambre soixante-neuf lettres-patentes portant institution de titres de Pairie, p. 256. — Défend le projet de loi relatif à la liberté de la presse, p. 324 à 346. — Le projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 778 à 811. — Présente un projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1156. — Un autre projet relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux émigrés, p. 1166. — Communique à la Chambre vingt-neuf lettres-patentes portant institution de titres de Pairie, p. 1529. — — Défend le projet de loi relatif à la contrainte par corps, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 1600 à 1602. — Lors de la délibération des articles, p. 1613, 1616. — Apporte, avec le ministre des affaires étrangères, la proclamation du Roi, qui déclare fermée la session de 1817, p. 2005.

MINISTRE DE LA MARINE (le). — Defend le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 145 à 155. — Le projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 612 à

640. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif aux colons de Saint-Domingue, p. 1065. — Donne des explications sur l'objet de cette loi, p. 1095. — Présente un projet de loi relatif à la suppression de la traite des Noirs, p. 1111.

Ministre de la police générale (le). — Défend le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 173. — Présente, avec le ministre de la justice, le projet de loi relatif à la liberté de la presse, p. 179. — Répond, dans la discussion de ce projet, aux assertions de M. le vicomte de Châteaubriand, p. 280 à 298. — Donne des explications sur l'article XXIII du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 934. — Sur les art. XXV et XXVI du même projet, p. 957, 958. — Défend le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1614, 1616.

Ministre de l'intérieur (le). — Défend le titre IV du projet de loi sur le recrutement. (P. V.) p. 927. — Combat l'amendement proposé sur l'article XXIV par la commission spéciale, p. 949. (Voyez *Congé absolu*). — Présente à la Chambre un projet de loi sur l'admission des Députés, p. 1025. — Un projet de loi qui autorise un emprunt de 2 millions pour l'achèvement du pont de Bordeaux, p. 1068. — Trois projets de loi relatifs, le premier à un emprunt de 1,950,000 fr. pour les travaux du port du Havre, le second à la concession du canal de la Sensée, le troisième à un emprunt de 1,500,000 francs pour l'établissement d'un pont sur la Dordogne, p. 1682. — Un quatrième projet, relatif à divers changements dans la circonscription de onze arrondissements de sous-préfectures, p. 1687. — Combat dans la Chambre la proposition faite de renvoyer avec intérêt au président du conseil des ministres

une pétition du sieur Cezan, p. 1742. — Présente un projet de loi relatif à un emprunt de 7 millions pour l'achèvement du canal de l'Ourcq, p. 1748. — Défend le projet de loi relatif à divers changements de circonscription, p. 1794.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (le), président du conseil des ministres. — Donne des renseignements à la Chambre sur une pétition des vétérans françois du camp d'Alexandrie. (P. V.) p. 62. — Défend le projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 816 à 830. — Présente à la Chambre un projet de loi sur les douanes, p. 1168. — Donne des éclaircissements sur le vœu émis par un Pair à l'occasion du projet de loi sur la traite des Noirs, p. 1180. — Fait une communication relative à la liquidation des dettes contractées par la France hors de son territoire actuel, p. 1517. — Présente à la Chambre un projet de loi sur les finances, p. 1661. — Un projet de loi relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, p. 1675. — Apporte, avec M. le Garde des Sceaux, la proclamation du Roi qui déclare fermée la session de 1817, p. 2005.

MINISTRE DES FINANCES (le). — Présente à la Chambre un projet de loi qui autorise le recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes de 1818 sur les rôles de 1817. (P. V.) p. 90. — Un projet de loi sur la banque de France, p. 1196. — Défend ce projet, lors de sa discussion article par article, p. 1440, 1451, 1474. — Présente, avec le ministre des affaires étrangères, la loi de finances, et le projet relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, p. 1661. — Présente un

projet de loi relatif aux échangistes, p. 1759. — Combat la proposition faite à la Chambre de voter sans discussion sur la loi de finances, p. 1973.

MINORITÉ d'une commission spéciale. — Les membres qui la forment ne peuvent obtenir la parole que dans l'ordre de leur inscription sur la liste des orateurs. (P. V.) p. 256.

MOLÉ (M. le comte) Pair de France, ministre secrétaire d'État de la marine. (Voyez *Ministre de la marine*).

MONITEUR (autorisation donnée à ce journal de publier les procès-verbaux de la Chambre). — Plaintes d'un membre contre le retard apporté à cette publication. (P. V.) p. 1627. — Explication donnée à ce sujet, p. 1628.

MONTESQUIOU (M. l'abbé comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 158 à 165. — (La Chambre avoit ordonné l'impression de cette opinion, et le n° 19 des *impressions diverses* avoit été réservé en conséquence. L'auteur n'ayant point jugé à propos de rédiger son opinion, ce n° n'a pu être rempli).

MONTMORENCY (M. le vicomte de). — Son discours, à l'occasion du décès de M. le duc de Laval-Montmorency. (P. V.) p. 33. — (I. D.) n° 4. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux journaux. (P. V.) p. 166 à 170. — (I. D.) n° 20. — Sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 769 à 775. — (I. D.) n° 71. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 1133. — Un second rapport au nom du même comité, p. 1311. — Un troisième, p. 1501.

MONTORIENT (Théodore Vernier, comte de) Pair de

France, décédé à Paris, le 3 février 1818. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le comte de Richebourg. (P. V.) p. 529.

Monville (M. le baron de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 749 à 751. — (I. D.) n° 66.

Mortemart (M. le duc de). — Désigné pour membre du bureau provisoire. (P. V.) p. 11.

Mounier (M. le conseiller d'État, baron). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la marine, chargé de présenter un projet de loi relatif à la suppression de la traite des Noirs. (P. V.) p. 1111. — Les ministres du Roi chargés de présenter un projet relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, p. 1661.

Motifs imprimés des amendements proposés par M. le marquis de Maleville au projet de loi sur la contrainte par corps. (I. D.) n° 122.

Motions d'ordre. — Ne sont admises par aucun article du règlement. (P. V.) p. 135.

Mouchy (M. le duc de) — L'un des prévenus, accusés par la dame veuve de St-Morys de complicité d'homicide volontaire sur la personne de son mari. (P. V. U.) p. 2. — Il est renvoyé, avec les autres non justiciables de la Chambre, par-devant les juges qui doivent connoître de l'affaire, p. 63.

N.

Narbonne-Pelet (M. le duc de). — Prend séance à la Chambre, après avoir prêté serment. (P. V.) p. 12 et 13.

Nouvel an. — Grande députation chargée par la Chambre de complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an. (P. V.) p. 177.—Audience donnée à cette députation, p. 209.

O.

Observations imprimées. — De M. le comte de Villemanzy, sur le rapport fait par M. le marquis de Marbois, au nom de la commission du budget. (I. D.) n° 139. — De M. le marquis de Grave, sur le projet de loi relatif au canal de l'Ourcq, n° 143.

Odéon (rétablissement de l'). — Pétitions adressées à la Chambre, et contenant des offres de souscription pour ce rétablissement. (P. V.) p. 1133. — Elles sont renvoyées au ministre de l'intérieur, p. 1134. — Noms des pétitionnaires, p. 1135.

Opinions distribuées à la Chambre par différents Pairs. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a point permis de prononcer, ou dont l'impression n'a point été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de seize, divisées ainsi qu'il suit : (Résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du *sursis accordé aux émigrés*), opinion de M. le comte Lanjuinais. — (Projet de loi relatif aux *journaux*), opinions de MM. le comte Jules de Polignac, — le duc de Fitz-James. — (Projet de loi relatif au *recrutement de l'armée*), opinions de MM. le cardinal duc de La Luzerne, — le comte Cholet, — le duc de Choiseul, — le marquis de Rougé, — le comte de Beaumont, — le

marquis de Maleville, — le marquis Maison, — le marquis de Clermont-Tonnerre, — le comte de La Bourdonnaye, — le marquis de Louvois, — le comte du Cayla. — (Projet de loi relatif à la *banque de France*), opinion de M. le comte du Muy. — (Projet de loi relatif à la *contrainte par corps*), *seconde opinion* de M. le comte Lanjuinais.

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de soixante-neuf, ainsi divisées: Sur le projet de loi relatif aux *journaux*, huit opinions, savoir : — Opinion de M. le duc de La Rochefoucauld. (I. D.) n° 12. — De M. le duc de Doudeauville, n° 13. — De M. le comte de Castellane, n° 14. — De M. le comte de Cornet, n° 15. — De M. le duc de Brissac, n° 16. — De M. le duc de Broglie, n° 18. — De M. l'abbé comte de Montesquiou, n° 19. — Et de M. le vicomte de Montmorency, n° 20. = Sur le projet de loi relatif à la *liberté de la presse*, dix opinions, savoir : — De M. le marquis de Garnier, n° 26. — De M. le vicomte de Châteaubriand, n° 27. — De M. le comte de Boissy-d'Anglas, n° 28. — De M. le duc de Doudeauville, n° 29. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 30. — De M. le comte Abrial, n° 31. — De M. le marquis Dessolle, n° 32. — De M. le marquis de Boisgelin, n° 33. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 35. — Et de M. le duc de Brissac, n° 36. = Sur la résolution de l'autre Chambre, relative à *l'admission des députés*, trois opinions, savoir : — De M. le duc de Crillon, n° 39. — De M. le marquis d'Aguesseau, n° 40. — Et de M. le comte de Brigode, n° 41. = Sur le projet de loi relatif au *recrutement de l'armée*, trente opinions, savoir : (dans la discussion

générale, vingt-deux opinions, qui sont celles) — De M. le marquis Dessolle, n° 47. — De M. le comte de Saint-Roman, n° 48. — De M. le duc de Doudeauville, n° 49. — De M. le duc de La Vauguyon, n° 50. — De M. le marquis de Boisgelin, n° 51. — De M. le marquis de Lauriston, n° 54. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 56. — De M. le duc de Brissac, n° 58. — De M. le maréchal duc de Bellune, n° 59. — De M. le comte de la Roche-Aymon, n° 60. — De M. le vicomte de Châteaubriand, n° 61. — De M. le marquis de Clermont-Tonnerre, n° 62. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, n° 63. — De M. le duc de Fitz-James, n° 64. — De M. le comte d'Orvilliers, n° 65. — De M. le baron de Monville, n° 66. — De M. le comte de Sabran, n° 67. — de M. le comte de Castellane, n° 68. — De M. le comte de Cornet, n° 69. — De M. le marquis d'Herbouville, n° 70. — De M. le vicomte de Montmorency, n° 71. — Et de M. le comte Ricard, n° 73. — (Dans la discussion des amendements, huit opinions, qui sont celles) — De M. le marquis de Latour-Maubourg, n° 77. — De M. le comte de Gouvion, n° 77 *bis*. — De M. le comte Curial, n° 78. — De M. le marquis de Lauriston, *iterùm*, n° 79. — De M. le marquis de Talaru, n° 80. — De M. le comte de Villemanzy, n° 81. — De M. le marquis de Raigecourt, n° 82. — Et de M. le marquis Dessolle, *iterùm*, n° 83. = Sur la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du *sursis accordé aux émigrés*, deux opinions, savoir : — De M. le comte de Sèze, n° 92. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, n° 93. = Sur le projet de loi relatif aux *douanes*, deux opinions, savoir : — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 106. — De M. le comte Lan-

juinais, n° 107. — Sur le projet de loi relatif à la *banque de France*, deux opinions, savoir : — De M. le marquis de Marbois, n° 109. — Et de M. le duc de La Rochefoucauld, n° 111. — Sur le projet de loi relatif à la *contrainte par corps*, huit opinions, savoir : — De M. le marquis de Pastoret, n° 112. — De M. le marquis de Maleville, n° 113. — De M. le comte Lemercier, n° 114. — De M. le comte de Sèze, n° 115. — De M. le duc de Broglie, n° 116. — De M. le marquis d'Aguesseau, n° 117. — De M. le comte Lanjuinais, n° 118. — Et de M. le marquis de Lally-Tolendal, n° 120. — Sur le projet de loi relatif à divers changements dans la circonscription de onze *arrondissements de sous-préfectures*, deux opinions, savoir : — De M. le comte de Gouvion, n° 134. — Et de M. le comte Lemercier, n° 135. — Sur le projet de loi relatif aux *échangistes*, une opinion, qui est celle de M. le comte de Sèze, n° 136. — Sur le projet de loi relatif au *canal de l'Ourcq*, une opinion, qui est celle de M. le marquis de Clermont-Tonnerre, n° 142.

Ordonnances du Roi, communiquées à la Chambre dans le cours de sa session. — Ordonnance du 25 juin 1817, qui révoque celle du 24 juillet 1815, en ce qui concerne le comte de Croix. (P. V.) p. 13. — Du 10 juillet 1816, qui nomme Pair de France le duc de Massa, p. 15. — Du 23 juin 1817, qui nomme Pair de France le vicomte Dubouchage, p. 16. — Du 13 janvier 1818, qui nomme pour exercer les fonctions du ministère public auprès de la Chambre des Pairs, constituée en cour de justice, le procureur général de S. M. en la cour royale de Paris; et pour remplir les fonctions de greffier, le secrétaire archiviste de la Chambre, p. 224, 225 — Du 31 jan-

vier 1818, qui nomme Pair de France M. le comte Decazes, p. 506.

ORDRE DE NOMINATION. — Les Pairs sont interrogés dans cet ordre lors de l'appel nominal qui a lieu pour le jugement de l'affaire Saint-Morys. (P. V. U.) p. 60.

ORGANISATION DE LA RÉSERVE (*loi du recrutement*). — Amendement tendant à prohiber, en temps de paix, cette organisation. (P. V.) p. 931. — L'amendement est écarté, p. 932. — Explications sur l'espèce d'organisation qui pourroit avoir lieu en cas de besoin, p. 933 à 935.

ORLÉANS (madame la duchesse douairière d'). — Ses réclamations contre une disposition du projet de loi relatif à la banque de France. (P. V.) p. 1311. — On propose de les renvoyer à la commission chargée de l'examen du projet. — Au ministre des finances. — Renseignements donnés par ce ministre, p. 1312. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 1314.

ORVILLIERS (M. le comte d') — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 744 à 746. (I. D.) n° 65.

P.

PASTORET (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse. (P. V.) p. 226. — Appuie la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés, p. 1089, 1090. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1482 à 1486. — (I. D.) n° 112.

PATENTES (impôt des). — Réclamation adressée à la

Chambre contre les principes qui servent de base à cet impôt. (P. V.) p. 1954. — Renseignements donnés par la commission du budget, *ibid.*

PENSIONS. (Cumulation des pensions militaires et civiles). —Pétition adressée à ce sujet par le chevalier Alexandre. (P. V.) p. 1958. — Elle est renvoyée au ministre des finances, *ibid.*

PÉTITIONS. — Du sieur Gillet. — Du sieur Maubreuil. (P. V.) p. 58. — Du sieur Calmette. — Du sieur Bory de Saint-Vincent, p. 59. — Du sieur Spiess, p. 60. — Du sieur Broutet. — Des sieurs Maurouard, Binet et veuve Malcorne. — Des vétérans françois du camp d'Alexandrie, p. 61. — Du marquis de Vienne, p. 63. — Du chevalier de La Boëssière. — Du sieur Cannet des Aulnois, p. 198. — Du sieur Bory de Saint-Vincent, *iterùm*. — Du sieur Pouchet, p. 199. — Du sieur Lobegeois. — Du sieur Abegg. — Des charcutiers forains de Nanterre, p. 200. — Des propriétaires, négociants, fabricants et débitants de Dijon. — Du sieur Dubois, p. 201. — Du sieur Adam. — Du sieur Borot, p. 202. — Du sieur Goret. — Du sieur Pinelli, p. 203. — De M. l'abbé Harel. — Du sieur Lepisnette, p. 204. — Du sieur Foisy de Trémont, p. 205. — Du nommé Dolart, p. 206. — Des comtes Dorsay, frères, p. 213. — Du conseil municipal de la ville de Carhaix. — De la prétendue marquise de Douhault, p. 215. — Des syndics et adjoints du commerce des vins de Paris. — Des propriétaires et marchands de vins de Macon. — Des propriétaires, fabricants et négociants la ville d'Orléans, p. 477. — Des marchands d'eaux-de-vie et liqueurs de la ville de Grenoble. — De 28 négociants,

entreposeurs et débitants d'huiles de la ville de Tours. — De 13 négociants de la ville de Rouen. — Du sieur Prévost. — Des religieuses ursulines de Lesneven (Finistère). — Des sieurs Truffant et Valentin. — Du sieur Caritat, p. 478. — Du sieur Dhalluin, commissaire priseur. — Du baron de Laudemont. — De 8 anciens colons de Saint-Domingue. — Du sieur de Pennelé, au nom de la famille Tinteniac. — Du sieur Lambert, p. 479. — Du sieur Josset. — De 16 propriétaires et gardes nationaux du quartier du Luxembourg. — Du sieur Cannet des Aulnois, *iterùm*. — Du sieur du Fronteil. — Du sieur Petit-Jean, p. 480. — Du sieur Delarue. — Du sieur Paifer. — Du marquis de Latier, p. 481. — Des titulaires de dotations sur le domaine extraordinaire, p. 482. — Du chevalier Deleuze, auteur du projet d'une caisse hypothécaire, p. 483. — Du sieur Jaquetel, p. 484. — Du conseil municipal de Boulogne sur mer, p. 487. — Du sieur Goret, *iterùm*, p. 544. — Du sieur Niodet. — Du sieur Ocardan. — Du sieur Ruelle. — Du sieur Sénac, p. 545. — Du sieur Baurilly, p. 581. — Du sieur Aubry. — Du sieur Goyet. — Du sieur Lardenois, p. 582. — Du sieur Caze. — Des religieuses de la communauté du Calvaire. — Du sieur Ellison. — Du comte Alexandre d'Estourmel, au nom de la société des donataires de Bayreuth, p. 583. — Du sieur Boudray. — Du sieur Gerriet, au nom des dames Dessillys. — Du sieur André Masson. — Du sieur Cointereau, p. 584. — Du sieur Pouchet, *iterùm*. — Du sieur Guillibert. — Du sieur Valentin Dupleit. — Du sieur Billet, p. 585. — Du sieur Lobegeois, *iterùm*, p. 586. — Du sieur Ruelle, *iterùm*. —

Du sieur Martin, p. 1011. — Du chevalier de La Boëssière, *iterùm*. — Du marquis de Kerouard. — Du sieur Lebret. — Du sieur de Cousso, p. 1012. — Du comte Pajol. — Du sieur Lenoir. — Du sieur Le Paute. — Du sieur Bouvet de Cressé, p. 1013. — Du sieur Lemoigne. — Du marquis d'Epinay Saint-Luc, p. 1014. — Du sieur Capet. — Du sieur Duplan, p. 1015. — Du sieur Edwards Humphrey, p. 1016. — Du baron de Corberon, p. 1017. — Du sieur Decaën. — Du sieur Langlade, p. 1018. — Du sieur Peyre. — Du baron de Saint-Andéol. — Des notaires de l'arrondissement de Lille, p. 1019. — Du sieur Gallimard, p. 1055. — Du conseil municipal de la commune de Longevelle (Doubs). — Du sieur Pochez. — Du sieur Ravan, p. 1056. — De 20 principaux propriétaires du département de Seine et Oise, p. 1057. — De 29 propriétaires, négociants, fabricants et débitants de la ville de Soissons. — Du sieur Benon-Lacombe, p. 1058. — Du maire de Lunéville. — De 34 artisans de Paris, p. 1059. — Du sieur Cannet des Aulnois, *tertiùm*. — Du chevalier de La Boëssière, *item*, p. 1060. — Des détenus pour dettes à Sainte-Pélagie, p. 1211. — Des marchands de poil de lapin de la ville de Paris. — De la chambre de commerce de Lille, p. 1216. — De madame la duchesse douairière d'Orléans, p. 1311. — Des propriétaires des fonderies de Romilly. — Des frères Aubert. — Du maire de Guérande (Loire-Inférieure), p. 1314. — Des épiciers de la ville d'Amboise (Indre et Loire). — Des propriétaires, négociants, fabricants et débitants de la même ville, p. 1315. — Des négociants, commissionnaires et débitants de boissons de la ville

d'Amiens. — Du sieur Ruelle, *tertium*. — Du sieur Buchoz. — Du capitaine Chesnel, p. 1316. — Des sieurs Lamare, Grieu, Carré, Léridais. — De 60 membres de la légion d'honneur. — Du sieur Bory de Saint-Vincent, *tertium*, p. 1317. — Du sieur Lazille. — Du sieur Delacroix. — Du baron de Laudemont *iterùm*. — Des marchands en gros et débitants de boissons de la ville de Toul. — De la chambre de commerce de Lille, *iterùm*, p. 1318. — Du conseil d'arrondissement de la ville de Toul, p. 1319. — De lord Kinnaird, p. 1502. — De 35 propriétaires de la ville de Besançon, p. 1677. — Du sieur Bertaut. — Des sieurs Renaud-Blanchet et Pierre Jacques Binet, p. 1691. — Des sieurs Jouy, Tillaux, Mouchard et Dupuy. — Du sieur Leducq. — Du sieur Gilliot de Roncourt. — Du sieur Burgiard, p. 1692. — Des maîtres charrons de la ville de Metz. — Du sieur Babron. — Du sieur Oudotte. — Du sieur Gounet, p. 1693. — Du sieur Carde. — Du sieur Bertolacci. — Du sieur Guillier, p. 1694. — Du sieur Moronval, prêtre. — De la veuve de Sailly. — Du sieur Goussin. — Du sieur Abegg, *iterùm*. — Du sieur Depoix, p. 1695. — Du sieur Thomas. — Du sieur Lagrange, p. 1696. — Du sieur Cannet des Aulnois, *quartùm*. — Du sieur Petit-Jean, *iterùm*. — Du sieur Hullin, p. 1698. — Du conseil municipal de Weisseimbourg (Bas Rhin), p. 1707. — Du sieur Cezan, p. 1739. — De M. le commandeur de Sodré, Portugais, p. 1743. — Du sieur Schreiber, p. 1744. — Du sieur Villiers-l'Isle-Adam, p. 1745. — Du chevalier Alexandre. — Du sieur Elluin, p. 1802. — Du sieur Cabanis. — De 5 habitants de la petite ville

de La Caune (Tarn). — Du sieur Tréchard, mécanicien, p. 1803. — Du sieur de Lauthier Xaintrailles, p. 1805. — Du sieur Eléonore Adam. — Du sieur Pruss. — Du sieur Morlière de Pamiers. — Du baron Lambert, p. 1950. — Du sieur Fournier, p. 1956. — Du baron d'Hanmer Claybrooke, p. 1959. — Du sieur Arson, de Lodève. — Du sieur Bizet, p. 1960. — Du comte Regnaud de Saint-Jean d'Angély, p. 1983. — De 70 habitants de la ville de Rochechouart (Haute Vienne). — Du sieur Baleste, p. 1984.

Poix (M. le comte de). — L'un des prévenus, accusés par la dame veuve de Saint-Morys de complicité d'homicide volontaire sur la personne de son mari. (P. V. U.) p. 2. — Il est renvoyé, ainsi que les autres non justiciables de la Chambre par-devant les juges qui doivent connoître de l'affaire, p. 63.

Polignac (Armand-Jules-François, duc de) Pair de France, décédé à Saint-Pétersbourg, le 21 septembre 1817. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le duc de Gramont. (P. V.) p. 55.

Polignac (Armand-Jules-Marie-Héraclius, duc de) fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres qui établissent son droit d'hérédité à la Pairie. (P. V.) p. 32. — Une commission est désignée pour la vérification de ces titres, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Pressigny, p. 34. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 35. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 36. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 50. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis, et prend séance après avoir prêté serment, p. 65 et 66.

Pont de Bordeaux (projet de loi qui autorise un emprunt de 2 millions pour l'achèvement du). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1068. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1071. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1102. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Sèze, p. 1114 à 1130. — La discussion est ouverte, p. 1131. — Adoption du projet, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 1131 à 1133.

Pont sur la Dordogne (projet de loi relatif à un emprunt de 1,500,000 francs pour l'établissement d'un). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1682. — Exposé des motifs, p. 1685. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1688. — Une commission est chargée d'examiner ce projet, et ceux relatifs aux travaux du port du Havre et au canal de la Sensée, p. 1706. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Saint-Aignan, p. 1710 à 1729. — Texte du projet, p. 1736. — Il est adopté sans réclamation, p. 1736.

Port du Havre (projet de loi relatif à un emprunt de 1,950,000 francs pour les travaux du). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur. (P. V.) p. 1682. — Exposé des motifs, p. 1683. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1688. — Une commission est chargée d'examiner ce projet, ainsi que ceux relatifs au canal de la Sensée et à l'établissement d'un pont sur la Dordogne, p. 1706. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Saint-Aignan, p. 1710 à 1729. — Texte du projet, p. 1730, — Il est adopté sans réclamation, p. 1732.

Prérogative royale. (Le titre VI de la loi du recrutement porte-t-il atteinte à la prérogative royale?) — Voyez *Avancement.*

Pressigny (M. le comte de). — Fait un rapport à la Chambre sur les titres d'hérédité produits par M. le duc de Polignac. (P. V.) p. 34.

Prestations en nature, rachetables en argent. — Réclamation contre les prestations de ce genre, votées par les conseils municipaux. (P. V.) p. 205. — Avis du comité des pétitions à ce sujet, *ibid.* — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 206.

Prime en argent. — Proposée pour encourager les engagements volontaires. (P. V.) p. 871. — La Chambre écarte l'amendement résultant de cette proposition, *ibid.*

Proclamation du Roi portant clôture de la session de 1817. — Texte de cette proclamation. (P. V.) p. 2006. — La Chambre se sépare, après en avoir entendu la lecture, p. 2007.

Projets de loi en délibération. — La lecture en doit être faite par MM. les secrétaires sur l'original du projet, non sur une copie imprimée. (P. V.) p. 1703.

Projets de loi imprimés. — Projet de loi sur les journaux. (I. D.) n° 8. — Qui autorise le recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes de 1818 sur les rôles de 1817, n° 10. — Relatif à la liberté de la presse, n° 21. — Relatif au recrutement de l'armée, n° 42. — A l'admission des Députés, n° 86. — A une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, n° 90. — Qui autorise un emprunt de 2 millions pour l'achèvement du pont de Bordeaux, n° 91. — Relatif à la suppres-

sion de la traite des Noirs, n° 95. — A la contrainte par corps, n° 98. — A une nouvelle prorogation du sursis accordé aux émigrés, n° 99. — Aux douanes, n° 100. — A la banque de France, n° 102. — Projet de loi sur les finances, n° 124. — Relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, n° 125. — Projets de loi relatifs à un emprunt de 1,950,000 francs pour les travaux du port du Havre; à la concession du canal de la Sensée; à un emprunt de 1,500,000 francs pour l'établissement d'un pont sur la Dordogne, n° 127. — Projet relatif à divers changements dans la circonscription de onze arrondissements de sous-préfectures, n° 128. — A un emprunt de 7 millions pour l'achèvement du canal de l'Ourcq, n° 131. — Aux échangistes, n° 132.

Propositions faites a la chambre. — De supprimer toute mention au procès-verbal d'ouvrages offerts en hommage par leurs auteurs. (P. V.) p. 72. De mentionner honorablement au procès-verbal le rapport fait au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 84. — De solliciter une loi tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége, p. 453. — D'insérer dans la loi du recrutement que les enfants-trouvés sont soldats de droit, p. 883. — D'établir un mode de rejeter ou d'accueillir les hommages faits à la Chambre, p. 1064. — De solliciter une loi tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1192. — De voter sans discussion sur le projet de loi relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, p. 1689. — De solliciter une loi qui rende à la ville de Saintes (Charente-In-

férieure) le titre et les droits de chef-lieu de département, p. 1798. — De supprimer toute discussion sur le projet de loi des finances, p. 1969.

Propositions prises en considération par la Chambre. — Leur adoption doit être votée au scrutin comme celle des projets de loi. (P. V.) p. 1658.

Publication (*liberté de la presse*). — Amendement de l'autre Chambre, suivant lequel cette publication ne résulte que de la vente ou distribution de tout ou partie de l'écrit imprimé. (P. V.) p. 398. — Discussion de cet amendement, et de celui qui autorise la saisie des ouvrages dangereux, p. 399 à 404. — Ce dernier est rejeté, p. 404. — Reproduit sous une autre forme, et de nouveau discuté avec l'amendement de l'autre Chambre, p. 409 à 418. — Adoption de celui-ci, p. 418.

Q.

Question Préalable (la). — Doit, comme toutes les questions incidentes, être mise aux voix avant la question principale. (P. V.) p. 861.

Questions préalables décidées par voie de scrutin. — Dans la délibération du projet de loi sur les journaux. (P. V.) p. 175. — Dans la délibération du projet de loi sur la liberté de la presse, p. 404, 418, 419. — Dans la délibération du projet de loi sur le recrutement, p. 862, 889, 952, 970, 971, 1005.

R.

Raguse (M. le maréchal duc de). — Élu secrétaire pour la session de 1817. (P. V.) p. 20.

RAIGECOURT (M. le marquis de). — Son opinion sur le titre VI du projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 964, 965. — (I. D.) n° 82. (Voyez *Avancement*). — Défend l'article VI du projet de loi relatif à divers changements de circonscription. (P. V.) p. 1787.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le marquis de Fontanes, sur un projet d'adresse en réponse au discours du Roi. (P. V.) p. 36. — Par M. le marquis de Lally-Tolendal, sur le projet de loi relatif aux journaux, p. 99. — Par M. le duc de Doudeauville, sur la résolution de l'autre Chambre relative à l'admission des députés, p. 454. — Par M. le maréchal duc de Tarente, sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 550. — Par M. le comte Abrial, sur la résolution de l'autre Chambre relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés, p. 1031. — Par M. le marquis de Maleville, sur une proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége, p. 1046. — Par M. le comte Desèze, sur le projet de loi relatif à un emprunt de deux millions pour l'achèvement du pont de Bordeaux, p. 1114. — Par M. le comte de Cornet, sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 1220. — Par M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif à la banque de France, p. 1266. — Par M. le comte Abrial sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1334. — Par M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, p. 1699. —

Par M. le duc de Saint Aignan, sur les trois projets de loi relatifs au port du Havre, au canal de la Sensée et au pont sur la Dordogne, p. 1710. — Par M. le duc de Choiseul, sur le projet de loi relatif à divers changements dans la circonscription de onze arrondissements de sous-préfectures, p. 1763. — Par M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi de finances, p. 1816. — Par M. le vicomte de Lamoignon, sur le projet de loi relatif au canal de l'Ourcq, p. 1985.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre — Rapport de M. le comte de Villemanzy, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement. (I. D.) n° 9. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 11. — De M. le marquis de Pastoret, sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse, n° 23. — De M. le duc de Doudeauville, sur la résolution de l'autre Chambre relative à l'admission des députés, n° 38. — De M. le maréchal duc de Tarente, sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée, n° 45. — De M. le comte Abrial, sur la résolution de l'autre Chambre relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés, n° 87. — De M. le marquis de Maleville, sur une proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége, n° 88. — De M. le comte Desèze, sur le projet de loi relatif à un emprunt de deux millions pour l'achèvement du pont de Bordeaux, n° 96. — De M. le comte de Cornet, sur le projet de loi relatif aux douanes, n° 103. — De M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif

à la banque de France, n° 105. — De M. le comte Abrial, sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, n° 108. — De M. le vicomte de Montmorency, au nom du comité des pétitions, n° 119. — De M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, n° 129. — De M. le duc de Saint-Aignan, sur les trois projets de loi relatifs au port du Havre, au canal de la Sensée et au pont sur la Dordogne, n° 130. — De M. le duc de Choiseul, sur le projet de loi relatif à divers changements dans la circonscription de onze arrondissements de sous-préfectures, n° 133. — De M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi de finances, n° 137. — De M. le marquis de Marbois, sur divers objets renvoyés à la commission des finances, n° 138. — De M. le vicomte de Lamoignon, sur le projet de loi relatif au canal de l'Ourcq, n° 141.

Ravez (M.), sous secrétaire d'État au département de la justice. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la justice chargé de présenter un projet de loi sur la liberté de la presse. (P. V.) p. 179. — Le même ministre chargé de présenter deux projets de loi, l'un sur la contrainte par corps, l'autre relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux émigrés, p. 1156. — Défend le premier de ces projets, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 1539 à 1552. — Lors de la délibération des articles, p. 1607, 1611, 1616, 1622, 1630.

Récépissé du dépôt. (*Liberté de la presse.*) — Amendement, en forme d'article additionnel, tendant à

suspendre pendant trois jours la délivrance de ce récépissé. (P. V.) p. 386. — Discussion à ce sujet, p. 387. — L'amendement est rejeté, p. 398.

Réception de nouveaux Pairs. — De M. le duc de Narbonne-Pelet. (P. V.) p. 12. — De M. le duc de Massa, p. 16. — De M. le vicomte Dubouchage, p. 17. — De M. le duc de Dalberg, p. 49. — De M. le duc de Polignac, p. 65. — De M. le comte d'Aboville, p. 97. — De M. le comte Decazes, p. 505.

Recrutement (pétitions relatives à la loi du). — Quatre sont renvoyées à la commission chargée d'examiner le projet de loi. (P. V.) p. 545. — Renvoi de neuf autres, p. 581. — Rapport sur ces dernières (il est rendu compte des premières dans le rapport général sur la loi du recrutement), p. 611. — Nouvelles pétitions relatives à la même loi, p. 721.

Recrutement de l'armée (projet de loi relatif au). — Présenté à la Chambre par le ministre de la guerre. (P. V.) p. 508. — Exposé des motifs, p. 508 à 520. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 520. — Une commission est nommée pour l'examen du projet, p. 546. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le maréchal duc de Tarente, p. 550 à 580. — Discussion du projet en assemblée générale (séance du 27 février, où sont entendus MM. le marquis Desolle, le comte de Saint-Roman, le duc de Doudeauville, le duc de Lavauguyon et le marquis de Boisgelin), p. 589 à 609. — (Séance du 28, où MM. le comte Molé, ministre de la marine, le marquis de Lauriston, le commissaire du Roi, comte Siméon, et le duc de La Rochefoucauld), p. 612 à 673. — (Séance du

2 mars, où MM. le commissaire du Roi, chevalier Allent, le duc de Brissac, le maréchal duc de Bellune, le comte de La Roche-Aymon et le vicomte de Châteaubriand) p. 675 à 720. — (Séance du 3, où MM. le marquis de Clermont-Tonnerre, le marquis de Lally-Tolendal, le duc de Fitz-James et le comte d'Orvilliers), p. 724 à 746. — (Séance du 4, où MM. le baron de Monville, le comte de Sabran, le comte de Castellane, le comte de Cornet, le marquis d'Herbouville et le vicomte de Montmorency), p. 748 à 776. — (Séance du 5, où MM. le Garde des Sceaux, le comte Ricard et le ministre des affaires étrangères), p. 777 à 830. — Clôture de la discussion générale, p. 831. — Le ministre de la guerre combat les objections faites contre le projet, p. 833 à 854. — Éclaircissements donnés sur un fait par le rapporteur de la commission, p. 854 à 856. — Délibération du projet article par article, et discussion des amendements (Séance du 6 mars, où sont discutés les amendements relatifs au recrutement de la *garde royale*, à la *prime en argent* pour les enrôlements volontaires, au *contingent collectif* des cantons, aux *enfants-trouvés*, aux *fils aînés ou uniques*), p. 856 à 888. — (Séance du 7, où reparoît l'amendement en faveur des *fils aînés*, et où se discutent les amendements relatifs à la *libération définitive*, aux droits et avantages résultants *des rengagements*, à la composition de la *réserve* territoriale, à son *organisation en temps de paix*, à la *durée du service* militaire, aux *soldats mariés* ou porteurs de *congé absolu*), p. 889 à 952. — (Séance du 9, où la Chambre statue sur l'amendement relatif aux peines de la *désertion*, et sur ceux qui ont pour objet le mode *d'avancement*).

p. 953 à 1007. — Scrutin sur l'ensemble du projet, p. 1007. — Il est adopté, *ibid.* — (Voir, pour la discussion des amendements, les opinions et discours imprimés de MM. le marquis de Latour-Maubourg. (I. D.) n° 77. — Le comte de Gouvion, n° 77 *bis*. — Le comte Curial, n° 78. — Le marquis de Lauriston, n° 79. — Le maréchal duc de Tarente, n° 79 *bis*. — Le marquis de Talaru, n° 80. — Le comte de Villemanzy, n° 81. — Le marquis de Raigecourt, n° 82. — Le marquis Dessolle, n° 83. — Le maréchal duc de Tarente, n° 84. — Et le ministre de la guerre, n° 85. — Voir pareillement les mots : *Garde royale*, — *Prime en argent*, — *Contingent collectif*, — *Enfants-Trouvés*, *Fils aînés ou uniques*, — *Libération definitive*, — *Rengagements*, — *Réserve*, — *Organisation de la réserve*, — *Durée du service militaire*, — *Soldats mariés*, — *Congés absolus*, — *Désertion*, — *Avancement*.

Reggio (M. le maréchal duc de). — Voyez *Garde nationale parisienne*.

Règlement de la Chambre. — (Disposition adoptée par la Chambre pour faire partie de son règlement.) Voyez *Hommages faits à la Chambre*.

Religion (écrits contraires au respect dû à la). — Amendement tendant à faire insérer dans la loi sur la liberté de la presse une disposition relative à ces écrits. (P. V.) p. 429. — Discussion à ce sujet, p. 429 à 436. — L'amendement est adopté, p. 436.

Regnaud de Saint-Jean-d'Angely (le comte). — Pétition adressée à la Chambre par cet exilé. (P. V.) p. 1983. — Elle est renvoyée au ministre des affaires étrangères, p. 1984.

Rengagements (droits et avantages résultants des). —

Amendement tendant à modifier sur cet objet la disposition de l'article XXII de la loi du recrutement. (P. V.) p. 911. — Discussion à ce sujet, p. 912, 913. — L'amendement est retiré par son auteur, p. 913.

Réplique. — Du maréchal duc de Tarente, au discours du ministre de la guerre. (I. D.) n° 76 *bis*. (Voyez *Recrutement*, — *Licenciement de l'armée*.)

Répudiée connue (condamnation). — Amendement tendant à changer cette expression dans l'article XIX du projet de loi sur la liberté de la presse. (P. V.) p. 425. — Cet amendement est écarté, p. 426.

Réquisitions de guerre dans les départements occupés en 1815 par les étrangers. — Réclamations de vingt propriétaires du département de Seine-et-Oise contre le mode adopté pour l'acquit de ces réquisitions. (P. V.) p. 1957. — Observations de la commission du budget à cet égard, *ibid.*

Réserve territoriale (formation de la). — Systèmes différents proposés à cet égard, dans la discussion du projet de loi sur le recrutement. (P. V.) p. 913. — Discussion générale de ces propositions, p. 913 à 926. — Le premier amendement est écarté, p. 926. — Le second, p. 929. — (Voir sur cette discussion les opinions imprimées de MM. le marquis de Latour-Maubourg. (I. D.) n° 77. — Le comte de Gouvion, n° 77 *bis*. — Le comte Curial, n° 78. — Le marquis de Lauriston, n°. 79).

Résolution de la Chambre des Pairs. — Tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine. (P. V). p. 1659. (Voyez *Aubaine*).

Résolutions de l'autre Chambre — Relative à l'admission des Députés. (I. D.) n° 25. — Au renouvellement du

sursis accordé aux émigrés, n° 53. — A une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, (cette résolution n'étant parvenue à la Chambre qu'après la réception du projet de loi présenté sur le même objet, son impression n'a point été ordonnée: Voyez p. 1094 du procès-verbal).

Résumé — de M. le comte Abrial, sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps. — (I. D.) n° 121.

Ricard (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 811 à 816. — (I. D.) n° 73.

Richebourg (M. le comte de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Montorient. (P. V.) p. 529 à 544. — (I. D.) n° 44.

Richelieu (M. le duc de), Pair de France, ministre secrétaire d'État des affaires étrangères, président du conseil des ministres. (Voyez *Ministre des affaires étrangères*).

Romilly (fonderies de). — Réclamations des propriétaires de ces fonderies contre la loi des douanes (P. V.) p. 1314.

Rougé (M. le marquis de). — Propose à la Chambre d'insérer dans la loi du recrutement que les enfants-trouvés seront soldats de droit. (P. V.) p. 883. — (Voyez *Enfants-trouvés*).

S.

Sabran (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (P. V.) p. 751 à 755. — (I. D.) n° 67.

Saint-Aignan (M. le duc de). — Fait un rapport à la

Chambre au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 198. — Un second rapport, au nom du même comité, p. 213. — Unt roisième rapport, p. 544. — Un rapport au nom de la commission spéciale chargée d'examiner les trois projets de loi relatifs au port du Havre, au canal de la Sensée et au pont sur la Dordogne, p. 1710.

Saint-Cricq (M. le conseiller d'État, baron de) directeur-général des douanes. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le président du conseil des ministres, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur les douanes. (P. V.) p. 1168. — Les ministres du Roi chargés de présenter la loi de finances, p. 1661.

Sainte-Pélagie (Pétition des prisonniers détenus pour dettes à Sainte-Pélagie, qui réclament contre le projet de loi relatif à la contrainte par corps). — Cette pétition est renvoyée à la commission chargée de l'examen du projet. (P. V.) p. 1211. — Le rapport de la commission est différé pour donner aux pétitionnaires le temps d'imprimer leurs réclamations, p. 1216.

Saintes (la ville de). — Proposition tendante à solliciter une loi qui restitue à cette ville le titre et les droits de chef-lieu de département. (P. V.) p. 1798. — La Chambre décide qu'il y a lieu de s'en occuper, p. 1799. — Réclamation élevée contre cette décision, lors de la lecture du procès-verbal, p. 1801. — La décision est maintenue, p. 1802.

Saint-Morys (la dame veuve de). — Plainte rendue par cette dame, et dirigée contre un membre de la Chambre. (P. V.) p. 222. — Date et objet de cette plainte. (P. V. U.) p. 24. — Suite donnée à l'affaire, p. 24, 25. — Intervention de la dame veuve de Gaudechard, fille de madame de Saint-Morys, p. 25. — Conclusions du

procureur-général, commissaire du Roi, sur la plainte dont il s'agit, p. 43. — Sur une requête présentée par les dames veuves de Saint-Morys et de Gaudechard, p. 47. — Lecture de la plainte, p. 54. — Discussion sur cette plainte et sur le réquisitoire du procureur-général. (Dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Doudeauville, le marquis de Marbois, le marquis de Lally-Tolendal et le comte Abrial), p. 54 à 60. — La Chambre adopte à l'unanimité les conclusions du commissaire du Roi, p. 60. — Texte de l'arrêt, p. 60 à 63.

Saint-Morys (affaire). — Première communication donnée à la Chambre relativement à cette affaire. (P. V.) p. 221. — Seconde communication, p. 473. — La Chambre se forme en cour de justice, p. 474. — (Voyez *Séance judiciaire* du 31 janvier 1818).

Saint-Roman (M. le comte de). — Développements de sa proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége. (P. V.) p. 522 à 526. — (I. D.) n° 43. — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 596 à 600. — (I. D.) n° 48. — Combat les objections faites contre sa proposition relative au bureau des colléges électoraux divisés en sections. (P. V.) p. 1103 à 1107. — Texte de son discours. (I. D.) n° 94. — Attaque le projet de loi relatif à la contrainte par corps. (P. V.) p. 1553 à 1555.

Saisie des ouvrages dangereux (*liberté de la presse*). — Amendement tendant à autoriser, dans les trois jours du dépôt, la saisie des ouvrages dangereux. (P. V.) p. 391. — Discussion à ce sujet, p. 392 à 397, 399 à 404. — L'amendement est rejeté, p. 404. — Reproduit

sous une autre forme, p. 409. — Discuté en concurrence avec l'amendement de la Chambre des Députés. (Voyez *Publication*), p. 409 à 418. — Adoption de ce dernier, p. 418. — L'autre est définitivement rejeté, p. 419.

Scrutateur. — Substitué dans le cours d'une séance à l'un des scrutateurs originaires qui a quitté l'assemblée. (P. V.) p. 1027, 1658.

Scrutin (délibération par voie de). — Sur un projet d'adresse en réponse au discours du Roi à l'ouverture de la session. (P. V.) p. 39. — Sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes de 1818, p. 93. — Sur la question préalable tendante à écarter un amendement au projet de loi sur les journaux, p. 175. — Sur le fond même de ce projet, *ibid.* — Sur la question préalable tendante à écarter divers amendements au projet de loi sur la liberté de la presse, p. 404, 418, 419. — Sur le fond même de ce projet, p. 438. — Sur la résolution de l'autre Chambre, relative à l'admission des Députés, p. 502. — Sur la question préalable tendante à écarter divers amendements au projet de loi sur le recrutement, p. 862, 888, 952, 970, 971, 1005. — Sur l'ensemble de ce projet, p. 1007. — Sur le projet de loi relatif à l'admission des Députés, p. 1027. — Sur la résolution de l'autre Chambre, relative au renouvellement du sursis accordé aux émigrés, p. 1091. — Sur le projet de loi relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1100. — Sur la proposition tendante à faire concourir toutes les sections d'un collége électoral à la nomination du bureau de ce collége, p. 1109. — Sur

le projet de loi relatif à un emprunt de 2 millions pour l'achèvement du pont de Bordeaux, p. 1131. — Sur le projet de loi relatif à la suppression de la traite des Noirs, p. 1181. — Sur le projet de loi relatif à une nouvelle prorogation du sursis accordé aux émigrés, p. 1184. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 1331. — Sur le projet de loi relatif à la banque de France, p. 1480. — Sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1644. — Sur la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1658. — Sur le projet de loi relatif au port du Havre, p. 1733. — Sur le projet de loi relatif au canal de la Sensée, p. 1736. — Sur le projet de loi relatif au pont sur la Dordogne, p. 1738. — Sur l'article VIII du projet de loi relatif à quelques changements dans la circonscription de onze arrondissements de sous-préfectures, p. 1797. — Sur l'ensemble de ce projet, p. 1798. — Sur le projet de loi relatif aux échangistes, p. 1810. — Sur la loi de finances, p. 1980. — Sur le projet de loi relatif au canal de l'Ourcq, p. 2000.

Séance judiciaire du 31 janvier 1818. — Procès-verbal de cette séance. (Ce procès-verbal ne pouvant, à raison de son peu d'étendue, former un volume à part, on a cru devoir l'ajouter au troisième volume des procès-verbaux de la session législative de 1817. On a par suite compris dans la table des matières, placée à la fin de ce volume, tout ce qui a rapport à *l'affaire Saint-Morys*, objet de la séance et du procès-verbal dont il s'agit. Les renvois à ce procès-verbal unique sont ainsi indiqués (P. V. U.) p. —.

Séances judiciaires de la Chambre. — Il en est dressé

un procès-verbal distinct et séparé de celui des séances législatives. (P. V.) p. 223, 473.

Séance royale du 5 novembre 1817. — Tenue au palais Bourbon. — Les Pairs s'y rendent en habit de cérémonie. — Sont reçus dans l'appartement vacant de M. le président de la Chambre des Députés. (P. V.) p. 1. — Comment introduits dans la salle. — Ordre qu'ils observent entre eux dans leur séance. — Députation envoyée au-devant du Roi, p. 2. — Discours de S. M., p. 3 à 8. — La session est déclarée ouverte, p. 8. — Le garde des archives dresse procès-verbal de cette séance, p. 9. — En fait lecture, p. 12. — Ce procès-verbal est adopté, *ibid.*

Secrétaires de la Chambre pour la session de 1817. — Leur nomination. (P. V.) p. 20.

Septuagénaires. — Amendement tendant à excepter les septuagénaires de la contrainte par corps en matière de commerce. (P. V.) p. 1621. — Discussion à ce sujet, p. 1622 à 1624. — L'amendement est écarté, p. 1625.

Serment des Pairs (prestation individuelle de ce serment). — Par M. le duc de Narbonne-Pelet. (P. V.) p. 12. — Par M. le comte Decroix, p. 14. — Par M. le duc de Massa, p. 17. — Par M. le vicomte Dubouchage, *ibid.* — Par M le duc de Dalberg, p. 50. — Par M. le duc de Polignac, p. 66. — Par M. le comte d'Aboville, p. 98. — Par M. le comte Decazes, p. 507.

Session de 1817. — Ouverte le 5 novembre. (P. V.) p. 8. — Close le 16 mai 1818, p. 2006. — (Voyez *Séance royale, proclamation du Roi*).

Siméon (M. le conseiller d'État, comte). — Accompagne,

en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la justice, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur les journaux. (P. V.) p. 66. — Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi sur la liberté de la presse, p. 179. — Défend ce projet, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 358 à 377. — Accompagne le ministre de la guerre, chargé de présenter un projet de loi sur le recrutement de l'armée, p. 508. — Défend ce projet, lors de sa discussion, p. 647 à 667. — Accompagne le ministre de la marine, chargé de présenter un projet de loi relatif aux colons de Saint-Domingue, p. 1065. — Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi relatif à la suppression de la traite des noirs, p. 1111. — Les ministres du Roi, chargés de présenter un projet de loi relatif à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées, p. 1661. — Le ministre des finances, chargé de présenter un projet de loi relatif aux échangistes, p. 1748.

Simples promesses (lettres de change réputées). — Amendement tendant à spécifier, dans la loi sur la contrainte par corps, les cas où les lettres de change sont réputées simples promesses. (P. V.) p. 1618. — Cet amendement est rejeté, p. 1619.

Sodré (M. le commandeur de), Portugais. — La Chambre passe à l'ordre du jour sur une pétition de cet étranger. (P. V.) p. 1743.

Soldats mariés. — (Voyez *Congé absolu.*)

Somme de 300 francs (amendement tendant à fixer à cette somme la limite de la contrainte par corps en matière de commerce). — L'auteur de cet amende-

ment en expose les motifs. (P. V.) p. 1604. — Discussion à ce sujet, p. 1605 à 1617. — L'amendement est adopté, sauf rédaction, p. 1617. — Première rédaction proposée, p. 1629. — Elle est combattue. p. 1629 à 1631. — Modifiée, mise aux voix et adoptée, p. 1634. — (Voir, sur cet amendement, les *Motifs* imprimés de M. le marquis de Maleville. (I. D.) n°. 122.)

T.

Tabacs (monopole des). — Réclamations adressées à la Chambre contre ce monopole par le commerce de Lille et de Strasbourg. (P. V.) p. 1953. — Observations de la commission du budget à cet égard, p. 1954.

Tableau imprimé des amendements proposés par divers membres sur la loi du recrutement. (I. D.) n° 75.

Talaru (M le marquis de). — Son opinion sur le titre VI du projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 959 à 961. — (I. D.) n° 80. (Voyez *Avancement*, — *Prérogative royale.*)

Tarente (M. le maréchal duc de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. (P. V.) p. 550. — Au nom de la même commission, un rapport sur différentes pétitions relatives à cette loi, p. 611. — Donne des explications sur un fait qui l'intéresse, p. 854. — Développe, au nom de la commission spéciale, les motifs de l'amendement proposé

à l'article XXIV du projet de loi, p. 937 à 946. (Voyez *Congé absolu*). — Les motifs de l'amendement proposé sur l'article XXVIII, p. 974 à 989. (Voyez *Avancement.*)

Testu (le sieur), editeur de *l'almanach royal.* — Fait hommage à la Chambre d'un exemplaire de cet almanach pour 1818. (P. V.) p. 407.

Titres de Pairie. (Lettres patentes portant institution de). — Communiquées, au nombre de 69, à la Chambre des Pairs par M. le Garde des sceaux, le 15 janvier 1818. (P. V.) p. 256. — Liste des Pairs au nom desquels ces lettres sont expédiées, p. 257. — La Chambre en ordonne la transcription sur le livre de la Pairie, p. 261. — Nouvelle communication de 29 autres lettres patentes, p. 1529. — Liste des impétrants, p. 1530, 1531. — Transcription ordonnée, p. 1531.

Traite des blancs exercée par les puissances barbaresques. — Vœu émis à ce sujet par un Pair dans la discussion du projet de loi relatif à la *traite des Noirs.* (P. V.) p. 1179. — Le ministre des affaires étrangères annonce que ce vœu a été prévenu, p. 1181.

Traite des Noirs (projet de loi relatif à la suppression de la). — Présenté à la Chambre par le ministre de la marine. (P. V.) p. 1111. — Exposé des motifs, p. 1112, 1113. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1114. — Discussion en assemblée générale (où M. le comte Lanjuinais est entendu), p. 1178 à 1180. — Adoption provisoire du projet, p. 1181. — Adoption définitive, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 1182, 1183.

Transit de l'Alsace. (Discussion et explication relatives à ce transit). Voyez *Douanes*.

Tréchard. (Le sieur), mécanicien. — Pétition adressée à la Chambre par ce particulier. (P. V.) p. 1803. — Le comité propose de la renvoyer au ministre de l'intérieur, *ibid.* — Discussion à ce sujet, p. 1804, 1805. — Le renvoi est ordonné, p. 1805.

Vaudreuil (M. le comte de). — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le duc de La Rochefoucauld. (P. V). p. 51. — (I. D.) n° 5.

V.

Vétérans. — (Voyez *Réserve territoriale.*)

Villemanzy (M. le comte de) Pair de France, président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement. — Fait à la Chambre, au nom de cette commission, un rapport sur la situation de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations. (P. V.) p. 84. (Voyez *Caisse d'amortissement. — Caisse des dépôts et consignations.*) — Opinion du noble Pair sur le titre VI du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, p. 961 à 964. — (I. D.) n° 81. — Observations du même sur un rapport fait à la Chambre par M. le marquis de Marbois, au nom de la commission du budget. (P. V.) p. 1964, 1965. — (I. D.) n° 139.

Weissembourg (arrondissement de), Bas Rhin. — Amendement tendant à retrancher du projet de loi relatif à divers changements de circonscription l'article qui

transfère à Haguenau le chef-lieu de l'arrondissement de Weissembourg. (P. V.) p. 1792. — Discussion à ce sujet, p. 1792 à 1796. — Après deux épreuves douteuses sur l'amendement, l'article est mis aux voix et rejeté, p. 1797.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Procès-verbaux et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances législatives de la Chambre, aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de la session, et au procès-verbal unique de la séance judiciaire tenue le 17 juillet 1819.

Les renvois sont ainsi indiqués : au procès-verbal des séances législatives, (P. V.) p. —; aux impressions diverses, (I. D.) n° —; enfin au procès-verbal judiciaire, (P. V. J.) p. —.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

ABOVILLE (M. le comte d'). — Membre de la commission spéciale pour l'examen du projet de loi sur les salpêtres, demande qu'on rétablisse dans ce projet la disposition originaire qui maintenoit la fouille obligée, (P. V.) p. 445 à 450. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 41. — Insiste sur le maintien au moins provisoire de cette fouille (P. V.) p. 459, 460, 463, 464. — Son

discours, à l'occasion du décès de M. le comte de Lamartillière, p. 756 à 767. — Propose un amendement à l'art. 16 du projet de loi sur les servitudes militaires, p. 1067.

ABRIAL (M. le comte). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions. (P. V.) p. 738. — (Voir, aux *Opinions distribuées*, celle du noble Pair sur la proposition tendante à faire modifier *l'organisation des colléges électoraux.*)

ADMISSION (demandes en). — Par trente-neuf des nouveaux Pairs nommés le 5 mars 1819, (P. V.) p. 509. — Par M. le comte de Greffulhe, et par huit des mêmes Pairs, p. 545. — Par deux des mêmes, p. 559. — Par trois d'entre eux, p. 592. — Par M. le maréchal duc de Conegliano, p. 598. — Par M. le comte de Montalivet, p. 620. — Par M. le maréchal comte Jourdan, p. 649. — Par M. le baron de Montalembert, p. 694. — Par M. le baron Bastard-d'Estang, p. 748. — Par M. le marquis de Pange, p. 1000.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours d'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, (P. V.) p. 1.. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Fontanes, p. 19. — Examen du projet dans les bureaux, *ibid.* — Discussion en assemblée générale, p. 19 à 23. — Adoption du projet au scrutin, p. 23. — Texte de l'adresse adoptée, p. 24. — Une députation de vingt-cinq membres est chargée de la présenter, p. 28. — Présentation de l'adresse, et réponse du Roi à la députation de la Chambre, p. 32.

AGUESSEAU (M. le marquis d'). — Voir, aux *Opinions distribuées*, celles du noble Pair sur la proposition ten-

dante à l'entière *abolition du droit d'aubaine*. — Sur la proposition tendante à faire révoquer la loi du 9 novembre 1815, relative aux *cris séditieux*.

ALBUFÉRA (M. le maréchal duc d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 532. — Reçu le 13, p. 541. — Discute, et propose de modifier, l'art. 3 du projet de loi relatif aux servitudes militaires, p. 1044 à 1047.

ALLENT (M. le chevalier), sous-secrétaire d'état au département de la guerre. — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de ce département, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur le commerce et la fabrication des salpêtres. (P. V.) p. 294. — Combat l'amendement tendant à rétablir dans ce projet la disposition originaire qui maintenoit la fouille obligée, p. 450 à 455. — p. 460. — Accompagne le ministre des finances, chargé de présenter un projet de loi qui ordonne pour chaque département l'ouverture d'un livre auxiliaire du grand livre de la dette publique, p. 620. — Le ministre de la guerre, chargé de présenter un projet de loi sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 694. — Adopte un double amendement proposé sur l'article 1er de ce projet, p. 1035, 1036. — Combat divers amendemens proposés sur l'art. 3, p. 1050, 1051. — Accompagne le ministre des finances, chargé de présenter un projet de loi relatif au règlement des budgets antérieurs à 1819, p. 1470. — Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1620.

AMENDEMENTS. — (Ne conviendroit-il pas qu'ils fussent annoncés d'avance par leurs auteurs?) Discussion à ce

sujet. (P. V.), p. 1353, 1354. — (Est-il nécessaire de proposer des amendements à un article de loi, pour obtenir la parole sur cet article?) Faits qui semblent favoriser cette opinion, p. 1727. — Réclamation d'un Pair contre le procès-verbal où ces faits sont énoncés, p. 1743 à 1745. — Débats qu'elle fait naître, p. 1745, 1746. — Explications données par M. le Président, p. 1747. — Le procès-verbal est maintenu, p. 1748.

Amendements proposés. — Au projet de loi sur la fixation de l'année financière. (P. V.) p. 425. — Au projet de loi sur le commerce et la fabrication des salpêtres, p. 461. (Voyez *Fouille obligée.*) — Au projet de loi sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 1033, 1034, 1037, 1040, 1042 à 1050, 1053 à 1056, 1059, 1060, 1062 à 1068. (Voyez *Places de guerre. — Tolérance. — Zone de prohibition. — Etat de guerre. — Indemnités.*) — Au projet de loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1179, 1222. (Voyez *Religion chrétienne. — Cultes protégés par l'État.*) — Au projet de loi sur la poursuite et le jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1361, 1378. (Voyez *Offense envers les Chambres. — Faits diffamatoires.*) — Au projet de loi sur l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1432, 1434. — Au projet de loi sur le réglement des budgets de 1815, 1816 et 1817, et la rectification provisoire du budget de 1818, p. 1614. (Voyez *Responsabilité des ministres.*)

Angosse (M. le marquis d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819. (P. V.) p. 505. — Admis le 13 du même mois, p. 551. — Reçu le 18, p. 559.

Année financière. (Projet de loi relatif à la fixation de l'année financière). — Présenté à la Chambre par le

ministre des finances, (P. V.) p. 230. — Exposé des motifs, p. 230 à 237. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 237. — Une commission spéciale est chargée de l'examen du projet, p. 266. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Lévis, p. 390 à 400. — La Chambre en ordonne l'impression, et cependant ouvre immédiatement la discussion sur le projet de loi, p. 400, 401. — Discussion en assemblée générale, (où sont entendus MM. le comte de Cornet, le marquis d'Herbouville, le comte Cholet, le comte de Brigode, le marquis de Garnier et le comte Jules de Polignac), p. 401 à 423. — Clôture de la discussion, p. 425. — Vote provisoire sur les articles, p. 426. — Vote définitif sur l'ensemble du projet, p. 427. — Il est rejeté, *ibid.*

ANNIVERSAIRE de l'entrée du Roi dans Paris en 1814. — Une grande députation est chargée de complimenter le Roi à cette occasion, (P. V.) p. 901 à 903. — Audience donnée par S. M. à la députation de la Chambre, p. 945, 946.

ANNIVERSAIRE. (Service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu Roi Louis XVI.) — Avis donné à cet égard par le grand maître des cérémonies de France, (P. V.) p. 108. — Une grande députation est désignée pour assister au service dont il s'agit, p. 109. — Costume que porteront les membres de cette députation, p. 110.

ANNONCES JUDICIAIRES. — Un Pair demande qu'elles soient exceptées de l'art. 1er du projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, (P. V.) p. 1452. — M. le garde-des-sceaux observe qu'elles n'y sont pas comprises, p. 1454.

Appel nominal (affaire Selves). — Premier appel, destiné à constater le nombre des membres présents, (P. V. J.) p. 70. — Liste des 123 Pairs, dont la présence est constatée, p. 70 à 72. — Second appel, sur la question de savoir *s'il y a lieu à suivre*, p. 77. — Troisième appel, sur la suppression de la plainte *sans qualification*, p. 78.

Aragon (M. le marquis d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 20 du même mois, p. 595. — Reçu le 23, p. 598.

Aramon (M. le marquis d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 13 du même mois, p. 551. — Reçu le 18, p. 559.

Argout (M. le comte d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 532. — Reçu le 13, p. 541. — Justifie, à l'occasion du projet de loi sur le règlement des budgets antérieurs à 1819, les opérations de l'ex-ministre des finances, comte Corvetto, p. 1605 à 1611. — Texte de son opinion. (I. D.) n° 119.

Arjuzon (M. le comte d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542.

Assurance mutuelle contre l'incendie (société d'). — Pétition du sieur Gouget, directeur d'une société de ce genre (P. V.) p. 743. — Débats que fait naître le renvoi proposé au ministre des finances, p. 743 à 745. — Ce renvoi est rejeté, p. 745.

Aubaine. (Proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine.) — Cette proposition, adoptée par la Chambre dans sa dernière session, mais sur laquelle l'autre Chambre n'a point délibéré, est reproduite

par son auteur, (P. V.) p. 36. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — Nouveau développement des motifs, p. 74 à 79. — Prise en considération et renvoi aux Bureaux, p. 80. — La proposition y est examinée, p. 81. — Nomination d'une commission spéciale, p. 102. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Clermont Tonnerre, p. 110 à 138. — Discussion en assemblée générale, (où sont entendus MM. le marquis de Maleville, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte de Richebourg, le marquis de Pastoret et le comte de Cornet), p. 141 à 174. — Suite de la discussion, (où sont entendus MM. le baron de Monville et le marquis de Marbois), p. 183 à 195. — La discussion est fermée, p. 197. — Résumé des débats, par M. le marquis de Clermont Tonnerre, p. 197 à 208. — Adoption provisoire de la proposition, p. 208. — Adoption définitive, *ibid.* — Texte de la proposition adoptée et convertie en résolution, p. 209. — L'assemblée en ordonne l'envoi à l'autre Chambre, p. 209. — Celle-ci la renvoie avec son adoption, p. 557. — Elle est transmise au Roi par une simple députation, p. 558.

AUBAINE. (Projet de loi tendant à l'entière abolition du droit d'aubaine). — Présenté à la Chambre par M. le garde-des-sceaux, ministre de la justice, (P. V.) p. 946. — Exposé des motifs, p. 946 à 954. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 954. — Le projet y est examiné, p. 999. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1141. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Boissy-d'Anglas, p. 1296 à 1331. — Discussion, en assemblée générale, *sur l'ensemble du projet*, (dans cette discussion sont entendus

MM. le marquis de Marbois, le marquis de Maleville, le comte Cornudet, le duc de Lévis et le comte de Montalivet), p. 1411 à 1432. — *Sur les articles* (deux amendements proposés, l'un sur l'article premier, l'autre sur le second, sont combattus par M. le garde-des-sceaux), p. 1432 à 1438. — Adoption définitive du projet, p. 1438.

B.

Barante (M. le baron de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 532. — Reçu le 13, p. 541. — Commissaire du Roi, désigné pour soutenir la discussion du projet de loi sur les tabacs, p. 767. — Combat la proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation, p. 866 à 869. — Défend l'article 8 du projet de loi sur les crimes et délits de la presse p. 1184 à 1188. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 86. — Propose d'adopter l'usage établi à la Chambre des Députés, pour l'introduction des amendements, (P. V.) p. 1353. — Défend l'art. 7 du projet de loi sur les journaux et écrits périodiques, p. 1457. — Commissaire du Roi pour la présentation du projet de loi relatif au règlement des budgets antérieurs à 1819, p. 1470. — Combat un amendement proposé sur l'art. 9 de ce projet, p. 1614, 1615. — Commissaire du Roi pour la présentation du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1619. — Combat, dans la discussion de ce projet, le reproche fait aux administrations centrales d'être aujourd'hui plus coûteuses qu'en 1813, p. 1723. — Insiste

sur l'exactitude des renseignements qu'il a donnés à cet égard, p. 1725.

BARTHELEMY (M. le marquis).—Soumet à la Chambre une proposition relative aux modifications dont pourroit être susceptible la loi sur l'organisation des collèges électoraux, (P. V.), p. 267. — Développe les motifs de cette proposition, p. 309. — Déclare, lorsqu'il s'agit de voter sur elle, qu'il n'a point entendu la modifier par ses développements, p. 385.

BASTARD D'ESTANG (M. le baron).—Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 17 avril suivant, p. 754. — Reçu le 22 du même mois, p. 755.

BAYANE, (Alphonse-Hubert de Latier, Cardinal duc de) né à Valence, département de la Drôme, le 30 octobre 1739, décédé à Paris le 26 juillet 1818. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le comte Lemercier. (P. V.) p. 47.

BEKER (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 532. — Reçu le 13, p. 541.

BELLIARD (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 532. — Reçu le 13, p. 541. — Attaque, dans l'intérêt de la défense, le projet de loi relatif aux servitudes militaires, p. 1008 à 1011. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 76. — Insiste sur la réunion qu'il a proposée des art. 3 et 4, (P. V.) p. 1049.

BELLUNE (M. le maréchal duc de). —Elu secrétaire de la Chambre, pour la session de 1818. (P. V.) p. 11.

BÉRENGER (M. le comte Raymond de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541.

Bérenger (M. le conseiller d'État, comte).—Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances, chargé de présenter un projet de loi relatif au réglement des budgets antérieurs à 1819, (P. V.) p. 1470. — Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1619.

Berthollet (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres, (P. V.) p. 431. — Défend les conclusions de ce rapport, p. 463, 464. — Developpe, à l'occasion des droits de péage compris dans le budget des recettes, les avantages qui résulteroient pour la France d'un système général de navigation intérieure, p. 1845 à 1849. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 137.

Boissy-d'Anglas (M. le comte de). — Appuie la proposition tendante à faire décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, (P. V.) p. 67, 68. — La proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 148 à 154. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 11. — Ajoute quelques traits à l'éloge historique du maréchal marquis de Pérignon, (P. V.) p. 263 à 265. — Invoque l'ordre du jour sur la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 274, 275. — Défend cet ordre du jour, p. 282, 283. — S'oppose à ce que la même proposition, développée par son auteur, soit prise en considération, p. 325, 326. — Appuie la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, p. 496, 497. — Combat la proposition tendante à faire excepter les pétitions collectives de l'insertion au feuilleton d'ordre

du jour, p. 586. — L'ordre du jour invoqué sur la pétition tendante à faire accorder une indemnité aux membres de la Chambre des Députés, p. 640. — Demande qu'on renvoie à la commission du budget la proposition tendante à solliciter en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis une exception aux lois sur le cumul des pensions militaires, p. 750. — Défend ce renvoi, p. 751. — Demande aux commissaires du Roi une explication sur l'art. 21 du projet de loi relatif aux crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1232. — Insiste sur la nécessité de cette explication, p. 1235. — S'oppose à la suppression réclamée de quelques passages d'un rapport fait à la Chambre, p. 1250. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1296. — Défend l'usage établi de proposer les amendements lors de la discussion même des articles, p. 1353. — Propose de supprimer l'art. 2 du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1359 à 1361. — Soumet à la Chambre différentes observations sur l'art. 14, p. 1369. — Appuie le maintien de l'art. 20, p. 1380. — Défend la rédaction de l'art. 7 du projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1459. — Se plaint de voir chaque année la Chambre réduite à voter d'urgence la loi du budget, p. 1726. — (Voir, aux *Opinions distribuées*, celle du noble Pair sur la *pétition du sieur Planche*).

Brigode (M le comte de). — Défend le projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, (P. V.) p. 412 à 416. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 38. — Explique l'ordre du jour proposé par le comité des pétitions sur

celle du sieur Planche, tendante à faire accorder une indemnité aux membres de la Chambre des Députés, p. 642. — Fait un rapport, au nom du même comité, sur la pétition du sieur Cézan, p. 668. — Soumet à la Chambre de nouvelles observations à ce sujet, p. 722. — Fait un second rapport au nom du comité des pétitions, p. 740. — Un troisième rapport, p. 810. — Un quatrième, p. 828. — Un cinquième, p. 989. — Un sixième, p. 1148.

Brissac (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, (P. V.) p. 521. — Appuie l'adoption du projet de loi relatif au réglement des budgets antérieurs à 1819, p. 1567 à 1571. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 112.

Broglie (M. le duc de). — Appuie l'ordre du jour invoqué sur la proposition tendante à faire modifier l'organisation des colléges électoraux, (P. V.) p. 276. — Combat la proposition tendante à faire excepter les pétitions collectives de l'insertion au feuilleton d'ordre du jour, p. 587, 588. — Expose les motifs de l'ordre du jour proposé par le comité des pétitions sur celle du sieur Planche, tendante à faire accorder une indemnité aux membres de la Chambre des Députés, p. 643. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 667. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1085 à 1140. — Combat la proposition tendante à introduire dans ce projet un article qui punisse la diffamation ou l'injure envers les cultes et leurs ministres, p. 1224. — Regarde comme inutile une déclaration demandée à M. le garde-

des-sceaux, sur l'art. 21, p. 1234. — Explique un passage de son rapport sur le projet de loi, p. 1235. — Demande que les amendements soient annoncés par leurs auteurs dès l'ouverture de la discussion, p. 1353. — Combat les observations présentées par un Pair sur l'art. 2 du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits de la presse, p. 1358. — Le rejet proposé du même article, p. 1361. — (Voir, aux *Opinions distribuées*, celles du noble Pair sur la proposition tendante à faire modifier *l'organisation des colléges électoraux*. — Sur le projet de loi relatif à la *fixation de l'année financière*. — Sur le projet de loi relatif aux *livres auxiliaires du grand-livre de la dette publique*).

Budget des dépenses de 1819. (Projet de loi relatif à la fixation de ce budget.) — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 1620. — Exposé des motifs, p. 1620 à 1633. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1634. — Le projet y est de suite examiné, *ibid.* — Nomination d'une commission spéciale de sept membres, p. 1635. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 1644 à 1691. — Discussion en assemblée générale, (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Choiseul, le vice-amiral comte Verhuell, le marquis de Lally Tolendal, le duc de Valentinois, le marquis de Semonville, le comte Cholet, le comte d'Orvilliers, le marquis de Semonville, *iterùm*, le commissaire du Roi, baron de Barante, le rapporteur de la commission, comte Chaptal, le commissaire du Roi, *iterùm*, et le comte de Boissy-d'Anglas), p. 1697 à 1726. — Délibération des articles, (deux Pairs demandent la parole qui leur est contestée sur le motif qu'ils ne proposent point d'a-

mendements), p. 1726 à 1728. — Scrutin sur l'ensemble du projet, p. 1728. — Son adoption est proclamée, p. 1729.

Budget des recettes de 1819. (Projet de loi relatif à la fixation de ce budget). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 1729. — Exposé des motifs, p. 1729 à 1740. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1741. — Le projet y est examiné, p. 1743. — Nomination d'une commission spéciale de sept membres, p. 1748. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 1804 à 1839. — Discussion en assemblée générale, (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Laplace, le duc de Valentinois et le comte Berthollet), p. 1841 à 1850. — Vote provisoire sur chaque titre du projet, p. 1850. — Scrutin sur l'ensemble, *ibid.* — Adoption unanime, p. 1851.

Budgets. (Projet de loi relatif au réglement des budgets de 1815, 1816 et 1817 et à la rectification provisoire du budget de 1818). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 1470. — Exposé des motifs, p. 1471 à 1486. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1486. — Le projet y est examiné, p. 1487. — Nomination d'une commission spéciale de sept membres, p. 1488. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Garnier, p. 1494 à 1561. — Discussion, en assemblée générale, *sur l'ensemble du projet*, (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Lavauguyon, le duc de Brissac, le duc de Lévis, le comte de Villemanzy, le comte Daru, le marquis de Marbois, le comte Molé, le vicomte Dubouchage et le comte d'Argout), p. 1563 à 1612. —

Sur les articles, (un seul amendement ayant été proposé, il n'y a véritablement de discussion que sur l'article 9, auquel s'applique cet amendement, défendu par son auteur, M. le comte Daru, attaqué par le commissaire du Roi, baron de Barante) p. 1613 à 1617. — Adoption pure et simple du projet, p. 1617. — Cette adoption est proclamée, p. 1618.

Bureau de la Chambre. — Sa formation provisoire. (P. V.) p. 9. — Définitive, p. 11.

Bureau des renseignements. (Pétitions renvoyées à ce bureau par la Chambre). — De quatorze huissiers des tribunaux de commerce de Montpellier et de Cette, (P. V.) p. 94. — Du conseil municipal de Boulogne sur mer, p. 238, 239. — Du sieur Thomas, p. 240, 241. — Du sieur Maillard, p. 241. — Du sieur Lefèvre, de Lille, p. 517. — Des sieurs Dudanjon et Maillet, p. 561. — Du sieur Cahaisse, p. 562. — Du sieur Dupuy, p. 600. — De l'auteur d'un écrit *sur les avantages de la mendicité*, p. 725. — Du sieur Gouget, p. 745. Des sieurs Heslouis, Cotard et autres, p. 829. — Des membres de la Chambre du commerce d'Orléans, p. 830. — Du maire de Marseille, p. 991. — Des desservants des quatre églises succursales de Montauban, p. 1149. — Du sieur Gaubert, p. 1638. — Du sieur Ménier père, p. 1640. — Du sieur Tailleboscq, p. 1771.

Bureau des renseignements (renvoi au). — Quelle est, en matière de pétitions, l'importance de ce renvoi? (P. V.) p. 240, 241, p. 512, 513.

Bureaux (formation et renouvellement des). — Première formation, le 14 décembre 1818, (P. V.) p. 13 — Premier renouvellement, le 19 janvier 1819, p. 138. —

Second renouvellement, le 18 février, p. 245. — Troisième renouvellement, le 18 mars, p. 588. — Quatrième renouvellement, le 15 avril, p. 745. — Cinquième renouvellement, le 19 mai, p. 1293. — Sixième renouvellement, le 7 juillet, p. 1643.

Bureaux (organisation des). — Lors de la première formation, (I. D.) n° 1. — Lors du premier renouvellement, n° 9. — Lors du second, n° 21. — Lors du troisième, n° 47. — Lors du quatrième, n° 56. — Lors du cinquième, n° 99. — Lors du sixième, n° 121.

C.

Cadore (M. le duc de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541.

Caisse d'Amortissement (Commission de surveillance de la). — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte de Villemanzy, Pair de France, son président. (P. V.) p. 593, 594. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 594. — Le renvoi à la future commission du budget, p. 595. — Texte du rapport imprimé, (I. D.) n° 48. — Désignation de trois candidats pour la place de président de la commission de surveillance, (P. V.) p. 853, 854. — Nomination de ce président, p. 1470.

Camp d'Alexandrie. — Pétition adressée à la Chambre par les vétérans, veuves et orphelins du camp d'Alexandrie. (P. V.) p. 991. — Elle est renvoyée au président du conseil des ministres, et à la commission du budget, p. 992.

Camp de Juliers (vétérans du camp de Juliers). — Péti-

tion du sieur Bigarne, au nom de ces vétérans. (P. V.) p. 1768. — Elle est renvoyée à la commission des voies et moyens, *ibid.*

Capelle (M. le baron). — Accompagne en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances, chargé de présenter à la Chambre le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes de 1819, (P. V.) p. 39.

Castellane (M. le comte de). — Soumet à la Chambre une proposition tendante à solliciter la révocation de la loi du 9 novembre 1815, sur les cris séditieux, (P. V.) p. 244, 245. — Pense qu'il y a lieu de s'occuper de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 283, 284. — Appuie la prise en considération de cette proposition, développée par son auteur, p. 323 à 325. p. 330, 331. — Développe les motifs de sa proposition tendante à solliciter la révocation de la loi sur les cris séditieux, p. 474 à 491. — S'oppose à l'ajournement de cette proposition, p. 605, 606.

Catellan (M. le marquis de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits de la presse, p. 1249. — Consent à modifier quelques passages de ce rapport, p. 1252.

Cauchy (le chevalier), secrétaire archiviste de la Chambre). — Ordonnance du Roi qui le désigne pour remplir les fonctions de greffier dans l'affaire du sieur Selves, (P. V. J.) p. 3. — Place qu'il occupe dans la

séance judiciaire du 17 juillet 1819, p. 8. — Fait lecture de la plainte du sieur Selves, p. 10. — Fait, sur l'ordre de M. le président, un premier appel nominal, p. 70. — Un second appel, p. 77. — Un troisième, p. 78. — Signe, avec M. le président, l'arrêt de la Chambre, p. 80.

Cérémonial observé à l'ouverture de la session. (P. V.) p. 1, 2 et 3. — A la réception des nouveaux Pairs, p. 31, 32, 294, 539, 540, et *alibi*.

Cézan (le sieur). —Pétition adressée à la Chambre par ce particulier, (P. V.) p. 646. — Rapport fait sur cette pétition par M. le comte de Brigode, p. 668. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 670. — Nouvelles observations et conclusions du rapporteur, p. 722. — Discussion à ce sujet, p. 723 à 725.

Chambre des députés (la). — Annonce, par un message qu'elle est définitivement constituée. (P. V.) p. 18. — Renvoie, adoptée par elle, la résolution de la Chambre des Pairs, tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 557.

Chambre des Députés (membres de la). — Pétition tendante à faire accorder aux membres de la Chambre des Députés, une indemnité de déplacement et de séjour. (P. V.) p. 639. — Discussion à ce sujet (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Boissy d'Anglas, le duc de Fitz-James, le comte de Pontécoulant, le comte de Brigode, le duc de Broglie et le marquis de Lally-Tolendal), p. 640 à 644. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 645.

Chambre des Pairs (la). — Reprend, en vertu d'ordres du Roi, le cours de ses travaux, (P. V.) p. 9. — Nomme

ses secrétaires pour la session de 1818, p. 11. — Se forme en cour de justice pour connoître de la plainte du sieur Selves, p. 1858.

Chambre des Pairs (état actuel de la). — Le 16 mai 1818, jour où fut clôse la session de 1817, la Chambre se trouvoit composée de 209 Pairs (la table des matières porte 208, mais c'est une erreur qu'il faut rectifier). Depuis cette époque jusqu'au 17 juillet 1819, terme de la dernière session, la Chambre a perdu 10 de ses membres, décédés ainsi qu'il suit :

Le 9 juin 1818,	M. le comte de Gand.
Le 26 juillet,	M. le cardinal duc de Bayane.
Le 18 septembre,	M. le comte Lecouteulx de Canteleu.
Le 28 *ibid.*,	M. le vice-amir. comte Gantheaume.
Le 28 octobre,	M. le maréchal duc de Feltre.
Le 25 décembre,	M. le maréchal marquis de Pérignon.
Le 10 janvier 1819,	M. le comte de Beauharnois.
Le 17 février,	M. le prince duc de Poix.
Le 14 mars,	M. le marquis de Juigné.
Le 27 *ibid.*,	M. le comte de Lamartillière.

Mais trois de ces membres (MM. le comte Lecouteulx de Canteleu, le maréchal marquis de Pérignon, et le prince duc de Poix) ont été remplacés à la Chambre par leurs fils, admis à titre héréditaire. Un pareil remplacement a eu lieu pour M. le comte de Choiseul-Gouffier, décédé le 22 juin 1817. Enfin, par ordonnances des 15 septembre 1818 et 5 mars 1819, le Roi a créé soixante nouveaux Pairs; total, soixante-quatre admis au lieu de dix décédés. La Chambre, en termi-

nant la session de 1818, se trouve donc composée de 263 membres, non compris M. le Président.

Chambre des Pairs (jurisdiction de la). — La jurisdiction de la Chambre des Pairs sur ses membres, comprend-elles les matières correctionnelles comme les matières du grand criminel? (P. V.) p. 1231. — Discussion à ce sujet et déclaration du ministre de l'intérieur et de M. le garde-des-sceaux, p. 1232 à 1236.

Chambres de Commerce (pétitions adressées par les). — De Laval, qui sollicite une augmentation des droits d'entrée sur les cotons, (P. V.) p. 741. — De Dunkerque, qui réclame la supression du monopole des tabacs, p. 743. — De Reims, qui demande la suppression des exercices, et le remplacement des droits actuels sur les boissons par un droit unique de 2 fr. par hectolitre, p. 1467.

Chancelier de France, président de la Chambre des Pairs. — Sa place dans la séance royale du 10 décembre 1818, (P. V.) p. 2. — Déclare, au nom du Roi, que la session est ouverte, p. 8. — Préside les séances de la Chambre, p. 9 et *passim*. — Rend compte de l'accueil fait par le Roi à la grande députation chargée de porter à S. M. l'adresse votée le 22 décembre, p. 32. — Communique une ordonnance du Roi, portant nomination de cinquante-neuf Pairs, p. 504. — Rend compte de l'accueil fait à la grande députation chargée de complimenter le Roi à l'occasion du 3 mai, p. 945. — Communique une ordonnance du Roi, rendue à l'occasion d'une plainte portée par le sieur Selves, contre M. le baron Séguier, p. 1693. — Propose à la Chambre de se former en cour de justice pour connoître de cette plainte, p. 1853. — Donne lecture de

la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 1859. — Préside la séance judiciaire du 17 juillet 1819, où la Chambre s'occupe de la plainte du sieur Selves, (P. V. J.) p. 1. — Invité par le plaignant à se déporter, consulte la Chambre sur ce qu'il doit faire, p. 4 à 6. — Fait introduire le commissaire du Roi, p. 8. — Fixe, après le rapport de ce commissaire, l'objet de la délibération, p. 48. — Fait constater, par un appel nominal, le nombre des Pairs présents, p. 69, 70. — Prend leurs voix sur la question de savoir s'il y a lieu à suivre sur la plainte, p. 77. — Sur la question de savoir si la plainte sera supprimée sans qualification, p. 78. — Prononce, en présence du commissaire du Roi, l'arrêt de la Chambre, p. 79.

Chaptal (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace, p. 1331. — Au nom d'une autre commission, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1644.

Chevaliers de Saint-Louis. (Proposition tendante à obtenir en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires.) — Exposé sommaire de cette proposition par M. le comte Dehedouville, (P. V.) p. 688. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 690. — L'auteur en développe les motifs, p. 731 à 737. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 738. — La proposition y est examinée, p. 747. — Discussion pour savoir s'il sera nommé une commis-

sion spéciale, ou si la proposition sera renvoyée à la future commission du budget (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Boissy-d'Anglas, le comte de Pontécoulant, le comte de Sèze, le marquis de Lally, le duc de Valentinois), p. 749 à 752. — La Chambre nomme une commission spéciale, p. 753. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Daru, p. 835 à 853.

Choiseul (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, (P. V.) p. 91. — S'oppose à ce que la Chambre prenne en considération la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 331 à 333. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 28. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, (P. V.) p. 560. — Soumet à la Chambre, à l'occasion du budget des dépenses de 1819, quelques observations sur l'article intitulé *Dépenses de la Chambre des Pairs*, p. 1698 à 1702. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 123. — (Voir aux *Opinions distribuées* celle du noble Pair sur le projet de loi relatif à l'érection d'un *majorat en faveur de M. le duc de Richelieu.*)

Choiseul-Gouffier (Antoine-Louis-Octave, comte de), fils aîné de Marie-Gabriel-Florent-Auguste, comte de Choiseul-Gouffier, Pair de France, décédé le 20 juin 1817. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la pairie, (P. V.) p. 429. — Une commission de trois membres est désignée pour la vérification de ces titres, p. 430. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le maréchal duc de Raguse, p. 471. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 472. — Compte

rendu à la Chambre de cette information, p. 503. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 504. — Il est admis, et prend séance après avoir prêté serment, p. 539, 540.

Cholet (M. le comte). — Dissuade la Chambre de s'occuper de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 285. — Propose de remplacer par d'autres dispositions celles du projet de loi sur l'année financière, p. 408 à 412. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 37. — Combat la proposition tendante à faire excepter les pétitions collectives de l'insertion au feuilleton d'ordre du jour, (P. V.) p. 588. — Retrace l'historique de l'ancienne dotation du sénat, p. 1712 à 1714.

Circonscription. (Projets de loi, au nombre de douze, relatifs à quelques changements dans la circonscription de divers départements, arrondissements, cantons et communes du royaume.) — Présentés à la Chambre par le ministre de l'intérieur, (P. V.) p. 1073. — Exposé des motifs, p. 1073 à 1079. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1079. — Les projets y sont examinés, p. 1145. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1152. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Germain, p. 1156. — Discussion en assemblée générale, p. 1240. — Les douze projets sont provisoirement adoptés, p. 1241. — Scrutin collectif sur leur adoption définitive, — Elle est proclamée, *ibid.* — Texte des douze projets, p. 1241 à 1246.

Claparède (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541.

Clermont Tonnerre (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la proposition

tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 110. — Résume les débats qui ont eu lieu sur cette proposition, p. 197. — Défend la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 350 à 356. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 29. — (Voir aux opinions distribuées le discours du noble Pair sur la *pétition de quelques communes du département de l'Eure.*)

Clôture de la session de 1818. — Proclamation du Roi relative à cette clôture, (P. V.) p. 1859. — La Chambre se sépare après l'avoir entendue, p. 1860.

Colchen (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541.

Collèges électoraux. (Proposition relative aux modifications dont pourroit être susceptible la loi sur l'organisation des collèges électoraux). — Exposé sommaire de cette proposition, par M. le marquis Barthélemy. (P. V.) p. 267 à 269. — Discussion pour savoir s'il y a lieu de s'en occuper, (la négative est soutenue par MM. le marquis de Lally, le comte Decazes, le marquis de Garnier, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Lemercier, le duc de Broglie, le marquis de Marbois, le comte Cholet et le comte de Tracy; l'affirmative par MM. le marquis de Pastoret, le comte de Castellane et le vicomte de Montmorency), p. 269 à 290. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 291. — L'auteur en développe les motifs, p. 309 à 315. — Discussion pour savoir si elle sera prise en considération (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis Dessolle, le duc de Larochefoucauld, le comte de Castellane, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Decazes, le duc de Choiseul, le marquis de

Lally, le comte Lanjuinais, le marquis de Marbois et le comte Lemercier), p. 316 à 344. — La Chambre adopte l'affirmative et renvoie la proposition aux bureaux, p. 344. — Elle y est examinée, p. 345. — Discutée en assemblée générale (dans cette nouvelle discussion la Chambre entend MM. le comte de Richebourg, le marquis de Clermont-Tonnerre, le comte Lanjuinais, le comte Decazes, le duc de Doudeauville, le marquis de Maleville et le marquis de Fontanes), p. 346 à 387. — Délibération par scrutin sur la proposition, — Elle est adoptée et convertie en résolution, p. 387. — Arrêté pour sa transmission à l'autre Chambre, p. 388.

Colons de Saint-Domingue. — Se plaignent du système adopté pour la répartition des secours qui leur sont accordés par le gouvernement, (P. V.) p. 519. — Éclaircissements donnés à cet égard par le ministre de l'intérieur et par un Pair, ancien ministre de la marine, p. 520, 521.

Comité des pétitions (formation et renouvellement du). — Première formation, le 14 décembre 1818, (I. D.) n° 1. — Premier renouvellement, le 19 janvier 1819, n° 9. — Second renouvellement, le 18 février, n° 21. — Troisième renouvellement, le 18 mars, n° 47. — Quatrième renouvellement, le 15 avril, n° 56. — Cinquième renouvellement, le 19 mai, n° 99. — Sixième renouvellement, le 7 juillet, n° 121.

Comité des pétitions. (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Par M. le duc de Choiseul, (P. V.) p. 91. — Par M. le duc de Saint-Aignan, p. 106. — Par le même, p. 227. — Par M. le vicomte de Montmorency, p. 237. — Par M. le duc de Saint-

Aignan, p. 510. — Par M. le duc de Massa, p. 514. — Par M. le duc de Brissac, p. 521. — Par M. le duc de Choiseul, p. 560.—Par M. le duc de Saint-Aignan, p. 598. — Par le même, p. 636, 666. — Par M. le duc de Broglie, p. 667. — Par M. le comte de Brigode, p. 668. — Par le même, p. 722. — Par M. le duc de Saint-Aignan, p. 725. — Par M. le comte Abrial, p. 738. — Par M. le comte de Brigode, p. 740. — Par le même, p. 810, 828. — Par M. le comte Dejean, p. 987. — Par M. le comte de Brigode, p. 989. — Par le même, p. 1148. — Par M. le comte Germain, p. 1462. — Par le même, p. 1489, 1635. — Par M. le comte Cornudet, p. 1768. — Par le même, p. 1773.

Commission de surveillance de la caisse d'amortissement. (Voyez *caisse d'amortissement.*)

Commissions de trois membres, désignées par le sort. — Pour la vérification des titres d'hérédité, produits par M. le comte Lecouteulx de Canteleu, (P. V.) p. 13. — Des titres produits par M. le marquis de Pérignon, p. 225. — Des lettres de nomination de trente-neuf nouveaux Pairs, p. 510. — Des titres produits par M. le prince duc de Poix, p. 544. — Des lettres de nomination de neuf nouveaux Pairs, p. 545. — De deux autres, p. 559. — De trois autres, p. 593. — De M. le maréchal duc de Conegliano, p. 598. — De M. le comte de Montalivet, p. 620. — De M. le maréchal comte Jourdan, p. 649. — De M. le baron de Montalembert, p. 694. — De M. le baron Bastard d'Estang, p. 748. — De M. le marquis de Pange, p. 1000.

Commissions spéciales nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'une adresse au Roi, (P. V.) p. 11. — Pour l'examen de la proposition tendante à l'entière

abolition du droit d'aubaine, p. 102. — Du projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, p. 266. — Du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres, p. 308. — De la proposition tendante à solliciter la révocation de la loi sur les cris séditieux, p. 537. — Du projet de loi qui établit dans chaque département un livre auxiliaire du grand livre de la dette publique, p. 636. — De la proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation, p. 728. — Du projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'état, p. 730. — Du projet de loi sur les tabacs, p. 748. — De la proposition tendante à provoquer en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis, une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires, p. 753. — Du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 834. — Du projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1141. — Du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1142. — Du projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1153. — Du projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace, p. 1248. — Du projet de loi relatif au règlement des budgets de 1815, 1816 et 1817, et à la rectification provisoire du budget de 1818, p. 1488. — Du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1635. — Du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, p. 1748. — Du projet de loi relatif à l'importation des grains, p. 1760.

Compans (M. le comte). — Combat la proposition ten-

dante à faire excepter les pétitions collectives de l'insertion au feuilleton d'ordre du jour, (P. V.) p. 587.

Conegliano (M. le maréchal duc de). — Nommé Pair de France, le 5 mars 1819, (P. V.) p. 505. — Admis le 23 du même mois, p. 602. — Reçu le 30, p. 619.

Contributions directes de 1819 (projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes de ces contributions). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 40. — Il est de suite examiné dans les bureaux, p. 43. — Adopté séance tenante, p. 44. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Cornet (M. le comte de). — Combat la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 169 à 174. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 13. — Défend le projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, (P. V.) p. 401 à 405. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 35. — Appuie l'ajournement de la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, (P. V.) p. 606. — Combat l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif aux crimes et délits de la presse, p. 1202, 1203. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 93. — Appuie le maintien de l'art. 2 du projet de loi sur la poursuite et le jugement des mêmes délits, (P. V.) p. 1361. — Sollicite, en faveur des *Annonces judiciaires*, une exception à l'art. 1er du projet de loi sur les journaux et écrits périodiques, p. 1452 à 1454.

Cornudet (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur la proposition tendante à faire substituer une autre

peine à celle de la déportation, p. 785. — Résume et combat les objections élevées contre ce rapport, p. 921 à 939. — Combat l'art. 2 du projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1421 à 1426. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 106. — Insiste sur la suppression qu'il a proposée de cet article, (P. V.) p. 1437. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 1768. — Un second rapport, au nom du même comité, p. 1773.

Corvetto (M. le comte), ancien ministre des finances. — Apologie de ses opérations par M. le comte d'Argout, (P. V.) p. 1605 à 1610. — On demande l'impression de ce discours, p. 1610. — Elle est combattue par M. le duc de Valentinois, p. 1611. — Appuyée par M. le comte Molé et par le ministre de l'intérieur, *ibid.* — Ordonnée par la Chambre, p. 1612.

Cour de justice. — La Chambre se forme en cour de justice pour connoître de la plainte portée par le sieur Selves contre M. le baron Séguier. (P. V. J.) p. 1. — Voyez *Séguier*.

Crillon (M. le duc de). — Appuie le projet de loi qui ordonne, en faveur de M. le duc de Richelieu, l'érection d'un majorat de 50,000 fr. de revenu, à titre de récompense nationale. (P. V.) p. 216 à 219. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 19.

Cris séditieux. (Proposition tendante à supplier le Roi de proposer une loi portant révocation de celle du 9 novembre 1815 sur les cris séditieux). — Exposé sommaire de cette proposition par M. le comte de Castellane, p. 244, 245. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 245. — L'auteur en développe les motifs, p. 474 à 491. — Discussion pour savoir si elle sera

prise en considération (l'affirmative est soutenue par MM. le marquis de Marbois et le comte de Boissy-d'Anglas; la négative par M. le comte Decazes), p. 491 à 497. — La Chambre adopte l'affirmative et renvoie la proposition aux bureaux, p. 497. — Elle y est examinée, p. 503. — Nomination d'une commission spéciale, p. 537. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Sèze, p. 568 à 582. — Discussion en assemblée générale (on y demande l'ajournement de la proposition, dont l'objet semble rempli par une loi proposée la veille à l'autre Chambre : cette demande, appuyée par MM. le marquis de Marbois, le comte de Sèze, le marquis de Garnier, le duc de Lavauguyon et le comte de Cornet, est combattue par le duc de Fitz-James, le comte de La Bourdonnaye, le comte de Saint-Roman et l'auteur de la proposition), p. 602 à 606. — La Chambre, consultée par voie de scrutin, adopte l'ajournement, p. 607.

Cultes protégés par la Charte. (Projet de loi sur la répression des crimes et délits de la presse). — Proposition tendante à introduire dans ce projet un article qui punisse la diffamation ou l'injure *envers les cultes* dont il s'agit, *et envers leurs ministres*, (P. V.) p. 1222. — Discussion à ce sujet, p. 1222 à 1227. — La proposition est écartée, p. 1227.

Cuvier (M. le conseiller d'état chevalier). — Accompagne, en qualité de Commissaire du Roi, le ministre de la justice, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur la répression des crimes et délits de la presse, (P. V.) p. 813. — Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi relatif à la poursuite et au jugement de ces crimes et délits, p. 946.

— Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1073.—Le ministre des finances, chargé de présenter un projet de loi relatif au règlement des budgets antérieurs à 1819, p. 1470. — Le même ministre, chargé de présenter un projet de loi relatif à la fixation du budjet des dépenses de 1819, p. 1619. — Le ministre de l'intérieur, chargé de présenter un projet de loi relatif à l'importation des grains, p. 1776.

D.

Dambray (M. le vicomte). — Appuie, par un motif tiré de la situation du clergé françois, la proposition tendante à introduire dans le projet de loi sur les crimes et délits de la presse un article qui punisse la diffamation ou l'injure envers les cultes et leurs ministres, (P. V.) p. 1225.

Dampierre (M. le marquis de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542.

Dantzick (M. le maréchal duc de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 541.

Daru (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 533. — Reçu le 13, p. 542. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur la proposition tendante à provoquer en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires, p. 835. — Discute, et propose de modifier dans

un de ses articles, le projet de loi relatif au règlement des budgets antérieurs à 1819, p. 1577 à 1586. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 115. — Insiste sur l'amendementqu'il a proposé, p. 1615.

De Caux (M. le conseiller d'État, vicomte). — Accompagne le ministre de la guerre, chargé de présenter un projet de loi sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, (P. V.) p. 694. — Défend ce projet lors de sa discussion en assemblée générale, p. 1021 à 1032. — Combat un amendement relatif à la distinction de l'état de paix et de l'état de guerre, p. 1066.

Decazes (M. le comte). — Voyez *Ministre de l'intérieur*.

Défense de l'État. (Projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État). — Présenté à la Chambre par le ministre de la guerre, (P. V.) p. 694. — Exposé des motifs, p. 695 à 705. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 706. — Le projet y est examiné, p. 729. — Nomination d'une commission spéciale, p. 730. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Marescot, p. 872 à 901. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Dembarrère, le comte de Sparre, le comte Ruty, le vicomte Digeon, le maréchal comte Jourdan et le comte Lanjuinais), p. 962 à 987. — Suite de cette discussion (où sont entendus MM. le marquis de Maleville, au nom de la commission spéciale, le comte Belliard, le comte de Marescot, rapporteur, et le commissaire du Roi, vicomte de Caux), p. 1001 à 1032. — La Chambre ferme la discussion sur l'ensemble du projet, p. 1032. — Discussion particulière des articles, et

délibération des amendements, p. 1033 à 1068. — Adoption du projet modifié, p. 1068.

DÉGRÈVEMENT accordé sur la contribution foncière de 1819. — Un membre demande que la Chambre exprime son opinion sur l'impossibilité d'ajourner à 1820 la jouissance de ce dégrèvement. (P. V.) p. 1856. — Discussion à ce sujet, p. 1856 à 1858.

DEJEAN (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534.—Reçu le 13, p. 542.—Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 987.

DEMBARRÈRE (M. le comte). — Propose divers amendements au projet de loi sur les servitudes militaires, (P. V.), p. 963 à 966. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 70. — Défend l'un de ces amendements, (P. V.) p. 1055. — Le retire, p. 1056. — Reproduit son amendement relatif à la distinction de l'état de paix et de l'état de guerre, p. 1065.

DENRÉES COLONIALES. — (Voyez *Transit de l'Alsace.*)

DÉPENSES DE LA CHAMBRE. — Observations d'un Pair sur l'article de 2 millions, relatif à ces dépenses, dans le budget de 1819, (P. V.) p. 1698. — Un autre Pair combat la proposition d'établir un crédit spécial pour leur acquit, et d'en rendre un compte public, p. 1709, 1710.

DÉPORTATION (proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation). — Exposé sommaire de cette proposition par M. le marquis de Marbois, (P. V.) p. 632. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 633. — L'auteur en développe les motifs, p. 671. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 688. — La proposition y est exa-

minée, p. 693. — Nomination d'une commission spéciale, p. 727, 728. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Cornudet, p. 785 à 809. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, auteur de la proposition, le marquis de Lally-Tolendal, et le baron de Barante), p. 854 à 870. — Suite de la discussion (où sont entendus MM. le comte Lanjuinais, le marquis de Pastoret, le marquis de Lally *iterum*, le rapporteur de la commission spéciale dans son résumé, l'auteur de la proposition dans sa réplique, et le Pair de France, ministre de l'intérieur), p. 903 à 943. — La proposition est ajournée, p. 943.

Députations. — De 12 Pairs et de 25 Députés, chargée de recevoir le Roi, lors de l'ouverture de la session, (P. V.) p. 2. — Grande députation chargée de présenter à S. M. l'adresse de la Chambre, p. 29. — De complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 37. — D'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le feu roi Louis XVI, p. 109. — De complimenter le Roi à l'occasion du 3 mai, p. 901.

De Serre (M.). — Voyez *Garde-des-sceaux, ministre de la justice.*

De Sèze (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission, spéciale un rapport à la Chambre sur la proposition tendante à solliciter la révocation de la loi sur les cris séditieux, (P.V.) p. 568. — Conclut personnellement à ce que la proposition soit ajournée, p. 603. — Appuie, avec d'autres Pairs, l'opinion tendante à renvoyer à une commission spéciale l'examen de la proposition faite à la Chambre en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis, p. 751. — Appuie

l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif aux crimes et delits de la presse, p. 1203 à 1205. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 94. — Demande qu'on modifie plusieurs expressions du rapport fait à la Chambre sur le projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des mêmes crimes et delits. (P. V.) p. 1251.—(Voir aux *Opinions distribuées* celles du noble Pair sur la proposition tendante à faire révoquer la *loi relative aux cris séditieux*. — Sur la *pétition du sieur Cézan*).

Désignations nominatives. — Un membre réclame contre l'usage qu'on s'en est permis dans les discussions de l'assemblée. (P. V.) p. 1071, 1072. — Réponse du Pair inculpé, p. 1145. — Observations d'un autre Pair à cet égard, 1147.

Dessolle (M. le marquis). — Voyez *Ministre des affaires étrangères*.

Dette publique. (Projet de loi qui ordonne pour chaque département, celui de la Seine excepté, l'ouverture d'un livre auxiliaire du grand livre de la dette publique). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 620. — Exposé des motifs, p. 621 à 631. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 631. — Le projet y est examiné, p. 635. — Nomination d'une commission spéciale, p. 636. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 650 à 666. — Discussion en assemblée générale (aucun orateur ne demandant la parole contre le projet, les orateurs inscrits pour le défendre ne sont pas entendus), p. 707. — Adoption provisoire des articles,—Scrutin sur l'ensemble du projet, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 708 à 711.

Développements imprimés. — D'une proposition ten-

dante à faire décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, (I. D.) n° 4. — D'une proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, n° 5. — D'une proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, n° 25. — D'une proposition tendante à solliciter la révocation de la loi du 9 novembre 1815 sur les cris séditieux, n° 43. — D'une proposition tendante à faire indiquer sommairement l'objet des pétitions au feuilleton d'ordre du jour de la séance où doit s'en faire le rapport, n° 45. — D'une proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation, n° 52. — D'une proposition tendante à provoquer, en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis, une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires, n° 55.

Digeon (M. le vicomte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 13 du même mois, p. 551. — Reçu le 18, p. 559. — Discute et propose de modifier le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 978 à 980. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 73. — Réclame contre l'usage des désignations nominatives dans les discussions de l'assemblée, p. 1071.

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, (P. V.) p. 3. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le chancelier, p. 10. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet d'adresse en réponse à ce discours, (Voyez *Adresse au Roi.*)

Discours imprimés par ordre de la Chambre. — Discours de M. le comte Lemercier, à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de Bayane, (I. D.) n° 3. — De

M. le vicomte Dubouchage, à l'occasion du décès de M. le vice-amiral comte Ganteaume, n° 6. — De M. le duc d'Havré, à l'occasion du décès de M. le maréchal duc de Feltre, n° 7. — De M. le duc de Doudeauville, à l'occasion du décès de M. le comte de Gand, n° 14. — De M. le lieutenant-général comte Ricard, à l'occasion du décès de M. le maréchal marquis de Pérignon, n° 22. — De M. le marquis de Vérac, à l'occasion du décès de M. le prince duc de Poix, n° 24. — De M. le marquis Dessolle, contre la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, n° 26. — De M. le comte Decazes, sur la même proposition développée par son auteur, n° 27 (*bis.*) — Du même, sur la même proposition discutée en assemblée générale, n° 30. — Du commissaire du roi, chevalier Allent, sur les amendements proposés au projet de loi relatif à la fabrication des salpêtres, n° 42. — De M. le comte d'Aboville, à l'occasion du décès de M. le comte de Lamartillière, n° 57. — De M. le vicomte de Caux, en réponse aux objections élevées contre le projet de loi relatif aux servitudes militaires, n° 77. — De M. le garde-des-sceaux, sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits de la presse, n° 96. — De M. le marquis de Semonville, grand-référendaire de la Chambre, à l'occasion du budget des dépenses de 1819, n° 127.

Dotation du sénat réunie au domaine de la Couronne. — C'est sur les revenus de cette dotation que sont acquittées les dépenses de la Chambre, (P. V.) p. 1698. — Un Pair évalue à 5,500,000 francs les revenus dont il s'agit, p. 1710. — Cette évaluation est contestée, p. 1711. — Défendue, *ibid.* — Historique de l'an-

cienne dotation du sénat, p. 1712. — Éclaircissements sur son administration actuelle, p. 1718 à 1723.

Doudeauville (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1818, (P. V.) p. 11. — Son discours, à l'occasion du décès de M. le comte de Gand, p. 178 à 182. — Défend, lors de sa discussion en assemblée générale, la proposition tendante à faire modifier l'organisation des colléges électoraux, p. 370 à 375. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 31. — Appuie l'amendement proposé sur l'article 8 du projet de loi relatif aux crimes et délits de la presse, (P. V.) p. 1196 à 1199. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 90.

Douzièmes provisoires. — (Voyez *Contributions directes de* 1819.).

Duboucuage (M. le vicomte). — Son discours, à l'occasion du décès de M. le vice-amiral comte Ganteaume, (P. V.) p. 81. — Communique à la Chambre une réclamation du lieutenant-général comte Partonneaux relative à ce discours, p. 225. — Donne à l'assemblée quelques explications à ce sujet, p. 226, 227. — Appelle, à propos de la loi sur le commerce des salpêtres, l'attention de la Chambre sur les établissements qui nous restent dans l'Inde, p. 455, 456. — Propose d'ajouter à la loi sur la répression des crimes et delits de la presse un article tendant à faire punir *la diffamation ou l'injure envers les cultes et leurs ministres*, p. 1221, 1222. — Attaque la rédaction de l'art. 7 du projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1458. — Donne, à l'occasion du projet de loi sur le réglement des budgets antérieurs à 1819, et comme ancien ministre de la marine, quelques explications sur divers objets re-

latifs à ce département, p. 1603 à 1605. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 118.

Dubreton (M. le baron). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 20 du même mois, p. 595. — Reçu le 23, p. 598.

Dumas (M. le conseiller d'État, comte). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de la guerre, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur le commerce et la fabrication des salpêtres, (P. V.) p. 294. — Défend ce projet, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 457, 458, p. 462, 463.

E.

Échanges entre le domaine de la couronne et M. le duc d'Orléans. (Projet de loi relatif à ces échanges). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, président du conseil des ministres, (P. V.) p. 1758. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1759. — Le projet y est de suite examiné, *ibid.* — Discussion en assemblée générale, p. 1762. — Scrutin sur l'adoption définitive, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 1763 à 1765.

Échanges entre le domaine de la couronne et trois particuliers. (Projet de loi relatif à ces échanges). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 1758. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1759. — Le projet y est de suite examiné, *ibid.* — Discussion en assemblée générale, p. 1766. — Scrutin sur l'adoption définitive, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 1766, 1767.

Eckmühl (M. le maréchal prince d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9

du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542. — Combat un amendement proposé sur l'article 1^er^ du projet de loi relatif aux servitudes militaires, p. 1039. — Une suppression proposée dans l'article 2, p. 1040. — Un article intercalaire entre les articles 5 et 6, p. 1055. — Un amendement relatif à la distinction de l'état de paix et de l'état de guerre, p. 1065. — (Voir aux *Opinions distribuées* celle du noble Pair sur le projet de loi relatif à la *répression des crimes et délits de la presse*).

Esclignac (M. le duc d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 13 du même mois, p. 551. — Reçu le 18, p. 559.

État de guerre. (Projet de loi sur les servitudes militaires.) — Amendement tendant à transférer, dans l'état de guerre, aux autorités militaires les fonctions attribuées à l'autorité civile par les articles 12 et 13 de ce projet. (P. V.) p. 1062. — Cet amendement n'est pas appuyé, *ibid.* — Autre amendement tendant à rétablir la distinction de l'état de paix et de l'état de guerre, p 1065. — Discussion à ce sujet, p. 1065, 1066. —L'amendement est écarté par la question préalable, p. 1066.

Excuses de différents Pairs, empêchés par divers motifs de partager les travaux de l'assemblée. (P. V.) p. 10, 17, 105, 106.

Expéditions du Sénégal et de Cayenne. (Voyez *Molé*).

Expropriations. (Loi sur les servitudes militaires.) — Amendement tendant à appliquer aux expropriations qui auront lieu en vertu de cette loi les formes prescrites par celle du 8 mars 1810, (P. V.) p. 1034. — Autre amendement tendant à retrancher de la loi le mot d'*expropriations*, p. 1035. — Ce double amende-

ment est consenti par les commissaires du Roi, p. 1035, 1036. — Adopté par la Chambre, p. 1037.

F.

FAITS DIFFAMATOIRES. (Projet de loi sur la poursuite et le jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse). — Observations d'un Pair sur l'article 20 de ce projet qui admet, à l'égard des fonctionnaires publics, la preuve des faits diffamatoires, (P. V.) p. 1373 à 1377. Un autre Pair propose de restreindre la disposition de l'article aux faits antérieurs à la publication de la loi, p. 1377, 1378. — Cet amendement est combattu par M. le garde-des-sceaux, p. 1378. — Par un autre Pair, p. 1380. — Écarté par la question préalable, *ibid.*

FELTRE (Henri-Jacques-Guillaume Clarke, maréchal duc de), né à Landrecies, département du Nord, le 17 octobre 1765, décédé à Neuviller près Saverne (Bas-Rhin) le 28 octobre 1818. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le duc d'Havré, (P. V.) p. 88.

FERRAND (M. le comte). — Appuie l'opinion de M. le marquis de Fontanes, sur la proposition tendante à faire décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, (P. V.) p. 71. — Donne à la Chambre quelques explications sur une prétendue protestation du parlement de Paris en 1814, p. 369. — Propose d'excepter les pétitions collectives de l'insertion au feuilleton d'ordre du jour, p. 585.

FITZ-JAMES (M. le duc de). — S'oppose, avec M. le comte de La Bourdonnaye, à l'ajournement de la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, (P. V.) p. 603. — Appuie, avec d'autres Pairs, l'ordre

du jour invoqué sur la pétition tendante à faire accorder une indemnité aux membres de la Chambre des Députés, p. 641. — Propose un amendement à l'article 8 du projet de loi sur les crimes et délits de la presse, (Voyez *Religion chrétienne.*) p. 1179 à 1184. — Texte de son opinion sur cet article, (I. D.) n° 85. — Appuie la proposition d'un article additionnel tendant à faire punir la diffamation ou l'injure envers les cultes et leurs ministres, (P. V.) p. 1225.

Fontanes (M. le marquis de). — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, (P. V.) p. 19. — Pense qu'il convient d'attendre la proposition royale pour s'occuper des récompenses dues à M. le duc de Richelieu, p. 70. — Défend la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 379 à 384. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 33.

Fouille obligée.—(Amendement tendant à faire rétablir dans le projet de loi sur le commerce et la fabrication des salpêtres la disposition originaire qui maintenoit cette fouille.) — Cet amendement n'est pas appuyé, (P. V.) p. 461.—(Amendement tendant à prolonger, au moins jusqu'en juillet 1821, l'exercice de la fouille obligée.) — Discussion sur cet amendement, p. 461 à 464. — Il est mis aux voix et rejeté, p. 464.

G.

Gand (Guillaume-Louis-Camille, comte de), né à Lille, département du Nord, le 26 août 1751, décédé à Paris le 9 juin 1818. — Discours prononcé à l'occasion de son décès, par M. le duc de Doudeauville, (P. V.) p. 178.

GANTEAUME (le vice-amiral, Honoré, comte), né à la Ciotat, départ. des Bouches-du-Rhône, le 13 avril 1755, décédé à Aubagne, près Marseille, le 28 septembre 1818. — Discours prononcé à l'occasion de son décès, par M. le vicomte Dubouchage, (P. V.) p. 81 à 87. — Réclamation du lieutenant-général comte Partonneaux, contre un passage de ce discours, p. 225. — Explications données à ce sujet par M. le vicomte Dubouchage, p. 226, 227.

GARDE DES ARCHIVES ADJOINT (le). — Remplace le garde des archives, absent par maladie, (P. V.) p. 1155, 1193, 1217, 1247.

GARDE-DES-SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE (M. le). — Communique à la Chambre dix lettres-patentes, portant institution de titres de pairie, (P. V.) p. 211. — Présente un projet de loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 813. — Un projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 946. — Un projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 955. — Un projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1079. — Combat l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits de la presse, p. 1208 à 1213. — La proposition tendante à introduire dans le même projet un article qui punisse la diffamation ou l'injure *envers les cultes et leurs ministres*, p. 1222 à 1224. — Donne à la Chambre les explications demandées par un Pair sur l'art. 21, p. 1230, 1231. — Ajoute à ces explications, p. 1235. — Défend l'art. 2 du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits de la

presse, p. 1362.—Combat l'amendement restrictif proposé sur l'art. 20 du même projet, p. 1378.—Repousse comme inutile un amendement de rédaction sur l'art. 1er du projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1433. — S'oppose à la suppression de l'art. 2, p. 1434. — Écarte les reproches faits à cet article, p. 1437. — Observe que les *annonces judiciaires* ne sont pas comprises dans l'art. 1er du projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1454. — Communique à la Chambre dix nouvelles lettres-patentes, portant institution de titres de pairie, p. 1851.

GARDE NATIONALE PARISIENNE. — Offre faite en son nom par M. le maréchal duc de Reggio, de fournir un poste d'honneur près de la Chambre, durant la tenue de ses séances, (P. V.) p. 18. — Cette offre est acceptée, *ibid.*

GARNIER (M. le marquis de).—Appuie le rejet de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 274. — Défend l'ordre du jour invoqué sur cette proposition, p. 283, 287. — Vote l'adoption du projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, p. 416 à 421. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 39. — Appuie l'ajournement de la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, (P. V.) p. 604.—Est nommé par la Chambre l'un de ses candidats pour la place de président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 854. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif au règlement des budgets de 1815, 1816 et 1817, et à la rectification provisoire du budget de 1818, p. 1494. — Pense qu'il sera impossible

d'effectuer avant 1820 le dégrèvement ordonné pour 1819, p. 1857.

GÉRANDO (M. le conseiller d'état, baron de). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi relatif à l'importation des grains, (P. V.) p. 1776.

GERMAIN (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur douze projets de loi relatifs à divers changements de circonscription, p. 1156. — Appuie l'adoption proposée du projet de loi sur la poursuite et le jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1348 à 1352. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 102. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, (P. V.) p. 1462. — Un second rapport, au nom du même comité, p. 1489. — Un troisième rapport, p. 1635. — (Voir aux *Opinions distribuées* celles du noble Pair sur le projet de loi relatif aux *livres auxiliaires*. — Sur la proposition tendante à *substituer une autre peine à celle de la déportation*. — Sur le projet de loi relatif à la *répression des crimes et délits de la presse*.)

GERMINY (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 13 du même mois, p. 552. — Reçu le 18, p. 559.

GOUVION-SAINT-CYR (M. le maréchal marquis de). Voyez *Ministre de la guerre*.

GRAINS. (Projet de loi relatif à l'importation des grains.) — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, (P. V.) p. 1749. — Exposé des motifs, p. 1749

à 1757. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1758. — Le projet y est de suite examiné, p. 1759. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1760. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1777 à 1793. — Discussion en assemblée générale (M. le duc de Lévis est seul entendu dans cette discussion), p. 1793 à 1796. — Adoption provisoire, p. 1796. — Définitive, p. 1797. — Texte du projet adopté, p. 1797 à 1803.

Gramont d'Asté (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542.

Greffulhe (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 15 septembre 1818, après avoir préalablement institué un majorat du titre de comte, d'un revenu de 25 mille francs, (P. V.) p. 550. — Admis le 13 mars 1819, p. 551. — Reçu le 18 du même mois, p. 559.

Guizot (M. le conseiller d'etat). — Accompagne le ministre de la justice, chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, (P. V.) p. 813. — Le ministre de l'intérieur, chargé de présenter douze projets de loi relatifs à divers changements de circonscription, p. 1073. — Le ministre de la justice, chargé de présenter un projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, 1073. — Le ministre des finances, chargé de présenter un projet de loi relatif a la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1619.

H.

Havré (M. le duc de Croï d'). — Son discours, à l'occasion du décès de M. le maréchal duc de Feltre, (P. V.) p. 88 à 91.

HÉDOUVILLE (M. le comte de). — Soumet à la Chambre une proposition tendante à faire autoriser, en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis, une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires, (P. V.) p. 688. — Développe les motifs de cette proposition, p. 731.

HENRI IV (rétablissement de la statue d'). — Hommage fait à la Chambre, par le comité des souscripteurs, d'un exemplaire des *Mémoires historiques* relatifs à la fonte et à l'élévation de ce monument, (P. V.) p. 307.

HERBOUVILLE (M. le marquis d'). — Invoque la question préalable sur la proposition tendante à faire décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, (P. V.) p. 64 à 67. (Voir aux *Opinions distribuées* le texte de cette opinion.)—Combat le projet de loi relatif à la *fixation de l'année financière*, p. 405 à 408. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 36.

HÉRÉDITÉ DE LA PAIRIE. (justification du droit d'hérédité.) —Par M. le comte Lecouteulx de Canteleu, (P.V.) p. 12. — Par M. le marquis de Pérignon, p. 223. —Par M. le comte de Choiseul-Gouffier, p. 429. —Par M. le prince duc de Poix, p. 543.

HOUDETOT (M. le vicomte d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542.

HUNOLSTEIN (M. le comte d'). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 13 du même mois, p. 552. — Reçu le 18, p. 559.

I.

IMPRESSIONS DIVERSES (session de 1818). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session se composent de 137 numéros, dont 3

(les numéros 2, 27, et 76) sont répétés, ce qui donne au total 140 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit:

Projets de loi.	20
Propositions	2
Développements.	7
Rapports.	21
Résumés.	3
Opinions.	65
Discours.	14
Observations.	1
Renouvellements de bureaux.	7
TOTAL.	140

INDEMNITÉS (projet de loi sur les servitudes militaires). — Amendement tendant à faire exprimer dans ce projet que les indemnités prévues par ses dispositions seront *préalablement* acquittées, conformément à la Charte, (P. V.) p. 1067. — Cet amendement est adopté par la Chambre, *ibid.*

INVALIDES DE LA MARINE. — Éclaircissements donnés par un Pair sur une créance de 74 millions convertie en rentes sur l'État au profit des invalides de la Marine, (P. V.) p. 1604. (Voyez *Dubouchage*).

J.

JOURDAN (M. le maréchal comte).—Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 6 avril suivant, p. 670. — Reçu le 13 du même mois, p. 693. — Appuie l'adoption proposée du projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 980 à 983.—Texte de son opinion, (I. D.) n° 74.

JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par M. le garde-des-sceaux ministre de la justice, (P. V.) p. 1079. — Exposé des motifs, p. 1079 à 1084. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1085. — Le projet y est examiné, p. 1145. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1153. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Lally-Tolendal, p. 1388 à 1411. — Discussion en assemblée générale *sur l'ensemble du projet* (un seul orateur, M. le duc de La Rochefoucauld, est entendu), p. 1445 à 1451. — *Sur les articles* (la Chambre entend sur l'art. 1er M. le comte de Cornet et M. le garde-des-sceaux, sur l'art. 7 MM. le baron de Barante, le vicomte Dubouchage, et le comte de Boissy-d'Anglas), p. 1451 à 1462. — Délibération au scrutin, p. 1462. — Adoption du projet, *ibid.*

JUIFS ÉTABLIS EN FRANCE. — Usure révoltante qu'on leur reproche, et mesures sollicitées en conséquence, (P. V.) p. 511. — Discussion à ce sujet, p. 512, 513. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 514.

L.

LA BOURDONNAYE (M. le comte de). — S'oppose, avec M. le duc de Fitz-James, à l'ajournement de la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, (P. V.) p. 603.

LACÉPÈDE (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542. — Appuie, malgré quelques observations critiques, l'adoption proposée du projet de loi sur la répression des crimes et délits

commis par la voie de la presse, p. 1170 à 1172. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 84.

Laforest (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542.

Lally-Tolendal (M. le marquis de). — Propose à la Chambre de solliciter une récompense nationale pour M. le duc de Richelieu, ex-ministre des affaires étrangères, (P. V.) p. 33. — Développe les motifs de cette proposition, p. 52 à 60. — Combat la question préalable invoquée par un Pair, p. 68 à 70. — Dissuade la Chambre de s'occuper de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 269 à 271. — S'oppose à ce que cette proposition développée soit prise en considération, p. 333 à 337. — Repousse toute mesure décisive en faveur de la pétition tendante à faire accorder une indemnité aux membres de la Chambre des Députés, p. 643. — Appuie, avec d'autres Pairs, l'opinion tendante à charger une commission spéciale de l'examen de la proposition relative aux plus anciens chevaliers de Saint-Louis, p. 751. — Appuie la proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation, p. 860 à 866. — Texte de son opinion à ce sujet, (I. D.) n° 64. — Insiste en faveur de la même proposition, (P. V.) p. 869, 870. — Répond à deux orateurs qui l'ont combattue, p. 918 à 920. (Voir *aux Opinions distribuées* le texte de cette réplique). — Propose, dans la discussion du projet de loi sur les servitudes militaires, un amendement tendant à rendre nécessaire pour la construction de nouvelles places l'intervention des trois branches de la législature,

p. 1037 à 1039. — Retire cet amendement, p. 1039. — Demande la remise de la délibération sur l'art. 8 du projet de loi relatif aux crimes et délits de la presse, p. 1184. — Appuie l'adoption de cet article, p. 1205 à 1207. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 95. — Propose d'imprimer séparément les déclarations de M. le garde-des-sceaux et du ministre de l'intérieur sur les art. 8 et 21, (P. V.) p. 1239. — Propose de modifier l'art. 20 du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits de la presse, p. 1377, 1378. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1388 à 1411. — Appelle, dans la discussion du budget des dépenses de 1819, l'attention de la Chambre sur plusieurs questions importantes, p. 1705 à 1710. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 125.

Lamalle (M. le conseiller d'état, chevalier de). — Commissaire du Roi pour la présentation et la discussion du projet de loi relatif à des échanges entre le domaine de la couronne et M. le duc d'Orléans, (P. V.) p. 1762.

Lamartillière (Jean-Fabre, comte de), né à Nismes département du Gard, le 10 mars 1732, décédé à Paris, le 27 mars 1819. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le comte d'Aboville, (P. V.) p. 756.

Lanjuinais (M. le comte). — S'oppose à ce que la Chambre prenne en considération la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 338 à 341. (Voir *aux Opinions distribuées* celle du noble Pair à ce sujet). — Combat

cette proposition, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 356 à 358. — Est rappelé à l'ordre, p. 359. — Continue son discours, p. 360 à 362. — Combat la proposition tendante à substituer une autre peine à celle de la déportation, p. 904 à 911. — Discute, sous le rapport de sa rédaction, le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 983 à 987.

Laplace (M. le marquis de). — Membre de la commission spéciale pour l'examen du projet de loi sur le commerce et la fabrication des salpêtres, défend les conclusions du rapport fait à la Chambre par cette commission, (P. V.) p. 463. — Regrette, dans la discussion du projet de loi sur les recettes de 1819, que le premier dégrèvement accordé sur l'impôt n'ait pas été appliqué à la suppression des loteries, p. 1842 à 1844. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 135.

Larochefoucauld (M. le duc de). — S'oppose à ce que la Chambre prenne en considération la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 320 à 323. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 27. (Voir aussi *aux Opinions distribuées* celle du noble Pair, lors de la discussion de cette proposition en assemblée générale). — Appuie l'adoption proposée du projet de loi relatif aux tabacs, (P. V.) p. 821 à 826. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 61. — Combat l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif aux crimes et délits de la presse, (P. V.) p. 1191, 1192. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 88. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à l'importation des grains, (P. V.) p. 1777 à 1793. (Voir *aux Opinions distribuées* celle du

noble Pair sur le projet de loi relatif à l'*érection d'un majorat en faveur de M. le duc de Richelieu.*)

LATOUR-MAUBOURG (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 13 du même mois, p. 552. — Reçu le 18, p. 559.

LAVAUGUYON (M. le duc de). — Propose de modifier le réglement de la Chambre, en ce qui concerne les pétitions, (P. V.) p. 96. — Appuie, lors de son développement, la proposition tendante à faire décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, p. 62, 63. — Demande l'ajournement, sans discussion préalable, de la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, p. 605. — Appuie l'adoption proposée du projet de loi relatif au réglement des budgets antérieurs à 1819, p. 1564 à 1567. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 3. — (Voir *aux Opinions distribuées* celles du noble Pair sur la proposition de M. le marquis Barthélemy. — Sur le projet de loi relatif aux *livres auxiliaires.*)

LA VILLEGONTIER (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 508. — Admis le 18 du même mois, p. 567. — Reçu le 20, p. 592. — (Voir *aux Opinions distribuées* celle du noble Pair sur le projet de loi relatif aux tabacs.)

LECOUTEULX DE CANTELEU (Barthélemy-Alphonse, comte), fils aîné de Jean-Barthelemy, comte Lecouteulx de Canteleu, Pair de France, décédé, le 8 septembre 1818. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, (P. V.) p. 12. — Une commission est désignée pour la vérification de ces titres, p. 13. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Laplace, — La Chambre déclare

valables les titres produits, p. 14. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 15. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 18. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 19. — Il est admis, et prend séance après avoir prêté serment, p. 32.

Lemercier (M. le comte). — Son discours à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de Bayane, (P. V.) p. 47. — Défend l'ordre du jour invoqué sur la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 276. — Demande l'ajournement de cette proposition, développée par son auteur, p. 342, 343. — Appuie l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif aux crimes et délits de la presse, p. 1195. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 89. — Rejette sur la rapidité du travail quelques expressions échappées à l'auteur d'un rapport fait à la Chambre, p. 1251.

Lettres Patentes portant institution de titres de Pairie. — Communiquées à la Chambre par M. le garde-des-sceaux, le 2 février 1819, (P. V.) p. 211. — Liste des Pairs au nom de qui ces lettres sont expédiées, p. 212. — La Chambre en ordonne la transcription sur ses registres, p. 213. — Nouvelle communication, le 16 juillet suivant, p. 1851.

Levis (M. le duc de). — Reproduit sa proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 35. — En développe les motifs, p. 74. (Voir *aux Opinions distribuées* celle du noble Pair sur cette proposition.) — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, p. 390 à

400. — Appuie l'adoption du projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1426 à 1430. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 107. — Combat, en adoptant le projet de loi sur le règlement des budgets antérieurs, quelques doctrines énoncées dans le rapport de la commission, (P. V.) p. 1571 à 1573. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 113. — Développe, à l'occasion du projet de loi sur l'importation des grains, un système d'approvisionnement de réserve qui lui paroît propre à tranquilliser l'opinion publique, (P. V.) p. 1793 à 1796. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 133.

Liste de la parole. — Doit être formée séance tenante, (P. V.) p. 347.

Livres auxiliaires du grand livre de la dette publique. (Voyez *Dette publique*).

Loi des élections (*attaque violente* contre la). — Un Pair dénonce à la Chambre cette expression sous laquelle, dans une circulaire imprimée, un préfet paroît avoir désigné la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 608. — Réponse du ministre de l'intérieur, qui explique dans un autre sens l'expression dénoncée, p. 610. — Discussion pour savoir si la dénonciation sera mentionnée au procès-verbal, p. 613 à 616. — La Chambre en ordonne la mention, p. 616. — Observations du Ministre à ce sujet, p. 616.

Louis (M. le baron). Voyez *Ministre des finances*.

M.

Maison (M. le marquis). — (Voir *aux Opinions Distri-*

buées celle du noble Pair sur la proposition tendante à faire modifier *l'organisation des collèges électoraux.*)

Maisons de jeu. — Pétition anonyme, tendante à obtenir leur suppression, (P. V.) p. 521. — Discussion à ce sujet, p. 522, 523. — Il n'y est donné aucune suite, p. 523. — Pétition du sieur Cahaisse, qui soumet à la Chambre divers moyens de rendre les maisons de jeu moins dangereuses pour l'ordre public et pour l'intérêt des familles, p. 562. — La Chambre renvoie cette pétition au bureau des renseignements, *ibid.*

Maleville (M. le marquis de). — Combat la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 141 à 148. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 10. — Vote le rejet de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 375 à 379. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 32. — Combat, au nom d'une commission spéciale, les objections élevées dans l'intérêt de la propriété contre le projet de loi relatif aux servitudes militaires, (P. V.) p. 1001 à 1008. — Appuie l'adoption du projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1416 à 1421. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 105. — Retire un amendement de rédaction qu'il avoit proposé, p. 1433.

Marbois (M. le marquis de). — Combat la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 187 à 195. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 15. — Explique et appuie l'ordre du jour invoqué sur la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 279, 280. — Rend témoignage aux sentiments et aux intentions du noble auteur de cette proposition, p. 341, 342. — Appuie la

proposition tendante à solliciter la révocation de la loi du 9 novembre 1815 sur les cris séditieux, p. 491 à 493. — Demande l'ajournement de cette proposition, p. 603. — Le motive sur une loi proposée à l'autre Chambre, p. 603, 604. — Soumet à la Chambre une proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation, p. 632. — Développe les motifs de cette proposition, p. 671 à 688. — Combat les objections élevées contre elle, p. 855 à 860. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 63. — Réplique au rapporteur de la commission spéciale et aux adversaires de la proposition, (P. V.) p. 940 à 943. — Combat le projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1411 à 1416. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 104. — Expose, à l'occasion du projet de loi sur le règlement des budgets antérieurs à 1819, les principes adoptés par la cour des comptes en matière de comptabilité, (P. V.) p. 1590 à 1597. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 116. — Rejette comme inutile toute déclaration sur l'impossibilité d'ajourner à 1820 la jouissance du dégrèvement ordonné pour 1819, (P. V.) p. 1857. — Combat les difficultés d'exécution qu'on lui oppose, *ibid.*

Marescot (M. le comte de). — Nommé Pair de France, le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 872 à 901. — Résume et combat les objections élevées contre ce rapport, p. 1012 à 1020. — Répond au reproche qu'on lui a fait d'avoir employé dans son résumé des désignations nominatives, p. 1145.

Massa (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, (P. V.) p. 514.

Mathieu (M. le comte Maurice). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 20 du même mois, p. 595. — Reçu le 23, p. 598. — Propose un moyen d'obvier aux abus de la tolérance établie par l'art. 3 du projet de loi relatif aux servitudes militaires, p. 1047.

Ministre de la guerre. (le Pair de France). — Soumet à la Chambre un projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres, (P. V.) p. 294. — Un projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 694.

Ministre de la justice. — Voyez *Garde-des-sceaux.*

Ministre de l'intérieur (le Pair de France). — Invite la Chambre à repousser, au moment où elle lui est présentée, la proposition tendante à faire modifier l'organisation des colléges électoraux, (P. V.) p. 271, 272. — Appuie l'ordre du jour invoqué sur cette proposition, p. 281, 282. — S'oppose, lors du développement, à ce qu'elle soit prise en considération par la Chambre, p. 326 à 330. — Combat cette même proposition, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 362 à 369. — Attaque le vague de sa rédaction, p. 386. — S'oppose à ce que la Chambre prenne en considération la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, p. 493 à 496. — Justifie un préfet du reproche d'avoir désigné sous le nom d'*attaque violente contre la loi des élections*, la proposition faite à la Chambre, relativement à l'organisation des colléges électoraux, (Voyez *Loi des élections.*) p. 610 à 613. — Présente à la Chambre douze projets de loi relatifs

à divers changements de circonscription, p. 1073. — Combat la proposition tendante à introduire dans le projet de loi sur la répression des crimes et délits de la presse un article qui punisse la diffamation ou l'injure envers les cultes et leurs ministres, p. 1225 à 1227. — Ne doute pas que la jurisdiction de la Chambre sur ses membres ne s'étende aux matières correctionnelles, p. 1232. — Développe cette opinion, p. 1233. — Réclame contre divers passages du rapport fait à la Chambre sur le projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits de la presse, p. 1249. — Appuie l'impression d'un discours contenant l'apologie de l'ancien ministre des finances, p. 1611, 1612. — Donne à la Chambre des éclaircissements sur un crédit supplémentaire destiné à régulariser des paiements faits sans ordonnances, p. 1612. — Présente un projet de loi relatif à l'importation des grains, p. 1749.

Ministre des affaires étrangères, Président du conseil des Ministres (le Pair de France). — Présente à la Chambre un projet de loi qui ordonne, en faveur de M. le duc de Richelieu, l'érection d'un majorat de 50,000 fr. de revenu, à titre de récompense nationale, (P. V.) p. 195. — S'oppose à ce que la Chambre prenne en considération la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 316 à 320. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace, p. 1162. — Un projet de loi relatif à des échanges entre le domaine de la couronne et M. le duc d'Orléans, p. 1758. — Remet à M. le président une proclamation du Roi portant clôture de la session, p. 1859.

Ministre des finances (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes de 1819, (P. V.) p. 40. — Un projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, p. 230. — Un projet de loi relatif à la fabrication et à la vente des poudres, p. 528. — Un projet de loi qui ordonne pour chaque département l'ouverture d'un livre auxiliaire du grand-livre de la dette publique, p. 620. — Un projet de loi sur les tabacs, p. 711. — Invite la Chambre à désigner dans son sein trois candidats entre lesquels sera choisi par le Roi le président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 853. — Est chargé avec le ministre des affaires étrangères de présenter un projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace, p. 1161. — Informe la Chambre que M. le comte Mollien est nommé président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1470. — Présente un projet de loi relatif au règlement des budgets de 1815, 1816 et 1817 et à la rectification provisoire du budget de 1818, p. 1470. — Un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1620. — Un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, p. 1729.

Molé (M. le comte). — Donne, à l'occasion du projet de loi sur le règlement des budgets antérieurs à 1819, quelques éclaircissements sur les expéditions du Sénégal et de Cayenne, entreprises à une époque où l'opinant étoit ministre de la marine, (P. V.) p. 1598 à 1603. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 117. — Appuie l'impression d'un discours contenant l'apologie de l'ancien ministre des finances, (P. V.) p. 1611.

MOLLIEN (M. le comte). — Nommé Pair de France, le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi qui ordonne pour chaque département l'ouverture d'un livre auxiliaire du grand-livre de la dette publique, p. 650. — Est nommé par la Chambre l'un de ses candidats pour la place de président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 854. — Fixe le choix du Roi pour cette place, p. 1470. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes de 1819, p. 1804.

MONTALEMBERT (M. le baron de). — Nommé Pair de France, le 5 mars 1819, (P. V.) p. 506. — Admis le 13 avril suivant, p. 722. — Reçu le 15 du même mois, p. 729. — Demande à parler sur l'art. 13 du budget des dépenses, p. 1727.

MONTALIVET (M. le comte de).—Nommé Pair de France, le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 30 du même mois, p. 632. — Reçu le 6 mai suivant, p. 999. — Combat l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits de la presse, p. 1199, 1200. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 91. — Soumet à la Chambre différentes observations sur l'art. 20 du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des mêmes crimes et délits, (P. V.) p. 1373 à 1377. — Attaque dans son but politique le projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1430, 1431.

MONTESQUIOU (M. le comte de).—Nommé Pair de France,

le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 18 du même mois, p. 567. — Reçu le 20, p. 592.

MONTMORENCY (M. le vicomte de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, (P. V.) p. 237. — Combat l'ordre du jour invoqué sur la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 276 à 279. — Met sous les yeux de la Chambre une circulaire imprimée dans laquelle un préfet annonce que la loi des élections vient d'être l'*objet de l'attaque la plus violente*, p. 608. (Voyez *Loi des élections.*) — Appuie l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits de la presse, p. 1188 à 1190. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 87. — Renonce à parler sur le projet de loi relatif au règlement des budgets antérieurs à 1819, (P. V.) p. 1597.

MONVILLE (M. le baron de). — Appuie la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 183 à 187. — L'adoption pure et simple du projet de loi sur le commerce et la fabrication des salpêtres, p. 458, 459.

MOUNIER (M. le baron). — Nommé Pair de France, le 5 mars 1819. (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 534. — Reçu le 13, p. 542. — Appuie l'adoption proposée du projet de loi sur la répression des crimes et délits de la presse, p. 1166 à 1170. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 83.

MOURRE (M. le baron), procureur-général près la cour de cassation. — Est désigné pour remplir les fonctions du ministère public près de la Chambre constituée en cour de justice, (P. V. J.) p. 3. — Admis à l'audience de la Chambre, p. 8. — Place qu'il y occupe, *ibid.*

— Entretient la Chambre d'une récusation exercée contre lui, p. 9. — Fait son rapport sur la plainte du sieur Selves, p. 10 à 47. — Donne son réquisitoire, et se retire après l'avoir déposé, p. 48. — Est rappelé pour entendre la prononciation de l'arrêt, p. 78.

N.

Nicolaï (M. le marquis de). — Appuie un amendement proposé au projet de loi sur le commerce et la fabrication des salpêtres, (P. V.) p. 461.

Nouveaux Pairs (Nomination, admission, réception de). — Voyez *Ordonnances du Roi. — Hérédité de la Pairie. — Lettres de nomination. — Réception de nouveaux Pairs.*

Nouvel an. — Grande députation chargée par la Chambre de complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, (P. V.) p. 37.

O.

Observations imprimées. — De M. le marquis de Maleville sur le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, (I. D.) n° 75.

Offense envers les Chambres (projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse.) — Observations d'un Pair sur le peu de moyens que donne aux Chambres, pour la poursuite de cette offense, l'art. 2 du projet de loi, (P. V.) p. 1355 à 1358. — Discussion à ce sujet, p. 1358 à 1363.

Opinions distribuées à la Chambre par différents Pairs.

— Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a point permis de prononcer, ou dont l'impression n'a point été ordonnée, on croit devoir en donner ici la notice. Elles sont au nombre de vingt-huit, divisées ainsi qu'il suit : — Sur la proposition tendante à faire décerner une *récompense nationale à M. le duc de Richelieu*, deux opinions, savoir : — De M. le marquis d'Herbouville. — De M. le comte de Saint-Roman. — Sur la proposition tendante à l'entière *abolition du droit d'aubaine*, deux opinions, savoir : — De M. le marquis d'Aguesseau. — De M. le duc de Lévis. — Sur le projet de loi relatif à l'érection d'un *majorat en faveur de M. le duc de Richelieu*, deux opinions, savoir : — De M. le duc de Choiseul. — De M. le duc de La Rochefoucauld. — Sur la *pétition de quelques communes du département de l'Eure*, discours de M. le marquis de Clermont-Tonnerre. — Sur la proposition tendante à faire modifier *l'organisation des collèges électoraux*, sept opinions, savoir : — De M. le duc de Lavauguyon. — De M. le comte de Richebourg. — De M. le comte Lanjuinais. — De M. le duc de La Rochefoucauld. — De M. le comte Abrial. — De M. le duc de Broglie. — De M. le marquis Maison. — Sur le projet de loi relatif à la *fixation de l'année financière*, une opinion de M. le duc de Broglie. — Sur la proposition tendante à *faire révoquer la loi du 9 novembre 1815 sur les cris séditieux*, deux opinions, savoir : — De M. le marquis d'Aguesseau. — De M. le comte de Sèze. — Sur la *pétition du sieur Planche*, un discours de M. le comte de Boissy-d'Anglas. — Sur le projet de loi relatif aux *livres auxiliaires*

du grand livre de la dette publique, trois opinions, savoir : — De M. le duc de La Vauguyon. — De M. le duc de Broglie. — De M. le comte Germain. — Sur la *pétition du sieur Cézan*, une opinion de M. le comte de Sèze. — Sur le projet de loi relatif aux *tabacs*, une opinion de M. le comte de La Villegontier. — Sur la proposition tendante à faire *substituer une autre peine à celle de la déportation*, deux opinions, savoir : — De M. le comte Germain. — De M. le marquis de Lally-Tolendal. — Enfin, sur le projet de loi relatif à la *répression des crimes et délits de la presse*, deux opinions, savoir : — De M. le comte Germain. — De M. le maréchal prince d'Eckmuhl. — Et une déclaration signée de quatre prélats membres de la Chambre des Pairs.

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de soixante-cinq, ainsi divisées : sur la proposition tendante à l'entière *abolition du droit d'aubaine*, cinq opinions, savoir : de M. le marquis de Maleville. (I. D.) n° 10. — De M. le comte de Boissy-d'Anglas, n° 11. — De M. le marquis de Pastoret, n° 12. — De M. le comte de Cornet, n° 13. — Et de M. le marquis de Marbois, n° 15. — Sur le projet de loi relatif à l'*érection d'un majorat en faveur de M. le duc de Richelieu*, deux opinions, savoir : De M. le comte de Saint-Roman, n° 18. — Et de M. le duc de Crillon, n° 19. — Sur la proposition tendante à faire *modifier l'organisation des collèges électoraux*, six opinions, savoir : De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 27. — De M. le duc de Choiseul, n° 28. — De M. le marquis de Clermont-Tonnerre, n° 29. — De M. le duc de Doudeauville, n° 31. — De M. le marquis de Maleville, n° 32.

— Et de M. le marquis de Fontanes, n° 33. — Sur le projet de loi relatif à la *fixation de l'année financière*, cinq opinions, savoir : de M. le comte de Cornet, n° 35. — De M. le marquis d'Herbouville, n° 36. — De M. le comte Cholet, n° 37. — De M. le comte de Brigode, n° 38. — Et de M. le marquis de Garnier, n° 39. — Sur le projet de loi relatif *au commerce et à la fabrication des salpêtres*, une opinion de M. le comte d'Aboville, n° 41. — Sur le projet de loi relatif aux *tabacs*, une opinion de M. le duc de La Rochefoucauld, n° 61. — Sur la proposition tendante à *faire substituer une autre peine à celle de la déportation*, trois opinions, savoir : De M. le marquis de Marbois, n° 63. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, n° 64. — Et de M. le marquis de Pastoret, n° 67. — Sur le projet de loi relatif aux *servitudes militaires*, six opinions, savoir : De M. le comte Dembarrère, n° 70. — De M. le comte de Sparre, n° 71. — De M. le comte Ruty, n° 72. — De M. le vicomte Digeon, n° 73. — De M. le maréchal comte Jourdan, n° 74. — Et de M. le comte Belliard, n° 76. — Sur le projet de loi relatif à la *répression des crimes et délits de la presse*, treize opinions, savoir : De M. le baron Mounier, n° 83. — De M. le comte de Lacépède, n° 84. — De M. le duc de Fitz-James, n° 85. — De M. le baron de Barante, n° 86. — De M. le vicomte de Montmorency, n° 87. — De M. le duc de La Rochefoucauld, n° 88. — De M. le comte Lemercier, n° 89. — De M. le duc de Doudeauville, n° 90. — De M. le comte de Montalivet, n° 91. — De M. le comte de Saint-Roman, n° 92. — De M. le comte de Cornet, n° 93. — De M. le comte de Sèze, n° 94. — Et de M. le marquis de Lally-Tolendal, n° 95. — Sur le projet de loi relatif *à la pour-*

suite et au jugement des crimes et délits de la presse, une opinion de M. le comte Germain, n° 102. — Sur le projet de loi relatif *à l'entière abolition du droit d'aubaine*, quatre opinions, savoir: De M. le marquis de Marbois, n° 104. — De M. le marquis de Maleville, n° 105. — De M. le comte Cornudet, n° 106. — Et de M. le duc de Lévis, n° 107. — Sur le projet de loi relatif aux *journaux et écrits périodiques*, une opinion de M. le duc de La Rochefoucauld, n° 108. — Sur le projet de loi relatif au *réglement des budgets antérieurs*, neuf opinions, savoir: De M. le duc de La Vauguyon, n° 111. — De M. le duc de Brissac, n° 112. — De M. le duc de Lévis, n° 113. — De M. le comte de Villemanzy, n° 114. — De M. le comte Daru, n° 115. — De M. le marquis de Marbois, n° 116. — De M. le comte Molé, n° 117. — De M. le vicomte Dubouchage, n° 118. — Et de M. le comte d'Argout, n° 119. — Sur le projet de loi relatif à la *fixation du budget des dépenses* de 1819, quatre opinions, savoir: De M. le duc de Choiseul, n° 123. — De M. le vice-amiral comte Verhuell, n° 124. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, n° 125. — Et de M. le comte d'Orvilliers, n° 126. — Sur le projet de loi relatif à l'*importation des grains*, une opinion de M. le duc de Lévis, n° 133. — Enfin sur le projet de loi relatif à la *fixation du budget des recettes*, trois opinions, savoir: De M. le marquis de Laplace, n° 135. — De M. le duc de Valentinois, n° 136. — Et de M. le comte Berthollet, n° 137.

Ordonnances du Roi communiquées à la Chambre dans le cours de sa session. — Ordonnance du 5 mars 1819, portant nomination de cinquante-neuf Pairs, autorisés à prendre séance sans majorat préalable, (P. V.) p. 504.

— Du 15 septembre 1818, qui nomme Pair de France M. le comte de Greffulhe, p. 550. — Du 23 juin 1819 qui, à l'occasion d'une plainte rendue par le sieur Selves, et pour mettre la Chambre à portée de se constituer en cour de justice, désigne le baron Mourre pour remplir les fonctions du ministère public, et le chevalier Cauchy pour remplir celles de greffier, p. 1695.

Ordre du jour. — Il ne peut être changé sans l'aveu de la Chambre. (P. V.) p. 473.

Orvilliers (M. le comte d'). — Appuie sur différents motifs, dans la discussion du budget des dépenses, le vœu d'une prochaine suppression du cadastre parcellaire, (P. V.) p. 1714 à 1718.— Texte de son opinion, (I. D.) nº 126.

Ouverture de la session. — Jour et lieu de cette ouverture, — (P. V.) p. 1. — Ordre de séance observé par les Pairs, — Députation envoyée au-devant du Roi, p. 2. — Discours prononcé par Sa Majesté, p. 3. — La session est déclarée ouverte, p. 8.

P.

Pange (M. le marquis de). — Nommé pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 6 mai suivant, p. 1069. — Reçu le 8 du même mois, p. 1072, 1073.

Parlement de Paris (prétendue protestation du parlement de Paris en 1814). — Citée par un Pair (M. le comte Lanjuinais) dans la discussion en assemblée générale de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 358. — Éclaircissements donnés à ce sujet par un autre Pair (M. le comte Ferrand), p. 369.

PARTONNEAUX (le lieutenant-général comte). — Réclame contre un passage du discours prononcé par M. le vicomte Dubouchage à l'occasion du décès de M. le vice-amiral comte Ganteaume, (P. V.) p. 225. — Explications données à ce sujet par M. le vicomte Dubouchage, p. 226, 227.

PASTORET (M. le marquis de).—Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1818, (P. V.) p. 11. — Appuie la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 161 à 169. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 12. — Pense qu'il y a lieu de s'occuper de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 272 à 274. — Combat l'ordre du jour invoqué sur cette proposition, p. 287, 288. — Propose à la Chambre de faire indiquer sommairement l'objet des pétitions au feuilleton d'ordre du jour de la séance où doit s'en faire le rapport, p. 526. — Développe les motifs de cette proposition, p. 553, 554. — Combat la proposition tendante à substituer une autre peine à celle de la déportation, p. 911 à 918. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 67.

PELET DE LA LOZÈRE (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542.

PÉRIGNON (Dominique-Catherine, marquis de), Pair et maréchal de France, né à Grenade (Haute-Garonne) le 31 mai 1754, décédé à Paris le 25 décembre 1818. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le lieutenant-général comte Ricard, (P. V.) p. 248 à 263. — Nouveaux traits ajoutés à son éloge par M. le comte de Boissy-d'Anglas, p. 263 à 265.

PÉRIGNON (François-Henri, marquis de), fils du précé-

dent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la pairie, (P. V.) p. 223. — Une commission de trois membres est désignée pour la vérification de ces titres, p. 225. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Ricard, p. 243. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 244. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 247. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 248. — Il est admis, et prend séance après avoir prêté serment, p. 294.

Pétitions. — Du nommé Gaspé, (P. V.) p. 91. — Des maires, adjoints et notables habitants de plusieurs villes et communes de l'arrondissement d'Hazebrouck (Nord), p. 92. — Du sieur Cannet des Aulnois, — Du sieur Paifer, — De 14 huissiers des tribunaux de commerce de Montpellier et de Cette, p. 93. — Du sieur Schirmer, — Du sieur Caritat, — De la dame veuve de Besse, — Du sieur Lobegeois, p. 94. — Du sieur Laguillhomie, — Du sieur Laignel, — Du baron de Landemont, p. 95. — Du baron Lepeletier d'Aunay, p. 106. — Des maires de neuf communes de l'arrondissement d'Evreux (Eure), p. 227. — Du comte de Sarsfield-Lucan, — Du conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, p. 238. — Du sieur Babron, — Du sieur Griffon de Pleineville, — De la demoiselle Capelle, p. 239. — De la dame veuve Porcher, — Du sieur Bolangier de Fougerolles, — Du sieur Thomas, p. 240. — Du sieur Maillard, p. 241. — De la dame veuve Vuateaux, — De la dame veuve Flamarion, — Du sieur Hullin, se disant Bourbon, — Du sieur Schirmer, *iterùm*, p. 242.

— Du sieur Langlade, — Du sieur Touzalin, p. 243. — Des habitants de la commune d'Uchisy (Saône et Loire), — Du maire de Salettes (Drôme), p. 510. — Des syndics et adjoints du commerce des vins à Paris, — Du sieur Lefevre, p. 514. — Du sieur Guéry, — Du sieur Cannet des Aulnois, *iterùm*, — Du sieur Joubert, p. 515. — Du sieur Béraud, — Du sieur Gonnet, — Du sieur Touzalin, *iterùm*, p. 516. — Du sieur Bellier, — Du sieur Lefevre, de Lille (Nord), — Du sieur Allut, p. 517. — Du sieur Laignel, *iterùm*, p. 518. — Des colons réfugiés de Saint-Domingue, p. 519. — Du sieur Babron, *iterùm*, — D'un anonyme, qui s'est fait connoître à plusieurs Pairs, p. 521. — De trois mille propriétaires, agriculteurs, commerçants et habitants de la ville de Rouen et du département de la Seine-inférieure, p. 523. — De cent vingt propriétaires, agriculteurs, commerçants et habitants de la ville d'Elbeuf et du même département, p. 525. — Du sieur Guyonnet de Sénac, p. 560. — Des sieurs Dudanjon et Maillet. — Du sieur Massabiau, p. 561. — Du sieur Cahaisse. — Du général Sarrazin, p. 562. — Du sieur Delaloge. — Du sieur Durand, p. 563. — Des maire et adjoints de la ville de Salins (Jura), — Du sieur de Gissey, p. 599. — Du sieur Huet, au nom de plusieurs détenus pour dettes commerciales, — Du sieur Dupuy, p. 600. — Du nommé Dumas, — Du sieur Ducrocq, p. 601. — Des sieurs Jacquemont, prêtre, et autres, p. 637. — Des propriétaires, cultivateurs, manufacturiers ou marchands de l'arrondissement de Louviers (Eure), au nombre de 165, — Du canton de Bourgtheroulde, au nombre de 154, — Du canton de Cormeilles, au nombre de 174, — De l'arrondissement

de Bernay, au nombre de 389, p. 638. — De 128 habitants de l'arrondissement de Montmorillon (Vienne), — Du sieur Planche, p. 639. — De la demoiselle Laroudé, femme Darros, — Du sieur de la Boëssière, p. 645. — Du sieur Gonnet, *iterùm*, — Du sieur Argelliez, p. 646. — Du colonel d'Espinay, — De l'abbé Ratinaud, — Du sieur Perceval-Lemor, p. 647. — Du sieur Chassot, — Du sieur Cannet des Aulnois, *tertiùm*, p. 667. — Du sieur Cézan, p. 668. — De l'auteur d'un écrit *sur les avantages de la mendicité bien réglée*, p. 725. — Du sieur de Langle, au nom de deux déserteurs condamnés à mort, — Du sieur Froubet, p. 726. — Du sieur Guyon, p. 727. — Du sieur Lassaut, p. 738. — Du sieur Westercamp, p. 739. — De 21 employés des administrations militaires, réformés en 1814, — Du sieur Pouchet, p. 740. — De la Chambre du commerce de Laval, p. 741. — De la Chambre du commerce de Dunkerque, — Du sieur Gouget, p. 743. — Du baron Sylvestre de Sacy, p. 810. — Du sieur Chaussier, p. 811. — Des sieurs Heslouis, Cotard et autres, p. 828. — Des propriétaires-éditeurs des journaux quotidiens de Paris, p. 829. — De la Chambre de commerce d'Orléans, — De J. B. Mirasson, p. 830. — Du chevalier Giove, — Du maréchal-de-camp Gaullard, p. 988. — Du sieur Auguste de Séguins, — Du marquis de Montgrand, p. 990. — Des vétérans, veuves et orphelins du camp de Juliers, p. 991. — De la femme Couet, — De 29 communes du département des Bouches-du-Rhône, p. 992. — Du sieur André Thillet, p. 994. — Du sieur Delaloge, *iterùm*. — Du sieur Delacroix, p. 995. — Du nommé Sabatier, p. 996. — Du sieur Laignel, *tertiùm*. — Du sieur Diè-

res, — De la dame Chevallier. — Du sieur Cerisier, p. 1148. — Du sieur Fleury le Tocart, — Du sieur Pouchet, — Du sieur Morlière, — Des desservants des quatre églises succursales de Montauban, p. 1149. — Du sieur Leboucher, p. 1150. — Pétition *imprimée* des propriétaires, négociants, etc. de la ville de Dijon, p. 1151. — De la dame Rauch, veuve Chateaubodeau, — Du sieur Bourg, p. 1463. — Du baron La Guilhommie, p. 1464. — Du baron de Landemont, *iterùm*, — Du sieur Mellinet, — Du sieur Prieur de Rocquemont, — Du sieur Picard, p. 1465. — Du sieur Allard, — Du sieur Piétra, — Du sieur Besge, p. 1466. — De la Chambre du commerce de Reims, — De cent propriétaires, négociants, commissionnaires et débitants de boissons de la ville d'Angers, — Des débitants de boissons de la ville de Saint-Etienne (Loire), — Du sieur de Gouy, p. 1467. — Des propriétaires voisins des barrières du Mont-Parnasse, d'Enfer et du Maine, p. 1468. — Du sieur Timothée Lécussan-Verdier, — Des intéressés au flottage des bois de la Haute-Yonne, p. 1489. — Des débitants de boissons de la ville de Rouen, — Des mêmes, — Du sieur Ruelle, — Du sieur Dupont, p. 1490. — De la dame veuve Bellenger, — Du sieur Gainbar-Vilprai, — Du baron de Landemont, *tertiùm*, — Du maire et des commissaires répartiteurs de la commune de Crouptes, — Du sieur Petit, p. 1491. — Des habitants de la ville de Chauny. — Du sieur Boutay, p. 1636. — Du sieur Briffault, — Du sieur Picot, — Du sieur de Moret, — Du sieur Sarrat, p. 1637. — Du sieur Hunoult-Asselin, — Du sieur Palaiseau, — Du conseil municipal de Châteauneuf-Calcernier, — Du sieur Gaubert, p. 1638. — Du sieur Delaistre, — Du

sieur Céas, — Du sieur Baron, — Du sieur Selves, p. 1639. — Du sieur Boutay, *iterùm*. — De la dame Imbault de Gonzague, — Du sieur Ménier, p. 1640. — Des brasseurs de Paris, — Des fabricants de liqueurs de Lyon, — De quatorze négociants et armateurs de Toulon, — De la société d'agriculture du département de l'Ain, p. 1641. — Du sieur de la Boëssière, — Du sieur Bigarne, au nom des vétérans du camp de Juliers, p. 1768. — Du comte de Sarsfield-Lucan, *iterùm*, — Du sieur Vincent, — Des militaires aveugles de l'Hôtel des invalides, p. 1769. — De neuf officiers à demi-solde de l'arrondissement de Lizieux (Calvados), — Du maire de Nancy, p. 1770. — Du sieur Tailleboscq, p. 1771. — Du sieur Martellière, p. 1773. — Des maires de plusieurs communes riveraines de la forêt de Montmorenci, — Du sieur Guillier, p. 1774. — Du même, — Du sieur Auger de Guilleragues, p. 1775. — Du sieur Auguste de Séguins, *iterùm*, p. 1776.

Pétitions collectives. — Proposition tendante à les faire excepter de l'insertion au feuilleton d'ordre du jour, (P. V.) p. 585. — Discussion pour savoir si la Chambre s'occupera de cette proposition, (L'affirmative est soutenue par M. le comte de Saint-Roman, la négative par MM. le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Compans, le duc de Broglie et le comte Cholet), p. 585 à 588. — La Chambre se décide pour la négative, p. 588.

Pétitions politiques (relatives principalement à la loi des élections et à la proposition tendante à faire modifier cette loi). — Pétition de 3,000 propriétaires, agriculteurs, commerçants et habitants de la ville de Rouen, et du département de la Seine-Inférieure,

(P. V.) p. 523. — Débats qu'elle fait naître, p. 523 à 525. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 525. — Pétition semblable, et pareillement écartée, de 120 propriétaires, agriculteurs, commerçants et habitants de la ville d'Elbeuf, et du même département, *ibid.* — Autre pétition de 350 propriétaires, marchands et cultivateurs de l'arrondissement de Pont-Audemer, département de l'Eure, p. 564. — Débats sur celle-ci, p. 565, 566. — L'ordre du jour est encore adopté, p. 566. — Nouvel ordre du jour sur une pétition contraire des maire et adjoints de la ville de Salins, département du Jura, p. 599. — Sur quatre pétitions des propriétaires, cultivateurs, manufacturiers, etc. 1° de l'arrondissement de Louviers, au nombre de 165, — 2° Du canton de Bourgtheroulde, au nombre de 154, — 3° Du canton de Cormeilles, au nombre de 174, — 4° De l'arrondissement de Bernay, au nombre de 389, p. 638. — Pétition de 128 habitants et propriétaires de l'arrondissement de Montmorillon, département de la Vienne, p. 639. — Du sieur Planche, qui propose d'allouer une indemnité aux membres de la Chambre des Députés, p. 639. — Discussion à ce sujet, p. 640 à 644. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 645. — Du sieur Froubet, qui demande qu'on déclare les fonctions de Député incompatibles avec tout emploi salarié par le gouvernement, p. 726. — Ordre du jour sur cette pétition, *ibid.*

Pétitions (Ordre du jour). — Proposition tendante à faire indiquer sommairement l'objet des pétitions au feuilleton d'ordre du jour de la séance où doit s'en faire le rapport, (P. V.) p. 526. — La Chambre décide

qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 527. — Développement des motifs, p. 553, 554. — Prise en considération, et renvoi aux bureaux, p. 555. — La proposition y est examinée, p. 557. — Discutée en assemblée générale, p. 583, 584. — Adoptée par la Chambre, pour faire partie de son règlement, p. 584.

Places de guerre (Construction de nouvelles). — Amendement proposé au projet de loi sur les servitudes militaires, et tendant à rendre nécessaire pour la construction de nouvelles places l'intervention des trois branches de la législature, (P. V.) p. 1037 à 1039. — Cet amendement est combattu, p. 1039. — Retiré par son auteur, *ibid.*

Plaisance (M. le duc de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542.

Poix (Philippe-Louis-Marc-Antoine de Noailles, prince de), Duc et Pair de France, né à Paris, le 21 novembre 1752, décédé le 15 février 1819. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le marquis de Vérac, (P. V.) p. 301 à 304.

Poix (Arthur-Charles-Jean-Tristan-Languedoc de Noailles, prince duc de), fils aîné du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la pairie, (P. V.) p. 543. — Une commission de trois membres est désignée pour la vérification de ces titres, p. 544. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Aguesseau, p. 548. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 549. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 560. — Elle fixe

un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis, et prend séance après avoir prêté serment, p. 592.

Polignac (M. le comte Jules de). — Combat l'ordre du jour invoqué sur la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 288, 289. — Le projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, p. 421 à 423.

Pontécoulant (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542. — Combat, comme trop rigoureux, l'ordre du jour invoqué sur la pétition tendante à faire accorder une indemnité aux membres de la Chambre des Députés, p. 641. — Appuie l'opinion tendante à renvoyer à la commission du budget la proposition faite à la Chambre en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis, p. 750. — Justifie l'usage des désignations nominatives employées à la tribune par un autre Pair, p. 1145. — Demande quelques explications sur l'art. 21 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1172 à 1175. — Sollicite une déclaration positive des commissaires du Roi, p. 1231, 1232. — De M. le garde-des-sceaux, p. 1234. — Soumet à la Chambre différentes observations sur l'article 2 du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1355 à 1358.

Poudres (Projet de loi relatif à la fabrication et à la vente des poudres). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 528. — Exposé des motifs, p. 528 à 531. — Impression et renvoi aux bureaux, p.

531. — Le projet y est examiné, p. 539. — Discuté en assemblée générale, p. 546. — Adopté provisoirement, — définitivement, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 547, 548.

PRÉROGATIVE ROYALE (Actes de la). — Réclamations élevées dans la Chambre contre une proposition dans laquelle plusieurs membres croient apercevoir la censure d'un acte de cette prérogative, (P. V.) p. 498. — Discussion pour savoir si l'orateur conservera la parole, p. 498 à 500. — M. le président déclare qu'il ne peut mettre aux voix si la Chambre s'occupera de cette proposition, p. 501.

PRESSE (Projet de loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse). — Présenté à la Chambre par M. le garde-des-sceaux, ministre de la justice, (P. V.) p. 813. — Exposé des motifs, p. 814 à 820. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 820. — Le projet y est examiné, p. 833. — Nomination d'une commission spéciale, p. 834. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Broglie, p. 1085 à 1140. — Discussion en assemblée générale *sur l'ensemble du projet* (dans cette discussion sont entendus MM. le baron Mounier, le comte de Lacépède et le comte de Pontécoulant), p. 1166 à 1175. — *Sur les articles* (les sept premiers sont adoptés sans réclamation), p. 1175. — Discussion de l'art. 8 (sur cet article et sur l'amendement tendant à substituer dans sa disposition les mots de *religion chrétienne* à ceux de *morale religieuse*, sont entendus MM. le duc de Fitz-James, le baron de Barante, le vicomte de Montmorency, le duc de La Rochefoucauld, le comte de Pressigny, le comte Lemercier, le duc de Doudeauville, le comte

de Montalivet, le comte de Saint-Roman, le comte de Cornet, le comte de Sèze, et le marquis de Lally-Tolendal), p. 1179 à 1208. — La Chambre rejette l'amendement et adopte l'article dans les termes du projet, p. 1215. — Adoption des art. 9 à 15, p. 1218. — Proposition d'un article additionnel tendant à faire punir la diffamation et l'injure *envers les cultes et leurs ministres*, p. 1221. — Cette proposition, faite par M. le vicomte Dubouchage, est combattue par le ministre de la justice, le rapporteur de la commission et le ministre de l'intérieur, appuyée par MM. le duc de Fitz-James et le vicomte Dambray, p. 1222 à 1227. — Écartée par la question préalable, p. 1227. — Adoption des articles 16 à 20, p. 1227. — Explications données par M. le garde-des-sceaux sur l'art. 21, p. 1230, 1231. — Discussion de cet article (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Pontécoulant, le Pair de France, ministre de l'intérieur, le comte de Boissy-d'Anglas, le duc de Broglie, et le garde-des-sceaux), p. 1231 à 1236. — L'art. est adopté, p. 1236. — Adoption des art. 22 à 26, *ibid.* — Scrutin sur l'ensemble du projet, p. 1239. — Son adoption est proclamée, *ibid.* — La Chambre, sur la proposition d'un Pair, ordonne l'impression séparée des discours prononcés par M. le garde-des-sceaux et par le ministre de l'intérieur, p. 1240.

Presse (Projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse). — Présenté à la Chambre par M. le garde-des-sceaux, ministre de la justice, (P. V.) p. 955. — Exposé des motifs, p. 955 à 961. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 962. — Le projet y est examiné,

p. 999. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1142. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Catellan, p. 1249. — Observations du ministre de l'intérieur sur ce rapport, *ibid.* — Observations de M. le comte de Sèze, p. 1251. — L'impression du rapport est ordonnée, sauf quelques modifications, p. 1252. — Texte du rapport modifié, p. 1252 à 1293. — Discussion en assemblée générale *sur l'ensemble du projet*, (dans cette discussion, M. le comte Germain est seul entendu), p. 1347 à 1352. — *Sur les articles* (la Chambre entend, sur l'art. 2, MM. le comte de Pontécoulant, le duc de Broglie, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte de Cornet, et le garde-des-sceaux; sur l'art. 14, M. le comte de Boissy-d'Anglas; sur l'art. 20, MM. le comte de Montalivet, le marquis de Lally-Tolendal, le garde-des-sceaux, et le comte de Boissy-d'Anglas), p. 1354 à 1385.—Scrutin sur l'ensemble du projet, p. 1385. — Son adoption est proclamée, p. 1386.

Pressigny (M. le comte de). — Appuie l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet relatif aux crimes et délits de la presse, (P. V.) p. 1194, 1195.

Procès-verbal de la Chambre. — Doit-il offrir le tableau fidèle de ce qui s'est passé dans chaque séance, ou se borner à l'exposé des travaux législatifs de l'assemblée? (P. V.) p. 613 à 616.

Projets de loi imprimés. — Projet relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes de 1819, (I. D.) n° 2. — A l'érection d'un majorat de 50,000 fr. de revenu, à titre de récompense nationale, en faveur de M. le duc de Richelieu, n° 16. — A la fixation de l'année financière, n° 20. —

Au commerce et à la fabrication des salpêtres, n° 23. — A la fabrication et à la vente des poudres, n° 44. — A la création de livres auxiliaires du grand-livre de la dette publique, n° 49. — Aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, n° 53. — Aux tabacs, n° 54. — A la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, n° 60. — A l'entière abolition du droit d'aubaine, n° 68. — A la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, n° 69. — Projets, au nombre de 12, relatifs à divers changements de circonscription territoriale, n° 78. — Projet relatif aux journaux et écrits périodiques, n° 79. — Au transit des denrées coloniales par l'Alsace, n° 81. — Au règlement des budgets de 1815, 1816 et 1817, et à la rectification provisoire du budget de 1818, n° 109. — A la fixation du budget des dépenses de 1819, n° 120. — A la fixation du budget des recettes, n° 128. — A l'importation des grains, n° 129. — A des échanges entre le domaine de la couronne et M. le duc d'Orléans, n° 130. — A des échanges entre le même domaine et trois particuliers, n° 131.

Propositions faites a la Chambre. — De modifier son règlement, en ce qui concerne les pétitions, (P. V. p. 96. — De solliciter une récompense nationale pour M. le duc de Richelieu, (P. V.) p. 33. — Une loi tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 36. — Une loi portant révocation de celle du 9 novembre 1815 sur les cris séditieux, p. 245. — Une loi qui modifie l'organisation des collèges électoraux, p. 269. — Proposition dans laquelle plusieurs membres croient apercevoir la censure d'un acte de la préro-

gative royale, p. 498. — D'indiquer sommairement l'objet des pétitions au feuilleton d'ordre du jour de la séance où s'en doit faire le rapport, p. 526. — D'excepter les pétitions collectives de l'insertion au feuilleton d'ordre du jour ordonnée pour les autres pétitions, p. 585. — De solliciter une loi qui substitue une autre peine à celle de la déportation, p. 632.—De solliciter, en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis, une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires, p. 688. — D'ordonner l'impression séparée des explications données par les ministres du Roi sur divers articles de la loi relative aux crimes et délits de la presse, p. 1239.

PROPOSITIONS IMPRIMÉES. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, relativement à M. le duc de Richelieu, (I. D.) n° 2 (*bis.*) — Du même, relativement aux discours prononcés par les ministres du Roi dans la séance du 15 mai 1819, n° 97.

Q.

QUESTION RÈGLEMENTAIRE (de savoir s'il y a lieu de s'occuper d'une proposition). — Cette question peut-elle être primée par l'ordre du jour? (P. V.) p. 282 à 290. —(De savoir si une proposition développée sera prise en considération.) — Cette question devant être décidée par *oui* ou par *non*, peut-on être admis à parler *sur*, comme on l'est à parler *pour* ou *contre?* p. 323. — La Chambre entend l'orateur qui demande à parler *sur*, p. 333.

R.

RAGUSE (M. le maréchal duc de). — Propose de supprimer, comme dangereuse, une disposition de l'art. 2 du projet de loi relatif aux servitudes militaires, (P. V.) p. 1040, — Insiste sur cette suppression, p. 1041. — Propose un amendement de rédaction sur l'article 3, p. 1049.

RAMOND (M. le conseiller d'État baron). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur la fixation de l'année financière, (P. V.) p. 230.

RAMPON (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542.

RAPP (M. le comte) — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542.

RAPPEL A L'ORDRE. — Invoqué par divers membres, (P. V.) p. 358, 359. — Ordonné par la Chambre, p. 359.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le marquis de Clermont-Tonnerre, sur la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 110. — Par M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, p. 390. — Par M. le comte Berthollet, sur le projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres, p. 431. — Par M. le comte de Sèze, sur la proposition tendante à solliciter la ré-

vocation de la loi sur les cris séditieux, p. 568. — Par M. le comte Mollien, sur le projet de loi qui ordonne pour chaque département l'ouverture d'un livre auxiliaire du grand-livre de la dette publique, p. 650. — Par M. le comte de Sussy, sur le projet de loi relatif aux tabacs, p. 767. — Par M. le comte Cornudet, sur la proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation, p. 785. — Par M. le comte Daru, sur la proposition tendante à provoquer en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires, p. 835. — Par M. le comte de Marescot, sur le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 872. — Par M. le duc de Broglie, sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1085. — Par M. le comte Germain, sur douze projets de loi relatifs à divers changements de circonscription, p. 1156. — Par M. le marquis de Catellan, sur le projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1252. — Par M. le comte de Boissy-d'Anglas, sur le projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1296. — Par M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace, p. 1331. — Par M. le marquis de Lally-Tolendal, sur le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1388. — Par M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif au règlement des budgets de 1815, 1816 et 1817, et à la rectification provisoire du budget de 1818, p. 1494. — Par M. le comte Chaptal, sur le projet de

loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1644. — Par M. le duc de La Rochefoucauld, sur le projet de loi relatif à l'importation des grains, p. 1777. — Par M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes de 1819, p. 1804.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre. — De M. le marquis de Clermont-Tonnerre, sur la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine. (I. D.) n° 8. — De M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, n° 34. — De M. le comte Berthollet, sur le projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres, n° 40. — De M. le comte de Sèze, sur la proposition tendante à solliciter la révocation de la loi sur les cris séditieux, n° 46. — De M. le comte de Villemanzy, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, n° 48. — De M. le comte Mollien, sur le projet de loi qui ordonne pour chaque département l'ouverture d'un livre auxiliaire du grand-livre de la dette publique, n°. 50. — De M. le comte de Brigode, sur la pétition du sieur Cézan, n° 51. — De M. le comte de Sussy, sur le projet de loi relatif aux tabacs, n° 58. — De M. le comte Cornudet, sur la proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation, n° 59. — De M. le comte Daru, sur la proposition tendante à provoquer en faveur des plus anciens chevaliers de Saint-Louis une exception aux lois qui prohibent le cumul des pensions militaires, n° 62. — De M. le comte de Marescot, sur le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, n° 65. — De M. le duc de Broglie, sur le projet

de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, n° 80. — De M. le comte Germain, sur douze projets de loi relatifs à divers changements de circonscription, n° 82. — De M. le marquis de Catellan, sur le projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et delits commis par la voie de la presse, n° 98. — De M. le comte de Boissy-d'Anglas, sur le projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, n°. 100. — De M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace, n° 101. — De M. le marquis de Lally, sur le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, n° 103. — De M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif au règlement des budgets de 1815, 1816 et 1817, et à la rectification provisoire du budget de 1818, n° 110. — De M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, n° 122. — De M. le duc de La Rochefoucauld, sur le projet de loi relatif à l'importation des grains, n° 132. — De M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes de 1819, n° 134.

Réception de nouveaux pairs. — De M. le comte Lecouteulx de Canteleu, (P. V.) p. 31. — De M. le marquis de Pérignon, p. 294. — De M. le comte de Choiseul-Gouffier, p. 539. — De trente-neuf des nouveaux Pairs nommés par ordonnance du Roi du 5 mars 1819, p. 541. — De M. le comte de Greffulhe, et de huit autres nouveaux Pairs, p. 559. — De M. le prince duc de Poix, et de deux nouveaux Pairs, p. 592. — De trois autres, p. 598. — De M. le maréchal duc de Conégliano, p. 619. — De M. le maréchal comte

Jourdan, p. 693. — De M. le baron de Montalembert, p. 729. — De M. le baron Bastard d'Estang, p. 755. — de M. le comte de Montalivet, p. 999. — De M. le marquis de Pange, p. 1072.

Récusations exercées par le sieur Selves. — Contre M. le président, (P. V. J.) p. 5. — Contre plusieurs Pairs, p. 6. — Contre le commissaire du Roi, baron Mourre, p. 9.

Règlement de la Chambre. — Proposition tendante à faire modifier les dispositions de ce règlement en ce qui concerne les pétitions, (P. V.) p. 96, 97. — Elle est écartée par l'ordre du jour, p. 100. — Disposition adoptée pour faire partie du règlement, p. 584. (Voyez *Pétitions*, ordre du jour.)

Reille (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542.

Religion chrétienne (projet de loi sur les crimes et délits de la presse). — Amendement tendant à faire substituer, dans l'art. 8 de ce projet, les mots de *religion chrétienne* à ceux de *morale religieuse*, (P. V.) p. 1179. — Cet amendement, proposé par M. le duc de Fitz-James, est appuyé par MM. le vicomte de Montmorency, le comte de Pressigny, le duc de Doudeauville, le comte de Saint-Roman et le comte de Sèze, combattu par MM. le baron de Barante, le duc de La Rochefoucauld, le comte Lemercier, le comte de Montalivet, le comte de Cornet, le marquis de Lally-Tolendal, et le garde-des-sceaux ministre de la justice, p. 1179 à 1213. — Rejeté par la Chambre, p. 1215.

Résolutions de la Chambre des Pairs. — Tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V.) p. 209. — Tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 387.

Responsabilité des ministres. — Amendement tendant à retrancher de l'art. 9 du projet de loi sur le règlement des budgets antérieurs à 1819 la disposition relative à cette responsabilité, (P. V.) p. 1613, 1614. — Discussion sur cet amendement, p. 1614 à 1617. — Il n'est pas appuyé, p. 1617.

Résumé des débats. — Sur la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (I. D.) n° 17. — Sur la proposition tendante à substituer une autre peine à celle de la déportation, n° 66. — Sur le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, n° 76 (*bis*).

Ricard (M. le lieutenant-général comte). — Son discours à l'occasion du décès de M. le maréchal marquis de Pérignon, (P. V.) p. 248 à 263.

Richebourg (M. le comte de). — Combat la proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine, (P. V) p. 154 à 161. — La proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, p. 347 à 350. (Voir aux *Opinions distribuées* celle du noble Pair à ce sujet.)

Richelieu (M. le duc de). — Proposition tendante à faire décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, ex-ministre des affaires étrangères. (P. V.) p. 33. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 35. — L'auteur en développe les motifs, p. 52 à 60. — Lettre de M. le duc de Richelieu relative à la proposition dont il s'agit, p. 61. — Discussion sur la prise en considération (l'affirmative est soutenue par MM. le duc de La Vauguyon et le comte de Boissy-d'Anglas, la négative par MM. le marquis d'Herbouville, le comte de Saint-Roman, le marquis

de Fontanes et le Comte Ferrand), p. 62 à 73. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 73, 74. — La proposition y est examinée, p. 81. — L'annonce d'une loi prochaine fait ajourner la discussion en assemblée générale, p. 100.

Richelieu. (Projet de loi qui ordonne en faveur de M. le duc de Richelieu l'érection d'un majorat de 50,000 fr. de revenu à titre de récompense nationale). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, président du conseil des ministres, (P. V.) p. 195. — Exposé des motifs, p. 195 à 197. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 197. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus MM. le comte de Saint-Roman et le duc de Crillon), p. 213 à 219. — Adoption du projet, p. 220. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Ruty (M. le comte). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542. — Appuie les conclusions du rapport fait à la Chambre sur le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, (P. V.) p. 973 à 978. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 72. — Expose les motifs d'un amendement proposé sur l'article 1er de ce projet, (P. V.) p. 1035. — En propose un autre sur le même article, *ibid.*

S.

Saint-Aignan (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, (P. V.) p. 106. — Un second rapport, au nom du même co-

mité, p. 227. — Un troisième rapport, p. 510. — Un quatrième, p. 598. — Un cinquième, p. 636. — Un sixième, p. 666. — Un septième, p. 725.

Saint-Cricq (M. le conseiller d'État, comte de). — Accompagne les ministres des affaires étrangères et des finances, chargés de présenter à la Chambre un projet de loi sur le transit des denrées coloniales par l'Alsace, (P. V.) p. 1162.

Sainti-Suzanne (M. le comte). — Fait hommage à la Chambre de son ouvrage sur les changements que paroît exiger le système ancien des places fortes, (P. V.) p. 1469.

Saint-Roman. (M. le comte de). — Appuie la question préalable invoquée sur la proposition tendante à faire décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, (P. V.) p. 68. (Voir aux *Opinions distribuées* celle du noble Pair à ce sujet.) — Combat le projet de loi qui ordonne en faveur de M. le duc de Richelieu l'érection d'un majorat de 50,000 francs de revenu à titre de récompense nationale, (P. V.) p. 213 à 216. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 18. — Appuie la proposition tendante à faire excepter les pétitions collectives de l'insertion au feuilleton d'ordre du jour, (P. V.) p. 585. — S'oppose avec d'autres membres à l'ajournement de la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, p. 604. — Appuie l'amendement proposé sur l'art. 8 du projet de loi relatif aux crimes et délits de la presse, p. 1200 à 1202. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 92.

Saint-Simon (M le marquis de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 536. — Reçu le 13, p. 542.

SALPÊTRES (projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des). — Présenté à la Chambre par le ministre de la guerre, (P. V.) p. 294. — Exposé des motifs, p. 295 à 300. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 300. — Une commission spéciale est chargée de l'examen de ce projet, p. 308. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Berthollet, p. 431 à 445. — La Chambre en ordonne l'impression, et cependant ouvre immédiatement la discussion sur le projet de loi, p. 445. — Discussion en assemblée générale (où sont entendus MM. le comte d'Aboville, le commissaire du Roi, chevalier Allent, le vicomte Dubouchage, le commissaire du Roi, comte Dumas, le Pair de France ministre de l'intérieur, et le baron de Monville), p. 445 à 460. — Clôture de la discussion, p. 460. — Vote provisoire sur les articles, p. 460 à 464. — Vote définitif sur l'ensemble du projet, p. 465. — Texte du projet adopté, p. 465 à 471.

SCRUTIN (délibération par voie de). — Sur le projet d'adresse en réponse au discours du Roi, (P. V.) p. 23. — Sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes de 1819, p. 44. — Sur le projet de loi qui ordonne en faveur de M. le duc de Richelieu l'érection d'un majorat de 50,000 francs de revenu, à titre de récompense nationale, p. 220. — Sur l'ordre du jour invoqué contre la proposition de M. le marquis Barthélemi relative à la loi d'élections, p. 291. — Sur la question de savoir si la Chambre s'occupera de cette proposition, *ibid.* — Sur la question de savoir si elle sera prise en considération, p. 344. — Sur son adop-

tion définitive, p. 387. — Sur le projet de loi relatif à la fixation de l'année financière, p. 427. — Sur le projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres, p. 465. — Sur le projet de loi relatif à la fabrication et à la vente des poudres, p. 546. — Sur l'ajournement réclamé de la proposition tendante à faire révoquer la loi sur les cris séditieux, p. 607. — Sur le projet de loi relatif à la création de livres auxiliaires du grand-livre de la dette publique, 707. — Sur le projet de loi relatif aux tabacs, p. 826. — Sur le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 1068. — Sur l'amendement tendant à substituer les mots de *religion chrétienne* à ceux de *morale religieuse* dans l'article 8 du projet de loi relatif aux crimes et délits de la presse, p. 1215. — Sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1239. — Sur les douze projets de loi relatifs à divers changements de circonscription, p. 1241. — Sur le projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 1385. — Sur le projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, p. 1438. — Sur le projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace, p. 1439. — Sur le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1462. — Sur le projet de loi relatif au réglement des budgets de 1815, 1816 et 1817, et à la rectification provisoire du budget de 1818, p. 1617. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, p. 1728. — Sur le projet de loi relatif à des échanges entre le domaine de la couronne et M. le duc d'Orléans, p. 1762. — Sur le projet de loi relatif à des échanges entre le

même domaine et trois particuliers, p. 1766. — Sur le projet de loi relatif à l'importation des grains, p. 1796. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes de 1819, p. 1850.

SÉANCE JUDICIAIRE du 17 juillet 1819. — Procès-verbal de cette séance. (Ce procès-verbal ne pouvant, à raison de son peu d'étendue, former un volume à part, on a cru devoir l'ajouter au troisième volume des procès-verbaux de la session législative de 1818. On a par suite compris dans la table des matières, placée à la fin de ce volume, tout ce qui a rapport à *l'affaire Selves*, objet de la séance et du procès-verbal dont il s'agit.) Les renvois à ce procès-verbal sont ainsi indiqués, (P. V. J.)

SÉANCE ROYALE du 10 décembre 1818. — Procès-verbal de cette séance, dressé par le garde-des-archives, (P. V.) p. 8. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 9, 10.

SÉANCES SECRÈTES des Chambres (projet de loi sur les journaux et écrits périodiques). — Observations d'un Pair sur l'art. 7 de ce projet, relatif aux séances secrètes des Chambres, (P. V.) p. 1449. — Discussion du même article, p. 1457 à 1460. — Sa disposition est adoptée, p. 1460.

SÉGUIER (M. le baron), Pair de France, premier président de la cour royale de Paris. — Une pétition adressée contre lui à la Chambre par le sieur Selves est écartée par l'ordre du jour, (P. V.) p. 1639. — Communication d'une ordonnance du Roi, rendue à l'occasion d'une plainte dirigée par le sieur Selves contre le même Pair, p. 1693. — Observations de M. le président à ce sujet, p. 1694. — Texte de l'ordonnance du Roi, p. 1695. — La Chambre en ordonne la trans-

cription sur ses registres, p. 1697. — Décide qu'elle se formera en cour de justice pour connoître de la plainte, p. 1763. — Se forme en cour de justice, (P. V. J.) p. 1.

SELVES (le sieur). — Ordre du jour adopté par la Chambre sur une pétition de ce particulier, (P. V.) p. 1639. — Ordonnance du Roi rendue à l'occasion d'une plainte dirigée par le même contre M. le baron Séguier, Pair de France, p. 1695. (Voyez *Séguier.*) — La Chambre se forme en cour de justice pour connoître de cette plainte, (P. V. J.) p. 1. — Rapport fait par le commissaire du Roi, baron Mourre, p. 10 à 47. — Réquisitoire du même, p. 48.—Délibération de la Chambre, p. 49 à 78. — Arrêt portant qu'il n'y a lieu à suivre sur la plainte du sieur Selves, p. 79, 80.

SÉMONVILLE (M. le marquis de), grand-référendaire de la Chambre. — Donne à l'assemblée des éclaircissements sur la consistance actuelle de l'ancienne dotation du sénat, (P. V.) p. 1711. — Sur l'administration des revenus dont elle se compose, p. 1718 à 1723. — Texte de son discours, (I. D.) n° 127.

SERVITUDES MILITAIRES. (Voyez *Défense de l'État.*)

SESSION de 1818. — Ouverte le 10 décembre, (P. V.) p. 8. — Close le 17 juillet 1819, p. 1859. (Voyez *Séance royale. — Clôture de la session.*)

SIMÉON (M. le conseiller d'état, comte). — Commissaire du Roi pour la présentation et la discussion du projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine, (V. P.) p. 946. — Du projet de loi relatif à des échanges entre le domaine de la couronne et M. le duc d'Orléans, p. 1762.

SPARRE (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 535. — Reçu le 13, p. 542. — Discute et propose de modifier le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, p. 966 à 972. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 71. — Développe les motifs de l'amendement qu'il a proposé sur l'article 3, (P. V.) p. 1047 à 1049. — Sur l'art. 4, p. 1054.

SUSSY (M. le comte de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 13 du même mois, p. 552. — Reçu le 18, p. 559. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux tabacs, p. 767 à 785.

T.

TABACS (Projet de loi sur les tabacs). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, (P. V.) p. 711. — Exposé des motifs, p. 712 à 721. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 721. — Le projet y est examiné, p. 747. — Nomination d'une commission spéciale, p. 748. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Sussy, p. 767. — Discussion en assemblée générale (l'adoption du projet n'étant point combattue, la Chambre se borne à entendre le premier des orateurs inscrits, M. le duc de La Rochefoucauld), p. 821 à 826. — Adoption provisoire du projet, p. 826. — Adoption définitive, p. 827. — Texte du projet adopté, p. 827, 828.

TALHOUET (M. le marquis de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, — (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 536. — Reçu le 13, p. 542.

Titres de Pairie. (Voyez *Lettres patentes.*)

Tolérance (Projet de loi relatif aux servitudes militaires). — Amendements tendants à restreindre la tolérance autorisée par ce projet en faveur des bâtiments et clôtures situés dans l'étendue de la zone de prohibition. (P. V.) p. 1042 à 1047. — Développements donnés à quelques uns de ces amendements par leurs auteurs, p. 1047 à 1049. — Amendement de rédaction proposé par un membre, p. 1049. — Discussion à ce sujet, p. 1050 à 1052. — L'amendement proposé par la commission spéciale est seul adopté, p. 1053.

Tracy (M. le comte de). — Appuie la priorité réclamée en faveur de l'ordre du jour, sur la question de savoir si la Chambre s'occupera de la proposition tendante à faire modifier l'organisation des collèges électoraux, (P. V.) p. 289, 290.

Transit de l'Alsace. (Projet de loi relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace.) — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, (P. V.) p. 1162. — Exposé des motifs, p. 1162 à 1165. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1165. — Le projet y est examiné, p. 1247. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1248. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 1331 à 1344. — Discussion en assemblée générale (aucune réclamation ne s'élève contre le projet.) p. 1439. — Adoption provisoire, — Définitive, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 1439 à 1444.

Trévise (M. le maréchal duc de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 536. — Reçu le 13, p. 542.

Truguet (M. le vice-amiral comte). — Nommé Pair de

France le 5 mars 1819, (P. V.) p. 507. — Admis le 9 du même mois, p. 536. — Reçu le 13, p. 542.

V.

Valentinois (M. le duc de). — Appuie, avec d'autres Pairs, l'opinion tendante à renvoyer à une commission spéciale l'examen de la proposition relative aux plus anciens chevaliers de Saint-Louis, (P. V.) p. 751. — S'oppose à l'impression d'un discours contenant l'apologie de l'ancien ministre des finances, p. 1611. — Conteste l'évaluation à 5,500,000 francs des revenus de l'ancienne dotation du sénat, p. 1711. — Demande, à l'occasion du projet de loi sur les recettes de 1819, qu'on fasse disparoître à l'avenir du budget des charges publiques, les dépenses de la Chambre des Pairs, p. 1844. — Texte de son opinion, (I.D.) nº 136. — Réclame contre un extrait qu'en a publié le *Moniteur*, (P. V.) p. 1855.

Vérac (M. le marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1818, (P. V.) p. 11. — Son discours à l'occasion du décès de M. le prince duc de Poix, p. 301 à 304.

Verhuell (M. le vice-amiral comte). — Nommé Pair de France, le 5 mars 1819, (P. V.) p. 508. — Admis le 9 du même mois, p. 536. — Reçu le 9, p. 542. — Réclame contre la modicité des fonds affectés au département de la marine, dans le budget des dépenses de 1819, p. 1702 à 1705. — Texte de son opinion, (I. D.) nº 124.

Villemanzy (M. le comte de). — Président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement,

fait un rapport à la Chambre, au nom de cette commission, (P. V.) p. 593, 594. — Est nommé de nouveau, après trois ans d'exercice, l'un des candidats de la Chambre, pour la présidence dont il s'agit, p. 854. — Développe, à l'occasion du projet de loi sur le réglement des budgets antérieurs, ses vues sur l'amélioration des formes de comptabilité, p. 1574 à 1577. — Texte de son opinion, (I. D.) n° 114. — Demande la parole sur l'art. 9 du budget des dépenses, (P. V.) p. 1726. — Propose à la Chambre d'exprimer son opinion sur l'impossibilité d'ajourner à 1820 la jouissance du dégrèvement accordé pour 1819, p. 1856.

Voies et moyens (commission spéciale des). — Diverses pétitions lui sont renvoyées, (P. V.) p. 514, 742, 811, 992, 1149, 1467, 1490, 1641, 1768.

Voies et moyens (loi des). — Voyez *Budget des recettes.*

Zone de prohibition (projet de loi relatif aux servitudes militaires). — Amendement tendant à porter de 250 à 300 mètres la zone de prohibition déterminée par l'article 4 de ce projet, (P. V.) p. 1053. — Il est écarté par la question préalable, p. 1054.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1819.

Procès-verbaux et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances législatives de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

Adresse au Roi (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 17. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Lévis, p. 21. — Examen du projet dans les bureaux, *ibid.* — Il est adopté au scrutin, p. 22. —

Texte de l'adresse adoptée, p. 23. — Une députation de vingt-cinq membres est chargée de la présenter, p. 26. — Présentation de l'adresse, et réponse du Roi à la députation de la Chambre, p. 29, 30.

Albuféra (M. le maréchal duc d'). — Son discours à l'occasion du décès de M. le maréchal comte Sérurier, p. 393. — Appuie un amendement proposé sur l'article 3 du projet de loi relatif aux élections, p. 1308. — Propose à la Chambre d'exprimer un vœu relatif à l'arriéré de la Légion-d'honneur, p. 1337. — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1422 à 1424. — Texte de son opinion, n° 119. — Appuie le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1631 à 1633. — Texte de son opinion, n° 141.

Alger (Projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu entre le gouvernement françois et la régence d'Alger). — Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, p. 1543. — Exposé des motifs, p. 1544. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1549. — Le projet y est examiné, p. 1587. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1624. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de La Tour-du-Pin, p. 1640. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Ségur, le ministre des affaires étrangères, baron Pasquier, et le duc de Praslin), p. 1725 à 1738. — Adoption du projet, p. 1741.

Allent (M. le conseiller d'état, chevalier). — Accompagne en qualité de commissaire du Roi le ministre des finances chargé de présenter deux projets de loi rela-

tifs au règlement définitif du budget de 1818, p. 647. — Est désigné pour soutenir la discussion du projet relatif au traitement des membres de la Légion-d'honneur, p. 1329.—Combat, lors de cette discussion, une proposition relative à l'extinction de l'arriéré, p. 1340.

AMENDEMENT imprimé.— De M. le duc de La Rochefoucauld sur l'article 3 du projet de loi relatif aux élections, nº 107.

AMENDEMENTS PROPOSÉS. — Au projet de loi sur les journaux, p. 313 à 339. — Au projet de loi concernant la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'État, p. 378. — Au projet de loi sur la liberté individuelle, p. 594 à 621. — Au projet de loi sur la réserve de la Banque de France, p. 917 à 922. — Au projet de loi sur les élections, p. 1274 à 1315. — Au projet de loi sur l'achèvement de la Bourse de Paris, p. 1391. — Au projet de loi sur l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1739.

AMORTISSEMENT (caisse d'). — La Chambre entend le rapport annuel de la commission de surveillance de cette caisse, p. 348. — En ordonne l'impression, p. 349. — Le renvoi à la future commission du budget, *ibid.* — Texte du rapport imprimé, nº 35.

ANNIVERSAIRE. — (du 21 janvier). Une grande députation est chargée d'assister au service qui sera célébré à Saint-Denis pour cet anniversaire, p. 85. — (De l'entrée du Roi dans Paris en 1814.) Députation chargée de complimenter le Roi à cette occasion, p. 748.

APPEL NOMINAL. — On demande qu'au lieu de commencer toujours par la première lettre de l'alphabet, il com-

mence chaque fois par une lettre différente, p. 1394. — La Chambre ordonne qu'il sera pris note de cette demande pour y avoir égard dans une autre session, *ibid.*

ARGOUT (M. le comte d'). — Donne à la Chambre des éclaircissements sur un fait avancé par M. le duc de Fitz-James dans ses *motifs* d'un amendement au projet de loi sur les journaux, p. 345. — Insiste sur la déclaration qu'il a faite, p. 376. — Se plaint du bulletin, qui n'a point mentionné cette instance, p. 413.

ARJUZON (M. le comte d'). — Appuie la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1089, 1090. — Texte de son opinion, n° 86.

ATTENTAT DU 13 FÉVRIER 1820. — Message du Roi relatif à cet attentat, p. 164. — Projet d'adresse présenté en conséquence par un pair (M. le marquis de Lally-Tolendal), p. 165. — On propose de renvoyer ce projet à l'examen des bureaux. — De charger une commission spéciale de présenter ses vues, p. 167. — La chambre adopte ce dernier avis, *ibid.* — Communication faite à la Chambre par le ministre de l'intérieur, et qui suspend la nomination des commissaires, p. 168 à 172. — Il est donné suite à cette nomination, p. 173. — La Chambre y renonce ainsi qu'à l'adresse proposée. — Elle charge son bureau (auquel tous les membres présents se réunissent) de porter au pied du trône l'expression de sa douleur, p. 174, 175. — Accueil fait par le Roi à la députation, et réponse de Sa Majesté, p. 178, 179.

B.

Banque de France. (Projet de loi relatif à la répartition des bénéfices mis en réserve sur les dividendes de cette Banque.) — Communiqué à la Chambre par le ministre des finances, p. 773. — Exposé des motifs, p. 774. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 779. — Le projet y est examiné, p. 821. — Discussion préalable (dans laquelle sont entendus M. le marquis de Marbois et le ministre des finances), p. 822 à 827. — Nomination d'une commission spéciale, p. 828. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Mollien, p. 904. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, le comte Mollien, rapporteur, le duc de Lévis, le ministre des finances, le comte Germain et le marquis de Garnier), p. 918 à 926. — Adoption du projet modifié par un amendement de rédaction, p. 927. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Barante (M. le baron de). — Appuie l'ordre du jour proposé sur différentes pétitions tendantes au maintien absolu de la loi des élections, p. 118 à 122. — Texte de son opinion, imprimée par ordre de la Chambre, n° 10. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 416. — S'oppose à la lecture d'une lettre présentée par un Pair à l'appui d'un fait à la charge du précédent ministre de l'intérieur, p. 554. (Voyez *crime de Louvel.*) — Demande des explications sur l'art. 3 du projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 608. — Commissaire du Roi pour la

présentation des deux projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1818, p. 646. — Soumet à la Chambre différentes observations sur le rapport qui a été fait du premier de ces projets, p. 780. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 812. — Propose d'obliger les orateurs inscrits pour parler sur une loi à déposer leurs amendements, p. 1124. — Propose de modifier le projet de loi relatif aux élections, p. 1157 à 1161. — Texte de son opinion, n° 95. — En reproduit les motifs dans la discussion des articles, p. 1277. — Commissaire du Roi pour la présentation du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, p. 1469. — Appuie, dans la discussion relative à l'exercice de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, la proposition de statuer sur chaque pétition par voie de décision individuelle, p. 1552 à 1554.

Beker (M. le comte). — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 531 à 534. — Texte de son opinion, n° 53.

Belliard (M. le comte). — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 561 à 564. — Texte de son opinion, n° 60. — Appuie le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1635.

Berry (assassinat de M. le duc de). — Voyez *attentat du 13 février. — Crime de Louvel.*

Berry (tutèle des enfants de feu M. le duc de). — Voyez *Ordonnances du Roi.*

Beurnonville (M. le maréchal marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1819, p. 17.

Boissy-d'Anglas (M. le comte de). — Appuie divers

amendements proposés au projet de loi sur la liberté individuelle, p. 597, 605, 613. — Combat la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1095. — La triple division de la liste de la parole, p. 1119. — Insiste sur la réduction de cette liste à ses deux colonnes originaires, p. 1125. — Combat le projet de loi relatif aux élections, p. 1172 à 1175. — Texte de son opinion, n° 96. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 1er de cette loi, p. 1286, 1287. — Un autre amendement proposé sur l'article 2, p. 1301. — Propose lui-même un amendement sur l'article 11, p. 1313.

Bourse de Paris (projet de loi relatif à une imposition additionnelle aux patentes de la ville de Paris pour l'achèvement de la Bourse). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 1347. — Exposé des motifs, p. 1348. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1352. — Le projet y est examiné, p. 1389. — Discussion en assemblée générale, p. 1390, 1391. — Adoption du projet, p. 1392. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Brigode (M. le comte de). — Propose un amendement à l'article 2 du projet de loi sur la liberté individuelle, p. 594. — Un article additionnel au même projet, p. 619.

Brissac (M. le duc de). — Défend le projet de loi relatif aux élections, p. 1154 à 1157. — Texte de son opinion, n° 94. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Madier de Montjau, p. 1326. — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1473 à 1475. — Texte de son opinion, n° 126.

Broglie (M. le duc de). — Appuie le rejet proposé du projet de loi relatif aux journaux, p. 263 à 265. — Texte de son opinion, n° 21. — Propose un amendement à l'article 3 du projet de loi sur la liberté individuelle, p. 603, 604. — Soutient cet amendement, p. 605, 606. — Défend la triple division de la liste de la parole, p. 1120. — Propose de modifier le projet de loi relatif aux élections, p. 1199 à 1204. — Texte de son opinion, n° 99. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 2 du même projet, p. 1302, 1303.

Budget (future commission du). — Diverses pétitions lui sont renvoyées, p. 156, 425, 426, 633, 635, 637, 640, 814, 818, 819, 1015. — Rapport fait à la Chambre sur ces pétitions par M. le marquis de Marbois, p. 1646. — La Chambre y statue, p. 1666 à 1668.

Budget de 1818 (Projets de loi relatifs au règlement définitif de ce budget.). — Présentés à la Chambre par le ministre des finances, p. 647. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 653. — Les projets y sont examinés, p. 731. — Nomination d'une commission spéciale, p. 732. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Marbois sur le premier projet, relatif à divers suppléments de crédits, p. 750. — Observations de M. le baron de Barante sur le rapport de la commission, p. 780. — Réponse du rapporteur, p. 796. — Adoption du projet, p. 799. — Texte du projet adopté, p. 800. — Rapport fait à la Chambre par M. le marquis de Marbois sur le deuxième projet, contenant règlement définitif du budget de 1818, p. 843. — Discussion

en assemblée générale, et adoption du projet, p. 929. — Texte du projet, p. 930.

BUDGET DES DÉPENSES (Projet de loi relatif à sa fixation pour 1820.). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 1331. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1335, 1336. — Le projet y est examiné, p. 1347. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Garnier, p. 1426. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le vice-amiral comte Verhuell, le duc de La Vauguyon, le vice-amiral comte Truguet, le comte de Cornet et le marquis de Marbois), p. 1604 à 1619. — Délibération des articles, p. 1622. — Adoption du projet, p. 1623. — Texte du projet adopté, n° 110.

BUDGET DES RECETTES (Projet de loi relatif à sa fixation pour 1820.). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 1469. — Exposé des motifs, p. 1470. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1472. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1584. — Rapports faits au nom de cette commission, 1° par M. le marquis de Marbois sur différentes pétitions renvoyées dans le cours de la session à la future commission des voies et moyens, p. 1646 à 1666. 2° Par M. le duc de Lévis sur le projet de loi, p. 1668 à 1696. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de La Vauguyon et le duc de Lévis, rapporteur), p. 1741 à 1747. — Adoption du projet, p. 1747. — Texte du projet adopté, n° 125.

BULLETIN DES SÉANCES de la Chambre. — Un Pair se plaint

de ne pas trouver mentionnée dans celui du 9 mars sa réponse à une réclamation faite par un autre Pair, p. 413. — Discussion à ce sujet, p. 414, 415. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 416. — Réclamation d'un Pair sur un fait énoncé dans le bulletin du 24 mars, p. 623. — Discussion à ce sujet, et proposition incidente de soumettre à l'avenir le bulletin à la surveillance du bureau, p. 624 à 627. — On demande que cette proposition soit présentée dans les formes réglémentaires, p. 627 à 630. — L'auteur annonce qu'il la présentera, p. 631.

Bureau de la Chambre. — Sa formation provisoire, p. 11. — Définitive, p. 17.

Bureau des renseignements (Pétitions renvoyées à ce bureau.). — Du sieur Granier de Sainte-Cécile, p. 79. — De la demoiselle Sophie Marconie. — Du sieur Marchal, p. 153. — Du sieur Baude. — Du sieur Girard. — Du sieur Febvrel, p. 417. — De trente-quatre habitants de Bordeaux, p. 420. — Du sieur Touquet, p. 423. — De cent quarante-neuf propriétaires ou cultivateurs des marais salants de Guérande, p. 425. — Du sieur Gaudet, 426. — Du conseil municipal de la ville de Saintes, p. 429. — De la dame veuve Grandier, p. 633. — Du sieur Rouzet, p. 635. — Du sieur Millot, p. 639. — Du sieur Goupil, p. 815. — Du sieur Laffaure. — Du sieur Crouillot, p. 815. — Du comte d'Huteau. — Du sieur le Pelletier, p. 1016. — Du sieur Simon. — Du sieur Granier, p. 1749.

Bureaux (formation et renouvellement des). — Première formation, le 9 décembre 1819, p. 20. — Premier renouvellement, le 9 février 1820, p. 141. — Second renouvellement, le 17 mars, p. 451. — Troisième

renouvellement, le 22 avril, p. 729. — Quatrième renouvellement, le 25 mai, p. 935. — Cinquième renouvellement, le 1er juillet, p. 1326.

Bureaux (nombre des). — Proposition tendante à augmenter ce nombre, et à étendre les pouvoirs du comité des pétitions, p. 142. — On réclame la division de cette proposition, p. 144. — Renseignements donnés par le Grand référendaire de la Chambre sur le placement possible de deux nouveaux bureaux, *ibid.* — La Chambre décide qu'il y a lieu de s'occuper de la proposition, p. 145. — L'auteur en développe les motifs, p. 235. — La division est de nouveau réclamée p. 245. — La Chambre, séparément consultée sur chaque partie de la proposition, prend en considération l'une et l'autre, p. 248. — Renvoi du tout à l'examen des bureaux, *ibid.* (Il n'a pas été donné de suites ultérieures à cette proposition).

Bureaux (organisation des). — Lors de la première formation, n° 1. — Lors du premier renouvellement, n° 13. — Lors du second renouvellement, n° 41. — Lors du troisième, n° 66. — Lors du quatrième, n° 75. Lors du cinquième, n° 109.

C.

Capelle (M. le conseiller d'état, baron). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances chargé de présenter le projet de loi relatif aux six douzièmes provisoires des contributions, p. 32. — Le même ministre chargé de présenter le projet de loi relatif aux différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'État, p. 191. — Défend ce projet devant la

Chambre, p. 382, 384. — Accompagne le ministre des finances chargé de présenter deux projets de loi relatifs au réglement définitif du budget de 1818, p. 647. — Le même ministre chargé de présenter le budget des recettes, p. 1469. — Le ministre des affaires étrangères chargé de présenter un projet de loi relatif à la régence d'Alger, p. 1543.

Casa-Bianca (M. le comte de). — L'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819, p. 13.

Castellane (M. le comte de). — Défend le projet de loi relatif aux élections, p. 1219 à 1223. — Texte de son opinion, n° 101.

Catellan (M. le marquis de). — Appuie divers amendements proposés au projet de loi sur la liberté individuelle, p. 614, 615, 620.

Censure (Commission de). — Un Pair se plaint du refus qu'elle a fait de laisser insérer dans un journal une opinion prononcée à la tribune de la Chambre et imprimée par son ordre, p. 1163. — Discussion à ce sujet, p. 1164 à 1172. — Le même Pair dénonce, comme non moins outrageante, la condition sous laquelle on a depuis autorisé l'insertion, p. 1213. — Nouveaux débats à ce sujet, p. 1214 à 1218. — La Chambre charge son président d'aviser aux moyens de réprimer un pareil abus, p. 1219. — Observations du pair de France, Grand-Référendaire, sur le fait dénoncé, p. 1261.

Cérémonial. — Observé à l'ouverture de la session, p. 1. — A la réception des nouveaux Pairs, p. 84, 203, 255.

Chambre des Pairs (la). — Se réunit en vertu d'ordres du Roi pour la session de 1819, p. 11. — Nomme ses

secrétaires, p. 17. — Se forme en cour judiciaire pour le procès de Louvel, p. 179.

Chambre des Pairs (état actuel de la). — Le 17 juillet 1819, jour où fut close la session de 1818, la Chambre se trouvoit composée de deux cent soixante-trois membres, non compris M. le Président. Douze Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1819, savoir :

Le 9 septembre 1819,	M. le marquis de Vence.
Le 19,	M. le comte Dupont.
Le 3 décembre,	M. le comte Colaud.
Le 8,	M. le comte Davous.
Le 21,	M. le maréchal comte Serurier.
Le 27 janvier 1820,	M. le duc de Crillon.
Le 23 février,	M. le comte de Greffulhe.
Le 3 mars,	M. le comte Shée.
Le 26 avril,	M. le comte de Volney.
Le 5 juin,	M. le comte Dumuy.
Le 5,	M. le marquis d'Harcourt.
Le 15,	M. le duc de Saulx Tavanes.

Mais deux de ces Pairs, (MM. le marquis de Vence et le duc de Crillon) ont été remplacés à la Chambre par leurs fils, admis à titre héréditaire. Un pareil remplacement a eu lieu pour M. le duc de Laval-Montmorency, décédé le 31 mars 1817. Enfin, par ordonnance du 21 novembre 1819, le Roi a créé huit nouveaux Pairs; total, onze nommés ou admis au lieu de douze décédés. La Chambre, en terminant la session de 1819, se trouve donc composée de deux cent soixante-deux membres, non compris M. le Président.

Chancelier de France, président de la Chambre des Pairs. — Sa place dans la séance royale du 29 novembre 1819, p. 2. — Prononce la formule du serment qui doit être prêté en présence du Roi par les Pairs non reçus, p. 8. — Par les nouveaux Députés, p. 9. — Déclare, au nom du Roi, que la session est ouverte, *ibid.* — Rend compte à la Chambre de l'accueil fait par Sa Majesté à la députation chargée de présenter l'adresse, p. 29. — A la députation chargée d'exprimer au Roi la douleur de la Chambre sur l'attentat du 13 février, p. 178, 179. — Soumet à la Chambre différentes questions relatives à la formation de la liste de la parole, p. 1118. — Met en délibération les amendements proposés sur le projet de loi relatif aux élections, p. 1274.

Chaptal (M. le comte). — Appuie une pétition du sieur Rouzet, docteur en médecine, qui demande le rétablissement du concours pour les chaires vacantes dans cette Faculté, p. 634. — Texte de son discours, n° 62. — Soumet à la Chambre différentes observations sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 962. — Texte de son opinion, n° 78. — Appuie, sauf quelques modifications, la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1485 à 1487. — Texte de son opinion, n° 129.

Choiseul (M. le duc de). — Propose de modifier la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1411, 1412. — Texte de son opinion, n° 116. — Appuie le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1636.

Clément de Ris (M. le comte). — L'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819, p. 13. — Est admis à prendre séance, p. 19.

Clermont-Tonnerre (M. le marquis de). — Vote en principe l'adoption du projet de loi relatif aux journaux, p. 275 à 278. — Texte de son opinion, n° 25.

Clôture de la session. — Proclamation du Roi relative à cette clôture, p. 1752. — La Chambre se sépare après l'avoir entendue, *ibid.*

Colaud (Claude Sylvestre, comte), Pair de France, lieutenant-général des armées du Roi, décédé à Paris, le 3 décembre 1819. — Discours prononcé à l'occasion de son décès par M. le comte de Valence, p. 1699. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 1720.

Colonies françaises. — Pétition tendante à obtenir une réduction des droits d'entrée sur les productions de ces colonies, p. 418. — Appui donné à cette pétition par un Pair, p. 419. — La Chambre ordonne l'impression de son discours, p. 420. — (*Voyez* Fitz-James).

Commissions de trois membres, désignées par le sort. — Pour la vérification des titres d'hérédité produits par M. le duc de Laval-Montmorency, p. 32. — Par M. le marquis de Vence, p. 137. — Par M. le duc de Crillon, p. 205.

Commissions spéciales nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 17, 18. — Pour l'examen du projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1820, p. 38. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux journaux politiques, p. 189. — Pour l'examen du projet de loi relatif à la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'É-

tat, p. 206.—Commission de sept membres pour l'examen des questions relatives à l'exercice de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, p. 209; — de cinq membres, pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 460. — Pour l'examen de la proposition relative aux saisies mobilières, p. 483. — Pour l'examen des deux projets de loi relatifs au réglement définitif du budget de 1818, p. 732. — Pour l'examen de la proposition tendante à modifier l'exercice de la contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales, p. 743. — Pour l'examen de la proposition relative à la formation de majorats sans titres honorifiques, p. 744. — Pour l'examen du projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 828. — Pour l'examen de la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 829. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux élections, p. 1024. — Du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1820, p. 1353. — Du projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1395. — Du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes (on a imprimé par erreur *budget des dépenses*), p. 1584. — Du projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1624.

Concours. — Pétition tendante à obtenir le rétablissement du concours pour les chaires vacantes dans les Facultés de médecine, p. 633. — Un Pair appuie cette pétition, p. 634. — Éclaircissements donnés par un autre Pair, p. 645. — Nouvelle pétition tendante au même but, p. 812.

CONTRAINTE PAR CORPS appliquée aux dettes commerciales. (Proposition tendante à modifier l'exercice de cette contrainte, et à procurer quelques adoucissements aux détenus). — Exposé sommaire de la proposition, p. 248. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 250. — L'auteur (M. le vicomte de Montmorency) en développe les motifs, p. 654. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 705. — La proposition y est examinée, p. 735. — Nomination d'une commission spéciale, p. 743.

CONTRAINTE PAR CORPS appliquée aux membres de la Pairie. — Pétitions tendantes à faire autoriser l'exercice de cette contrainte contre un Pair de France, p. 160. — La Chambre ordonne la formation d'une commission spéciale de sept membres chargée de lui présenter ses vues, p. 161. — Nomination de cette commission, p. 209. — Elle fait son rapport à la Chambre par l'organe de M. le marquis de Lally, p. 1353. — Discussion en assemblée générale de la résolution qu'elle propose (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Semonville, le comte de Ségur, le duc de Choiseul, le comte Portalis, le baron de Montalembert, le duc d'Albuféra, le comte de Pontécoulant, le cardinal duc de la Luzerne, le vicomte de Montmorency, le duc de Lévis, le marquis de Raigecourt, le duc de Brissac, le duc de Praslin, le marquis d'Herbouville, le Pair de France président du conseil des ministres, le comte Chaptal, et le rapporteur de la commission dans son résumé), p. 1399 à 1535. — Clôture de la discussion sur le fond, p. 1535. — Débat sur l'ajournement proposé de la résolution. p. 1535 à 1540. — L'ajournement est rejeté, p. 1541. —

Question de priorité entre la proposition originaire et celle de statuer individuellement sur chaque pétition (sur cette question sont entendus entre autres orateurs, MM. le marquis de Maleville, le baron de Barante, le comte Portalis, le vicomte de Montmorency, le ministre des affaires étrangères baron Pasquier, le comte de Pontécoulant et le marquis de Pastoret), p. 1549 à 1572. — La Chambre accorde la priorité à la seconde proposition, p. 1573. — L'adopte définitivement, p. 1575. — Discussion ultérieure pour savoir quand et comment il sera statué sur chaque pétition, p. 1575 à 1584. — Renvoi au comité des pétitions pour un nouveau rapport, p. 1584 (le rapport n'a pu avoir lieu, attendu la clôture de la session).

Contributions directes de 1820. — (Projet de loi qui autorise le recouvrement provisoire des six premiers douzièmes de ces contributions). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 32. — Exposé des motifs, p. 33. — Renvoi aux bureaux, p. 36. — Le projet y est de suite examiné, p. 37. — Nomination d'une commission spéciale, p. 38. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Garnier, p. 54. — Ouverture immédiate de la discussion, p. 62. — Adoption du projet, p. 63. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Cornet (M. le comte de). — Appuie l'adoption du projet de loi relatif aux journaux, p. 280 à 282. — Texte de son opinion, n° 26. — Défend le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 526 à 528. — Texte de son opinion, n° 52. — Soumet à la Chambre, à l'occasion du budget des dépenses, quelques vues sur

la dotation de la Pairie, p. 1613 à 1615. — Texte de son opinion, n° 138.

Cornudet (M. le comte). — Propose à la Chambre de solliciter une loi qui complète les dispositions du Code de procédure civile relativement aux saisies mobilières, p. 250. — Développe les motifs de cette proposition, p. 434. — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 502 à 505. — Texte de son opinion, n° 50. — Combat la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1091. — Texte de son opinion, n° 87.

Corse. (Projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 1347. — Exposé des motifs, p. 1348. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1352. — Le projet y est examiné, p. 1389. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1395. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Orvilliers, p. 1588. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, MM. le comte Siméon, ministre de l'intérieur, le maréchal duc d'Albuféra, le marquis de Marbois, le comte Belliard et le duc de Choiseul), p. 1625 à 1636. — Le projet n'est pas adopté, p. 1637.

Crillon (François-Félix-Dorothée Berton des Balbes, duc de), Pair de France, décédé à Paris, le 27 janvier 1820. — Discours prononcé à l'occasion de son décès par M. le marquis d'Herbouville, p. 137. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 141.

Crillon (Marie-Gérard-Louis-Félix-Rodrigue Berton des Balbes, duc de), fils du précédent. — Adresse à la

Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 204. — Une commission de trois membres est désignée pour les vérifier, p. 205. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Aboville, p. 207. — La chambre déclare valables les titres produits. — Six Pairs sont désignés en conséquence pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 211. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, 212. — Il est admis à prendre séance, p. 256.

Cuvier (M. le conseiller d'état, chevalier). — Commissaire du Roi pour la discussion du projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 822. — Du projet de loi relatif au budget des recettes pour 1820, p. 1469.

D.

Daru (M. le comte). — Combat l'ordre du jour proposé sur différentes pétitions tendantes au maintien absolu de la loi des élections, p. 114 à 118. — Texte de son opinion, imprimée par ordre de la Chambre, n° 9. — Combat le projet de loi relatif aux journaux, p. 289 à 293. — Texte de son opinion, n° 30. — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 543 à 549. — Texte de son opinion, n° 57. — Réclame contre un fait énoncé au bulletin de la séance du 24 mars, p. 623. — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 632. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Volney, p. 999. — Combat le projet de loi relatif aux élections, p. 1204 à 1210. — Texte de son opinion, n° 100.

DECAUX (M. le vicomte). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances, chargé de présenter deux projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1818, p. 647.

DECAZES (M. le comte). — *Voyez* MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

DEDELAY-D'AGIER (M. le comte). — L'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819, p. 13. — Est admis à prendre séance, p. 163.

DELAMALLE (M. le conseiller d'état, chevalier). — Commissaire du Roi pour la présentation du projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 447. — Défend ce projet devant la Chambre, p. 565 à 591. — Combat les amendements qu'on y propose, p. 597, 600, 604, 608 et 616.

DÉPENSES DE 1820. — *Voyez* BUDGET DES DÉPENSES.

DÉPUTATIONS. — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés, chargés de recevoir le Roi lors de l'ouverture de la session, p. 2. — Grande députation, chargée de présenter à Sa Majesté l'adresse de la Chambre, p. 26. — D'aller complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 65. — D'assister au service anniversaire du 21 janvier, p. 86. — Simple députation (à laquelle se joignent tous les Pairs présents), et qui part immédiatement de la Chambre, pour exprimer au Roi la douleur de l'assemblée sur l'attentat du 13 février, p. 175, 176. — Grande députation, chargée d'aller au Louvre rendre de pieux devoirs à la dépouille mortelle de M. le duc de Berry, p. 199, 200. — D'assister au service d'inhumation de ce prince, p. 432, 433. — De complimenter le Roi à l'occasion du 3 mai, jour anniversaire de son entrée dans Paris en 1814, p. 748.

De Serre. — Voyez *Garde des sceaux, ministre de la justice.*

De Sèze (M. le comte).— Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 66. — Un second rapport au nom du même comité, p. 87. — Un troisième rapport, p. 147. — Défend le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 487 à 490. — Texte de son opinion, n° 45. — Appuie la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1083 à 1085. — Texte de son opinion, n° 84.

Développements imprimés. — D'une proposition tendante à augmenter le nombre des bureaux, et à étendre les pouvoirs du comité des pétitions, n° 18.—D'une proposition tendante à compléter les dispositions du Code de procédure civile relativement aux saisies mobilières, n° 39. — D'une proposition tendante à modifier l'exercice de la contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales, n° 64. — D'une proposition tendante à autoriser la formation de majorats sans titres honorifiques, n° 65. — D'une proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, n° 72.

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 3. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Chancelier, p. 12. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet d'adresse en reponse à ce discours, p. 17, 18. (Voyez *Adresse au Roi.*)

Discours imprimés par ordre de la Chambre.— Discours de M. le duc de Doudeauville, à l'occasion du décès de M. le marquis de Vence, n° 3.— De M. le marquis

d'Herbouville, à l'occasion du décès de M. le duc de Crillon, nº 12. — Du ministre de l'intérieur, en présentant le projet de loi sur les journaux, nº 15 *bis*. — Du ministre des affaires étrangères, pour la défense du même projet, nº 31. — De M. le maréchal duc d'Albuféra, à l'occasion du décès de M. le maréchal comte Serurier, nº 36. — De M. le duc de Lévis, à l'occasion du décès de M. le comte de Greffulhe, nº 42. — Du ministre de l'intérieur, pour la défense du projet de loi relatif à la liberté individuelle, nº 51. — Du commissaire du Roi chevalier Delamalle, en faveur du même projet, nº 61. — De M. le comte Chaptal, à l'appui d'une pétition du sieur Rouzet, nº 62. — De M. le duc de Richelieu, en faveur de la loi des douanes, nº 79. — De M. le comte Daru, à l'occasion du décès de M. le comte de Volney, nº 80. — De M. le comte Portalis, pour la défense du projet de loi sur les élections, nº 97. — De M. le baron Pasquier, ministre des affaires étrangères, pour la défense du même projet, nº 102. — Du même, contre la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, nº 133. — Du ministre de l'intérieur, pour la défense du projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale de la Corse, nº 140.

Domaine de l'État. (Projet de loi relatif à la libération des différentes classes d'acquéreurs de ce domaine.) — Présentation du projet par le ministre des finances, p. 191. — Exposé des motifs, p. 192. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 199. — Il y est examiné, p. 203. — La Chambre nomme une commission spéciale de cinq membres, p. 206. — Rapport

fait au nom de cette commission par M. le marquis de Marbois, p. 350. — Discussion du projet en assemblée générale, p. 377 à 386. — Il est adopté au scrutin, p. 386. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Douanes (Projet de la loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 831. — Exposé des motifs, 832. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 842. — Il y est examiné, p. 900. — Nomination d'une commission spéciale, p. 901. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Sussy, p. 938. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, MM. le comte Chaptal, le vicomte Dubouchage, le marquis de Marbois, le comte de Noë, et le président du conseil des ministres), p. 961 à 977. — Adoption provisoire des articles, p. 977. — Scrutin sur l'ensemble du projet, p. 978. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Doudeauville (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1819, p. 17. — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Vence, p. 42. — Appuie l'adoption du projet de loi relatif aux journaux, p. 257 à 259. — Texte de son opinion, nº 19. — Défend la triple division de la liste de la parole, p. 1122. — Défend le projet de loi relatif aux élections, p. 1145 à 1147. — Texte de son opinion, nº 91.

Douzièmes provisoires. (Voyez *contributions directes de* 1820.)

Dubouchage (M. le vicomte). — Propose à la Chambre de solliciter une loi tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 631. — Développe les motifs de cette proposition, p. 802.

Defend le projet de loi relatif aux douanes, p. 966. — Écarte les reproches adressés aux colons de Saint-Domingue, 1095.

E.

Eckmuhl (M. le maréchal prince d'). — Fait une proposition à la Chambre relativement à la pétition du sieur de Vincens, p. 75, 76. — Donne des explications sur cette proposition, p. 81 à 83. — Texte de ces explications, imprimées par ordre de la Chambre, no 6. — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 537 à 540. — Texte de son opinion, no 55.

Eclaircissement. — Donné à la Chambre par le ministre de l'intérieur sur un fait énoncé à la tribune par M. le duc de Fitz-James, no 58.

Élections (loi des). — Rapport fait à la Chambre sur quatre pétitions tendantes au maintien absolu de cette loi, p. 91 à 106. — Discussion élevée en conséquence, p. 111 à 128. — La Chambre adopte, au scrutin, l'ordre du jour proposé par son comité, p. 128 (Voir les *Opinions imprimées* de MM. le marquis de La Tour-du-Pin, no 8, le comte Daru, no 9, le baron de Barante, no 10, et le comte de Ségur, no 11). — Rapport sur six autres pétitions tendantes au même but, p. 158. — Discussion à ce sujet, p. 158 à 160. — L'ordre du jour est pareillement adopté, p. 160. — Autre pétition, et nouvel ordre du jour, p. 429.

Élections (Projet de loi sur les). — Présenté à la Cham-

bre par le ministre de l'intérieur, p. 991. — Exposé des motifs, p. 992. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 998. — Le projet y est examiné, p. 1023.— Nomination d'une commission spéciale, 1024. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Fontanes, p. 1127. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus, *contre* le projet, MM. le comte de Ségur, le maréchal comte Jourdan, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Daru, et le comte Cornudet; *sur* le projet, MM. le comte Germain, le baron de Barante, le duc de Broglie, et le comte Lanjuinais; *pour* le projet, MM. le duc de Doudeauville, le duc de Brissac, le commissaire du Roi comte Portalis, le comte Jules de Polignac, le comte de Castellane, et le ministre des affaires étrangères, baron Pasquier), p. 1141 à 1260. — Résumé du rapporteur de la commission, p. 1263. — Discussion particulière des articles (dans cette discussion, trois nouveaux orateurs, MM. le comte de Montalivet, le marquis de La Tour-du-Pin, et le duc de La Rochefoucauld, prononcent des opinions dont l'impression est ordonnée, p. 1274 à 1315. — Adoption du projet, p. 1316.

Excuses de différents Pairs, empêchés par divers motifs de partager les travaux de l'assemblée, p. 16, 19, 30.

Exécution des jugements. — Pétition tendante à obtenir les moyens d'obliger les juges de paix à concourir à cette exécution dans les cas prévus par la loi, p. 151. — Discussion sur le renvoi proposé de cette pétition au ministre de la justice, p. 152. — Elle est renvoyée

à ce ministre, et au bureau des renseignements, p. 153.

Explications imprimées. — De M. le maréchal prince d'Eckmühl sur une proposition de ce pair, nº 6.

F.

Fabre de l'Aude (M. le comte), l'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819. — Prête serment dans la séance royale du 29 du même mois, p. 9.

Ferrand (M. le comte). — Défend, comme ancien ministre, la loi du 2 décembre 1814, relative aux colons de Saint-Domingue, p. 1094.

Finances. (Voyez *Ministre des finances.*)

Fitz-James (M. le duc de). — Appuie le projet d'adresse présenté par un Pair à la suite du message relatif à l'attentat du 13 février, p. 166. — Donne des explications sur quelques expressions qui ont été mal interprétées dans son opinion, p. 177. — Propose, par amendement, au projet de loi sur les journaux, de comprendre dans les dispositions de ce projet les dessins gravés, lithographies et caricatures, p. 327 à 331. — Motifs imprimés de cet amendement, nº 33. — Défend, contre les observations d'un autre Pair, un fait avancé dans ces motifs, p. 375. (Voy. *Argout*). — Persiste dans ses assertions, p. 377, 415. — Appuie une pétition tendante à obtenir une réduction des droits d'entrée sur les denrées coloniales, p. 419. — — Défend le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 534 à 536. — Texte de son opinion, nº 54.

— Offre de justifier un fait énoncé dans cette opinion (Voyez *Crime de Louvel*), p. 552, 554.

Fontanes (M. le marquis de). — Combat l'assertion d'un autre Pair au sujet du concours pour les chaires d'enseignement, p. 645. (Voyez *Concours.*) — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux élections, p. 1127. — Résume les débats qui ont eu lieu sur ce projet, p. 1263.

G.

Garde des sceaux, ministre de la justice (M. le). — Combat un amendement proposé sur l'article 1er du projet de loi relatif aux élections, p. 1288 à 1293. — Un autre amendement proposé sur l'art. 2, p. 1303.

Garde nationale parisienne. — Offre faite en son nom par M. le maréchal duc de Reggio, de fournir un poste d'honneur près de la Chambre durant la tenue de ses séances, p. 16. — Cette offre est acceptée, *ibid.*

Garnier (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1820, p. 54. — Un rapport sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, 464. — Défend les motifs du projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 926. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses, p. 1426.

Gassendi (M. le comte de). — L'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819, p. 13. — Est admis à prendre séance, p. 347.

GERMAIN (M. le comte). — Combat le projet de loi relatif aux journaux, p. 260 à 263. — Texte de son opinion, nº 20. — Propose un amendement à l'article 3 du projet de loi sur la liberté individuelle, p. 602. — Retire sa proposition pour appuyer un autre amendement, p. 605. — Demande une explication sur les motifs du projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 925. — Propose de modifier le projet de loi sur les élections, p. 1147 à 1150. — Texte de son opinion, nº 92. — En reproduit les motifs dans la discussion des articles, p. 1298 à 1300.

GRAND-CHANCELIER DE LA LÉGION-D'HONNEUR (le Pair de France).—Combat la proposition de renvoyer au conseil des ministres une pétition du sieur Froment, p. 154 à 156. — Donne des explications sur l'art. 7 du projet de loi relatif aux traitements des membres de la Légion-d'honneur, p. 1343.

GRAND RÉFÉRENDAIRE (le Pair de France). — Soumet à la Chambre quelques observations sur un fait qui l'a occupée, p. 1261.

GREFFULHE (Jean-Henry-Louis, comte de), Pair de France, décédé à Paris, le 23 février 1820. — Discours prononcé à l'occasion de son décès par M. le duc de Lévis, p. 453. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 459.

H.

HERBOUVILLE (M. le marquis d'). — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de Crillon, p. 137. — Défend le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 558 à 561. — Texte de son opinion, nº 59.

— Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 1013. — Un second rapport au nom du même comité, p. 1324. — Appuie la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps, en matière civile, les membres de la Pairie, p. 1478 à 1483. — Texte de son opinion, n° 128. — Fait un troisième rapport au nom du comité des pétitions, p. 1747.

Hérédité de la Pairie (Justification du droit d'). — par M. le duc de Laval-Montmorency, p. 31. — Par M. le marquis de Vence, p. 136. — Par M. le duc de Crillon, p. 204.

I.

Impressions diverses (Session de 1819). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session, forment 149 numéros, dont un (le numéro 15), se trouve répété, ce qui donne au total 150 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Ordonnances du Roi,	2
Projets de loi,	15
Rapports,	17
Opinions,	78
Discours,	17
Résumés,	4
Amendement,	1
Motifs d'amendement,	1
Développement de propositions,	5
Explications,	1
	141

Report. 141
Observations, 1
Éclaircissement, 1
Réponse, 1
Renouvellements des bureaux, 6

Total. 150

J.

JOURDAN (M. le maréchal comte). — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 486, 487. — Texte de son opinion, nº 44. — Le projet de loi relatif aux élections, p. 1151 à 1153. — Texte de son opinion, nº 93.

JOURNAUX consacrés aux matières politiques. (Projet de loi tendant à suspendre pendant cinq ans la liberté de ces journaux). — Présentation du projet par le ministre de l'intérieur, p. 180. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 185. — Le projet y est examiné, p. 187. — La Chambre nomme une commission spéciale de cinq membres, p. 188, 189. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de La Rochefoucauld, p. 212. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Doudeauville, le comte Germain, le duc de Broglie, le marquis de La Tour-du-Pin, le duc de Lévis, le comte de Saint-Roman, le marquis de Clermont-Tonnerre, le comte de Cornet, le duc de Praslin, le marquis de Lally-Tolendal, le comte Lanjuinais, et le comte Daru), p. 257 à 293. — Défense du projet par le ministre des affaires étrangères, p.

293 à 306. — Clôture de la discussion, p. 306. — Résumé du rapporteur de la commission spéciale, p. 306 à 311. — Question élevée par un Pair relativement à la délibération des articles (il demande qu'on mette aux voix, au lieu d'eux, le rejet proposé par la commission), p. 311. — La Chambre délibère sur les articles et sur les amendements qu'on y propose, p. 313 à 339. — Projet de loi amendé, tel qu'il résulte de cette délibération, p. 340. — Il est adopté au scrutin, p. 343. (Voir, no 33 des *Impressions diverses*, les motifs d'un amendement proposé par M. le duc de Fitz-James.)

Jurien (M. le conseiller d'état). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre des finances, chargé de présenter deux projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1818, p. 647.

L.

La Bourdonnaye-Blossac (M. le comte de). — Défend le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 542, 543. — Texte de son opinion, no 56.

Lally-Tolendal (M. le marquis de). — Soumet à la Chambre un projet d'adresse relatif à l'attentat commis sur la personne de M. le duc de Berry, p. 165. — Adopte, en bornant sa durée, la loi suspensive de la liberté des journaux, p. 285, 286. — Texte de son opinion, no 28. — Appuie l'ordre du jour proposé sur une pétition du sieur Lejoyand, p. 431. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1025. — Résume les objections faites contre cette proposition,

p. 1096. — Défend l'article 1er du projet de loi sur les élections, p. 1293.— Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur l'exercice de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, p. 1353. — Présente à l'assemblée le résumé de la discussion, p. 1488.

La Luzerne (M. le cardinal duc de). — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps, en matière civile, les membres de la Pairie, p. 1454, 1455. — Texte de son opinion, nº 121.

Lanjuinais (M. le comte). — Combat l'ordre du jour proposé sur différentes pétitions tendantes au maintien absolu de la loi des élections, p. 106 à 111. — La proposition de renvoyer au ministre de la marine une pétition des colons de Saint-Domingue, p. 147, 148. — Combat le projet de loi relatif aux journaux, p. 286 à 289. — Texte de son opinion, nº 29. — Propose un article additionnel au projet de loi concernant la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'État, p. 378. — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 529 à 531. — La proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1085 à 1089. — Texte de son opinion, nº 85. — Propose de modifier le projet de loi relatif aux élections, p. 1223 à 1228.

La Rochefoucauld (M. le duc de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi tendant à suspendre la liberté des journaux politiques, p. 212. — Résume les objections faites contre le rapport de la commission, p. 306. — Propose un amendement au projet de loi sur les élec-

tions, p. 1306 à 1308. — Motifs imprimés de cet amendement, n.° 107.

La Tour-du-Pin (M. le marquis de). — Appuie l'ordre du jour proposé sur différentes pétitions relatives au maintien absolu de la loi des élections, p. 111 à 113. — Texte de son opinion, imprimée par ordre de la Chambre, n° 8. — Propose d'adopter, mais en restreignant sa durée, la loi qui suspend la liberté des journaux, p. 265 à 268. — Texte de son opinion, n° 22. — Combat un amendement proposé au projet de loi sur les élections, p. 1283 à 1286. — Texte de son opinion, n° 106. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1640.

Laval-Montmorency (Anne-Pierre-Adrien, duc de), fils aîné de Anne-Alexandre-Marie-Sulpice-Joseph, duc de Laval-Montmorency, Pair de France, décédé le 31 mars 1817. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 31. — Une commission est désignée pour la vérification de ces titres, p. 32. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Crillon, p. 38. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 39. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 41. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 42. — Il est admis à prendre séance, p. 85.

La Vauguyon (M. le duc de). — Soumet à la Chambre, à l'occasion du budget des dépenses, quelques vues sur l'amélioration du système financier, p. 1607 à

1610. — Texte de son opinion, n°. 136. — Soumet de nouvelles observations à l'occasion du budget des recettes, p. 1741 à 1745. — Texte de son opinion, n° 149.

Légion-d'honneur (Ordre royal de la). — Pétition tendante à obtenir en faveur des légionnaires nommés en 1815 la jouissance du traitement attaché au grade de chevalier, p. 153. — Le comité propose de renvoyer cette pétition au président du conseil des ministres, p. 154. — Observations du Pair de France Grand-chancelier de la Légion-d'honneur, p. 154, 155. — L'ordre du jour est adopté, p. 156. — La Chambre renvoie au président du conseil des ministres et à la future commission du budget, une pétition tendante à obtenir, en faveur des membres de la Légion-d'honneur, le paiement intégral de leurs traitements, p. 633.

Légion-d'honneur (Projet de loi relatif au traitement des membres de l'ordre royal de la Légion-d'honneur.) — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 1317. — Exposé des motifs, p. 1318. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1323. — Le projet y est examiné, p. 1329. — Discussion en assemblée générale, p. 1336 à 1344. — Adoption du projet, p. 1345.

Le Joyand (le sieur). — Pétition de ce particulier tendante à faire mettre en accusation le précédent ministre de l'intérieur, p. 430. — Un pair appuie l'ordre du jour proposé, p. 431. — La Chambre ordonne l'impression de son discours, p. 432. (Voyez *Lally-Tolendal.*)

Lemercier (M. le comte). — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 490 à 492. — Texte de son opinion, n°. 46.

Lettres patentes portant institution de titres de pairie. — Communiquées à la Chambre le 29 avril 1820, p. 741. — Liste des Pairs au nom de qui ces lettres sont expédiées, *ibid.* — La Chambre en ordonne la transcription sur ses registres, p. 743. — Nouvelle communication le 21 juillet 1820, p. 1724. — Liste des impétrants, *ibid.*

Lévis (M. le duc de). — Présente au nom d'une commission spéciale un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 21. — Appuie en principe l'adoption du projet de loi relatif aux journaux, p. 268 à 271. — Texte de son opinion, n° 23. — Discours du même Pair à l'occasion du décès de M. le comte de Greffulhe, p. 453. — Propose à la Chambre de solliciter une loi qui autorise la formation de majorats sans titres honorifiques, 481. — Développe les motifs de cette proposition, p. 705. — Défend le projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 923. — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1461 à 1465. — Texte de son opinion, n° 123. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, p. 1668. — Répond aux observations présentées contre ce rapport, p. 1745.

Liberté individuelle (projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 447, 448. — Exposé des motifs, 448. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 451. — Le projet y est examiné, p. 453. — Nomination d'une commission spéciale de cinq membres, p. 460. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Garnier,

p. 464. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, *contre* le projet, MM. le maréchal comte Jourdan, le comte de Ségur, le comte Cornudet, le comte Beker, le maréchal prince d'Eckmühl, le comte Daru et le comte Belliard; *sur* le projet, MM. le comte Lemercier, le comte de Valence et le comte Lanjuinais; *pour* le projet, MM. le comte De Sèze, le comte de Saint-Roman, le comte de Cornet, le duc de Fitz-James, le comte de la Bourdonnaye-Blossac, le marquis d'Herbouville, le ministre de l'intérieur comte Siméon, et le commissaire du Roi chevalier Delamalle), p. 485 à 592. — Clôture de la discussion, p. 592. — Délibération des articles, p. 593 à 621. — Adoption définitive du projet, p. 622.

Liste de la parole. — Formée sur trois colonnes pour la discussion du projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 480. — Observations d'un Pair sur l'abus de cette division, p. 541. — Elle est provisoirement maintenue, *ibid.* — Nouvelles observations présentées à ce sujet par M. le Président à l'occasion du projet de loi sur les élections, p. 1118. — Propositions faites en conséquence, p. 1119 à 1125. — La Chambre maintient la division en trois colonnes *pour*, *sur* et *contre*, mais en réservant la colonne *sur* aux orateurs qui proposeront des amendements, p. 1126. — Formation de la liste pour la discussion du projet de loi sur les élections, p. 1139. — Pour la discussion relative à l'exercice de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, p. 1388. — Pour la discussion du projet de loi relatif au budget des dépenses de 1820, p. 1446.

Louvel (crime de). — Ce crime est-il un attentat *isolé*?

Observations d'un Pair à ce sujet, p. 166. — Explication du même sur quelques expressions qui ont été mal interprétées dans son opinion, p. 177. — Le crime de Louvel a-t-il été présenté dans une circulaire du ministre de l'intérieur comme l'*effet d'une vengeance particulière?* Eclaircissements donnés à cet égard par le successeur du ministre, p. 552. — Discussion élevée en conséquence, p. 552 à 556. — Texte de la circulaire, imprimée par ordre de la Chambre, p. 556.

Louvel (jugement de). — Ordonnance du Roi qui charge la Chambre de procéder sans délai à ce jugement, p. 170. — Voyez *attentat du 13 février.*

M.

Madier de Montjau (le sieur). — Ordre du jour adopté sur sa pétition, p. 1325, 1326.

Majorats sans titres honorifiques (proposition tendante à faire autoriser par une loi la formation de tels majorats). — Exposé sommaire de cette proposition, p. 481. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 482. — L'auteur (M. le duc de Lévis) en développe les motifs, p. 705. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 729. — La proposition y est examinée, p. 735. — Nomination d'une commission spéciale, p. 744. (Il n'a pas été donné de suites ultérieures à cette proposition).

Maleville (M. le marquis de). — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1550 à 1552. — Texte de son opinion, n° 132.

Marbois (M. le marquis de). — Demande l'impression du rapport fait à la Chambre sur différentes pétitions

tendantes au maintien absolu de la loi des élections, p. 113. — S'oppose à la clôture de la discussion immédiatement ouverte sur ce rapport, p. 127. — Appuie une proposition de M. le Président relative aux réclamations du sieur Selves, p. 132. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'Etat, p. 350. — S'oppose à ce qu'on mette sous les yeux de la Chambre des documents sans authenticité, p. 555. — Appuie, à l'occasion d'explications demandées au commissaire du Roi sur un projet de loi en discussion, les observations de ce commissaire sur l'inutilité de pareilles explications, p. 609, 610. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à divers suppléments de crédits sur le budget de 1818, p. 750. — Répond aux observations de M. le baron de Barante sur ce rapport, 796. — Combat le projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 822. — Fait un rapport à la Chambre sur le projet de loi contenant règlement définitif du budget de 1818, p. 843. — Attaque de nouveau le projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 919, 925. — Réclame, à l'occasion du projet de loi sur les douanes, quelque intérêt pour le commerce de l'Inde, p. 966. — Combat, dans la discussion du budget des dépenses, quelques assertions énoncées au rapport de la commission, p. 1615 à 1619. — Texte de son opinion, n° 139. — Combat le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1633, 1634. — Fait, au nom de la commis-

sion du budget des recettes, un rapport sur différentes pétitions, 1646.

Ministre de l'intérieur (le). — Fait une communication à la Chambre relativement à l'attentat du 13 février, p. 167 *et suiv.* — Présente un projet de loi sur les journaux, p. 180. — Un projet de loi sur la liberté individuelle, p. 447, 448. — Défend ce projet devant la Chambre, p. 505 à 526. — Donne des éclaircissements sur un fait avancé à la tribune par M. le duc de Fitz-James (voyez *crime de Louvel*), p. 552. — Présente à la Chambre un projet de loi sur les élections, p. 991. — Deux projets de loi relatifs, le premier à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, le second à une imposition additionnelle aux patentes de la ville de Paris pour l'achèvement de la Bourse, p. 1347. — Défend ce dernier projet devant la Chambre, p. 1390, 1391. — Y défend pareillement le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale de la Corse, p. 1625.

Ministre des affaires étrangères (le). — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif aux journaux, p. 293 à 306. — Texte de son discours, n° 31. — Le projet de loi relatif aux élections, p. 1228 à 1255. — Présente le projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1543. — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1559 à 1565. — Texte de son discours, n° 133. — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif à la régence d'Alger, p. 1729, 1735, 1737.

Ministre des finances (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au recouvrement provisoire

des six premiers douzièmes des contributions de 1820, p. 32. — A la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'État, p. 191, 192. — Défend ce projet devant la Chambre, p. 380, 383, 385. — Présente à la Chambre deux projets de loi sur le règlement définitif du budget de 1818, p. 647. — Un projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 773. — Répond aux objections élevées contre ce projet, p. 824, 826, 923, 926. — Présente un projet de loi relatif au traitement des membres de la Légion-d'honneur, p. 1317. — A la fixation du budget des dépenses pour 1820, p. 1331. — A la fixation du budget des recettes, p. 1469.

Ministres du roi. — Le droit que leur donne l'article 54 de la Charte *d'être entendus quand ils le demandent*, s'applique-t-il à tous les objets dont les Chambres peuvent s'occuper? p. 1558, 1559.

Mollien (M. le comte). — Président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, soumet à la Chambre le rapport annuel de cette commission, p. 348. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 904. — Défend les conclusions de ce rapport, p. 922.

Montalembert (M. le baron de). — Appuie la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1420 à 1422. — Texte de son opinion, n° 118.

Montalivet (M. le comte de). — Développe les motifs d'un amendement au projet de loi sur les élections, p. 1280 à 1283. — Texte de son opinion, n° 105.

Montmorency (M. le vicomte de). — Élu secrétaire de

la Chambre pour la session de 1819, p. 17. — Appuie la proposition de renvoyer au ministre de l'intérieur une pétition de divers prisonniers détenus à Sainte-Pélagie, p. 150. — Soumet à la Chambre une proposition relative à l'exercice de la contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales, p. 248. — Réclame, dans la discussion du projet de loi sur la liberté individuelle, contre la triple division de la liste de la parole, p. 540, 541. — Combat un amendement proposé à ce projet, p. 620, 621. — Développe les motifs de sa proposition relative à l'exercice de la contrainte par corps en matière commerciale, p. 654. — Combat un amendement proposé sur l'article 1er du projet de loi relatif aux élections, p. 1278. — Un autre amendement proposé sur l'art 2, p. 1300. — Défend la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1455 à 1461. — Texte de son opinion, n° 122. — Y ajoute de nouveaux développements, p. 1556 à 1558.

Motifs imprimés. — D'un amendement proposé par M. le duc de Fitz-James au projet de loi sur les journaux, n° 33.

Mounier (M. le baron). — Accompagne, en qualité de commissaire du Roi, le ministre de l'intérieur chargé de présenter à la Chambre un projet de loi sur les journaux, p. 180.

N.

Noé (M. le comte de). — Insiste, à l'occasion du projet

de loi relatif aux douanes, sur la protection réclamée en faveur du commerce de l'Inde, p. 968.

Nouveaux Pairs. — Serment de cinq nouveaux Pairs présents à la séance royale, p. 8, 9. — La Chambre dispense des formalités prescrites pour l'admission, ceux qui n'ont pu arriver à temps pour cette séance, p. 15.

Nouvel an. — Grande députation chargée d'aller au nom de la Chambre complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 65, 66.

O.

Observations imprimées. — De M. le baron de Barante sur le premier rapport de la commission chargée d'examiner les deux projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1818, n° 70.

Opinions distribuées à la Chambre par différents Pairs. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a point permis de prononcer, on croit devoir en donner ici la notice. Elles sont au nombre de 14, divisées ainsi qu'il suit : Sur différentes *pétitions collectives* présentées à la Chambre, une opinion de M. le comte de St.-Roman. — Sur le projet de loi relatif aux *Journaux*; trois opinions, savoir : — De M. le comte De Sèze. — De M. le comte Beker. — De M. le comte de Valence. — Sur le projet de loi relatif à la *liberté individuelle;* deux opinions, savoir : — De M. le marquis de Catellan. — De M. le comte Lanjuinais. — Sur le projet de loi relatif aux *Douanes*, une opi-

nion de M. le duc de La Vauguyon. — Sur le projet de loi relatif aux *élections*, sept opinions, savoir : — De M. le comte de La Bourdonnaye. — De M. le comte De Sèze. — De M. le marquis d'Osmond. — De M. le comte Lanjuinais. — De M. le comte de Valence. — De M. le marquis d'Herbouville. — De M. le duc de La Rochefoucauld.

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de 78 savoir : — Sur la *pétition du sieur de Vincens*, une opinion de M. le comte de Saint-Roman, n° 5. — Sur diverses pétitions tendantes *au maintien absolu de la loi des élections ;* quatre opinions de MM. le marquis de La Tour-du-Pin, n° 8; le comte Daru, n° 9; le baron de Barante, n° 10; et le comte de Ségur, n° 11. — Sur le *projet de loi relatif aux journaux ;* douze opinions, de MM. le duc de Doudeauville, n° 19; le comte Germain, n° 20; le duc de Broglie, n° 21; le marquis de La Tour-du-Pin, n° 22; le duc de Lévis, n° 23; le comte de Saint-Roman, n° 24; le marquis de Clermont-Tonnerre, n° 25; le comte de Cornet, n° 26; le duc de Praslin, n° 27; le marquis de Lally-Tolendal, n° 28; le comte Lanjuinais, n° 29; et le comte Daru, n° 30. — Sur une pétition tendante à obtenir une réduction des *droits d'entrée sur les denrées coloniales ;* une opinion de M. le duc de Fitz-James, n° 37. — Sur une *pétition du sieur Lejoyand ;* une opinion de M. le marquis de Lally-Tolendal, n° 38. — Sur le projet de loi relatif à la *liberté individuelle ;* quinze opinions, de MM. le maréchal comte Jourdan, n° 44; le comte De Sèze, n° 45; le comte Lemercier, n° 46; le comte de Ségur, n° 47; le comte de Saint-Roman, n° 48; le comte de Valence,

n° 49; le comte Cornudet, n° 50; le comte de Cornet, n° 52; le comte Beker, n° 53; le duc de Fitz-James, n° 54; le maréchal prince d'Eckmühl, n° 55; le comte de La Bourdonnaye-Blossac, n° 56; le comte Daru, n° 57; le marquis d'Herbouville, n° 59; et le comte Belliard, n° 60. — Sur la loi des *Douanes*, une opinion de M. le comte Chaptal, n° 78. — Sur la proposition tendante au renouvellement du *Sursis accordé aux colons de Saint-Domingue;* cinq opinions de MM. le duc de Praslin, n° 83; le comte De Sèze, n° 84; le comte Lanjuinais, n° 85; le comte d'Arjuzon, n° 86; et le comte Cornudet, n° 87. — Sur le projet de loi relatif aux *élections;* douze opinions, de MM. le comte de Ségur, n 90; le duc de Doudeauville, n° 91; le comte Germain, n° 92; le maréchal comte Jourdan, n° 93; le duc de Brissac, n° 94; le baron de Barante, n° 95; le comte de Boissy-d'Anglas, n° 96; le comte de Polignac, n° 98; le duc de Broglie, n° 99; le comte Daru, n° 100; le comte de Castellane, n° 101; et le comte Cornudet, n° 103; — plus sur l'art. 1^er^, deux opinions, l'une de M. le comte de Montalivet, n° 105; l'autre de M. le marquis de La Tour-du-Pin, n° 106; — Sur la résolution tendante à excepter de la *contrainte par corps*, en matière civile les membres de la Pairie; quinze opinions de MM. le marquis de Semonville, n° 114; le comte de Ségur, n° 115; le duc de Choiseul, n° 116; le comte Portalis, n° 117; le baron de Montalembert, n° 118; le maréchal duc d'Albuféra, n° 119; le cardinal duc de la Luzerne, n° 121; le vicomte de Montmorency, n° 122; le duc de Lévis, n° 123; le marquis de Raigecourt, n° 124; le duc de

Brissac, n° 126; le duc de Praslin, n° 127; le marquis d'Herbouville, n° 128; le comte Chaptal, n° 129; et le marquis de Maleville, n° 132. — Sur le projet de loi relatif au *budget des dépenses de* 1820, cinq opinions, de MM. le vice-amiral comte Verhuell, n° 135; le duc de La Vauguyon, n° 136; le vice-amiral comte Truguet, n° 137; le comte de Cornet, n° 138; et le marquis de Marbois, n° 139. — Sur le projet de loi relatif à une *nouvelle division territoriale du département de la Corse*, une opinion de M. le maréchal duc d'Albuféra, n° 141. — Sur le projet de loi relatif à l'exécution d'un *arrangement conclu avec la régence d'Alger;* deux opinions de MM. le comte de Ségur, n° 147, et le duc de Praslin, n° 148. — Enfin sur le projet de loi relatif au *budget des recettes*, une opinion de M. le duc de La Vauguyon, n° 149.

Ordonnances du Roi communiquées à la Chambre dans le cours de sa session. — Ordonnance du 21 novembre 1819, portant nomination de huit nouveaux Pairs autorisés à prendre séance sans majorat préalable, p. 12. — Du 14 février 1820, qui charge la Chambre de procéder sans délai au jugement du nommé Louvel, p. 170. — Du 25 avril, relative à la tutèle des enfants de feu M. le duc de Berry, p. 736.

Ordonnances du Roi imprimées. — Du 14 février 1820, relative au jugement de Louvel, n° 14. — Du 25 avril, relative à la tutèle des enfants de feu M. le duc de Berry, n° 67.

Orvilliers (M. le comte d'). — Propose à la Chambre d'augmenter le nombre des bureaux et d'étendre les pouvoirs du comité des pétitions, p. 142. — Développe les motifs de cette double proposition, 235. — Fait, au

nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1588.

Ouverture de la session. — Jour et lieu de cette ouverture, p. 1. — Ordre de séance observé par les Pairs, p. 2. — Députation envoyée au devant du Roi, *ibid.* — Discours prononcé par Sa Majesté, p. 3. — La session est déclarée ouverte, p. 9.

P.

Pasquier (M. le baron). — Voyez *ministre des affaires étrangères.*

Pastoret (M. le marquis de). — Défend, au nom de la commission qui l'a proposée, la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1568 à 1571.

Pétitions. — Du sieur de Bécourt. — Du sieur Lefèvre, p. 67. — De l'ex-général Sarrazin. — Du sieur Cannet-des-Aulnois, p. 68. — Du sieur Dehay, p. 69. — Du sieur Charrier. — Du sieur Semenon. — Du maire de Saint-Waast-la-Hougue, p. 70. — Du sieur de Vincens, p. 71. — Du sieur Granier de Sainte-Cécile. — Du sieur Taillandier, p. 79. — Du sieur Deschamps, p. 80. — Du sieur Julien, p. 87. — Des propriétaires des salines de Narbonne, Peyriac et Sigeau. — Du marquis d'Autichamp, des comtes d'Orsay, etc. — Du sieur Martin, p. 88. — Du sieur Tricaud, p. 89. — De trente-huit habitants de l'arrondissement de Senlis. — De soixante-douze habitants de la ville de Paimpol. — De cent sept habitants de la ville de Pontrieux. — De cent vingt-quatre habitants de la ville de Mont-

morillon, p. 91. — Du sieur Violette, p. 129. — Des colons de Saint-Domingue, p. 147. — De divers prisonniers détenus à Sainte-Pélagie, p. 149. — De Marie Gausseran de Castel-Gaillac. — De la demoiselle Sophie Marconie, p. 151. — Du sieur Marchal. — Du sieur Froment, p. 153. — Du conseil municipal de Boulogne-sur-Mer. — Des commissaires-priseurs de Troyes, p. 156. — Du sieur Boinase. — Du chevalier de Mercy. — Du sieur Devaux, p. 157. — De douze cent soixante-quinze propriétaires, cultivateurs, manufacturiers, etc., de l'arrondissement de Bernay (Eure). — De douze cent quatre-vingt-dix-neuf habitants de la ville et de l'arrondissement d'Évreux (même département). — De quatre-vingt-quinze habitants du canton de Lezardieux (Côtes-du-Nord). — De quarante-neuf habitants du canton de Tréguier (même département). — De quatre-vingt-quatorze habitants du canton de Pontrieux. — De quatre cent soixante-dix-huit habitants de la ville de Reims (Marne), p. 158. — Du sieur de Voisins. — De deux particuliers porteurs de contraintes par corps contre un Pair de France, p. 160. — De trente communes du département des Bouches-du-Rhône, p. 416. — Du sieur Baude. — Du sieur Buchoz. — Du sieur Girard. — Du sieur Febvrel, p. 417. — De trente-quatre habitants de Bordeaux, 418. — Du sieur de Vaçal. — Du sieur de Villepey, p. 420. — Du marquis de Cadras. — Du sieur Audouin, p. 421. — D'Anne Miel, femme Mercier. — Du sieur de Buinval. — Du sieur Touquet, p. 422. — Du sieur de Roux-Beaucouse, p. 423. — Du sieur Prud'homme Lecocq. — De cent quarante-neuf propriétaires ou cultivateurs des marais salants de

Guérande, p. 424. — De onze habitants de Perrecy-les-Forges. — Du conseil municipal et des fonctionnaires publics de la ville de Brissac. — De deux cent vingt-deux habitants de la ville de Cognac. — Du sieur Orglade, p. 425. — Du sieur Gaudet. — Du conseil d'arrondissement de Mortain, p. 426. — Du sieur Bougram de Buze, p. 427. — De quarante-trois habitants du canton de Bégard. — Du conseil municipal de la ville de Saintes, p. 429. — Des maire et adjoints de la ville de Béziers. — Du sieur Lejoyand, p. 430. — Du sieur Marié Duplan. — Du sieur de Grange. — De la dame veuve Grandier. — Du sieur Rouzet, p. 633. — Des brasseurs de Paris. — Du sieur Houet. — Du sieur Villard, p. 635. — Du conseil d'arrondissement de Saintes, p. 636. — Du sieur Halm. — Du sieur Ricard. — Du sieur Norment, p. 637. — Du sieur Combarel. — Du sieur Courtois. — Du sieur Hoguais. — De deux cent cinquante-quatre filateurs et manufacturiers de coton, p. 638. — Du sieur Lemaire. — Du sieur Millot. — Du sieur Gaucher, p. 639. — D'Antoine Monicard. — Des fabricants de cidre de Paris. — Du sieur Cussel. — Du sieur Oudotte, p. 640. — De la femme Vivier. — Des membres du conseil d'arrondissement et du conseil municipal de Saint-Jean-d'Angély, p. 641. — Des sieurs Bunette et Balland. — De l'ex-général Sarrazin. — Des sieurs Pollan, Violette et Delacroix. — Du sieur Ibdalf, p. 642. — Du sieur Ménouvrier de Fresne. — De quatre-vingt-cinq élèves de la faculté de médecine de Montpellier. — Du baron Lescallier, p. 812. — Du marquis de Lattier, p. 813. — Du sieur Galais. — Des sieurs

Cormant, d'Algrand et Valence. — De l'abbé Davignac. — Du sieur Goupil, p. 814. — Du sieur Laffaure. — Du sieur Crouillot. — Du sieur Larcher. — Du comte de Léaumont, p. 815. — Du sieur Humphrey Edwards, p. 818. — De trente-deux négociants de Bordeaux. — Du nommé Laforgue, p. 819. — Du sieur Firmin Saulnier. — Du sieur Raynaud. — Des nommés Canesse, Dumesnil et Lefranc, p. 1014. — De la dame veuve Lebaillif-Mesnager. — De la dame Salon, veuve Grandier. — Du sieur Ligneau-Grandcour. — De vingt-sept anciennes religieuses. — Des propriétaires des salins de Peccais, p. 1015. — Des brasseurs de Paris, *iterùm*. — Des membres du conseil municipal de Toulon. — Du comte d'Huteau. — Du sieur Lepelletier, p. 1016. — Des sieurs Meynard et compagnie, p. 1017. — Du sieur Fay. — Du sieur Boncenne, p. 1324. — Du baron de Landemont. — Du sieur Péletin. — Du sieur Férillon. — Du sieur Madier de Montjau, p. 1325. — Du sieur Haller, p. 1326. — Du sieur Ruelle, p. 1747. — Du sieur Antiboul. — Du sieur Dufaur. — Du sieur Simon, p. 1748. — Du sieur Granier. — Du marquis d'Angeau. — Du sieur Javary, p. 1749. — Du sieur Caussade, p. 1750.

Pétitions (formation et renouvellement du comité des). — Première formation, le 9 décembre 1819, n° 1. — Premier renouvellement, le 9 février 1820, n° 13. — Deuxième renouvellement, le 17 mars, n° 41. — Troisième renouvellement, le 22 avril, n° 66. — Quatrième renouvellement, le 25 mai, n° 75. — Cinquième renouvellement, le 1er juillet, n° 109.

Pétitions (pouvoir discrétionnaire du comité des). —

Proposition tendante à étendre ce pouvoir. (Voyez *Bureaux* (*nombre des*).

Pétitions (rapports faits à la Chambre au nom du comité des). — Le 28 décembre 1819, par M. le comte de Sèze, p. 66. — Le 18 janvier 1820, par le même, p. 87. — Le 9 février, par le même, p. 147. — Le 11 mars, par M. le baron de Barante, p. 416. — Le 13 avril, par M. le comte Daru, p. 632. — Le 6 mai, par M. le baron de Barante, p. 812. — Le 14 juin, par M. le marquis d'Herbouville, p. 1013. — Le 1er juillet, par le même, p. 1324. — Le 21 juillet, par le même, p. 1747.

Petits domaines. — Pétition relative aux domaines de ce genre, p. 427. — Discussion élevée en conséquence, p. 428, 429. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 429.

Polignac (M. le comte de). — Défend le projet de loi relatif aux élections, p. 1197 à 1199. — Texte de son opinion, n° 98.

Pontécoulant (M. le comte de). — Propose de conserver, en écartant ses abus, la triple division de la liste de la parole, p. 1121. — Propose de modifier la résolution tendante à faire excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1447 à 1454. — Combat de nouveau cette résolution, p. 1566 à 1568.

Pontalis (M. le comte), nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 5 mars 1819. — Prête serment dans la séance royale du 29 novembre, p. 9 — Accompagne en qualité de commissaire du Roi le ministre de l'intérieur, chargé de présenter un projet de loi sur les journaux, p. 180. — Défend au même titre le projet de loi sur les élections, p. 1175 à 1197. — Combat

la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1413 à 1416. — Texte de son opinion, n° 117. — Repousse les arguments qu'on y oppose, p. 1555, 1556.

PRASLIN (M. le duc de), l'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819. — Prête serment dans la séance royale du 29 du même mois, p. 9. — Combat le projet de loi relatif aux journaux, p. 282 à 285. — Texte de son opinion, n° 27. — Propose un amendement à l'article 2 du projet de loi sur la liberté individuelle, p. 599. — A l'art. 3 du même projet, p. 601. — Combat la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1081 à 1083. — Texte de son opinion, n° 83. — Demande un éclaircissement sur le projet de loi relatif à l'achèvement de la Bourse de Paris, p. 1390. — Propose un amendement à ce projet, p. 1391. — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1475 à 1478. — Texte de son opinion, n° 127. — Combat le projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1733, 1734. — Texte de son opinion, n° 148.

PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES (le). — Communique à la Chambre une ordonnance du Roi relative à la tutèle des enfants de feu M. le duc de Berry, p. 735. — Vingt-une lettres-patentes portant institution de titres de Pairie, p. 741. — Défend en l'absence du ministre des finances le projet de loi relatif aux douanes, p. 968 à 977. — Texte de son discours, n° 79. — Combat la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p.

1483 à 1485. — Communique à la Chambre sept nouvelles lettres patentes, p. 1724.

Projets de loi imprimés. — Projet relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1820, n° 2. — Tendant à suspendre la liberté des journaux politiques, n° 15. — Relatif à la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'État, n° 16. — A la liberté individuelle, n° 40. — Projets de loi relatifs, l'un à divers suppléments de crédits sur le budget de 1818, l'autre au réglement définitif de ce même budget, n° 63. — Projet de loi relatif à la répartition de la réserve appartenante aux actionnaires de la Banque de France, n° 69. — Projet de loi sur les douanes, n° 73. — Sur les élections, n° 81. — Projet de loi relatif au traitement des membres de la Légion-d'honneur, n° 108. — A la fixation du budget des dépenses pour 1820, n° 110. — A une nouvelle division territoriale du département de la Corse, n° 111. — A une imposition additionnelle aux patentes de la ville de Paris pour l'achèvement de la Bourse, n° 112. — A la fixation du budget des recettes pour 1820, n° 125. — A l'exécution d'un arrangement conclu entre le gouvernement français et la régence d'Alger, n° 131.

Propositions faites a la Chambre. — De biffer et lacérer la pétition du sieur de Vincens, p. 75. — D'ordonner qu'à l'avenir il ne lui sera fait aucun rapport sur de semblables pétitions, p. 76. — D'augmenter le nombre des bureaux et d'étendre les pouvoirs du comité des pétitions, p. 142. — De provoquer une loi qui modifie l'exercice de la contrainte par corps en matière commerciale, p. 248. — Une loi qui complète

les dispositions du Code de procédure civile relativement aux saisies mobilières, p. 250. — Une loi qui autorise la formation de majorats sans titres honorifiques, p. 481. — Une loi qui proroge de nouveau le sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 631. — De réduire à deux colonnes la liste de la parole, p. 1119. — D'affecter exclusivement la troisième colonne aux orateurs qui proposeroient des amendements, p. 1123.

R.

Raigecourt (M. le marquis de). — Appuie, sauf quelques changements de rédaction, la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps en matière civile les membres de la Pairie, p. 1465 à 1467. — Texte de son opinion, n° 124.

Rapp (M. le comte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1819, p. 17.

Rapports faits a la Chambre au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1820, p. 54. — Par M. le duc de La Rochefoucauld, sur le projet de loi tendant à suspendre la liberté des journaux politiques, p. 212. — Par M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi relatif à la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'État, p. 350. — Par M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 464. — Par M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi relatif à divers suppléments de crédits sur le budget de 1818, p.

750. — Par le même Pair, sur le projet de loi contenant règlement définitif du budget de 1818, p. 843. — Par M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 904. — Par M. le comte de Sussy, sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 938. — Par M. le marquis de Lally-Tolendal, sur la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue, p. 1025. — Par M. le marquis de Fontanes, sur la loi des élections, p. 1127. — Par M. le marquis de Lally, sur l'exercice de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, p. 1353. — Par M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1820, p. 1426. — Par M. le comte d'Orvilliers, sur le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1588. — Par M. le marquis de La Tour-du-Pin, sur le projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1640. — Par M. le marquis de Marbois, sur différentes pétitions renvoyées à la commission des voies et moyens, p. 1646. — Par M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, p. 1668.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre. — De M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1820, n° 4. — De M. le comte de Sèze, sur différentes pétitions relatives au maintien de la loi des élections, n° 7. — De M. le duc de La Rochefoucauld, sur le projet de loi tendant à suspendre la liberté des journaux politiques, n° 17. — De M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi relatif à la

libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'État, n° 34. — De M. le comte Mollien, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, n° 35. — De M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif à la liberté individuelle, n° 43. — De M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi relatif à divers suppléments de crédits sur le budget de 1818, n° 68. — Du même Pair, sur le projet de loi contenant réglement définitif du budget de 1818, n° 74. — De M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, n° 76. — De M. le comte de Sussy, sur le projet de loi relatif aux douanes, n° 77. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, sur la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de St.-Domingue, n° 82. — De M. le marquis de Fontanes, sur la loi des élections, n° 89. — De M. le marquis de Lally-Tolendal, sur l'exercice de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, n° 113. — De M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1820, n° 120. — De M. le comte d'Orvilliers, sur le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, n° 134. — De M. le marquis de la Tour-du-Pin, sur le projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, n° 142. — De M. le marquis de Marbois, sur différentes pétitions renvoyées à la commission des voies et moyens, n° 143. — De M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, n° 144.

Réception de nouveaux Pairs. — De M. le duc de Laval-

Montmorency, p. 84. — De M. le marquis de Vence, p. 203. — De M. le duc de Crillon, p. 255.

Recettes de 1820. — Voyez *Budget des recettes.*

Régicides (loi qui bannit les). — Pétition tendante à obtenir le rapport de cette loi. — Voyez *Vincens.*

Réponse imprimée. — De M. le marquis de Marbois aux observations de M. le baron de Barante, n° 71. — Voy. *Budget de* 1818.

Résumé des débats. — Sur le projet de loi relatif aux journaux, n° 32. — Sur la proposition tendante au renouvellement du sursis accordé aux colons de St.-Domingue, n° 88. — Sur le projet de loi relatif aux élections, n° 104. — Sur la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps, en matière civile, les membres de la Pairie, n° 130.

Richelieu (M. le duc de). — Voyez *Président du conseil des ministres.*

Roy (M.). — Voyez *Ministre des finances.*

S.

Saint-Domingue (colonie de). — Discussion sur une pétition dont l'auteur demande que le Gouvernement tente de nouveaux efforts pour recouvrer cette colonie, p. 815 à 818. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 818.

Saint-Domingue (colons de). — Rapport fait à la Chambre sur une pétition de ces colons, tendante à obtenir le renouvellement du sursis qui leur a été accordé, p. 147. — La Chambre renvoie cette pétition au ministre de la marine, p. 149. — Proposition d'un Pair tendante à provoquer le renouvellement du sursis,

p. 631. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette proposition, p. 632. — L'auteur (M. le vicomte Dubouchage) en développe les motifs, p. 802.—Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 811. — La proposition y est examinée, p. 821.—Nomination d'une commission spéciale, p. 829. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lally, p. 1025. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, MM. le duc de Praslin, le comte de Sèze, le comte Lanjuinais, le comte d'Arjuzon, le comte Cornudet, le comte Ferrand, le vicomte Dubouchage, et le comte de Boissy-d'Anglas), p. 1081 à 1095. — Résumé du rapporteur de la commission spéciale, p. 1096. — Amendement proposé, p. 1113. — Adoption de la proposition amendée, p. 1114. — Texte de cette proposition, *ibid.* — Envoi ordonné à l'autre Chambre, 1115.

Sainte-Pélagie. — Pétition de divers prisonniers détenus à Sainte-Pélagie, p. 149. — Un membre appuie le renvoi de cette pétition au ministre de l'intérieur, p. 150. — Il est ordonné, p. 151. — Proposition tendante à améliorer le sort des prisonniers détenus pour dettes, p. 248.—(Voyez *Contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales*).

Saint-Roman (M. le comte de). — Soumet à la Chambre différentes observations sur une pétition du sieur de Vincens, p. 72 à 75. — Texte de son opinion, n° 5.— Propose de modifier le projet de loi sur les journaux, p. 271 à 274. — Texte de son opinion, n° 24. — Défend le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 495 à 497. — Texte de son opinion, n° 48.

Saisies mobilières. (Proposition tendante à provoquer

une loi qui complète, relativement à ces saisies, les dispositions du Code de procédure civile). — Exposé sommaire de cette proposition, p. 250. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 252. — L'auteur (M. le comte Cornudet) en développe les motifs, p. 434. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 448. — La proposition y est examinée, p. 463. — Nomination d'une commission spéciale de cinq membres, p. 483.

Scrutin (vote par). — Sur le projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 22. — Sur le projet de loi relatif aux six premiers douzièmes des contributions de 1820, p. 63. — Sur l'ordre du jour proposé relativement à différentes pétitions tendantes au maintien absolu de la loi des élections, p. 128. — Sur le projet de loi relatif aux journaux, p. 343. — Sur le projet de loi relatif à la libération des différentes classes d'acquéreurs du domaine de l'Etat, p. 386. — Sur la clôture proposée de la discussion relative au projet de loi sur la liberté individuelle, p. 550. — Sur la question préalable invoquée contre un amendement à l'article 3 de ce projet, p. 608. — Sur l'ensemble du même projet, après l'adoption provisoire de ses articles, p. 621. — Sur le projet de loi relatif à divers suppléments de crédits sur le budget de 1818, p. 799. — Sur le projet de loi relatif à la réserve de la Banque de France, p. 927. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 978. — Sur le projet de loi relatif aux élections, p. 1316. — Sur le projet de loi relatif au traitement des membres de la Légion-d'honneur, p. 1345. — Sur le projet de loi relatif à l'achèvement de la Bourse de Paris, p. 1392. — Sur l'ajournement pro-

posé de la résolution tendante à excepter de la contrainte par corps, en matière civile, les membres de la Pairie, p. 1540. — Sur la question de priorité entre la proposition originaire et celle de statuer individuellement sur chaque pétition, p. 1572. — Sur le projet de loi relatif au budget des dépenses de 1820, p. 1623. — Sur le projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale du département de la Corse, p. 1636. — Sur le projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1740. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, p. 1747.

Séance royale du 29 novembre 1819. (Procès-verbal de cette séance.) — Dressé par le garde des archives, p. 10. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 11 et 12.

Ségur (M. le comte de), l'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819. — Prête serment dans la séance royale du 29 du même mois, p. 9. — Combat l'ordre du jour proposé sur différentes pétitions tendantes au maintien absolu de la loi des élections, p. 122 à 126. — Texte de son opinion, imprimée par ordre de la Chambre, n° 11. — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 492 à 495. — Texte de son opinion, n° 47. — Appuie divers amendements proposés à ce projet, p. 600, 606. — Propose de soumettre à la surveillance du bureau le bulletin des séances de la Chambre, p. 625, 626. — Combat le projet de loi relatif aux élections, p. 1142 à 1145. — Texte de son opinion, n° 90. — Dénonce à la Chambre l'opposition mise par la commission de censure à l'insertion de cette opinion dans un jour-

nal, p. 1163. — Se plaint de la condition sous laquelle on a depuis autorisé cette insertion, p. 1213. — Appuie un amendement proposé sur l'article 2 du projet de loi relatif aux élections, p. 1305. — Un autre amendement proposé sur l'article 11, p. 1314. — Appuie la résolution tendante à déclarer exempts de la contrainte par corps, en matière civile, les membres de la Pairie, p. 1406 à 1410. — Texte de son opinion, n° 115. — Propose de motiver sur ce principe les décisions particulières qui seront prises par la Chambre, p. 1573. — Insiste sur cette proposition, p. 1578. — Vote l'adoption du budget des dépenses, mais sans avoir égard aux motifs présentés dans le rapport, p. 1622. — Combat le projet de loi relatif à l'exécution d'un arrangement conclu avec la régence d'Alger, p. 1725 à 1729. — Texte de son opinion, n° 147.

Sel (réclamation contre l'impôt du). — Par les propriétaires des salines de Narbonne, Peyriac et Sigeau, p. 88. — Leur pétition est renvoyée au ministre des finances, *ibid.* — Par cent quarante-neuf propriétaires ou cultivateurs des marais salants de Guérande, p. 424. — Renvoi au bureau des renseignements et à la future commission du budget, p. 425.

Selves (Le sieur). — Réclamations de ce particulier contre l'arrêt de la cour des Pairs qui a rejeté sa plainte, p. 129 à 131. — Proposition faite à cet égard par M. le Président, p. 131. — Décision de la Chambre, p. 133.

Semonville (M. le marquis de) — Voyez *Grand-Référendaire.* — Combat la résolution tendante à soustraire à l'exercice de la contrainte par corps en matière civile

les membres de la Pairie, p. 1399 à 1406. — Texte de son opinion, n° 114.

Serment (Prestation de serment). — Des nouveaux Pairs présents à la séance royale, MM. le comte Portalis, le comte Fabre de l'Aude, le duc de Praslin, le comte de Ségur et le comte de Valence, p. 8, 9. — De M. le comte Clément de Ris, p. 19. — De M. le duc de Laval-Montmorency, p. 85. — De M. le comte Dedelay-d'Agier, p. 163. — De M. le marquis de Vence, p. 204. — De le M. duc de Crillon, p. 256. — De M. le comte de Gassendi, p. 347.

Serurier (M. le maréchal comte). Jean-Mathieu-Philibert, Pair de France, décédé à Paris le 21 décembre 1819. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le maréchal duc d'Albuféra, p. 393. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 411.

Session de 1819. — Ouverte le 29 novembre, p. 9. — Close le 22 juillet 1820, p. 1752.

Shée (Henri comte), Pair de France, décédé à Paris le 3 mars 1820. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le maréchal duc de Trévise, p. 1721. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 1724.

Siméon (M. le comte). Voyez *Ministre de l'intérieur.*

Sussy (M. le comte de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 938.

T.

Trévise (M. le maréchal duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Shée, p. 1721.

Truguet (M. le vice-amiral, comte). — Met sous les

yeux de la Chambre, à l'occasion du budget des dépenses, l'état des besoins de la marine, p. 1610 à 1613. — Texte de son opinon, n° 137.

V.

Valence (M. le comte de), l'un des Pairs nommés par l'ordonnance du Roi du 21 novembre 1819. — Prête serment dans la séance royale du 29 du même mois, p. 9. — Combat le projet de loi relatif à la liberté individuelle, p. 497 à 499. — Texte de son opinion, n° 49. — Propose un article additionnel à ce projet, p. 611. — Un amendement à l'art. 2 du projet de loi sur les élections, p. 1297. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Colaud, p. 1699.

Vence (Pierre-Paul Ours Hélion de Villeneuve, marquis de), Pair de France, décédé à Paris le 9 septembre 1819. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le duc de Doudeauville, p. 42. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 53.

Vence (Clément-Louis Hélion de Villeneuve, marquis de), fils du précédent, — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 136. — Une commission de trois membres est désignée pour la vérification de ces titres, p. 137. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Sèze, p. 146. — La Chambre déclare valables les titres produits. — Six Pairs sont désignés en conséquence, pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p 187. — Elle fixe un jour pour la réception

du nouveau Pair, p. 188. — Il est admis à prendre séance, p. 204.

VERHUELL (M. le vice-amiral comte). — Soumet à la Chambre, à l'occasion du budget des dépenses, quelques observations sur l'état actuel de la marine française, p. 1604 à 1607. — Texte de son opinion, n° 135.

VINCENS (le sieur de) — Pétition de ce particulier, tendante à obtenir le rapport de la loi qui bannit les régicides, p. 71. — Le comité propose l'ordre du jour, p. 72. — Une improbation plus sévère est réclamée par divers membres, *ibid.* — Propositions faites à ce sujet, p. 75, 76. — La Chambre ordonne que la pétition sera biffée de ses registres, et lacérée hors du lieu de ses séances, p. 77. — Qu'à l'avenir il ne lui sera fait aucun rapport sur des pétitions semblables, p. 78. — (Voir n° 5 des *impressions diverses*, l'opinion de M. le comte de Saint-Roman). — Explications données par un Pair sur la proposition par lui faite à la Chambre, p. 81 à 83.

VOIES ET MOYENS. (Voyez *Budget.*)

VOLNEY (Constantin-François Chassebœuf, comte de) Pair de France, membre de l'institut, décédé à Paris le 26 avril 1820. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le comte Daru, p. 999. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 1013.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1820.

Procès-verbaux et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances législatives de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

Adresse au Roi (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 12.—

Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Fontanes, p. 34. — Examen du projet dans les bureaux, p. 50. — Il est adopté au scrutin, p. 51. — Texte de l'adresse adoptée, *ibid.* — Une députation de vingt-cinq membres est chargée de la présenter, p. 55. — Présentation de l'adresse, et réponse du Roi à la députation de la Chambre, p. 59 et 60.

ALBUFERA (M. le maréchal duc d'). — Hommage par lui rendu à la mémoire de M. le maréchal duc de Dantzick, p. 893.

ALIMENTS DES DÉTENUS. (Voyez *Détenus pour dettes.*)

ALLENT (M. le conseiller d'état, chevalier). — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif à la prorogation du péage établi sur le pont de Besons, p. 143.

AMORTISSEMENT (Caisse d'). La Chambre entend le rapport annuel de la commission de surveillance de cette caisse, p. 125. — En ordonne l'impression et le renvoi à la future commission du budget, p. 126. — Texte du rapport imprimé, n° 12.

ANCIENNETÉ D'AGE. — Adoptée comme moyen de décision entre deux concurrents qui, dans une élection de commissaires, ont réuni un nombre égal de voix au-dessus de la majorité absolue, p. 339.

ANDIGNÉ (M. le baron d'). — Défend l'art. 44 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 651.

ANNIVERSAIRE. — (du 21 janvier). Une grande députation est chargée d'assister au service qui sera célébré à Saint-Denis pour cet anniversaire, p. 90. — (De la mort de M. le duc de Berry). Une grande députation est pareillement chargée d'assister au service ordonné à ce sujet, p. 100. — (De l'entrée du Roi dans Paris en

1814). Députation chargée de complimenter le Roi à cette occasion, p. 830.

ARAMON (M. le marquis d'). — Appuie un amendement proposé à l'article 44 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 662. — Texte de son opinion, n° 54.

ARGOUT (M. le comte d'). — Attaque l'art. 26 du projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 599. — Texte de son opinion, n° 47. — Insiste sur l'amendement qu'il propose, p. 605. — Attaque l'art. 34 du même projet, p. 623. — Texte de son opinion, n° 49. — Défend l'amendement qu'il propose, p. 627—629. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du Comité des pétitions, p. 856. — Soumet à la Chambre, dans la discussion des projets de loi sur divers ponts et canaux, quelques observations relatives au droit de pêche sur les étangs salés, p. 1108. — Appuie les réclamations formées à ce sujet par les pêcheurs des départements de l'Hérault et de l'Aude, p. 1227.

ARRAS (Projet de loi relatif à un échange de terrains entre la ville d'Arras et le domaine de l'État). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 665. — Exposé des motifs, p. 666. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 670. — Le projet y est examiné, p. 728. — Ouverture immédiate de la discussion, *ibid.* — Adoption du projet, p. 729. — Texte du projet adopté, *ibid.*

ARRONDISSEMENTS ÉLECTORAUX (Projet de loi relatif à la circonscription des). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 173. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 176. —

Le projet y est examiné, p. 183. — Nomination d'une commission spéciale, p. 218. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Brissac, p. 492. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet, (dans cette discussion sont entendus MM. le prince duc de Talleyrand, le commissaire du Roi baron Capelle, le comte Chaptal, le duc de Fitz-James, le baron de Barante, et le comte de Ségur) p. 545 à 564. — Discussion particulière des articles (dans celle-ci sont entendus sur l'art. 4 M. le comte de Boissy-d'Anglas, sur l'art. 21 M. le duc de Choiseul, sur l'art. 26 M. le comte d'Argout, sur l'art. 32 M. le prince duc de Talleyrand, sur l'art. 34 M. le comte d'Argout *iterùm*, sur l'art. 41 M. le comte de Cornet, sur l'art. 44 MM. le comte de Bastard, le duc de Fitz-James, le comte de Contades, le baron d'Andigné, et le marquis d'Aramon, sur l'art. 49 le comte de Gouvion, sur l'art. 74 le comte Reille, et en réponse aux divers orateurs le ministre de l'intérieur, et les commissaires du Roi baron Capelle, et baron Hély-d'Oissel) p. 564 à 700. — Adoption du projet modifié par un amendement fait à l'art. 44, p. 701.

B.

Bains (Canton de). — Projet de loi tendant à distraire ce canton de l'arrondissement de Mirecourt, département des Vosges. (Voyez *Circonscription territoriale.*)

Barante (M. le baron de). — Appuie la proposition tendante à supprimer, dans les discussions de la Chambre, l'usage des discours écrits, p. 239. — Combat le projet de loi tendant à distraire de l'arrondissement de Mirecourt le canton de Bains, p. 409. —

Le projet tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 458. — Texte de son opinion, n° 36. — Répond à quelques observations de M. le duc de Fitz-James, sur le projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 558. — Texte de sa réponse, n° 45.

Barthélemy (M. le marquis). — Ordonnance du Roi qui lui confère le titre de Vice-Président honoraire de la Chambre des Pairs, p. 834.

Bastard (M. le comte de). — Appuie un amendement proposé à l'art. 44 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 641. — Texte de son opinion, n° 51.

Beaumont (Anne-Christian de Montmorency-Luxembourg, duc de Beaumont), Pair de France, décédé à Paris le 14 mars 1821). — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le duc de Luxembourg, p. 308.

Belliard (M. le comte). — S'oppose, avec divers membres, à toute amélioration dans le système des loteries, p. 300.

Benoist (M. le conseiller d'état). — Défend devant la Chambre le projet de loi tendant à distraire de l'arrondissement de Mirecourt (Vosges), le canton de Bains, p. 407. — Le projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 1010.

Besançon (M. l'archevêque de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 882. — Son discours à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de La Luzerne, p. 1024.

Besons (Projet de loi qui proroge pour douze ans la per-

ception du péage établi sur le pont de Besons). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 107. — Exposé des motifs, p. 111. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 113. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus le commissaire du Roi, chevalier Allent, MM. le marquis de Vérac, le marquis Maison, le ministre de l'intérieur, le comte Germain et le comte Lecouteulx de Canteleu), p. 143 à 146. — Adoption du projet, p. 147. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Beurnonville (M. le maréchal, marquis de Beurnonville), enlevé à la Chambre le 23 avril 1821. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le maréchal duc de Tarente, p. 907.

Boissy-d'Anglas (M. le comte de). — Appuie la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 25. — Repousse toute amélioration dans le régime des loteries, et vote leur entière suppression, p. 299. — Attaque l'art. 4 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 567, 569.

Bonnay (M. le marquis de). — Appuie, sauf modification, la proposition tendante à supprimer, dans les discussions de la Chambre, l'usage des discours écrits, p. 234 à 237.

Brissac (M. le duc de). — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 492. — Défend ce rapport, p. 562.

Broglie (M. le duc de). — Appuie, sauf à la modifier ultérieurement, la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa com-

pétence judiciaire, p. 26. — Combat le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 184 à 189. — Appuie les objections faites au projet de loi relatif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 321, 323. — Combat le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 411. — Répond aux observations présentées en faveur de ce projet, par M. le Garde-des-sceaux, p. 485. — Appuie l'ouverture d'une discussion générale sur le projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 545. — S'oppose à l'impression de deux ordonnances communiquées à la Chambre, par M. le Garde-des-sceaux, p. 758. — Consent au renvoi proposé de l'une d'elles à une commission spéciale, p. 783. — Discours par lui prononcé à l'occasion du décès de M. le comte Germain, p. 822.

Budget. (Future commission du). — Diverses pétitions lui sont renvoyées, p. 132—178. Rapport fait à la Chambre sur ces pétitions par M. le marquis de Marbois, p. 1335. — La Chambre adopte les conclusions du rapport, p. 1345.

Budget de 1819. (Projets de loi relatifs tant à divers suppléments de crédit sur 1819 et années antérieures, qu'au règlement définitif du budget de 1819.) — Présentés à la Chambre par le ministre des finances, p. 437. — Exposé des motifs, p. 438. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 444. — Les projets y sont examinés, p. 491. — Nomination d'une commission spéciale, p. 536. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Mollien, p. 704. — Adoption

unanime des six projets, p. 743 — Texte des projets adoptés, *ibid.*

Budget de 1821. (Projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821).—Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 1114, — Exposé des motifs, *ibid.*—Impression ordonnée du projet, p. 1122. — La Chambre, attendu l'urgence, décide qu'il sera nommé, séance tenante, une commission spéciale, *ibid.*—Nomination de cette commission, p. 1134. — Rapports faits en son nom, 1° par M. le marquis de Garnier sur le projet de loi, p. 1231. — 2° par M. le marquis de Marbois, sur différentes pétitions renvoyées dans le cours de la session à la future commission du budget, p. 1334.— Discussion du projet en assemblée générale, (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Daru, le rapporteur de la commission marquis de Garnier, le marquis de Marbois et le comte Ruty) p. 1356 à 1419. — Adoption du projet, p. 1420. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Bureau de la chambre. — Sa formation provisoire, p. 9. — Définitive, p. 11. — Nomination d'un nouveau secrétaire en remplacement de M. le vicomte Dubouchage, décédé, p. 751.

Bureaux. (formation et renouvellement des). — Première formation le 20 décembre 1820, p. 12. — Premier renouvellement le 24 février 1821, p. 133. — Deuxième renouvellement le 9 avril, p. 543. — Troisième renouvellement le 17 juillet, p. 1079.

Bureaux (organisation des). — Lors de la première formation, n° 1. — Lors du premier renouvellement, n° 13. — Lors du second, n° 41. — Lors du troisième, n° 89.

C.

CAPELLE (M. le conseiller d'état baron). — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 548—562. — Combat les amendements qu'on y propose, p. 568—586—589—604—607.

CASA-BIANCA (M. le comte de). Est admis à prendre séance, p. 10.

CATELLAN (M. le marquis de). — Propose à la Chambre de solliciter une loi qui rapporte celle du 16 juillet 1819 sur l'importation des grains, p. 243. — Développe les motifs de cette proposition, p. 267. — Son opinion sur l'ordonnance du Roi relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 776. — Combat le projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 987. — Texte de son opinion n° 80. — Discute le projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 1016. — Texte de son opinion, n° 84.

CÉRÉMONIAL — Observé à l'ouverture de la session, p. 1. A la réception des nouveaux Pairs, p. 57—949—1000.

CHALONS. (Projet de loi qui autorise la ville de Châlons à emprunter une somme de 15,000 francs pour solder le prix d'une acquisition). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 107. — Exposé des motifs, p. 110. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 113. — Discussion en assemblée générale, p. 140. — Adoption du projet, p. 141. — Texte du projet adopté, *ibid.*

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Annonce par un message qu'elle est définitivement constituée, p. 59. — Transmet par

un autre message sa résolution tendante à faire convertir en place publique le terrain sur lequel est établie l'ancienne salle de l'Opéra, p. 762. (Voyez *Opéra.*)

Chambre des pairs (la). — Se réunit en vertu d'ordres du Roi pour la session de 1820, p. 9. — Nomme ses secrétaires, p. 11. — Se forme en cour de justice, p. 58.

Chambre des pairs (Etat actuel de la). — Le 22 juillet 1820, jour où fut close la session de 1819, la Chambre se trouvoit composée de 262 membres, non compris M. le Président. Douze Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1820, savoir:

Le 15 août 1820,	M. le comte d'Aboville.
Le 13 septembre,	M. le maréchal duc de Valmy.
Le 14,	M. le maréchal duc de Dantzick,
Le 26 février 1821,	M. le comte de Saint-Priest.
Le 8 mars,	M. le comte de Suffren-Saint-Tropez.
Le 14,	M. le duc de Beaumont.
Le 17,	M. le marquis de Fontanes.
Le 12 avril,	M. le vicomte Dubouchage.
Le 23,	M. le M^{al} marquis de Beurnonville.
Le 26,	M. le comte Germain.
Le 19 mai,	M. le maréchal duc de Coigny.
Le 22 juin,	M. le cardinal duc de La Luzerne.

Mais deux de ces Pairs (MM. le maréchal duc de Valmy et le maréchal duc de Coigny) ont été remplacés à la Chambre, le premier par son fils, le second par son petit-fils, admis à titre héréditaire. Un nouveau Pair, créé par le Roi, (M. le comte de Saint-Aulaire) a pris séance. Total, trois Pairs admis au lieu

de douze décédés. La Chambre, en terminant sa session de 1820, se trouve donc composée de deux cent cinquante-trois membres, non compris M. le Président.

Chancelier de France, Président de la Chambre des Pairs. — Prononce, dans la séance royale du 19 décembre, la formule du serment à prêter par les nouveaux Députés, p. 6. — Proclame, au nom du Roi, l'ouverture de la session, *ibid.* — Rend compte à la Chambre de l'accueil fait par Sa Majesté à la députation chargée de présenter l'adresse, p. 59.

Chaptal (M. le comte) — Propose d'amender le projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 550. — Texte de son opinion, n°. 43.

Chateaubriand (M. le vicomte de). — Combat le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1195. — Texte de son opinion, n° 99.

Choiseul (M. le duc de). — Appuie le rejet proposé du projet de loi tendant à distraire de l'arrondissement de Mirecourt (Vosges) le canton de Bains, p. 406. — Texte de son opinion, n° 28. — Propose de clore comme inutile la discussion générale ouverte sur le projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 560. — Attaque l'art. 21 de ce projet, p. 583. — Texte de son opinion, n° 46. — Insiste sur l'amendement qu'il propose, p. 587.

Circonscription territoriale. (Projets de loi relatifs à divers changements de circonscription territoriale. — Présentés à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 252. — Exposé des motifs, p. 253. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 258. — Les projets y sont examinés, p. 303. — Nomination d'une com-

mission spéciale de trois membres, p. 305. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le marquis de Raigecourt, p. 366. — Discussion en assemblée générale, de cinq des projets, p. 380. — Adoption du premier, p. 382. — Des deuxième, quatrième, cinquième et sixième, p. 383. — La discussion du troisième, relatif au canton de Bains, est ajournée, p. 386. — Ouverture de cette discussion, dans laquelle sont entendus MM. le ministre de l'intérieur, le duc de Choiseul, le conseiller d'état Benoist, et le baron de Barante, p. 399 à 409. — Adoption du projet, p. 411.

Clermont-Tonnerre (M. le marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1820, p. 11. — Annonce, qu'obligé de s'absenter pour le service du Roi, il ne pourra momentanément remplir ses fonctions, p. 491.

Cloture de la Session. — Proclamation du Roi relative à cette clôture, p. 1442. — La Chambre se sépare après l'avoir entendue, p. 1443.

Code d'instruction criminelle (Projet de loi tendant à modifier l'article 351 de ce Code). — Présenté à la Chambre par M. le Garde-des-sceaux, p. 249. — Exposé des motifs, *ibid.*—Impression et renvoi aux bureaux, p. 252. — Le projet y est examiné, p. 303. — Nomination d'une commission spéciale, p. 305. — Rapport fait au nom de cette Commission par M. le marquis de Marbois, p. 344. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Broglie, le Garde-des-sceaux ministre de la justice, le marquis de Laplace, le comte Cornudet, le comte De Sèze, le comte Ger-

main, le comte d'Orvilliers, le marquis de Lally-Tolendal, le baron de Barante, le duc de Levis, le comte de Saint-Roman, et le rapporteur de la commission en son résumé p. 411 à 474). — Discussion particulière des amendements, (dans celle-ci sont entendus MM. le comte de Ségur, le comte Daru, le comte de Tracy, le comte Cornudet, le Garde-des-sceaux et le duc de Broglie), p. 474 à 489. — Adoption pure et simple du projet, p. 490.

Coigny (Marie-François-Henri de Franquetot, duc de Coigny), enlevé à la Chambre le 19 mai 1821. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le vicomte de Rosanbo, p. 1000.

Coigny (Augustin-Louis-Joseph-Casimir-Gustave de Franquetot, duc de Coigny), petit-fils du précédent. —Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la pairie, p. 920.—Une commission est désignée pour la vérification de ces titres, p. 921. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron d'Andigné, p. 945.—La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.*—Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 946.— Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 950. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.*—Il est admis à prendre séance, p. 1000.

Comité des pétitions (formation et renouvellement de ce comité). — Première formation, le 20 décembre, p. 13.—Premier renouvellement, le 24 février, p. 134. Deuxième renouvellement, le 9 avril, p. 544.—Troisième renouvellement, le 17 juillet, p. 1079.

Comité des pétitions. (rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Le 24 février 1821, par M. le

comte d'Orvilliers ; p. 126. — Le 3 mars, par le même Pair, p. 176. — Le 3 avril, par le même, p. 537. — Le 30 mai, par M. le comte d'Argout, p. 856. — Le 28 juillet, par M. le comte Péré, p. 1225.

Commissions de trois membres, désignées par le sort. — Pour la vérification des titres d'hérédité produits par M. le duc de Valmy, p. 17.—Des titres d'hérédité produits par M. le duc de Coigny, p. 921. — Des lettres de nomination de M. le comte de Saint-Aulaire, p. 922.

Commissions spéciales nommées par la Chambre.—Pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 12.— Pour l'examen du projet de loi relatif au recouvrement provisoire des 6 premiers douzièmes des contributions de 1821, p. 67. — Pour l'examen des questions relatives à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 88.—Du projet relatif au remboursement du 1^er^ cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 149. — Du projet relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 218.— Du projet contenant une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 304.— Du projet tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 305. — Des six projets relatifs à divers changements de circonscription territoriale, p. 305. — De la proposition tendante à modifier l'exercice de la contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales, p. 338. — De la proposition tendante à faire rapporter la loi du 16 juillet 1819 sur l'importation des grains, p. 341.— Des six projets relatifs, tant à divers suppléments de crédit sur 1819 et années antérieures, qu'au réglement définitif du budget de 1819, p. 536. — Du projet de loi relatif à l'exportation des

grains, p. 862. — Du projet relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 863. — Du projet relatif aux donataires dépossédés, p. 948. — Du projet relatif à deux baux emphytéotiques et à divers échanges consentis par le domaine de la Couronne, p. 948. — Du projet relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1092. — Du projet relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821, p. 1134.

Compétence judiciaire de la Chambre. (Proposition tendante à solliciter une loi qui assure provisoirement cette compétence). — Exposé sommaire de la proposition, p. 17. — Discussion pour savoir s'il y a lieu de s'en occuper (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Lally-Tolendal, le comte de Pontécoulant, le comte de Boissy-d'Anglas, le duc de Broglie, le vicomte de Montmorency, le marquis de Garnier, et le comte Molé), p. 20 à 30. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 30. L'auteur (M. le comte Lanjuinais) en développe les motifs, p. 35. — Discussion pour savoir si elle sera prise en considération (dans cette discussion sont entendus MM. le prince duc de Talleyrand, le comte Molé, le comte De Sèze, le comte Germain, le comte de Ségur, le comte de Pontécoulant, et l'auteur de la proposition), p. 38 à 49. — La question est négativement décidée, p. 49.

Contades (M. le comte de) appuye un amendement proposé à l'art. 44 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 646. — Texte de son opinion, n° 52.

Contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales. (Renouvellement d'une proposition tendante à modifier l'exercice de cette contrainte.) — Exposé som-

maire de la proposition, p. 180.—La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — Nouveaux développements donnés par l'auteur (M. le vicomte de Montmorency), p. 260. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 266. — La proposition y est examinée, p. 303. — Nomination d'une commission spéciale de sept membres, p. 338.

Cornet (M. le comte de) — Combat la proposition tendante à supprimer dans les discussions de la Chambre l'usage des discours écrits, p. 229.—Soumet à la Chambre quelques observations sur l'art. 41 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 634. — Texte de son opinion, n° 50. — Demande des éclaircissements sur une disposition du projet de loi relatif au port de Dunkerque, p. 944.—Sur un amendement fait dans l'autre Chambre à l'un des projets de loi relatifs à divers ponts et canaux, p. 1095. — Appelle, à l'occasion du projet de loi sur les journaux, l'attention du gouvernement sur les feuilles *d'annonces judiciaires*, p. 1207.

Cornudet (M. le comte) — Combat le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 429.—Texte de son opinion, n° 31. — Demande que le Roi soit supplié de soumettre au vote des deux Chambres l'ordonnance portant règlement pour la Cour des Pairs, p. 790.

Cour des pairs. (Ordonnances du Roi relatives à l'organisation de la Cour des Pairs et au costume de ses membres). — Communiquées à la Chambre par M. le Garde-des-sceaux, p. 752. — Un Pair s'oppose à l'impression, p. 758. — Discussion engagée à ce sujet, p. 759, 760. — L'impression est ordonnée par M. le

Président, p. 761. La Chambre ajourne à sa prochaine séance toute détermination ultérieure, *ib.* — Explications données à l'ouverture de cette séance par M. le Président, p. 771. — Observations de divers membres sur l'ordonnance relative au costume, p. 773. — Sa transcription sur les registres de la Chambre est ordonnée sans difficulté, p. 774. — Teneur de l'ordonnance transcrite, *ibid.* — Discussion relative à l'autre ordonnance (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Catellan, le comte Molé, le comte de Pontécoulant, le duc Decazes, le duc de Broglie, le comte de Ségur, le comte Fabre de l'Aude, le comte Ferrand, le comte Cornudet, le marquis Dessolle et le duc de Lévis), p. 776 à 796. — La Chambre renvoie à la commission du réglement judiciaire l'examen des observations auxquelles peut donner lieu l'ordonnance dont il s'agit, p. 797. — (Voyez *réglement judiciaire de la Chambre.*)

CUVIER (M. le conseiller d'état, baron). — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 197 à 201.

D.

DAMAS-CRUX (M. le duc de). — élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1820, p. 11.

DAMBRAY (M. le vicomte). — Fait au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à deux baux emphythéotiques et à divers échanges consentis par le domaine de la Couronne, p. 952.

Dantzick (M. le maréchal, duc de). — Enlevé à la Chambre le 14 septembre 1820. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le maréchal, duc d'Albuféra, p. 893.

Daru (M. le comte). — Combat la proposition tendante à supprimer, dans les discussions de la Chambre, l'usage des discours écrits, p. 240. — La proposition tendante à modifier le régime actuel de la loterie royale de France, p. 302. — Appuie la proposition d'un amendement au projet de loi sur les aliments des détenus pour dettes, p. 328. — Propose un amendement au projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 476. — Défend cet amendement, p. 479. — L'abandonne pour conclure au rejet de la loi proposée, p. 488. — Trouve excessifs les avantages accordés aux prêteurs par l'un des projets de loi sur divers ponts et canaux, p. 1099. — Insiste sur ce reproche, p. 1101. — Justifie, à l'occasion du rapport sur la loi de finances, l'usage de comprendre dans le budget les frais de perception des revenus publics, p. 1357.

Decazes (M. le duc). — Appuie la proposition de renvoyer à une commission spéciale l'ordonnance du Roi, relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 782. — Demande que le renvoi soit pur et simple, p. 796.

Dejean (M. le comte). — Appuie l'adoption du projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 1013. — Texte de son opinion, n° 83.

Dembarrere (M. le comte). — Appuie l'adoption du projet de loi relatif à un emprunt de 3 millions pour le rétablissement du port de Dunkerque, p. 943.

Députations. — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés, chargés de recevoir le Roi lors de l'ouverture de

la session, p. 2. — Grande députation chargée de présenter à Sa Majesté l'adresse de la Chambre, p. 55. — D'aller complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 61. — D'assister au service anniversaire du 21 janvier, p. 90. — D'exprimer au Roi les sentiments de la Chambre, au sujet de l'explosion qui a eu lieu aux Tuileries, p. 97. — D'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis pour M. le duc de Berry (la Chambre, alors constituée en cour de justice, choisit exclusivement les membres de la députation parmi les Pairs qui n'ont pu prendre part au procès dont elle est occupée), p. 100, 101. — De complimenter le Roi à l'occasion du 3 mai, jour anniversaire de son entrée dans Paris, en 1814, p. 830.

De Sèze (M. le comte). — Combat la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 41 à 44. — Appuie l'adoption du projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 432. — Texte de son opinion, n° 32. — Discours prononcé par ce Pair à l'occasion du décès de M. le comte de Saint-Priest, p. 802.

Dessolle (M. le marquis). — Propose d'écarter, comme insuffisante, l'ordonnance du Roi relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 792.

Détenus pour dettes. (Projet de loi relatif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments de ces détenus). — Présenté à la Chambre par M. le Garde-des-sceaux, p. 246. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 252. — Le projet y est examiné, p. 303. — Nomination d'une commission spéciale, p. 304. —

Rapport fait au nom de cette commission, par M. le vicomte de Montmorency, p. 309. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Lanjuinais, le comte Germain, le duc de Broglie, le comte Daru, et les commissaires du Roi, comte Portalis et Jacquinot de Pampelune), p. 314 à 325. — Délibération des amendements, p. 325 à 330. — Adoption du projet amendé, p. 330. — Texte de ce projet, *ibid.*

Développements imprimés.—D'une proposition tendante à modifier l'exercice de la contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales, n° 20. — D'une proposition tendante à faire rapporter la loi du 16 juillet 1819, sur l'importation des grains, n° 21.

Digeon (M. le vicomte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1820, p. 11.

Directeur général des ponts et chaussées (M. le conseiller d'état). — Soutient la discussion des projet de loi relatifs à divers pont et canaux, p. 1095, 1100, 1102. — Du projet de loi relatif au canal Saint-Martin, p. 1353.

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Chancelier, p. 10. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet d'adresse en réponse à ce discours, p. 12. (Voyez *Adresse au Roi.*)

Discours écrits. (Proposition tendante à en supprimer l'usage dans les discussions de la Chambre). — Renouvellement de cette proposition, déja présentée dans une session précédente, p. 179. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 180. — L'auteur (M. le comte

de Polignac) en développe les motifs, p. 219. — Discussion pour savoir si la proposition développée sera prise en considération (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Cornet, le marquis de Bonnay, le maréchal prince d'Echmühl, le baron de Barante, le comte de Saint-Roman, le comte Daru, le comte Molé, et le comte de Tracy), p. 229 à 242. — La Chambre adopte la négative, p. 243.

Discours imprimés par ordre de la Chambre. — Discours de M. le duc de Luxembourg, à l'occasion du décès de M. le duc de Beaumont, n° 22. — De M. le marquis de Pastoret, à l'occasion du décès de M. le marquis de Fontanes, n° 26. — Du ministre de l'intérieur, pour la défense du projet de loi tendant à distraire de l'arrondissement de Mirecourt (Vosges) le canton de Bains, n° 27. — Du même pour la défense de l'art. 32 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, n° 53. — Pour la défense de l'art. 44, n° 48 (c'est par erreur qu'on a donné à chacun de ces discours le numéro que devoit porter l'autre). — De M. le duc de Praslin, à l'occasion du décès de M. le comte de Suffren-Saint-Tropez, n° 63. — De M. le comte De Sèze, à l'occasion du décès de M. le comte de Saint-Priest, n° 64. — De M. le duc de Broglie, à l'occasion du décès de M. le comte Germain, n° 65. — De M. le maréchal duc d'Albuféra, à l'occasion du décès de M. le maréchal duc de Dantzick, n° 72. — De M. le maréchal duc de Tarente, à l'occasion du décès de M. le maréchal marquis de Beurnonville, n° 73. — Du ministre des affaires étrangères pour la défense du projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, n° 79. — De M. le vicomte de Rosanbo, à l'occasion

du décès de M. le maréchal duc de Coigny, n° 81. — De M. l'archevêque de Besançon, à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de La Luzerne, n° 85. — De M. le marquis d'Herbouville, à l'occasion du décès de M. le vicomte Dubouchage, n° 90. — Du ministre des finances pour la défense du projet de loi relatif aux donataires dépossédés, n° 93. — Du ministre des affaires étrangères pour la défense du projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, n° 97. — Du même sur l'article 2 de ce projet, n° 99 (*bis*). — De M. le duc de Fitz-James, à l'appui d'une pétition adressée à la Chambre, par les planteurs de la Martinique et de la Guadeloupe, n° 103.

Domaine de la couronne (Projet de loi relatif à deux baux emphytéotiques, et à divers échanges consentis par ce domaine). — Présentation du projet par le ministre des finances, p. 865. — Exposé des motifs, p. 866. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 878. — Le projet y est examiné, p. 893. — Nomination d'une commission spéciale de trois membres, p. 948. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le vicomte Dambray, p. 952. — Discussion en assemblée générale, p. 1030. — Adoption du projet, p. 1031. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Donataires dépossédés (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 871. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 878. — Le projet y est examiné, p. 893. — Nomination d'une commission spéciale, p. 948. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le comte d'Orvilliers, p. 1048. — — Discussion en assemblée générale (dans cette dis-

cussion sont entendus le ministre des finances, M. le comte de Villemanzy au nom de la commission, et M. le marquis de Marbois), p. 1134 à 1165. — Adoption du projet, p. 1165. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Doudeauville (M. le duc de) — Appuie l'adoption du projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 966. — Texte de son opinion, n° 77.

Douzièmes provisoires. (Voyez *recouvrement*).

Duboucuage (M. le vicomte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1820, p. 11. — Son décès (arrivé le 12 avril) donne lieu à la nomination d'un nouveau secrétaire, p. 739 —Discours prononcé à l'occasion de ce décès par M. le marquis d'Herbouville, p. 1082.

Dunkerque (Projet de loi relatif à un emprunt de 3 millions pour le rétablissement du port de Dunkerque). —Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 879.—Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 881. — Le projet y est examiné, p. 893.—Ouverture immédiate de la discussion, (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Dembarrere et le comte de Cornet), p. 942 à 944.— Adoption du projet, p. 945.

E.

Eckmuhl (M. le maréchal prince d'). —Combat la proposition tendante à supprimer dans les discussions de la Chambre l'usage des discours écrits, p. 238, 239.

Explosion entendue aux Tuileries le 27 janvier. — Communication faite à ce sujet par le président du conseil des ministres, p. 93.—Une grande députation

est chargée de porter au pied du trône l'hommage des sentiments de la Chambre, p. 96.

Étangs salés (Droit de pêche sur ces étangs).—Un Pair en réclame la gratuité en faveur des riverains, p. 1108. (Voyez *Argout.*)—La même franchise est réclamée par les patrons, pêcheurs de la communauté de Cette (Hérault), et par les pêcheurs du département de l'Aude, p. 1227.—Appui donné à ces réclamations par MM. le comte d'Argout, et le comte Fabre de l'Aude, *ibid.*

Exportation des grains. (Projet de loi relatif à cette exportation.)—Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 836.—Exposé des motifs, *ibid.*—Impression et renvoi aux bureaux, p. 856.—Le projet y est examiné, p. 862.—Nomination d'une commission spéciale, *ibid.*—Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Levis, p. 922.—Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis d'Herbouville, le commissaire du Roi Benoist, le comte Dejean, et le marquis de Catellan), p. 1005 à 1019.—Adoption du projet, p. 1019.—Texte du projet, adopté p. 1020.

F.

Fabre de l'Aude (M. le comte).—Propose d'adopter comme règle provisoire, et en attendant une loi définitive, l'ordonnance du Roi relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 788.—Appuye les réclamations des pêcheurs du département de l'Aude relativement à la pêche des étangs salés, p. 1227.

Ferrand (M. le comte).—S'oppose à toute innovation

dans les formes judiciaires de la Chambre durant le cours du procès dont elle est saisie, p. 790.

FINANCES (loi de). Voyez *Budget de* 1821.

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Appuie l'adoption du projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 553. — Texte de son opinion, n° 44. — Défend l'art. 41 du même projet, p. 645. — Appuie une pétition des planteurs de la Martinique et de la Guadeloupe, tendante à faire restreindre l'importation des sucres étrangers, p. 1228. — Texte de son discours, n° 103.

FONTANES (M. le marquis de). — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 34. — (Est enlevé à la Chambre le 17 mars). — Hommage rendu à sa mémoire, par M. le marquis de Pastoret, p. 387.

G.

GARDE-DES-SCEAUX, ministre de la justice (M. le). — Présente à la Chambre un projet de loi contenant une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 246. — Un projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 249. — Défend ce projet lors de sa discussion, p. 419. — Combat un amendement qu'on y propose, p. 480. — Donne des renseignements sur la fréquence du cas prévu par l'art. 351, p. 487. — Communique à la Chambre deux ordonnances du Roi, relatives la première à l'organisation de la Chambre des Pairs en cour de justice, l'autre au costume des membres de la cour des Pairs, p. 752.

Garde nationale parisienne. — Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre, pour la session de 1820, p. 10.

Garnier (M. le marquis de). — Combat la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 28. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 152. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821, p. 1231.

Germain (M. le comte). — Combat la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 44. — Fait rejeter, comme collective, une pétition du Conseil municipal de la commune de Lavalette, p. 128. — Combat la réclamation formée, au nom des habitants d'Argenteuil, contre le projet de loi relatif au pont de Besons, p. 146. — Combat le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 202 à 204. — La proposition tendante à modifier la forme et les conditions actuelles de la loterie royale de France, p. 298. — Appuie la proposition d'un amendement au projet de loi sur les aliments des détenus pour dettes, p. 318, 325. — Combat le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 445. — Fait rejeter une pétition de dix prétendus délégués des marchands et artisans de Paris, p. 538. — Repousse l'autorité invoquée de l'autre Chambre, en faveur du projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 563, 564. — Appuie un amen-

dement proposé sur l'art. 21, p. 588. — (Est enlevé à la Chambre le 26 avril.) Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Broglie, p. 822.

Gouvion (M. le comte de). — Propose d'amender l'article 49 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 674. — Texte de son opinion, n° 57.

H.

Hely-d'Oissel (M. le conseiller d'état, baron). — Combat un amendement proposé à l'art. 49 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 676. — Un amendement proposé à l'art. 74 du même projet, p. 694.

Herbouville (M. le marquis d'). — Combat le projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 1005. — Texte de son opinion, n° 82. — Hommage rendu par lui à la mémoire de M. le vicomte Dubouchage, p. 1081.

Hérédité de la pairie (Justification du droit d'). — Par M. le duc de Valmy, p. 15. — Par M. le duc de Coigny, p. 920.

I.

Importation des grains (Proposition tendante à solliciter le rapport de la loi du 16 juillet 1819 sur l'importation des grains). — Exposé sommaire de cette proposition, p. 243. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 244. — L'auteur (M. le marquis de Catellan) en développe les motifs, p. 267. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 295. — Nomination d'une commission spéciale, p. 341.

Impressions diverses (Session de 1820). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session, forment 108 numéros, dont un, le n° 99, se trouve répété, ce qui donne au total 109 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Ordonnances du Roi,	1
Projets de loi,	24
Communications du Gouvernement,	1
Résolutions de l'autre Chambre,	1
Propositions,	1
Développements,	2
Rapports,	15
Résumés,	2
Opinions,	38
Discours,	17
Notice,	1
Observations,	1
Réponse,	1
Renouvellements des bureaux,	4
Total.	109

J.

Jacquinot de Pampelune (M. le conseiller d'état). — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 316, 323, 326, 328.

Journaux et écrits périodiques. (Projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 1043. — Exposé des motifs, *ibid.* — Im-

pression et renvoi aux bureaux, p. 1047. — Le projet y est examiné, p. 1081. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1092. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le vicomte de Montmorency, p. 1122. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion, sont entendus MM. le comte de Lacépède, le prince duc de Talleyrand, le ministre des affaires étrangères, le comte de Ségur, et le rapporteur de la commission en son résumé), p. 1174 à 1195. — Discussion particulière des articles (dans celle-ci sont entendus MM. le vicomte de Châteaubriand, le ministre des affaires étrangères, le comte de Ségur, le baron Mounier et le comte de Cornet), p. 1195 à 1209. — Adoption du projet, p. 1210. — Texte du projet adopté, *ibid.*

L.

Lacépède (M. le comte de). — Attaque le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p 1174. — Texte de son opinion, n° 95.

Lally-Tolendal (M. le marquis de). — Combat la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 20. — Propose un amendement au projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 453. — Texte de son opinion, n° 35.

La Luzerne (M. le cardinal duc de). — Enlevé à la Chambre le 22 juin 1821. — Hommage rendu à sa mémoire par M. l'archevêque de Besançon, p. 1023.

Lanjuinais (M. le comte). — Propose à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 17. — Combat le projet de loi re-

latif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 314. — Le projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 994.

LAPLACE (M. le marquis de). — Appuie l'adoption proposée du projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 425. — Texte de son opinion, n° 30.

LAVAL (Projet de loi qui autorise la ville de Laval à s'imposer extraordinairement une somme de 12,204 fr. 60 c.). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 106. — Exposé des motifs, p. 107. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 113. — Discussion en assemblée générale, p. 136. — Adoption du projet, p. 137. — Texte du projet adopté, *ibid.*

LA VAUGUYON (M. le duc de). — Combat le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 194 à 196.

LECOUTEULX DE CANTELEU (M. le comte). — Combat la réclamation des habitants d'Argenteuil contre le projet de loi relatif au pont de Besons, p. 146. — Est nommé secrétaire de la Chambre en remplacement de M. le vicomte Dubouchage, p. 751.

LE MANS. (Projet de loi qui autorise la ville du Mans à emprunter 160 mille fr. pour la construction d'une nouvelle halle). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 106. — Exposé des motifs, p. 108. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 113. — Discussion en assemblée générale, p. 138. — Adoption du projet, p. 139. — Texte du projet adopté, *ibid.*

LETTRES-PATENTES, portant institution de titres de Pai-

rie. — Communiquées à la Chambre le 30 juillet 1821, p. 1347. — La Chambre en ordonne la transcription sur ses registres, p. 1348. — Liste des Pairs au nom de qui ces lettres sont expédiées, *ibid.*

LÉVIS (M. le duc de). — Appuie le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 190 à 194. — Propose à la Chambre de solliciter une loi qui modifie la forme et les conditions actuelles de la loterie royale de France, 296. — Appuie l'adoption du projet de loi, tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 462. — Texte de son opinion, n° 37. — Renouvelle sa proposition, tendante à solliciter une loi qui autorise la formation de majorats sans titres honorifiques, p. 762. — Appuie la proposition de renvoyer à une commission spéciale l'ordonnance du Roi relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 795. — Fait au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 922.

LOTERIE ROYALE DE FRANCE. (Proposition tendante à modifier la forme et les conditions actuelles de cette loterie). — Exposé sommaire de la proposition, p. 296. — Discussion pour savoir s'il y a lieu de s'en occuper (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Germain, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Belliard, le marquis de Marbois, le vicomte de Montmorency, et le comte Daru), p. 298 à 302. — La Chambre adopte la négative, p. 302.

LUXEMBOURG (M. le duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de Baumont, p. 307.

LYON. (Projet de loi relatif à un emprunt de 600,000 fr.

pour dépenses locales de la ville de Lyon). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 879. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 881. — Le projet y est examiné, p. 893. — Ouverture immédiate de la discussion, p. 940. — Adoption du projet, p. 941. — Texte du projet adopté, *ibid.*

M.

MAISON (M. le marquis). — Appuie une pétition présentée par les maire et adjoints de la commune d'Argenteuil, relativement au péage du pont de Besons, p. 145.

MAJORATS, sans titres honorifiques (proposition tendante à solliciter une loi qui en autorise la formation). — Cette propositon est renouvelée par son auteur (M. le duc deLévis), p. 762.—La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 765.

MALEVILLE (M. le marquis de).—Combat le projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 961. — Texte de son opinion, n° 76.

MARBOIS (M. le marquis de). — Invite la Chambre à se refuser à toute amélioration des loteries, p. 300. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 344.—Répond à quelques observations de M. le Garde-des-sceaux sur ce rapport, p. 428.—Soumet à la Chambre le résumé de la discussion, p. 467.—Attaque le projet de loi relatif à un emprunt de 200,000 fr. pour la ville de Metz, p. 731. — Texte de son opinion, n° 60. — Le projet

de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 971. — Texte de son opinion, n° 78. — Appuie l'adoption du projet de loi relatif aux donataires dépossédés, p. 1164. — Fait, au nom de la commission spéciale du budget, un rapport sur différentes pétitions renvoyées à cette commission, p. 1334. — Soumet à l'assemblée quelques observations sur le projet de loi relatif à l'augmentation du nombre des juges du tribunal de première instance du département de la Seine, p. 1349. — Propose à l'occasion de la loi de finances, un moyen de tirer la Chambre de l'embarras où tous les ans elle se trouve relativement au vote de l'impôt, p. 1380.

Mauguio (étang de). Voyez *Étangs salés.*

Metz (Projet de loi relatif à un emprunt de 200,000 fr. pour la ville de Metz). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 665.—Exposé des motifs, p. 668.—Impression et renvoi aux bureaux, p. 670.— Le projet y est examiné, p. 728. — Discussion en assemblée générale (M. le marquis de Marbois et le ministre de l'intérieur y sont seuls entendus), p. 731 à 737. — Adoption du projet, p. 737. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Ministre de l'intérieur (le). — Présente à la Chambre quatre projets de loi relatifs, le premier, à une imposition extraordinaire de 12,204 fr. 60 c. pour la ville de Laval; le second, à un emprunt de 160 mille francs pour la ville du Mans; le troisième, à un emprunt de 15 mille francs pour la ville de Châlons; et le quatrième à la prorogation du péage établi sur le pont de Besons, p. 106. — Défend ce dernier projet devant la Chambre, p. 145.—Présente un projet de loi relatif

à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 173. — Six projets relatifs à divers changements de circonscription territoriale, p. 252.—Défend devant la Chambre l'un de ces projets, tendant à distraire de l'arrondissement de Mirecourt (Vosges) le canton de Bains, p. 399. — Combat un amendement proposé à l'art. 32 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 616.—A l'art. 44 du même projet, p. 654. — A l'art. 74, p. 696. — Présente à la Chambre deux projets de loi relatifs le premier à un échange de terrains entre la ville d'Arras et le domaine de l'État, le second à un emprunt de 200 mille francs pour la ville de Metz, p. 665.—Défend ce dernier projet, lors de sa discussion, p. 736. — Présente un projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 836.—Un projet relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 848.—Six projets relatifs à la construction ou à l'achèvement de divers ponts et canaux, p. 1035. — Un projet relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1043.—Donne des éclaircissements sur l'amendement fait dans l'autre Chambre à l'un des projets sur divers ponts et canaux, p. 1106.

Ministre des affaires étrangères (le). — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 979, 991. — Le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1182. — Texte de son discours, n° 97. — Combat un amendement proposé sur l'art. 2, p. 1198. — Texte de son discours, n° 99 *bis*. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à l'augmentation du nombre des juges du tribunal de première instance du département de la Seine, p. 1213. — Défend ce projet, lors de sa discussion, p. 1350.

MINISTRE DES FINANCES (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1821, p. 63. — Au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 113. — Défend ce projet devant la Chambre, p. 204 à 211. — Présente six projets de loi relatifs tant à divers suppléments de crédit sur 1819 et années antérieures, qu'au réglement définitif du budget de 1819, p. 437. — Un projet de loi relatif à deux baux emphytéotiques et à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 865. — Un projet de loi relatif aux donataires dépossédés, p. 871. — Un projet relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821. — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif aux donataires dépossédés, p. 1134. — Texte de son discours, n° 93.

MOLÉ (M. le comte). — Appuie, sauf à la modifier ultérieurement, la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 29. — Demande qu'il soit statué séparément sur cette proposition, p. 41. — Appuie la prise en considération de celle qui tend à supprimer dans les discussions de la Chambre l'usage des discours écrits, p. 241. — S'oppose à toute discussion de l'ordonnance du Roi relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 778. — Persiste dans cette opposition, p. 784.

MOLLIEN (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1821. — Au

nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, un rapport sur la situation de cette caisse, p. 125. — Au nom d'une commission spéciale, un rapport sur six projets de loi, relatifs tant à divers suppléments de crédit sur 1819 et années antérieures, qu'au règlement définitif du budget de 1819, p. 704.

Montmorency (M. le vicomte de). Appuie, sauf à la modifier ultérieurement, la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 27. — Renouvelle la proposition de solliciter une loi qui modifie l'exercice de la contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales, p. 180. — Développe les motifs de cette proposition, p. 259. — Appuie la proposition tendante à modifier la forme et les conditions actuelles de la loterie royale de France, p. 301. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 309. — Un rapport sur le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1122. — Résume brièvement la discussion qui a eu lieu sur ce projet, p. 1193.

Morel-Vindé (M. le vicomte de). Fait hommage à la Chambre de deux suites précieuses de gravures, formant ensemble 136 volumes in-folio., p. 951. — La Chambre ordonne la mention de cet hommage au procès-verbal, *ibid.*

Mounier (M. le baron). — Combat un amendement proposé à l'art. 2 du projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1203.

N.

Nouvel an. — Grande députation chargée d'aller, au nom de la Chambre, complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 61.

O.

Opéra. (Résolution de la Chambre des Deputés, tendante à faire convertir en place publique le terrain sur lequel est établie l'ancienne sa le de l'Opéra.) — Transmise à la Chambre des Pairs par un message, p. 762. — Impression et renvoi aux bureaux, *ibid.* — La résolution y est examinée, p. 797. — Discutée en assemblée générale, *ibid.* — Adoptée au scrutin, p. 798. — Texte de cette résolution, *ibid.*

Opinions distribuées à la Chambre par différents Pairs. — Plusieurs Pairs, ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a point permis de prononcer, on croit devoir en donner ici la notice. Elles sont au nombre de onze, divisées ainsi qu'il suit : Sur une proposition relative à la *compétence judiciaire de la Chambre*, deux opinions, savoir : — De M. le marquis de Lally-Tolendal. — De M. le comte de Sèze. — Sur le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des *reconnoissances de liquidation*, quatre opinions, savoir : — De M. le duc de la Vauguyon. — De M. le comte Germain. — De M. le comte Fabre de l'Aude. — De M. le comte Lecouteulx de Canteleu. — Sur la proposition de M. le marquis de Catellan, relative à *l'importation des grains*, une opinion de M. le comte Fabre de l'Aude. — Sur le projet de loi relatif aux *pensions ecclésiastiques* trois opinions, savoir : — De

M. le comte de Sèze. — De M. le comte de la Bourdonnaye. — De M. le duc de la Vauguyon. — Sur le projet de loi relatif à l'*exportation des grains* une opinion de M. le duc de La Vauguyon.

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de trente-huit, savoir: Sur la proposition tendante à fixer provisoirement *la compétence judiciaire de la Chambre*, une opinion de M. le prince duc de Talleyrand, n° 2. — Sur le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des *reconnoissances de liquidation*, une opinion de M. le duc de Broglie, n° 16. — Sur le projet de loi tendant à distraire de l'arrondissement de Mirecourt *le canton de Bains*, une opinion de M. le duc de Choiseul, n° 28. — Sur le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du *Code d'instruction criminelle*, neuf opinions de MM. le duc de Broglie, n° 29; le marquis de Laplace, n° 30; le comte Cornudet, n° 31; le comte De Sèze, n° 32; le comte d'Orvilliers, n° 34; le marquis de Lally-Tolendal, n° 35; le baron de Barante, n° 36; le duc de Lévis, n° 37; et le comte de Saint-Roman, n° 38. — Sur le projet de loi relatif à la circonscription des *arrondissemens électoraux*, douze opinions de MM. le prince duc de Talleyrand, n° 42; le comte Chaptal, n° 43; le duc de Fitz-James, n° 44; le duc de Choiseul, n° 46; le comte d'Argout, (sur l'art. 26 du projet) n° 47; le même (sur l'art. 34), n° 49; le comte de Cornet, n° 50; le comte de Bastard, n° 51; le comte de Contades, n° 52, le marquis d'Aramon, n° 54; le comte de Gouvion, n° 57; et le comte Reille, n° 58. — Sur le projet de loi relatif à un emprunt pour la ville de *Metz*, une opinion de M. le marquis de

Marbois, n° 60. — Sur le projet de loi relatif aux *pensions ecclésiastiques*, quatre opinions de MM. le marquis de Maleville, n° 76; le duc de Doudeauville, n° 77; le marquis de Marbois, n° 78; et le marquis de Catellan, n° 80. — Sur le projet de loi relatif à *l'exportation des grains*, trois opinions de MM. le marquis d'Herbouville, n° 82; le comte Dejean, n° 83; et le marquis de Catellan, n° 84. — Sur le projet de loi relatif aux *journaux*, quatre opinions de MM. le comte de Lacépède, n° 95; le prince duc de Talleyrand, n° 96; le comte de Ségur, n° 98; et le vicomte de Châteaubriand, n° 99. — Enfin sur le projet de *loi de finances*, deux opinions de MM. le comte Daru, n° 106, et le comte Ruty, n° 108.

Ordonnances du Roi communiquées à la Chambre dans le cours de sa session. — Ordonnance du 22 février 1821, qui, sur la démission de MM. Ravez et Jacquinot de Pampelune, nomme pour procureur-général, près la Cour des Pairs, M. de Peyronnet, et pour son premier substitut M. de Vatimesnil fils, p. 104. — Ordonnances du 20 avril, relatives à l'organisation de la Cour des Pairs, et au costume de ses membres. (Voyez *Cour des Pairs.*) — Ordonnance du 26 mai, qui nomme vice-président de la Chambre des Pairs M. le marquis de Pastoret, et confère à M. le marquis Barthelemy le titre de vice-président honoraire, p. 834.

Orvilliers (M. le comte d') fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 126. — Un second rapport au nom du même comité, p. 176. — Appuie l'adoption du projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 450. — Texte de son opinion, n° 34. — Fait un troisième

rapport au nom du comité des pétitions, p. 537. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux donataires dépossédés, p. 1048.

Ouverture de la session. — Jour et lieu de cette ouverture, p. 1. — Députation envoyée au-devant du Roi, p. 2. — Discours prononcé par Sa Majesté, *ibid.* — La session est déclarée ouverte, p. 6.

P.

Partage des voix. — Cas où ce partage a eu lieu, p. 591. — Discussion pour savoir s'il doit être procédé à un nouveau scrutin, p. 591 à 595. — La Chambre adopte l'affirmative, p. 596.

Pasquier (M. le baron). Voyez *Ministre des affaires étrangères.*

Pastoret (M. le marquis de). Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Fontanes, p. 387. — Est nommé par le Roi vice-président de la Chambre des Pairs, en remplacement de M. le marquis Barthelemy, p. 834.

Pensions ecclésiastiques (projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 848. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 856. — Le projet y est examiné, p. 863. — Nomination d'une commission spéciale, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. l'archevêque de Besançon, p. 882. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Maleville, le duc de Doudeauville, le mar-

quis de Marbois, le marquis de Catellan et le ministre des affaires étrangères), p. 961 à 994. — Délibération des articles, (M. le comte Lanjuinais prend seul la parole), p. 994, 995.—Adoption du projet, p. 996. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Péré (M. le comte). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 1225.

Pétitions.—Du sieur Bonnin.—Du sieur abbé Mangin. De dix anciens employés des administrations militaires. — Du sieur Oudotte, p. 127. — Du conseil municipal de la commune de Lavalette, p. 128. — Du conseil général du département des Basses-Pyrénées.—Du sieur Laignel.—Du sieur Merandon-Pautet, p. 129—Du sieur Huard.—Du sieur Duvaillier.—Du sieur Pariset, p. 130. — Du sieur Cahaisse.—Du sieur Auvray. — Du sieur Sauquaire-Souligné. — Du condamné Maucorps-Galland.—Du sieur de la Boëssière, p. 131. — De la demoiselle Leblanc. — Du sieur Periaux. — Du sieur Delorme. — Des propriétaires des salines de Narbonne, Peyriac et Sigeau, p. 132. — Des maire et adjoints de la commune d'Argenteuil.— Du sieur Robert, p. 133.—Des sieurs Giffard et Rault. — Du sieur Guyonnet de Sénac, p. 177. — Des propriétaires des salines de Peccais.—Du sieur Lejolivet, p. 178. — Du sieur Crochot. — Du sieur Legrand. — De dix prétendus délégués des marchands et artisans de Paris, p. 537. — Des habitants de la commune de Cléder. — Du sieur Bolangier de Fougerolles, p. 540.— Du maréchal-de-camp Berton. — Du sieur Garonne, p. 541.—Des divers habitants des communes de Remi et Jonquières, p. 542. — Du sieur Garaudin, p. 856. — Du sieur Morénas. — Du sieur Panéro, p. 857. —

Du sieur Pouchet.—Du sieur Hullin.—Du sieur Courtois.— Du Conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, p. 858.—D'un grand nombre d'hommes de lettres (contre le projet de loi relatif aux journaux), p. 1131.— Du sieur Demonville.—Du sieur Spy.—Du sieur Isa-Carus. — Du sieur Pluhon, p. 1226. — Des patrons pêcheurs de la communauté de Cette (Hérault).— Des pêcheurs du département de l'Aude. — De 101 propriétaires, planteurs de la Martinique et de la Guadeloupe, négociants, armateurs et manufacturiers rafineurs de Bordeaux, 1227.— Du sieur Craipin, p. 1228. — De 137 maîtres d'hôtels garnis, aubergistes et logeurs de Paris. — Du sieur Selves. — Du sieur Violette. — Du sieur Paquet. — Du sieur Fleuriau de Bellemare, p. 1229. — Du sieur Poyet. — Du sieur Castillon. — Du comte de Léaumont, p. 1230.

PÉTITIONS COLLECTIVES. — La Chambre écarte comme telles une pétition du conseil municipal de la commune de Lavallette, et une pétition du conseil général du département des Basses-Pyrénées, p. 129. — Une pétition de dix prétendus délégués des marchands et artisans de Paris, p. 540. — Du conseil municipal de Boulogne sur mer, p. 858.

PEYRONNET (M. de). — Est nommé procureur général près la cour des Pairs, en remplacement de M. Ravez, p. 105.

PINSAGUEL. (Projet de loi relatif à la construction du pont de Pinsaguel). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 1219. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1223.—Le projet y est examiné, p. 1225. — Discuté en assemblée

générale et adopté au scrutin, p. 1352. — Texte de ce projet, *ibid.*

Polignac (M. le comte de).—Renouvelle la proposition déjà faite à la Chambre de supprimer dans les discussions législatives, l'usage des discours écrits, p. 179.

Pontécoulant (M. le comte de).—Combat la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 22. — Substitue à cette proposition, lors de son développement, une autre proposition qu'il dépose sur le bureau, p. 45. — Expose l'objet de celle-ci, p. 49. — En développe les motifs, p. 68. — Est élu membre de la commission spéciale nommée en conséquence, p. 88. — Pense qu'il y a lieu de renvoyer à une commission spéciale, mais sans interrompre la discussion commencée, l'ordonnance du Roi relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 779.

Ponts et canaux. (Projets de loi relatifs à la construction ou à l'achèvement de divers ponts et canaux). — Présentés à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 1035. — Exposé des motifs, p. 1036.— Impression et renvoi aux bureaux, p. 1047. —Les projets y sont examinés, p. 1081.—Discutés en assemblée générale, p. 1092.—Incident élevé sur le deuxième projet, p. 1095. — La Chambre surseoit à sa délibération, p. 1097.— Adoption du premier, *ibid.*— du troisième, p. 1098. — du quatrième, après une discussion dans laquelle sont entendus MM. le comte Daru et le directeur général des ponts et chaussées, p. 1103. — Explications données par le ministre de l'intérieur sur l'incident relatif au deuxième projet, p. 1106.—Il est mis en délibération, p. 1107.—Observations de M. le comte d'Ar-

gout sur le premier article, p. 1108. — Adoption du projet, p. 1113.—Le cinquième et le sixième sont pareillement adoptés, p. 1132, 1133.

Ponts et chaussées. (Voyez *directeur général des ponts et chaussées.*)

Portalis (M. le comte). — Défend, en qualité de commissaire du Roi, le projet de loi relatif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les alimens des détenus pour dettes, p. 319, 326, 327.

Praslin (M. le duc de). — Hommage rendu par lui à la mémoire de feu M. le comte de Suffren-Saint-Tropez, p. 767.

Président du conseil des ministres. (le). — Fait une communication à la Chambre au sujet de l'explosion qui a eu lieu aux Tuileries, le 27 janvier 1821, p. 93.

Projets de loi imprimés. — Projet relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1821, n° 3. — Qui autorise la ville de Laval (Mayenne) à s'imposer extraordinairement une somme de 12,204 fr. 60 c., n° 7. — La ville du Mans (Sarthe) à emprunter 160 mille francs pour la construction d'une nouvelle halle, n° 8. — La ville de Châlons (Marne) à emprunter une somme de 15,000 fr. pour solder le prix d'une acquisition, n° 9. — Qui proroge pour douze ans la perception du péage établi sur le pont de Besons (Seine-et-Oise), n° 10. — Projet relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, n° 11. — A la circonscription des arrondissements électoraux, n° 15. A une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes,

n° 17. — Tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, n° 18. — Projets de loi relatifs à divers changements de circonscription territoriale, n° 19. — A divers suppléments de crédit sur 1819 et années antérieures, et au réglement définitif du budget de 1819, n° 33. — Projet relatif à un échange de terrains entre la ville d'Arras et le domaine de l'État, n° 55. — A un emprunt de 200,000 fr. par la ville de Metz, n° 56. — A l'exportation des grains, n° 66. — Aux pensions ecclésiastiques, n° 67. — A deux baux emphytéotiques, et à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, n° 68. — Aux donataires dépossédés, n° 69. — Projets relatifs, le premier à un emprunt de 600,000 francs pour dépenses locales de la ville de Lyon, le deuxième à un emprunt de trois millions pour le rétablissement du port de Dunkerque, n° 70. — Projets relatifs à la construction ou à l'achèvement de divers ponts, et canaux, n° 86. — Projet relatif aux journaux et écrits périodiques, n° 87. — A la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821, n° 91. — A l'augmentation du nombre des juges du tribunal de première instance du département de la Seine, n° 100. — A la construction du pont de Pinsaguel (Haute-Garonne), n° 101. — A l'onverture et à la confection du canal de Saint-Martin à Paris, n° 102.

Propositions faites a la Chambre. — De solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 17. — De nommer une commission spéciale chargée de présenter à cet égard les projets de résolution et de réglement qu'elle jugera convenables, p. 49. — De supprimer dans les discussions de la Chambre

l'usage des discours écrits, p. 179. — De solliciter une loi qui modifie l'exercice de la contrainte par corps appliquée aux dettes commerciales, p. 180. — Une loi qui rapporte celle du 16 juillet 1819, sur l'importation des grains, p. 243. — Une loi qui modifie la forme et les conditions actuelles de la loterie royale de France, p. 296. — Une loi qui autorise la formation de majorats sans titres honorifiques, p. 762.

R.

Raigecourt (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur les six projets de loi relatifs à divers changements de circonscription territoriale, p. 366.

Rapports faits a la Chambre au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1821, p. 74. — Par M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 152. — Par M. le vicomte de Montmorency sur le projet de loi contenant une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 309. — Par M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 344. — Par M. le marquis de Raigecourt, sur les six projets de loi relatifs à divers changements de circonscription teritoriale, p. 366. — Par M. le duc de Brissac sur le projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements élec-

toraux, p. 492. — Par M. le comte Mollien, sur six projets de loi relatifs tant à divers suppléments de crédit sur 1819 et années antérieures, qu'au règlement définitif du budget de 1819, p. 704. — Par M. l'archevêque de Besançon, sur le projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 882. — Par M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains, p. 922. — Par M. le vicomte Dambray, sur le projet de loi relatif à deux baux emphythéotiques et à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 952. — Par M. le comte d'Orvilliers, sur le projet de loi relatif aux donataires dépossédés, p. 1048. — Par M. le vicomte de Montmorency sur le projet relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1122. — Par M. le marquis de Garnier, sur la loi de finances, p. 1231. — Par M. le marquis de Marbois, sur différentes pétitions renvoyées à la commission du budget, p. 1334.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre. — De M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1821, n.° 5. — Du même Pair, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, n° 12. — De M. le marquis de Garnier, sur le projet de loi relatif au remboursement du 1er cinquième des reconnoissances de liquidation, n° 14. — De M. le vicomte de Montmorency, sur le projet de loi relatif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, n° 23. — De M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi tendant à modifier l'article 351 du Code d'instruction criminelle, n° 24. —

De M. le marquis de Raigecourt, sur les six projets de loi relatifs à divers changements de circonscription territoriale, n° 25. — De M. le duc de Brissac, sur le projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, n° 40. — De M. le comte Mollien, sur six projets relatifs, tant à divers suppléments de crédits sur 1819 et années antérieures, qu'au réglement définitif du budget de 1819, n° 59. — De M. l'archevêque de Besançon, sur le projet de loi relatif aux pensions ecclésiastiques, n° 71. — De M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à l'exportation des grains, n° 74. — De M. le vicomte Dambray, sur le projet de loi relatif à deux baux emphytéotiques et à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, n° 75. — De M. le comte d'Orvilliers, sur le projet de loi relatif aux donataires dépossédés, n° 88. — De M. le vicomte de Montmorency, sur le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, n° 92. — De M. le marquis de Garnier, sur la loi de finances, n° 104. — De M. le marquis de Marbois, sur différentes pétitions renvoyées à la commission du budget, n° 105.

Réception de nouveaux Pairs. — De M. le comte de Casa-Bianca, p. 10. — De M. le duc de Valmy, p. 57. — De M. le marquis de Rivière, p. 103. — De M. le comte de Saint-Aulaire, p. 949. — De M. le duc de Coigny, p. 1000.

Reconnoissances de liquidation (Projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième de ces reconnoissances). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 113. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 124. — Le

projet y est examiné, p. 135. — Nomination d'une commission spéciale, p. 149. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Garnier, p. 152. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Broglie, le duc de Lévis, le duc de La Vauguyon, le commissaire du Roi baron Cuvier, le comte Germain et le ministre des finances), p. 183 à 211. — Adoption du projet, p. 212. — Texte du projet adopté, p. 213.

Recouvrement (Projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1821). — Présenté à la Chambre par le ministre des finances, p. 63. — Exposé des motifs, p. 64. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 66. — Le projet y est de suite examiné, *ibid.* — Nomination d'une commission spéciale, p. 67. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 74. — Ouverture immédiate de la discussion, p. 85. — Adoption du projet, *ibid.*—Texte du projet adopté, p. 86.

Règlement judiciaire de la Chambre (Proposition tendante à faire nommer une commission spéciale chargée de présenter ses vues à ce sujet). — Exposé sommaire de la proposition, p. 49. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 50. — Développement de la proposition par son auteur (M. le comte de Pontécoulant), p. 68. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 70. — La proposition y est examinée, p. 73. — Discutée en assemblée générale, p. 87. — Adoptée par la Chambre, p. 88. — Commission spéciale nommée en conséquence, *ibid.*

Reille (M. le comte). — Propose un amendement à

l'art. 74 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 692. — Texte de son opinion, n° 58. — Défend cet amendement, p. 695.

Résolution. — De la Chambre des Députés tendante à faire convertir en place publique le terrain sur lequel est établi l'ancienne salle de l'Opéra. (Voyez *Opéra.*)

Résumé des débats. — Sur le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, n° 39. — Sur le projet de loi relatif aux donataires dépossédés, n° 94.

Richelieu (M. le duc de). — (Voyez *Président du conseil des ministres.*)

Rivière (M. le marquis de). — Est admis à prendre séance, p. 103.

Rosanbo (M. le vicomte de). — Hommage rendu par ce Pair à la mémoire de M. le duc de Coigny, p. 1000.

Roy (M.). — (Voyez *Ministre des finances.*)

Ruty (M. le comte). — Discute, à l'occasion de l'art. 13 de la loi de finances, quelques reproches faits à l'administration actuelle des poudres et salpêtres, p. 1400.

S.

Saint-Aulaire (M. le comte Joseph de). — Nommé Pair de France le 5 mars 1819. — Adresse à la Chambre ses lettres de nomination et son acte de naissance, p. 921. — Une commission est chargée de les vérifier, p. 922. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Praslin, p. 946. — La Chambre, d'après ce rapport, fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 947. — Il est admis à prendre séance, p. 949.

Saint-Martin (Projet de loi relatif à l'ouverture et à la

confection du canal Saint-Martin, à Paris). — Présenté à la Chambre par le ministre de l'intérieur, p. 1221. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1223. — Le projet y est examiné, p. 1225. — Discuté en assemblée générale, p. 1353. — Adopté au scrutin, p. 1354. — Texte du projet, *ibid.*

Saint-Priest (M. le comte de), enlevé à la Chambre le 26 février 1821. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte De Sèze, p. 801.

Saint-Roman (M. le comte de). — Appuie, avec d'autres Pairs, le rejet pur et simple de la proposition tendante à supprimer, dans les discussions de la Chambre, l'usage des discours écrits, p. 239. — Appuie l'adoption du projet de loi tendant à modifier l'article 351 du Code d'instruction criminelle, p. 465. — Texte de son opinion, n° 38. — Appuie la disposition de l'art. 26 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 607. — Celle de l'art. 32 du même projet, p. 621.

Scrutin (Vote par). — Sur le projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 51. — Sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1821, p. 85. — Sur le projet relatif à une imposition extraordinaire pour la ville de Laval, p. 137. — Sur le projet relatif à un emprunt de 160 mille fr. pour la ville du Mans, p. 139. — Sur le projet relatif à un emprunt de 15,000 fr. pour la ville de Châlons, p. 141. — Sur le projet relatif à la prorogation du péage établi sur le pont de Besons, p. 147. — Sur le projet de loi relatif au remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, p. 212. — Sur le projet re-

latif à une nouvelle fixation des sommes à consigner chaque mois pour les aliments des détenus pour dettes, p. 330. — Sur cinq projets de loi relatifs à divers changements de circonscription territoriale, p. 382, 383. — Sur un sixième projet tendant à distraire de l'arrondissement de Mirecourt le canton de Bains, p. 411. — Sur le projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 490. — Sur un amendement proposé à l'art. 4 du projet de loi relatif aux arrondissements électoraux, p. 571. — Sur la question préalable invoquée contre un amendement à l'art. 21, p. 591. — Sur ce même amendement, *ibid.* — Nouveau scrutin, à cause du partage des voix, p. 596. — Sur un amendement proposé à l'art. 32, p. 621. — Sur un amendement proposé à l'art. 44, p. 663. — Sur l'ensemble du projet, p. 701. — Sur le projet relatif à un échange de terrains entre la ville d'Arras et le domaine de l'État, p. 729. — Sur le projet relatif à un emprunt de 200,000 fr. pour la ville de Metz, p. 737. — Sur les six projets relatifs tant à divers suppléments de crédit sur 1819 et années antérieures, qu'au règlement définitif du budget de 1819, p. 743. — Sur la résolution de l'autre Chambre, tendante à faire convertir en place publique le terrain sur lequel est établie l'ancienne salle de l'Opéra, p. 798. — Sur le projet de loi relatif à un emprunt de 600,000 fr. pour dépenses locales de la ville de Lyon, p. 941. — Sur le projet relatif à un emprunt de 3 millions pour le rétablissement du port de Dunkerque, p. 945. — Sur le projet relatif aux pensions ecclésiastiques, p. 996. — Sur le projet relatif à deux baux emphytéotiques et à divers échanges consentis par le domaine

de la couronne, p. 1031. — Sur les six projets relatifs à la construction ou à l'achèvement de divers ponts et canaux, p. 1097, 1098, 1103, 1113, 1132, 1133.— Sur le projet de loi relatif aux donataires dépossédés, p. 1165. — Sur le projet relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1210. — Sur le projet relatif à l'augmentation du nombre des juges du tribunal de première instance du département de la Seine, p. 1351. — Sur le projet relatif à la construction du pont de Pinsaguel, p. 1352. — Sur le projet relatif à l'ouverture et à la confection du canal Saint-Martin, p. 1354. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821, p. 1420.

Séance royale, du 19 décembre 1820. (Procès-verbal de cette séance) —Dressé par le garde des archives, p. 7. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 9 et 10.

Ségur (M. le comte de). — Appuie la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 44. — Divers amendements proposés au projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, p. 475, 477. — L'ordre du jour invoqué sur une pétition collective, p. 539. — Combat le projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 560. — Son opinion sur l'ordonnance du Roi, relative à l'organisation judiciaire de la Chambre, p. 784. — Combat le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1188. — Texte de son opinion, nº 98. — Insiste sur un amendement qu'il propose à ce projet, p. 1202.

Serment (prestation de). — De M. le comte de Casa-Bianca, p. 10. — De M. le duc de Valmy, p. 58. —

De M. le marquis de Rivière, p. 104. — De M. le comte de Saint-Aulaire, p. 950. — De M. le duc de Coigny, p. 1000.

Session de 1820. — Ouverte le 19 décembre, p. 6. — Close le 31 juillet 1821, p. 1442.

Siméon (M. le comte). Voyez *Ministre de l'intérieur.*

Suffren-Saint-Tropez (M. le comte de), enlevé à la Chambre le 8 mars 1821. — Discours prononcé, a l'occasion de son décès, par M. le duc de Praslin, p. 768.

T.

Talleyrand (M. le prince duc de). — Son opinion sur la proposition faite à la Chambre de solliciter une loi qui assure provisoirement sa compétence judiciaire, p. 38. — Texte de cette opinion, n° 2. — Attaque le projet de loi relatif à la circonscription des arrondissements électoraux, p. 545. — Texte de son opinion, n° 42. — Reproduit les motifs d'un amendement qu'il propose sur l'art. 32, p. 614. — Défend cet amendement, p. 621. — Attaque le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques, p. 1177. — Texte de son opinion, n° 96.

Tarente (M. le maréchal duc de). — Hommage par lui rendu à la mémoire de M. le maréchal marquis de Beurnonville, p. 907.

Tracy (M. le comte de). — Combat la proposition tendante à supprimer dans les discussions de la Chambre l'usage des discours écrits, p. 242. — Appuie les amendements proposés au projet de loi tendant à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE du département de la Seine (Projet de loi relatif à l'augmentation du nombre des juges de ce tribunal).—Présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, p. 1213.—Exposé des motifs, p. 1214.—Impression et renvoi aux bureaux, p. 1219.—Le projet y est examiné, p. 1225.—Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois et le ministre des affaires étrangères,) p. 1349 à 1351.—Adoption du projet, p. 1351.—Texte du projet adopté, *ibid.*

V.

VALMY (François-Étienne Kellermann, duc de).—Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 15.—Une commission est désignée pour la vérification de ces titres, p. 17.—Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Fabre de l'Aude, p. 30.—La Chambre déclare valables les titres produits, p. 31.—Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid*—Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 33.—Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 34.—Il est admis à prendre séance, p. 58.

VATIMESNIL (M. de).—Est nommé premier substitut du Procureur-général près la Cour des Pairs, en remplacement de M. Jacquinot de Pampelune, p. 105.

VÉRAC (M. le marquis de).—Appuie le projet de loi relatif à la prorogation du péage établi sur le pont de Besons, p. 144.

VICE-PRÉSIDENT de la Chambre des Pairs.—Ordonnance

du Roi qui nomme vice-Président de cette Chambre M. le marquis de Pastoret, p. 834.

VICE-PRÉSIDENT *honoraire* (Voyez *Barthelemy*).

VILLEMANZY (M. le comte de).—Présente, au nom d'une commission spéciale, le résumé de la discussion qui a eu lieu sur le projet de loi relatif aux donataires dépossédés, p. 1140.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

Procès-verbaux et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances législatives de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

Adresse au Roi (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 12. —

Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lally-Tolendal, p. 17.— Le projet est renvoyé à l'examen des bureaux, p. 17.—Modifié d'après cet examen, p. 37. — Adopté par la Chambre, p. 38. Texte de l'adresse adoptée, *ibid.* — Une députation de vingt-cinq membres est chargée de la présenter, p. 43. —Présentation de l'adresse, et réponse du Roi à la députation de la Chambre, p. 112.

ALBUFÉRA (M. le maréchal duc d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 168. — Texte de cette opinion, n° 12. — Reproduit les motifs d'un amendement qu'il a proposé sur l'art. 12, p. 279. —Propose d'ajourner toute décision sur la pétition de la dame Fabry, p. 1076. — Se refuse à l'ajournement de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1577.—Appuie une pétition de la dame veuve de Montigny et de ses fils, p. 1580.—S'élève, dans la discussion relative aux pétitions Sol et Begué, contre l'effet rétroactif du privilége de la Pairie, p. 1640.

AMENDEMENTS PROPOSÉS. —(Au projet de loi sur le régime sanitaire), p. 214 à 228, — 249 à 291. —(Au projet de loi sur la répression des délits de la presse), p. 776 à 960. — (Au projet de loi sur la police de la presse périodique), p. 1007 à 1042, — 1053 à 1057. — (Au projet de décision sur les pétitions Sol et Begué), p. 1669 à 1675.

AMORTISSEMENT. (Voyez *Caisse d'amortissement.*)

ANNIVERSAIRE (du 21 janvier). — Une grande députation est chargée d'assister au service qui sera célébré à Saint-Denis pour cet anniversaire, p. 352.

ARGOUT (M. le comte d'). — Appuie une pétition des marins pêcheurs du département de l'Aude, p. 182.—

Combat l'ajournement proposé du projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 476. — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 1067. — Appuie la prise en considération de la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1286.

B.

Barante (M. le baron de). — Soumet à la Chambre quelques observations sur une pétition des marins pêcheurs du département de l'Aude, p. 180. — Motive un amendement qu'il a proposé au projet de loi sur le régime sanitaire, p. 221. — Prend part à la discussion élevée sur une pétition du sieur Poubelle, p. 320 : *Un Pair s'étonne, etc.* — Appuie le renvoi de la pétition Loveday au Ministre de l'intérieur, p. 455. — Attaque le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 611. — Texte de son opinion, n° 37. — Abandonne un amendement proposé sur l'art. 2, p. 785. — Propose le rejet de l'art. 4, p. 829. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 18, p. 948. — Texte de son opinion, n° 69. — Demande une explication sur l'art. 3 du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1022. — Vote le rejet de l'art. 4, p. 1030. — Propose, pour l'examen des pétitions Sol et Begué, de proroger en qualité de commission spéciale le comité des pétitions, p. 1066. — Invoque de nouveaux motifs à l'appui de la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1293. — Demande, à l'occasion du projet de loi relatif au pont de Rouen, qu'on emploie dans le budget de l'État les sommes empruntées aux compagnies ou fournies par

les administrations locales pour des travaux publics, p. 1412.—Propose de renvoyer à la commission chargée de l'examen des pétitions Sol et Begué, une proposition tendante à réserver à la Chambre le droit de police sur ses membres en matière d'honneur, p. 1455.

Barcelonne (médecins français envoyés à). — Présentation d'un projet de loi relatif aux pensions à accorder, tant à ces médecins qu'aux sœurs de charité compagnes de leur dévouement, p. 1178. — Exposé des motifs, p. 1182. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1184. — Le projet y est examiné, p. 1343. — Soumis immédiatement à la délibération de la Chambre, p. 1345. —Adopté par elle, p. 1346.—Texte de ce projet, *ibid.*

Bastard (M. le comte de). — Prend part à la discussion de la loi sanitaire, p. 223 : *Un autre membre propose, etc.* — Appuie l'ajournement limité du projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 480. — Attaque le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 562. — Texte de son opinion, n° 32. — Développe les motifs d'un amendement à l'article 2 du même projet de loi, p. 786. — Texte de son opinion, n° 55. — Rectifie la rédaction de cet amendement, p. 820. — Reproduit les motifs d'un amendement qu'il a proposé sur l'art. 17, p. 870. — Texte de son opinion, n° 61.— Modifie cet amendement, par la suppression de son dernier paragraphe, p. 929. — Appuie, en le restreignant, un article additionnel tendant à borner la durée de la loi, p. 958. — Demande une explication sur l'art. 3 du projet relatif à la police de la presse périodique, p. 1014.

Belliard (M. le comte). — Insiste sur la nécessité de

s'occuper de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1470. — Insiste pareillement, dans la discussion relative aux pétitions Sol et Begué, pour que la question de rétroactivité soit premièrement décidée, p. 1648.

Bernis (M. de), Archevêque de Rouen. — Nommé Pair le 24 août 1821, prête serment dans la séance royale du 5 novembre suivant, p. 6.— Son discours à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de Talleyrand-Périgord, p. 81.

Beurnonville (M. le baron de). — Nommé Pair le 24 avril 1821, prête serment dans la séance royale du 5 novembre suivant, p. 6. — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9.

Boissy d'Anglas (M. le comte de). — Appuie l'adoption d'un amendement proposé sur l'art. 2 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 793. — Celle d'un amendement proposé sur l'art. 3, p. 825. — Défend l'art. 11, p. 846. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 15, p. 861. — Combat l'art. 3 du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1019. — Propose d'adopter une marche fixe pour la délibération du projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 1173. — D'ordonner l'impression des développements d'une proposition relative à la traite des Noirs, p. 1301.— Demande qu'on mette un terme aux sacrifices consentis par les anciens Sénateurs sur leur pension annuelle, p. 1466.—Trouve admissible, même dans sa forme originaire, la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1468. — Fait adopter l'ordre du jour sur une pétition du sieur Blanc, p. 1580. — Du sieur de Saint-Jorre,

p. 1582. — Écarte l'idée de jugement sous laquelle on présente la décision relative aux pétitions Sol et Begué, et propose une rédaction plus abrégée de cette décision, p. 1619, 1620. — Abandonne cette rédaction pour en appuyer une autre, p. 1634. — Réclame la priorité pour celle-ci, p. 1638, 1639.

Bonnay (M. le marquis de). — Explique et justifie, dans la discussion du projet de loi sur les délits de la presse, la rédaction de l'art. 7, p. 840. — Voudroit rendre plus précise celle de l'art. 11, p. 847. — Soumet à la Chambre une proposition tendante à faire déterminer le mode d'exercice et les effets de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, p. 1082. — Abandonne provisoirement cette proposition, p. 1109. — Y revient et demande à la développer, p. 1406. — Développement qu'il en présente, p. 1436. — Pense qu'à moins d'obtenir l'assurance d'une loi prochaine, la Chambre doit s'occuper de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1470.

Bourlier (feu M. le comte), évêque d'Évreux. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le prince duc de Talleyrand, p. 28.

Brissac (M. le duc de). — Combat un amendement proposé sur l'art. 3 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 823. — Texte de son opinion, n° 60. — Défend le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 999. — Texte de son opinion, n° 74.

Broglie. (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 157. — Défend un amendement qu'il a proposé sur l'art. 7, p. 254. — Propose de réunir dans la discussion les art. 7 et 8, p. 260. — Insiste sur la suppression de ce dernier art.

p. 263. — Abandonne son amendement sur l'art. 7, p. 269. — Restreint un amendement proposé sur l'art. 10, p. 274. — Le restreint de nouveau, p. 276. — Appuie le renvoie proposé d'une pétition du sieur Poubelle p. 321. — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 356. — Défend les conclusions du rapport fait à la Chambre sur la pétition Loveday, p. 459. — Fait un nouveau rapport au nom du comité des pétitions, p. 467. — Appuie l'ajournement limité du projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 479. — Combat le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 667. — Texte de son opinion nº 44. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 1er de ce projet, p. 779. — La suppression proposée de l'art. 4, p. 833. — Vote le rejet de l'art. 11, p. 844. — Propose de diviser la délibération de l'art. 17, p. 868. — Appuie un amendement proposé sur cet article, p. 916. — S'oppose au renvoi des pétitions Sol et Begué, p. 1065. — Au renvoi de la proposition faite par M. le marquis de Bonnay, p. 1083. — Soumet à la Chambre une proposition tendante à supplier le Roi d'assurer l'entière abolition de la traite des Noirs, p. 1109. — Développe les motifs de cette proposition, p. 1184. — La justifie du reproche d'inculper le Gouvernement, p. 1295. — Offre d'en modifier la rédaction, p. 1297. — Consent à l'ajournement, p. 1301. — Engage la Chambre à s'occuper de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1467.

Budget de 1820 (Projet de loi relatif au règlement définitif de ce budget). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1044. — Exposé des motifs,

ibid. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1053. — Les projets y sont examinés, p. 1059. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1060. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 1127. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, sur l'ensemble des projets MM. le marquis de Marbois et le comte Roy; sur le premier projet en particulier MM. le baron Pasquier, le duc Decazes, et le marquis de Marbois; sur le quatrième projet MM. le marquis de Marbois et le comte Roy) p. 1302 à 1305. — 1308 à 1331. — Adoption collective des six projets, p. 1332. — Texte des projets adoptés, *ibid.*

Budget de 1822 (Projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1539. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1552. — Le projet y est de suite examiné, p. 1553. — Nomination immédiate d'une commission spéciale, p. 1554. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 1679. — Discussion, en assemblée générale, sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, le vice-amiral comte Truguet, le comte Curial, le comte Roy, le Ministre des finances, le duc de Lévis, le vice-amiral comte Verhuell, le duc de La Vauguyon, le baron Portal, et le duc de Fitz-James), p. 1710 à 1714 — 1719 à 1771. — Délibération des articles (dans cette discussion sont entendus, sur l'art 5 M. le comte Ruty, sur l'art 8 M. le marquis de Rougé), p. 1771 à 1778. — Adoption du projet, p. 1778. — Texte du projet adopté, p. 1779.

Bureau de la Chambre. — Sa formation provisoire, p. 9. — Définitive, p. 11.

Bureaux (Formation et renouvellement des). — Première formation, le 10 novembre 1821, p. 16. — Premier renouvellement, le 18 décembre, p. 322. — Second renouvellement, le 29 janvier 1822, p. 467. — Troisième renouvellement, le 16 mars, p. 1060. —

Bureaux (Organisation des). — Lors de la première formation, n° 1. — Lors du premier renouvellement, n° 16. — Lors du second, n° 26. — Lors du troisième, n° 81.

C.

Caisse d'amortissement (Commission de surveillance de la). — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, son président, p. 626. — L'impression en est ordonnée, p. 627. — Texte du rapport imprimé, n° 39. — La Chambre désigne trois candidats pour la présidence triennale de la commission de surveillance, p. 1435. — Lettre du Ministre annonçant que le choix du Roi est tombé sur M. le comte Mollien, p. 1793.

Canal de Saint-Maur (Projet de loi relatif à la concession des eaux surabondantes de ce canal). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1178. — Exposé des motifs, p. 1181. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1184. — Le projet y est examiné, p. 1343. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1345. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Mortemart, p. 1417. — Délibération immédiate du projet, p. 1423. — Il est adopté par la Chambre, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 1424.

Castellane (M. le comte de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1821, p. 11.—Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 179. — Défend l'art. 2 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 789. — Texte de son opinion, n° 56. — Repousse un article additionnel tendant à borner la durée de cette loi, p. 954. — Défend le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 976. — Texte de son opinion, n° 71. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1582.

Catellan (M. le marquis de). — Demande une addition à l'art. 15 du projet de loi sur les délits de la presse, p. 860. — Renonce à cette demande, p. 864. — Appuie un amendement proposé sur l'art 18, p. 940. — Texte de son opinion, n° 68. — Attaque l'art. 3 du projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 1007. — Texte de son opinion, n° 75.

Cérémonial observé à l'ouverture de la session, p. 1.— A la réception des nouveaux Pairs, p. 296. — 367.— 1307.

Chambre des Députés (La). — Annonce par un message qu'elle est définitivement constituée, p. 47.

Chambre des Pairs (La). — Se réunit, en vertu d'ordres du Roi, pour la session de 1821, p. 9. — Nomme ses secrétaires, p. 11. — Désigne des candidats pour la présidence triennale de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1435. — Se sépare, après avoir entendu la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 1795.

Chambre des Pairs (État actuel de la). — Le 31 juillet 1821, jour où fut close la session de 1820, la Chambre se trouvoit composée de 253 membres, non compris

M. le Président. Six Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1821, savoir:

Le 4 octob. 1821,	M. le marquis de Garnier.
Le 20,	M. le Cal duc de Talleyrand-Périgord.
Le 30,	M. le Cte Bourlier, évêque d'Évreux.
Le 8 novembre,	M. le comte Rapp.
Le 23 janv. 1822,	M. le comte Lebrun de Rochemont.
Le 4 février,	M. le comte de Valence.

Mais par ordonnances des 24 avril, 4 août, 24 septembre, 25 octobre et 13 décembre 1821, le Roi a créé sept nouveaux Pairs, dont six ont déja pris séance dans la Chambre. Un autre Pair (M. le comte de Vaudreuil) a été admis à titre héréditaire. Total, huit nommés ou admis au lieu de six décédés. La Chambre, en terminant sa session de 1821, se trouve donc composée de 255 membres, non compris M. le Président.

Chancelier de France, Président de la Chambre des Pairs. — Prononce, dans la séance royale du 5 novembre, la formule du serment à prêter par les nouveaux Pairs, p. 6. — Par les nouveaux Députés, *ibid.* — Proclame, au nom du Roi, l'ouverture de la session, p. 7. — Sa clôture, p. 1794.

Chaptal (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 116. — Défend les conclusions de ce rapport, p. 214.

Choiseul (M. le duc de). — Propose à la Chambre, de solliciter une loi sur l'ancienne dotation du Sénat et les dépenses de la Chambre des Pairs, p. 1456. — Pense que les éclaircissements donnés par le Grand-référendaire sur l'objet de cette proposition ne peu-

vent dispenser la Chambre de s'en occuper, p. 1466. — Propose, en écartant le projet de résolution relatif aux pétitions Sol et Begué, de passer à l'ordre du jour sur ces pétitions, p. 1518, 1519. — Texte de son opinion, n° 109. — Développe les motifs de sa proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1555. — Réclame contre les motifs énoncés dans l'ordre du jour adopté sur les pétitions Sol et Begué, p. 1677.

Clermont-Tonnerre (M. le marquis de). — Voyez *Ministre de la marine.*

Clôture de la Session. — Proclamation du Roi, relative à cette clôture, p. 1794. — La Chambre se sépare après l'avoir entendue, p. 1795.

Coigny (M. le duc de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9. — Propose un article additionnel au projet de loi sur les délits de la presse, p. 627. — Texte de son opinion, n° 40. — Insiste sur l'adoption de cet article, p. 953. Adopte la restriction qu'on y propose, p. 959.

Comité des pétitions (Formation et renouvellement de ce comité). — Première formation, le 10 novembre, p. 16. — Premier renouvellement, le 18 décembre, p. 323. — Second renouvellement, le 25 janvier 1822, p. 467. — Troisième renouvellement, le 19 mars, p. 1081.

Comité des pétitions (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Le 11 décembre 1821, par M. le duc de Saint-Aignan, p. 177. — Par M. le comte de Valence, p. 178. — Par M. le comte de Castellane, p. 179. — Par M. le vicomte de Montmorency, p. 183. — Le 14 du même mois, par M. le comte Molé, p. 230. — Par M. le comte de Valence, p. 232. — Le

18 décembre, par M. le comte Molé, p. 316. — Le 19 janvier 1822, par M. le duc de St.-Aignan, p. 354. — par M. le comte de Polignac, p. 355. — Par M. le comte Digeon, *ibid.* — Par M. le duc de Broglie, p. 356. — Le 26 du même mois, par M. le duc de St.-Aignan, p. 431. — Le 29, par M. le duc de Broglie, p. 467. — Par M. le comte de Polignac, p. 468. — Par M. le marquis de Raigecourt, p. 469. — Par M. le vicomte Digeon, p. 470. — Le 16 mars, par M. le comte de Cornet, p. 1062. — Par M. le comte d'Argout, p. 1067. — Par M. le comte d'Haussonville, p. 1070. — Par M. le comte d'Orvilliers, p. 1071. — Par M. le vicomte Digeon, p. 1077. — Le 23 avril, par M. le comte d'Orvilliers, p. 1579. — Par M. le duc de La Force, p. 1581. — Par M. le comte de Castellane, p. 1582. — Par M. le comte de Contades, p. 1583. — Le 29 avril, par M. le duc de Doudeauville, p. 1717.

COMMISSIONS DE TROIS MEMBRES, désignées par le sort. — Pour vérifier l'âge et les titres de M. le comte Siméon, p. 294. — De MM. le comte Roy et le baron Portal, p. 351. — De M. le comte de Vaudreuil, p. 1162.

COMMISSIONS SPÉCIALES, nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'une adresse au Roi. p. 12. — Pour l'examen du projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 113. — De la proposition tendante à solliciter une loi qui détermine la compétence judiciaire de la Chambre, p. 114. — Du projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, p. 328. — De la proposition tendante à solliciter une loi qui

autorise la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 474. — Du projet de loi relatif à la répression des délits de la presse, p. 492. — Du projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 549. — Des 5 projets de loi relatifs au réglement définitif du budget de 1820, p. 1060.—Des petitions Sol et Begué, p. 1086.—Des deux projets de loi relatifs à l'achèvement du pont de Rouen et à la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur, p. 1345. — Du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822, p. 1554. — Pour l'examen de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1715.

Compétence de la Cour des Pairs (Proposition tendante à solliciter une loi qui détermine cette compétence). — Exposé sommaire de la proposition, p. 17. — Discussion pour savoir s'il y a lieu de s'en occuper, p. 18 à 25. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 25. — L'auteur (M. le comte Ferrand), en développe les motifs, p. 93. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 109. — La proposition y est examinée, p. 111. — Nomination d'une commission spéciale, p. 114. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Pastoret, p. 137. — La Chambre renvoie à la même commission l'examen d'une seconde proposition, tendante à faire déterminer par les moyens qui seront jugés convenables les formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 316. — Nouveau rapport fait en conséquence par M. le comte Ferrand, et suivi d'un projet de résolution relatif tant à la compétence qu'aux formes de procéder, p. 368. — Discussion pour savoir quand la Chambre

s'en occupera (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Talleyrand, le comte d'Argout, le comte Molé, le marquis de Lally-Tolendal, le duc de Broglie, le rapporteur de la commission et le comte de Bastard), p. 475 à 481. — La discussion du projet est renvoyée après la délibération des projets de loi sur les délits de la presse et sur la police des journaux, p. 481. — Ouverture de cette discussion, p. 1113. — La Chambre entend sur le projet, MM. le comte Cornudet, le comte De Seze, le comte Fabre de l'Aude, le duc Decazes, le comte de Polignac, le marquis de Rougé, le comte Molé et le rapporteur de la commission, p. 1114 à 1126. — Reprise de la discussion (lors de laquelle sont entendus le rapporteur de la commission, MM. le comte Fabre de l'Aude, le comte De Seze, le comte Molé, le comte de Pontécoulant, le comte de Boissy d'Anglas et le comte de Ségur), p. 1163 à 1174. — La Chambre ajourne le projet de résolution, p. 1174.

Contades (M. le comte de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 1583.

Contrainte par corps (pétitions tendantes à faire autoriser contre un Pair l'exercice de cette contrainte). Voyez *Sol et Begué*.

Contrainte par corps. — (Proposition tendante à déterminer le mode d'exercice et les effets de cette contrainte contre les membres de la Pairie.) — Exposé sommaire de cette proposition, p. 1082. — L'auteur en demande le renvoi à la commission chargée d'examiner les pétitions Sol et Begué, *ibid.* — Discussion engagée à ce sujet (et dans laquelle sont entendus MM. le comte Molé, le duc de Broglie, le comte de

Ségur, le marquis de Lally et le comte de Pontécoulant), p. 1082 à 1085.— La Chambre, sans ordonner le renvoi, décide qu'elle s'occupera de la proposition, p. 1085.—L'auteur y renonce provisoirement, p. 1109. — Il la reprend et demande à la développer, p. 1406. — Développements qu'il en présente, p. 1436. — La proposition originaire se trouvant changée par ces développements, M. le Président observe qu'il ne peut y avoir lieu à la prise en considération, p. 1454.— On propose de renvoyer la nouvelle proposition à la commission spéciale pour avoir son avis, p. 1455. — Ce renvoi est ordonné, p. 1456.— Avis de la commission présenté par son rapporteur, M. le marquis de Lally, p. 1504. — (La proposition n'a pas eu d'autres suites.)

Cornet (M. le comte de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 1062.

Cornudet (M. le comte). — Propose de modifier l'art. 1er du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 778. —Texte de son opinion, nº 54. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 17, p. 880.—Propose un amendement à l'art. 18, p. 936. — Texte de son opinion, nº 66. —Combat le projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 1114.—Texte de son opinion, nº 83.— Combat le projet de résolution proposé par la commission spéciale chargée de l'examen des pétitions Sol et Begué, p. 1505. — Texte de son opinion, nº 106.

Cour des Pairs.—Proposition relative à sa compétence. (Voyez *Compétence.*)—Autre proposition relative à ses formes de procéder. (Voyez *Formes de procéder.*)

Curial (M. le comte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1821, p. 11. — Appuie l'adoption

du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822, p. 1723. — Texte de son opinion, n° 128.

Cuvier (le conseiller d'état, baron). — Défend, en qualité de commissaire du Roi, le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 171 — 221 — 257. — Le projet de loi relatif à la répression des délits de la presse, p. 698 — 826 — 834 — 959.

D.

Dambray (M. le vicomte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1821, p. 11.

Daru (M. le comte). — Appuie le renvoi proposé de la pétition Loveday à divers Ministres, p. 446. — Texte de son opinion, n° 23. — Combat le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 692. — Texte de son opinion, n° 49. — Demande un éclaircissement sur l'art. 11 de ce projet, p. 850. — Appuie la proposition de renvoyer à une commission spéciale les pétitions Sol et Begué, p. 1065. — S'oppose à ce qu'on retranche du projet de décision relatif à ces pétitions, le considérant fondé sur les circonstances de fait, p. 1604. — Doute qu'à cet égard la Chambre soit suffisamment instruite pour se décider, p. 1619. — Observe que voulant statuer par voie de décision spéciale, elle ne peut séparer les faits des principes, p. 1622, 1623.

Decazes (M. le duc). — Demande une explication sur l'art. 11 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 850. — Une autre explication sur l'art. 16 du même projet, p. 866. — Propose de décider, à part toute question de forme, que la Chambre s'occupera de la

proposition relative à la traite des Noirs, p. 1111. — Appuie le renvoi à la commission, ou l'ajournement indéfini, du projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 1122. — Insiste sur le renvoi à la commission, p. 1166 à 1169. — Appuie ce renvoi par de nouveaux motifs, p. 1172. — Insiste sur la prise en considération de la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1298. — Ajoute aux explications données par un autre Pair sur le premier des projets de loi relatifs au réglement du budget de 1820, p. 1319. — Appuie l'adoption du projet de résolution tendant à provoquer la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 1489 à 1493. — La demande d'une explication positive sur les faits résultant des pétitions Sol et Begué, p. 1599. — Discute le projet de décision proposé sur ces pétitions, p. 1609 à 1612. — Texte de son opinion, nº 121. — Combat les rédactions présentées par différents Pairs, p. 1621, 1622.

De Gerando (Le conseiller d'état, baron). — Défend, en qualité de commissaire du Roi, le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 209 — 215 — 222 — 275.

Délits de la presse (Projet de loi relatif à la répression de ces délits). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, p. 483. — Exposé des motifs, p. 484. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 488. — Le projet y est examiné, p. 491. — Nomination d'une commission spéciale, p. 492. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Portalis, p. 500. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus, MM. le duc de La Roche-

foucauld, le comte de Saint-Roman, le comte de Bastard, le Garde des sceaux, Ministre de la justice, le prince duc de Talleyrand, le duc de Fitz-James, le marquis de Lally-Tolendal, le Pair de France, Ministre des affaires étrangères, le baron de Barante, le comte de Polignac, le duc de Coigny, le comte Molé, le Pair de France, Ministre de la marine, le marquis d'Herbouville, le duc de Broglie, le comte de Pontécoulant, le comte De Sèze, le maréchal prince d'Eckmuhl, le comte de Ségur, le comte d'Orvilliers, le comte Daru, le commissaire du Roi baron Cuvier, et le marquis Dessolle), p. 551 à 724. — Résumé soumis à la Chambre par le rapporteur de la commission, p. 724. — Délibération des articles (dans cette délibération sont entendus sur l'article premier, MM. le comte Cornudet, le Ministre de l'intérieur, le duc de Broglie, le comte de Ségur et le comte Lanjuinais. — Sur l'article 2, MM. le comte de Bastard, le comte de Castellane, le comte de Pontécoulant, le commissaire du Roi Vatimesnil, le baron Pasquier, le Ministre de l'intérieur et le comte de Montalivet. — Sur l'article 3, MM. le marquis de Lally, le comte Molé, le duc de Brissac, le comte de Boissy-d'Anglas, le baron Pasquier et le commissaire du Roi baron Cuvier. — Sur l'article 4, MM. le baron de Barante, le comte Lanjuinais, le duc de Broglie, le commissaire du Roi baron Cuvier et le comte de Ségur. — Sur l'article 7, MM. le comte Lanjuinais, le marquis de Bonnay, le marquis de Lally, le comte Molé et le Garde des sceaux. —Sur l'art. 10, M. le comte Lanjuinais.—Sur l'art. 11, MM. le duc de Broglie, le comte de Boissy-d'Anglas, le marquis de Lally, le comte Lanjuinais, le mar-

quis de Bonnay, le Garde des sceaux, le comte Molé, le comte de Montalivet, le marquis de Marbois, le duc Decazes et le comte Daru. — Sur les articles 12 et 13, M. le comte Lanjuinais. — Sur l'article 14, le même Pair et le commissaire du Roi Jaquinot-Pampelune. — Sur l'article 15, MM. le comte de Ségur, le marquis de Catellan, le duc de Lévis, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte de Pontécoulant et le Garde-des-sceaux. — Sur l'article 16, MM. le comte Lanjuinais, le duc Decazes et le commissaire du Roi Jacquinot-Pampelune. — Sur l'article 17, MM. le comte de Bastard, le comte de Saint-Roman, le duc de La Rochefoucauld, le comte Cornudet, le commissaire du Roi de Vatimesnil, le duc de Broglie et le comte Lanjuinais. — Sur l'article 18, MM. le prince duc de Talleyrand, le comte Lanjuinais, le comte Cornudet, le comte Portalis, le marquis de Catellan, le commissaire du Roi Jacquinot-Pampelune et le baron de Barante. — Enfin sur un article additionnel proposé, MM. le duc de Coigny, le comte de Castellane, le marquis de Lally, le Garde des sceaux, le comte de Bastard, et le commissaire du Roi baron Cuvier), 776 à 960. — Adoption du projet, modifié par un amendement fait à l'article 2, p. 961.

Députations. — De 12 Pairs et de 25 Députés, chargée d'aller recevoir le Roi lors de l'ouverture de la session, p. 2. — Grande députation, chargée de présenter à Sa Majesté l'adresse de la Chambre, p. 44. — D'aller, au nom de la Chambre, complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 348. — D'assister au service anniversaire du 21 janvier, p. 352.

De Sèze (M. le comte). — Invoque l'ordre du jour sur la

pétition du sieur Poubelle, p. 318. — Défend le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 676. — Texte de son opinion, n° 45. — Appuie le maintien de l'article 3 du projet relatif à la police de la presse périodique, p. 1010. — Celui de l'article 4 du même projet, p. 1028. — Texte de son opinion sur les deux articles, n° 76. — Discute le projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 1116. — Texte de son opinion, n° 84. — Appuie le renvoi proposé de ce projet à la commission, pour séparer les articles législatifs des articles réglémentaires, p. 1165. — Propose de passer à l'ordre du jour sur les pétitions Sol et Begué, en motivant cette décision sur l'inviolabilité absolue des membres de la Pairie, p. 1524 à 1529.

Dessolle (M. le marquis). — Prend part à la discussion de la loi sanitaire, p. 268. *Un quatrième opinant*, etc. — Attaque le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 722. — Texte de son opinion, n° 51.

Développements imprimés. — D'une proposition tendante à solliciter une loi qui détermine la compétence de la Cour des Pairs, n° 7. — D'une proposition tendante à faire déterminer par ordonnance du Roi les formes de procéder de la même Cour, n° 15, — D'une proposition tendante à solliciter une loi qui autorise la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, n° 20. — D'une proposition tendante à supplier le Roi d'assurer l'entière abolition de la traite des Noirs, n° 91. — D'une proposition tendante à déterminer le mode d'exercice et les effets de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, n° 102. — D'une proposition ten-

dante à provoquer une loi sur l'ancienne dotation du Sénat, et les dépenses de la Chambre des Pairs, n° 114.

Digeon (M. le vicomte). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 355.—Défend l'ordre du jour proposé sur la pétition Loveday, p. 452. — Fait un second rapport, au nom du comité des pétitions, p. 470. — Un troisième rapport, p. 1077. — Demande qu'on fixe un délai pour le rapport des pétitions Sol et Begué, p. 1066. — Renouvelle cette demande, p. 1085. — Pense que, d'après les assurances données par le Ministre, il n'y a plus à s'occuper de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1470. — En appuie l'ajournement, p. 1577. — Appuie, dans la discussion relative aux pétitions Sol et Begué, la seconde des rédactions proposées à la Chambre, p. 1651, 1652.

Discours du Roi à l'ouverture de la session. —Texte de ce discours, p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 10. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet d'adresse en réponse à ce discours, p. 12. (*Voy. Adresse au Roi.*)

Discours imprimés par ordre de la Chambre. — De M. le prince duc de Talleyrand, à l'occasion du décès de M. le comte Bourlier, évêque d'Evreux, n° 2. — De M. le marquis de Jaucourt, à l'occasion du décès de M. le marquis de Garnier, n° 4. — De M. de Bernis, archevêque de Rouen, à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de Talleyrand-Périgord, n° 5. — De M. le comte de Sparre, à l'occasion du décès de M. le comte Rapp, n° 6. — De M. le comte Siméon, Ministre de l'intérieur, pour la défense du projet de loi re-

latif au régime sanitaire, n° 13. — De M. le comte Lemercier, à l'occasion du décès de M. le comte Lebrun de Rochemont, n° 25. — De M. le Garde des sceaux, à l'occasion du projet de loi relatif aux délits de la presse, n° 33. — Du Pair de France, Ministre des affaires étrangères, pour la défense du même projet, n° 36. — Du Pair de France, Ministre de la marine, pour la défense du même projet, n° 42. — Du commissaire du Roi baron Cuvier, n° 50. — Du commissaire du Roi de Vatimesnil, n° 58. — Du même, n° 64. — Du Ministre des finances, pour la défense du projet de loi relatif à la police de la presse périodique, n° 73. — Du Pair de France, Ministre des affaires étrangères, pour la défense de l'art. 3 du même projet, n° 77. — De M. le comte de Lacépède, à l'occasion du décès de M. le comte de Valence, n° 82. — Du Ministre des finances pour la défense du projet de loi relatif à la fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1822.

Dotation du Sénat (Proposition tendante à solliciter une loi sur l'ancienne dotation du Sénat et les dépenses de la Chambre des Pairs). — Exposé sommaire de cette proposition, p. 1456. — Éclaircissements donnés par le Pair de France, Grand-référendaire de la Chambre, p. 1457. — Discussion pour savoir s'il y a lieu de s'occuper de la proposition (dans cette discussion sont entendus le Pair de France, Ministre des affaires étrangères, le comte Lanjuinais, le comte de Boissy-d'Anglas, l'auteur de la proposition, duc de Choiseul, le duc de Broglie, le comte Molé, le comte de Polignac, le comte de Pontécoulant, le vicomte Digeon, le marquis de Bonnay et le comte Belliard), p. 1465 à 1471. — La Chambre décide qu'elle s'en

occupera, p. 1471. — L'auteur en développe les motifs, p. 1555. — Discussion sur la prise en considération (dans cette discussion sont entendus MM. le Pair de France, Ministre des affaires étrangères, le comte Molé, le comte Roy, le duc de Lévis, le marquis de Lally, le comte de Tracy, le vicomte Digeon et le maréchal duc d'Albuféra), p. 1570 à 1577. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 1578. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1714. — (La clôture de la session n'a pas permis à la commission nommée de faire son rapport).

Doudeauville (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 1717.

Douglas-Loveday (Le sieur).— Rapport fait à la Chambre, par M. le duc de Saint-Aignan, sur une pétition de cet étranger, p. 431. — La Chambre ordonne l'impression du rapport, p. 445. — Discussion engagée sur ses conclusions (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Lally-Tolendal, le comte Daru, le baron Pasquier, le vicomte Digeon, le comte Lanjuinais, le baron de Barante, le comte de Ségur, le comte de Pontécoulant et le duc de Broglie), p. 445 à 461. — La Chambre adopte, au scrutin, l'ordre du jour proposé par le rapporteur, p. 461.

Douzièmes provisoires. Voyez *Recouvrement*.

E.

Eckmuhl (M. le maréchal prince d'). — Attaque le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 681. — Texte de son opinion, n° 46.

Établissements sanitaires (Projet de loi relatif à la création de nouveaux). — Présenté à la Chambre par le

Ministre de l'intérieur, p. 1585. — Exposé de motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1588. — Le projet y est examiné, p. 1629. — Soumis à la délibération de la Chambre, p. 1630. — Adopté par elle, *ibid.* — Texte de ce projet, p. 1631.

Étangs salés. Voyez *Marins pêcheurs.*

Excuses de différents Pairs, empêchés par divers motifs de partager les travaux de l'assemblée, p. 15—47

F.

Fabre de l'Aude (M. le comte). — Soumet à la Chambre différentes observations sur le projet de résolution relatif à sa compétence judiciaire, p. 1119. — Texte de son opinion, n° 85. — Insiste sur le renvoi de ce projet à la commission dont il est l'ouvrage, p. 1164.

Fabry (Pétition de la dame). — Rapport fait à la Chambre sur cette pétition par M. le comte d'Orvilliers, p. 1071. — Discussion sur le renvoi proposé au Ministre de la justice (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, le baron Pasquier et le maréchal duc d'Albuféra), p. 1075 à 1077.

Fédon (Jean-Baptiste), fusillé au Cap Français, le 27 octobre 1803. — Pétition tendante à faire réhabiliter sa mémoire, p. 1067. — Rapport fait à la Chambre sur cette pétition par M. le comte d'Argout, p. 1068. — Discussion sur le renvoi proposé au Ministre de la justice, p. 1069 à 1070. — La Chambre ordonne ce renvoi, p. 1070.

Ferrand (M. le comte). — Propose à la Chambre de solliciter une loi qui détermine sa compétence en matière criminelle, p. 17. — Développe les motifs de

cette proposition, p. 93. — Propose à la Chambre de solliter une ordonnance qui détermine ses formes de procéder comme Cour de justice, p. 134. — Développe les motifs de cette proposition, p. 296. — En modifie les termes, p. 315. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur les deux propositions, p. 368. — Combat l'ajournement proposé du projet de résolution joint à ce rapport, p. 479. — Propose de réduire le projet à la demande pure et simple d'une loi sur la compétence et les formes de procéder, p. 1125. — Reproduit cette proposition, p. 1163. — Texte de ses observations, n° 87.

Finances (Lois de). — Voyez *Recouvrement.* — *Budget de* 1820. — *Trésor royal.* — *Budget de* 1822.

Fitz-James (M. le duc de).—Défend le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 588. — Entretient la Chambre d'une discussion élevée à l'occasion d'un discours prononcé dans son sein, p. 1769.

Formes de procéder de la Cour des Pairs (Proposition tendante à les faire déterminer par ordonnance royale). — Exposé sommaire de cette proposition, p. 134. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 135. — L'auteur (M. le comte Ferrand) en développe les motifs, p. 296. — Discussion pour savoir si elle sera prise en considération (dans le cours du débat, l'auteur modifie sa proposition, et en réduit l'objet à déterminer, *par les moyens qui seront jugés convenables*, les formes de procéder de la Cour des Pairs), p. 311 à 316. — La proposition, ainsi modifiée, est renvoyée à la commission spéciale qui a fait son rapport sur une précédente proposition relative à la compétence judiciaire de la Chambre, p. 316. — (Voyez *Compétence.*)

G.

Garde nationale parisienne. — Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre pour la session de 1821, p. 10.

Garnier (Feu M. le marquis de). — Hommage rendu à sa mémoire par M. le marquis de Jaucourt, p. 65.

Grand-Référendaire de la Chambre (Le Pair de France). — Donne, à l'occasion d'une proposition faite par M. le duc de Choiseul, des éclaircissements détaillés sur l'ancienne dotation du Sénat et les dépenses de la Chambre des Pairs, p. 1457. — Observe que, dans ces éclaircissements, il n'a porté aucune atteinte aux droits des anciens sénateurs, p. 1469.

Haussonville (M. le comte d'). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 1070.

Herbouville (M. le marquis d'). — Défend le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 661. — Texte de son opinion, n° 43.

Hérédité de la pairie (Justification du droit d'). — Par M. le comte de Vaudreuil, p. 1161.

H.

Hommages faits a la Chambre. — Par M. l'Archevêque de Paris, de deux exemplaires d'une médaille à l'effigie du feu cardinal archevêque, son prédécesseur, p. 16. — Par M. le comte de Lacépède, d'un exemplaire des *OEuvres complètes de Buffon*, p. 111. — Par M. le marquis de Pastoret, du dix-septième volume des *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, p. 293. — Par l'éditeur de l'*Almanach royal*, d'un exemplaire de cet ouvrage pour 1822, p. 617.

I.

Impressions diverses (Session de 1821). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session forment 136 numéros. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi,	11
Développements,	6
Rapports,	16
Résumés,	4
Opinions,	78
Discours,	16
Observations,	1
Renouvellements des bureaux,	4
Total.	136

J.

Jacquinot-Pampelune (M. le conseiller d'état). — Défend, en qualité de commissaire du Roi, le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 854. — Donne des explications sur l'art. 16, p. 866. — Défend l'art. 18, p. 942.

Jaucourt (M. le marquis de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Garnier, p. 65.

L.

Lacépède (M. le comte de). — Supplée M. le comte de Valence dans les développements d'une proposition faite à la Chambre par ce Pair, p. 356. — Se rend, à

l'occasion de sa perte, l'interprète des regrets de l'assemblée, p. 1089. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la proposition dont il a présenté les développements, p. 1425. — (Voyez *Révision des procès criminels.*)

La Force (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 1581.

Lally-Tolendal (M. le marquis de). — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 17. — Reproduit ce projet, modifié d'après l'examen des bureaux, p. 37. — Propose de renvoyer aux trois Ministres de la justice, de l'intérieur, et des affaires étrangères, la pétition du sieur Loveday, p. 445. — Insiste sur ce triple renvoi, p. 458. — Se rallie avec d'autres Pairs à l'opinion limitative de l'ajournement sur le projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 478. — Attaque le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 597. — Texte de son opinion, n° 35. — Rectifie un fait relatif aux attributions du jury anglois, p. 680. — Motive un amendement qu'il a proposé sur l'article 3, p. 822. — Insiste sur l'adoption de cet amendement, p. 827. — Requiert la mention au procès-verbal d'une explication donnée sur l'art. 7, p. 840. — Voudroit étendre la disposition de l'art. 11, p. 846. — Appuie l'adoption d'un article additionnel tendant à borner la durée de la loi, p. 955. — Propose un article additionnel au projet de loi sur la presse périodique, p. 1054. — Développe les motifs de cette proposition, p. 1055. — Rappelle, à l'occasion des pétitions Sol et Begué, ce qui s'est fait en 1820 sur une semblable demande, p. 1083. — Fait, au nom

d'une commission spéciale, un rapport sur ces pétitions, p. 1358. — Défend le projet de résolution tendant à provoquer la révision des procès criminels, dans certains cas non prévus par le Code, p. 1479. — Texte de son opinion, n° 104. — Insiste sur la nécessité d'une décision à cet égard, p. 1489. — Expose l'avis de la commission à laquelle a été renvoyée la proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1504. — Soumet immédiatement à la Chambre le résumé des débats qui ont eu lieu sur le projet de résolution relatif aux pétitions Sol et Begué, p. 1530. — Appuie la prise en considération de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1575, 1576. — Fait un nouveau rapport, suivi d'un projet de décision motivée sur les pétitions Sol et Begué, p. 1588. — Offre de retrancher de ce projet le *considérant* fondé sur les circonstances de fait, p. 1604. — S'oppose à toute instruction nouvelle, et demande que la Chambre choisisse entre les rédactions présentées, p. 1624. — Combat le reproche fait au projet d'établir un principe trop général, p. 1627. — Soumet à la Chambre un nouveau résumé des débats, p. 1653.

Lanjuinais (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 204. — Combat l'ordre du jour proposé sur la pétition Loveday, p. 453. — Propose de supprimer l'art. 1er du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 781. — Appuie la suppression proposée de l'art. 4, p. 832. — Propose un changement de rédaction dans l'art. 7, p. 839. — Vote le rejet de l'art. 10, p. 843. — Le maintien de l'art. 11, p. 847. — Le rejet de l'art. 12, p. 852. — De l'art. 13, p. 853. — De l'art. 14, p. 854. — Du second paragraphe

de l'art. 16, p. 865. — Propose un amendement sur l'art. 17, p. 931. — La suppression de l'art. 18, p. 933. — Appuie, sur l'insuffisance de la loi existante, la nécessité d'accueillir la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1288. — Approuve la nouvelle rédaction présentée par l'auteur, p. 1301. — Rappelle un fait relatif à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1466. — Appuie l'adoption du projet de résolution relatif à la révision des procès criminels, p. 1493. — Observe que l'infamie résultante de la condamnation est reconnue par la loi même, p. 1499. — Propose de convertir en décision particulière la résolution générale proposée relativement aux pétitions Sol et Begué, p. 1510 à 1514. — Texte de son opinion, n° 107. — Défend, mais en proposant de le réduire à quelques lignes, le projet de décision présenté en conséquence, p. 1607. — Texte de son opinion, n° 119. — Rédaction abrégée qu'il propose, p. 1621. — Insiste sur cette rédaction, p. 1626. — Propose, attendu la divergence des opinions, de mettre d'abord aux voix l'ordre du jour, sauf à s'occuper ensuite des motifs, p. 1641 à 1643.

La Rochefoucauld (M. le duc de). — Combat le projet de loi relatif à la répression des délits de la presse, p. 552. — Texte de son opinion, n° 30. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 17, p. 878. — Texte de son opinion, n° 62.

La Vauguyon (M. le duc de). — Développe, à l'occasion du budget de 1822, un plan général d'amélioration de notre système de finances, p. 1757. — Texte de son opinion, n° 133.

Lecouteulx de Canteleu (M. le comte). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9.

LEMERCIER (M. le comte). — Son discours, à l'occasion du décès de M. le comte Lebrun de Rochemont, p. 464.

LESURQUE (Pétition de la veuve et des enfants du condamné Lesurque). — Rapport fait à la Chambre sur cette pétition, p. 232. — La Chambre ordonne l'impression, et adopte les conclusions du rapport, p. 248. — Renvoie au Ministre de la justice une pétition supplémentaire de la veuve Lesurque, *ibid.*

LETTRES-PATENTES, portant institution de titres de Pairie. — Communiquées à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 1043. — L'enregistrement en est ordonné, p. 1044.

LÉVIS (M. le duc de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 753. — Combat un amendement proposé sur l'art. 15 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 860. — Appuie l'ajournement de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1573 à 1575. — L'adoption du budget de 1822, p. 1746. — Texte de son opinion, n° 131.

LOI DE FINANCES. (Voyez *Budget de* 1822.)

LOI DES COMPTES. (Voyez *Budget de* 1820.)

LOVEDAY. (Voyez *Douglas-Loveday.*)

M.

MAILLY (M. le comte de). — M. le Président annonce que ce Pair vient d'atteindre l'âge requis pour siéger dans la Chambre avec voix délibérative, p. 499.

MARBOIS (M. le marquis de). — Appuie la proposition

de renvoyer au Ministre de la justice une pétition du sieur Poubelle, p. 320 : *Un Pair ajoute,* etc.—Soumet quelques observations à la Chambre sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, p. 338. —Texte de son opinion, n° 19. — Propose un amendement à l'art. 11 du projet de loi sur les délits de la presse, p. 849. — Combat le renvoi proposé des pétitions Sol et Begué, p. 1064. — Celui de la pétition Fédon, p. 1069. — Réclame contre les allégations injurieuses coutenues dans la pétition de la dame Fabry, p. 1075. — Soumet à la Chambre quelques observations sur l'ensemble des projets de loi relatifs au réglement du bugdet de 1820, p. 1302. — Texte de son opinion, n° 92. — Sur le 4e projet en particulier, p. 1324. — Texte de son opinion, n° 95. — Propose l'ordre du jour sans motifs sur les pétitions Sol et Begué, p. 1625. —Discute, à l'occasion du budget de 1822, le projet d'établissement d'une colonie blanche à la Guyane, p. 1710.—Texte de son opinion, n° 126. — Insiste sur les objections élevées contre ce projet, p. 1768.

Marins pêcheurs du département de l'Aude (Les).— Réclament contre la mise en ferme des étangs salés de ce département, p. 180. — Rapport fait à la Chambre sur leur pétition, *ibid.* — Éclaircissements donnés à ce sujet par un Pair, p. 180, 181.—Un autre Pair appuie le renvoi proposé de la pétition au Ministre de la marine et à la commission du budget, p. 182. — Ce renvoi est ordonné, *ibid.*

Ministre de la justice (M. le Garde des sceaux Ministre de la justice).—Présente à la Chambre le projet

de la loi relatif à la répression des délits de la presse, p. 483. — Le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 493. — Défend devant la Chambre le premier de ces projets, p. 575. — Texte de son discours, n° 33. — Justifie la disposition de l'art. 7, p. 841. — Donne des explications sur l'art. 11, p. 850. — Combat un article additionnel tendant à borner la durée de la loi, p. 956. — Donne des explications sur l'art. 3 du projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 1022. — Communique à la Chambre huit lettres-patentes, portant institution de titres de Pairie, p. 1043.

Ministre de la marine (le Pair de France). — Défend, devant la Chambre, le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 634. — Combat la proposition tendante à supplier le Roi de mieux assurer l'entière abolition de la traite des Noirs, p. 1282. — S'oppose à la clôture de la discussion sur les pétitions Sol et Begué, p. 1627.

Ministre de l'intérieur (Le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 48. — Défend ce projet, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 188. — Consent diverses modifications proposées à ses articles, p. 221, 223, 224, 251, 269, 272, 276, 279. — Défend le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 779. — 815. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la création de nouveaux établissements sanitaires, p. 1585.

Ministre des affaires étrangères (Le Pair de Fance). — Défend, devant la Chambre, le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 602. — Combat la division proposée de l'art. 17 de ce projet, p. 930. — Défend

le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 1014. — Appuie l'ajournement de la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1300. — Dissuade la Chambre de s'occuper de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1465. — S'oppose, lors de son développement, à ce qu'elle soit prise en considération, p. 1570. — Ne pense pas qu'en statuant sur les pétitions Sol et Begué, la Chambre doive s'astreindre aux formes judiciaires, p. 1622. — Reproche à l'une des rédactions proposées pour y statuer de fonder en apparence sur les faits une décision qui en réalité porte sur les principes, p. 1626. — Apporte à la Chambre la proclamation du Roi pour la clôture de la session, p. 1794.

Ministre des finances (Le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, p. 325. — Soutient la discussion de ce projet, p. 341. — Défend le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 986. — Justifie l'art. 4 de ce projet, et combat l'amendement qu'on y propose, p. 1032. — Insiste sur le maintien de l'art., p. 1038. — Présente à la Chambre cinq projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1820, p. 1044. — Combat la prise en considération de la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1293. — Présente un projet de loi relatif aux moyens d'assurer provisoirement le service du trésor royal, p. 1349. — Un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822, p. 1539. — Donne, à l'occasion des opinions émises sur ce projet, quelques éclaircissements sur notre situation financière, p. 1740.

Molé (M. le comte). Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 230. — Un second rapport, au nom du même comité, p. 316. — Défend ce rapport, p. 319. — Appuie l'ajournement limité du projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 477. — Combat le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 630. — Texte de son opinion, n° 41. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 3, p. 823. — Propose de renvoyer à la loi projetée sur les journaux la disposition de l'art. 7, p. 840. — De restreindre celle de l'art. 11, p. 849. — S'oppose au renvoi d'une proposition qui n'a pas subi les épreuves accoutumées, p. 1082. — Pense qu'on peut présenter en forme d'*adresse* la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1110. — Combat la proposition de renvoyer à la commission dont il est l'ouvrage, le projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 1124, 1125. — Insiste sur les raisons qu'il a données à ce sujet, p. 1165, 1166. — Appuie la prise en considération de la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1287. — Pense qu'on ne sauroit proscrire, sans en entendre les motifs, la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1468. — Que la forme d'*adresse* ne doit point empêcher de s'occuper de cette proposition, *ibid.* — En appuie la prise en considération, lors de son développement, p. 1572. — Combat, dans la discussion qui a lieu à cet égard, la priorité réclamée en faveur de l'ajournement, p. 1576. — Réclame contre la marche suivie dans la discussion relative aux pétitions Sol et Begué, p. 1604. — Pense que c'est en forme de jugement qu'il convient de statuer

sur ces pétitions, p. 1618. — Demande qu'avant tout on décide la question de rétroactivité, p. 1639. — Abandonne cette proposition pour demander un nouveau rapport sur les faits, p. 1652. — Texte de son opinion, n° 123.

Mollien (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, p. 331. — Au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, un rapport sur la situation de cette caisse, p. 626. — Au nom d'une commission spéciale, un rapport sur les cinq projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1820, p. 1127. — Est désigné candidat pour la présidence triennale de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1436. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822, p. 1679. — Fixe le choix du Roi pour la présidence triennale de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1793.

Montalembert (M. le baron de). — Invoque l'ordre du jour sur les pétitions Sol et Begué, p. 1064. — Discute en principe la question résultante de ces pétitions, et appuie le projet de décision présenté à la Chambre, p. 1605. — Texte de son opinion, n° 118.

Montalivet (M. le comte de). — Appuie un amendement proposé sur l'art. 2 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 816. — Un autre amendement proposé sur l'art. 11, p. 849. — Attaque le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 993.

Montmorency (M. le vicomte de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 183. — Défend, comme Ministre, le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 602. (Voyez *Ministre des affaires étrangères.*)

Mortemart (M. le duc de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9.

Mortemart (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'achèvement du pont de Rouen, p. 1407. — Un second rapport, au nom de la même commission, sur le projet relatif à la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur, p. 1417.

Mun (M. le marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1821, p. 11.

N.

Narbonne-Pelet (M. le duc de). — Appuie le projet de résolution proposé relativement aux pétitions Sol et Begué, p. 1514. — Texte de son opinion, n° 108.

Nouvel an. — Grande députation chargée d'aller, au nom de la Chambre, complimenter le Roi à l'occasion du nouvel an, p. 348.

O.

Observations. — De M. le comte Ferrand, sur le projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, n° 87.

Opinions distribuées à la Chambre par différents Pairs. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discus-

sion ne leur a point permis de prononcer, on croit devoir en donner ici la notice. Elles sont au nombre de douze, divisées ainsi qu'il suit : Sur le projet de loi relatif au *régime sanitaire*, une opinion de M. le comte Lanjuinais. — Sur la *pétition du sieur Douglas Loveday*, une opinion de M. le marquis de Lally-Tolendal. — Sur le projet de loi relatif à la répression des *délits de la presse*, six opinions, savoir : — De M. le duc de Fitz-James. — De M. le duc de Dalberg. — De M. le comte Lanjuinais. — De M. le marquis d'Herbouville. — De M. le duc de Narbonne-Pelet (avec une addition imprimée séparément). — De M. le marquis de Lally-Tolendal. — Sur le projet de loi relatif à la *police de la presse périodique*, deux opinions, savoir : — De M. le duc de Damas. — De M. le comte de Montalivet. — Sur la proposition relative à l'exécution des loi prohibitives de la *traite des Noirs*, une opinion de M. le comte Molé. — Sur les différentes rédactions proposées pour la décision relative aux *pétitions Sol et Begué*, une opinion de M. le comte De Sèze.

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de soixante-dix-huit, savoir : Sur le projet de loi relatif au *régime sanitaire*, trois opinions, de MM. le duc de Broglie, n° 10 ; le comte de Talleyrand, n° 11 ; et le maréchal duc d'Albuféra, n° 12. — Sur le projet de loi relatif aux trois premiers douzièmes des contributions de 1822, une opinion de M. le marquis de Marbois, n° 19. — Sur la *pétition du sieur Loveday*, deux opinions de MM. le comte Daru, n° 23 ; et le duc de Broglie, n° 24. — Sur le projet de loi relatif aux *délits de la presse*, dix-sept opinions, de MM. le duc de La Rochefoucauld, n° 30 ; le comte de Saint-Romau,

n° 31 ; le comte de Bastard, n° 32 ; le prince duc de Talleyrand, n° 34 ; le marquis de Lally-Tolendal, n° 35 ; le baron de Barante, n° 37 ; le comte de Polignac, n° 38 ; le duc de Coigny, n° 40 ; le comte Molé, n° 41 ; le marquis d'Herbouville, n° 43 ; le duc de Broglie, n° 44 ; le comte De Sèze, n° 45 ; le maréchal prince d'Eckmuhl, n° 46 ; le comte de Ségur, n° 47 ; le comte d'Orvilliers, n° 48 ; le comte Daru, n° 49, et le marquis Dessolle, n° 51. — Sur les *articles* du même projet, quatorze opinions, savoir : sur l'article 1er une opinion de M. le comte Cornudet, n° 54. — Sur l'article 2, quatre opinions, de MM. le comte de Bastard, n° 55 ; le comte de Castellane, n° 56 ; le comte de Pontécoulant, n° 57 ; et le baron Pasquier, n° 59. — Sur l'art. 3, une opinion de M. le duc de Brissac, n° 60. — Sur l'art. 17, quatre opinions, de MM. le comte de Bastard, n° 61 ; le duc de La Rochefoucauld, n° 62 ; le comte Cornudet, n° 63, et le duc de Broglie, n° 65. — Sur l'art. 18, quatre opinions, de MM. le comte Cornudet, n° 66 ; le comte Portalis, n° 67 ; le marquis de Catellan, n° 68, et le baron de Barante, n° 69. — Sur le projet de loi relatif à la *police de la presse périodique*, quatre opinions, de MM. le baron Pasquier, n° 70 ; le comte de Castellane, n° 71 ; le comte Siméon, n° 72, et le duc de Brissac, n° 74. — Sur les *articles* du même projet, trois opinions de MM. le marquis de Catellan, n° 75 ; le comte De Sèze, n° 76, et le duc de Richelieu, n° 78. — Sur le projet de résolution relatif à la *compétence de la Cour des Pairs*, trois opinions, de MM. le comte Cornudet, n° 83 ; le comte De Sèze, n° 84, et le comte Fabre de l'Aude, n° 85. — Sur les projets de loi relatifs au *réglement définitif du budget de* 1820, cinq

opinions, savoir : deux de M. le marquis de Marbois, nos 92 et 95 ; deux de M. le comte Roy, nos 93 et 96, et une de M. le baron Pasquier, no 94. — Sur le projet de résolution relatif à la *révision des procès criminels*, trois opinions de MM. le comte Portalis, no 103 ; le marquis de Lally, no 104, et le comte Siméon, no 105. — Sur le *projet* de résolution relatif aux *pétitions Sol et Begué*, six opinions, de MM. le comte Cornudet, no 106 ; le comte Lanjuinais, no 107 ; le duc de Narbonne-Pelet, no 108 ; le duc de Choiseul, no 109 ; le baron Pasquier, no 110, et le comte De Sèze, no 111. — Sur le *projet de décision* relatif aux mêmes pétitions, sept opinions, de MM. le comte Siméon, no 117 ; le baron de Montalembert, no 118 ; le comte Lanjuinais, no 119 ; le comte de Polignac, no 120 ; le duc Decazes, no 121 ; le comte Portalis, no 122, et le comte Molé, no 123. — Sur l'ensemble de la *loi de finances* pour 1822, huit opinions, de MM. le marquis de Marbois, no 126 ; le vice-amiral comte Truguet, no 12 ; le comte Curial, no 128 ; le comte Roy, no 129 ; le duc de Lévis, no 131 ; le vice-amiral comte Verhuell, no 132 ; le duc de La Vauguyon, no 133, et le baron Portal, no 134. — Sur l'art. 5 de la même loi, une opinion de M. le comte Ruty, no 135, et sur l'art. 8, une autre opinion de M. le marquis de Rougé, no 136.

Ordonnances du Roi communiquées à la Chambre dans le cours de la session. — Ordonnance du 25 octobre 1821, qui nomme Pair de France M. le comte Siméon, p. 294.

Orvilliers (M. le comte d'). — Défend le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 689. — Texte de son opinion, no 48. — Fait un rapport à la Chambre, au

nom du comité des pétitions, p. 1071. — Un second rapport au nom du même comité, p. 1579.

Ouverture de la session. — Jour et lieu de cette ouverture, p. 1. — Députation envoyée au-devant du Roi, p. 2. — Discours prononcé par Sa Majesté, *ibid.* — La session est déclarée ouverte, p. 7.

P.

Pasquier (M. le baron). — Nommé Pair le 24 septembre 1821, prête serment dans la séance royale du 5 novembre suivant, p. 6. — Appuie l'ordre du jour proposé sur la pétition Loveday, p. 449. — Défend un amendement proposé sur l'art. 2 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 813. — Texte de son opinion, n° 59. — Combat un autre amendement proposé sur l'art. 3, p. 826. — Attaque le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 964. — Texte de son opinion, n° 70. — Réclame contre l'interprétation qu'on y a donnée, p. 1013. — Regarde comme suffisante pour les journaux la loi générale de répression, p. 1018. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 4 du même projet, p. 1036. — Appuie le renvoi proposé d'une pétition de la dame Fabry, mais en repoussant les imputations qu'elle s'est permises, p. 1075 : *Un autre Pair, etc.* — Observe que, sous quelque forme qu'on la présente, toute demande de loi doit réunir le vœu des deux Chambres, p. 1111. — Soumet à l'assemblée quelques observations sur le premier des projets de loi relatifs au règlement du budget de 1820, p. 1316. — Texte de son opinion, n° 94. — Persiste dans ses observations, p. 1322. — Propose de statuer sur les pétitions Sol et Begué par voie de décision spéciale motivée, p. 1520

à 1524. — Texte de son opinion, n° 110. — De réduire à un seul les *considérants* du projet de décision présenté en conséquence, p. 1616 à 1618.—Déclare que, dans sa rédaction, il n'entend pas séparer les faits des principes, p. 1623, 1624.—Justifie cette rédaction d'un reproche qu'on lui adresse, p. 1626.—Réclame pour elle la priorité, p. 1635 à 1638. — Combat la proposition faite à la Chambre de régler en pareil cas ses décisions sur le besoin des circonstances politiques, p. 1646.

Pastoret (M. le marquis de), Vice-Président de la Chambre. — Préside l'assemblée en l'absence de M. le Chancelier, p. 114.— Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la proposition tendante à solliciter une loi qui détermine la compétence de la Cour des Pairs, p. 137.

Pétitions. — Du nommé Bert, p. 177. — Du sieur Mioche.— Du sieur Arpin. — Des maîtres d'hôtels garnis, aubergistes et logeurs de Paris, p. 178. — Du sieur Guyonnet de Senac. — Du sieur Oudotte, p. 179. — Des marins pêcheurs du département de l'Aude, p. 180. — Du sieur Poyet, p. 182. — D'un marchand de Paris contre un Pair. — De la famille Laboëssière, p. 183. — Du sieur Guyonnet de Senac *iterùm*. — Du sieur Poyet *iterùm*, p. 184.—De l'ex-colonel Touquet, p. 185. — Des membres du tribunal civil de Mende. — Du sieur Spy, p. 230.—Du sieur Favre, p. 231.—Du sieur Gianetti. — De la veuve et des enfants du condamné Lesurque, p. 232.—Du sieur Louaillier, p. 316.— Du sieur Spiess. — Du sieur Poubelle, p. 317. — Du sieur Revel, p. 354.—Du sieur Lauthier-Xaintrailles.— Du sieur Hanappier, p. 355.—Du sieur Mercier, p. 356.—Du sieur Douglas-Loveday, p. 431. — Du sieur Dufour de

Saint-Pathus. — Du sieur Béraud, au nom du sieur Chameroy. — Du sieur Peyrat, p. 468. — De la dame Torrant. — Du sieur Pelleport. — Du sieur Montresse, p. 469. — Du sieur Ledrieux. — De la dame Barbereau. — Du sieur Chenest, p. 470. — Des maîtres de forges de divers départements. — Du sieur Limous. — Du sieur Milius, p. 471. — Des sieurs Sol et Begué, p. 1062. — Du sieur Panéro. — Du sieur Blain des Cormiers. — Des colons français des îles du Vent. — Du sieur Fédon, p. 1067. — Du sieur Gervais. — Du sieur Doë, p. 1070. — Du sieur Couprand. — Du sieur Frémero. — Du sieur Montault. — Du comte de Franclieu. — De la dame Fabry, p. 1071. — Du sieur Martin. — Du sieur Dalmay. — Du sieur Sermet, p. 1078. — De la supérieure du couvent de Saint-Camille, p. 1079. — De la dame veuve de Montigny et de ses deux fils, p. 1579. — Du sieur Blanc. — Du sieur Soulès-Ferret. — Du sieur Faure, p. 1580. — Du sieur Tarry. — De cent quarante habitants de la ville de Brest. — Du sieur Bouchard, p. 1581. — Du sieur de Bouteiller. — Du sieur Tibord. — Du sieur de Saint-Jorre, p. 1582. — Du sieur Fontaine. — Des maires du canton de Thouarcé. — Du sieur Duport. — Du sieur Bolangier de Fougerolles, p. 1583. — Du sieur Damiens, p. 1584. — Du sieur Ferdinand Potter. — Du sieur Touret. — Des sieurs Vanderberghe et Ouvrard, p. 1718.

Pétitions de quelque importance. — Des marins pêcheurs du département de l'Aude, p. 180. — De l'ex-colonel Touquet, p. 185. — De la veuve et des enfants du condamné Lesurque, p. 232. — Du sieur Poubelle, p. 317. — Du sieur Douglas-Loveday, p. 431. — Des

sieurs Sol et Begué, p. 1062.—Du sieur Fédon, p. 1067. — De la dame Fabry, p. 1071.

Polignac (M. le comte de).— Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 355. — Un nouveau rapport, au nom du même comité, p. 468. — Appuie l'adoption du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 618. — Texte de son opinion, n° 38.— Défend l'art. 3 du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1020.—Insiste sur l'ajournement du projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 1123.—Propose d'ajourner la proposition relative à la traite des Noirs, 1296. —Désapprouve, dans la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, la forme d'*adresse* appliquée à une demande de loi, p. 1468. — Défend le projet de décision spéciale proposé sur les pétitions Sol et Begué, p. 1612 à 1616. —Texte de son opinion, n° 120.

Pont de Rouen. (Projet de loi relatif à l'achèvement de ce pont). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1178. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 1184. — Le projet y est examiné, p. 1343. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1345.— Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Mortemart, p. 1407. — Discussion immédiate du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le baron de Barante, le commissaire du Roi, directeur-général des ponts et chaussées, et le comte Molé), p. 1412 à 1415.—Adoption du projet, p. 1416. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Pontécoulant (M. le comte de). — Défend l'article 8 du projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 266 —

Appuie l'ordre du jour invoqué sur la pétition du sieur Poubelle, p. 458. — Propose un amendement au projet de loi sur la répression des délits de la presse, p. 665. — Soutient un amendement proposé sur l'article 2, p. 791. — Combat un amendement proposé sur l'article 15, p. 861. — Insiste sur le renvoi des pétitions Sol et Begué à une commission spéciale, p. 1065. — S'oppose à ce qu'on renvoie à la même commission une proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1083, 1084. — Désapprouve la forme d'*adresse* employée pour la proposition sur la traite des Noirs, p. 1110. — Discute le projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 1169 à 1172. — Insiste sur la nécessité de soumettre à l'autre Chambre la proposition relative à la traite des Noirs, p. 1297. — Demande qu'on rectifie dans sa forme la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1469.

Ponts et chaussées (Le conseiller d'État directeur-général des). — Donne à la Chambre quelques explications demandées à l'occasion du projet de loi relatif au pont de Rouen, p. 1413-1414-1415.

Portal (M. le baron). — Nommé Pair de France, adresse à la Chambre ses lettres de nomination, p. 351. — Une commission est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Pastoret, p. 353. — La Chambre fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 354. — Il est admis à prendre séance, p. 368. — Combat les reproches adressés au Ministre de la marine, dans la discussion de la loi des finances, p. 1765. — Texte de son opinion, n° 134. — Répond aux observations de M. le duc de Fitz-James, p. 1770.

PORTALIS (M. le comte). — Combat les doctrines énoncées dans le rapport fait à la Chambre sur la pétition du sieur Poubelle, p. 319. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la répression des délits de la presse, p. 500. — Résume la discussion qui a eu lieu sur l'ensemble de ce projet, p. 724. — Défend l'article 18, p. 938. — Texte de son opinion, n° 67. — Combat le projet de résolution tendant à provoquer la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 1471. — Texte de son opinion, n° 103. — Appuie, dans la discussion relative aux pétitions Sol et Begué, la seconde des rédactions proposées à la Chambre, p. 1648 à 1651. — Texte de son opinion, n° 122.

POUBELLE (Pétition du sieur). — Rapport fait à la Chambre sur cette pétition par M. le comte Molé, p. 317. — Discussion sur le renvoi proposé au Ministre de la justice (dans cette discussion sont entendus, MM. le comte De Sèze, le comte Portalis, le marquis de Marbois, le baron de Barante et le duc de Broglie), p. 318 à 322. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 322.

PRESSE PÉRIODIQUE (Projet de loi relatif à la police de la). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, p. 493. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 496. — Le projet y est examiné, 499. — Nomination d'une commission spéciale, p. 549.—Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Lévis, p. 753. — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus,

MM. le baron Pasquier, le comte de Castellane, le comte Siméon, le Ministre des finances, le comte de Montalivet, et le duc de Brissac), p. 963 à 1004. — Résumé des débats par le rapporteur de la commission, n° 79. — Délibération des articles (dans cette délibération sont entendus, sur l'article 3, MM. le marquis de Catellan, le comte De Sèze, le baron Pasquier, le comte de Bastard, le Pair de France, Ministre des affaires étrangères, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte de Polignac, le comte de Ségur, le baron de Barante et le Garde des sceaux, Ministre de la justice; sur l'article 4, MM. le duc de Richelieu, le comte De Sèze, le baron de Barante, le Ministre des finances et le baron Pasquier; sur l'article 5, MM. le marquis de Lally et le marquis de Talaru), p. 1007 à 1042; 1053 à 1057. — Adoption pure et simple du projet, p. 1057.

Projets de loi imprimés. — Projet relatif au régime sanitaire, n° 3. — Au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, n° 17. — A la répression des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, n° 27. — A la police de la presse périodique, n° 28. — Projets relatifs au règlement définitif du budget de 1820, n° 80. — A l'achèvement du pont de Rouen, n° 88. — A l'achèvement du canal de Saint-Maur, n° 89. — Aux pensions à accorder aux médecins français envoyés à Barcelonne, n° 90.—Aux moyens d'assurer provisoirement le service du Trésor royal, n° 97. — A la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822, n° 113. — A la création de nouveaux établissements sanitaires, n° 115.

PROPOSITIONS FAITES A LA CHAMBRE. — De solliciter une loi qui détermine sa compétence en matière criminelle, p. 18. — Une ordonnance qui détermine ses formes de procéder comme Cour de justice, p. 134. — Une loi qui autorise la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 294. — De déterminer le mode d'exercice et les effets de la contrainte par corps contre les membres de la Pairie, p. 1082. — De faire une adresse au Roi pour supplier Sa Majesté d'assurer par les moyens qu'elle jugera convenables, l'entière abolition de la *traite des Noirs*, p. 1110. — De solliciter une loi sur l'ancienne dotation du Sénat et les dépenses de la Chambre des Pairs, p. 1456.

R.

RAIGECOURT (M. le marquis de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 469.

RAPP (Feu M. le comte). — La Chambre est informée de son décès, p. 27. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Sparre, p. 86.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE, au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 116. — Par M. le marquis de Pastoret, sur la proposition tendante à solliciter une loi qui détermine la compétence de la Cour des Pairs, p. 137. — Par M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, p. 331. — Par M. le comte Ferrand, sur ses deux propositions relatives, l'une à la compétence, l'autre aux formes de procéder de la Cour

des Pairs, p. 368. — Par M. le comte Portalis, sur le projet de loi relatif à la répression des délits de la presse, p. 500. — Par M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 753. — Par M. le comte Mollien, sur les cinq projets de loi relatifs au réglement du budget de 1820, p. 1127. — Par M. le marquis de Lally-Tolendal, sur deux pétitions adressées à la Chambre par les sieurs Sol et Begué, p. 1358. — Par M. le marquis de Mortemart, sur le projet de loi relatif à l'achèvement du pont de Rouen, p. 1407. — Par le même, sur le projet relatif à la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur, p. 1417. — Par M. le comte de Lacépède, sur la proposition tendante à solliciter une loi pour la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 1425. — Par M. le marquis de Lally-Tolendal, sur la décision à prendre relativement aux pétitions Sol et Begué, p. 1588. — Par M. le comte Mollien, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822, p. 1679.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre. — Sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, n° 8. — Sur la proposition tendante à solliciter une loi qui détermine la compétence de la Cour des Pairs, n° 9. — Sur la pétition de la veuve et des enfants du condamné Lesurque, n° 14. — Sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, n° 18. — Sur deux propositions relatives, l'une à la compétence, l'autre aux formes de procéder de la Cour des Pairs, n° 21. — Sur la pétition du sieur Douglas-Loveday,

n° 22. — Sur le projet de loi relatif à la répression des délits de la presse, n° 29. — Sur la situation de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations, n° 39. — Sur le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, n° 53. — Sur les cinq projets de loi relatifs au réglement du budget de 1820, n° 86. — Sur deux pétitions adressées à la Chambre par les sieurs Sol et Begué, n° 98. — Sur le projet de loi relatif à l'achèvement du pont de Rouen, n° 99. — Sur le projet relatif à la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur, n° 100. — Sur la proposition tendante à solliciter une loi pour la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, n° 101. — Sur la décision à prendre relativement aux pétitions Sol et Begué, n° 116. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1822, n° 125.

Réception de nouveaux Pairs. — De MM. le baron de Beurnonville, de Bernis archevêque de Rouen, et le baron Pasquier, p. 11. — De M. le comte Siméon, p. 296. — De MM. le comte Roy et le baron Portal, p. 367. — De M. le comte de Vaudreuil, p. 1307.

Recouvrement (Projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 325. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 326. — Le projet y est de suite examiné, p. 327. — Nomination d'une commission spéciale, p. 328. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 331. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus M. le marquis

de Marbois et le Ministre des finances), p. 338 à 346. — Adoption du projet, p. 346. — Texte du projet adopté, p. 347.

Régime sanitaire (Projet de loi relatif au). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 48. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression, et renvoi aux bureaux, p. 65. — Le projet y est examiné, p. 111. — Nomination d'une commission spéciale, p. 113. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 116. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Broglie, le comte de Talleyrand, le maréchal duc d'Albuféra, le commissaire du Roi baron Cuvier, le Ministre de l'intérieur comte Siméon, le comte Lanjuinais et le commissaire du Roi baron de Gérando), p. 157 à 176. — 187 à 213. — Délibération des articles, p. 213 à 228. — 249 à 291. — Adoption du projet, modifié par divers amendements, p. 292.

Résolutions de la Chambre. — Résolution du 15 avril 1822, tendante à provoquer une loi pour la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 1500.

Résumé des débats. — Sur le projet de loi relatif aux délits de la presse, n° 52. — Sur le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, n° 79. — Sur le projet de résolution relatif aux pétitions Sol et Begué, n° 112. — Sur les diverses rédactions proposées pour motiver à cet égard la décision de la Chambre, n° 124.

Révision des procès criminels (Proposition tendante à solliciter une loi qui l'autorise dans certains cas non prévus par le Code). — Exposé sommaire de cette proposition, p. 294. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 295. — Développement des motifs (lu à la

Chambre par M. le comte de Lacépède, en l'absence et pour l'indisposition de l'auteur, M. le comte de Valence), p. 356.—Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 366. — La proposition y est examinée, p. 367. — Nomination d'une commission spéciale, p. 474. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Lacépède, p. 1425. — Discussion, en assemblée générale, du projet de résolution joint au rapport (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Portalis, le marquis de Lally-Tolendal, le comte Siméon, le duc Decazes, le comte Lanjuinais, et le duc de Broglie), p. 1471 à 1499.—Adoption du projet, p. 1500. — Texte du projet adopté, *ibid.* — Arrêté qui en ordonne l'envoi à l'autre Chambre, après un délai de dix jours, *ibid.*

Richelieu (M. le duc de). — Combat l'art. 4 du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1025. — Texte de son opinion, n° 78.

Rochemont (Feu M. le comte Lebrun de). — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Lemercier, p. 464.

Rougé (M. le marquis de).—Propose de séparer, dans le projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, ce qui est législatif de ce qui n'est que réglémentaire, p. 1124.—Soumet à la Chambre quelques observations sur l'art. 8 de la loi de finances, p. 1776. — Texte de son opinion, n° 136.

Roy (M. le comte). — Nommé Pair de France, adresse à la Chambre ses lettres de nomination, p. 351. — Une commission est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Pastoret, p. 353. — La Chambre fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 354. —Il est admis à prendre séance, p. 368. — Défend et jus-

tifie, comme ancien Ministre des finances, les projets de loi relatifs au réglement du budget de 1820, p. 1308. — Texte de son opinion, n° 93. — Répond aux observations présentées contre le quatrième projet, p. 1328. — Texte de son opinion, n° 96. — Est désigné candidat pour la présidence triennale de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1436. — Appuie la prise en considération de la proposition relative à l'ancienne dotation du Sénat, p. 1572, 1573. — Explique ses motifs, et y persiste, p. 1575. — Combat, à l'occasion de la décision proposée sur les pétitions Sol et Begué, le privilége qu'on prétend attribuer à la Pairie, p. 1643 à 1646. — Soumet à la Chambre différentes observations sur la loi de finances de 1822, p. 1726. — Texte de son opinion, n° 129.

Ruty (M. le comte). — Combat les objections élevées, dans la discussion de la loi de finances, contre l'administration et le budget des poudres et salpêtres, p. 1771. — Texte de son opinion, n°. 135.

S.

Saint-Aignan (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 177. — Un second rapport, au nom du même comité, p. 354. — Un troisième rapport, sur la pétition du sieur Douglas-Loveday, p. 431.

Saint-Roman (M. le comte de). — Appuie l'adoption proposée du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 557. — Texte de son opinion, n° 31. — Combat un amendement proposé sur l'art. 17, p. 876. — Ré-

clame contre une induction tirée de la loi prohibitive du divorce, p. 1529.

SANTÉ PUBLIQUE. (Voyez *Régime sanitaire.* — *Établissements sanitaires.*)

SCRUTIN (Vote par). — Sur le projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 38.—Sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 292.—Sur le projet de loi relatif au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions directes de 1822, p. 346. — Sur la décision relative à la pétition Loveday, p. 461. — Sur un amendement tendant à rétablir le mot *constitutionnelle* dans l'art. 2 du projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 817. — Sur un autre amendement, relatif à l'art. 17, p. 931. — Sur la proposition d'un article additionnel au même projet, p. 960. — Sur l'ensemble de la loi, p. 961. — Sur l'art. 3 du projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 1023. — Sur un amendement proposé à l'art. 4, p. 1041. — Sur l'ensemble du projet, p. 1057. — Sur les cinq projets relatifs au règlement du budget de 1820, p. 1332. — Sur le projet relatif aux pensions à accorder aux médecins français envoyés à Barcelonne, p. 1346. — Sur le projet relatif aux moyens d'assurer provisoirement le service du trésor royal, p. 1352. — Sur le projet de loi relatif à l'achèvement du pont de Rouen, p. 1415. — Sur le projet relatif à la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur, p. 1423. — Sur le projet de résolution relatif à la révision des procès-criminels, p. 1500. — Sur le projet de loi relatif à la création de nouveaux établissements sanitaires, p. 1630. — Sur le projet de décision relatif aux pétitions Sol et Begué, p. 1676. — Sur le projet de loi de finances pour 1822, p. 1778.

Séance royale, du 5 novembre 1821. (Procès-verbal de cette séance). — Dressé par le Garde des archives, p. 7. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 9 et 10.

Séguier (M. le baron). — Demande qu'on fasse connoître positivement à la Chambre les faits relatifs aux pétitions Sol et Begué, p. 1599.

Ségur (M. le comte de). — Prend part à la discussion de la loi sanitaire, p. 223: *Un membre distingue*, etc. — 224—268 : *Un cinquième opinant*, etc. — 269 : *Un Pair observe*, etc. — Appuie le renvoi proposé de la pétition du sieur Poubelle, p. 457. — Attaque le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 683. — Texte de son opinion, n° 47. — Appuie un amendement proposé sur l'art. 1er, p. 780. — Un autre amendement proposé sur l'art. 4, p. 836. — Propose un amendement sur l'art. 15, p. 858. — Appuie la proposition faite de diviser la délibération de l'art. 17, p. 930. — Combat l'art. 3 du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1021. — Appuie le renvoi proposé de la pétition Fédon, p. 1070. — Celui de la proposition faite par M. le marquis de Bonnay, p. 1083. — Réclame la priorité pour l'ajournement proposé du projet de résolution relatif à la compétence de la Cour des Pairs, p. 1174. — Défend, dans la discussion relative aux pétitions Sol et Begué, le privilége de la Pairie, p. 1646, 1647.

Semonville (M. le marquis). (Voyez *Grand-référendaire de la Chambre.*)

Serment (Prestation de). — De MM. le baron de Beurnonville, de Bernis, archevêque de Rouen, et le baron Pasquier, p. 6. — De M. le comte Siméon, p. 296. — De MM. le comte Roy, et le baron Portal, p. 368. — De M. le comte de Vaudreuil, p. 1308.

Session de 1821. — Ouverte le 5 novembre, p. 7. — Close le 1er mai 1822, p. 1794.

Siméon (M. le comte). — Alors Ministre de l'intérieur, présente à la Chambre un projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 48. — Défend ce projet, lors de sa discussion en assemblée générale, p. 188. — Est nommé Pair de France, p. 294. — Reçu en cette qualité, p. 296. — Attaque le projet de loi relatif à la police de la presse périodique, p. 981. — Texte de son opinion, n° 72. — Combat le projet de résolution tendant à provoquer la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 1485. — Texte de son opinion, n° 105. — Attaque le principe de la décision proposée à la Chambre relativement aux pétitions Sol et Begué, p. 1600. — Texte de son opinion, n° 117.

Sol et Begué (Pétitions des sieurs). — Rapport fait à la Chambre, sur ces pétitions, par M. le comte de Cornet, p. 1062. — Discussion engagée à ce sujet (dans cette discussion sont entendus MM. le baron de Montalembert, le marquis de Marbois, le comte Daru, le duc de Broglie, le comte de Pontécoulant, le vicomte Digeon, et le baron de Barante), p. 1064 à 1066. — La Chambre ordonne le renvoi des pétitions à une commission spéciale, p. 1066. — Nomination de cette commission, p. 1086. — Rapport fait en son nom par M. le marquis de Lally-Tolendal, p. 1358. — Discussion, en assemblée générale, du projet de résolution joint à ce rapport (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Cornudet, le comte Lanjuinais, le duc de Narbonne-Pelet, le duc de Choiseul, le baron Pasquier, le comte De Sèze, et le comte de Saint-Ro-

man), p. 1505 à 1530. — Résumé des débats par le rapporteur de la commission, *ibid.* — M. le Président met aux voix la question de savoir s'il sera procédé par décision spéciale ou par déclaration de principes, p. 1538. — La Chambre adopte le premier parti, et charge sa commission de lui proposer, sur chaque pétition, une décision spéciale motivée, *ibid.* — Nouveau rapport fait en conséquence par M. le marquis de Lally-Tolendal, et suivi d'un projet de décision, p. 1588. — Discussion en assemblée générale de ce projet (dans cette discussion sont entendus MM. le baron Séguier, le comte Siméon, le rapporteur de la commission, marquis de Lally, le comte Molé, le baron de Montalembert, le comte Lanjuinais, le duc Decazes, le comte de Polignac, le baron Pasquier, le comte Daru, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Lanjuinais, le Pair de France, Ministre des affaires étrangères, le marquis de Marbois, et le Pair de France Ministre de la marine), p. 1599 à 1627. — La Chambre ajourne sa délibération, et ordonne l'impression des rédactions proposées par divers opinants, p. 1628. — Texte de ces rédactions, p. 1632. L'auteur de la quatrième déclare qu'il la retire, p. 1634. — Discussion sur les trois autres (dans cette discussion sont entendus MM. le baron Pasquier, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte Molé, le maréchal duc d'Albuféra, le comte Lanjuinais, le comte Roy, le comte de Ségur, le comte Belliard, le comte Portalis, et le vicomte Digeon), p. 1635 à 1651. — Nouveau résumé des débats par le rapporteur de la commission, M. le marquis de Lally, p. 1653. — La Chambre accorde la priorité à la troisième rédaction, p. 1669. — Amende-

ments qu'on y propose, p. 1669 à 1673.—La Chambre statue sur ces amendements, p. 1674, 1675. — Texte de la rédaction amendée, p. 1675. — Elle est adoptée au scrutin, p. 1676.

SPARRE (M. le comte de). — Son discours, à l'occasion du décès de M. le comte Rapp, p. 86.

TALARU (M. le marquis de). — Combat la proposition d'un article additionnel au projet de loi sur la presse périodique, p. 1055.

T.

TALLEYRAND (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 165. — Texte de cette opinion, n° 11. — Reproduit les motifs d'un amendement qu'il a proposé à l'article 1er du projet, p. 220. — Justifie un autre amendement proposé à l'art. 7, p. 261. — Propose d'ajourner indéfiniment le projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 475.

TALLEYRAND (M. le prince duc de). — Son discours, à l'occasion du décès de M. le comte Bourlier, évêque d'Evreux, p. 28. — Combat le projet de loi relatif aux délits de la presse, p. 584. — Texte de son opinion, n. 34. — Vote la suppression de l'art. 18 du même projet, p. 932.

TALLEYRAND-PERIGORD (Feu M. le cardinal de), Archevêque de Paris. — Hommage rendu à sa mémoire par M. de Bernis, Archevêque de Rouen, p. 81.

TOUQUET (Pétition de l'ex-colonel). — Rapport fait à la Chambre, sur cette pétition, par M. le vicomte de

Montmorency, p. 185. — La Chambre adopte les conclusions du rapport, p. 186.

Tracy (M. le comte de). — Attaque l'art. 8 du projet de loi relatif au régime sanitaire, p. 268 : *Un troisième opinant*, etc. — Pense que la question de prise en considération doit primer celle d'ajournement, p. 1576.

Traite des Noirs (Proposition tendante à supplier le Roi de mieux assurer l'entière abolition de la traite des Noirs). — Termes dans lesquels cette proposition est conçue, p. 1110.—Peut-elle, dans ces termes, devenir l'objet d'une *adresse* à Sa Majesté? Discussion engagée à ce sujet, et dans laquelle sont entendus MM. le comte de Pontécoulant, le comte Molé, le baron Pasquier, et le duc Decazes, p. 1110 à 1112. — L'auteur modifie les termes de sa proposition, p. 1112. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 1113. —L'auteur, M. le duc de Broglie, en développe les motifs, p. 1184. — Discussion sur la prise en considération (dans cette discussion sont entendus le Pair de France, Ministre de la marine, le comte d'Argout, le comte Molé, le comte Lanjuinais, le Ministre des finances, le baron de Barante, l'auteur de la proposition, le comte de Polignac, le comte de Pontécoulant, le duc Decazes, et le Pair de France, Ministre des affaires étrangères), pag. 1282 à 1301. — La Chambre ajourne la proposition, pag. 1301. — Elle ordonne, sur la demande d'un Pair, l'impression des développements, p. 1302.

Trésor royal (Projet de loi relatif aux moyens d'en assurer provisoirement le service). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1349. — Exposé des motifs, p. 1350. — Impression et renvoi aux

bureaux, p. 1351. — Le projet y est de suite examiné, p. 1352. — Soumis immédiatement à la délibération de la Chambre, *ibid.* — Adopté par elle, p. 1353. — Texte de ce projet, *ibid.*

Truguet (M. le vice-amiral, comte). — Réclame contre l'insuffisance des fonds accordés au département de la marine par le budget de 1822, p. 1719. — Texte de son opinion, n° 127. — Insiste sur les reproches que, dans cette opinion, il a faits à l'administration de la marine, p. 1771.

V.

Valence (M. le comte de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 178. — Un second rapport, au nom du même comité, sur la pétition de la veuve et des enfants du condamné Lesurque, p. 232. — Propose à la Chambre, par suite de ce rapport, de solliciter une loi qui autorise la révision des procès criminels dans certains cas non prévus par le Code, p. 294. (Voyez *Révision.*) — Fait présenter à la Chambre les développements de cette proposition, p. 356. — Décédé le 4 février 1822, p. 1089. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Lacépède, *ibid.*

Vatimesnil (M. de). — Défend, en qualité de commissaire du Roi, le projet de loi relatif à la répression des délits de la presse, p. 794. — Repousse les objections élevées contre l'art. 17 de ce projet, p. 882.

Vaudreuil (M. le comte de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1161. — Une commission est désignée pour la véri-

fication de ces titres, p. 1162. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte d'Argout, p. 1174. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 1175. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1177. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 1178. — Il est admis à prendre séance, p. 1308.

VERHUELL (M. le vice-amiral, comte). — Soumet à la Chambre, à l'occasion de la loi de finances de 1822, quelques observations sur l'administration et le service de la marine, p. 1753. — Texte de son opinion, n° 132.

VILLEMANZY (M. le comte de). — Est désigné candidat pour la présidence triennale de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1436.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Procès-verbaux et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances législatives de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session).—Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 9.—

Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Lévis, p. 12. — Le projet est renvoyé à l'examen des bureaux, *ibid.* — Adopté par la Chambre, p. 63.—Texte de l'adresse adoptée, *ibid.* — Une députation de 25 membres est chargée de la présenter, p. 68.— Présentation de l'adresse, et réponse du Roi à la députation de la Chambre, p. 72.

Amendements proposés. — Au projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le Ministère des finances, p. 103. — Au projet de loi sur les douanes, p. 272 à 277.

Argout (M. le comte d'). — Communication faite à la Chambre des lettres-patentes expédiées en faveur de ce Pair, p. 419.

B.

Bausset (M. le cardinal, duc de). — *Notice historique sur M. le duc de Richelieu*, composée par ce prélat, p. 14.

Becquey (M.). Voyez *Directeur général des ponts-et-chaussées.*

Brissac (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1822, p. 8. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 145. — Un second rapport au nom du même comité, p. 329. — Un troisième rapport, p. 415.

Budget de 1823 (projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823).—Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 395. — Exposé des motifs, p. 396.—Impression et renvoi aux bureaux, p. 410. — Le projet y est de suite examiné, *ibid.*—Nomination d'une commission spéciale, p. 411. —Rapport fait au nom de cette commission par M. le

duc de Lévis, p. 420 à 437.—Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Lally-Tolendal, le marquis de Marbois, le comte Roy, le Ministre des finances, et le comte de Saint-Priest), p. 440 à 490. —Délibération des articles, p. 490, 491. — Adoption du projet, p. 491.—Texte du projet adopté, p. 492.

Bureau de la Chambre.—Sa formation provisoire, p. 7. —Définitive, p. 8.

Bureaux (formation et renouvellement des).—Première formation, le 5 juin, p. 9.—(La brièveté de la session, jointe à la multiplicité des occupations de la Chambre, ne lui a point permis de renouveler ses bureaux.)

Bureaux (organisation des).—Lors de leur formation, n° 1.

C.

Canaux (projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux).—Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 115, 116. — Exposé des motifs, p. 116.—Impression et renvoi aux bureaux, p. 119.—Le projet y est examiné, p. 141.—Nomination d'une commission spéciale, p. 142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Marescot, p. 291.—Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Dejean, le comte Chaptal, le marquis de Lally, le duc de Praslin, le duc de Doudeauville, et le conseiller d'État directeur - général des ponts-et-chaussées), p. 337 à 386. — Délibération des articles, p. 386. — Adoption du projet, *ibid.* — Texte du projet adopté, p. 387.

Cérémonial. — Observé à l'ouverture de la session, p. 1. — A la réception des nouveaux Pairs, p. 81.

Chambre des Députés (La). — Annonce par un message qu'elle est définitivement constituée, p. 71.

Chambre des Pairs (La). — Se réunit, en vertu d'ordres du Roi, pour la session de 1822, p. 7.

Chambre des Pairs (état actuel de la). — Le 1er mai 1822, jour où fut close la session de 1821, la Chambre des Pairs se trouvoit composée de 255 membres, non compris M. le Président. Elle a perdu depuis cette époque M. le duc de Richelieu, décédé le 17 mai; mais un autre Pair, M. le comte de Saint-Priest, a été admis à titre héréditaire. La Chambre, en terminant sa session de 1822, se trouve donc toujours composée de 255 membres, non compris M. le Président.

Chancelier de France, Président de la Chambre des Pairs. — Prononce, dans la séance royale du 4 juin, la formule du serment à prêter par les nouveaux Députés, p. 5. — Proclame, au nom du Roi, l'ouverture de la session, *ibid.* — Communique à la Chambre, pour l'absence de M. le Garde-des-sceaux, des lettres-patentes expédiées en faveur de M. le comte d'Argout, p. 419.

Chaptal (M. le comte). — Soumet à la Chambre différentes observations sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 206 à 216. — Texte de son opinion, n° 16. — Conclut à l'adoption de l'art. 6, p. 275, 276. — Défend le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 343 à 349. — Texte de son opinion, n° 24.

Chartres (Projet de loi relatif au rétablissement du séminaire de). — Présenté à la Chambre par le Ministre

de l'intérieur, p. 77. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 80. — Le projet y est examiné, p. 81. — Nomination d'une commission spéciale, p. 84. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. l'archevêque de Rouen, p. 96. — Adoption du projet, p. 112. — Texte du projet, adopté, *ibid.*

Cloture de la session. — Proclamation du Roi qui l'ordonne, p. 512. — La Chambre se sépare, après en avoir entendu la lecture, *ibid.*

Comité des pétitions, (formation et renouvellement de ce comité). — Première formation le 5 juin, p. 10. — (Les bureaux n'ayant point été renouvelés, il n'a pu y avoir de renouvellement du comité des pétitions).

Comité des pétitions. (rapports faits à la Chambre, au nom de ce comité). — Le 16 juillet, par M. le duc de Narbonne, p. 142.—Par M. le duc de Brissac, p. 145. — Par M. le comte de Saint-Roman, p. 151. — Par M. le comte d'Orvilliers, p. 152.— Le 30 juillet, par M. le comte d'Orvilliers, p. 328. — Par M. le duc de Brissac, p. 329. — Par M. le duc de Narbonne, p. 332. —Par M. le comte de Saint-Roman, p. 333.—Le 10 août, par M. le comte de Saint-Roman, p. 411. — Par M. le duc de Brissac, p. 415 — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 417.—Par M. le duc de Narbonne, *ibid*

Commissions spéciales nommées par la Chambre.—Pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 9. — Pour l'examen du projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le ministère des finances, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, p. 83, 84. — Du projet de loi relatif au rétablissement du sé-

minaire de Chartres, p. 84. — Du projet de loi sur les douanes, p. 113. — Du projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 142. — Du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823, p. 411.

CORNET (M. le comte de). — Propose des amendements au projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le ministère des finances, p. 101 à 104. — Appuie l'adoption du projet de loi sur les douanes, p. 202 à 206. — Texte de son opinion, n° 15.

D.

DECLERCQ (le sieur). — Pétition adressée par lui à la Chambre, p. 333. — Il est sursis à l'examen de cette pétition, p. 334. — La Chambre s'en occupe de nouveau, p. 412. — Proposition du comité, *ibid.* — Discussion dans laquelle sont entendus M. le marquis de Marbois, le Rapporteur de ce comité, et le Ministre des finances, p. 412 à 414. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 414.

DEJEAN (M. le comte). — Combat le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 337 à 343. — Texte de son opinion, n° 23.

DÉPUTATIONS. — De 12 Pairs et de 25 Députés, chargée d'aller recevoir le Roi à l'ouverture de la session, p. 2. — Grande députation, chargée de présenter à S. M. l'adresse de la Chambre, p. 68.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES (le conseiller d'État). — Défend, devant la Chambre, le projet de loi relatif aux douanes, p. 217 à 243.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS-ET-CHAUSSÉES (le conseiller

d'État). — Défend, devant la Chambre, le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 367 à 386.

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 8. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet d'adresse en réponse à ce discours, p. 9. Voyez *Adresse au Roi.*

Discours imprimés par ordre de la Chambre. — De M. le cardinal duc de Bausset, contenant une notice historique sur M. le duc de Richelieu, n° 2. — Du Ministre des finances, pour la défense du projet de loi sur les douanes, n° 14. — Du conseiller d'État, directeur général des douanes, pour la défense du même projet, n° 17. — Du Ministre des finances, sur l'art. 6, n° 21. — Du conseiller d'État, directeur général des ponts-et-chaussées, pour la défense du projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, n° 27. — Du Ministre des finances, pour la défense du projet de loi relatif à la fixation du budget de 1823, n° 33.

Douanes (projet de loi sur les). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 85. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 91. — Le projet y est examiné, p. 113. — Nomination d'une commission spéciale, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Sussy, p. 120. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Ségur, le comte de Polignac, le duc de Fitz-James, le baron Portal, le marquis de

Marbois, le comte de Cornet, le comte Chaptal, le marquis de Lally, le baron Pasquier, le Ministre des finances, et le conseiller d'État, directeur général des douanes), p. 155 à 272.—Délibération des articles, p. 272 à 277. — Adoption du projet, p. 277. — Texte du projet adopté, *ibid.*

DOUDEAUVILLE (M. le duc de). — Appuie l'adoption du projet de loi relatif à la construction et à l'achèvement de divers canaux, p. 360 à 367.—Texte de son opinion, n° 26.

E.

EXCUSES DE DIFFÉRENTS PAIRS, empêchés par divers motifs de se rendre à l'ouverture de la session, p. 12—72.

F.

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Propose divers amendements au projet de loi sur les douanes, p. 170 à 179.—Discussion relative à l'impression de son discours, p. 179 à 182.—Combat les objections élevées contre le rejet qu'il propose de l'art. 6, p. 263 à 266. — Insiste sur ce rejet, p. 274.

G.

GARDE-DES-SCEAUX. Voyez *Ministre de la justice.*

GARDE NATIONALE PARISIENNE.—Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre pour la session de 1822, p. 11.

H.

Hérédité de la pairie (justification du droit d'). -- Par M. le comte de Saint-Priest, p. 13.

I.

Impressions diverses (Session de 1822). — Les impressions ordonnées par la Chambre, durant le cours de cette session, forment 34 numéros, divisés par leurs titres, ainsi qu'il suit :

Projets de loi,	5
Rapports,	6
Opinions,	15
Discours,	6
Réponses,	1
Formation des bureaux,	1
Total	34

L.

Lally-Tolendal (M. le marquis de). — Propose à la Chambre de faire imprimer, au nombre de trois exemplaires pour chaque Pair, la notice historique sur M. le duc de Richelieu, p. 59 à 62. — Fait hommage à la Chambre d'un *recueil de pièces relatives au monument de Lucerne*, p. 115. — Combat l'art. 6 du projet de loi sur les douanes, p. 245 à 251. — Texte de son opinion, n° 18. — Insiste sur le rejet de cet article, p. 266. — Soumet à la Chambre, dans la discussion du projet de loi sur les canaux, une observation relative

au despotisme des compagnies, p. 349. — Proteste, dans la discussion du budget, contre l'usage de soumettre annuellement au vote législatif les dépenses de la Chambre des Pairs, p. 440 à 443. — Texte de son opinion, n° 30.—Applaudit, dans la même discussion, à la justice enfin rendue aux anciens officiers du régiment des gardes Suisses, p. 490.

Lettres-Patentes.—Portant institution ou déclaration de titres de Pairie. — Communiquées à la Chambre par M. le Garde-des-sceaux, p. 335. — L'enregistrement en est ordonné, p. 336. — État nominatif des impétrants, *ibid.* — Lettres de déclaration de titre en faveur de M. le comte d'Argout, communiquées par M. le Chancelier, p. 419. — L'enregistrement en est pareillement ordonné, p. 420.

Lévis (M. le duc de). — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 12. — Fait, au nom d'une autre commission, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823, p. 420.

M.

Marbois (M. le marquis de). — Combat le projet de loi relatif aux douanes, p. 186 à 190. — Texte de son opinion, n° 13.—Combat pareillement la proposition faite de renvoyer au Ministre des finances une pétition du sieur Declercq, p. 412. — Soumet à la Chambre différentes observations relatives à la loi des finances, p. 443 à 453.— Texte de son opinion, n° 31.—Rectifie un fait énoncé dans cette opinion, p. 476.

MARESCOT (M. le comte de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1822, p. 8. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 291.

MINISTRE DE LA JUSTICE (M. le Garde-des-sceaux). — Communique à la Chambre treize lettres-patentes, portant institution de titres de Pairie, p. 335.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au rétablissement du séminaire de Chartres, p. 77. — Un projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 115, 116.

MINISTRE DES FINANCES (le). — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par son ministère, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, p. 74. — Un projet de loi sur les douanes, p. 85. — Défend, devant la Chambre, le premier de ces projets, p. 104. — Repousse les objections élevées contre le second, p. 190 à 201. — Appuie spécialement le maintien de l'art. 6, p. 266 à 272. — Combat divers amendements proposés au même projet, p. 273, 274, 276. — Présente un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823, p. 395. — Expose l'inutilité du renvoi qui lui seroit fait d'une pétition du sieur Declercq, p. 413. — Répond aux observations présentées par différents Pairs sur la loi de finances, p. 475 à 483.

MONUMENTS EXPIATOIRES (pétition tendante à l'érection de monuments expiatoires consacrés à Louis XVI et à M. le duc de Berry). — Rapport fait à la Chambre sur cette pétition par M. le duc de Brissac, p. 146.

— La Chambre ordonne l'impression, et adopte les conclusions du rapport, p. 151.

N.

NARBONNE (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 142. — Un second rapport au nom du même comité, p. 332. — Un troisième rapport, p. 417.

NOÉ (M. le comte de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1822, p. 8.

NOTICE HISTORIQUE (*Voyez* RICHELIEU).

O.

OPÉRA (projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le ministère des finances, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 74. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 77. — Le projet y est examiné, p. 81. — Nomination d'une commission spéciale, p. 83. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Saint-Aignan, p. 92. — Discussion immédiate du projet (dans cette discussion sont entendus M. le comte de Cornet et le Ministre des finances), p. 101 à 109. — Délibération des articles, p. 109. — Adoption du projet, p. 110. — Texte du projet adopté, *ibid.*

OPINIONS IMPRIMÉES par l'ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de quinze, savoir: Sur le projet de loi relatif aux *douanes*, sept opinions, de MM. le comte de Ségur, n° 11; le comte de Polignac, n° 12; le mar-

quis de Marbois, n° 13; le comte de Cornet, n° 15; le comte Chaptal, n° 16; le marquis de Lally-Tolendal, n° 18; et le baron Pasquier, n° 19 (plus une réponse de M. le comte de Ségur, n° 20).—Sur le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de *divers canaux*, quatre opinions, de MM. le comte Dejean, n° 23; le comte Chaptal, n° 24; le duc de Praslin, n° 25, et le duc de Doudeauville, n° 26.—Sur le projet de loi relatif à la fixation du *budget de* 1823, quatre opinions, de MM. le marquis de Lally-Tolendal, n° 30; le marquis de Marbois, n° 31; le comte Roy, n° 32 et le comte de Saint-Priest, n° 34.

Opinions distribuées à la Chambre par leurs auteurs.— Plusieurs Pairs ont fait distribuer à la Chambre des opinions non prononcées, ou dont elle n'a point ordonné l'impression. Ces opinions sont au nombre de six, savoir: Sur le projet de loi relatif aux *douanes*, trois opinions, dont deux de M. le duc de Fitz-James, et une de M. le baron Portal, intitulée *Réponse*, etc.; sur le projet de loi relatif à la construction de divers *canaux*, trois opinions dont une de M. le comte de Montalivet, une autre de M. le duc de Narbonne, et une troisième ayant pour titre: *Observations et Vote de M. le marquis de Lally-Tolendal.*

Ordre du jour improbatif. — Adopté sur une pétition du sieur Laignel, p. 145.

Orvilliers (M. le comte d'). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 152.— Un second rapport au nom du même comité, p. 328. —Un troisième rapport, p. 417.

Ouverture de la session. —Jour et lieu de cette ouver-

ture, p. 1. — Députation envoyée au-devant du Roi, p. 2. — Discours prononcé par Sa Majesté, *ibid.* — La session est déclarée ouverte, p. 5.

P.

Pasquier (M. le baron). — Défend l'art. 6 du projet de loi sur les douanes, p. 251 à 259. — Texte de son opinion, n° 19.

Peine de mort (pétition tendante à provoquer une loi qui l'abolisse). — Discussion élevée sur cette pétition, p. 330. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 331.

Pétitions. — Du sieur Vedel, p. 142. — Du sieur Laignel, p. 143. — Des sieurs Ducosté et Simon, p. 145. — Du sieur Mercier. — Du sieur d'Anglade, p. 146. — Du sieur Jobert, p. 151. — Du sieur Main. — Du sieur Favre, p. 152. — Du chevalier de Rigaud, p. 153. — Du sieur Tronquoy de Lalande, p. 184. — Du sieur Simond, p. 328. — De la dame veuve Maignan. — Des anciens employés des administrations militaires. — Du sieur Lecavelier de Mocomble, p. 329. — Du sieur Guyonnet de Sénac, p. 330. — Du sieur Antiboul. — Du sieur Herpin. — De la dame Pesché, née Dardenne, p. 331. — De la dame Maunoir. — Du sieur de Potter. — Du sieur Gallois Dumesnil. — Du marquis d'Arnéva, p. 332. — Des professeurs de l'école secondaire de médecine à Bordeaux. — Du sieur Declercq, p. 333. — Du sieur Guichot. — De la dame veuve Guédron, p. 411. — De la dame veuve Poitevin. — Du sieur Declercq *iterùm*, p. 412. — Du maire et de dix-neuf habitants de la ville de Tours. — Du sieur Regnaudin. — De trois des intéressés à la donation de deux mil-

lions stipulée par le traité de Fontainebleau, p. 415. — Du sieur Philibert. — Du sieur Schirmer. — Du chevalier Rodier. — Du sieur Mercier, p. 417.

Pétitions qui ont été l'objet de quelque discussion. — Pétition du sieur Laiguel, p. 143. — Du sieur d'Anglade, p. 146. — Du sieur Guyonnet de Sénac, p. 330. — Du sieur Declercq, p. 333, 412. — De trois des intéressés à la donation de deux millions, stipulée par le traité de Fontainebleau, du 11 avril 1814, p. 415.

Pétitions (comité des). — Pétition lue à la Chambre, sans rapport préalable de ce comité, p. 184. — Réclamation d'un Pair, *ibid.* — Explications données à ce sujet, p. 185.

Polignac (M. le comte de). — Défend le projet de loi relatif aux douanes, p. 159 à 170. — Texte de son opinion, n° 12.

Ponts-et-Chaussées (Directeur général des). Voyez *Directeur général.*

Portal (M. le baron). — Donne à la Chambre, dans la discussion du projet de loi sur les douanes, quelques explications relatives à plusieurs faits reprochés au Ministère de la marine, p. 179 à 181.

Portalis (M. le comte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1822, p. 8.

Praslin (M. le duc de). — Combat le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 351 à 360. — Texte de son opinion, n° 25.

Projets de loi imprimés. — Projet relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le Ministère des finances, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, n° 3. — Au rétablissement du séminaire de Chartres, n° 4.

— Aux douanes, n° 5. — A l'achèvement et à la construction de divers canaux, n° 8. — A la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823, n° 28.

R.

Rapports faits a la Chambre, au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le duc de Saint-Aignan, sur le projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le Ministère des finances, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, p. 92. — Par M. l'archevêque de Rouen, sur le projet de loi relatif au rétablissement du séminaire de Chartres, p. 96. — Par M. le comte de Sussy, sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 120. — Par M. le comte de Marescot, sur le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de divers canaux, p. 291. — Par M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823, p. 420.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre. — Sur le projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le Ministère des finances, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, n° 6. — Sur le projet de loi relatif au rétablissement du séminaire de Chartres, n° 7. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, n° 9. — Sur une pétition du sieur d'Anglade, n° 10. — Sur le projet de loi relatif à la construction de divers canaux, n° 22. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823, n° 29.

Réception de nouveaux Pairs. — De M. le comte de Saint-Priest, p. 81.

Richelieu (feu M. le duc de). — Notice historique sur ce Pair, composée par M. le cardinal duc de Bausset, p. 14 à 59. — Proposition faite à la Chambre d'en ordonner l'impression au nombre de trois exemplaires pour chaque Pair, p. 59 à 62. — Cette proposition est adoptée, p. 62.

Rivoli (achèvement des bâtiments de la rue de). — Voyez Opéra.

Rouen (M. de Bernis, archevêque de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au rétablissement du séminaire de Chartres, p. 96.

Roy (M. le comte). — Soumet à la Chambre différentes observations relatives à la loi de finances, p. 453 à 475. — Texte de son opinion, n° 32.

S.

Saint-Aignan (M. le duc de).—Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le ministère des finances, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, p. 92.

Saint-Cricq (M. le comte de). — Voyez Directeur général des Douanes.

Saint-Priest (M. le comte de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 13. — Une commission est désignée pour la vérification de ces titres, p. 14. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Damas, p. 69 — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.*— Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'in-

formation, p. 69, 70. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 73. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prendre séance, p. 81, 82. — Présente à la Chambre, dans la discussion du budget, quelques observations relatives au département des affaires étrangères, p. 483 à 490. — Texte de son opinion, n° 34.

Saint-Roman (M. le comte de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 151. — Un second rapport au nom du même comité, p. 333. — Un troisième rapport, p. 411.

Scrutin (vote par).—Sur le projet de loi relatif à l'aliénation des bâtiments occupés par le Ministère des finances, et à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, p. 110.—Sur le projet de loi relatif au rétablissement du séminaire de Chartres, p. 112. — Sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 277.

Séance royale du 4 juin 1822 (procès-verbal de cette séance).—Dressé par le garde des archives, p. 6.—Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 7 et 8.

Ségur (M. le comte de). — Fait hommage à la Chambre d'un exemplaire en 10 vol. de son *Histoire universelle*, p. 82.— Combat le projet de loi relatif aux douanes, p. 156 à 159.—Texte de son opinion, n° 11.—Répond aux observations du Ministre des finances et du directeur général des douanes, p. 260 à 263. — Texte de sa réponse, n° 20.

Séminaire (voyez *Chartres*).

Serment (prestation de). — De M. le comte de Saint-Priest, p. 81, 82.

Session de 1822. — Ouverte le 4 juin, p. 5. — Close le 17 août, p. 512.

Sussy (M. le comte de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 120.

T.

Titres de pairie (voyez *Lettres-patentes*).

DE L'IMPRIMERIE DE JULES DIDOT, L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION D'HONNEUR,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont-de-Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1823.

Procès-verbaux et Impressions diverses.

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances législatives de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 15. —

Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Lévis, p. 23. — Le projet est renvoyé à l'examen des bureaux, p. 24.—Discuté en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le baron Pasquier, le rapporteur de la commission, duc de Lévis, le baron de Barante, le comte de Ségur, le comte Daru, le Président du conseil des Ministres, le Pair de France, Ministre des affaires étrangères, le comte de Pontécoulant, le comte de Tracy, le marquis de Bonnay et le comte Molé), p. 24 à 56. — Adoption du projet, p. 57. — Texte de l'adresse adoptée, *ibid.* — Une députation de 25 membres est chargée de la présenter, p. 61. — Présentation de l'adresse, et réponse du Roi à la députation de la Chambre, p. 70.

Aguesseau (M. le marquis d'). — Combat l'ajournement proposé du projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 733 à 737. — Texte de son opinion, n° 54.

Albuféra (M. le maréchal duc d'). — Appuie la proposition relative à la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 409 : *Un troisième opinant, etc.* — Réclame, à l'occasion du budget de la guerre, le prompt envoi aux Chambres du nouveau projet de code militaire, p. 963. — Réclame pareillement l'envoi d'un projet de loi relatif aux invalides, p. 989.

Amortissement. (Voyez *Caisse d'amortissement.*)

Anniversaire de l'entrée du Roi dans Paris en 1814. — Une grande députation est chargée d'aller complimenter Sa Majesté à cette occasion, p. 877.

Appel nominal, destiné à constater le nombre des Pairs présents dans l'affaire du *Drapeau blanc.* — Premier

appel, le 19 février, p. 132. — Second appel, le 22 du même mois, p. 162.

ARGOUT (M. le comte d'). — Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 107 : *Un troisième orateur ajoute, etc.* — Appuie la prise en considération d'une proposition relative aux communautés religieuses de femmes, p. 155. — Le renvoi au Ministre d'une pétition du sieur Chanlaire, p. 751 : *Un second opinant, etc.*

B.

BARANTE (M. le baron de). — Propose de modifier le cinquième paragraphe du projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 29 à 32. — Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 108 : *Un Pair estime, etc.* — Combat le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 300 à 307. — Texte de son opinion, n° 21. — Propose de modifier le second article du projet de loi relatif à la restitution de l'île Perrache, p. 544. — Appuie une pétition du sieur Chanlaire, p. 748 à 750. — Combat le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 800 à 810. — Texte de son opinion, n° 63. — Appuie tout ce qui a été dit contre la caisse des invalides de la guerre, p. 990, 991.

BASTARD (M. le comte de). — Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 119 : *Un membre observe, etc.* — *ibid. Le préopinant répond, etc.* — A la discussion du projet de loi re-

latif à la restitution de l'île Perrache, p. 543 : *Un autre Pair avoue, etc.* — Appuie la proposition de renvoyer à une séance plus éloignée la discussion du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, et demande des renseignements préalables, p. 547 : *Un autre Pair ajoute, etc.*

Baux emphytéotiques (Projet de loi relatif à trois baux emphytéotiques et à huit échanges consentis par le domaine de la Couronne). — Présentation de ce projet à la Chambre par le Ministre des finances, p. 63. — Exposé des motifs, p. 64. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 69, 70. — Le projet y est examiné, p. 97. — Nomination d'une commission spéciale, p. 126, 127. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 207. — Discussion en assemblée générale (aucune réclamation ne s'élève contre le projet, dont la commission a seulement proposé de modifier un article) p. 247, 248. — Le projet est adopté moyennant cette modification, p. 248, 249.

Belliard (M. le comte.) — Combat une allégation relative à l'état de l'armée française en 1792, p. 360 : *Un Pair observe, etc.*

Bellune (M. le maréchal duc de), Pair de France, Ministre de la guerre. — Présente à la Chambre un projet de loi tendant à remettre en activité, pour le service territorial, les sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p 241. — Un projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 766.

Bernis (M. l'archevêque de Rouen, comte de) décédé le 3 février 1823. — Hommage rendu à sa mémoire par M. l'archevêque de Sens, p. 177.

BERTHOLLET. (M. le comte) — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Chaptal, p. 121.

BLACAS (M. le duc de) — Se présente pour être admis dans la Chambre, p. 97. — Il est procédé à sa reception, p. 98.

BOISSY-D'ANGLAS (M. le comte de).—Prend part à la discussion élevée sur un article du *Drapeau blanc*, p. 107: *Un autre Pair observe, etc.* — p. 114: *Un Pair observe, etc.* — p. 115: *L'auteur de l'observation, etc.* — Appuie la prise en considération d'une proposition relative à la jurisdiction et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 196. — Le vœu exprimé de voir diviser en plusieurs lois la loi annuelle du budget, p. 959: *Un quatrième opinant, etc.* — Réclame, dans la discussion du budget, contre le maintien de la ferme des jeux, p. 1037 à 1040.

BONNAY (M. le marquis de). — Prend part à la discussion du projet d'adresse en réponse au discours du Trône, p. 54: *Un autre Pair observe, etc.*

BRISSAC (M. le duc de) — Combat un amendement proposé au projet de loi relatif à la restitution de l'île Perrache, p. 545: *Un Pair estime, etc.*

BROGLIE (M. le duc de) — Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 108: *L'un d'eux estime, etc.* — p. 112: *Un Pair demande, etc.* — p. 117: *L'orateur qui a réclamé, etc.* Attaque le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 325 à 339. — Texte de son opinion, n° 25. — Appuie la proposition relative à la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 418: *Un nouvel opinant, etc.* — Propose de renvoyer à une séance plus éloignée la

discussion du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 547: *Un Pair observe, etc.* — Combat le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 839 à 851.

Budget de 1824 (Projets de loi relatifs au réglement définitif du). — Présentés à la Chambre par le Ministre des finances, p. 423. — Exposé des motifs, p. 424. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 429. — Le projet y est examiné, p. 519. — Nomination d'une commission spéciale, p. 538. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 554. — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble des projets (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Roy, le marquis de Marbois, le Pair de France Ministre de la marine, le commissaire du Roi, Jurien, le comte Daru, le vicomte Digeon, le baron Pasquier, et le comte de Villemanzy), p. 651 à 682. — Adoption provisoire et séparée de chaque projet, p. 683. — Définitive et collective des cinq projets, *ibid.* — Texte des projets adoptés, p. 684.

Budget de 1824. (Projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824.) — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 755. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression, et renvoi aux bureaux, p. 763. — Le projet y est de suite examiné, *ibid.* — Nomination d'une commission spéciale, p. 764. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Lévis, p. 854. — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le mar-

quis de Marbois, le comte Ruty, et le Ministre des finances), p. 879 à 896. — Délibération des articles (dans le cours de cette délibération sont entendus, sur *la dette publique*, MM. le marquis de Marbois, le Ministre des finances et le comte Roy; sur *les frais de justice*, MM. le marquis de Marbois et le Garde-des-sceaux; sur le budget *des affaires étrangères*, MM. le marquis de Marbois, le comte Roy et le Pair de France Ministre des affaires étrangères; sur *l'instruction publique*, MM. le comte Roy, le Ministre de l'intérieur, le marquis de Marbois et le Pair de France Grand-maître de l'université; sur *les travaux publics*, MM. le comte Roy, le Ministre de l'intérieur et le marquis de Marbois; sur *les dépenses départementales*, et, à propos de ces dépenses, sur le vœu exprimé de voir diviser la loi du budget en plusieurs lois séparées, MM. le comte Roy, le marquis de Marbois, le comte de Ségur et le comte de Boissy-d'Anglas; sur *l'excédant du fonds de non-valeurs*, M. le comte Roy; sur le budget *du département de la guerre*, MM. le comte Roy, le commissaire du Roi baron Thirat de Saint-Agnan, le marquis de Marbois, le comte Daru, le commissaire du Roi vicomte de Caux, le baron de Barante et le marquis de Latour-Maubourg; sur le budget *de la marine*, MM. le marquis de Marbois, le comte Ferrand, le comte Roy et le Pair de France Ministre de la marine; sur le budget du ministère des finances (art. *Chambre des Pairs*) MM. le duc de Choiseul, le comte Lemercier et le Ministre des finances (art. *Administration des monnoies*) M. le marquis de Marbois; sur *le produit de la taxe des brevets d'invention*, M. le comte Roy; enfin sur *la ferme des*

jeux, MM. le comte de Boissy-d'Anglas, et le marquis de Marbois), p. 896 à 938.—941 à 1041. — Adoption du projet, p. 1043.

Bureau de la chambre. — Sa formation provisoire, p. 9. — Définitive, p. 14.

Bureaux (Formation et renouvellement des). — Première formation le 3 février, p. 22. — Premier renouvellement le 8 mars, 258, 259. — Second renouvellement le 10 avril, p. 752.

Bureaux (Organisation des). — Lors de leur formation, n° 1. — Lors du premier renouvellement, n° 16. — Lors du second, n° 56.

C.

Caisse d'amortissement (Commission de surveillance de la). — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, son président, p. 348. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 349. — Le renvoi à la commission du budget, *ibid.*

Catellan (M. le marquis de). — Combat le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 315 à 320. — Texte de son opinion, n° 23. — Insiste sur les faits qu'elle énonce relativement aux réquisitions, p. 377. — Combat le projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 585 à 594. — Texte de son opinion, n° 40.

Cérémonial. — Observé à l'ouverture de la session, p. 1. — A la réception des nouveaux Pairs, p. 81. — 98. — 203. — 765.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (La) — Annonce par un message qu'elle est définitivement constituée, p. 71.

CHAMBRE DES PAIRS (La). —Se réunit, en vertu d'ordres du Roi pour la session de 1823, p. 9. — Nomme ses secrétaires, p. 14. — Se sépare, après avoir entendu la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 1047.

CHAMBRE DES PAIRS (État actuel de la). — Le 17 août 1822, jour où fut close la session de 1822, la Chambre des Pairs se trouvoit composée de 255 membres, non compris M. le Président. Onze Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1823, savoir:

Le 3 septembre, 1822,	M. le comte de Tascher.
Le 19 octobre,	M. le duc de Croï.
Le 30,	M. le duc de Sérent.
Le 6 novembre,	M. le comte Berthollet.
Le 30 décembre,	M. le comte d'Escars.
Le 16 janvier 1823,	M. le marquis de Grave.
Le 16,	M. le marquis de Mortemart.
Le 22,	M. le comte de Montalivet.
Le 4 février,	M. le comte de Bernis, archevêque de Rouen.
Le 19 avril,	M. le marquis de Clermont Gallerande.
Le 2 mai,	M. le comte de Pressigny, archevêque de Besançon.

Mais par ordonnances des 31 octobre 1822 et 12 février 1823, le Roi a créé neuf nouveaux Pairs, dont huit ont déja pris séance dans la Chambre. Trois autres Pairs (MM. le comte d'Escars, le comte de Tascher, et le marquis de Mortemart) ont été admis à titre héréditaire.

Total, douze nommés ou admis au lieu de onze décédés. La Chambre en terminant sa session de 1823, se trouve donc composée de 256 membres, non compris M. le Président.

Chancelier de France, président de la Chambre des Pairs. — Prononce, dans la séance royale du 28 janvier, la formule du serment des Pairs, p. 6. — Celle du serment des députés, p. 7. — Proclame, au nom du Roi, l'ouverture de la session, *ibid.* — Sa clôture, p. 1046.

Chaptal (M. le comte). — Hommage rendu par lui à la mémoire de M. le comte Berthollet, p. 121.

Chateaubriand (M. le vicomte de), Pair de France, Ministre des affaires étrangères. — Combat un sous-amendement proposé au projet d'adresse en réponse au discours du Trône, p. 49 à 51.—Défend le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 364 à 377. — Le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 824 à 839. — Répond aux observations présentées sur le budget des affaires étrangères pour 1824, p. 925, 926.

Choiseul (M. le duc de). — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 253. — Propose de changer, dans la loi de finances, l'énoncé du crédit intitulé *Chambre des Pairs*, p. 1026, 1027. — Retire cette proposition, d'après les assurances données par le Ministre, p. 1029.

Classe de 1823 (Projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la). — Présenté à la Chambre par le Ministre de la guerre, p. 766. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux,

p. 768.—Le projet y est examiné, p. 773.—Nomination d'une commission spéciale, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de La Villegontier, p. 776. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Molé, le baron de Montalembert, le baron de Barante, le duc Mathieu de Montmorency, le Pair de France Ministre des affaires étrangères et le duc de Broglie), p. 783 à 851. — Adoption du projet, p. 852. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Clermont-Tonnerre (M. le marquis de), Pair de France, Ministre de la marine et des colonies. — Combat un amendement proposé au projet de loi sur la restitution de l'île Perrache, p. 545. — Donne à la Chambre des renseignements sur l'état et le nombre des communautés religieuses de femmes, p. 637 à 640. — Texte de ces renseignements, et tableaux y joints, n° 46. — Répond, dans la discussion de la loi des comptes, aux observations dirigées contre la caisse des invalides de la marine, p. 668—673. — Texte de son discours, n° 48 *bis*. — Combat, dans la discussion de la loi de finances, les objections élevées contre le budget de la marine, p. 1002 à 1013—1015 à 1024.

Comité des pétitions. (Formation et renouvellement de ce comité), — Première formation, le 3 février, p. 23. — Premier renouvellement, le 8 mars, p. 259. — Second renouvellement, le 10 avril, p. 752.

Comité des pétitions. (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). le 8 mars, par M. le duc de Choiseul, p. 253. — Le 10 avril, par M. le duc de Doudeauville, p. 740. — Par M. le comte de Lacépède, p. 745. — Par M. le duc de Narbonne, p. 746. — Le 6

mai, par M. le comte de La Villegontier, p. 940. — Par M. le marquis d'Orvilliers, *ibid.*

Commissions de trois membres, désignées par le sort. — Pour vérifier les titres de MM. le comte de Tascher et le comte d'Escars, p. 18. — De M. le marquis de Mortemart, p. 732.

Commissions spéciales nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 15. — Pour l'examen de deux projets de loi relatifs à divers baux emphythéotiques et échanges consentis par le domaine de la Couronne, p. 126, 127. — (La Chambre renvoie à la même commission un troisième projet relatif à divers échanges consentis par le domaine de l'État, p. 172). — Pour l'examen d'une proposition relative aux communautés religieuses de femmes, p. 199. — D'une proposition relative à la juridiction et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 238. — D'un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions pour 1823, p. 244, 245. — D'un projet de loi relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p. 284, 285. — D'un projet de loi tendant à restituer à la ville de Lyon la propriété de l'île Perrache, p. 387. — De cinq projets de lois relatifs au règlement définitif du budget de 1821, p. 538. — D'un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824, p. 764. — D'un projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 773.

Communautés religieuses de femmes (Proposition tendante à provoquer une loi en vertu de laquelle ces communautés puissent à l'avenir être reconnues par une simple ordonnance). — Exposé sommaire de la

proposition, p. 93. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 95. — L'auteur (M. le comte Ferrand) en développe les motifs, p. 136. — Prise en considération et renvoi aux bureaux, p. 160. — La proposition y est examinée, p. 171. — Nomination d'une commission spéciale, p. 199. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Portalis, et projet de résolution présenté en conséquence, p. 437. — La Chambre ajourne la discussion au 25 mars, p. 483. — Observations tendantes à obtenir un nouveau délai, p. 547. — Débat engagé à ce sujet (et dans lequel sont entendus MM. le duc de Broglie, le comte de Ségur, le comte de Bastard, l'archevêque de Paris, comte de Quélen, le marquis de Marbois, l'évêque d'Hermopolis, comte Frayssinous, le comte Lanjuinais et le comte Ferrand), p. 547 à 552. — La Chambre proroge le délai au premier avril, p. 552. — Discussion du projet en assemblée générale, (dans cette discussion sont entendus, MM. le marquis de Catellan, l'archevêque de Sens, comte de La Fare, le marquis de Rougé, le comte Cornudet, le comte Lanjuinais, le baron Mounier, l'archevêque de Paris, comte de Quélen, le baron Pasquier et le comte Roy). p. 585 à 649. — La Chambre ajourne le projet de résolution, p. 649.

Comptes (Loi des). — Voyez *budget de* 1821.

Conseils de guerre. (Proposition relative à la compétence de ces conseils en matière d'embauchage). — Exposé sommaire de cette proposition, p. 405 à 407. — Discussion pour savoir s'il y a lieu de s'en occuper (dans cette discussion sont entendus, MM. le comte de Polignac, l'auteur de la proposition, baron Pasquier, le comte Lanjuinais, le maréchal duc d'Al-

bufera, le marquis de Marbois, le Garde-des-sceaux, Ministre de la justice et le duc de Broglie), p. 407 à 420. — La question est négativement décidée par voie de scrutin, p. 420, 421.

Corbière (M. le comte de), Ministre de l'intérieur. — Présente à la Chambre trois projets de loi relatifs aux frais d'établissement des sièges épiscopaux de Marseille, Nevers, et Rodez, p. 754. — Répond aux observations de M. le comte Roy sur l'instruction publique et les haras, p. 933 à 935. — A celles du même Pair sur le budget des ponts et chaussées, p. 949 à 951.

Cornet (M. le comte de). — Combat la prise en considération d'une proposition relative à la jurisdiction et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 194. — Discute le projet de résolution présenté en conséquence, et en propose l'ajournement, p. 717 à 727. — Texte de son opinion, n° 52.

Cornudet (M. le comte). — Combat le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions pour 1823, p. 360 à 364. — Le projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 612 à 618. — Texte de son opinion, n° 43.

Cour des Pairs. (Proposition tendante à supplier le Roi de fixer, tant par une loi que par une ordonnance, la jurisdiction et la jurisprudence de la Cour des Pairs.) — Exposé sommaire de cette proposition, p. 92. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 93. — L'auteur (M. le comte Ferrand) en développe les motifs, p. 185. — Prise en considération, et renvoi aux bureaux, p. 198. — La proposition y est examinée, p. 201. — Nomination d'une commission spéciale, p. 238. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Ferrand, et projet de résolution pré-

senté en conséquence, p. 483 à 517. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis d'Orvilliers, le comte De Sèze, le comte de Cornet, le marquis d'Aguesseau, le comte de Ségur et le rapporteur de la commission spéciale), p. 693 à 727. — 733 à 739. — La Chambre ajourne le projet de résolution, p. 739.

Crédit éventuel de cent millions pour 1823 (Projet de loi relatif à l'ouverture d'un). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 204. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 206. — Le projet y est examiné, p. 241. — Nomination d'une commission spéciale, p. 244, 245. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Laforest, p. 267. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le maréchal comte Jourdan, le duc de Narbonne, le baron de Barante, le comte de Saint-Roman, le marquis de Catellan, le comte de Polignac, le duc de Broglie, le duc de Fitz-James, le comte Cornudet, le Ministre des affaires étrangères, vicomte de Châteaubriand et le comte de Ségur), p. 287 à 383. — Délibération des articles (la Chambre entend sur le premier M. le marquis de Marbois), p. 383, 384. — Adoption du projet, p. 385. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Crillon (M. le duc de). — Hommage rendu par lui à la mémoire de M. le marquis de Mortemart, p. 82 à 86.

D.

Daru (M. le comte) — combat le projet d'adresse en ré-

ponse au discours du Roi, p. 33 à 43. — Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 120: *Un membre ajoute, etc.* — Hommage rendu par le noble Pair à la mémoire de M. le comte de Montalivet, p. 429. — Prend part à la discussion des projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1821, p. 676: *Un autre Pair insiste, etc.* — Demande une explication relative au déficit de la caisse des invalides de la guerre, p. 983: *Un Pair exprime, etc.* — Insiste sur cette demande, p. 987, 988.

De Caux (M. le commissaire du Roi, vicomte) — Donne, à l'occasion de la loi de finances, quelques explications sur la caisse des invalides de la guerre, p. 983, à 987.

Déport. — Offert par l'un des Pairs dans l'affaire du *Drapeau blanc*, p. 130. — Discussion à ce sujet, p. 131. — Le déport n'est pas admis, p. 132.

Députations. — De douze Pairs et de vingt-cinq députés chargée d'aller recevoir le Roi à l'ouverture de la session, p. 2. — Grande députation chargée de présenter à Sa Majesté l'adresse de la Chambre, p. 61. — D'aller complimenter le Roi à l'occasion du 3 mai, p. 877.

De Sèze (M. le comte). — Discute et propose de modifier le projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 701 à 717. — Texte de son opinion, n° 51.

Développements imprimés. — D'une proposition relative aux communautés religieuses de femmes, n° 9. — D'une proposition relative à la jurisdiction et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, n° 12.

Digeon (M. le vicomte) — Prend part à la discussion

élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 109: *Un autre Pair observe, etc.* — Soumet à la Chambre quelques observations sur le projet de loi relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p. 400 à 403. — Regarde comme avantageuse, sous plusieurs rapports, la spécialité reprochée à la caisse des invalides de la guerre, p. 679: *Le Pair de France, etc.*

Discours du Roi à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 10. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet d'adresse, en réponse à Sa Majesté, p. 15. Voyez *Adresse au Roi.*

Discours imprimés par ordre de la Chambre. — De M. le duc de Fitz-James, à l'occasion du décès de M. le comte d'Escars, n° 4. — De M. le duc de Crillon, à l'occasion du décès de M. le marquis de Mortemart, n° 5. — De M. le duc de Narbonne, à l'occasion du décès de M. le duc de Serent, n° 6. — De M. le comte Chaptal, à l'occasion du décès de M. le comte Berthollet, n° 8. — De M. le comte de Ségur, à l'occasion du décès de M. le marquis de Grave, n° 10. — De M. l'archevêque de Sens, à l'occasion du décès de M. l'archevêque de Rouen, n° 11. — Du Ministre des affaires étrangères, pour la défense du projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions, n° 29. — De M. le comte Daru, à l'occasion du décès de M. le comte de Montalivet, n° 34. — Du Ministre de la marine, dans la discussion de la loi des comptes n° 48 *bis.* — Du Ministre des affaires étrangères, pour la défense du projet de loi relatif à l'ap-

pel des jeunes Français de la classe de 1823 n° 65. — Du Ministre des finances, pour la défense du budget de 1824, n° 69. — De M. le Garde-des-sceaux, Ministre de la justice, dans la discussion du même budget, n° 71. — *Item* de M. le baron Thirat de Saint-Agnan, n° 72. — De M. le vicomte de Caux, n° 73. — Du Ministre de la marine, n° 74.

Domaine de la Couronne. — (Baux emphythéotiques et échanges consentis par le domaine de la Couronne.) Voyez *Baux emphythéotiques.*

Domaine de l'État. (Échanges consentis par le domaine de l'État). Voyez *Échanges.*

Doudeauville (M. le duc de) — Fait un rapport à la Chambre, au nom du comité des pétitions, p. 740.

Drapeau blanc. — (Proposition tendante à faire citer devant la Chambre, comme coupable d'offense envers elle, l'éditeur responsable de ce journal), p. 105, 106. — Discussion engagée sur cette proposition (et dans laquelle sont entendus MM. le marquis de Marbois, le comte de Boissy-d'Anglas, le comte d'Argout, le duc de Broglie, le comte Molé, le baron de Barante, le vicomte Digeon, le comte de Pontécoulant, le marquis de Pastoret, le comte de Bastard, et le comte Daru), p. 106 à 120. — Décision de la Chambre sur les différentes questions élevées dans le cours de la discussion, p. 108—112—120—121. — Comparution de l'éditeur responsable, p. 132. — Du rédacteur en chef, p. 133. — Leur audition est ajournée au 22 février, p. 135. — Défense des prévenus, p. 162, 163. — Délibération de la Chambre, p. 163 à 169. — Résultat de cette délibération, p. 169.

E.

Échanges consentis par le domaine de l'État (projet de loi relatif à divers échanges consentis par ce domaine). — Présentation du projet par le Ministre des finances, p. 98. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression, et renvoi aux bureaux, p. 104. — Le projet y est examiné, p. 172. — Renvoyé à une commission spéciale, déja nommée pour l'examen de deux autres projets, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 229. — Adoption du projet, contre lequel aucune réclamation ne s'est élevée, p. 250. — Texte du projet adopté, *ibid.*

Échanges consentis par le domaine de la Couronne. Voyez *Baux emphytéotiques.* — *Hôtel de Valentinois.*

Élysée-Bourbon. (Échange projeté de l'hôtel de Valentinois contre l'hôtel de l'Élysée-Bourbon.) Voyez *Hôtel de Valentinois.*

Embauchage. Voyez *Conseils de guerre.*

Escars (François-Nicolas-René de Perusse, comte d'). — Hommage rendu à sa mémoire, par M. le duc de Fitz-James, p. 71 à 80.

Escars (Amédée-François-Régis comte d'), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 16. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 18. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le vicomte de Châteaubriand, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 19. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans

l'information, p. 20. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 22. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prendre séance, p. 81.

ESPAGNE (Guerre d'). — Communication faite à la Chambre, par le Président du conseil des Ministres, sur l'entrée de l'armée française en Espagne, p. 729.

EXCUSES DE DIFFÉRENTS PAIRS, empêchés de se rendre à l'ouverture de la session, p. 21—71.

F.

FERRAND (M. le comte)—Propose à la Chambre de supplier le Roi de vouloir bien fixer, tant par une loi que par une ordonnance, la jurisdiction et la jurisprudence de la Cour des Pairs, p. 92. —De solliciter une loi en vertu de laquelle les communautés religieuses de femmes puissent à l'avenir être reconnues par une simple ordonnance, p. 93. — Développe les motifs de cette dernière proposition, p. 136. — Les motifs de la première, p. 185. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur celle-ci, p. 483. — Repousse, comme superflue, toute demande de renseignements préalables à la discussion de celle-là, p. 551 : *L'auteur de la proposition répond, etc.* — Combat l'ajournement proposé du projet de résolution qu'il a présenté à la suite de son rapport, p. 737 à 739. — Rectifie un fait avancé relativement aux dépenses de la marine, p. 999 : *Un Pair demande, etc.*

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Hommage rendu par lui à la mémoire de M. le comte d'Escars, p. 71 à 80. — Combat le déport offert par un Pair dans l'affaire du

Drapeau blanc, p. 181.—Défend le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 349 à 360.—Texte de son opinion, n° 28.

FRAISSYNOUS (M. l'évêque d'Hermopolis, comte), Grand-maître de l'Université.— Appuie l'ordre du jour invoqué sur une pétition du sieur Chanlaire, p. 258.— Regarde comme inutile toute demande de renseignements préalables à la discussion du projet de résolution sur les communautés religieuses de femmes, p. 550 : *Un membre observe, etc.* — Soumet à la Chambre différentes observations sur le régime financier de l'instruction publique, p. 941 à 946.

G.

GARDE-DES-SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE. —Voyez *de Peyronnet.*

GARDE NATIONALE PARISIENNE. — Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre, pour la session de 1823, p. 14.

GRAVE (M. le marquis de) décédé le 16 janvier 1823. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Ségur, p. 172.

H.

HERBOUVILLE (M. le marquis d')—Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi tendant à restituer à la ville de Lyon ses droits de propriété sur l'île Perrache, p. 519.

HÉRÉDITÉ DE LA PAIRIE (Justification du droit d')—Par M. le comte de Tascher, p. 16.—Par M. le comte d'Escars, *ibid.* — Par M. le marquis de Mortemart, p. 732.

Hotel de Valentinois (Projet de loi relatif à l'échange de cet hôtel et de ses dépendances contre l'hôtel de l'Élysée-Bourbon) — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 63. — Exposé des motifs, p. 66. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 69, 70. — Le projet y est examiné, p. 97. — Nomination d'une commission spéciale, p. 126, 127. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 223. — La Chambre surseoit à la délibération du projet, et charge sa commission spéciale de lui faire un nouveau rapport, p. 249.

I.

Ile Perrache (Projet de loi tendant à restituer à la ville de Lyon ses droits de propriété sur cette île). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 262. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 265. — Le projet y est examiné, p. 287. — Nomination d'une commission spéciale, p. 387. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Herbouville, p. 519. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de La Redorte, le commissaire du Roi, comte de Tournon, le comte de Bastard, le marquis de Marbois, le comte de Ségur, le baron de Barante, le duc de Brissac, le comte de Villemanzy, et le Pair de France Ministre de la marine), p. 539 à 546. — Adoption du projet, p. 546.

Impressions diverses (Session de 1823). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session forment 74 numéros, dont un (le n° 48),

se trouve répété, ce qui donne au total 75 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi,	10
Communications du Gouvernement,	1
Développements de propositions,	2
Rapports,	11
Opinions,	32
Discours,	15
Renseignements,	1
Renouvellements des bureaux,	3
Total.	75

J.

Jourdan (M. le maréchal, comte). — Combat le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions pour 1823, p. 288 à 294. — Texte de son opinion, n° 19.

Jurien (M. le conseiller d'État), l'un des commissaires désignés pour soutenir la discussion des projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1821. — Combat, lors de cette discussion, les reproches adressés à la caisse des invalides de la marine, p. 671.

L.

Lacépède (M. le comte de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 745.

La Fare (M. l'archevêque de Sens, comte de). — Hommage rendu par lui à la mémoire de M. l'archevêque de Rouen, p. 177. — Appuie le projet de résolution re-

latif aux communautés religieuses de femmes, p. 594 à 603. — Texte de son opinion, n° 41.

Laforest (M. le comte de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1823, p. 15. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions pour 1823, p. 267.

Lagarde (M. le comte de). — Ordonnance royale qui l'élève à la Pairie, p. 201. — Il est procédé à sa réception, p. 203.

Lanjuinais (M. le comte). — Combat la proposition relative à la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 408 : *Un autre Pair appuie, etc.* — Appuie la demande faite de renseignements préalables à la discussion du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 551 : *Un autre membre insiste, etc.* — Combat ce projet de résolution, et propose subsidiairement de le modifier, p. 619 à 629. — Texte de son opinion, n° 44.

La Redorte (M. le comte de). — Soumet à la Chambre quelques observations sur le projet de loi relatif à la restitution de l'île Perrache, p. 541. — Texte de son opinion, n° 38.

Latour-Maubourg (M. le marquis de). — Donne à la Chambre quelques éclaircissements sur la dotation des invalides de la guerre, p. 991, 992.

La Villegontier (M. le comte de)—Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 776.—Un rapport, au nom du comité des pétitions, p. 940.

Lemercier (M. le comte) — Donne à la Chambre di-

vers éclaircissements sur les pensions conservées aux anciens Sénateurs, par l'ordonnance du 4 juin, p. 1027.

LETTRES-PATENTES portant institution de titres de Pairie. —Communiquées à la Chambre par M. le Garde-des-sceaux, p. 265. — L'enregistrement en est ordonné, p. 265, 266.

LÉVIS (M. le duc de)—Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 23. — Défend ce projet devant la Chambre, p. 26. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824, p. 854.

M.

MARBOIS (M. le marquis de)—Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 107 : *Un Pair demande, etc.* — p. 114 : *Un autre Pair distingue, etc.*—p. 115 : *L'un des préopinants insiste, etc.* — Offre de se déporter du jugement de cette affaire, p. 130.—Combat la prise en considération d'une proposition relative aux communautés religieuses de femmes, p. 154. — Explique les motifs de son vote sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions, p. 383 à 385.—Appuie la proposition relative à la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 409 : *Cet avis est partagé, etc.* — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'île Perrache, p. 543 : *Un membre s'y oppose, etc.* — Appuie la proposition de renvoyer à une séance plus éloignée la discussion du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 550 :

Un autre Pair invoque, etc.—Prend part à la discussion des projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1821, p. 668 : *Un Pair estime, etc.*—p. 674 : *Un Pair demande, etc.* — S'oppose à ce qu'on renvoie au Ministre un rapport du comité des pétitions, p. 742 : *Un Pair estime, etc.*—Combat l'impression demandée du même rapport, *ibid.*—Appuie la proposition de renvoyer au Ministre une pétition du sieur Chanlaire, p. 750 : *L'un d'eux observe, etc.*—Présente à la Chambre, dans la discussion du budget de 1824, des observations générales sur l'accroissement progressif des dépenses publiques, p. 880 à 885. — Sur la dette publique et le crédit, p. 897 à 905. — Sur les frais de justice, p. 911 à 914. — Sur le budget des affaires étrangères, p. 917 à 921.—Appuie les observations d'un autre Pair sur l'instruction publique, p. 938. —Combat le discours du Pair de France Grand-maître de l'Université, p. 946, 947.—Appuie les observations d'un autre Pair sur le budget des ponts-et-chaussées, et en présente de nouvelles, p. 952 à 955. — Combat le vœu exprimé de voir diviser en plusieurs lois la loi du budget, p. 958, 959. — Les explications données par le commissaire du Roi, baron Thirat de Saint-Agnan, p. 979.—Demande qu'on recueille au procès-verbal une déclaration de ce commissaire, p. 981.— Présente des observations sur le budget de la marine, p. 992 à 999. — Sur l'administration des monnoies, p. 1030, 1031. — Veut qu'on maintienne au budget, jusqu'à leur entière suppression, le produit des jeux et des loteries, p. 1040, 1041. —Texte de son opinion sur ces divers objets, n° 67.

Marescot (M. le comte de) — Fait, au nom d'une com-

mission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p. 342.

MARSEILLE (Projet de loi relatif aux frais d'établissement du siège épiscopal de)—Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 754. — Exposé des motifs, *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 755. — Le projet y est examiné, p. 765. — Discussion en assemblée générale, p. 769. — Adoption du projet, p. 770.

MARTAINVILLE (Le sieur), rédacteur en chef et propriétaire du *Drapeau blanc*. — (Voyez *Drapeau blanc*.)

MINISTRE DE LA GUERRE.—(Voyez *Bellune*.)

MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — (Voyez *Clermont-Tonnerre*.)

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.—(Voyez *Corbière*.)

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — (Voyez *Châteaubriand*.)

MINISTRE DES FINANCES.—(Voyez *Villèle*.)

MINISTRES DU ROI (Les)—Peuvent-ils ouvrir un avis dans une question qui intéresse personnellement la Chambre ou ses membres? p. 131.

MOLÉ (M. le comte) — Prend part à la discussion du projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 27: *Un Pair demande, etc.*—p. 55: *Un troisième opinant, etc.* — A la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 108: *Un Pair observe, etc.* — p. 114: *Un troisième opinant ajoute, etc.*—p. 115: *Le préopinant répond, etc.* — p. 120: *Un autre membre estime*, etc. — Combat le projet de loi relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p. 390 à 395. —Texte de son opinion, n° 31. — Le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe

de 1823, p. 784 à 794. —Texte de son opinion, n° 61.

Mollien (M. le comte)—Fait, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, un rapport sur la situation de cette caisse, p. 348.—Au nom d'une commission spéciale, un rapport sur les projets de loi relatifs au réglement définitif du budget de 1821, p. 554.

Montalembert (M. le baron de) — Défend le projet de loi relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p. 396 à 400. — Texte de son opinion, n° 32.—Le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 794 à 800. — Texte de son opinion, n° 62.

Montalivet (M. le comte de) décédé le 22 janvier 1823. —Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Daru, p. 429.

Montmorency (M. le duc Mathieu de) — Appuie l'adoption du projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 810 à 824.—Texte de son opinion, n° 64.

Mortemart (Victurnien-Bonaventure-Victor de Rochechouart, marquis de) décédé le 16 janvier 1823. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Crillon, p. 82 à 86.

Mortemart (Victor-Louis-Victurnien de Rochechouart, marquis de) fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 732. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Castries, p. 739. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus

dans l'information, p. 740. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 753. — Elle fixe un jour pour la reception du nouveau Pair, p. 754. — Il est admis à prendre séance, p. 766.

Mounier (M. le baron).—Rejette, comme inutile, le projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 629 à 636. — Texte de son opinion, n° 45.

N.

Narbonne (M. le duc de) — Elu secrétaire de la Chambre pour la session de 1823, p. 15. — Hommage rendu par lui à la mémoire de M. le duc de Sérent, p. 86 à 91. — Défend le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 294 à 300. — Texte de son opinion, n° 20. — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 746: *Un troisième rapporteur, etc.*

Nevers (Projet de loi relatif au frais d'établissement du siége épiscopal de). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 754. — Exposé des motifs *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 755. — Le projet y est examiné, p. 765. — Discussion en assemblée générale, p. 771. — Adoption du projet, *ibid.*

Noé (M. le comte de) — Dénonce à la Chambre un article du *Drapeau blanc*, et propose de faire traduire à la barre l'éditeur responsable de ce journal, p. 105, 106.

O.

Opinions distribuées à la Chambre par différents Pairs —

Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a point permis de prononcer, ou dont l'impression n'a point été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de douze, divisées ainsi qu'il suit : Sur le *projet d'adresse* en réponse au discours du Roi, cinq opinions de MM. le comte Molé, le prince-duc de Talleyrand, le baron de Barante, le duc de La Rochefoucauld et le comte Daru. — Sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un *crédit éventuel de cent millions*, quatre opinions de MM. le comte De Sèze, le marquis d'Herbouville, le comte Cornudet et le duc de Choiseul. — Sur le projet de loi relatif à *l'appel des jeunes Français* de la classe de 1823, deux opinions de MM. le duc de Broglie et le vicomte Digeon. — Sur l'article du budget intitulé *Chambre des Pairs*, une opinion de M. le duc de Choiseul. — Nous ajouterons à ces douze opinions une proposition, pareillement distribuée, de M. le baron Pasquier sur la *compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage.*

Opinions imprimées par ordre de la Chambre. — Elles sont au nombre de trente-deux, savoir : Sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un *crédit éventuel de cent millions*, neuf opinions de MM. le maréchal comte Jourdan, n° 19; le duc de Narbonne, n° 20; le baron de Barante, n° 21; le comte de St. Roman, n° 22; le marquis de Catellan, n° 23; le comte de Polignac, n° 24; le duc de Broglie, n° 25; le duc de Fitz-James, n° 28, et le comte de Ségur, n° 30. — Sur le projet de loi relatif au *rappel des vétérans*, deux opinions de MM. le comte Molé, n° 31, et le baron de Montalembert, n° 32.

Sur le projet de loi relatif à la *restitution* de *l'île Perrache*, une opinion de M. le comte de La Redorte, n° 38. — Sur le projet de résolution relatif aux *communautés religieuses de femmes*; sept opinions de MM. le marquis de Catellan, n° 40; l'archevêque de Sens, n° 41; le marquis de Rougé, n° 42; le comte Cornudet, n° 43; le comte Lanjuinais, n° 44; le baron Mounier, n° 45, et le baron Pasquier, n° 47. — Sur les projets de loi relatifs au *règlement définitif du budget de* 1821, deux opinions de MM. le comte Roy, n° 48, et le comte de Villemanzy, n° 49. — Sur le projet de résolution relatif à la *jurisdiction et aux formes de procéder de la Cour des Pairs*, quatre opinions de MM. le marquis d'Orvilliers, n° 50; le comte De Sèze, n° 51; le comte de Cornet, n° 52, et le marquis d'Aguesseau, n° 54. — Sur le projet de loi relatif à l'appel *des jeunes Français* de la classe de 1823, quatre opinions de MM. le comte Molé, n° 61; le baron de Montalembert, n° 62; le baron de Barante, n° 63, et le duc Mathieu de Montmorency, n° 64. — Sur le projet de *loi de finances* pour 1824, trois opinions de MM. le marquis de Marbois, n° 67; le comte Ruty, n° 68, et de M. le comte Roy, n° 70.

Ordonnances du Roi communiquées à la Chambre. — Ordonnance du 31 octobre 1822, portant nomination de huit nouveaux Pairs, archevêques ou évêques, p. 10. — Du 8 janvier 1823, relative au titre et au rang que doivent prendre dans la Chambre les Pairs revêtus de dignités ecclésiastiques, p. 12. — Du 12 février, qui nomme Pair de France M. le comte de Lagarde, p. 201.

Orvilliers (M. le marquis d'). — Élu secrétaire de la

Chambre, pour la session de 1823, p. 15. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges consentis par le domaine de la Couronne, p. 207. — Un second rapport, au nom de la même commission, sur le projet de loi relatif à l'échange de l'hôtel de Valentinois contre l'hôtel de l'Élysée-Bourbon, p. 223. — Un troisième rapport sur le projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de l'État, p. 229. — Propose de remplacer, par un seul article, le projet de résolution relatif à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 693 à 701. — Texte de son opinion, n° 50. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 940.

P.

Pasquier (M. le baron). — Propose de modifier le second paragraphe du projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 25, 26. — Insiste sur cette proposition, p. 26. — Propose à la Chambre de solliciter une loi qui fixe la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 405. — Repousse les objections élevées contre cette proposition, p. 407 : *L'auteur de la proposition s'étonne, etc.* — p. 412 : *L'auteur demande, etc.* — Invite la Chambre à s'en occuper, p. 420 : *L'orateur avoue, etc.* — Appuie l'ajournement proposé du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 640 à 647. — Texte de son opinion, n° 47. — Justifie, à l'occasion de la loi des comptes, l'ancien ministère dont il a fait partie, p. 679 : *Un dernier opinant, etc.*

PASTORET (M. le marquis de). — Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 115: *Un nouvel opinant etc.*

PESSON (le sieur), éditeur responsable du *Drapeau blanc*. — Voyez *Drapeau blanc*.

PÉTITIONS. — Du sieur Main, p. 253. — Du sieur Guichot. — Du sieur Kugler. — Du sieur Courtois. — Du sieur Barbasan, p. 254. — Du sieur Favier. — Du sieur de Waru. — Du sieur Guyonnet de Sénac, p. 255. — Du sieur Isambert. — Du sieur Barbier, p. 256. — Du sieur Guay, au nom des héritiers Frémont. — Du sieur Chanlaire, p. 257. — De 34 ouvriers des chantiers de la Râpée, p. 258. — Du sieur Leguay, p. 740. — Du sieur Mahul. — Du sieur Neycammer, p. 741. — Du chevalier Martin d'André, p. 743. — Du sieur Dietrich. — Du lieutenant Loritz, p. 744. — Du sieur Barbier. Du sieur Thuillier, p. 745. — Du sieur Cannet des Aulnois. — Du sieur Jobert. — Du sieur Chanlaire, *iterùm*, p. 746. — Du sieur Frioud. — Du sieur Mesnard. — Du sieur Schirmer. — Du sieur Declercq, p. 940.

PÉTITIONS qui ont été l'objet de quelque discussion. — Pétition du sieur Chanlaire, p. 257, 258. — Du sieur Neycammer, p. 741 à 743. — Du sieur Chanlaire, *iterùm*, p. 746 à 752.

PEYRONNET (M. le comte de), Garde-des-sceaux, Ministre de la justice. — Combat le déport offert par un Pair dans l'affaire du *Drapeau blanc*, p. 131. — Communique à la Chambre différentes lettres-patentes portant institution de titres de Pairie, p. 265. — Combat, comme inutile et dangereuse, la proposition relative à la compétence des conseils de guerre en ma-

tière d'embauchage, p. 410 à 412. — Insiste sur l'ajournement de cette proposition, p. 416 à 418. — Répond aux observations présentées sur les *frais de justice*, lors de la discussion du budget, p. 914 à 917.

POLIGNAC (M. le comte de). — Défend le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 320 à 325. — Texte de son opinion, n° 24. — Combat la proposition relative à la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 407 : *Un Pair observe, etc.*

PONTÉCOULANT (M. le comte de). — Défend, contre les amendements qu'on y propose, le projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 52 : *Un Pair observe, etc.* — Prend part à la discussion élevée relativement à un article du *Drapeau blanc*, p. 110 : *Un troisième orateur, etc.* — p. 120 : *L'un des orateurs entendus, etc.*

PORTALIS (M. le comte). — Appuie la prise en considération d'une proposition relative aux communautés religieuses de femmes, p. 156 : *Un troisième opinant, etc.* — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur cette proposition, p. 437.

PROJETS DE LOI IMPRIMÉS. — Projet relatif à trois baux emphytéotiques et à huit échanges consentis par le domaine de la Couronne, n° 2. — A l'échange pareillement consenti de l'hôtel de Valentinois et de ses dépendances contre l'hôtel de l'Élysée-Bourbon, n° 3. — A divers échanges consentis par le domaine de l'État, n° 7. — A l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions, pour 1823, n° 13. — Au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, n° 15. — A la restitution de l'île Perrache, cédée au Gouverne-

ment par la ville de Lyon en 1806, n° 17. — Projets relatifs au règlement definitif du budget de 1821, n° 33. — Aux frais d'établissement des sièges épiscopaux de Marseille, Nevers et Rodez, n° 57. — Projet relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824, n° 58. — A l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, n° 59.

PROPOSITIONS FAITES A LA CHAMBRE. — De supplier le Roi de vouloir bien fixer, tant par une loi que par une ordonnance, la jurisdiction et la jurisprudence de la Cour des Pairs, p. 92. — De solliciter une loi en vertu de laquelle les communautés religieuses de femmes puissent à l'avenir être reconnues par une simple ordonnance, p. 93. — De faire traduire à la barre l'éditeur responsable du *Drapeau Blanc*, p. 105, 106. — De solliciter une loi qui fixe la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 405.

Q.

QUÉLEN (M. l'archevêque de Paris, comte de). — Demande qu'on n'ajourne pas à moins de huit jours la discussion du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 549: *Un Pair demande, etc.* — Propose, lors de la discussion de ce projet, d'en ajourner l'examen ultérieur à la session prochaine, p. 636: *Un Pair déclare, etc.* — Exprime le vœu de voir le Gouvernement prendre l'initiative sur la question débattue, p. 647.

R.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE, au nom du comité des pétitions. — Voyez *Comité des pétitions.*

Rapports faits a la Chambre, au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le marquis d'Orvilliers, sur le projet de loi relatif à divers baux emphythéotiques et échanges consentis par le domaine de la Couronne, p. 207. — Sur le projet de loi relatif à l'échange, pareillement consenti, de l'hôtel de Valentinois contre l'hôtel de l'Élysée-Bourbon, p. 223 — Sur le projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de l'État, p. 229. — Par M. le comte de Laforest, sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions pour 1823, p. 267. — Par M. le comte de Marescot, sur le projet de loi relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p. 342. — Par M. le comte Portalis, sur la proposition relative aux communautés religieuses de femmes, p. 437. — Par M. le comte Ferrand, sur sa proposition relative à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, p. 483. — Par M. le marquis d'Herbouville, sur le projet de loi relatif à la restitution de l'île Perrache, p. 519. — Par M. le comte Mollien, sur les projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1821, p. 554. — Par M. le comte de La Villegontier sur le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 776. — Par M. le duc Lévis, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824, p. 854.

Rapports imprimés par ordre de la Chambre. — Sur trois projets de loi relatifs, le premier à divers baux emphytéotiques et échanges consentis par le domaine de la Couronne; le second, à l'échange, pareillement consenti, de l'hôtel de Valentinois contre l'hô-

tel de l'Élysée Bourbon; le troisième, à divers échanges consentis par le domaine de l'État, n° 14. — Sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions pour 1823, n° 18. — Sur le projet de loi relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, n° 26. — Sur la situation de la Caisse d'amortissement, n° 27. — Sur la proposition relative aux communautés religieuses de femmes, n° 35. — Sur la proposition relative à la compétence et aux formes de procéder de la Cour des Pairs, n° 36. — Sur le projet de loi relatif à la restitution de l'île Perrache, n° 37. — Sur les projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1821, n° 39. — Sur une pétition du sieur Neycammer, n° 55. — Sur le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, n° 60. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824, n° 66.

Réception de nouveaux Pairs. — Des sept Pairs, archevêques ou évêques, qui ont prêté serment dans la séance royale, p. 12. — De M. le comte de Tascher, p. 81. — De M. le comte d'Escars, *ibid.* — De M. le duc de Blacas, p. 98. — De M. le comte de Lagarde, p. 203. — De M. le marquis de Mortemart, p. 765.

Renseignements donnés par le Pair de France, Ministre de la marine, sur l'état et le nombre des communautés religieuses de femmes, n° 46.

Rodez (Projet de loi relatif aux frais d'établissement du siége épiscopal de). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 754. — Exposé des motifs *ibid.* — Impression et renvoi aux bureaux, p. 755. — Le projet y est examiné, p. 765. — Discussion en as-

semblée générale, p. 772. — Adoption du projet, *ibid.*

Rougé (M. le marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1823, p. 15. — Appuie, mais sans approbation du principe qu'on lui donne pour base, le projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 603 à 612. — Texte de son opinion, n° 42.

Roy (M. le comte) — Appuie l'ajournement du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 648: *Un autre Pair, etc.* — Discute les projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1821, p. 652 à 667. — Texte de son opinion, n° 48. — Répond aux observations du Ministre de la marine sur la caisse des invalides, p. 669 : *L'orateur observe, etc.* — Aux observations du commissaire du Roi, Jurien, p. 672: *Le préopinant s'étonne, etc.* — Appuie, dans la discussion du budget de 1824, les observations du Ministre des finances sur l'utilité du crédit public, p. 908, 909. — Signale l'abus des crédits supplémentaires, employés hors des cas imprévus, p. 921 à 925. — Insiste sur cette observation, p. 926, 927. — Demande qu'on soumette aux régles générales les recettes et dépenses de l'instruction publique, et celles des haras, p. 927 à 933. — Répond sur ces deux points aux observations du Ministre de l'intérieur, p. 935 à 938. — Demande qu'on porte au budget les sommes fournies à l'État par des compagnies particulières pour divers ponts et canaux, p. 947 à 949. — Réplique au Ministre de l'intérieur, p. 951, 952. — Exprime le vœu de voir diviser en plusieurs lois la loi annuelle du budget, p. 956 à 959. — Insiste sur ce vœu, p. 960 :

L'orateur dont l'opinion, etc. — Réclame contre l'attribution faite au Ministre de l'intérieur de l'excédant du fonds de non-valeurs, p. 961 à 963. — Soumet à la Chambre différentes observations sur le budget de la guerre, p. 964 à 971. — Répond au commissaire du Roi, baron Thirat de St.-Agnan, p. 980, 981. — S'étonne d'entendre présenter comme prématurée la discussion sur la caisse des invalides, p. 989, 990. — Présente quelques observations sur le budget de la marine, 1000 à 1002. — Insiste sur ces observations, et répond à celles du Ministre, p. 1013 à 1015. — Demande qu'on verse au Trésor le produit de la taxe des brevets d'invention, p. 1032, 1033. — Texte de son opinion sur ces différents points, n° 70.

Ruty (M. le comte) — Combat, à l'occasion de la loi de finances, quelques objections élevées contre le service des poudres, p. 885 à 893. — Texte de son opinion, n° 68.

S.

Saint Roman (M. le comte de) — Défend le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 308 à 315. — Texte de son opinion, n° 22.

Scrutin (vote par). — Sur un amendement proposé au cinquième paragraphe du projet d'adresse en réponse au discours du Trône, p. 56. — Sur l'ensemble de ce projet, p. 57. — Sur le projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges consentis par le domaine de la Couronne, p. 248, 249. — Sur le projet relatif à divers échanges consentis par le domaine

de l'État, p. 250. — Sur le projet relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour 1823, p. 385. — Sur le projet relatif au rappel des sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822, p. 403. — Sur la question de savoir si la Chambre s'occupera de la proposition relative à la compétence des conseils de guerre en matière d'embauchage, p. 420. — Sur le projet de loi relatif à la restitution de l'île Perrache, p. 546. — Sur les cinq projets relatifs au règlement définitif du budget de 1821, p. 683. — Sur le projet de loi relatif aux frais d'établissement du siége épiscopal de Nevers, p. 770. — Du siége épiscopal de Marseille, p. 771. — Du siége épiscopal de Rodez, p. 772. — Sur le projet de loi relatif à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823, p. 851. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824, p. 1043.

Séance royale du 28 janvier 1823. (Procès-verbal de cette séance). — Dressé par le Garde des archives, p. 7. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 9 et 10.

Ségur (M. le comte de)—Appuie, en le restreignant, un amendement proposé au cinquième paragraphe du projet d'adresse, p. 32 : *Un Pair estime, etc.*—Insiste sur l'adoption de ce sous-amendement, p. 47 : *Le noble Pair qui a proposé, etc.* —Rend un hommage public à la mémoire de M. le marquis de Grave, p. 172.— Combat le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions, pour 1823, p. 378 à 383.—Texte de son opinion, n° 30.—Appuie l'impression d'observations présentées par un Pair relativement à l'île Perrache, p. 544 : *Un autre membre invoque, etc.*—Appuie la proposition de renvoyer à une séance plus éloignée

la discussion du projet de résolution relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 547: *Un Pair estime, etc.* — Celle de réduire à la simple demande d'une loi de compétence le projet de résolution relatif à la Cour des Pairs, p. 737: *Un Pair appuie, etc.* — Le renvoi au Ministre d'une pétition du sieur Chanlaire, p. 751: *Un Pair déclare, etc.* — Le vœu exprimé de voir diviser en plusieurs lois la loi annuelle du budget, p. 959: *Elle est appuyée, etc.*

SERENT (M. le duc de) décédé le 30 décembre 1822. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Narbonne, p. 86 à 91.

SERMENT (Prestation de) — De MM. l'archevêque de Sens, l'archevêque de Reims, l'archevêque de Paris, l'évêque de Troyes, l'évêque de Chartres, l'évêque de Strasbourg et l'évêque d'Hermopolis, p. 6. — De M. le comte de Tascher, p. 81. — De M. le comte d'Escars, *ibid.* — De M. le duc de Blacas, p. 98. — De M. le comte de Lagarde, p. 204. — De M. le marquis de Mortemart, p. 766.

SERVICE TERRITORIAL (Projet de loi tendant à remettre en activité pour ce service les sous-officiers et soldats libérés le 31 décembre 1822.) — Présenté à la Chambre des Pairs par le Ministre de la guerre, p. 241. — Exposé des motifs, p. 242. — Impression et renvoi aux bureaux, p. 243, 244. — Le projet y est examiné, p. 261. — Nomination d'une commission spéciale, p. 284, 285. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Marescot, p. 342. — Discussion en assemblée générale sur le fond du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Molé, le baron de Montalembert, et le vicomte Digeon), p. 389 à 403. —

Adoption du projet, p. 403.—Texte du projet adopté, p. 404.

Session de 1823.—Ouverte le 28 janvier, p. 7.—Close le 8 mai, p. 1047.

Siéges épiscopaux. (Voyez *Marseille—Nevers—Rodez.*)

T.

Tascher (M. le comte de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 16. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 18. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le vicomte de Châteaubriand, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 19. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 22. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prendre séance, p. 81.

Thirat de Saint-Agnan (M. le commissaire du Roi, baron) —Répond, dans la discussion de la loi de finances, aux observations présentées sur le budget de la guerre, 971 à 978.—979, 980.—981 à 983.

Titres de Pairie.—Voyez *Lettres-patentes.*

Tournon (M. le conseiller d'État, comte de)—Chargé de la défense du projet de loi relatif à la restitution de l'île Perrache, p. 519. — Soutient la discussion de ce projet, p. 542. — Consent un amendement proposé à l'art. 2, p. 545.

Tracy (M. le comte Destutt de).—Prend part à la discussion du projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 54 : *Un Pair estime, etc.*

V.

VÉTÉRANS.—(Voyez *Service territorial.*)

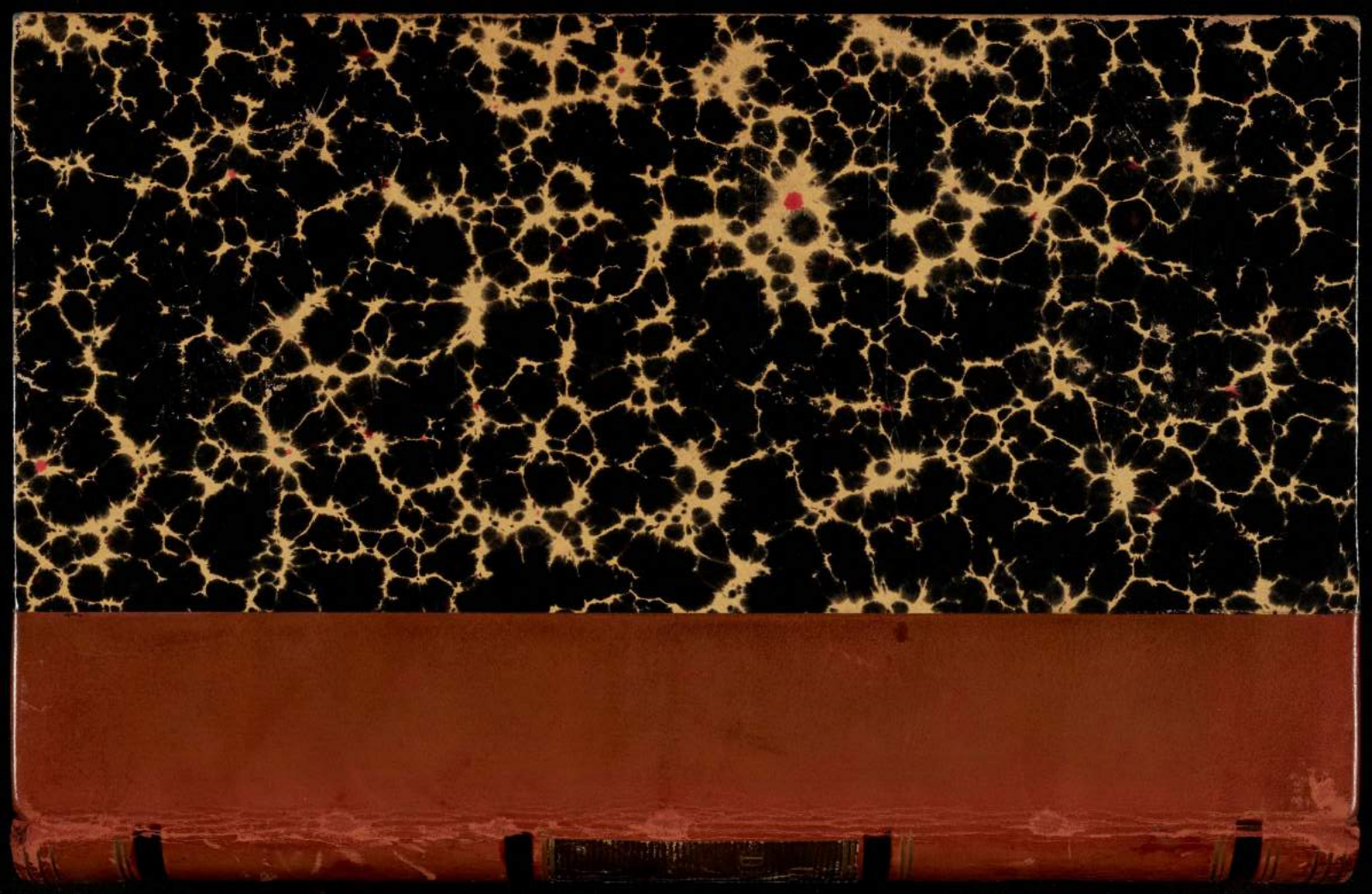
VILLEMANZY (M. le comte de)—Appuie un amendement proposé au projet de loi sur la restitution de l'île Perrache, p. 545 : *Un second opinant propose, etc.*—Soumet à la Chambre, dans la discussion relative au réglement définitif du budget de 1821, quelques observations sur la comptabilité générale, p. 681, 682.—Texte de son opinion, n° 49.

VILLÈLE (M. le comte de), Ministre des finances, Président du conseil des Ministres. — Combat les amendements qu'on propose de faire au cinquième paragraphe du projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 43 à 47. — Présente à la Chambre deux projets de loi relatifs, le premier à divers baux emphytéotiques et échanges, consentis par le domaine de la Couronne, le second, à l'échange, pareillement consenti, de l'hôtel de Valentinois contre l'hôtel de l'Élysée-Bourbon, p. 63. — Un projet relatif à divers échanges consentis par le domaine de l'État, p. 98.—Un projet relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions pour 1823, p. 204.—Cinq projets relatifs au règlement définitif du budget de 1821, p. 423.—Fait une communication à la Chambre, au nom du Roi, sur l'entrée de l'armée française en Espagne, p. 729. — Présente le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824, p. 755.—Répond, lors de la discussion de ce projet, aux observations de M. le marquis de Marbois sur l'accroissement progressif des dépenses publiques, p. 893 à 896—Aux obser-

vations du même Pair sur la dette publique et le crédit, p. 905 à 908.—Donne les explications demandées par un Pair sur le projet de loi présenté à l'autre Chambre relativement à la dotation de l'ancien Sénat, p. 1028.—Annonce qu'il profitera, pour satisfaire au vœu de la Chambre, des indications qu'il a recueillies dans le cours de la discussion, p. 1029.



IMPRIMERIE DE JULES DIDOT, L'AINÉ,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.



CHAMBRE
DES PAIRS

TABLES
1814-1823

1